
LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868


THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868

THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868


SITY OF
LET THERE BE
LIGHT
1868
ARY OF T

Zeitschrift

für

Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse



HERAUSGEGEBEN VON — PUBLIÉE PAR

ALBERT BÜCHI UND JOH. PETER KIRSCH

o. ö. Professoren an der Universitat Freiburg (Schweiz)

Redaktionssekretär : M. BESSON, *Secrétaire de la Rédaction*

Professeur à l'Université et au Séminaire, Fribourg

V. Jahrgang — Vme Année

1911

STANS 1911

HANS VON MATT & Cie VERLAGSHANDLUNG

INHALTSVERZEICHNIS — SOMMAIRE

V. Jahrgang — Vme Année

1911

Rezensionen — Comptes rendus :



Zeitschrift
für
Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse



HERAUSGEGEBEN VON — PUBLIÉE PAR

ALBERT BÜCHI UND JOH. PETER KIRSCH

o. o. Professoren an der Universität Freiburg (Schweiz)

Redaktionssekretär : M. BESSON, *Secrétaire de la Rédaction*

Professeur au Grand Séminaire, Fribourg

V. JAHRGANG, I. HEFT. — 5me ANNÉE, FASC. I.

STANS 1911

HANS VON MATT & Cie VERLAGSHANDLUNG

Inhaltsverzeichnis — Sommaire

GRÖSSERE BEITRÄGE — TRAVAUX

welche für die nächsten Nummern in Aussicht genommen wurden. — *que la Revue publiera prochainement.*

Fréd. Dubois, Iconographie de Notre-Dame de Lausanne. — **Dr Ulrich Lampert,** Über Pfarreiarchive. — **Derselbe,** Zur Geschichte der Collatur Risch. — **J. Lombriser,** Nicolaus Rusca, Erzpriester von Sondrio. — **Leo Meyer,** Die Walliser Kanzlei bis 1350. — **Josef Müller** (Spitalpfarrer), Auszüge aus dem Sterbebuch der Pfarrkirche Altdorf, 1648-1729. — **Josef Müller** (Stiftsarchivar), Kilian Germann. — **Derselbe,** Karl Borromeo und das Stift St. Gallen. — **P. Fridolin Segmüller, O. S. B.,** Der Schweizerzug nach Palliano, 1557. — **Georg Schuhmann,** Wer war der Urheber der Schweizerbruderkriege, Murner oder Zwingli ?

REDAKTIONSKOMMISSION — COMMISSION DE RÉDACTION

Sr. Gn. Dr Jakob Stammler, Bischof von Basel, Solothurn. — **M. le Chanoine P. Bourban,** Saint-Maurice. — **Dr Adolf Fäh,** Stiftsbibliothekar, St. Gallen. — **Dr Joseph Hürbin,** Prof., Luzern. — **Dr J. Georg Mayer,** Domherr, Chur. — **P. Odilo Ringholz,** O. S. B., Stiftsarchivar, Einsiedeln. — **Mgr L. R. Schmidlin,** Pfarrer, Biberist (Solothurn.) — **Dr E. Wymann,** Staatsarchivar, Altdorf.

Die Zeitschrift
für Schweizerische Kirchengeschichte
erscheint 4 mal jährlich.
Abonnementspreis : 6 Fr.

LA REVUE
D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE SUISSE
paraît par fascicules trimestriels.
Prix de l'abonnement : 6 fr.

L'évêque de Lausanne, comte de Vaud

par Maxime REYMOND

I. Un diplôme inédit de Rodolphe Ier.

En recherchant les origines de l'organisation municipale à Lausanne [1], nous disions qu'il fallait faire remonter la source de la souveraineté de l'évêque sur cette ville à un décret royal d'immunité. « Quoique le texte même nous manque, ajoutions-nous, nous ne pouvons pas douter que l'Eglise de Lausanne ait été, peut-être au IXme siècle, peut-être avant déjà, au bénéfice d'un acte d'immunité, grâce auquel, dans la Cité, l'évêque percevait les impôts comtaux et rendait lui-même la justice sans que le comte eût à intervenir. »

Ce qui était alors une hypothèse est devenu depuis une certitude, grâce à la découverte d'un document inédit, dont nous avons trouvé une copie dans les archives de M. le colonel Treytorrens de Loys, à Lausanne.

Voici tout d'abord, et sans préambule, le texte de ce document, qui constitue le plus ancien titre intéressant directement la ville de Lausanne :

In nomine sancte et individue trinitatis. Ruodulfus favente divino munimime serenissimus rex. Si servorum Dei justis postulationibus aurem nostre serenitatis libenter accomodaverimus et eorum ecclesiis dignis muneribus acquieverimus non solum in hoc nostram regalem exercemus dignitatem verum etiam pro futurum hoc nobis credimus certissime ad utriusque vite (obtinendam) felicitatem. Quapropter omnium nostrorum fidelium solercie sit notum videlicet presentium et futurorum qualiter venerabilis Boso sancte Lausanne ecclesie episcopus adiit nostram excellenciam postulans ecclesiam sibi commissam pristino honore funditus privatam ac in multis annichillatam quod ita et

[1] *Revue historique vaudoise*, les *Origines de l'Organisation municipale*, 1908.

per eum et per nonnullos verum esse repperimus. In qua ergo relatione salubriter monens ac de voto postulans sugessit nobis pro Beatissime Virginis Marie genitricis nostri Redemptoris amore commisse sibi predicte ecclesie subvenire quod quodam modo rationabiliter possumus denegare minime audemus. Concedimus huic itaque ecclesie prefate Lausannensi interveniente suo pastore jam dicto venerabili viro videlicet Bosone quicquid ad forum civitatis ipsius Lausannensis Waldensi hoc est in fredis in theoloneis [1] in forathicis in cunctis exhibitionibus in omnibus videlicet que ad jus comitis pertinere videbantur et infra civitatem et extra omnis pastori illius civitatis sit potestas et absque ulla alterius porcione rectoresque jam prelibate ecclesie perpetuo hiis supradictis rebus fruantur munimine. Ut autem nostre preceptionis auctoritas firmius credatur et ab omnibus credentius inviolabiliter observetur manu propria eam subtus firmavimus et annuli nostri signum subtus mandavimus assignari. Hieronimus notarius ad vicem [2] Waltharii episcopi et archicancellarii recognovi. Data nonis [3] augusti Christo propicio Ruodurphi piissimi regis IX anno indictione septima. Actum Lausanne castro. In Dei nomine feliciter. Amen.

Pro copia Jo. Gignilliatti factum est transumptum.

Pro copia [Loysius [4]].

* * *

La première question que nous avons à nous poser en présence de ce document est celle de son authenticité. L'original faisant défaut nous ne pouvons en examiner l'écriture ou les caractères extérieurs. Nous devons nous borner à l'examen de la copie.

Le texte que nous avons sous les yeux est du commencement du XVIme siècle. C'est, comme l'indique la signature, une copie d'une copie. Le notaire Jean Gignillat, qui l'a le premier transcrit, est très connu. Aux environs de 1518, en sa qualité de commissaire des ententes et d'homme de confiance de l'évêque, il a copié un grand nombre de documents tendant à établir, contrairement aux prétentions du duc de Savoie, que l'Eglise de Lausanne relevait immédiatement de l'empereur et que le duc de Savoie ne devait avoir dans cette ville aucune juridiction supérieure à celle de l'évêque. Les historiens ont pu contrôler certaines copies de Gignillat avec les originaux ; elles ont été trouvées fidèles.

[1] La copie porte : theolo[illegible]eis.

[2] La copie porte : ad in vicem.

[3] La copie porte : nona.

[4] Le cahier contient deux actes, tous deux inédits, celui-ci et un autre, relatif à un procès du XIIIme siècle entre l'empereur et l'évêque de Lausanne au sujet des régales, au bas duquel se trouve la signature.

Quant au second copiste qui signe *Loysius,* il est également connu. C'est un contemporain de Gignillat, Aubert Loys, — le frère du Ferrand Loys de la Dispute de Lausanne. Il avait un brevet régulier de notaire, et l'examen comparatif des écritures nous a amené à la certitude que c'était bien lui le signataire de la copie. Aubert Loys fut, après la conquête du pays de Vaud, l'un des ambassadeurs de la ville de Lausanne auprès de Leurs Excellences de Berne. Il fut coseigneur de Denens, amodiateur des biens du Chapitre, et souche de la branche des seigneurs de Villardin. Mêlé avec son père, l'avocat Etienne Loys, coseigneur de Marnand, aux grands conflits politiques de la première moitié du XVIme siècle, il est très naturel qu'il ait copié quelques-unes des pièces qu'il a eues entre les mains. Nous en avons en effet trouvé plusieurs de lui.

* * *

Les noms de ces deux personnages sont déjà un indice de l'authenticité de la pièce en question. Nous en avons des preuves plus décisives : le contenu de la pièce elle-même. Les formules de l'acte sont en effet très correctes. Elles sont à peu près identiques à celles que le *Cartulaire de Lausanne* présente dans un acte de la même époque, du même roi, du même chancelier et du même bénéficiaire, le diplôme par lequel, le 14 mai 899 [1], Rodolphe Ier confirme à l'évêque Boson différentes donations. L'identité est telle que nous pourrions songer à une simple imitation, à un décalque, si l'ensemble de la pièce ne nous prouvait pas que nous avons affaire ici à une formule courante de chancellerie.

La partie essentielle de la pièce est elle-même absolument dans le style du temps. Il y a la supplication de l'évêque, la concession gracieuse par le roi. La langue employée est bien celle de l'époque. Le sens du terme *fredum* était probablement oublié au moment où Jean Gignillat copiait l'original, et le sens particulier donné au mot *honor* qui, après avoir désigné des droits fiscaux, s'appliquait aussi, au IXme et au Xme siècles [2], aux revenus, puis aux biens du fonctionnaire ou comte, était sûrement ignoré du copiste qui l'a transcrit sans autre.

En outre, le texte ne renferme aucune expression qui n'ait été

[1] *Cart. laus.*, p. 286-7.
[2] Poupardin, le *Royaume de Bourgogne*, p. 439.

employée qu'à une époque postérieure, et la concession sur laqu... porte la donation de Rodolphe I[er] ne rappelle le souvenir d'auc... autre document. Il n'y a donc eu ni fabrication d'acte sur le vu d'autr... pièces, ni interpolation. Nous sommes réellement en présence d'... document qui revêt les caractères de la fin du IX[me] siècle, et no... pouvons ajouter foi à son contenu [1].

Les copistes l'ont cependant altéré sur deux points. Il manque l... mot *comitatu* ou *pago* qui, dans l'original, devait précéder le qualifica... *Waldensi*. En outre, la date a été inexactement rapportée. La neuvièn... année du règne du roi Rodolphe I[er] est l'an 896, mais c'est la quatorzièn... indiction et non pas la septième. La première omission n'a pas d'im... portance. Le manque de concordance entre les deux éléments de la da... est si fréquent dans les copies de documents de cette époque, et mê... dans les originaux, qu'il n'y a pas lieu de s'y arrêter.

Nous devons ajouter qu'en elle-même, la donation royale est tr... vraisemblable. L'évêque Boson était un protégé du roi Rodolphe I... qui, quatre ans auparavant, avait écarté l'archidiacre Ragenfred p... placer Boson sur le siège de Lausanne. Le prélat reçut d'autres preuv... de la munificence royale, des donations importantes à Dommartin ... à Ressudens, et surtout le décret du 28 janvier 895 par lequel le r... reconnaissait à l'Eglise de Lausanne le droit d'élire librement son évêq... Le diplôme que nous produisons n'est qu'une marque de faveur de pl... et ce témoignage était donné peut-être aussi bien dans un intérêt po... tique que par sympathie personnelle.

[1] Le savant et très compétent auteur du *Royaume de Bourgogne*, M. R... Poupardin, secrétaire de l'Ecole nationale de Chartres, nous écrivait de Paris ... 30 juillet 1910 : « Je crois, comme vous, que ce document est authentique, av... quelques erreurs de transcription. Il semble qu'il manque après *felicitatem* un m... comme *obtinendam*. La *petitio* ne se construit pas très bien avec *postulans* q... suppose une requête adressée, tandis que la phrase ne comporte que l'exposé d'... état de choses ; sans parler de l'omission d'un mot avant *Waldensi* et de la disc... dance des éléments de date que vous avez relevées. Je ne sais si le mot *exhibit... nibus* n'est pas un lapsus pour *redibitionibus*, lapsus dont je ne rends même p... Gignillat responsable, car rien ne prouve qu'il ait fait la copie d'après un origin... puisqu'il ne signale ni sceau ni monogramme. »

Cette dernière observation de M. Poupardin nous paraît fort juste. No... savons aujourd'hui qu'en outre du *Cartulaire de Notre-Dame de Lausanne*, réd... par le prévôt Cono d'Estavayer, et qui concerne particulièrement les biens d... Chapitre, il existait un *Cartulaire de l'Evêché* à peu près contemporain, et do... nous reproduisons dans cette étude le fac-simile d'un feuillet.

* * *

Mais on est en droit de se demander comment il se fait que ce document soit resté ignoré jusqu'ici. Au XVme et au XVIme siècles, l'évêque de Lausanne a eu souvent à batailler avec le duc de Savoie au sujet de l'étendue de sa juridiction. Nous possédons entre autres l'acte de reconnaissance des droits de l'évêque par les citoyens de Lausanne, acte rédigé le 10 octobre 1518 par Jean Gignillat lui-même et qui mentionne les titres sur lesquels s'appuyait Sébastien de Montfalcon. On y voit [1] mentionnés l'acte de donation du comté de Vaud par Rodolphe III, ainsi que deux diplômes royaux de Rodolphe Ier de 888 et du 8 février 907, dont la teneur nous est inconnue, mais non pas la pièce que nous venons de reproduire.

A cette objection, il est facile de répondre que le précepte de Rodolphe Ier n'a trait en apparence qu'à des droits perçus au marché de Lausanne, qu'on pouvait ainsi ne lui attribuer qu'une valeur médiocre, dispensant de le reproduire. L'évêque avait des titres royaux, impériaux et pontificaux, bien plus probants. C'est pourquoi le document de 896 ne figure dans aucun des cahiers de copies de l'époque, pas plus d'ailleurs que les diplômes inconnus de 888 et de 907.

Il y a encore une autre objection. Les Archives cantonales vaudoises possèdent deux inventaires des titres que l'évêque de Lausanne conservait dans son chartier de la tour d'Ouchy, l'un de 1340-50 [2], l'autre de 1394 [3]. Le diplôme royal de 896 n'est mentionné dans aucun des deux. Mais ces inventaires n'indiquent aucune bulle papale, aucun diplôme royal ou impérial. Ils n'analysent guère que des titres féodaux. Le répertoire de 1350 mentionne simplement un écrit non scellé sur les régales. Par contre, à la fin du répertoire de 1394, nous trouvons une indication intéressante. On y lit que dans un portefeuille (*coffino*) de cuir carré, étaient renfermées des lettres impériales de concessions d'immunités sur les régales, les joux, les eaux, la monnaie, des lettres apostoliques, ainsi que des pièces relatives à la création du vicariat impérial à Lausanne. Si nous songeons que de tous ces documents nous ne

[1] M. D. R., t. VII, p. 702.
[2] A. C. V., *titres du bailliage de Lausanne*, no 1365.
[3] A. C. V. Volume spécial.

possédons plus en original que l'acte de donation du comté de Vaud, on regrettera bien vivement l'absence de tout inventaire détaillé et surtout la disparition du portefeuille lui-même, emporté dans la tourmente de 1536.

Il n'y a donc pas lieu de s'étonner de ce que le diplôme rodolphien de 896 soit demeuré inconnu. Mais Aubert Loys en avait compris la valeur, car il avait mis en tête de sa copie cette mention intéressante sinon exacte : *Prima donatio regalium lausannensium per imperatorem*, première donation des régales de Lausanne par l'empereur.

II. Le décret d'immunité.

Nous pouvons maintenant examiner avec une pleine confiance le diplôme qui vient de réapparaître. L'essentiel est contenu dans ces mots que nous croyons devoir répéter : « Nous concédons à cette Eglise de Lausanne tout ce qui est au marché de la dite cité de Lausanne [au comté de] Vaud, c'est-à-dire en *freda*, en tonlieux, en forages, et en toutes redevances en toutes choses, à savoir ce qui appartenait au droit du comte ; et que dans la cité et au dehors le pasteur de cette cité ait toute puissance, sans partage avec nul autre, et que les recteurs de cette Eglise jouissent à perpétuité des choses susdites. »

Nous devons analyser de près ces diverses dispositions.

Pour en saisir toute la portée, il faut se représenter la ville de Lausanne sous les Rodolphiens telle que nous l'avons montrée dans les *Origines de l'organisation municipale*[1]. La ville de Lausanne, c'est la Cité, qui est entourée de murs. Au-dessous d'elle, au versant méridional de la colline, au pied de la cathédrale, hors des murs, s'élève un quartier marchand. De la Cité, on y parvient par la rue des Marchands, la Mercerie, ou par les degrés du Marché, après avoir passé la *porta fori* que mentionne le Cartulaire de Notre-Dame[2]. Ce marché est sur la place du Crêt, droit au-dessous de la cathédrale et du palais épiscopal ; peut-être descend-il jusqu'à la Palud.

Ce marché, temporaire au début, devient rapidement une agglomération permanente, et constitue à proprement parler le premier bourg

[1] Dans la *Revue historique vaudoise*, 1908, p. 23-26 du tirage à part.
[2] *Cart. Laus.*, 518.

de Lausanne, le noyau de la ville nouvelle et commerçante qui, dans la suite des temps, absorbera la vieille ville épiscopale.

C'est sur ce marché que l'évêque de Lausanne obtient, en l'an 896, les droits qu'y exerçait jusqu'alors le comte. Au premier abord, ces droits paraissent purement fiscaux et de médiocre importance. Ce sont les tonlieux, c'est-à-dire les droits sur la vente des marchandises. C'est le forage, impôt qui frappe spécialement le trafic du vin, et soit dit en passant, le document que nous analysons est le plus ancien qui témoigne de la culture de la vigne dans notre contrée. Ce sont ensuite les *exhibitiones*. Le terme est employé rarement dans le langage fiscal de cette période du moyen âge, et nous serions tenté de croire que l'original portait *redhibitionibus*. Cependant, nous trouvons le mot *exhibitiones* dans une charte de Lodi avec le sens général de prestations : *cunctas que exhibitiones quae hactemus ad Laudensem comitatum de ipsa civitate et sub urbano ejus redhibitae sunt*[1]. On peut donc dire que le roi donne à l'évêque toutes les redevances dues au comte au quartier du marché.

Ce n'est pas tout. En tête des droits concédés figurent les *freda*. La traduction « amende judiciaire » ne rend pas complètement le sens du mot *fredum* : « Il y a grande apparence, dit M. Fustel de Coulanges[2], que l'idée qui s'y attachait s'éloignait assez de celle que notre esprit moderne attache au mot amende. Les hommes considéraient que, dans tout crime ou délit, il y avait deux personnes lésées, la victime d'abord, ensuite le roi, dont le criminel avait enfreint la volonté et violé les lois. Il fallait donc composer avec le roi comme avec la famille de la victime. Il y avait ainsi deux compositions en quelque sorte, l'une payée à la victime, l'autre payée au roi. C'est cette seconde partie de la composition qu'on appelait *fredum*. Même dans beaucoup de procès civils, l'intervention d'un magistrat donnait lieu au payement d'un *fredum*. Dans la pratique ordinaire, il semble bien que le *fredum* était le prix dont le juge, c'est-à-dire le roi ou le comte, faisait payer sa juridiction. Ce revenu faisait partie du droit de justice, et, pour beaucoup de fonctionnaires, il en était la partie principale. »

Ainsi, le comte était privé par la concession du roi Rodolphe de tous les revenus qu'il percevait au bourg du marché de Lausanne, soit comme juge, soit comme officier du fisc. La conséquence naturelle,

[1] Ducange, *Glossarium*, III, 150.
[2] Fustel de Coulanges, les *Origines du système féodal*, 380.

c'est que non seulement ces droits passaient à l'évêque, mais encore que c'était à celui-ci d'en exécuter désormais les charges. C'était à l'évêque à faire la police, à rendre la justice au marché, et le diplôme de 896 renferme implicitement, comme conséquence forcée, l'institution de ce fonctionnaire épiscopal, qui fut un moment puissant : le mayor.

Il est vrai que l'acte ne contient pas la formule usuelle : « Que nul juge public n'entre » [dans le domaine réservé], *judices publici non habeant introitum*, mais les diplômes d'immunité ne la contiennent pas toujours, elle se déduit parfois de la concession même. Ici d'ailleurs, on n'en saurait douter, car le document ajoute : *infra civitatem et extra omnis pastoris illius civitatis sit potestas et absque ulla alterius porcione*, que dans la cité et au dehors, le pasteur de cette cité ait toute puissance, sans partage avec nul autre. Et cela fut si bien observé que, lorsque, six ans plus tard, en 902, le prêtre Aymon eut donné à l'Eglise de Lausanne des biens qu'il tenait du roi, l'investiture fut donnée au nom de ce dernier, non pas par le comte de Vaud, qui n'avait plus de juridiction à la Cité, mais par le comte palatin Frédaire, l'un des principaux dignitaires de la maison royale[1].

Enfin, le diplôme de 896 renferme une disposition d'une importance capitale. Les droits concédés, est-il dit, le sont afin que l'évêque ait toute puissance *dans la Cité et au dehors*. Mais on a vu que la concession ne porte en réalité que sur le quartier extérieur. Il s'ensuit que Boson possède déjà la puissance comtale à l'intérieur de la vieille ville. Par conséquent, le précepte de Rodolphe suppose un acte d'immunité antérieur, applicable seulement à la Cité. On aurait déjà pu le soupçonner en voyant qu'en 892, le comte de Vaud ne figure pas à l'élection de l'évêque Boson, mais le roi en personne. Et cependant, ce comte existait. C'est Gerland, qui apparaît en 891 déjà[2] et qui en mars 896 donne lui-même à l'Eglise de Lausanne des biens à Renens[3], ce qui peut faire supposer que c'est de son plein gré qu'il se laisse déposséder quelques mois plus tard d'autres parties de ses revenus.

Il est malheureusement impossible de fixer la date de ce premier acte d'immunité. Contentons-nous de rappeler que c'est seulement

[1] *Cart. laus.*, 83.
[2] *Cart. laus.*, 284.
[3] *Id.*, 88.

en 872 que l'empereur Charles-le-Chauve se trouvant à Besançon concéda à l'archevèque le droit de battre monnaie et de percevoir le tonlieu [1].

III. La donation du comté de Vaud.

L'acte que nous venons de reproduire nous montre qu'en l'an 896 l'évêque exerçait dans la cité de Lausanne et sa banlieue immédiate l'autorité comtale. Un comte de Vaud demeurait pour le reste du pays, et nous avons supposé ailleurs [2] qu'il demeura jusqu'en 1011 l'administrateur du nouveau bourg de Saint-Pierre (la rue du Bourg actuelle avec la rue Saint-François) non compris dans l'exemption de 896. Il n'y aurait pas lieu de s'étonner de ce que l'autorité épiscopale ne s'est pas immédiatement étendue sur ce bourg, puisque nous savons par un autre acte que le roi Rodolphe revint sur les largesses faites à l'Eglise de Lausanne et qu'il enleva à l'évêque Boson la terre d'Umbra près de Ressudens, que Rodolphe III ne restitua qu'en l'an 997 [3].

Le 25 août 1011, la situation se modifia. Par acte signé à Vevey, le roi Rodolphe III donna le comté de Vaud lui-même à l'évêque de Lausanne. Le diplôme, que possèdent les Archives cantonales vaudoises, a été imprimé plusieurs fois, et plus souvent encore commenté. Ruchat tout d'abord, et d'autres après lui, en ont contesté l'authenticité. La publication par M. de Gingins d'un *facsimile* du document [4] avait fait cependant tomber nombre d'observations. Néanmoins, de nouvelles hésitations se sont manifestées dès lors. C'est pourquoi, il est utile d'examiner encore les objections soulevées.

Nous devons tout d'abord constater que le *facsimile* de 1844 rend fidèlement l'original, quoique l'encre soit un peu empâtée ; en réalité les lettres sont plus déliées et les jambages ont moins de crochets. On en pourra mieux juger encore par la reproduction photographique ci-jointe (Pl. I).

L'examen de la pièce elle-même, qui mesure 59 centimètres sur 43, montre qu'aussitôt après l'apposition du sceau, le parchemin a été plié en vingt morceaux, et que l'avers du sceau a marqué de son empreinte

[1] Richard, *Hist. de Besançon*, I, 168.
[2] *Origines de l'organisation municipale*, 1908.
[3] A. C. V., *Reg. cop. Laus.*, 3.
[4] En tête du tome VII des *M. D. R.*

la partie contre laquelle il était appliqué, et déterminé la grande tache ronde que, dans le *fac simile*, on voit à gauche de la principale. Le sceau manque. Il existait encore le 29 octobre 1518, s'il faut en croire un vidimus de l'official F. de Vernet qui dit que l'acte est revêtu du sceau « de Sa Majesté impériale »[1]. Il n'est pas tombé, n'a pas été brisé, mais on l'a enlevé avec des ciseaux et l'on a fait ainsi un trou au parchemin.

Au dos du diplôme, sur la partie de l'acte plié qui restait à l'extérieur, se trouve cette inscription : *Preceptum de comitatu* qui est certainement de la même époque que l'acte lui-même, c'est-à-dire de la première partie du XIme siècle. Une autre écriture, moins lisible, est du XIVme siècle. On lit ... *imperial...* et ailleurs : *Primus in Cartulario.* D'autres inscriptions plus modernes indiquent la substance de l'acte, et par un vidimus annexé, on voit qu'au XVIIme siècle, ce précieux document se trouvait entre les mains du baron du Châtelard.

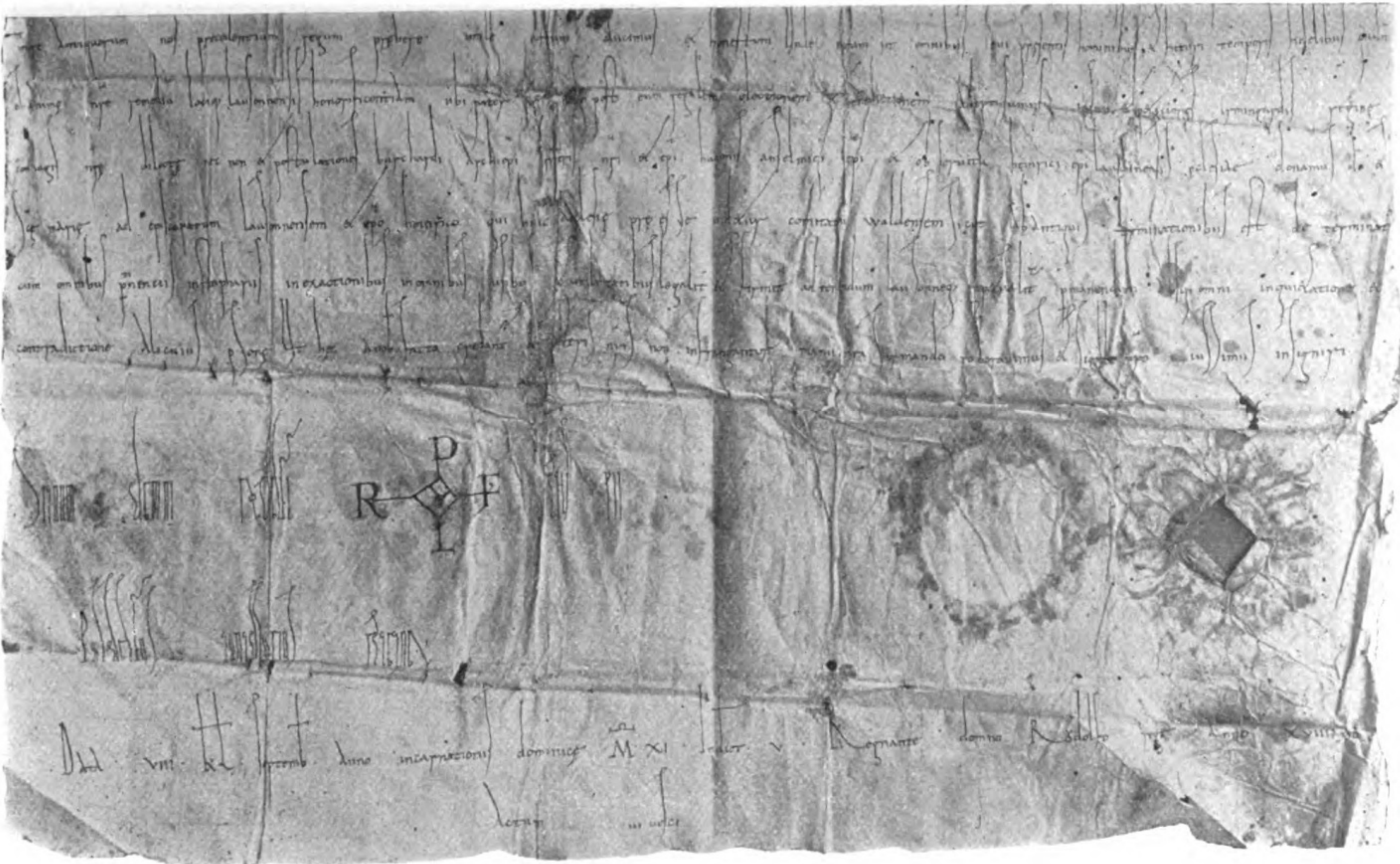
Ajoutons que le document se présente sans surcharge ni rature d'aucune sorte. L'écriture est bien celle du début du XIme siècle. On peut s'en convaincre en établissant une comparaison avec d'autres diplômes du temps, et particulièrement avec un diplôme du 20 mars 1011 de Rodolphe III en faveur de Romainmôtier (Pl. II). Le style est bien celui de la chancellerie dont on peut juger par le *fac-simile* ci-annexé du roi Rodolphe III, et encore par d'autres diplômes copiés dans le *Cartulaire de Romainmôtier*[2] et qui fournissent d'excellents témoins. Il n'y a pas jusqu'à l'inscription du revers, *Preceptum de comitatu*, qui ne soit une preuve d'authenticité, car un écrivain postérieur au XIme siècle n'aurait pas employé l'expression de précepte et se serait plus vraisemblablement servi de celle de donation.

Nous pouvons suivre les pas de Rodolphe III dans cette année 1011[3]. Il est à Payerne au mois de février et, donnant un dernier souvenir à sa première femme Agiltrude, il cède pour la rédemption de son âme le village d'Apples au couvent de Romainmôtier. Puis il se met en route pour aller à Aix, où vraisemblablement il épousa sa seconde femme Irmengarde. Le 20 mars, il est à Vevey et fait une seconde et plus importante donation à Romainmôtier, mais Agiltrude n'est plus nommée : c'est au remède de son âme à lui qu'il songe. Le 24 avril, il

[1] A. C. V. *Reg. cop. Laus.*, nº 5.

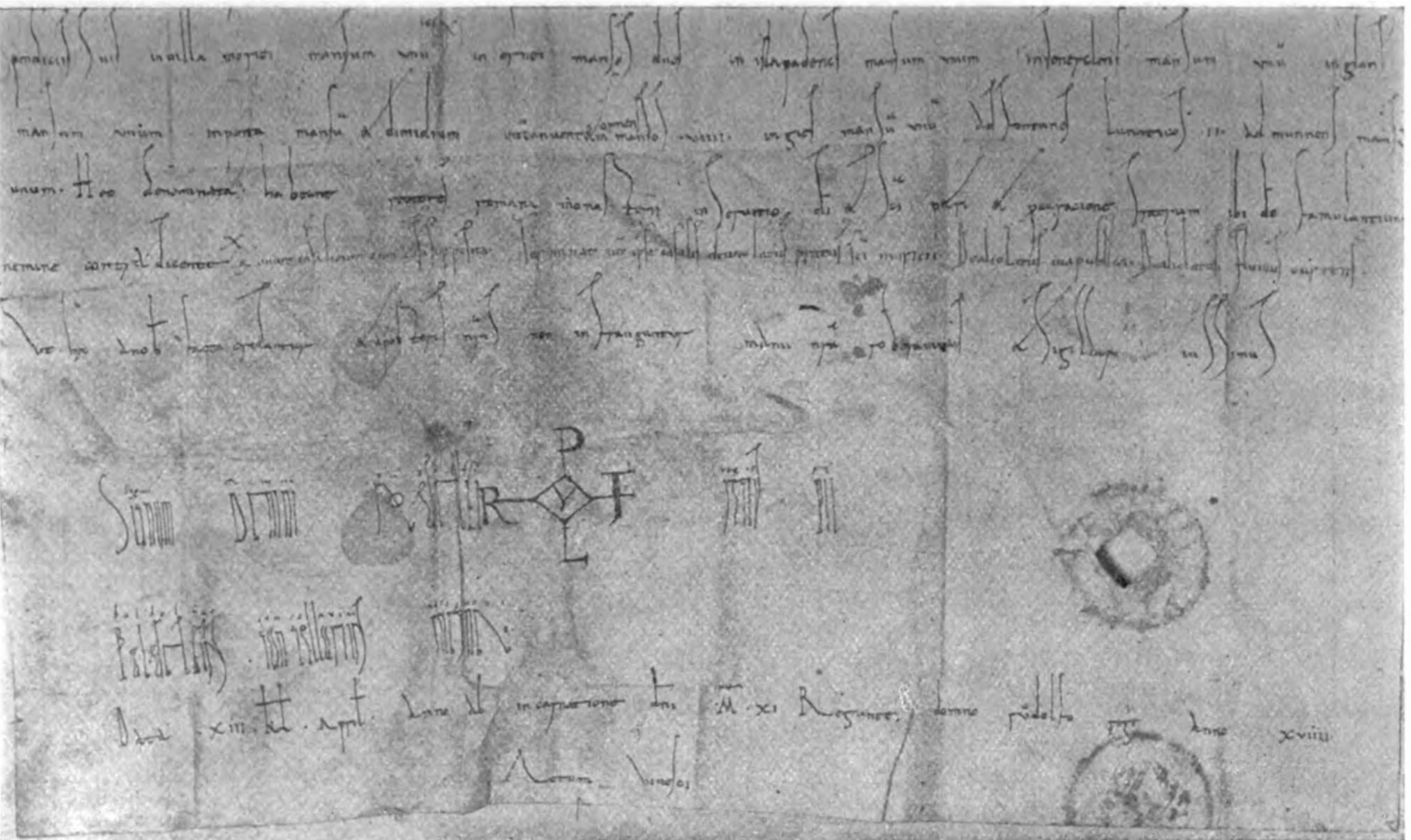
[2] *M. D. R.*, t. III, p. 426-429.

[3] *Regeste Forel*, nºs 264, 273 (que nous plaçons à 1011 au lieu de 1012, la correction ne nous paraissant pas justifiée), 266, 267, 268, 269.



Pl. I. — **Acte de donation du comté de Vaud, 1011.**

Partie inférieure. — Les deux premières lignes manquent.



Pl. II. — **Acte de donation en faveur de Romainmôtier, 1011.**

Partie inférieure. — Les quatre premières lignes manquent.

est à Aix, remarié, et comble son épouse de biens, par deux actes distincts. Puis il revient au Pays de Vaud dont il a peine à s'éloigner. Il est à Orbe le 30 juillet, et quitte cette résidence royale au lendemain d'un nouveau cadeau à Romainmôtier. Le 25 août enfin, il est revenu à Vevey, et c'est là, qu'à la prière de la nouvelle mariée, il gratifie l'évêque Henri du comté de Vaud. Irmengarde devait d'ailleurs à l'évêque une compensation. Le roi en effet avait retiré à celui-ci, pour le donner à la reine, le village d'Yvonand dont il l'avait investi l'année précédente seulement, à la demande de sa première femme. On peut croire que l'évêque ne perdit pas au change.

Dans toutes ces pérégrinations, le roi fut suivi de son chancelier Pandolfe, au nom duquel tous les actes furent rédigés[1]. L'acte du 25 août offre exactement la même physionomie que les diplômes de la même année que nous avons pu voir. Leur concordance nous permet d'affirmer l'authenticité du *preceptum de comitatu.*

Nous devons maintenant en examiner la valeur réelle, la portée, l'influence. Mais auparavant examinons les objections faites contre le document.

La première, la seule qui ait trait à la rédaction même de cette pièce, est que l'indiction ne correspond pas avec la date (ce devrait être IX et non V), mais celle-ci concorde avec l'année du règne et cela suffit : les exemples fourmillent de pareils manques de concordance. Cela prouve simplement que le scribe n'a pas su calculer l'indiction, et il est assez curieux qu'il ait commis la même erreur dans un autre document de la même année relatif à Saint-Maurice.

La seconde objection est qu'aucune bulle, aucun diplôme, ne confirme la donation du comté de Vaud, alors que papes et empereurs confirment à l'évêque de Lausanne la possession des biens enlevés à Rodolphe de Rheinfelden. Ce n'est qu'en 1365 que l'empereur Charles IV insère dans son diplôme de confirmation la donation de Rodolphe III[2]. Mais c'est que, à ce moment-là seulement, la souveraineté de l'évêque de Lausanne sur le pays de Vaud et la dépendance immédiate de ce prélat de l'empereur, fut contestée par le comte de Savoie. Jusqu'alors l'autorité épiscopale n'avait pas été discutée, et il n'y avait pas lieu

[1] Le premier acte rédigé par Pandolfe à nous connu est un diplôme de 985 du roi Conrad en faveur de l'abbaye de Saint-Marcel de Valence, *ego Painulfus ad vicem Hudulfi cancellarii recognovi, actum aqui* (*Cart. Cluny*, nº 1716).

[2] M. D. R., VII, 201.

ainsi d'évoquer le diplôme de 1011. Le jour où le comte éleva ses prétentions, l'évêque produisit l'acte et reprit le titre abandonné de comte de Vaud.

L'inventaire des titres épiscopaux de 1394 ne le mentionne pas. C'est que cet inventaire ne contient que des titres féodaux et d'importance secondaire. Il ne mentionne aucune bulle papale, aucun diplôme impérial, aucune lettre de l'archevêque de Besançon. Ces documents se trouvaient dans un dépôt spécial, avec tous ceux qui concernaient la gestion de l'évêque au spirituel. La distinction était si marquée que des titres ecclésiastiques qui se trouvaient dans un premier inventaire dressé en 1340 [1], ont été soigneusement éliminés de celui de 1394. Mais à cette dernière date, l'acte de donation existait, puisqu'il avait été produit en 1365. Il existait en 1228, puisque Conon d'Estavayer en parle dans sa notice sur l'évêque Henri [2], et c'est par distraction ou parce qu'il ne connaît le document que par ouï dire qu'il l'attribue à l'empereur Henri. L'indication : *Primus in Cartulario* démontre à elle seule l'existence d'un classement spécial et aussi d'un recueil épiscopal distinct du Cartulaire du Chapitre, et qui aurait contenu les Bulles et diplômes dont on n'a plus que des copies du XVIme siècle. Ce dossier a été sans doute dispersé au moment de la Réforme. Quant au *Cartulaire de l'Evêché*, moins heureux que celui de Notre-Dame, il a été mis en pièces, et il n'en reste plus qu'un feuillet, celui que nous reproduisons plus loin.

IV. Le comté de Vaud et ses comtes.

Le *pagus* de Lausanne apparait dans l'histoire en 814 [3], le comté de Vaud en 839 [4]. D'une manière générale, les deux expressions sont identiques : *in pago Lausannense sive Waldense*, dit-on en 885, et dans le langage courant les deux termes sont employés indifféremment l'un pour l'autre [5]. Par contre, l'indication comté de Vaud, *comitatus Waldensis* [6], est la seule que fournissent les diplômes royaux.

[1] A. C. V., *Reg. cop.*, n° 1365. — Citons des lettres au sujet des prébendes une lettre de division de la paroisse de Dompierre de celle de Billens, etc.

[2] *Cart. laus.*, 36.

[3] *Cart. laus.*, 239.

[4] *Annales Bertiniani*, id. Waitz 1883, p. 20.

[5] *Cart. laus.*, 275.

[6] La remarque a été faite par Poupardin, le *Royaume de Bourgogne*, 272.

Ce comté de Vaud est divisé en *pagi*. Le *pagus Lausannensis* proprement dit s'entend spécialement de la région à l'ouest de Lausanne, jusqu'à l'Aubonne, et encore le pays entre l'Aubonne et la Venoge forme-t-il un groupement particulier [1]. Plus au nord, le pays ou vallée d'Yverdon comprend Orbe et Vuittebœuf [2].

A l'est, le comté de Vaud s'étend jusqu'à Villeneuve [3], et probablement jusqu'à l'Eau Froide, extrémité du diocèse. Plus au nord ses limites sont indécises. Si le *pagus Auscicenses* est bien le nom primitif de l'Ogo [4], le district serait déjà constitué en 930, mais Morlon dans l'Ogo, et par conséquent Bulle, est encore en 1038 [5] dans le comté de Vaud et ne forme pas un comté distinct.

Tout au nord, nous avons le *comitatus Pipincensis* ou comté de Bargen, qui comprenait Nugerol (Le Landeron [6]) et Bümplitz et Könitz près de Berne, ainsi qu'Anet qui touche au Vully [7]. *Corlingis* est dans le pays de Lausanne et le comté de Bargen [8] ; *pagus* doit sans doute être pris ici dans le sens d'évêché. Quant au Vully, c'est un *pagus* en 962 [9], un *pagus* faisant partie en 967 [10] du comté de Varais, en Bourgogne : Rodolphe III le qualifie lui-même de comté en 1011 [11] et il redevient *pagus* en 1056 [12]. Il semble bien, en tout état de cause, qu'il faille exclure du comté de Vaud les districts de Bargen et du Vully.

Avenches fait sans doute partie du comté de Vaud, mais nous n'avons aucun témoignage contemporain. De la région à l'ouest de Fribourg, nous ne savons pas davantage.

D'une manière générale, nous pouvons donc dire que le comté de Vaud est limité à l'ouest par l'Aubonne et le Jura, au nord par les lacs de Neuchâtel et de Morat, à l'est par la Sarine, les Alpes et l'Eau Froide, au sud par le Léman.

Ses comtes nous sont fort peu connus. Le premier roi de Bourgogne,

[1] *Cart. laus.*, 3, 94, 280.
[2] *Id.*, 5, 130. Charrière, *Dynastes de Grandson*, 95 ; Gingins, *Orbe*, 211.
[3] M. D. R., XVIII, 337.
[4] Morel, dans l'*Anzeiger für Schweizerische Geschichte*, 1901, 418.
[5] M. D. R., XXII, 7.
[6] Trouillat, *Monuments*, I, 112.
[7] *Hist. Patr. Mon. Chart.*, II, 110, 113.
[8] *Id.*, 73.
[9] *Cart. de Cluny*, n° 1127.
[10] *Cart. laus.*, p. 4.
[11] *Cart. Romainmôtier*, 428.
[12] *Cart. laus.*, 209.

Rodolphe, était comte et marquis de Vaud à son avènement. Nous avons déjà parlé de son successeur, Gerland (891-896). Vient ensuite Turimbert, en 900, dont on a voulu à tort faire le premier comte de Gruyère. Pour tout le Xme siècle, nous ne voyons plus qu'Henri, témoin en 961 d'une donation de l'évêque de Lausanne à son Chapitre [1].

Arrivons à la fin du Xme siècle. Un marquis Adalbert signe deux concessions de terre dans le pays de Vaud, faites par l'archevêque Burcard de Lyon, prévôt de Saint-Maurice ; l'une au moins est antérieure à 993 [2].puisqu'elle est faite du consentement du roi Conrad. Ce même marquis Adalbert tient en 1001 un plaid à Orbe, par l'intermédiaire de son avoué Rodolphe [3]. On en a conclu que cet Adalbert était comte de Vaud. Cela ne nous paraît pas fondé. Autre chose était le comte, autre chose le marquis. Le roi Rodolphe, avant son avènement, était comte de Vaud et en même temps marquis d'un territoire plus étendu s'étendant jusqu'à Moutier-Grandval [4] ; *comes nec non etiam inclitus marchius*, dit-on de lui en 885 [5].

Adalbert, lui, est marquis. Il n'est pas comte. Il y a bien un comte Adalbert contemporain, qui signe avant 993 une concession de biens à Gimel [6], assiste en 993 à l'élection d'Odilon comme abbé de Cluny [7], en 998 à la fondation du monastère de Bevaix [8], mais il faut probablement l'identifier avec le comte palatin Adalbert du plaid d'Eysins de 1002 où l'avoué du marquis, Rodolphe, paraît au rang des comtes [9]. Quelle était exactement la fonction du marquis ? Nous ne pouvons le dire. Les textes relatifs à Rodolphe font supposer qu'elles étaient analogues à celles de duc, puisqu'on voit dans Reginon qu'il gouvernait la province ou « duché » entre le Jura et le Mont-Joux [10]. D'où l'on peut conclure que le marquis avait autorité sur plusieurs comtés.

Le marquis Adalbert est encore cité en 1013 [11], mais on ne peut

[1] Cf. Poupardin, *Royaume de Bourgogne*, 274, 275.
[2] *Hist. Patr. Mon. Chart.*, II, 68, 73.
[3] *Cart. Romainmôtier*, 461.
[4] Poupardin, *Royaume de Bourgogne*, 363.
[5] *Cart. Laus.*, 277.
[6] *Hist. Patr. Mon. Chart.*, II, 65.
[7] *Cart. Cluny*, III, 174.
[8] *Id.*, III, 533.
[9] Charrière, *Dynastes de Grandson*, 91.
[10] Poupardin, *Royaume de Bourgogne*, 12.
[11] Charrière, *ib.*, 92.

dire s'il était alors vivant ou mort. Ce qui est certain, c'est qu'il n'était pas l'Adalbert non qualifié, frère de Lambert, plus tard comte, qui paraissent dans plusieurs actes[1]. Mais il en était parent, et l'on conjecture avec vraisemblance qu'il en était le père. Un comte Lambert assiste en 993 à l'élection d'Odilon de Cluny, mais ce n'est pas celui dont nous venons de parler[2]. Le Lambert, fils supposé du marquis, figure avec son frère Adalbert au plaid d'Eysins après les comtes. Il n'est lui-même traité de comte qu'en 1009[3]. Il est aussi mentionné en 1013[4], et l'on voit qu'il avait donné à un certain Sigismond des terres de son *heredidate*, c'est-à-dire de son patrimoine ; on a voulu indiquer par là qu'il ne s'agissait pas de terres comtales.

D'où Lambert était-il comte ? Du comté de Vaud, disait M. de Gingins. M. de Charrière a déjà fait remarquer que Lambert est encore qualifié de comte en 1018 et en 1026[5], alors que le comté de Vaud est entre les mains de l'évêque de Lausanne. Il relève que Lambert avait, en 1009, des biens à Bannens dans le comté de Varais, en Bourgogne, et il en tire la conclusion très vraisemblable que c'était ce pays que le chef de la maison de Grandson gouvernait.

Lambert n'était sûrement pas comte de Vaud. Malgré l'avis de M. Poupardin[6], nous ne croyons pas que le marquis Adalbert l'ait été. Nous nous rangeons à l'avis de M. Gisi[7] suivant lequel le comte de Vaud se nommait Teudon ou Tuto. Nous avons parlé d'une donation de terres au pays de Vaud faite avant 993[8] ; l'acte est signé par le marquis Adalbert et aussi par le comte Teudon. On retrouve ce dernier au plaid d'Eysins en 1002. Il reparait en 1010, et il faut noter dans quelles conditions. Le roi Rodolphe III fait connaître que l'Eglise de Lausanne possédait autrefois le village d'Yvonand, mais que les rois ses prédécesseurs s'étaient vus dans la nécessité de le prendre. Dans la suite, Yvonand était devenu la propriété d'un seigneur Tuto, mais celui-ci ayant voulu attenter à la vie du roi, vit ses biens confisqués, et c'est alors que Rodolphe III rendit Yvonand à l'Eglise de Lausanne

1 Charrière, *id.*, 91, 95.
2 *Cart. Cluny*, III, 174.
3 *Cart. Romainmôtier*, 458.
4 Charrière, *id.*, 92.
5 *Id.*, 94, 96.
6 *Royaume de Bourgogne*, 275.
7 *Anzeiger für Schweizerische Geschichte*, V, 98.
8 *Hist. Patr. Mon. Chart.*, II, 68.

le 18 janvier 1010 [1]. L'évêque ne jouit pas longtemps de ce nouveau domaine. Le roi donna Yvonand à sa seconde femme Ermengarde le 24 avril 1011 [2], et c'est quatre mois plus tard qu'à la requête de celle-ci il céda le comté de Vaud à l'évêque. Il y avait évidemment compensation, et la suite montrera qu'elle n'était pas aussi disproportionnée qu'il ne semble. Ce que nous voulons retenir ici, c'est la disgrâce de Teudon, et si celui-ci est bien le comte de Vaud, nous savons maintenant pourquoi le comté était vacant en 1011.

(*A suivre.*)

[1] *Cart. Laus.*, 237.
[2] Maltie, *Monuments*, nº 709.



Zur Beatusfrage

von P. Otmar Scheiwiller, O. S. B.

In der Abhandlung des Bollandisten *P. H. Moretus S. J.* über den hl. Beatus, Apostel der Schweiz [1], ist bereits die endgültige Lösung der Beatusfrage begrüßt worden [2]. Gewiß ist die in ihrer lichtvollen Prägnanz vorbildliche Studie der folgenschwerste Angriff, den die Existenz des hl. Beat seit ihrer ersten Anfechtung durch den Bollandisten *P. Henschen* im Jahre 1680 [3] erfahren. Moretus hat dessen Arbeit erst eigentlich zum Abschluß gebracht, indem er nun die gesicherte Entscheidung gibt über die *schriftliche Tradition*, auf die damals die Untersuchung P. Henschens sich beschränken mußte. Zugleich hat aber Moretus eine neue Grundlage für die negative Kritik der Beatuslegende geschaffen, indem er nun auch die Beweise aus dem *Beatuskulte* und der *mündlichen Tradition* erschüttert, auf die sich der Schwerpunkt der Frage nach Preisgabe der geschriebenen Legende verlegt hatte. So vereinigt seine Forschung bei Zugrundelegung der gesamten einschlägigen Literatur, die in einer durch Jahrhunderte vielbesprochenen Streitfrage einen erheblichen Umfang gewonnen, das volle Gewicht der Gründe, die *gegen* die Existenz des hl. Beat, des Schweizerapostels, sprechen.

Kurz vorher war *Dr. Stammler* [4] entschieden für die Existenz des

[1] *H. Moretus.* S. J. La Légende de saint Béat, apôtre de Suisse. *Analecta Bollandiana*, tom. XXVI (1907), p. 423–453. Im folgenden stets zitiert: Moretus.

[2] Cf. *Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte*, 2. Jahrg. (1908), S. 53.

[3] Act. SS. Mai t. II, p. 368.

[4] Dr. *J. Stammler*, Der hl. Beatus, seine Höhle und sein Grab. Bern, 1904. (Im folgenden stets zitiert: Stammler, S. ...) — *Derselbe*, Zur Beatusfrage. Eine Erwiderung. In « Berner Heim », Sonntagsbeilage zum « Berner Tagblatt », 1905 S. 6 f. (Im folgenden zitiert: Berner Heim, S. ...)

hl. Beat gegen den Berner H
stellungen die Feuerprobe d
wenig zu ihrer Klärung u
suchungen enthalten nicht
bisherigen Kontroverse na
erwiesen, sondern machen
geltend. Ihre Bedeutung
[illegible]sten liegt in der Zusamm
Existenz des hl. Beat spre
Arbeiten ebensowenig Un
an der Forschung Moretus'
Forscher aber enthalten d
ausgedehnten Kontroverse
Aussonderung alles Unha
worauf infolgedessen die
scheint die Frage in jenes
der die Möglichkeit der besti

Hierzu möchte die vor
geht nicht darauf aus, wese
Zweck ist vielmehr, die gewo
Arbeiten der genannten Forsc
ziser Fassung die Kernpunkte,
mit Gründen und Gegengründe
rasche Übersicht, sowie die M
bieten. Eine derartige Darstell
der Kontroverse unbeteiligten P
teiischen Lösung liegen.

Die ganze Kontroverse dreh
Existenz eines hl. Beat erweisen, de
in der Schweiz gelebt haben
Heiligen desselben Namens

Die *Beweise* für die Ex
benen Tradition, den Le
Beatuskulte, den verschi
seit alter Zeit beim Vo

[1] *Ha*
Bern, 19

eicht, *reine Erfindung* ist. Sie hat also nicht
Wert und muß als Quelle für das Leben des
tracht fallen.

Übertragung wird auch heute allgemein
ische Selbständigkeit Agricolas dürfte kaum
den. Den Vorwurf einer gro'en *Fälschung*
erhoben wurde, weist Stammler wie Moretus
ur Verteidigung Agricolas an, daß schon die
indicino » (= Vendôme) [1] im Martyrologium
schen Ortsnamen nicht genügend Kundigen
ung mit dem ähnlich lautenden Vindonissa
onnte ; er weist auf Guillimann hin, der den
em Grunde zum ersten Bischof von Windisch
ärlicher macht eine solche Verwechslung die
ing der Gegend am Thunersee mit der in
Schilderung von der Wohnstätte des hl. Beat
halt in einer Felsenhöhle, die über einem
ir das Vorhandensein der Drachensage im
er Volksmund mit der Höhle, nachweisbar
verknüpft hat. « Das Vorhandensein der
em Mangel an schriftlichen Berichten über
wie Agricola dazu kommen konnte, die
worin ebenfalls die Drachensage vorkommt,
us zu übertragen [2] ». Die übrigen Züge in
n, Handarbeit u. s. w., sind ein allgemeines
nleben und konnten daher unbedenklich
igens schon vor Agricola manches, was
erzählt wird, im Volke bekannt war,
Beatus Rhenanus nur an den fremd-
nd Achates Anstoß nahm. Also glaubt
nen : « Verleitet durch die Ähnlichkeit
nigen Hauptpunkten und bei dem da-
ischem Sinne konnte Agricola versucht
genannten Legende auf den schweize-

Vendonense oppidum » (cf. ... ll.
wechslung führte, da es f... o
setzt habe.

hl. Beat gegen den Berner Hadorn [1] eingetreten. Daß Stammlers Aufstellungen die Feuerprobe der Kontroverse bestehen mußten, trug nicht wenig zu ihrer Klärung und bestimmten Fassung bei. Seine Untersuchungen enthalten nicht bloß alle Beweismomente, die sich aus der bisherigen Kontroverse nach sorgfältiger Sichtung als gangbare Münze erwiesen, sondern machen auch mannigfache neue Gesichtspunkte geltend. Ihre Bedeutung gegenüber der negativen Kritik des Bollandisten liegt in der Zusammenfassung aller positiven Beweise, die für die Existenz des hl. Beat sprechen. Man wird infolgedessen von Stammlers Arbeiten ebensowenig Umgang nehmen können, als man in Zukunft an der Forschung Moretus' vorbeigehen darf. Die Abhandlungen beider Forscher aber enthalten das *gesamte Beweismaterial*, das sich in der ausgedehnten Kontroverse wie in einem langsamen Werdeprozeß nach Aussonderung alles Unhaltbaren als Ergebnis verdichtet hat, und worauf infolgedessen die Entscheidung zurückgedrängt ist. Damit scheint die Frage in jenes Stadium der Reife eingetreten zu sein, von der die Möglichkeit der bestimmten Entscheidnug nicht ferne liegen kann.

Hierzu möchte die vorliegende Arbeit einen Beitrag liefern. Sie geht nicht darauf aus, wesentlich Neues zur Frage beizubringen. Ihr Zweck ist vielmehr, die gewonnenen sichern Resultate, gestützt auf die Arbeiten der genannten Forscher, festzustellen, sodann in klarer, präziser Fassung die Kernpunkte, auf die sich die Kontroverse konzentriert mit Gründen und Gegengründen gegenüberzustellen, um eine leichte und rasche Übersicht, sowie die Möglichkeit einer sichern Abwägung zu bieten. Eine derartige Darstellung der Sachlage von seiten eines an der Kontroverse unbeteiligten Dritten mag im Interesse einer unparteiischen Lösung liegen.

Die ganze Kontroverse dreht sich um die *Frage:* Läßt sich die Existenz eines hl. Beat erweisen, der nach der Tradition am Thunersee in der Schweiz gelebt haben soll, oder aber ist er identisch mit dem Heiligen desselben Namens, der in der Vendôme gewirkt hat?

Die *Beweise* für die Existenz des Heiligen gehören teils der *geschriebenen Tradition*, den Lebensbeschreibungen des hl. Beat, teils dem *Beatuskulte*, den verschiedenen Arten der Verehrung, die der Heilige seit alter Zeit beim Volke genossen, an. Wir behandeln im folgenden

[1] *Hadorn*, Die Anfänge des Christentums im Gebiete des Kantons Bern. Bern, 1902. — *Derselbe*, im »Berner Heim«, 1904, Nr. 48 und 49.

zunächst die schriftliche Tradition, wo wir vor historisch gesicherten Resultaten stehen, um hernach die Beweise aus dem Beatuskulte, der das strittige Gebiet bezeichnet, darzulegen.

I.

Die Frage nach den *schriftlichen Quellen* darf um so kürzer abgetan werden, als heute in Beantwortung derselben Freund und Gegner einig gehen. Schon die erste kritische Untersuchung der Legende durch P. Henschen ließ kaum noch einem begründeten Zweifel Raum, daß die schweizerische Legende nicht viel mehr als eine augenfällige Kopie der viel älteren französischen Legende sei. Stammler anerkennt heute ebenso rückhaltlos wie Moretus, daß die geschriebene Legende als Beweismittel gänzlich zurückzuweisen ist [1].

Und doch verdanken wir in dieser Frage die allseitig befriedigende Lösung erst der Forschung des P. Moretus. Hier ist es, wo sie die Frage völlig klärend abschließt. Mit zwingender Beweisführung legt er als erster den vollständigen Zusammenhang aller in Betracht fallenden Schriften klar. Seinen Ausführungen entnehmen wir kurz zusammenfassend nur die Resultate, ohne die Beweise, deren er eine große Menge anführt, wiederzugeben.

Die älteste Lebensbeschreibung des hl. Beat der Schweiz, aus der Feder des Barfüßer-Mönches *Daniel Agricola* in Basel, stammt aus dem Jahre 1511 [2]. Nach ihr stellt sich die Legende in folgenden Hauptzügen dar ; Suetonius, in England vom hl. Barnabas zum Christentum bekehrt, nimmt in der Taufe den christlichen Namen Beatus an und begibt sich nach Rom. Hier erteilt ihm der hl. Petrus nacheinander die heiligen Weihen und weist ihm als Missionsgebiet das Land der Helvetier an, wo er mit seinem Gefährten Achatus in erfolgreicher Tätigkeit durch Predigt und Wunder wirkt. Nach der Einsamkeit sich sehnend, wird er von den Bewohnern der Gegend am Thunersee in eine Höhle oberhalb des Sees gewiesen ; einen Drachen, der darin hauste, vertreibt er mit dem Zeichen des heiligen Kreuzes. Nach einem Leben des Gebetes und der Buße stirbt er 90 Jahre alt im Jahre 112 und erhält in der Höhle seine Ruhestätte.

[1] *Stammler*, S. 13.

[2] *Daniel Agricola*, Almi confessoris et anachorete Beati, Helveciorum primi Evangeliste et Apostoli, a sancto Petro missi, vita iam pridem exarata. (Basel, 1511.)

Diese älteste Vita darf auf Selbständigkeit nicht den geringsten Anspruch erheben. Wie schon P. Henschen überzeugend nachwies, ist sie nichts anderes, als eine Bearbeitung einer Lebensbeschreibung des hl. Beat der Vendôme, die, in drei verschiedenen Rezensionen vorhanden, in der von Agricola benutzten Fassung erst von Moretus entdeckt und als Anhang zu seiner genannten Forschung publiziert wurde[1]. Die Abhängigkeit Agricolas von seiner Vorlage ergibt sich auf den ersten Blick. Die Vergleichung beider Schriften zeigt eine oft wörtliche Übereinstimmung in den Ausdrücken; leichte Zutaten, stilistische Veränderungen und Wortverschiebungen vermögen die allzu auffälligen Spuren der Abstammung nicht zu verwischen. Zug um Zug der Legende ist unterschiedslos dem hl. Beat der Vendôme entlehnt und auf den hl. Beat der Schweiz übertragen, jedoch sind die örtlichen Angaben der Schweizergegend angepaßt[2]. Nur in drei wichtigeren Punkten erlaubte sich Agricola Abweichungen vom Original: nach ihm ist England die Heimat des Heiligen; er trägt vor der Taufe den Namen Suetonius, und sein Begleiter heißt Achates; endlich weiß er Alter und Todesdatum des Heiligen genau anzugeben. Von diesen Zügen berichtet die benutzte Vita nichts. Indessen wurde schon von einem Zeitgenossen Agricolas die Quelle aufgedeckt, aus der er diese neuen Züge geschöpft. Der Humanist Beatus Rhenanus, höchst erstaunt über die Namen Suetonius und Achates in der Biographie seines hl. Namenspatrons, erkundigte sich bei Agricola persönlich, woher diese Angaben stammen; zu seiner nicht geringen Überraschung vernahm er, daß sie der frei schaffenden Phantasie Agricolas ihren Ursprung verdankten; deshalb nämlich habe er ihn Suetonius genannt, weil er gelesen, daß er von Suetia (Schweden) stamme; und um auch seinen Gefährten nicht ohne Namen zu belassen, habe er ihm den Namen von Aeneas' treuem Gefährten Achates gegeben (Virg. Aen. VIII, 58)[3]. Da für die übrigen von der alten Legende abweichenden Punkte ein Quellennachweis fehlt, dürfte man kaum irre gehen, wenn man sie der nämlichen Quelle zuteilt.

Damit muß das *Urteil* über den Wert der Schrift Agricolas dahin lauten, daß sie eine *bloße Uebertragung* der dem französischen hl. Beat zugehörigen Lebenszüge auf den gleichnamigen Heiligen der Schweiz

[1] *Moretus*, S. 450–453.
[2] Vgl. *Moretus*, S. 428–430.
[3] *Beatus Rhenanus*, Libri tres rerum Germanicarum, lib. III. Vgl. *Stammler*, S. 11. — *Moretus*, S. 430.

und, wo sie von diesen abweicht, ***reine Erfindung*** ist. Sie hat also nicht ***den geringsten kritischen Wert*** und muß als Quelle für das Leben des hl. Beat gänzlich außer Betracht fallen.

Die ***Form*** der bloßen Übertragung wird auch heute allgemein anerkannt, und die literarische Selbständigkeit Agricolas dürfte kaum mehr einen Verfechter finden. Den Vorwurf einer gro' en *Fälschung* aber, der deshalb gegen ihn erhoben wurde, weist Stammler wie Moretus zurück. Stammler führt zur Verteidigung Agricolas an, daß schon die Bezeichnung « in castro Vindicino » (= Vendôme) [1] im Martyrologium Usuards einen der lateinischen Ortsnamen nicht genügend Kundigen leicht zu einer Verwechslung mit dem ähnlich lautenden Vindonissa (= Windisch) verleiten konnte; er weist auf Guillimann hin, der den hl. Beat wohl nur aus diesem Grunde zum ersten Bischof von Windisch gestempelt hat. Noch erklärlicher macht eine solche Verwechslung die auffallende Übereinstimmung der Gegend am Thunersee mit der in der alten Vita gegebenen Schilderung von der Wohnstätte des hl. Beat der Vendôme, dem Aufenthalt in einer Felsenhöhle, die über einem See gelegen ist, noch mehr das Vorhandensein der Drachensage im Berner Oberland, welche der Volksmund mit der Höhle, nachweisbar schon im 15. Jahrhundert, verknüpft hat. « Das Vorhandensein der Drachensage bei gleichzeitigem Mangel an schriftlichen Berichten über unsern Beatus erklärt uns, wie Agricola dazu kommen konnte, die französische Beatuslegende, worin ebenfalls die Drachensage vorkommt, auf den schweizerischen Beatus zu übertragen [2] ». Die übrigen Züge in der alten Vita, die Abtötungen, Handarbeit u. s. w., sind ein allgemeines Moment in den alten Heiligenleben und konnten daher unbedenklich übertragen werden. Daß übrigens schon vor Agricola manches, was in der Legende vom hl. Beat erzählt wird, im Volke bekannt war, schließt Stammler daraus, daß Beatus Rhenanus nur an den fremdklingenden Namen Suetonius und Achates Anstoß nahm. Also glaubt er mit Recht schließen zu können: « Verleitet durch die Ähnlichkeit der französischen Legende in einigen Hauptpunkten und bei dem damaligen Mangel an historisch-kritischem Sinne konnte Agricola versucht sein, auch die Einzelheiten der genannten Legende auf den schweize-

[1] Ähnlich klingt in der Vita das « Vendonense oppidum » (cf. Analecta Boll. tom. 26, p. 451), das wohl eher zur Verwechslung führte, da es fraglich ist, ob Agricola das Martyrologium Usuards benützt habe.

[2] *Berner Heim*, S. 6.

rischen Heiligen, von dem noch keine Lebensgeschichte geschrieben war, zu übertragen und beide für identisch zu nehmen [1] ». Beachtenswert ist der von Moretus [2] dazu gelieferte Beitrag, daß der Glaube, der hl. Beat sei Schüler des hl. Petrus gewesen, schon vor Agricola ein Bestandteil der Volkssage war. Schrieb doch schon *Konrad Türst* [3] im Jahre 1497 : « In latere laci inferioris ad ortem specus, ubi *discipulus sancti Petri* sanctus Beatus Deo famulatus est, miraculis clarens multos nunc in annos » ; ferner : « In vertice inferioris lacus specus est diuturnis miraculis clarus. Id evenit, quod ibi divum Beatum, *apostoli Petri discipulum*, sanctam vixisse vitam constat. » Übrigens anerkennt auch Moretus in den von Stammler geltend gemachten Zügen Umstände, die eine Übertragung erklären, wenn auch nicht rechtfertigen können ; doch wagt er auf Grundlage des vorhandenen Tatsachenmaterials ein definitives Urteil über Agricolas Ehrlichkeit nicht zu fällen, da hiezu genaue Kenntnis alles dessen, was man schon vor Agricola von Beat wußte, erfordert wäre [4].

Den Gang unserer Beweisführung berührt indessen unmittelbar nur der Nachweis, daß die Vita Agricolas keinen kritischen Wert besitzt. Da auf ihr alle späteren Lebensbeschreibungen des Heiligen beruhen, ist dieser Nachweis von grundlegender Bedeutung.

Zunächst nach Agricola schrieb über den hl. Beat der selige *Petrus Canisius* [5]. Ihm lag vor allem daran, die Verehrung des infolge der Stürme der Reformation in Vergessenheit geratenen Landesheiligen beim Volke neu aufzufrischen, ihm ein erbauendes Buch in die Hand zu geben und zugleich in die Darstellung den apologetischen Einschlag zu verweben, daß die Lehre der Protestanten zur evangelischen Lehre des hl. Beat in schrillem Mißklang stehe. Als Zweck schwebte ihm daher bei Abfassung der Schrift nicht so fast vor Augen, das Leben des Heiligen als gelehrter Historiker kritisch zu erforschen, sondern als

[1] *Stammler*, S. 14 f., wo alle Belege sich finden.

[2] *Moretus*, S. 430 f.

[3] De situ confederatorum descriptio. In den Quellen zur Schweizer Geschichte t. VI (1884), pp. 18, 319.

[4] *Moretus*, S. 430 ff.

[5] Zwo wahrhafte, lustige, recht Christliche Historien, aus vilen alten Scribenten zusammen gezogen, jetzunder aber auffs new verbessert unnd in Druck verfertiget. Die erste von dem uralten Apostolischen Mann S. Beato, erster Prediger im Schweitzerland. Die ander von dem berümten Abbt S. Fridolino erster Prediger zu Glaris und Seckingen. (Freyburg im Uechtland, 1590.)

Missionär paraenetisch-apologetisch auf weite Volkskreise zu wirken. Diese von Moretus [1] in eingehendem Nachweis erhärtete Tatsache ist schon von *Lütolf* [2] nachdrücklich betont worden. Sie läßt schon zum vornherein vermuten, daß die Schrift, am strengen Maßstab der historischen Kritik gemessen, hinter ihren Anforderungen zurückbleibt. So ist es in der Tat. Die Lebensbeschreibung ist im Wesentlichen nichts anderes als eine Reproduktion der Biographie Agricolas. Zwar bemerkt Canisius nicht ausdrücklich, daß Agricola seine Quelle war. Als solche zitiert er nur ganz allgemein « die alte Liberey von Fulda, ... auß welcher Georgius Wicelius Senior von disem Beato geschriben », sowie « das würdige herrliche Stifft S. Ursi zu Solothurn mit seinen alten Büchern, welche von disem Mann und seiner Histori klare Zeugnuß geben. Ich geschweige anderer Scribenten, so von unserm Beato allenthalben melden, neben dem glaubwürdigen Warzeichen, so noch ut venerandae antiquitatis vestigia vorhanden, auch sich am Thunersee und in der Nachborschafft finden und sehen lassen, auß welchen leichtlich abzunemmen unnd zu merken, an welchen Orten unser Beatus vormals geprediget, gewohnet, gestorben und begraben worden [3] ». Die Vergleichung mit Agricola hat aber schon längst ergeben, daß er diesem als Gewährsmann in den historischen Teilen folgte, in allerdings freier Bearbeitung, aber mit vielen unverkennbaren Anklängen im Ausdruck, so daß sie oft über eine bloße Übersetzung nicht hinauszukommen scheint. Die erbauenden und apologetischen Abschnitte hingegen, die er in die Legende hineinstreute, sind das Werk des Canisius. Die Legende selber ist in allen Einzelheiten wie in der Gesamtanordnung Agricola entlehnt. Nur zwei von Agricola abweichende wichtigere Züge begegnen uns: einmal läßt er Beatus von England aus nach Antiochien in Syrien ziehen, von wo aus er den hl. Petrus nach Rom begleitet; sodann weiß er von einer genauen Information zu berichten, die ihm vor Erteilung der Priesterweihe zugleich mit dem hl. Markus zuteil wurde.

Dazu liefert aber Moretus einen interessanten Nachweis, der geeignet sein dürfte, neues Licht in die Frage zu bringen. Durch Vergleichung der drei Biographien (des Canisius, Agricola und der alten

[1] *Moretus*, S. 431.
[2] *Lütolf*, Die Glaubensboten der Schweiz vor St. Gallus, S. 4.
[3] Vgl. *Moretus*, S. 432, Anm. 2).

Vita des hl. Beat der Vendôme) tut er unwiderleglich dar, daß Canisius neben Agricolas Biographie auch die von Agricola nachgeschriebene alte Vita des hl. Beat der Vendôme *direkt* benutzt hat. Canisius scheint selber darauf hinzuweisen, wenn er von einer « alten Histori oder Legend » spricht [1]. Die Annahme, daß er diese Schrift in einer der von ihm genannten Bibliotheken vorgefunden, liegt auf der Hand. Dies gestattet den weitern Schluß, daß die alte Vita des hl. Beat der Vendôme schon zuvor auch in unserem Lande eine weitere Verbreitung gefunden hatte.

Der kritische Wert dieser Bearbeitung der Vita durch den seligen Petrus Canisius deckt sich infolgedessen mit derjenigen Agricolas. Wie Agricola nahm auch er keinen Anstand, die Züge des hl. Beat der Vendôme, dessen Lebensbeschreibung ihm vorlag, unterschiedslos auf den hl. Beat der Schweiz zu übertragen.

Diese Vita des sel. Petrus Canisius fand rasch die weiteste Verbreitung. Ihr verdankt zumeist der Heilige die allgemeine Verehrung als Landespatron, die seit dem Ende des 16. Jahrhunderts neu anhebt. Aus ihr schöpften sozusagen alle späteren Biographen des Heiligen, und die Legende in der von ihm gegossenen Form ging, wie in die Volkstradition, so in die gesamte Beatusliteratur über, so daß mit ihm die Untersuchung über die schriftlichen Quellen füglich geschlossen werden kan .

Besonderer Erwähnung von den Späteren bedarf noch *Murer* [2]. Wie er ausdrücklich zitiert, folgt er zwar genau dem sel. Canisius als seiner Hauptquelle. Doch fügt er, abweichend von seiner Vorlage, den neuen Zug an, der hl. Petrus habe bei seiner Rückkehr von England nach Rom unter Kaiser Klaudius seinen Heimweg über Helvetien genommen und dort den hl. Beat zum Bischof von Windisch bestellt. Er unterläßt es jedoch auch hier nicht, die Quelle zu nennen, der er diesen Bericht entnahm. *Guillimann*, der sein Gewährsmann war, hatte in seinen Habspurgica (L. II. c. 1.) und De rebus Helvetiorum (lib. I. c. XV; Friburgi Aventicorum 1598. p. 136) diese von Murer nachgeschriebene Behauptung ausgesprochen. Wie er immer dazu gekommen sein mag [3], jedenfalls beruht sie auf eigener, sehr vager Kon-

[1] Die Belege s. bei *Moretus*, S. 435.

[2] *H. Murer*, Helvetia sancta seu Paradisus sanctorum Helvetiae florum (Luzern, 1648), S. 7–14.

[3] Vgl. oben S. 22.

jektur, da nicht nur keine alte Bischofsliste von Windisch den Namen Beatus enthält, sondern überhaupt bis zum 17. Jahrhundert keine Spur einer solchen Angabe auftaucht. Die erste und einzige Erwähnung des hl. Beatus als ersten Bischofs von Windisch findet sich im « Chronicon episcopatus Constantiensis » des zu Anfang des 16. Jahrhunderts lebenden *Manlius*, das aber erst 1607 von *Pistorius* in Rerum Germanicarum scriptores (tom. III, p. 694 sqq.) mit vielen Zusätzen erweitert publiziert wurde. Die Angabe über Beat ist evidenter Nachtrag aus Guillimanns Habspurgica, so daß ihr ganzer Wert auf Guillimanns Zuverlässigkeit beruht [1].

Die bisher gebotenen Ausführungen haben mehr als bloß problematischen Charakter, sie haben den Wert gesicherter *Tatsachen*. Sie führen zum *Schlusse*, den Stammler gleicherweise wie Moretus gezogen : *Alle Schriften, welche über Leben und Wirken des hl. Beat vom Thunersee berichten, sind als Quellen für das Leben des Heiligen im vollen Umfange zurückzuweisen ; alle Züge, welche darin vom hl. Beat erzählt werden, sind teils bloße Uebertragungen aus der Legende des hl. Beat der Vendôme, der mit einem Heiligen desselben Namens in der Schweiz identifiziert wurde, teils spätere bloße Erfindung.*

Damit ist aber nicht die *Existenz* eines hl. Beat der Schweiz geleugnet. Es muß vielmehr schon, bevor Agricola seine Vita schrieb, ein Heiliger dieses Namens in der Schweiz verehrt worden sein ; ja es wurden von ihm wahrscheinlich bereits ähnliche Züge erzählt, wie sie die Vita Agricolas berichtet. Denn daß zu Anfang des 16. Jahrhunderts durch eine großartige Fälschung die Verehrung eines heiligen Beat als Nationalheiliger, der zuvor gänzlich unbekannt war, eingeführt worden wäre, ist schlechterdings undenkbar. Es haben also immerhin die schriftlichen Quellen, voran die Vita Agricolas, insofern einigen Wert, als sie *den Glauben des Schweizer Volkes an die Existenz eines hl. Beat zu ihrer Zeit voraussetzen.*

Läßt sich nun die Existenz *aus früheren Quellen anderer Art* erweisen ? Jedenfalls müssen sich Spuren eines zeitlich über Agricola hinausgehenden Kultus, sofern ein solcher bestand, nachweisen lassen. Tatsächlich haben die Beatusfreunde darin seit langem den Kernpunkt der Frage, um den sich das ganze Beweisverfahren zu konzentrieren hat, erkannt und daher sorgfältig alle Steinchen gesammelt und zusammengetragen. Existenz und Nichtexistenz des Heiligen hängt daher

[1] Alle Beweise bei *Moretus*, S. 437 f.

eingestandermaßen ab von der Möglichkeit des Nachweises, *daß ein vom französischen hl. Beat verschiedener Heiliger desselben Namens in der Schweiz seit alter Zeit Verehrung genoß.*

II.

Damit ist die Beatusfrage auf ihr eigentliches Gebiet zurückgedrängt, auf den *Beatuskult.* Wir bringen im folgenden zunächst die Tatsachen, die wir möglichst vollständig zusammenzustellen suchten, in chronologischer Reihenfolge und in bestimmter Gruppierung, um jeweilen die beiderseits daraus gezogenen Schlüsse beizufügen.

1. Die ältesten Zeichen einer Beatusverehrung gehen zurück ins 12. *Jahrhundert.* Ihm gehören zwei Tatsachen an.

a) Ein zu Ende des 12. Jahrhunderts geschriebenes *Reliquienverzeichnis im Kloster Engelberg* verzeichnet eine Partikel s. Beati cf.[1]. « Sie ist nach Reliquien von ss. Imer, Sigebert und Regula, also Heiligtum aus s. Imier, Disentis und Zürich, aufgeführt, kann also dem schweizerischen Beat angehören. Zu beachten ist aber, daß gerade vorher Reliquien von ss. Eucharius und Auctor aus Trier genannt sind, und auch in der Gegend von Trier ein hl. Beat vorkommt[2] ».

b) Im *Fraumünster in Zürich* erscheinen s. Nikolaus und Beat als Altarpatrone in der Kapelle neben dem südöstlichen Arm des Querschiffes. Der Altar läßt sich schon in der ersten Hälfte des 12. Jahrhunderts nachweisen. Er wurde später von Bischof Heinrich II. (1293–1306) zu Ehren der hh. Laurentius, Georgius, Cornelius, Antonius, Fridolin und Beat geweiht[3].

2. Im 13. *Jahrhundert* erhalten wir Kunde von der *Pfarrei St. Beat,* « über den Ufern des Thunersees gelegen » ; sie ist jedoch nicht identisch mit dem heutigen Beatenberg, das erst nach der Reformation eine Kirche erhielt ; doch umfaßte sie diese Gemeinde teilweise, während der andere

[1] *E. A. Stückelberg*, Geschichte der Reliquien in der Schweiz. I. Band. Zürich, 1902, p. XXXIX–XLIII.

[2] *E. A. Stückelberg*, Die Schweizerischen Heiligen des Mittelalters. Zürich, 1903, S. 14.

[3] *Nüscheler*, Die Gotteshäuser der Schweiz. 2 Heft. Zürich, 1873, S. 368. — *Stückelberg*, Die Schweizerischen Heiligen, S. 14, bemerkt einfach, Beat erscheine zwischen 1293 und 1306 als Altarpatron in Zürich. — Ebenso *Stammler*, S. 19. — Vgl. *Cartellieri-Rieder*, Regesta Episcoporum Constantiensium II. (Innsbruck, 1905), S. 58, Nr. 3420, wo die Vermutung Nüschelers, der weihende Bischof sei Heinrich II. gewesen, zur Gewißheit erhoben wird.

Teil nach Sigriswil pfarrgenössisch war. Die Pfarrei ist bezeugt seit 1231, indem oft in Urkunden der Leutpriester von St. Beat (plebanus de sancto Beato) als Zeuge erscheint [1]. Im Jahre 1263 vergabte der Freie Walther von Eschenbach in Oberhofen das halbe Patronatsrecht der Kirche zu St. Beat an das Kloster Interlaken [2]. « Es gab also im 13. Jahrhundert eine Pfarrei St. Beat, für deren Kirche der hl. Beatus als Patron gewählt war. Sie bestand, bevor sie von dem Kloster Interlaken abhängig wurde, war darum keine Stiftung des letztern, das 1130 gegründet worden. So wurde auch die Verehrung des hl. Beat nicht erst durch das genannte Kloster eingeführt. » Urkunden aus dem 14. Jahrhundert werfen ein helles Licht auf die « parochie von Sant Batten », so daß sich ihre Grenzen ziemlich genau bestimmen lassen [3].

3. *Im 14. Jahrhundert* haben wir nur das *Jahrzeitbuch von Sigriswil* (Kt. Bern), welches das Fest des hl. Beat am 18. Oktober verzeichnet [4].

4. Im 15. und 16. *Jahrhundert* stehen wir vor den Zeichen eines ausgedehnten Beatuskultus.

a) Zu Anfang des 15. Jahrhunderts erscheint der hl. Beat auf einem Fenster in der Kirche zu *Staufberg* bei Lenzburg [5].

b) Im Jahre 1428 gelangte ein Pilgerzeichen von der St. Beatenhöhle auf eine Glocke zu *Schinznach* [6]. « Es hat die Form eines Vierecks mit einem stumpfen Giebel darüber. In ersterm sieht man den hl. Beat im Kampfe mit dem Drachen. Auf dem Bande zwischen dem Viereck und dem Giebel liest man : Sant Batt. Im Giebel sind zwei Raben angebracht, die auch auf der .... Illustration aus Agricola, welche den Wallfahrtsort St. Batten darstellt, vorkommen, und wozu die Erzählung Agricolas keine Erklärung enthält [7] ».

c) 1448 findet sich das Bild des Eremiten auf einem Glasgemälde der Karthause in *Basel.* [8]

Die Zeichen weisen nunmehr auf einen immer umfassenderen Kult

[1] Fontes rerum Bernensium II, 113 ff.

[2] Fontes II, 579.

[3] *Stammler*, S. 16 f., wo alles zusammengetragen ist.

[4] *Berner Heim*, S. 6.

[5] *Moretus*, S. 349 f.

[6] Abgebildet im *Anzeiger für Schweiz. Altertumskunde*, 1890, Nr. 2, Tafel XX. Im Jahre 1904 wurde bei der Beatushöhle ein Wallfahrts*pfennig* gefunden, der mit jener auf der Glocke von Schinznach befindlichen Medaille vollkommen übereinstimmt. S. *Dr. Stammler*, in « *Blätter für Bernische Geschichte und Altertumskunde* », 1905, S. 55.

[7] *Berner Heim*, S. 6.

[8] *Stammler*, S. 19 ; *Moretus*, S. 440.

des Heiligen hin. Einige *Kalendarien* und *Jahrzeitbücher* aus dem 15. und 16. Jahrhundert verzeichnen das Fest des Heiligen. Seit dem Ende des 15. Jahrhunderts werden die *Reliquien* des Heiligen bekannt und verbreitet. Dem Anfang des 16. Jahrhunderts gehört die bereits behandelte *Vita Agricolas* an, die dessen Verehrung erhöhten Aufschwung verschaffte.

In *Zürich* bildete sich gleichzeitig eine *Bruderschaft* « zu eren dem heiligen notthelfer Sannt Batten », die am 16. Januar 1516 einen Vorstand wählte und eigene Statuten aufstellte mit folgenden Hauptpunkten [1]:

a) Jährlich wird an « Sannt Battentag » eine hl. Messe zu Ehren des Heiligen gelesen ; ebenso wird jedem verstorbenen Mitglied innerhalb des Dreißigsten « ein Selmes » gelesen, der alle beizuwohnen verpflichtet sind.

b) So oft einer « gen Sant Batten » wallfahrtet, hat er dies den andern mitzuteilen, um allfällige Aufträge für sie auszurichten.

c) Wird einem ein besonders freudiges Ereignis zu teil, so muß er den andern ein Mahl geben, deren dann « sol ein Jeder ein batzen zu letzy lassen. »

d) Neu aufgenommene Mitglieder oder neue Verordnungen der Bruderschaft werden in der Urkunde aufgezeichnet.

5. Wohl der durchschlagendste Beweis für die Popularität des Heiligen ist die *Wallfahrt* zur Beatushöhle am Thunersee, wo man den Heiligen begraben glaubte. Schon in früher Zeit war dort für die Abhaltung des Gottesdienstes ein Altar errichtet worden. Vor der Höhle war eine Kapelle erbaut, in der nach der Angabe Agricolas, der selber dahin gepilgert war, zwei Altäre standen ; durch die Kapelle hindurch gelangte man zur Höhle [2].

Diese Stätte war seit alter Zeit das Ziel der Wallfahrten des gläubigen Volkes, und es war ein bekanntes Wort im Volksmunde : « Gan Batten ». Nach Stammler [3] gehen die schriftlichen Zeugnisse für die Wallfahrt ins 14. Jahrhundert zurück ; doch führt er leider solche erst aus dem 15. Jahrhundert an. Mit Recht erblickt man die ersten Spuren

[1] Urkunde im Stiftsarchiv Einsiedeln, veröffentlicht von *Dr. Stammler* in « Blätter für bernische Geschichte » etc. 1905, S. 21 f.

[2] Die genaue Beschreibung derselben siehe bei *Stammler*, S. 24–27. In der Nähe befand sich eine Herberge, ein « vil rych wirtzhus », das ebenfalls 1534 mit der Kirche St. Batten « abgetan » wurde. Vgl. a. a. O., S. 18, 20 f.

[3] S. 18.

derselben in den Ausbesserungen des Weges nach St. Batten, welche die Stadt Thun in den Jahren 1413 und 1444 vornehmen ließ, und die auf einen vielbegangenen Pfad hinweisen; in den Jahren 1486, 1495 und 1498, also in kurzen Zwischenräumen, verlangt der Rat von Bern von den benachbarten Gemeinden und dem Propste von Interlaken ein gleiches. Wenn sodann im Jahre 1428 [1] ein Pilgerzeichen von der Beatenhöhle auf eine Glocke in Schinznach kam, haben wir bereits einen sichern Beleg für die Wallfahrt aus dieser Gegend. Die erste Volkswallfahrt aber ist ausdrücklich bezeugt für das Jahr 1439; zum Schutze gegen die im Berner Gebiete furchtbar grassierende Pest, die in der Stadt Bern oft an einem Tage 24 Menschen dahinraffte, hat die Obrigkeit ein « kruzgang entheißen zu dem lieben sant Patten mit einem großen Volk ze tund »; nachdem der Rat von Thun um Unterstützung durch Schiffe und Nahrungsmittel angegangen worden war, fand die Wallfahrt statt, an der Spitze eines zahlreichen Volkes die Priesterschaft und die Obrigkeit: eine großartige Kundgebung des Vertrauens zum Landesheiligen [2]. Wiederum im Jahre 1480 ordnete der Rat von Bern anläßlich einer Überschwemmung einen Priester mit sechs andern Personen nach St. Batten ab [3].

Bald entsandten auch Fernergelegene ihre Kontingente an die heilige Stätte [4]. Allen zuvor scheint es *Basel* getan zu haben, indem von 1463 bis 1470 alljährlich wiederkehrende Wallfahrten aus dem Klingental stattfanden; vor 1511 besuchte auch Agricola aus Basel die Höhle, wie er in seiner Vita bemerkt; er unterhielt die Beziehungen mit dem Kloster Interlaken, dessen Propst er die Vita widmete, fort. Im Jahre 1513 treffen wir eine Pilgerschar aus *Schwyz*, darunter den Pfarrhelfer Johann Haller, der bei dieser Gelegenheit mit den Chorherren von Interlaken bekannt, durch sie später nach Bern gezogen wurde und dort als Reformator eine eifrige Tätigkeit entfaltete. Die Angabe *Stumpfs* (um 1548) verdient daher allen Glauben, daß man von weither nach St. Batten wallfahrtete. Und das Vertrauen des Volkes scheint nicht unbelohnt geblieben zu sein. Nennt schon *Konrad Türst* im Jahre 1497 den Heiligen wundertätig [5], so wußte Agricola ein spe-

[1] Siehe oben S. 28.
[2] *Lütolf*, Die Glaubensboten der Schweiz, S. 16 f., 71; *Stammler*, S. 18, *Moretus* S. 440.
[3] *Stammler*, S. 18, wo die störende Umstellung des Datums in 1840 vorkommt.
[4] *Stammler*, S. 19; *Moretus* ,S. 440; *Stückelberg*, Schweiz. Heilige etc. S. 14 f.
[5] Siehe oben S. 23.

zielles Wunder zu verzeichnen; ein Vater hatte ihm persönlich auf seiner Wallfahrt im Berner Oberland erzählt, wie sein Knabe bei St. Beat von den Folgen eines Sturzes wunderbar geheilt worden sei.

Nie zeigte sich die tiefe Verehrung und Anhänglichkeit des gläubigen Volkes an seinen Landesheiligen in hellerem Lichte als in der *Reformation*. Um auch mit der Wallfahrt nach St. Batten aufzuräumen, hatte der protestantische Berner Rat am 11. März 1530 Befehl gegeben, das « St. Battenloch » zu vermauern. Das Jahr 1534 brachte das weitere Gebot, die Kirche von St. Batten zu beseitigen; die Pfarrkirche wurde auf den Berg hinauf gesetzt, und fortan erscheint das von St. Batten verschiedene *St. Beatenberg* als Pfarrkirche und Gemeinde. Die Mauer aber, womit man die Beatenhöhle abgeschlossen, muß von den Pilgern bald durchbrochen worden sein; denn am 7. Juli 1537 erhielt der Landvogt von Interlaken die Weisung, « Sannt Batten Loch vermuren », die schon am 3. August 1547 wiederholt werden mußte. Trotzdem fand man 1566 die Mauer wieder durchbrochen. Nun ergriff Bern energische Maßregeln. Es verweigerte kurzweg den Pilgern den Paß und ließ sogar einige zu Interlaken gefangen setzen. Dieses schroffe Vorgehen erregte in *Obwalden* Unruhen. Die katholischen Orte mahnten zur Ruhe, machten aber gleichzeitig in Bern Vorstellungen, den Pilgern freien Paß zu gewähren. Sie erlangten nichts als Gegenklagen: es sei ein Berner in Obwalden mißhandelt worden, die Unterwaldner hätten trotz des Verbotes in St. Beat Messe und feierlichen Gottesdienst gehalten; das Verbot der Wallfahrt aber blieb in Kraft. Doch auch jetzt kehrten sich die Pilger nicht daran; denn 1593 mußte das Beatenloch wieder vermauert werden. Zugleich wurden von Bern aus den benachbarten Orten strenge Verhaltungsmaßregeln eingeschärft und empfindliche Strafen auf das Wallfahrten gesetzt. Sie scheinen ihren Zweck erreicht zu haben [1].

So der Wallfahrt zum Grabe seines Schutzheiligen beraubt, baute das Volk von *Obwalden*, das mit großer Zähigkeit am Heiligen festhielt und früher alljährlich einen Kreuzgang zur Beatenhöhle gemacht hatte, im Jahre 1567 mit Unterstützung seiner Regierung eine Beatuskapelle in *Lungern*, wo fortan das Fest des hl. Beat am 9. Mai als Feiertag begangen wurde, und wohin die Pilger in Masse zusammenströmten. Im Jahre 1599 sagten die zu Luzern tagenden Abgeordneten der sieben katholischen Orte eine Beisteuer zur Unterstützung der Kapelle und

[1] Sämtliche Belege bei *Stammler*, S. 19, 27 ff.; *Moretus*, S. 440 f.

der Auslagen für die Wallfahrt zu. Es offenbart sich in diesem Zug ein sichtliches Bedürfnis des gläubigen Volkes, seinen Schützer nahe zu haben. Der Kult des Heiligen, der früher an der Beatenhöhle blühte, schien sich lange Zeit auf Lungern zu verpflanzen [1].

Das sind die *allgemeinen Tatsachen.* Aus ihnen werden später eine Reihe *spezieller* Zeugnisse von besonderer Beweiskraft herausgegriffen und einer getrennten Behandlung unterworfen. Doch reichen sie nicht über das 15. Jahrhundert zurück und sind größtenteils schon in den allgemeinen Zeugnissen eingeschlossen. Immerhin muß bemerkt werden, daß *Stammler* die Verbindung der Gesamtheit von Zeugnissen im Auge hat, wenn er auf sie seine Beweise aufbaut.

Mit der *Wertung* dieser Tatsachen setzen die *Differenzen* ein zwischen Stammler und Moretus. Während Stammler im Tatsachenmaterial den genügenden Beweis für die Existenz eines von dem hl. Beat der Vendôme verschiedenen schweizerischen hl. Beat sieht, findet Moretus das Material zu einem solchen Schlusse nicht ausreichend. Er scheidet die Tatsachen in *zwei Kategorien.* Die erste umfaßt diejenigen aus *dem* 12. *und* 13. *Jahrhundert,* die zweite jene *seit Beginn des* 15. *Jahrhunderts* [2]. Die Tatsachen der ersten Kategorie nun lassen nicht darauf schließen, daß es sich um den einem *schweizerisch-nationalen hl. Beat* erwiesenen Kult handelt. Denn sie reden ganz allgemein von einem hl. Beat, vermelden keinen spezifisch schweizerischen Zug, können sich also ebenso gut auf einen ausländischen hl. Beat beziehen; sie bieten nicht den geringsten Anhaltspunkt dafür, daß man glaubte, der verehrte hl. Beat habe in der Schweiz gelebt. — Dagegen ist aller Zweifel ausgeschlossen, daß sich der in der zweiten Kategorie bezeugte Kult auf einen national-schweizerischen hl. Beat bezog; er beweist mit Sicherheit, daß man seit dem 15. Jahrhundert allgemein glaubte, der verehrte hl. Beat habe in der Schweiz gelebt und in der Beatushöhle seine Grabstätte gefunden.

Ergänzen nun aber die Dokumente der zweiten Kategorie diejenigen der ersten, d. h. folgt aus den Tatsachen des 15. Jahrhunderts, daß sich der aus dem 12. und 13. Jahrhundert bewiesene Beatuskult ebenso auf einen schweizerisch-nationalen hl. Beat bezieht wie der aus dem

[1] *Dr. Arnold Nüscheler,* Die Gotteshäuser der Schweiz. «Geschichtsfreund», Bd. 48 (1893), S. 62 f. — *Lütolf,* Glaubensboten, S. 21, f. — *Moretus,* S. 441.

[2] Zu bemerken ist, daß ihm noch nicht alle Tatsachen bekannt waren, so z. B. das Jahrzeitbuch von Sigriswil aus dem 14. Jahrhundert.

15. Jahrhundert, glaubte man schon damals, der verehrte hl. Beat hab in der Schweiz gelebt, wie später? Moretus verneint die Frage entschieden. Denn einmal besteht kein innerer *Zusammenhang* zwische der ersten und zweiten Kategorie, keine fortlaufende Tradition, welch den Kult der älteren Zeit ununterbrochen in die neuere Zeit hinüberleitet und so den Beweis liefert, daß der im 12. und 13. Jahrhunde einem nicht weiter charakterisierten hl. Beat erwiesene Kult der gleichen Schweizerheiligen galt wie im 15. Jahrhundert. Der durch kein Dokumente ausgefüllte Zwischenraum von mehr als zwei Jahrhunderten läßt einen so gewagten Schluß nicht zu. Dazu kommt, daß ein alte *Zentrum* des Beatuskultes, von dem die Verehrung ausging, durchaus fehlt. Der Beatusaltar in Zürich und die Beatusreliquien in Engelberg sind früher bezeugt als die Pfarrei St. Batten, und ein Anhaltspunkt daß sie von St. Batten stammten, liegt nicht vor. Die große Ausdehnung des Kultus über beinahe alle Kantone aber, die seit dem 15. Jahrhundert besteht, ist noch kein Beweis, daß ein Zentrum vorhanden sein mußte, das viel älter war als diese weitausgedehnte Verehrung. Denn eine sehr rasche Ausbreitung auch aus einem erst neu entstandenen Zentrum läßt sich aus den damaligen Zeitverhältnisse leicht erklären; « denn keine Zeit mußte eine rasche Verbreitung ein Verehrung mehr begünstigen als jene, wo die Wallfahrtsorte überall in der Schweiz sich mehrten, und wo die wunderbaren Tugenden eines Nikolaus von Flüe Pilger aus allen Gegenden in seine Einsiedelei im Ranft anzogen, die sich bei ihm Rat erholen und seinem Gebete sich empfehlen wollten. »

Also, schließt er, können die angeführten Tatsachen aus dem 12. und 13. Jahrhundert zum Erweise eines alten, dem schweizerisch hl. Beat geltenden Kultus nicht beigezogen werden. Infolgedessen sin für den Beweis verwendbar *nur die Tatsachen seit Beginn des 15. Jahrhunderts.* Daß aber die Existenz eines Heiligen, den die Legende in die apostolische, die Geschichtsforscher in die Zeit vom 1. bis 8. Jahrhundert setzen, sehr zweifelhaft ist, wenn sich Spuren von dessen Verehrung erst im 15. Jahrhundert nachweisen lassen, ist klar.

Man könnte sich jedoch gegen diese Beweisführung berufen a die Namen von *St. Batten* und *Beatushöhle*, die doch den erwünscht

[1] Das ist nun nicht mehr richtig; denn einmal besitzen wir aus dem 14. Jahrhundert das Jahrzeitbuch von Sigriswil; sodann scheint Moretus übersehen haben, daß der zwischen 1293–1306 geweihte Beatusaltar in Zürich auch Zeugnis für die Wende des 13. Jahrhunderts bildet.

ununterbrochenen Zusammenhang zwischen den beiden Kategorien von Dokumenten vermitteln. Zum vornherein begegnet Moretus den beiden Einwürfen [1].

Der bloße Name *St. Batten*, der zwar nachweisbar bis ins 13. Jahrhundert zurückreicht, enthält für sich allein keine Beweiskraft. Wir begegnen ihm zu häufig in der Toponymie der deutschen Länder. Als z. B. der bei Koblenz gelegene, früher Mons Martyrum genannte Berg im Jahre 1017 Reliquien des hl. Beat erhielt, wurde sein Name in Mons s. Beati geändert; auch der Beatenberg bei Brittnau im Aargau kann seinen Namen erhalten haben von einer verschollenen Beatuskapelle. Also ist auch in unserem Falle der bloße Name Beatenberg kein Beweis, daß ein hl. Beat darauf gelebt habe. Er läßt sich hinreichend aus der Übertragung von Reliquien irgend eines hl. Beat, ja schon aus einer ihm geweihten Kapelle erklären.

Ebensowenig bietet einen Beweis die *Beatushöhle*. Vor dem 15. Jahrhundert besteht keine Beziehung zwischen dem hl. Beat und der Höhle. Sie trug vielmehr früher den Namen « Drachenloch » und erhielt erst im Laufe der späteren Zeit den Namen « Beatenloch » und « Beatushöhle » [2]. Gerade dieser Name « Drachenloch » mußte wegen seiner auffallenden Übereinstimmung mit der Drachensage in der französischen Legende eine Übertragung derselben auf Berner Boden begünstigen. Dazu war nur erfordert, daß man die französische Legende in der Schweiz kannte; besaß man aber eine Kapelle des Heiligen, so wird man sich auch frühzeitig um eine Vita desselben bemüht haben. Und tatsächlich stand Agricola in Basel und vielleicht auch Canisius in Solothurn eine solche zur Verfügung [3].

Hier dürfte der Ort sein, kurz die Resultate der Untersuchung Moretus' über *die lokale Tradition*, der er einen eigenen Abschnitt widmet [4], zu berühren. Wir dürfen um so rascher darüber hinweggehen, als sich Stammler nie auf dieselbe stützt [5]; im Gegenteil, er erklärt unumwunden, daß die Lokalüberlieferung « offenbar » nur Sagenhaftes enthalte [6]. Doch hatte noch Lütolf großes Gewicht

[1] *Moretus* verwechselte hier (S. 443 f.) beständig die Pfarrei *St. Batten* mit *Beatenberg*, was jedoch auf den Beweis ohne Einfluß bleibt.

[2] Ausführlich unten S. 47 f.

[3] *Moretus*, S. 443 ff.

[4] *Moretus*, S. 424–427.

[5] Ausgenommen *Berner Heim*, S. 7. Vgl. unten S. 49.

[6] *Stammler*, S. 16.

darauf gelegt und *Dumermuth*[1] eine vollständige Sammlung de-
selben veranstaltet, im Glauben, daß ihnen im Streite eine groß
Bedeutung zukomme. Moretus weist sie als Beweismittel für di
Existenz des Heiligen im vollen Umfang zurück, obwohl er ihne
einen gewissen Wert nicht abspricht, indem sie ein Mittel fü
die Kontrollierung der biographischen Angaben Agricolas bieten un
zugleich die Differenzen im Leben der beiden hl. Beat enthalten. A
Beweise für die Existenz des Heiligen lassen sie sich aber schon desha
nicht verwenden, weil ihr kritischer Wert selbst nicht bestimmt is
Sie bedürfen vorerst einer gründlichen Sichtung und Bearbeitung nac
einem zuverlässigen *Kriterium*. Wenn jedoch Dumermuth ihren We
nach ihrer Genauigkeit und Zuverlässigkeit in den topographischen A
gaben emaß, so kann doch dies nicht das verlangte Kriterium bilde
Dieses kann vielmehr nur in der Bestimmung ihres *Alters* liegen. Nu
wenn sich ihre Existenz vor Agricolas Vita nachweisen läßt, so d
sie nicht ein späterer Niederschlag der geschriebenen Legende se
können, sind sie als Beweismaterial verwendbar. Gerade dies ab
muß aus dem Grunde als ausgeschlossen gelten, weil Agricola sie son
zweifelsohne als willkommene Ausschmückung seiner sonst so magere
Legende, die der alten französischen so wenig Neues beizufügen wußt
aufgenommen hätte, wie er die ihm von einem Bauern gemachte Mi
teilung von der wunderbaren Heilung seines Sohnes sich nicht entgeh
ließ. Und gewiß hätten ihm seine Beziehungen zum Kloster Interlak
und seine Wallfahrt nach St. Batten Kenntnis derselben verschaf
falls sie damals schon existiert hätten. — Noch weniger läßt die un
sichere Etymologie der Ortsnamen, welche Erinnerungen an den hl. Be
enthalten sollen, ein haltbares Beweisverfahren auf sie gründen. E
klassischer Beleg findet sich in der schon 1253 bezeugten Alp *Justi*
in welcher der hl. Justus, wie die mündliche Tradition den Gefährte
des hl. Beat im Gegensatz zur christlichen Legende nennt, verewi
sein soll. Das Wort wird nämlich auch ausgesprochen im Volksmun
wie « Uestital » und infolgedessen abgeleitet von owistes-tal, d. h. T
mit Schafställen oder Tal bei dem « Schafloch » (das sich in der Nä
findet)[2]; diese Ableitung ist zum wenigsten nicht schlechter verbür
als die erste.

[1] *G. Dumermuth*, Der Schweizerapostel St. Beatus. Basel, 1889. Moretus h
hauptsächlich diese Schrift im Auge.

[2] Vgl. *Lütolf*, Glaubensboten, S. 41, Anm. 2.

6. Einen *besondern* Beweis für die Existenz eines von dem französischen Heiligen verschiedenen Beat der Schweiz findet Stammler in dem *Datum, an welchem in der Schweiz das Fest des hl. Beat von alters her gefeiert wurde.* Es muß jedoch streng auseinandergehalten werden der Festtag, wie er in der *heutigen offiziellen Liturgie,* und wie er früher *nicht offiziell, sondern nur lokal,* an einzelnen Orten gefeiert wurde.

In der *heutigen offiziellen Liturgie* wird der hl. Beat am 9. *Mai* gefeiert. Das ist aber zugleich der offizielle Festtag des hl. Beat der Vendôme. Schon *Usuard* (9. Jahrhundert) verzeichnet in seinem Martyrologium am 9. Mai : « In castro Vindicino depositio Beati confessoris ». Aus ihm nahm *Adam Walasser* in Dillingen 1599 in sein deutsches Martyrologium unter dem 9. Mai die Notiz auf : « Item in der Burg Vindecino die Begräbnuß deß H. Beati. » Dazu ist beigefügt : « Item in der Eydtgnoßschaft deß H. Priesters Beati », worauf eine kurze Fassung der von Canisius herausgegebenen Legende folgt. Verfasser dieses zweiten Eintrages ist *Canisius* selber, der an der Herstellung des Martyrologiums hervorragenden Anteil nahm, und der also hier die beiden hl. Beat voneinander unterscheidet, obwohl er sie in der Lebensbeschreibung des schweizerischen hl. Beat konfundiert hatte, anderseits sie aber doch wieder verwechselt, indem er ihr Fest auf den gleichen Tag ansetzt. Bisher war der schweizerische hl. Beat in der offiziellen Liturgie der schweizerischen Diözesen gar nicht gefeiert worden, kein Brevier und Missale enthielt sein Fest. Erst seit dem 17. Jahrhundert erscheint er in der Liturgie, in den Missalien (zuerst in einem Konstanzer Missale von 1603, den Brevieren resp. Proprien von Konstanz, Basel, Lausanne, Solothurn, Chur und Einsiedeln), und zwar ausnahmslos am 9. *Mai,* an welchem Tage ihn seither stets die offizielle Liturgie feiert [1]. Doch benutzen sie sämtlich die gleichen Lektionen, wie sie der französische hl. Beat hat, kein einziger speziell die Schweiz berücksichtigender Zug findet sich, im Gegenteil, der Schlußsatz : « Eius corpus postea *in castro Vindecino* sepulturae traditum legitur », weist ausdrücklich auf den fränkischen Heiligen hin. Erst 1876 wurde diese Stelle abgeändert : « Eius corpus postea in antro *inter lacus helveticos* sepulturae traditum legitur [2]. » Wir haben also hier, wie eine Verwechslung *des Lebens und der Person* der beiden Beat, so

[1] Dieses alles nach *Stammler*, S. 20.
[2] *Moretus*, S. 446.

auch des *Datums der Festfeier*, die, wie die ganze heutige Legende, wohl auf *Canisius* beruht. Infolgedessen glaubt sich *Stammler*[1] zum Schlusse berechtigt: « Die Übereinstimmung bezüglich des Festtages beweist darum ebensowenig die Identität des schweizerischen Beat mit dem französischen, als die Übertragung der Legende des letztern auf den erstern. »

Früher aber, d. h. vor dem Ende des 16. Jahrhunderts, wurde das Fest des hl. Beat in der Schweiz ebenfalls begangen, zwar nicht *offiziell*, sondern bloß *lokal*. Nachweisbar wurde es jedoch nirgends am 9. Mai, sondern zu anderer Zeit gefeiert. Die bisherigen Nachforschungen ergaben folgende Resultate:

a) Das im bernischen Staatsarchiv aufbewahrte, aus dem 14. *Jahrhundert* stammende Jahrzeitbuch von *Sigriswil*, also aus der Nachbarschaft von St. Batten, gedenkt des Beatus confessor am 18. *Oktober*[2].

b) Ebenfalls am 18. *Oktober* verzeichnen den Beatus confessor *zwei Einsiedler Kalendarien* (Cod. Msc. 87 und 107) aus dem 15. *Jahrhundert*, während ein weiteres handschriftliches Calendarium Einsidlense im gedruckten Brevier des Abtes Adam Heer (Cod. 1197), geschrieben um 1580, den 12. *Oktober* als Gedächtnistag gibt. Zum ersten Mal in dem 1664 gedruckten Proprium Einsidlense ist der 10. Mai als Festtag angegeben[3].

c) Im Tagebuch des Magisters *Eberhard in Zug*, unter welchem die dortige Obwaldskirche gebaut wurde, findet sich im Jahre 1484 zwischen dem 15. August und 1. September eine Zahlung eingetragen, die von ihm auf « St. Beats Abend und Tag » gemacht worden. Also wurde in Zug der hl. Beat *Ende August* gefeiert[4].

d) Nach einem *Kalendarium von Sarnen*, das *um* 1500 angefertigt worden, wurde in *Kägiswyl*, wo man eine Reliquie des hl. Beat besaß, am 17. *Oktober* das Fest des hl. Beat wie ein Sonntag gefeiert[5].

e) An der im Stiftsarchiv Einsiedeln aufbewahrten Urkunde, enthaltend die Statuten der Beatusbruderschaft in *Zürich*, vom 16. Januar 1516, findet sich am Siegelstreifen ein anderer Pergamentstreifen mit Faden angeknüpft, « auf welchem von anderer, aber gleichzeitiger Hand geschrieben steht: « Sant Battentag ist an *sant Gallentag*. Missa

[1] S. 20.
[2] *Berner Heim*, S. 6.
[3] Vgl. *Berner Heim*, S. 6.
[4] *Stammler*, S. 21.
[5] *Stammler*, S. 21; *Berner Heim*, S. 6.

de eodem per omnia ut de simplici confessori (!) cum collecta : omnipotens sempiterne Deus, qui vivorum dominaris simul et mortuorum. » Das ist der 16. *Oktober* [1].

Diese Tatsachen beweisen, daß man das Fest des hl. Beat in der Schweiz an einem andern Tage feierte, als das des hl. Beat der Vendôme von jeher gefeiert wurde. Nun aber, so schließt *Stammler* weiter [2], hat jeder Heilige nur *einen* Festtag, ausgenommen einzelne besonders hervorragende Heilige, bei denen wichtige Ereignisse aus dem Leben oder die Übertragung von Reliquien Veranlassung zu *mehreren* Festfeiern gaben ; doch sind dies Ausnahmen. War also der in der Schweiz verehrte hl. Beat derjenige der Vendôme, so mußte sein Fest am 9. Mai gefeiert werden. Da aber der hl. Beat in der Schweiz allgemein an einem andern Tage gefeiert wurde, so kann es nicht der hl. Beat der Vendôme, sondern ***muß ein von diesem verschiedener hl. Beat sein.*** Also es « ergibt sich, daß man in unserm Lande seit alten Zeiten den Beatus vom Thunersee von dem französischen sehr wohl unterschied [3] ». Er schließt also aus der Verschiedenheit der Festfeier auf die Verschiedenheit der Heiligen.

Moretus aber findet in der Tatsache, daß man in der Schweiz den Heiligen an einem andern Tage feierte als in der Vendôme, noch keinen Beweis für die Existenz zweier verschiedener Heiliger desselben Namens ; sonst müßte man annehmen, daß in der Schweiz zwei hl. Beat existiert hätten, da ja zwei verschiedene Daten vorliegen. Zudem waren diese Feste in der Schweiz bloße Lokalfeste, deren Einsetzung zurückgeht auf irgend ein besonderes örtliches Verhältnis, z. B. Translation von Reliquien, Altarweihe u. dgl. ; und tatsächlich besaß jede dieser Pfarreien eine Kapelle des hl. Beat [4].

7. Einen weitern Hauptbeweis für die Existenz unseres hl. Beat schöpft Stammler aus dem Vorhandensein von *Reliquien*, die dem hl. Beat zugeschrieben werden [5].

[1] Blätter für Bernische Geschichte etc. 1905, S. 22, Note 1. Dagegen steht im *Berner Heim*, S. 6, fälschlicherweise der 17. Oktober.

[2] *Berner Heim*, S. 7 ; *Stammler*, S. 21.

[3] Der Satz schließt nicht vollkommen, solange nicht der Beweis erbracht ist, daß man *beide* hl. Beat ***nebeneinander*** feierte. Man feierte aber allgemein nur *einen* hl. Beat, diesen allerdings gewöhnlich im Oktober.

[4] *Moretus*, S. 442 f. Das letzte ist doch nicht richtig, auch wenn ihm bloß die Daten von Zug, Zürich und Kägiswyl bekannt waren.

[5] Die oben S. 10 erwähnte Reliquie aus dem 12. Jahrh. fällt hier nicht in Betracht.

Nach der Überlieferung wurde der Heilige in seiner Höhle bestattet, und dahin, als nach seinem *Grabe*, pilgerte das Volk. Der großen Reliquien des Heiligen geschieht zum ersten Mal Erwähnung ums Jahr 1494, da sie das Kloster Interlaken köstlich in Silber faßte. Sie mußten also vorher aus dem Grabe erhoben worden sein; doch fehlt über eine solche Erhebung jeder Bericht. Um 1500 ist eine Reliquie des Heiligen bezeugt für Kägiswyl. Die Reformation duldete die Reliquienverehrung ebensowenig als die Wallfahrt. Im Jahre 1528 gab Bern Befehl, die Reliquien des hl. Beat von der Höhle ins Kloster Interlaken zu überführen, wo sie « der lieben Erde anbefohlen » wurden. Dem Tagebuch des Hauptmanns *Schönbrunner* von Zug zufolge, der, wie auch Anshelm in seiner Chronik (II, 27, 5) bestätigt [1], damals mit andern zur Grotte kam, konnten von ihm mehrere Reliquien vor deren Übertragung ins Kloster gerettet und nach Zug gebracht werden, wo sie noch heute vorhanden sind [2]. Merkwürdig ist der Bericht *Murers* [3]; ein dem alten Glauben treu gebliebener Landmann soll in der Nähe der Höhlen einige Reliquien geflüchtet und aufbewahrt haben in der Hoffnung, daß der katholische Glaube bald wieder hergestellt werde; alsdann aber diese Hoffnung fehlschlug, schenkte er sie 1554 dem Ratsherrn Rudolf Haas von Luzern, der in Geschäften in jene Gegend kam, unter der eidlichen Versicherung, daß es echte Reliquien des hl. Beat seien. Haas übergab sie der Kirche im Hofe zu Luzern, die sie zur Zeit Murers noch besaß, später Teile davon an Schwyz, Einsiedeln, Freiburg abtrat [4]. Stammler findet diese Berichte nicht im Widerspruch zu einander, da es sich in jedem nur um einen Teil der Reliquien handle [5].

Reliquien des hl. Beat finden sich dann vielerorts besonders im 16. und 17. Jahrhundert; eine genaue Aufzählung liegt nicht in unserem Zweck; eine solche bietet *Moretus* [6] nach Stückelbergs Reliquienge-

[1] Nach Anshelm war dieser Besuch die Veranlassung zur Übertragung der Reliquien ins Kloster. Vgl. *Stammler*, S. 30.

[2] *Stammler*, S. 30–32.

[3] Helvetia sancta, S. 14.

[4] Vgl. *Stammler*, S. 32 f.; *Lütolf*, Glaubensboten, S. 21.

[5] Was speziell den Bericht Murers betrifft, so kann ihm, obwohl eine Quellenangabe fehlt, Glaubwürdigkeit nicht abgesprochen werden, da er als Stiefsohn des « Schweizerkönigs » Ludwig Pfyffer über eine Tatsache unterrichtet sein konnte, die in den höhern Kreisen Luzerns sich abspielte. — Vgl. *P. Gabriel Meier*, Der Karthäuser Heinrich Murer und seine Schriften. « Geschichtsfreund », Bd. 55, S. [illegible]

[6] S. 441 f., Anm. 2.

schichte (Bd. 2). « Auch wurde er in verschiedenen Kapellen anderer Kantone verehrt, die meisten entstanden aber erst nach der Reformation [1], als die Verehrung des hl. Beat durch die Übertragung seiner Reliquien größern Aufschwung erhalten hatte [2] ».

Aus diesen Tatsachen zieht Stammler den Schluß: « Das Vorhandensein von Gebeinen setzt... einen Lebenden voraus... Bezüglich der Reliquien unseres Heiligen wurde die Echtheit weder von der zur Zeit der erwähnten Fassung amtierenden Regierung, noch von einem Zeitgenossen der Reformation bezweifelt. Darum stehen wir nicht an, das ehemalige Vorhandensein für echt anerkannter Reliquien als Beweis für die Existenz unseres hl. Beatus anzuerkennen [3] ». Seinen Beweis bildet also: 1. der Glaube des ganzen Mittelalters an die Echtheit der Reliquien, die 2. auch von den Reformatoren nicht bestritten wurde.

Wie er aber an anderer Stelle [4] bemerkt, haben für ihn die Berichte über die Reliquien erst durch das neu aufgefundene Grab Glaubwürdigkeit und volle Beweiskraft erhalten. Es muß also dieser Beweis notwendig im Zusammenhang mit einer andern Tatsache behandelt werden.

8. Am 2. April 1904 wurde in der Beatushöhle ein *Grab* entdeckt. Dieser Fund war entscheidend für Stammlers Stellungnahme in der Beatusfrage; denn trotz langjährigen Studiums derselben ist er « erst infolge der Auffindung des Grabes in der Beatushöhle zur vollkommenen Überzeugung von der ehemaligen wirklichen Existenz des hl. Beatus vom Thunersee gelangt [5] ». Jedenfalls ist das Grab aller Beachtung wert. « Es ist ein Felsengrab, senkrecht in den Felsenboden gehauen, von 2 Meter Länge, 80 Cm. Breite und gleicher Tiefe, von Westen nach Osten gerichtet. In demselben lagen auf dem Boden am Haupt- sowie am Fußende je zwei menschliche Schädel und unter jedem derselben, kreuzweise gelegt, größere Knochen. Der steinerne Deckel, eine dünne

[1] Ausgenommen vielleicht eine Beatuskapelle in Egg (Zürich), die ins 15. oder 16. Jahrhundert fällt. *Moretus*, S. 441, Anm. 1.

[2] *Stammler*, S. 19.

[3] *Stammler*, S. 22.

[4] *Berner Heim*, S. 7.

[5] *Berner Heim*, S. 6. Einen ähnlichen Einfluß übte die Entdeckung auf *Dr. Stückelberg*, der vordem die Geschichtlichkeit des hl. Beat zurückgewiesen, wenn er über Stammlers Broschüre schreibt: « Aus dem Vorhandensein des Grabes in der Höhle, der alten Tradition und der altén Verehrung schließt der Verfasser der Broschüre, wie wir glauben mit Recht, auf die bekanntlich vielfach angefochtene Existenz des hl. Einsiedlers ». *Berner Heim*, S. 7.

Schieferplatte, die nicht aus der Umgegend stammte, ging beim Öffnen zu Grunde [1]. »

Wessen Grab war dies ? Gewiß ist, daß es nicht die ursprüngliche Ruhestätte der darin befindlichen künstlich zusammengelegten Gebeine sein konnte ; die Maße weisen darauf hin, daß es ursprünglich nur für *eine* Person angelegt war ; die vorgefundenen Gebeine wurden wohl später aus andern Gräbern dahin zusammengetragen. Ferner ist es nicht ein altes Keltengrab ; die Richtung des Grabes von Osten nach Westen macht es als ein *christliches* Grab kenntlich. Endlich muß das Grab für eine *hervorragende und hochgeehrte Persönlichkeit* angelegt worden sein, deren Überreste man möglichst unversehrt erhalten wollte : dies beweist die Anlage des Grabes in einem Felsen « gleich wie zur Zeit der Römer und im Mittelalter die Verwendung eines Steinsarges. »

Wer war nun diese christliche, hervorragende Persönlichkeit ? « Das Grab liegt da, wo nach der Überlieferung der hl. Beatus bestattet worden. Was ist also natürlicher, als in dem Felsengrab *das ehemalige Grab des hl. Beatus* zu sehen ? [2] » Und wiederum schließt er gegen Hadorn, der es nur für das Grab eines Beatus*verehrers* hielt : « Anstatt von vornherein zu sagen : es gibt keinen schweizerischen Beatus, darum haben wir da auch nicht sein Grab, sehe ich in dem Grabe eine *Bestätigung* der alten, früher angezweifelten *Ueberlieferung*, daß daselbst wirklich ein heiliger Mann, namens Beatus, gelebt hat und begraben wurde, wenn uns auch über die Zeit und die Umstände des Lebens nichts Näheres bekannt ist [3] ».

Die in dem Grab aufgefundenen Gebeine sind allerdings nicht die Überreste des hl. Beat. Diese wurden ja schon vor dem Ende des 15. Jahrhunderts erhoben und dann in der Reformation teils nach Interlaken, teils anderswohin gebracht. Vielmehr erklärt sich das Vorhandensein der Gebeine mehrerer anderer Personen in dem Grabe « unschwer damit, daß nach der Enthebung der Reliquien des hl. Beat die Überreste einiger in der Beatus-Kapelle begrabenen Persönlichkeiten in das leer gewordene Grab zusammengetragen und in der beschriebenen Weise zusammengelegt wurden. Dies entsprach der alten Sitte, die in den Gräbern gefundenen Gebeine zu sammeln z. B. in Beinhäuser. Seit

[1] *Stammler*, S. 53.
[2] *Stammler*, S. 34 f.
[3] *Berner Heim*, S. 7.

alten Zeiten wurden die Geistlichen in ihren Kirchen beigesetzt; so dürften jene fraglichen Gebeine wohl Überreste von ehemaligen Kirchherren zu St. Batten sein [1]. »

So ist für Stammler das Grab gleichsam der Schlußstein und zugleich das Fundament, das die ganze Überlieferung trägt und abschließt. Darum schließt er seine Untersuchung: « So ist uns das aufgefundene Felsengrab eine Bestätigung der alten Überlieferung, daß zu ‚St. Batten' die Reliquien des hl. Beat vorhanden waren, und ein neuer Beweis dafür, daß in und bei der Beatushöhle in unvordenklicher Zeit ein heiliger Mann dieses Namens, dessen nähere Lebensumstände uns freilich nicht bekannt sind, lebte, wirkte, starb und begraben wurde [2] ».

Auf dieses zweifache Argument aus den Reliquien und dem Grabfunde hat *Moretus* [3] nur ein kurzes Wort der Erwiderung. Zuerst stellt er entsprechend dem Beweise Stammlers aus dem Glauben an die Echtheit der *Reliquien* von seiten des gläubigen Mittelalters und der Reformatoren eine doppelte Bemerkung entgegen:

1. « Es ist gewiß, daß man — wenigstens seit dem 15. Jahrhundert — *geglaubt* hat, in Beatenberg die Reliquien des hl. Beat, des Apostels der Schweiz zu besitzen, und daß kein Zeugnis positiv diesem Glauben *widerspricht*. Aber es ist ebenso unbestreitbar, daß keine Aufschrift noch irgend ein anderes Dokument *bezeugt*, daß diese Gebeine die Reliquien des hl. Beat sind, oder auch, daß man vor der neueren Zeit darin die Überreste des Heiligen zu erkennen geglaubt hat. Infolgedessen dürfte man wohl nicht ohne Zurückhaltung sich einer Identifizierung anschließen, von der man nicht weiß, aus welchen Motiven sie geschah, und dies besonders auf einem Gebiete, wo Unsicherheiten, Irrtümer, übereilte Urteile so häufig vorkommen. »

2. Wenn die Reformierten die Echtheit der Reliquien nicht bestritten haben, so hat dies darin seinen guten Grund, weil sie sich weder *tatsächlich* mit der Frage beschäftigt haben, noch durch einen direkten Beweis ihre Unechtheit hätten dartun *können*. Sie waren noch viel leichtgläubiger als unsere kritische Zeit. Gerade der Grabfund und die sogleich über ihn ausgesprochenen verschiedenen Mutmaßungen entkräftigen das Argument aus dem auch von den Reformatoren geteilten

[1] *Stammler*, S. 34 f.
[2] *Stammler*, S. 35.
[3] S. 445.

Glauben an die Echtheit der Reliquien; denn darin zeigt sich der Unterschied zwischen der naiven Leichtgläubigkeit der früheren Zeit, der kein Bedenken an der Echtheit der einmal für echt gehaltenen Reliquien kam, und dem kritischen und zugleich erfindungsreichen Forschergeist der Neuzeit, der über ein neu aufgedecktes Grab gleich eine ganze Flut von Hypothesen ergießt, ohne zu einem sicheren Resultate zu gelangen.

Dies bildet zugleich seine ganze Auseinandersetzung mit den ausgesprochenen Hypothesen über den Grabfund, die er alle unbeachtet läßt. Nach einer knappen Darlegung des Fundes, wobei er die Schieferplatte, die nicht aus der Umgebung stammen konnte, besonders betont, schließt er mit der ebenso kurzen Bemerkung: « Das Datum der Bestattung ist noch nicht festgestellt worden. Es stand zur Zeit Agricolas ein Altar in der Höhle; aber man weiß leider nicht, wann er errichtet wurde. » —

Dies ist das vollständige Beweismaterial, auf das in seiner Gesamtheit gestützt, *Stammler* entschieden die Existenz eines vom französischen verschiedenen hl. Beat vom Thunersee annimmt. Fand aber *Moretus* darin nicht ein einziges schlagendes Argument, gegen das sich nicht gewichtige Gegengründe erheben lassen, so auch nicht ein geschlossenes Ineinandergreifen aller Momente zu einem vollgiltigen Beweise. Schließlich führt er noch zwei « wenn auch nicht entscheidende, so doch sehr gewichtige » Gründe an, die *positiv* gegen die Existenz des hl. Beat sprechen:

1. *Das Schweigen aller alten Dokumente*, aller Martyrologien und speziell der in der Schweiz abgefaßten oder umgearbeiteten, angefangen von dem Martyrologium von Rheinau (9. Jahrh.) und Notkers (9. Jahrh.), bis zum Martyrologium von Basel (Text des Usuard, gedruckt zu Freiburg i. Br. 1584) und dem sel. Canisius zugeschriebenen.

2. *Das Schweigen der alten Liturgie* der schweizerischen Diözesen bis zum 17. Jahrhundert [1], wo die Legende des Heiligen durch den sel. Canisius allgemeine Verbreitung erlangt hatte.

Moretus schließt [2]: « Diese zwei Beweggründe legen es uns nahe, bessere Beweise abzuwarten, bevor wir die Existenz eines hl. Beat, des Apostels der Schweiz, zugeben; wir sagen deshalb mit Hensche-

[1] Siehe oben, S. 36 f.
[2] *Moretus*, S. 446.

nius: « Nos haec cum omni reverentia ad ulteriorem et securiorem notitiam discutienda proponimus, nihil detractum Helvetiis volentes, si aliquem sibi Beatum apostolum aliunde certius probare possint. »

Das ist der heutige Stand der Beatusfrage. Der große Fortschritt, den sie nur seit Lütolf gemacht, die auffallende Klärung der Kontroverspunkte, das Zusammendrängen in einige wenige scharf begrenzte Momente ist unverkennbar. Darf man aber heute schon Aktenschluß erklären, um über eine völlig spruchreife Streitfrage das Endurteil zu fällen, oder erscheint es als geboten, die Erbringung weiteren Beweismaterials abzuwarten für eine noch keineswegs verlorene Sache, in der Hoffnung, die Lücken im Beweismaterial noch ausfüllen zu können?

III.

Um die Beatusfrage in ihrer ganzen Ausdehnung lückenlos zu zeichnen, bringen wir noch zwei Nebenfragen zur Behandlung, die zur allseitigen Beleuchtung der Hauptfrage einiges beitragen dürften. Doch sind sie durchaus *hypothetischer* Natur, sowohl in dem Sinne, daß sie gestellt werden müssen je nach der Lösung der Hauptfrage, als auch in dem Sinne, daß sie, wenigstens nach dem heutigen Stand der Frage, bloße Mutmaßungen sind, die mehr oder minder Wahrscheinlichkeit besitzen.

Wird die Hauptfrage zu Gunsten der Existenz des Heiligen entschieden, so fragt es sich: *welches waren Zeit und Lebensumstände des Heiligen*?

Wird aber die Frage negativ beantwortet, so bleibt uns Moretus die Erklärung darüber schuldig: *Wie hat sich im Volke die Legende entwickelt*?

1. *Stammler* gibt uns selber den nötigen Aufschluß über die erste Frage. Er läßt uns allerdings nicht darüber im Unklaren, daß seine Ausführung über eine bloße Vermutung nicht hinausgeht, wenn er (S. 16, 35) bemerkt, daß « dessen nähere Lebensumstände uns freilich nicht bekannt sind », weil alle erzählten Züge entweder aus der französischen Beatuslegende herübergenommen sind oder der nur sagenhaften Lokaltradition angehören. Es kann auch kaum die Befürchtung rege werden, daß noch jemals ein Vertreter der von Agricola, Canisius und Murer verarbeiteten Legende sich finden werde. Ebenso führt aber

Stammler die erstmals von *Neugart*, dem Gelpke, Bölsterli, Friedrich folgten, verfochtenen Hypothese, welche den hl. Beat mit dem zu Beginn des 9. Jahrhunderts lebenden Abt Beatus von Hohenems identifizierte, eine Hypothese, deren Unmöglichkeit schon von *Lütolf* entscheidend dargetan wurde, nurmehr als historische Erinnerung an[1]. Aber auch mit dem Versuch Lütolfs, den schweizerischen hl. Beat mit dem französischen zu verbinden, indem er ihn zuerst in Frankreich als Apostel wirken, dann in der Schweiz predigen und am Thunersee sterben läßt, räumt er, als mit einer bloßen Hypothese, für welche die Geschichte nicht den geringsten Anhaltspunkt bietet, völlig auf[2]; Moretus findet sie übrigens zudem mit der alten französischen Legende, der zufolge der Heilige in der Vendôme starb, in direktem Widerspruch[3]. Stammler gibt auch den alten Standpunkt völlig auf, den noch Lütolf mit Aufbietung allen Scharfsinnes als möglich und wahrscheinlich hinzustellen sich bemühte, Beatus sei *Glaubensbote* in der Schweiz entweder zur Zeit der Völkerwanderung oder schon zur Römerzeit gewesen. Er bemerkt[4]: « Nach bekannter Sage besuchte Beatus das Kirchlein von Einigen. Wir brauchen darum die *Zeit* seines Wirkens gar nicht so hoch hinaufzuschrauben ». Es ist dies geradezu als « ein positives Resultat, das fortan unabänderlich bestehen wird, » bezeichnet worden, das die Kontroverse zwischen Stammler und Hadorn über die Beatusfrage gezeitigt habe : « Einen Landesheiligen Beatus, der in *römischer* Zeit in unserer Gegend das Christentum verbreitet hätte, hat es nie gegeben[5]. »

Es sind nun zwei Möglichkeiten, die Stammler bezüglich der *Lebenszeit* des Heiligen gegeben scheinen.

a) Würde die schweizerische Überlieferung schon vor der Übertragung der französischen Legende England als die Heimat Beats bezeichnen, so könnte der hl. Beat im 6. oder 7. *Jahrhundert als Glaubensprediger* mit andern Missionären aus dem Inselreiche auf dem Kontinente gewirkt haben[6].

1 *Stammler*, S. 23 f.
2 *Stammler*, S. 24.
3 *Moretus*, S. 438.
4 *Berner Heim*, S. 7.
5 *Dr. A. Plüß*, Literaturbericht in Blätter für bernische Geschichte etc., [illegible] S. 66. Man wird nicht leugnen, daß man damit einen geradezu wesentlichen Zug aus der Beatusgestalt preisgegeben hat, denn der « Apostel der Schweiz » bildet nach der gesamten Überlieferung einen Grundzug von Legende und Kultus.
6 *Stammler*, S. 22.

b) Mehr aber scheint er der Ansicht zuzuneigen, daß der hl. Beat nicht ein Glaubensbote, sondern ein späterer *schlichter Einsiedler* gewesen, wie die jurassischen Heiligen Himerius, Ursicinus, Wandregisil u. s. w. Damit glaubt er eine Erklärung dafür gefunden zu haben, « warum man von ihm keine alte geschriebene Lebensgeschichte hatte und Agricola glauben konnte, in der in irgend einer Handschrift entdeckten französischen Legende einen guten Fund gemacht zu haben [1]. » Zugleich erklärt sich damit leicht *die langsame Ausbreitung seiner Verehrung*. Daß dieselbe ursprünglich sehr gering war, beweist der Umstand, daß er in früherer Zeit in der Umgegend nirgends als Kirchen- oder Altarpatron erscheint. Er war eben zuerst nur *Lokalheiliger* einer kleinen Örtlichkeit, sein Kult fand erst nach und nach weitere Verbreitung [2], da hatten dann die andern Pfarreien bereits ihre Patrone, und zur Verehrung des Heiligen war der Weg zu seinem Grabe nicht sehr weit. » [3] Also beweist diese geringe Verehrung in ältester Zeit nur, « daß er nicht als Landespatron oder als ,Apostel Helvetiens' angesehen wurde, keineswegs aber, daß er nicht existiert habe [4]. » Erst « Agricola und seine Nachbeter » machten ihn zum « Apostel Helvetiens [5]. » Er findet eine Parallele im *hl. Burkard*, der zu Beinwyl (Kt. Aargau) im 11. Jahrhundert als Pfarrer wirkte, und der, obwohl ebensowenig wie der hl. Beat von der zuständigen kirchlichen Autorität als Heiliger oder Seliger proklamiert, dennoch allgemeine Verehrung genießt ; Wallfahrten zu seinem Grabe aus der Umgebung, aus Luzern und Zug, bestehen seit alter Zeit, « und doch ist er sonst nirgends Kirchen- oder Altarpatron [6] ».

2. Über die zweite Frage hat uns Moretus Rechenschaft zu geben. Als kluger Historiker unterläßt er jedoch eine eingehende Behandlung derselben, ohne es jedoch zu unterlassen, in seine Darstellung gelegent-

[1] *Berner Heim*, S. 7. Vgl. *Stammler*, S. 22. Nach *Dr. A. Plüß*, a. a. O. « scheint Stammlers Annahme viel Wahrscheinlichkeit für sich zu haben, daß Beatus ein anfangs nur lokal verehrter Eremit gewesen ist. »

[2] Gerade diese Behauptung bestreitet *Moretus*, S. 443, Anm. 1 : « Sie findet keinen Beweis in den Tatsachen, da die Kapelle in Zürich und die Reliquie in Engelberg früher bezeugt sind als die Pfarrei Beatenberg » (d. h. St. Batten).

[3] *Stammler*, S. 23.

[4] *Berner Heim*, S. 6.

[5] Ebenda. Dies ist nicht richtig, da das Zeugnis *Konrad Türsts* (s. oben S. 23) älter ist ; auch widersprechen dem die früheren Wallfahrten aus mehreren Kantonen.

[6] *Stammler*, S. 23 ; *Berner Heim*, S. 7 ; *Stückelberg*, Die Schweizerheiligen, S. 20.

liche Streiflichter zu senden, die dem Leser auch hierüber volle Klarheit bieten. Wir glauben ihn richtig verstanden zu haben, wenn wir seine gelegentlichen Bemerkungen kurz also zusammenfassen und ergänzen, wobei allerdings die Wiederholung einiger früherer Stellen unumgänglich ist.

Ihm scheint den ganzen Volksglauben und die Bildung der Tradition genügend zu erklären die Existenz einer *Kapelle*, die in der Nähe der Beatushöhle — « St. Batten » — zu Ehren eines hl. Beat in frühester Zeit erbaut wurde.[1] Damit dürfte zugleich die *Lebensbeschreibung* des hl. Beat in die Schweiz gebracht worden sein, da man auch etwas von dem Heiligen, den man verehrte, wissen wollte.[2] Und die Legende des hl. Beat der Vendôme ist ja schon sehr alt, da sie in der von Agricola benutzten Fassung bis ins 9. Jahrhundert zurückreicht.[3] Sie muß auch tatsächlich in der Schweiz größere Verbreitung gefunden haben[4]; das ergibt sich daraus, daß Agricola in Basel und Canisius wahrscheinlich in Solothurn[5] dieselbe benutzen konnten. *Wann* aber die Kapelle erbaut, und wann die Vita in die Schweiz gebracht worden, ist nicht ermittelt. Moretus scheint, obwohl er dies nicht ausdrücklich bemerkt, eine ziemlich frühe Lokalisation der Vita anzunehmen, die wenigstens nicht viel jünger ist als die Kirche von St. Batten[6]. Denn nach ihm war es *diese geschriebene Legende* vom hl. Beat der Vendôme, deren Inhalt allmählich in die *mündliche* Tradition der Volkes überging, dann auf den Ort St. Batten übertragen wurde, so daß der Glaube aufkam, daß der in der Legende geschilderte hl. Beat dort gelebt habe, wo die einem hl. Beat geweihte Kapelle St. Batten stand. Und nichts ist leichter zu erklären als eine solche *Uebertragung*. Die *Oertlichkeit* oberhalb des *Thunersees*, die in der Nähe der Kirche von St. Batten sich befindliche *Höhle*, paßten genau zu der in der Legende von der Heimat des hl. Beat der Vendôme entworfenen Schilderung[7]. Was aber eine

[1] *Moretus*, S. 444, Anm. 7.

[2] *Derselbe*, S. 444.

[3] *Derselbe*, S. 446–450.

[4] Vgl. oben S. 34.

[5] Denn er sagt, daß er im Ursusstift zu Solothurn « alte Bücher » vorfand « welche von disen Mann und seiner Histori klare Zeugnuß geben. » Vgl. *Moretus*, S. 432, Anm. 2 ; S. 434–436.

[6] Ich schließe dies aus S. 444, Anm. 7 : « La chapelle, dédiée à un saint B[illegible] qu'il est jusqu'à présent impossible de spécifier, a pu donner lieu à cette localisation » (scil. de la Légende de saint Béat de Vendôme.)

[7] *Moretus*, S. 444. Aber gerade eine solche Übertragung leugnet Stamm[illegible]

dentifizierung geradezu herausfordern mußte, war der Umstand, daß nit der Höhle die *Drachensage* verknüpft war ; das beweist der Name Drachenloch », den die Höhle ursprünglich trug. Dieser Name kommt ielleicht von einer Vertiefung her, die ein Felsen in der Nähe der Iöhle hat, und die, von einer gewissen Seite gesehen, an die Gestalt ines Drachen erinnert ; zudem knüpft sich die Drachensage an mehr ls eine Höhle in der Schweiz [1]. Es ist gewiß,daß dieser Name « Drachen-och » der *ursprüngliche* der Höhle war. Erst später tauschte sie den-elben um mit « Beatenloch », dann « Beatenhöhle ». Noch im 16. Jahr-undert nennt sie Anshelm [2] unterschiedslos « Trachenloch » und « Sant eatenloch [3] » ; deshalb muß wohl die neue Benennung ziemlich spät ufgekommen sein. Soviel ist gewiß, daß *vor dem 15. Jahrhundert* kein okument aufgewiesen werden kann, das von einer *Beziehung zwischen er Höhle und dem hl. Beat* sprechen würde. [4] Ist also der Name « Dra-henloch » der frühere, so läßt sich schließen, daß er umgeändert wurde « Beatenloch » erst, als die Legende des hl. Beat der Vendôme von er schaffenden Volksphantasie auf einen in jener Höhle lebenden eiligen des gleichen Namens übertragen worden war infolge der erkwürdigen Ähnlichkeit, welche die Örtlichkeit und die Drachensage it jener Vita aufweisen. Zudem ist es sehr auffallend, daß sämtliche üge, die wir von dem hl. Beat der Schweiz vor Abfassung der Vita gricolas kennen, auch in jener Vita des hl. Beat der Vendôme ent-alten sind, daß Beatus Rhenanus bei seiner Opposition gegen Agricola ur jene Punkte angriff, die neu und in der ursprünglichen Legende icht enthalten waren [5]. Kein einziger unterscheidender Zug, der in ie Zeit vor Agricola zurückreicht, kann nachgewiesen werden ; es heinen solche durch das oben Gesagte [6] sogar ausgeschlossen zu sein.

ergisch, weil dafür jeder Beweis fehlt. « Denkt man an das Alter der Wallfahrten, e man zum *Grabe des hl. Beatus* zu machen glaubte, so müßte diese Übertragung hon Jahrhunderte vor Agricola stattgefunden haben. Diese Hypothese dürfte enig Glauben finden. Es wäre denn auch zu auffallend, daß nicht schon vor gricola eine Aufzeichnung der Legende gemacht worden wäre, und Agricola ätte keine rechte Veranlassung mehr gehabt, die im Lande schon bekannte egende zu veröffentlichen. » *Berner Heim*, S. 6.

[1] *Moretus*, S. 444, Anm. 6.

[2] Vgl. oben S. 34.

[3] Die Berner Chronik, herausgegeben vom historischen Verein des Knt. Bern.

[4] *Moretus*, S. 444.

[5] Vgl. oben S. 21.

[6] S. 36.

Und doch mußten sich solche gewiß schon sehr frühe im Volke gebildet haben, falls der Heilige im 6. Jahrhundert dort gelebt hatte. Es stimmte alles, was man vom hl. Beat wußte, mit den Lebensumständen des hl. Beatus der Vendôme so sehr überein, daß weder Agricola noch Canisius anstanden, die schriftliche Legende unterschiedslos auf den hl. Beat vom Thunersee zu übertragen. Daß sich dann aber später Lokaltraditionen bildeten, spricht keineswegs gegen eine solche Entwicklung; sie stehen nicht im Widerspruch mit der geschriebenen Legende, und bei keiner derselben ist der Nachweis geliefert, daß sie älter ist als die Vita Agricolas. Dafür sprechen endlich alle andern Gründe, die wir im Laufe der Beweisführung aus Moretus' Darstellung angeführt; so z. B. daß die ältesten Zeugnisse nichts bieten als den Namen des hl. Beat, daß erst seit dem 15. Jahrhundert der hl. Beat als nationaler Heiliger erscheint, das Fehlen eines alten Zentrums u. s. w.

Unaufgeklärt bleibt allerdings noch der *Grabfund.* Die Zukunft wird Stammlers Erklärung rechtfertigen oder korrigieren und damit die Wahrheit auch in diesem Punkte zu Tage fördern.



Lamennais
et ses correspondants suisses

Par A. ROUSSEL

QUATRIÈME ARTICLE

Privat à Lamennais.

Genève, le 8 octobre 1834.

Monsieur
Monsieur F. de La Mennais

Monsieur,

Sans guide dans le monde, ne voyant rien de pareil à une Église ans le Protestantisme et repoussé par les abus et les excès du Catho-cisme, je lus les paroles de l'*Avenir* (*sic*). Quoiqu'entachées de vues tout umaines, elles firent renaître un rayon d'espérance dans mon cœur. 'admirais vos talents, l'enthousiasme qui brillait dans vos écrits. Je e réjouissais à cette pensée que la société, fatiguée de révolutions, près avoir inutilement puisé dans les citernes crevassées de la philo-ophie humaine, serait conduite par la force des circonstances à se jeter ans les bras de l'Église du Christ et ne trouverait que là le remède des naux qui la consument. Votre idée pure et magnanime d'affranchir Église du joug des gouvernements et de cette vénalité qui la fait mar-her, non comme la lumière, mais comme l'esclave du monde, me faisait spérer que Dieu allait purger son aire (l'Église), que vous seriez eut-être un des principaux instruments dont il se servirait pour cela. lais vos derniers ouvrages m'ont profondément découragé ; je me suis emandé : Un chrétien peut-il tenir le langage de la révolte, médire

des puissances, s'occuper d'une politique toute terrestre ? Je n'ai plus su que penser de vous. Serait-ce l'ambition déçue, comme vous en accusent vos adversaires ? Non, me suis-je dit. La douleur que lui cause l'abjection de l'Église, l'espérance vaine de voir un retour des peuples au joug du Christ ont égaré l'esprit et la plume, plutôt que le cœur de Monsieur de la Mennais. Il rentrera en lui-même ; il reconnaîtra ce qu'il y a de juste dans la condamnation portée contre ses ouvrages, non seulement par l'autorité ecclésiastique, mais aussi par les chrétiens sincères de toutes les communions. Sa lyre ne résonnera plus que de la voix des Anges ! N'a-t-il pas ravi au ciel ses accords quand il peint la patrie céleste, et parle de l'efficacité du sang de l'Agneau pour guérir la création malade ?

Cher Monsieur, dans mes doutes, j'ai pris un dernier parti : c'est de m'adresser directement à celui qui dans la Chrétienté exerce la charge de Gouverneur Pontife, de lui faire part des recherches sincères d'une âme pressée par le besoin de trouver une Église visible à laquelle elle puisse s'attacher ; de lui exposer avec une humble franchise les plaies de l'Église et les motifs qui retiennent hors du Catholicisme bon nombre d'âmes chrétiennes qui sentent le besoin d'un point de ralliement et qui ont déposé les préjugés d'éducation et de secte.

Ne sachant à qui m'adresser pour faire parvenir sûrement les papiers ci-joints, j'ai pensé que, vous trouvant en rapport avec le Saint-Siège, vous ne me refuseriez pas de les envoyer à leur destination. Je me suis adressé à vous préférablement, parce que j'ai vu que vous sentiez profondément les plaies de l'Église et de la société, et que plus que toute autre personne, vous me paraissez propre par vos vues élevées et votre influence à travailler à la réforme de la Religion, qui, pour le vrai bien, doit s'opérer avec zèle et prudence dans le sein de l'Église, et non comme on l'a vainement tenté en dehors par le schisme au XVI[me] siècle ; car ne nous abusons point, l'unité des chrétiens est le seul moyen de réaliser les promesses faites à l'Église : *qu'ils soient un, afin que le monde croie* (S. Jean, chap. XVII, 11-21).

Daignez, je vous prie, m'accuser la (*sic*) réception de cette lettre et me faire savoir le plus tôt qu'il vous sera possible, si, excusant mon indiscrétion, vous vous chargez d'expédier sûrement les papiers ci-joints.

Recevez l'assurance de ma considération distinguée.

J[n]-F[s] PRIVAT.

P. S. — Mon adresse est : A M. Privat, aîné, maître de pension au haut des Barrières, maison Heyet, à Genève, nº 141.

Notes.

Je ne sache pas que Lamennais ait répondu à son correspondant genevois, ni surtout qu'il se soit chargé de sa commission près du Saint-Siège.

Les *papiers* annexés à cette lettre n'ont point été retrouvés.

L'appréciation des *Paroles* est remarquablement juste ; je n'ai, d'ailleurs, aucun renseignement sur le signataire de cette lettre que Lamennais garda soigneusement comme tant d'autres qui, non plus, ne sont pas toujours flatteuses pour son amour-propre.

Andley à Lamennais.

Monsieur
Monsieur l'abbé F. de La Mennais, au château de la Chênaie,
Près et par Dinan, Ille-et-Vilaine, Bretagne (France).

Genève, le 2 février 1855.

Monsieur,

Il y a bien longtemps, mon bien cher et vénérable ami, que je n'ai eu directement de vos nouvelles ; il y a bien longtemps aussi que je ne vous ai écrit, mais la cause en est très simple ; j'ignorais votre adresse, vous croyant à Paris, tandis que, d'après les journaux, vous paraissez avoir toujours séjourné à la Chênaie. Oh ! m'auriez-vous donc oublié ? Au milieu de vos tracas, de vos soucis si cuisants, je n'en doute pas, mon souvenir s'est-il effacé de votre âme ? A Dieu ne plaise que je ne (*sic*) vous fasse cette injure, car je sais combien votre cœur est fidèle à l'amitié !

Quant à moi, à mesure que les années viennent, et que ma vie se concentre dans ce cercle d'activité journalière que me fait la nature de mes occupations, je sens aussi se resserrer le lien qui m'attache à vous, et me ressouvenant de vos douces paroles pour moi, je me surprends presque à regretter de n'être pas dévoué à votre vie solitaire, pour en égayer quelques instants. Maintenant surtout que l'éloignement de vos amis, que l'esprit de parti et tant d'autres circonstances vous ont fait si malheureux, oh ! que je voudrais vous voir auprès de nous, égayé par l'enjouement de l'ange que Dieu m'a donné pour femme, et consolé peut-être par les soins de ma piété toute filiale. Oh ! que j'étais heureux dans ma mansarde de la Chênaie dont la vue s'étendait sur les grandes bruyères de la Bretagne, et sur ces bois qui environnent le grand étang !

Sans doute, il y a eu depuis bien des hôtes dans cette petite chambre si blanche, si propre ; il y a aussi bien des changements dans l'aspect de ces campagnes. Vous-même, n'avez-vous pas changé avec les années ? Oh ! oui, ne fût-ce que ce vertueux abbé Gerbet qui n'est plus, je crois, avec vous. C'est avec un sentiment bien réel de bonheur, mon vieil ami, que ma pensée se reporte vers ces lieux et ces temps. C'est une fleur de ma première jeunesse dont je cherche à ranimer le parfum. Je voudrais que tous les temps de ma vie en offrissent de semblables, car cela donne lieu d'espérer et fait du bien au cœur. Aujourd'hui, du moins, que mes jours sont tranquilles, qu'ils se passent au sein d'études solides et agréables, entre l'affection de la famille et les devoirs de ma position, aujourd'hui, je sens mieux que jamais combien vaut le prix de votre amitié si confiante, si profonde.

Ecrivez-moi de temps à autre, je vous en conjure ; écrivez-moi de cœur, de confiance, car j'ai besoin de savoir ce que vous faites et si vous avez lieu d'espérer de meilleurs jours. Oh ! maintenant j'approche de l'âge mûr ; mon âme sera muette comme la tombe sur tout ce que vous pourriez me dire, mais de grâce n'oubliez pas que vous m'avez regardé comme un fils bien-aimé, et qu'un fils a droit d'attendre quelque ouverture de cœur d'un père tendre. Je me plais à rappeler ces rapports, parce que leur souvenir est toujours vivant pour moi, et parce que votre nature aimante vous les rend, peut-être, non moins précieux.

Au milieu du vrai bonheur que la Providence m'accorde, il faut bien que j'aie ma croix à porter : je n'entends plus parler de ma bonne tante Deibeye. Déjà j'ai écrit depuis longtemps sans avoir reçu de réponse. Dieu veuille que la mort ne me l'ait pas enlevée avant d'avoir pu lui procurer ce bien-être que je m'efforce de lui préparer. Oh ! mon ami, priez, priez pour elle, priez pour ma femme, pour nous tous, car il m'en coûterait beaucoup de faire si tôt ce sacrifice. Vous savez ce que vaut cette bonne tante, vous entrerez donc facilement dans mes craintes, et vous demanderez avec ardeur à Dieu de me l'accorder encore pendant quelques années pour environner sa vieillesse de soins et d'attentions.

Comme il est difficile que notre esprit ne s'attache pas à quelque branche d'instruction en particulier, mon goût m'a porté à l'étude de l'histoire du moyen âge, et quoique je ne fasse encore que marcher avec des lisières dans cette voie épineuse, tous les jours je prends plus de plaisir à m'enfoncer dans cette époque intéressante. Or parmi tous les caractères saillants de ces temps, il en est un surtout qui m'a frappé et

séduit : c'est celui de Grégoire VII. Croyez-vous qu'écrire sa vie fût un service rendu à la religion ? Me croyez-vous capable de cette entreprise, vous qui me connaissez si bien ? Ou plutôt n'est-ce pas une chimère de vaine gloire que je poursuis ? Dites-moi bien sincèrement votre avis à ce sujet. Parlez-moi de ce que vous croyez nécessaire à un bon historien, car vos conseils seront précieux pour tous ; pour moi, j'y verrai le langage d'un père.

Encore une fois ne m'oubliez pas, et si Ange Blaize se souvient encore de Sainte-Anne d'Auray, qu'il se rappelle aussi quelquefois

Votre bien affectionné et sincèrement dévoué.

C.-F. ANDLEY.

La Grenade-Eaux-Vives.



Vatikanische Aktenstücke zur Schweizerischen Kirchengeschichte aus der Zeit Johanns XXII.

27. Agnes von Châlons, Gräfin von Genf[1], erlangt die Ermächtigung, in ihrer neuerbauten Schloßkapelle zu Cruseilles Gottesdienst abhalten zu lassen. 1328 Juli 7. Avignon.

Dilecte in Christo filie nobili mulieri Agneti de Cabilone, comitisse Gebennen.

30.] In his, que animarum salutem respiciunt, libenter favoris apostolici presidium impertimur. Exhibita siquidem nobis tua petitio continebat, quod tu in castro Crusilie ad te spectante, Gebennen. dioc., quandam capellam ad laudem Dei et gloriosissime virginis Marie matris eius edificari fecisti, in qua perpetuo missarum solemnia et alia divina officia debeant celebrari ipsamque pro sustentatione servitorum ipsius congruis redditibus dotare proponis. Nos itaque tuis supplicationibus inclinati : quod, postquam dicte capelle iuxta diocesani loci arbitrium per te dos sufficiens fuerit assignata liceat tibi per idoneos presbiteros in eadem capella divina officia facere celebrari quodque ius presentandi perpetuos capellaneos ad capellam predictam tu tuique successores et heredes in castro predicto perpetuis futuris temporibus habeatis, devotioni tue auctoritate presentium concedimus de gratia speciali. Nulli ergo etc.

Dat. Avinion. nonis iulii, a.° 12.

Reg. Vat. 88 *f°* 56 *n°* 3149.

[1] Gemahlin des am 22. Mai 1308 verstorbenen Grafen Amadeus II.

28. Johann, erwählter Bischof von Langres und päpstlicher Administrator von Basel. erlangt für sich die Vergünstigung, daß sein Beichtvater ihn auch in sämtlichen Reservatfällen lossprechen könne. 1328 Juli 31. Avignon.

Dilecto filio Johanni electo Lingonen. administratori ecclesie Basilien. in spiritualibus et temporalibus per sedem apostolicam deputato.

30 A C.] Virtutum insignia, quibus prout testimoniis fide dignis accepimus insignitus fore dinosceris, promerentur, ut petionibus tuis in hiis potissime, que tue salutis comodum et mentis tranquillitatem respiciunt, oportunis favoribus annuamus. Volentes itaque te premissorum meritorum tuorum intuitu necnon consideratione carissime in Christo filie nostre Johanne regine Francie illustris, pro te consanguineo suo nobis in hac parte humiliter supplicantis, prerogativa prosequi gratie specialis, tuis supplicationibus inclinati : ut aliquem idoneum sacerdotalem religiosum vel secularem in tuum possis eligere confessorem, qui tuorum peccaminum ista vice confessionem audiat tibique auctoritate apostolica super illis etiam in casibus sedi apostolice reservatis beneficium absolutionis impendat teque nihilominus a sententiis canonis vel hominis hac vice, si quas forsitan incurristi iuxta formam iuris absolvat, necnon tecum super irregularitatibus, si quas taliter ligatus celebrando divina vel te illis immiscendo et etiam, si propter guerram per te motam tempore, quo per apostolicam sedem prefectus Basilien. ecclesie tunc et adhuc vacanti in episcopum et pastorem eius reginem tanquam verus sponsus ipsius legitime exercebas, contra Artungum [a] Monachi, clericum, tunc eandem ecclesiam detinentem, sicut et adhuc detinet occupatam, de mandato tuo homicidia mutilationes et vulnera in clericos vel laicos, qui eidem Artungo contra te auxilium impendebant, quominus pacificam possessionem episcopus Basilien. assequi posses, necnon domorum et segetum incendia sint secuta, nosceris contraxisse, valeat plenarie dispensare, devotioni tue auctoritate apostolica concedimus de gratia speciali. Nulli ergo etc.

Dat. Avinion. 2. kal. aug., a. 12.

Reg. Aven. 31 *f*° 11, *n*° 2618. — *Reg. Vat.* 87 *f*° 233, *n*° 2618.

[a] Reg. Aven. et Vat. : Artundum.

29. *Der Kardinal Johann, Titular von S. Croce*[1], *erhält den Auftrag, die Resignation des Ebaldus Uboldi auf sein Kanonikat in Sitten und das Rectorat der Pfarrkirche zu Vesch anzunehmen, nach sorgfältiger Erforschung der Gründe.*

1328 November 13. Avignon.

Dilecto filio Johanni tituli S. Crucis in Jerosolima, presbitero cardinali.

24.] Cum sicut accepimus dilectus filius Ebaldus Vboldi, canonicus Sedunen. ac rector parrochialis ecclesie de Vex Sedunen. dioc., canonicatum et prebendam sacerdotalem ecclesie Sedunen. ac parrochialem ecclesiam supradictam, quos obtinet, cum omnibus iuribus et pertinentiis suis intendat ex certis causis rationabilibus libere resignare, nos votis eius in hac parte favorabiliter annuere cupientes: discretione tue, de qua in hiis et aliis plenam in domino fiduciam obtinemus, recipiendi auctoritate nostra etiam apud sedem apostolicam ab eodem Ebaldo vel procuratore suo, ad hoc ab eo legitime constituto, resignationem liberam canonicatus et prebende ac parrochialis ecclesie, iurium et pertinentiarum predictorum plenam auctoritate presentium concedimus facultatem; ceterum cum non sit verisimile, quod quis beneficia sua multis forte laboribus acquisita, ex quibus vite subsidium percipit, sine magna causa sponte resignet, attente provideas, ne ex parte ipsius Ebaldi vel alias aliqua in premissis pravitas quomodolibet intercedat.

Dat. Avinion. idibus nov. a. 13.

Reg. Vat. 89 *f°* 160, *n°* 305.

30. *Der Bischof von Lausanne wird aufgefordert, einen rückständigen Zehnten der päpstlichen Kammer nunmehr unverzüglich zu entrichten.*

1328 Dezember 4. Avignon.

Venerabili fratri episcopo Lausanen.

Licet super decima triennali, per nos dudum in eis sicut in nonnullis aliis partibus imposita, pro necessitatibus Romane ecclesie utilius relevandis in tuis civitate et diocesi colligenda tam tibi, frater, quam predecessori tuo alias direxerimus scripta nostra, nichilominus per cameram nostram tibi scriptum, sicut intelleximus, fuerit, ut pecuniam huiusmodi decime ad

[1] Eubel, Hier. cath. erwähnt diesen Kardinal nicht.

ipsam cameram, illa egentem plurimum propter varia negotia ecclesie memorate incumbentia, destinare curares. Miramur quam plurimum, quod pecuniam non miseris antedictam: quocirca fraternitatem tuam requirimus eidem districtius iniungentes, quatenus decimalem pecuniam huiusmodi ad eandem cameram mittere, cum ea pro dictis negotiis inevitabiliter ad presens egeat, unacum residuis fructuum beneficiorum vacantium per nos dudum reservatorum ut nosci non differas nec postponas, cameram certificaturus eandem clare particulariter et distincte, quid et quantum de predictis receptum fuerit et quid etiam remanet colligendum.

Dat Avinion. 2. non. dec., a. 13.

Reg. Vat. 115 f° 13 n° 78 littera secreta.

31. Die Adressaten erhalten den Befehl, die Grafen Hugo und Rudolf von Montfort samt ihren Helfershelfern wegen der Gefangennahme und Beraubung des an den apostolischen Stuhl reisenden Propstes Nikolaus von Pozsony, erwählten Bischofes von Erztergom[1], feierlich als exkommuniziert zu erklären[2].

1329 April 1. Avignon.

Venerabili fratri episcopo Constancien. et dilectis filiis preposito ac decano ecclesie Constancien.

20' ? Manifesta nobis et apostolice sedi irrogatur iniuria, cum venientes ad ipsam aut recedentes ab ea perturbantur iniuriis aut gravantur aliquibus detrimentis. Sane non absque gravi perturbatione percepimus quod, cum dilectus filius Nicolaus, prepositus ecclesie Posonien. Stringonien. dioc. electus Stringonien., de Vngarie partibus, ad curiam Romanam accederet, pro confirmationis electionis sue munere obtinendo et transitum per civitatem Constantien. faceret, nobiles viri Hugo et Radulphus comites de Monteforti Curien. dioc. et quidam alii in hac parte complices et fautores, in gravem divine majestatis et nostram ac eiusdem sedis offensam, ausu sacrilego eundem prepositum necnon socios et familiares ipsius capere et detinere captivos eosque equis pecunia et bonis aliis eorundem spoliare nequiter presumpserunt. Cum autem excessus huiusmodi tanto votis nostris reddatur infestior, quanto nobis et eidem sedi gravior iniuria irrogatur, cum venientes ad eam utpote matrem cunctorum fidelium et magistram ab aliquibus perturbantur: discretioni vestre in virtute obediencie districte precipiendo mandamus, quatenus vos aut unus vel duo vestrum, si est ita, predictos comites et alios complices et fautores ipsorum, qui propter captio-

[1] In Ungarn, der am 17. September 1330 durch Papst Johann XXII. schon einen Nachfolger erhalt; Eubel.

[2] Vgl. K. Rieder, Quellen zur Konstanzer Bistumsgeschichte, N° 824.

nem et detentionem eiusdem prepositi non solum latam a canone sed etiam per nos et predecessores nostros Romanos pontifices in certis precipuis ecclesie Romane solemnitatibus in omnes, qui venientes ad sedem prefatam vel recedentes ab ea capiunt, spoliant vel detinent seu perturbant prolatam excommunicationis sententiam incurrerunt, tamdiu excommunicatos publice nuntietis et nuntiari faciatis et ab omnibus artius evitari, donec prepositum, socios et familiares predictos pristine libertati restituerint et alias competenter satisfecerint de premissis et cum nostrarum testimonio litterarum ad dictam sedem venerint absolvendi. [1]

Dat. Avinion. kalendis apr., a. 13.

Reg. Vat. 90 *f*o 246, no 1636.

32. Bischof Aymo von Sitten erhält den Befehl, den durch ihn ungerecht eingekerkerten Augustinerprior von Augsburg, Wilhelm von Crista, freizulassen oder sich darüber beim Papste zu rechtfertigen. 1329 August 17. Avignon.

Venerabili fratri Aymoni episcopo Sedunen.

8 A. C.] Pro parte dilecti filii Guillermi de Crista, prioris prioratus S. Jacobi Augusten. ordinis S. Augustini, nobis cum gravi querela extitit intimatum, quod licet ipse tibi minime sit subiectus tamen eundem absque causa iusta tuis carceribus mancipasti et per spatium unius anni cum dimidio tenuisti et adhuc detines strictis carceribus mancipatum nolens eum pristine restituere libertati. Quare pro parte sua nobis extitit humiliter supplicatum, ut ipsum liberari a predictis carceribus mandaremus: quocirca fraternitatem tuam monemus rogamus et hortamur attente, tibi per apostolica scripta mandantes, quatenus eundem priorem de predicto carcere studeas expedire vel saltem in dilato de causis detentionis ipsius rationabilibus, si quas habes, nos per litteras tuas studeas reddere certiores.

Dat. Avinion. 16. kal. sept., a. 13.

Reg. Vat. 91 *f*o 272v no 2791.

33. Die Vereinigung der Pfarrkirche von Moudon mit dem bischöflichen Mensalgute von Lausanne wird widerrufen. 1329 September 22. Avignon.

Ad futuram rei memoriam.

24.] [1] Romanus pontifex, cui ecclesiarum omnium et eccl. bonorum dispositio plenaria divinitus est commissa, ecclesias et bona earum inter-

[1] Aus der Rubrik des Reg. Aven. 35 fo 5v no 189.

dum unit, subicit et concedit, interdum vero exunit et dividit, prout secundum providentie sue salubre consilium, locorum et temporum conditione pensata, conspicit expedire. Sane sicut oblata nobis ven. fratris nostri Johannis episcopi Lausanen. petitio continebat, olim bone memorie Petro episcopo Lausanen., proximo predecessore eiusdem Johannis episcopi, tunc vivente significante nobis, quod ipse et ecclesia Lausanen. gravibus erant oppressi oneribus debitorum, ad quorum relevationem et ad debitam hospitalitatem et alia eis incumbentia onera supportanda eorum facultates minime suppetebant ac supplicante nobis, sibi et dicte ecclesie super hiis per sedis apostolice providentiam subvenire. Nos volentes ipsis de illo in hac parte subventionis remedio providere, per quod comodius possent a predictorum onerum sarcina liberari dictamque hospitalitatem tenere et supportare alia onera supradicta, parrochialem ecclesiam de Melduno Lausanen. dioc. ad eiusdem episcopi Lausanen. collationem spectantem, cum omnibus juribus et pertinentiis suis episcopali mense Lausanen. auctoritate apostolica in perpetuum connecti mandavimus et unire, certis super hoc per nostras litteras executoribus deputatis, qui postmodum, cum dicta ecclesia per obitum quondam Petri Salterii rectoris eiusdem ecclesie vacavisset, eandem ecclesiam cum omnibus juribus et pertinentiis suis eidem mense auctoritate apostolica perpetuo unierunt et etiam applicarunt. Verum ex eo, quod dicta ecclesia de Melduno in solemniori loco et capite totius terre dil. filii nobilis viri Ludovici de Sabaudia domini Vaudi consistit et non per vicarium regi sed gubernari consueverit per rectorem, propter unionem predictam in populo dicti loci de Melduno, grave scandalum est exortum, propter quod prefatus Johannes episcopus, qui gaudere non poterat comodo huiusmodi unionis, nobis humiliter supplicavit, ut unionem et applicationem huiusmodi dissolvere et cassare, dictamque ecclesiam a predicta mensa exunire et eam in pristinum statum, in quo erat ante unionem huiusmodi, reducere dicteque mense de recompensatione alia providere paterna diligentia curaremus. Nos itaque propter predictas causas eiusdem episcopi supplicationibus inclinati, predictam ecclesiam de Melduno eidem mense ut premittitur unitam cum omnibus juribus et pertinentiis supradictis a predicta mensa auctoritate apostolica totaliter exunimus, dictam unionem et applicationem de ipsa mense predicte factas et litteras nostras super huiusmodi unione et applicatione confectas auctoritate predicta cassantes totaliter ac etiam revocantes, volentes quod prefata ecclesia deinceps non per vicarium sed per rectorem proprium debeat gubernari. Decernentes etiam exnunc irritum et inanum, si secus super hiis a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contigerit attemptari. Nulli ergo etc.

Dat. Avinion. 10. kal. oct., a. 14.

Reg. Vat. 93 *n°* 189.



KLEINERE BEITRÄGE — MÉLANGES

Zum Gründungsdatum des Kollegiatstiftes Beromünster.

Das III. Heft des Jahrganges 1910 dieser Zeitschrift beschäftigt sich in einem kürzeren historischen Beitrag (S. 232 f.) von *K. Lütolf* mit dem Gründungsdatum des Stiftes Beromünster. Als solches glaubt der Verfasser die Zeit von 926–936 ansetzen zu sollen. Er stützt seine Annahme darauf daß die Stiftskirche den Märtyrer *Pankratius* zu ihrem Patron habe und daß derselben *Reliquien* des genannten Heiligen von König Heinrich I. (919–936) vergabt worden seien.

Für diese beiden Voraussetzungen vermögen wir keine historische Unterlage zu finden. Die erstere betreffend, ist soviel richtig, daß das Stift Münster seit alter Zeit das Fest des hl. Märtyrers Pankratius neben manchen andern als spezifisches Stiftsfest (festum collegiatum) begeht und daß dasselbe mit demjenigen des hl. Placidus einen höheren Rang hat (sie sind festa secundae classis) als die übrigen speziellen Stiftsfeste. Allein von einem *Patronat* dieses Heiligen an der Stiftskirche sind keinerlei Nachrichten vorhanden. Als Patron des Gotteshauses galt vielmehr von Anfang an ausschließlich der hl. Erzengel Michael. Zuverlässigste Kunde hierüber geben uns wohl die ältesten Urkunden. Nun lesen wir im Stiftungsbrief des Grafen Ulrich von Lenzburg vom 9. Februar 1036: « Canonica mea, que est in loco, que (sic) dicitur Peronis monasterium a parentibus meis primitus, postmodum a me *sancti Michaelis honori attributum* ». Bei Aufzählung der den Stiftsherren vergabten Güter heißt es: « Ut inde habeant victum et vestitum ad serviendum deo omnipotenti et *sancto archangelo Michaeli* » (Urkundenbuch des Stiftes B.-M. I. 65. 67).

Graf Ulrich war zwar nicht der ursprüngliche Stifter und die älteste Stiftungsurkunde, wenn vom ersten Gründer überhaupt eine existierte, ist nicht erhalten. Allein aus dem Wortlaut des zweiten Stiftungsbriefes von 1036 « Peronis monasterium *a parentibus meis primitus, postmodum a me* sancti Michaelis honori attributum » — geht unzweideutig hervor, daß St. Michael der ursprüngliche und der einzige Schutzpatron des Gotteshauses ist.

Dasselbe beweist uns der Schirmbrief König Heinrichs III. für das Gotteshaus Beromünster vom 23. Januar 1045, wo es heißt : « Monasterium quod Perenmünsturi dicitur *in honore sancti Michaelis Archangeli* » (l. c. p. 69). — Von Pankratius dagegen als Patronus primarius neben

St. Michael, oder auch nur als secundarius, ist weder in den angeführten noch sonst in irgend welcher Urkunde die Rede.

Der Verfasser weiß sodann zu berichten, daß der Gründer, Graf Bero von Lenzburg, « seinem neuen Stift *Pankraz-Reliquien* aus der Hand König Heinrichs I. von Deutschland verschaffte » (vgl. auch Jahrg. 1909, S. 230). Er entnimmt diese Angabe, wie ausdrücklich bemerkt ist, einer « Sage von Hitzkirch ». Die Reliquien-Schenkung wäre somit der historische Kern derselben.

Die angezogene Sage ist uns im Kammererbuch des Landkapitels Hochdorf aufbewahrt und stammt ursprünglich aus dem Familienarchiv der Edlen von Rinach (vgl. *Estermann*, Geschichte des Ruralkapitels Hochdorf, S. 39). Darnach soll Hesso von Rinach, Propst zu Münster, um 965 die Kirche des hl. Pankratius in Hitzkirch gegründet haben. Es hätte derselbe von Kaiser Heinrich I. Reliquien des hl. Pankratius erhalten und diese, nachdem sie zuerst mehrere Jahre in der Schloßkapelle zu Oberrinach aufbewahrt worden waren, teils der Deutschordenskirche in Hitzkirch (die Pankratius zu ihrem Patron hat), teils dem Gotteshaus Beromünster geschenkt.

Daran ist unumstrittene Tatsache, daß beide genannten Gotteshäuser Pankraz-Reliquien in Besitz haben. Von Hitzkirch als Patronatskirche des Heiligen ist dies selbstverständlich. Was Beromünster betrifft, so wird in dem Reliquienverzeichnis, welches Kaplan Johann Dörflinger († 1498) auf den leeren Blättern des sogen. silbernen Evangeliars niedergeschrieben hat, als Reliquien von St. Pankratius angeführt : integrum caput, dieses in einer silbernen Büste, in Form eines Hauptes, eingeschlossen. Diese silberne Fassung ist nicht mehr vorhanden ; die Reliquien oder wenigstens einen Teil derselben (cranium), besitzt die Stiftskirche heute noch. Sie wird jeweilen am Feste des Märtyrers in ihrem Schrein auf dem Hochaltare ausgestellt.

Im übrigen erweist sich die angeführte Sage als historisch unhaltbar. Ein Hesso von Rinach, der im X. Jahrhundert gelebt haben soll, läßt sich nicht nachweisen ; dagegen sind zwei Ritter dieses Namens im XIII. Jahrhundert urkundlich bezeugt, deren einer Leutpriester zu Hochdorf und Chorherr zu Münster, nicht aber Propst genannten Stiftes war († c. 1280. Vgl. *Merz*, « Die Ritter von Rinach », S. 21). Um 965 existierte noch keine Burg Oberrinach ; diese — im Gegensatz zu zwei andern Burgen derer von Rinach auch « die neuwe Rinach » genannt — wurde erst in den ersten Dezennien des XIII. Jahrhunderts angelegt (*Merz*, a. a. O., S. 11).

Wie und wann sind denn die Pankraz-Reliquien an die beiden Gotteshäuser gelangt ? Betreff der Deutschordenskirche in Hitzkirch gibt uns eine Urkunde vom 4. Hornung 1368 Aufschluß (Geschichtsfreund V. 262). Unter genanntem Datum schenken Burkard von Aschenburg und der gesamte Ordenskonvent zu Birgelov in Preußen, auf Bitten des Ritters Dietrich von Brandenburg, Komtur in Torum, und des Priesters Konrad von Mühlhausen im Elsaß, Leutpriester in Hitzkirch, der dortigen Ordenskirche ansehnliche Reliquien des Pankratius und des Märtyrers Vitalis (vgl. auch Geschichtsfreund XI. 95). Die Pfarrei, bezw. Pfarrkirche Hitz-

kirch, ist älter als das Deutschordenshaus daselbst. Es scheint ohnehin fraglich, ob Pankratius der ursprüngliche Patron der Kirche gewesen sei und derselbe nicht vielmehr von den Deutschrittern, bei denen er ein bevorzugter Heiliger war, erst neben St. Elisabeth von Thüringen als Patron der Ordenskirche angenommen wurde.

Weniger läßt sich die Zeit der Reliquien-Schenkung für die Stiftskirche von Beromünster bestimmen. Man wird annehmen dürfen, daß das Fest des hl. Märtyrers Pankraz von jenem Termin an, da das Stift dessen Reliquien besaß, zum festum collegiatum erhoben worden sei. Dies gibt uns einige Anhaltspunkte für das Alter der Reliquien. Im alten Epistolar der Stiftskirche, aus dem XI. oder Anfang des XII. Jahrhunderts stammend, sind unter den Kirchenfesten noch keine spezielle Stiftsfeste verzeichnet (vgl. meine « Stiftsbibl. von B.-M. » II, 4). Im sogen. Kantatorium, das dem XII. Jahrhundert zugehört, finden sich als Diözesan- bezw. Stiftsfeste bereits : Ulrich, Margaritha, Afra, Pelagius, Verena, Mauritius, Gallus, Othmar. Im silbernen Evangeliar (erste Hälfte des XIV. Jahrhunderts) kommen mehrere Stiftsfeste (siehe a. a. O. S. 6) hinzu, unter diesen St. Placidus, nicht aber Pankratius, obwohl diese beiden, wie schon oben bemerkt, in der Folge als Festa collegiata (II^ae^ classis) gleichen Rang haben. — Ebensowenig kennt das älteste Jahrzeitbuch des Stiftes, das in seinem frühesten Bestandteil bis Ende des XIII. Jahrhunderts hinaufreicht, den Märtyrer Pankratius als speziellen Stiftsheiligen. Dasselbe notiert zum 12. Mai : « Festum Nerei, Achillei et Pancratii » — entsprechend dem allgemeinen kirchlichen Festkalender (Geschichtsfreund V. 112). Erst in dem oben erwähnten reichhaltigen Reliquien-Verzeichnis der Stiftskirche von Beromünster aus dem XV. Jahrhundert, werden auch jene des heiligen Märtyrers Pankraz aufgeführt. Das Stift wird somit nicht vor der zweiten Hälfte des XIV., vielleicht erst im XV. Jahrhundert in deren Besitz gekommen sein.

Für die Bestimmung der Gründungszeit Beromünsters fallen nach dem Gesagten der Märtyrer Pankratius und dessen dem Stift verliehenen Reliquien außer Betracht. Eine sichere Fixierung derselben gilt nach dem gegenwärtigen Stande der Forschung, als ausgeschlossen. Die große Wahrscheinlichkeit spricht für das letzte Drittel des 10. Jahrhunderts.

Beromünster. *K. A. Kopp.*

Urnerische Landrechtserteilungen im Zeitalter der Gegenreformation.

Archivar J. Schneller teilte im 27. Bande des « Geschichtsfreundes » einige Namen aus dem Landleutenbuch von Uri mit, die er einem Manuskript des Bibliothekars Franz Schiffmann entnahm. Obschon die getroffene Auswahl sehr willkürlich und zudem äußerst beschränkt war, wurden jene Auszüge doch von Historikern gerne benutzt. Dieser Umstand veranlaßt uns, hier eine etwas reichlichere Auslese zu bieten. Sie ist dem offiziellen

Verzeichnis der neuen Landleute entnommen, das bis zum Jahre 1400 zurückreicht, aber leider nur in einer Abschrift des Landschreibers Michael Stricker vom Jahre 1597 auf uns kam und jeweilen vom regierenden Landammann aufbewahrt wurde, und erst seit 1907 im Landesarchiv Uri liegt. Es handelt sich vielfach um sehr bekannte Namen, die keines weitern Kommentars bedürfen.

1556. Johann Anton de Giroldis aus Bollenz, Kilchherr zu Erstfeld[1].
1556. Michael Schärttlin von Löwenberg, Kilchherr zu Bürglen.
1557. Junker Kaspar von Silenen.
1557. Nikolaus Ruß von Genua, des Baptista de Insula, so man nennt Baptista Genueser, Schwester Sohn.
1557. Sigisbert, Kilchherr zu Silenen.
1558. Gilg Tschudi, Landammann zu Glarus und sein Bruder Balthasar Tschudi, Landvogt zu Toggenburg, mit ihren andern Brüdern allen und alle die, so des Stammes und Namens Tschudi von Glarus.
1559. Heinrich Heyl aus dem Bistum Mainz, Kilchherr zu Altdorf, samt seinen zwei Söhnen Jakob und Melchior.
1559. Lux Ritter, alt Schultheiß zu Luzern.
1559. Hauptmann Jakob Schmid von Luzern.
1559. Christoph Schorno, Pannerherr zu Schwyz, an Stelle seines Vaters aufgenommen.
1559. Johann Waser, Ritter, Pannerherr von Nidwalden[2].
1560. Paul Schübel, des Rats zu Schwyz, mit seinem ehelichen Sohn Paul.
1560. Paul Kollin, Pannerherr zu Zug.
1560. Hans Umgelter, des Rats zu Luzern.
1560. Hans Mor von Nidwalden, des Walthart Anna Stiefsohn.
1560. Stoffel Scherttlin von Löwenberg, Sohn des Kilchherrn Michael Scherttlin zu Bürglen.
1560. Ammann Rudolf Schütter und seine zwei Enkel Rudolf und Paul.
1560. Kaspar Zwyer von Schwyz, wohnhaft in Brunnen.
1562. Heinrich Konrad, Schulmeister zu Altdorf.
1562. Ludwig Vignola aus dem Piemont.
1562. Die Brügerig von Weggis.
1562. Johann Anton Schgesio, des Statthalters Johann Vivenz Sohn aus Bollenz.
1564. Johann Inager aus dem Zehnten Goms, Kilchherr zu Silenen, samt seinen drei Söhnen Andreas, Bartholomäus und Hans.
1564. Johann Florin, alt Landammann zu Disentis und alt Landrichter im Grauen Bund.
1564. Magnus Judicis von Giornico, Statthalter zu Livinen samt seinen drei Söhnen Anton, Jakob und Hans.
1566. Anton Mathis, genannt Kretz, Kilchherr zu Silenen.
1566. Fähnrich Peter Schmid von Pomat.

[1] Sein Brevier, eine Inkunabel von 1480–90, liegt im Pfarrhof zu Bürglen.
[2] Erhielt 1562 auch das Landrecht von Schwyz.

1566. Ludwig Pfyffer, Schultheiß und Pannerherr zu Luzern.
1568. Lux Rusca von Mendrisio, Kilchherr zu Bürglen.
1568. Sebastian Emhartt, Schulmeister zu Altdorf.
1574. Zwei Kelen und vier Jützen von Schwyz.
1576. Kaspar Abyberg, Landammann zu Schwyz.
1576. Melchior Lussy, Ritter, Landammann von Nidwalden.[1]
1576. Vogt Hans Würsch von Unterwalden.
1576. Gilg Richmut von Schwyz
1576. Kommissar Hans Kottig von Schwyz.
1576. Kaspar Schorno von Schwyz.
1576. Fridolin Hediger von Schwyz.
1576. Hauptmann Dietrich in der Halden von Schwyz.
1576. Martin Appenzeller von Schwyz.
1576. Hauptmann Hans Brüntz und seine zwei Söhne Jakob und Ant[illegible] von Airolo.
1576. Fähnrich Anton Puntschin und sein Sohn Hans.
1576. Hauptmann Peter Bül mit seinen drei Söhnen Hans Jakob, Balthas[illegible] und David von Faido.
1576. Jakob Fry, Wirt zum Storchen in Luzern,
1576. Junker Kaspar Pusterla von Bellenz.
1576. Jakob Wolleb von Ursern.
1576. Hans Gasser, Landammann zu Schwyz.
1576. Sebastian von Kastelberg, Ammann zu Disentis.
1576. Leonhard Furrer von Livinen auf Bitte des spanischen Gesand[illegible] Pompeo della Croce.
1576. Mathias Kiener von Sermischwyl mit seinen Söhnen Mathias u[illegible] Hans.
1580. Veit Reüchlin, Schulmeister zu Altdorf.
1581. Johannes Kiene, der sieben freien Künsten ein Meister, von Bi[illegible]dorf aus der Herrschaft Hohenberg, Schulmeister zu Altdorf a[illegible] Bitte seines Vetters Balthasar Wurer, Weihbischof von Konsta[illegible]
1583. Philipp Gwidatzi, Kaplan zu Altdorf und sein Sohn Hans Kasp[illegible] aus dem Eschental.
1583. Martin Bosch von Wangen, Kaplan zu Altdorf.
1583. Gregorius Tschiawol und seine beiden Söhne Simon und Kaspar.
1584. Heinrich Löw samt seinen Kindern und seinem Bruder Fridolin L[illegible] Das Landrecht geschenkt, weil sie ein Stück Erdreich an die Str[illegible] abgetreten, welche man zum neuen Kapuzinerkloster gemacht.
1586. Bernhard Gielmasch von Bignasco im Meiental. Das Landre[illegible] geschenkt, weil er denen zu Bauen die neue Kapelle « vergebe[illegible] gmuret »
1587. Jakob Tanner von Schwyz, so zu Flüelen wohnt.

[1] Das Landleutenbuch nennt deutlich diese Jahrzahl, aber das Original [illegible] Landrechtbriefes enthält das unzweifelhaft richtige Datum des 4. Mai 15[illegible] Es trägt sich daher, ob nicht auch die andern Landleute des Jahres 1576 b[illegible] Kopieren falsch eingestellt worden.

1587. Joseph Rothut aus der Stadt Genf.
1587. Peter, Kaplan zu Bürglen, zahlt für seine Person 5 Gl.
1587. Ambrosius von Sobrio in Livinen, Kilchherr zu Attinghausen, mit seinen zwei Söhnen Josue und ... vom Geschlecht del Buglio. Zahlt für seine Person und die beiden Söhne 40 Gl.
1587. Nikolaus Ritter, Kaplan der Beroldingischen Pfrund. Zahlt für seine Person 5 Gl, wird der Gemeinde Sisikon zugeteilt.
1592. Johann Schindenlin mit allen seinen Töchtern. Geschenkt auf Bitte seines Bruders, eines Kapuziners.
1593. Alexander Brüntz von Airolo, erlegte als Auflage 200 Gl «an deß Thällen Platten.»
1593. Oberst Rudolf Reding, Landammann und Pannerherr zu Schwyz.
1593. Jost Schilter, Ammann zu Schwyz.
1593. Der alt Herr von Leuggern Junker Bernhard von Angeloch.
1593. Martin von Färis, von Faido, in Livinen, einer der vier Geschwornen.
1593, Mai 2. Christoph Schorno, Sohn des Landammann Christoph Schorno.
1593, Mai 2. Gilg Christoph und Martin Schorno, Söhne des Martin [1].
1600. Pannerherr Martin Müller, genannt Schmidig von Ursern.
1600. Oberst Kaspar Lussi, Landammann zu Nidwalden.
1600. Hauptmann Kalbermatter von Wallis.
1601. An der Nachgemeinde auf dem Rathaus zu Altdorf: Ulrich Brunnenhofer von Rapperswil samt seinen Kindern, Schulmeister zu Altdorf.
1604. Mai 2. Sebastian Müller, genannt Schmidig, Talammann von Ursern.
1606. An der Nachgemeinde auf der Landleutenmatte: Dr. Johann Crivelli von Lugano samt seinen Kindern.
1612. Landshauptmann Konrad Tanner, alt Landammann zu Appenzell samt seinen ehelichen Kindern geistlichen und weltlichen Standes.

Eduard Wymann.

Der Verfasser

der «Marienpredigt aus dem ausgehenden Mittelalter»

(abgedruckt in dieser Zeitschrift, Bd. IV, S. 205-215).

Der Verfasser ist offenbar ein Cisterziensermönch, der den hl. Bernhard, den Stifter des Cisterzienserordens, genau kennt, hochschätzt und ihn in dieser Predigt viermal zitiert. Da das ursprüngliche Benediktinerinnenkloster Olsberg (Aargau) 1171/72 die Cisterzienserregel angenommen, und der Visitation des Cisterzienser-Abtes von Lützel unterstellt worden, so ist mit höchster Wahrscheinlichkeit anzunehmen, daß die fragliche Marienpredigt von einem Cisterzienser aus Lützel in Olsberg gehalten und

[1] Im Landleutenbuch fehlen diese Landrechtserteilungen an diese drei Schorno, das Original der bezüglichen Urkunden ist jedoch im Familienarchiv noch erhalten.

von einer Nonne daselbst als Original-Manuskript abgeschrieben worden ist. Wie heißt aber der Cisterzienser von Lützel, der die Predigt verfaßt und gehalten hat ? Aus welcher Zeit stammen Predigt und Original-Abschrift ? Pater Anselm Dietler von Mariastein, welcher die Originalhandschrift der Nonne in Händen hatte und kopierte, bemerkte am Rande seiner Kopie, daß die Predigt « aus einem Manuskript vom Anfang des XIII. Jahrhunderts, ehemals dem Kloster Olsberg gehörig » entnommen und « von einer Klosterfrau schön und deutlich » geschrieben worden sei.

Daß wirklich das Kloster Lützel den Verfasser der Predigt beanspruchen kann und daß dieselbe in das Ende des XIII. oder doch in den Anfang des XIV. Jahrhunderts zu verlegen ist, dafür, sowie über den Namen des Autors derselben bietet uns der im Jahre 1667 zu Pruntrut herausgegebene Auszug [1] aus der Klosterchronik von Lützel sichere Anhaltspunkte.

Da lesen wir : Unter den fünf Äbten von Lützel, «qui litterarum scientia rerum praeclare gerendarum peritia... celebres habebantur» (S. 32), ist zu nennen *Johannes I.*, genannt *Demetrius*, Dr. jur. canon., der 17. Abt, ein Basler, der im Jahre 1303 von seinen Klosterbrüdern beim Papste Bonifaz VIII. einstimmig als Abt verlangt wurde und erstern « divino verbi pabulo, pariterque eximiarum virtutum exemplo laudabiliter praefuit et profuit. » Er errichtete die Marienkapelle zu Ensisheim (S. 187). Weiter wird über ihn geschrieben : « Patria Basiliensis vir litteratus et disciplinae monasticae zelotes insignis scripsit tractatum de vita monastica. Item *sermones* diversos *pios et elegantes* de praecipuis festis Domini, *Beatae Virginis* et nonnullorum Sanctorum atque etiam aliquos de votis monasticis. Item computum ecclesiasticum. Floruit circa annum 1303. » (S. 224. 225). Vom Generalkapitel der Cisterzienser zurückkehrend, starb er auf der Heimreise den 30. September 1319 in Bellavalle und wurde daselbst begraben. Der Prediger zu Olsberg, der « verschiedene fromme und elegante Predigten über Marienfeste geschrieben hat », dürfte wohl kein anderer sein als Abt Johannes Demetrius von Lützel und somit Pater Anselm Dietler mit seiner Zeitangabe Recht behalten.

L. R. Schmidlin.

[1] Epitome fastorum Lucellensium, qua monasterii S. Mariae de Lucis-cella ordinis Cisterciensis, dicecesis Basiliensis, origo, fundatio, progressus, privilegia, series abbatum aliaeque res memoratu dignae breviter explicantur. Accessit monasteriorum Mulbrunensis et Parisiensis succincta descriptio. Autore R. D. Bernardino, abbate Lucellensi et Mulbrunensi christianissimi regis consiliario. Facultate ac permissu Superiorum. Bruntruti apud Joannem Henricum Straubhaar typographum episcopalem Anno MDCLXVII. 411 p. 12°



REZENSIONEN — COMPTES-RENDUS

Die aargauischen Pfrundgüter und ihre Herausgabe an die Kirchgemeinden von Fürsprech Dr. Karl Heuberger. — H. R. Sauerländer und Cie, Aarau 1909. — XVI–187 S. Fr. 3. —

Artikel 70 der aargauischen Kantonsverfassung von 1885 bestimmt, daß die in Händen des Staates befindlichen Pfrund- und Kirchengüter aus dem allgemeinen Staatsgut auszuscheiden, urkundlich sicher zu stellen und besonders zu verwalten seien; die Ausführung dieser Bestimmungen sollte auf dem Wege der Gesetzgebung erfolgen. Der Erlaß eines solchen Gesetzes erforderte weitläufige Vorarbeiten und erst im Jahre 1903 konnte dem Großen Rat ein Entwurf dazu unterbreitet werden; er stieß auf allgemeinen Widerstand, nicht zum mindesten darum, weil er die privatrechtlichen Ansprüche der Kirchgemeinden durch einen einseitigen staatlichen Erlaß regeln wollte. Dieser Widerstand führte zu nochmaliger Prüfung der ganzen Angelegenheit, wobei das Schicksal der einzelnen Kirchengüter seit ihrem Übergang in die staatliche Verwaltung einer genauen Untersuchung unterzogen und nach Möglichkeit ihr ursprünglicher Betrag festgestellt wurde.

Während die Verfassung nur von einer Feststellung der Pfrund- und Kirchengüter spricht, ging der Antrag der Finanzdirektion dahin, diese Güter den Kirchgemeinden herauszugeben und ihren Betrag mit den einzelnen Gemeinden vertraglich zu vereinbaren. Im November 1905 trat der Große Rat dieser Auffassung bei und setzte sich damit über gewisse Bedenken hinweg, welche sich aus dem Wortlaut der Verfassung ergaben. Den Verlauf, den Umfang und die Tragweite der Herausgabe der Kirchengüter darzustellen, ist die Aufgabe der vorliegenden Schrift.

Im ersten, mehr einleitenden Teil behandelt Heuberger die vermögensrechtlichen Verhältnisse der Kirche im allgemeinen und ihre Entwicklung im Gebiete des Kantons Aargau bis 1803. Diese historischen Ausführungen lassen manches zu wünschen übrig und der Verfasser hätte gut daran getan, sich in den Handbüchern des Kirchenrechts etwas genauer umzusehen. So ist z. B. die Definition der Pfründe als « Gesamteinkommen des Pfarrers, welches er zur Bestreitung aller Bedürfnisse der Pfarrei verwenden soll » (S. 2) unrichtig; denn an sich dient die Pfründe ausschließlich dem Unterhalt des Pfrundinhabers; auch die Beschreibung der Gründung einer Pfründe im frühern Mittelalter (S. 3) ist etwas naiv gehalten und endlich leidet die ganze Darstellung an einer gewissen Verschwommenheit, weil der Unterschied zwischen Pfründen und sonstigen Kirchengütern nicht klar zum Ausdruck kommt.

Der zweite, am besten gelungene Teil enthält die Entwicklung der

Verhältnisse im XIX. Jahrhundert. Nach und nach brachte der Staat immer mehr sog. Kollaturrechte katholischer und protestantischer Pfarreien an sich; er begnügte sich aber nicht mit der damit verbundenen Befugnis, den Pfarrer zu ernennen, sondern er nahm, ohne dafür einen Rechtstitel zu besitzen, die Kirchengüter in seine Verwaltung; ihre Einnahmen flossen in die allgemeine Staatskasse, aus welcher die Geistlichen nach gewissen Klassenansätzen besoldet wurden und welche auch für den Unterhalt der kirchlichen Gebäulichkeiten aufkam. Auf die Herkunft der Einnahmen wurde keine Rücksicht genommen; der Staat setzt die Besoldung der Pfarrstellen und seine übrigen Leistungen an die Kirchgemeinden fest, unbekümmert darum, ob die Erträgnisse der Güter der einzelnen Pfarreien die aus der Staatskasse geleisteten Zahlungen übersteigen oder hinter ihnen zurückbleiben. Dasselbe Verfahren wurde auch auf diejenigen Pfarreien angewendet, welche den im Jahre 1841 aufgehobenen Klöstern inkorporiert waren; sie wurden zwar aus dem konfiszierten Klostergut ausgestattet, aber ihre Dotation blieb gleichfalls unter staatlicher Verwaltung.

Nachdem die Verfassung von 1863 die Besetzung der Pfarreien der Regierung abgenommen und in die Hände der Kirchgemeinden gelegt hatte, wurde im Volke das Begehren rege, es solle auch die Verwaltung der Kirchengüter den Gemeinden überlassen werden. Obschon der Staat an seinem Amte als Verwalter kein großes Interesse haben konnte, scheute man sich doch « aus überwiegenden Gründen regelmäßiger und gesicherter Verwaltung und aus Rücksichten der Untunlichkeit, unter obwaltenden Verhältnissen in eine so tief in die ökonomischen Interessen des Staates und der Gemeinden eingreifende Maßregel einzugehen » (S. 54). Erst durch den obenerwähnten Großratsbeschluß von 1905 kam die Lösung in diesem Sinne zustande. Im ganzen handelte es sich um Herausgabe von 98 Pfrundvermögen (51 katholische und 47 reformierte) und Ablösungen von andern Verpflichtungen gegenüber vier Gemeinden; die übrigen 37 Kirchgemeinden des Kantons befanden sich schon im Besitz der Verwaltung. Schon im Jahre 1905 wurde mit der Ausscheidung begonnen und im Verlauf von kaum zwei Jahren wurde das ganze Geschäft glücklich zu Ende geführt, dank dem beidseitigen guten Willen und dem anerkennenswerten Entgegenkommen seitens der staatlichen Behörden; letzteren muß überhaupt das Lob gespendet werden, daß sie sich in dieser ganzen Angelegenheit äußerst « honorig » benommen haben.

Interessant ist, was Heuberger über das Verhalten der Gemeinden sagt: « Im allgemeinen kann jedoch bemerkt werden, daß die Vertragsunterhandlungen von Seite der Reformierten zäher geführt wurden, als dies bei den Katholiken der Fall war. Wahrscheinlich waren sich Kirchenpflegen und Geistlichkeit bewußt, daß mit der gegenwärtigen Ausscheidung und Herausgabe ihre Pfrund- und Kirchengüter für lange Zeit, vielleicht für immer festgesetzt und umschrieben seien, daß wenig Aussicht auf Vergrößerung derselben vorhanden sei, während bei der größern Opferwilligkeit einer katholischen Kirchgemeinde dieser Hoffnung eher Raum gegeben werden kann. Daher suchten die Reformierten soviel als möglich vom Staate herauszuschlagen » (S. 130). Mit Recht bemerkt darum der

Verfasser: « Besonders zufrieden dürfen die reformierten Kirchgemeinden sein » (S. 143

Für den Staat liegt der Hauptvorteil der durchgeführten Ausscheidung darin, daß er die Kosten der bisherigen Verwaltung der Kirchengüter erspart und in Zukunft der immer kostspieliger werdenden Bau- und Unterhaltungspflicht hinsichtlich der kirchlichen Gebäulichkeiten wird enthoben sein.

Im dritten Teil macht Heuberger einige Ausblicke in die Zukunft; obschon diese Erwägungen lediglich subjektiven Wert haben, lohnt es sich doch, einiges daraus hervorzuheben. In der « hohen patriotischen Bedeutung » der reformierten Kirche sieht der Verfasser einen « großen Teil ihrer Lebenskraft und ihrer Lebensberechtigung »; will sie aber der Entfremdung vieler « Denkenden und Gebildeten » vorbeugen, so muß eine zeitgemäße Glaubensreform vorgenommen werden; « die Wissenschaft muß sich ihrer ideellen Schwester, der Religion, annehmen, sie mitreißen auf die Höhe der Moderne. Der modern-religiöse Pfarrer muß weniger Theologie, aber mehr soziale Ethik treiben ». (S. 151). Von der katholischen Kirche will der Verfasser überhaupt nicht sprechen, wahrscheinlich, weil er der Überzeugung ist, daß für « Denkende und Gebildete » in ihr überhaupt kein Raum ist.

In Bezug auf das Verhältnis von Kirche und Staat wünscht er keine vollständige Trennung, das wäre der katholischen Kirche wegen zu gefährlich; der Staat soll vielmehr « die Oberaufsicht führen und da einschreiten, wo das Wohl der Einzelnen und des Staates gefährdet wird ».

Im Anhang finden sich eine Anzahl Beilagen, welche zur Erläuterung der Verhandlungen über die Herausgabe der Güter dienen und unter denen namentlich die Schlußabrechnung über die gesamte Operation hervorzuheben ist.

Die Abhandlung bildet einen wertvollen Beitrag zur schweizerischen Kirchengeschichte; ihr Inhalt ist insofern erfreulich, als sie uns die Rückkehr von josephinischen Irrungen darstellt, denen zu folge der Kanton Aargau seiner Zeit sich in den Besitz der Kirchengüter gesetzt hat; er ließ sich dabei von Ideen leiten, welche auch der Stiftung des österreichischen Religionsfonds durch Joseph II., der Geistlichen Kasse in Luzern und ähnlichen Einrichtungen zu Grunde liegen.

Was an dem Vorgehen der aargauischen Behörden auch heute nicht gebilligt werden kann, ist, daß das ganze Geschäft durch einseitigen Staatsakt durchgeführt wurde, ohne Mitwirkung der kirchlichen Behörden, wie denn überhaupt die Anschauung, welcher der aargauische Gesetzgeber zu huldigen scheint, als ob das Kirchenvermögen Eigentum der Kirchgemeinde sei, dem kanonischen Recht widerspricht.

Mit dem Ergebnis selbst können die aargauischen Katholiken zufrieden sein und durch die Verfassungsbestimmung, daß « die Kirchen- und Pfrundgüter zu keinen andern, als den ursprünglichen kirchlichen Stiftungszwecken verwendet werden dürfen », sind auch die Rechte der Kirche einigermaßen geschützt.

Freiburg. *F. Speiser.*

Franz Heinemann, Kirchliche und religiöse Gebräuche. Bibliographie der schweizerischen Landeskunde. Heft IV der Kulturgeschichte und Volkskunde (Folklove) der Schweiz. Bern, Wyß, 1910.

Schließt sich eng an den Abschnitt « Aberglaube, Geheime Wissenschaften, Wundersucht » im I. Bande dieser Bibliographie, Faszikel 5. Abgesehen von den Quellen und Allgemeines, die nach Epochen und Kantonen gegliedert sind, verbreitet sich diese Bibliographie im speziellen Teil über Abendmahl, Ablaß, Begräbnis, Beichte, Bettag, Bibel, Bilderverehrung, Bruderschaften, Ehegerichte, Dreikönigsspiel, Ehe, Eid, Einkommen der Geistlichen, Einsiedler, Fasten, Feste, Gebete und Gebetbücher, Geistlichkeit, Heiligsprechung, Heiligenkalender, Katechese, Kirchweih, Liturgie, Marienverehrung, Messe, Missionen, Mysterien, Nuntien, Ordensgeistlichkeit, Pastoration, Patrone, Pilgerreisen und Wallfahrten, Predigt, Priesterehe, Prozessionen, Reformationsfeier, Reliquienkult, Sakramente, religiöse Schwärmerei, Sonntagsheiligung, Taufe, Visitationen, Weihungen. Man kann darüber streiten, ob diese rein äußerliche Anordnung der verschiedenen Abschnitte das richtige Einteilungsprinzip ist, besonders da ja die guten Personen- und Sachenregister am Schlusse eine andere sehr wohl gestatteten. Auch scheint mir der Verfasser durch Anführung der betreffenden kulturhistorischen Kapitel in größeren darstellenden Werken wie bei Dändliker, Dierauer u. s. w. zu weit zu gehen, da hier die Auswahl doch immer eine willkürliche und zufällige ist. Auch die Erwähnung von Schriften, die zwar in der Schweiz erschienen sind, aber auswärtige Vorkommnisse behandeln, wie z. B. den heiligen Rock in Trier, Öl der hl. Walburga u. s. w. gehört nicht notwendig in eine schweizerische Bibliographie und werden wohl auch kaum da gesucht. Aber abgesehen davon ist diese bibliographische Zusammenstellung eine sehr verdienstliche und dankenswerte Leistung schon um deswillen, als hier Literaturzusammenstellungen rein nach Materien geboten werden, die sonst nirgends zu finden sind und in diesem Zusammenhange auf manche seltene, wenig bekannte Schrift oder Abhandlung hinweisen, selbst auf Manuskripte und Wiegendrucke, die dem Forscher sonst nur in seltenen Fällen zur Kenntnis kommen. Für Arbeiten auf diesem Gebiete bildet diese Bibliographie eine unerschöpfliche und unentbehrliche Fundgrube.

Zur Sache sind noch einige Kleinigkeiten auszustellen : Das Manuskript des Sebastian Werro über seine Beschreibung der Pilgerfahrt nach Jerusalem (S. 34) befindet sich nicht auf der Kantonsbibliothek, sondern auf der Bibliothek der Ökonomischen Gesellschaft Freiburg. Nicht erwähnt finde ich unter der Pilgerliteratur Hans von der Grubens Reise- und Pilgerbuch 1435–67, herausgegeben von Max v. Diesbach, im Archiv des Historischen Vereins Bern. Bern 1899 (Bd. XIV), ferner fehlt unter der Tessinischen Wallfahrtsliteratur (S. 144) : G. Buetti, Cenno storico-cronologico sul Sanctuario del Sasso sopra Locarno. Locarno [2] 1895. Die Reisebeschreibung Bonstettens, S. 138 ist eher zu streichen, da die Reise, die im März 1464 angetreten wurde, nicht nach Rom, sondern nur zum Papst führte. Der Bericht selber ist verloren und der Auszug Wittwilers darüber

samt den Literaturangaben abgedruckt bei Odilo Ringholz, Geschichte des Stiftes Einsiedeln, I. Band 428. Der Aufsatz von Ducrest über die Freiburger Prozessionen ist nicht bloß in den wenig verbreiteten Pages d'histoire, sondern auch in Archives de la Société d'histoire du canton de Fribourg, Bd. VIII, abgedruckt. *A. Büchi.*

Dr. Jos. Killing, Kirchenmusikalische Schätze der Bibliothek des Abbate Fortunato Santini. Ein Beitrag zur Geschichte der katholischen Kirchenmusik in Italien. Verlag von Schwann, Düsseldorf. 516 Seiten. Preis 12 M.

Nicht ohne Wehmut bringe ich die bedeutende Arbeit eines der Wissenschaft viel zu früh entrissenen jungen Gelehrten zur Anzeige. Mit ihrem ersten Teile hatte er im Februar 1908 an der Berliner Universität den philosophischen Doktorgrad erworben: als der Druck des ganzen Buches dem Ende nahte, raffte eine heimtückische Krankheit den von unermüdlichem Schaffensdrang erfüllten Verfasser hinweg. — Seit 1862 befindet sich zu Münster in (Westfalen) die Bibliothek Santini, die Bischof Müller auf Vorschlag des Domvikar Quante, um den Preis von 4000 Talern vom Besitzer käuflich erworben hatte. Santini (1778 zu Rom geboren), mit Baini einer der Bannerträger der kirchengesanglichen Reform in Rom, hatte im Laufe der Jahre, nicht ohne Schwierigkeiten und Opfer aller Art, eine an Umfang und Inhalt außerordentlich reichhaltige Sammlung von Musikwerken des XVI. bis XVIII. Jahrhunderts kirchlicher und weltlicher Haltung zusammengeschafft, die auch den Deutschen bekannt war, die ein künstlerisches Interesse in das damals immer noch für das gelobte Land der Musik gehaltene Italien gelockt hatte, Thibaut, Kandler, Fischer, Nicolai und andere. Fast ein halbes Jahrhundert lang hat sich niemand um die an Seltenheiten, Autographen, ja an Unika nicht arme Bücherei bemüht; ihre Existenz war den Meisten unbekannt. Irre ich nicht, so war es Kretzschmar in Berlin, der zuerst einen Griff in das unschätzbare historische Material tat, das in ihr aufgespeichert liegt; im Peters-Jahrbuch für 1908 veröffentlichte und kommentierte er einige Partien aus einer komischen Oper des Logroscino. Kretzschmar wird auch die Anregung zum vorliegenden Werke gegeben haben, das zum ersten Male mit einem wichtigen Teile der Bestände der Santinischen Bibliothek bekannt macht und damit unser Wissen um die kirchliche Musik des XVI. bis XVIII. Jahrhunderts in vielen Punkten bereichert.

Den größten Teil des Buches, ca. 260 Seiten, nehmen Musikbeilagen ein, alles bisher unveröffentlichte Stücke und meist der neueren Zeit angehörig, die bisher von den Herausgebern älterer Kirchenmusik gerne vernachlässigt worden war. Hier beanspruchen ein Hauptinteresse die vielstimmigen Stücke, von Andr. Gabrielis 12-stimmigem Psalm 68 angefangen. Ein Verzeichnis der Druckwerke und Handschriften der Santinischen Bibliothek reiht sich daran, ein Katalog, der bei der Suche nach Werken neuerer kirchlicher und weltlicher Musik unschätzbare Dienste zu leisten vermag. Eine pragmatische Würdigung der kirchengesanglichen

Bestände der Sammlung eröffnet das Buch. Hier erweist sich Killing als vortrefflichen Kenner der geschichtlichen Entwicklung wie als geschickten Interpreten älterer Musik, der das stilistisch und geschichtlich Wichtige wohl herauszuarbeiten versteht. (Seite 109 ist beim Drucken ein Unglück passiert : die zwei obersten Systeme gehören als die Unterstimmen eines im Ganzen sechsstimmigen Satzes zu den vier letzten Systemen von S. 108.)

Als eine wertvolle Bereicherung unserer Kenntnis von der italienischen Kirchenmusik neuerer Zeit verdient das von der Verlagshandlung vornehm ausgestattete Buch eine warme Empfehlung. *Peter Wagner.*

Paul-Edmond Martin, Catalogue des manuscrits de la collection Gremaud, conservés aux archives de l'Etat de Fribourg. XI-71 p. in-8°. Fribourg. Saint-Paul, 1911. Prix : 2 fr.

Les historiens de la Suisse, et notamment de la Suisse romande, trouveront énormément à glaner dans ce catalogue systématique et détaillé des manuscrits de la collection Gremaud. Il se compose de trois groupes : le premier (62 volumes) comprend les monographies, copies de documents, notes, extraits, etc., recueillis par cet infatigable travailleur qu'était l'abbé Jean Gremaud, professeur au collège, au séminaire et à l'Université de Fribourg ; le deuxième (30 volumes) renferme les papiers de l'abbé Dey, et le troisième (1 volume), ceux du P. Schmitt. Il est peu d'établissements religieux, peu de familles féodales, peu d'institutions des pays de Vaud, de Fribourg et du Valais, qui ne soient étudiés dans ces manuscrits divers, sinon d'une manière tout à fait définitive, au moins avec un esprit sagace et critique. M. Martin, actuellement archiviste de l'État de Genève, en publiant ce catalogue, fruit de son court mais fécond passage aux archives de Fribourg, a fait une de ces œuvres patientes, auxquelles les historiens ne songent pas toujours assez à rendre hommage, mais qui leur sont d'une incomparable utilité. Elle est un modèle du genre. M. B.

Maxime Reymond, Les châteaux épiscopaux et les Hôtels-de-Ville de Lausanne. 250 p. in-8°. Lausanne, Bridel, 1911. Extraits des mémoires et documents publiés par la société d'histoire de la Suisse romande, tome IX.

M. Maxime Reymond, l'homme qui connaît le mieux l'histoire de Lausanne, s'occupe depuis plusieurs années à réunir les textes relatifs au passé de cette vieille cité. Il nous promet pour bientôt le catalogue aussi complet que possible des dignitaires de la cathédrale ; il nous donne, en attendant, une excellente monographie des châteaux possédés jadis par nos évêques, et des maisons qui servirent d'hôtels-de-ville à Lausanne. Cette double série d'études, basées sur les documents locaux, illustrées par d'anciennes gravures et des photographies, sont une très importante contribution à l'histoire de notre Suisse occidentale. Deux appendices, consacrés aux vitraux de l'Hôtel-de-Ville de La Palud et aux anciens plans de Lausanne en augmentent encore l'intérêt. M. B.



BIBLIOGRAPHIE

I. Bücher — Livres.

Allievo, G., Gian Giacomo Rousseau filosofo et pedagogista. 167 p. 8°. Torino, Tip. subalpina, 1910. Prezzo : Lire 3.

Bourgeois, H. V., La peinture décorative dans le canton de Vaud, de l'époque romaine jusqu'au XVIIIme siècle. 24 planches et plusieurs illustrations. VI-LVI-24 p. folio. Lausanne, Rouge, 1910. Prix : 40 fr.

Braune, A., Luther und Calvin. Eine Skizze. Vortrag. 37 p. 8°. Rudolfstatt, Müller, 1910.

Brennich, M., Die Besetzung der Reichsabteien in den Jahren 1138 bis 1209. Gr.-8° 135 S. (Greifswalder Dissertation.) Greifswald, Adler, 1908.

Brun, M., Essai sur l'état moral et religieux du peuple vaudois avant le réveil 1750–1820. Esquisse historique d'une période de sommeil religieux. Thèse théol. de l'Eglise évangélique libre du canton de Vaud. 190 p. 8°. Lausanne, Bridel.

Chambrier, M. de, Henri de Mirmaud et les réfugiés de la révocation de l'édit de Nantes. 1650–1721. II–XX–430–II–181 p. 8°. Neuchâtel, Attinger, 1910.

Chapuisat, E., La municipalité de Genève pendant la domination française. Extraits des registres et de sa correspondance. 1798–1814. Avec une introduction et des notes. Publié par la ville de Genève avec le concours de la Société d'histoire et d'archéologie. 2 tomes gr.-8°. CLXIV-360 et XXIV-633 p. Illustré. Genève, Kündig, 1910. Prix : 30 Fr.

Dide, A., J.-J. Rousseau. Le Protestantisme et la Révolution Française. IV-312 p. 8°. Paris, Flammarion, 1910. Prix : 3 fr. 50.

Dierauer, J., St. Gallische Analekten. Herausg. von J. D. Heft 11–18. 8°. St. Gallen, Zollikofer, 1902–1911.

Dierauer, J., Histoire de la Confédération suisse. Ouvrage traduit de l'allemand par Auguste Reymond. T. Ier : Des origines à 1415. XVI-542 p. 8° Lausanne, Payot, 1911. Prix : 10 Fr.

Doumergue, E., Jean Calvin. Tome IV : La pensée religieuse de Calvin. Portrait hors texte. VIII-485 p. 4°. Lausanne, Bridel, 1910. Prix 30 fr. ; relié : 36 fr.

Dufour, Th., Quelques lettres de J.-J. Rousseau (1766-1769). 60 p. 8°. Genève, Kündig, 1910. Prix : Fr. 3.

Emery, L., Coup d'œil sur le développement de l'Eglise évangélique réformée du canton de Vaud, de 1863 à 1910. Extrait du rapport de la Commission synodale publié par décision du Synode. 78 p. 8°. Lausanne, Pache, 1910. Prix : Fr. 0,60.

Franz, A., Die kirchlichen Benediktionen im Mittelalter. 2 Bde. Freiburg, Herder, 1909. XXXVIII-646 S. und VII-764 S.

Gauß, C., Geschichte der Stadt Liestal. Mit Illustrationen und 13 Tafeln. II-108 S. 8°. Aarau, Sauerländer, 1910. Preis : Fr. 8,60.

Grisar, H., S. J., Luther. Erster Band : Luthers Werden. Grundlegung der Spaltung bis 1530. XXXVI-656 S. 8°. München, Herder, 1911. Preis : M. 12 gebunden in amerikan. Buckram-Leinen, M. 13,50.

Harms, B., Der Stadthaushalt Basels im ausgehenden Mittelalter. Quellen und Studien zur Basler Finanzgeschichte. Mit Unterstützung der Historischen und Antiquarischen Gesellschaft zu Basel. (1360–1490). IV–503 S. 8°. Tübingen, Komm. H. Laup, 1910. Preis : M. 25.

Heinemann, B., Beiträge zum Urkundenwesen der Bischöfe von Konstanz im XIII. Jahrhundert. Mit 15 Urkundenfaksimilia als Beilage. 112 S. Berlin und Leipzig, Rothschild 1909.

Heyer, H., L'Eglise de Genève, 1535–1909. Esquisse historique de son organisation, suivie de ses diverses constitutions, de la liste de ses professeurs et d'une table biographique. 560 p. 8°. Genève, Jullien, 1909. Prix : Fr. 7,50.

Martin, C., Saint-Pierre, ancienne cathédrale de Genève. Publication de l'Association pour la restauration de Saint-Pierre. Avec des illustrations et 45 planches. 2 fascicules : XVI–223 p. folio. Genève, Kündig, 1909–1910. Prix : Fr. 75.

Martin, P.-E., Catalogue des manuscrits de la collection Gremaud conservés aux archives de l'Etat de Fribourg. XI-71 p. 8°. Fribourg, St-Paul 1911. Prix : Fr. 2.

Martin, W., La liberté d'enseignement en Suisse. IV–176 p. 8°. Paris Rameau, 1910.

Merkle, S., Die katholische Beurteilung des Aufklärungszeitalters. Berlin 1909. 112 S. 2 M.

Meyer von Knonau, G., Der Chronist Johannes von Winterthur. Mit 1 Faksimile und 1 Tafel. IV–23 S. 4°. Zürich, Beer, 1911. Preis : Fr. 2,50 Neujahrsblatt auf das Jahr 1911 zum Besten des Waisenhauses in Zürich.

Pieth, F., Das alte Seewis. Kulturgeschichtliches über Seewis und dessen Nachbar-Gemeinden, vornehmlich im XVIII. Jahrhundert. Mit Zeichnungen von Prof. H. Jenny in Chur und photographischen Abbildungen. 7 Tafeln. 78 S. 8°. Chur, Fiebig, 1910. Preis : Fr. 3.

Reymond, M., Les châteaux épiscopaux et les hôtels-de-Ville de Lausanne. 250 p. 8°. Lausanne, Bridel, 1911. Extrait des Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse Romande, t. IX.

Sauer, J., Die Anfänge des Christentums und der Kirche in Baden. Neujahrsblätter der Badischen Historischen Kommission. 130 S. 8°. Heidelberg, Winter, 1911.

Schmidlin, C., Das Jahrhundert der politisch-religiösen Umwälzungen

in den deutschen Vogteien des ehemaligen Fürstbistums Basel: Zwingen. Pfeffingen. Birseck. 1502–1608. Separatabdruck aus den Geschichtsblättern. Laufen. Vereinsdruckerei. 1908–1910. Preis: Fr. 5.

Seitz, J. K., Die Johanniter-Priester-Komturei Freiburg i. Ü., mit Regesten. 250 S. 8°. Mit 2 Tafeln. Freiburg (Schweiz), Fragnière. 1911.

Sévery, W. de, La vie de la société dans le pays de Vaud. à la fin du XVIII[me] siècle. Salomon et Catherine de Charrière de Sévery et leurs amis. Tome I[er]. VIII-308 p. 8°, 38 planches en phototypie. Lausanne. Bridel. 1911. Prix: 15 Fr.; relié. 20 Fr.

Susta, Die römische Kurie und das Konzil von Trient unter Pius IV. Aktenstücke zur Geschichte des Konzils von Trient. Im Auftrage der historischen Kommission der kaiserl. Akademie der Wissenschaften bearbeitet. II. Bd. Wien, Hölder, 1909. XXVII 604 S. Umfaßt Briefe und Akten von Ende 1561 bis Ende Oktober 1562.

Voigt, K., Die königlichen Eigenklöster im Langobardenreiche. Gr.-8° IV–174 S. Gotha, Perthes, 1909. Preis: 3 M.

Winiger, J., Bundesrat Dr. Zemp. Lebens- und zeitgeschichtliche Erinnerungen. Mit 9 Illustrationen. Luzern, 1910, Räber. XI – 532 S. Preis: Fr. 5,30.

Zwingli, U., Huldreich Zwinglis sämtliche Werke. Bd. VII (Briefwechsel Bd. I), Lief. 8. IV–561–640 S. 8°. Leipzig, Heinsius. Preis: Subskription, M. 2,40.

II. Zeitschriften — Périodiques.

Schweiz. — Suisse.

Appenzellische Jahrbücher, XXXVIII. Trogen, 1910. *Walsers* Appenzeller-Chronik. fortgesetzt von Dr. *Gabriel Rüsch*. V. Teil. 1798–1829. mit Walsers Bildnis. — *E. Schläpfer*, Die Armenfürsorge im Kanton Appenzell.

Der Geschichtsfreund. Mitteilungen des historischen Vereins der V Orte Luzern. Uri, Schwyz, Unterwalden und Zug. Bd. LXV. Stans. 1910. — *P. H. Weber*, Luzerns ältestes Ratsbüchlein c. 1300–1402. — *W. Meyer*, Der Chronist Werner Steiner, 1492-1542. — *Ed. Wymann*. Kardinal Karl Borromeo in seinen Beziehungen zur alten Eidgenossenschaft. I. Teil.

XVII. Historisches Neujahrsblatt, herausgegeben aufs Jahr 1911. *Veröffentlicht vom Verein für Geschichte und Altertümer von Uri.* — *Martin Ochsner*, Zwei Predigten von Pfarrer Josef Ringold in Altdorf aus den Jahren 1800 und 1801. — *Eduard Wymann*, Entstehung und Verwendung des Konstanzer Diözesanfonds in Uri.

Jahrbuch für Schweizerische Geschichte, herausgegeben auf Veranstaltung der allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz. XXXV. Band. Zürich. Beer u. C[ie], 1910. — *Robert Durrer*, Die Einheit Unterwaldens. — Studien über die Anfänge der urschweizerischen Demokratie. — *Hans Hirsch*, Die ältesten Kaiserurkunden der Augustinerpropstei

Interlaken. — *Ernst Gagliardi*, Beiträge zur Geschichte der Historiographie in der Schweiz (beschlägt Stumpf, Keßler, Miles, Silberysen, Schodeler.

Schweizerische Theologische Zeitschrift, redigiert von Aug. Waldburger XXVIII. Jahrgang 1911. 1. Heft. Zürich, 1911. — ***G. Meyer von Knonau***, Die Mission im Mittelalter. — ***A. Waldburger***, Zwingli exclusus.

Taschenbuch der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau für das Jahr 1910. Aarau, Sauerländer, 1910. — ***Fritz Wernli***, Bausteine zu einer Geschichte des Kapuzinerklosters Laufenburg.

Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte, 1910. 4. Heft : ***G. Schuhmann***, Stecks Urteil über die große Disputation zu Bern. — ***M. Reymond***, L'acte de consécration de la Cathédrale de Lausanne. — ***A. Roussel***, Lamennais et ses correspondants suisses (suite). — ***J. Müller***, das Nekrologium der Bruderschaft zum Alten Grysen in Altdorf. — ***L. R. Schmidlin***, Zur Geschichte des Ruralkapitels Wynau. — ***E. Wymann***, Liturgische Formeln in der Diözese Konstanz. — Das erste Bild des hl. Karl in Luzern.



Fribourg (Suisse). — Imprimerie St-Paul.

IMPRIMERIE SAINT-PAUL, FRIBOURG.

Zeitschrift

für

Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse



HERAUSGEGEBEN VON PUBLIÉE PAR

ALBERT BÜCHI UND JOH. PETER KIRSCH

o. o. Professoren an der Universität Freiburg (Schweiz)

Redaktionssekretär : M. BESSON, *Secrétaire de la Rédaction*

Professeur au Grand Séminaire, Fribourg

V. JAHRGANG, II. HEFT. — 5me ANNÉE, FASC. II.

STANS 1911

HANS VON MATT & Cie VERLAGSHANDLUNG

Inhaltsverzeichnis — Sommaire

GRÖSSERE BEITRÄGE

welche für die nächsten Nummern in Aussicht genommen wurden.

TRAVAUX

que la Revue publiera prochainement.

Fréd. Dubois, Iconographie de Notre-Dame de Lausanne. — **Dr Ulrich Lampert,** Über Pfarreiarchive. — **Derselbe,** Zur Geschi[...] der Collatur Risch. — **J. Lombriser,** Nicolaus Rusca, Erzpriester [...] Sondrio. — **Leo Meyer,** Die Walliser Kanzlei bis 1350. — **Jo[...] Müller** (Spitalpfarrer), Auszüge aus dem Sterbebuch der Pfarrki[...] Altdorf, 1648-1729. — **Josef Müller** (Stiftsarchivar), **Kilian Germa[...]** — **Derselbe,** Karl Borromeo und das Stift St. Gallen. — **P. Frido[...] Segmüller, O. S. B.,** Der Schweizerzug nach Palliano, 1557. — **Geo[...] Schuhmann,** Wer war der Urheber der Schweizerbruderkriege, M[...] oder Zwingli?

Die Zeitschrift

für Schweizerische Kirchengeschichte

erscheint 4 mal jährlich.

Abonnementspreis : 6 Fr.

LA REVUE

D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE S[UISSE]

parait par fascicules trimestriels

Prix de l'abonnement : 6 fr.

Karl Borromeo
und sein Kammerdiener Ambros Fornero von Freiburg.

Von Eduard Wymann.

Es ist in der deutschen Schweiz noch immer zu wenig bekannt, daß der Kammerdiener des hl. Karl ein Schweizer aus Freiburg gewesen. Dieser seltsame Mann, der seine bescheidene Anstellung zu einem Vertrauensposten zu erheben und seiner Persönlichkeit den Charakter eines anerkannten *politischen Agenten* zu verschaffen wußte, fand bisher nur in einem Artikel der « Liberté » vom 17. März 1897 eine kurze biographische Würdigung, die mit wenigen Änderungen in die « Nouvelles Etrennes fribourgeoises » von 1898 überging.

Johann Ambros, mit dem ursprünglichen Familiennamen *Fornerod*, streifte aus sprachlichen Gründen während seines Aufenthaltes in Italien das *d* ab, wurde von den Zeitgenossen hie und da auch Fornaro, Fornari oder Fornerio und mit Rücksicht auf seinen körperlichen Wuchs und seine Herkunft mit Vorliebe *il Todeschino*, d. h. der kleine Deutsche genannt. Latinisiert lautete sein Name Fornerius. Der Vater *Johann Fornerod* stammte aus der Gemeinde *Domdidier*[1], wurde am 15. Dezember 1533 zum Notar ernannt und in die Burgerschaft von Freiburg aufgenommen, obschon sein Name aus irgend einem Grunde im großen Bürgerbuch fehlt. Fornerods Gattin, *Franziska Favre* von Château d'Œx, gebar den 10. September 1543 unsern *Johann Ambros*, den man in der Stiftskirche St. Nikolaus taufte und nachher für 18 Pfund einer Amme in der Mühle von Crausaz übergab. Wie so viele Schweizer jener Tage, zog der Vater ein bewegtes, kriegerisches Leben

[1] Aus dieser Gemeinde war auch ein Dionys Fornerod gebürtig, der den 12. März 1546 sich an der Universität Freiburg immatrikulieren ließ. *Mayer*, Die Matrikel der Universität Freiburg i. B., Freiburg 1907, Bd. I, S. 350.

dem heimatlichen Idyll vor. Eine Beilage zum Luzerner Abschied der katholischen Orte vom 7. Januar 1584 berichtet, daß er « in jetziger Königlicher Majestät Dienst in dem Krieg vor *Roschellen* syn Leben verloren, dessen nun er, Ambrosius, der synen, ouch also deß Güts beroubet und genötiget, sin Lybs Erhaltung ussert dem Vaterland ze suchen ». Bei dem genannten Anlasse trug man sich mit dem Gedanken, dem Kammerdiener Borromeos, zur Erleichterung seines Daseins, eine französische Pension auszuwirken und fügte daher in genannten Schreiben an den französischen Gesandten noch bei, daß auch « syn Großvater in der Schlacht zu *Pavia* by deß großen Königs Francisc Zytten in syn, deß Königs Dienst, gefangen und gan *Pitzigiton* gfürt worden zu sinem treffenlichen, verderplichen Schaden ».

Der junge Freiburger scheint über sein Geburtsdatum nur sehr mangelhaft unterrichtet gewesen zu sein, denn im Kanonisationsprozeß des hl. Karl beziffert er am 29. Oktober 1605 seine Alterslast auf 58 Jahre und zum nämlichen Zweck 1601 als Zeuge vorgerufen, behauptete er, ungefähr mit 11 Jahren als Page in den Dienst des Grafen *Friedrich Borromeo* eingetreten zu sein, was offenbar nicht vor 1560 geschehen war [1]. Dieses letztere Ereignis begründete die spätere, nicht unbedeutende Karriere des kleinen Freiburgers. Der zurückgebliebene Wuchs desselben mochte die Zeitgenossen und ihn selbst über das tatsächliche Lebensalter getäuscht haben. Wenn Ambrosius wirklich mit ungefähr 11 Jahren bei genanntem Grafen in Dienst getreten wäre, dann müßte dies schon zu einer Zeit geschehen sein, da sein Herr nach dem Tode des Vaters Giberto Borromeo († 1558) als Erstgeborner nicht ohne Schwierigkeiten von Seite der spanischen Krone die Grafschaft Arona übernahm. [2] Es dünkt uns dies jedoch nicht sehr wahrscheinlich, da Fornero seine Erinnerungen an Karl Borromeo direkt mit dem *Römeraufenthalt* eröffnet. Der Vater Forneros war mit den Medici von Mailand gut bekannt, da er beim sogenannten Müsser in Sold ge-

[1] Fornero betrachtete somit 1548 als sein Geburtsjahr. Wir wollen nicht hoffen, daß die Jahrzahl 1543 in den « Etrennes » auf einem Druckfehler beruhe. — Die angezogenen persönlichen Aussagen sind nun abgedruckt bei *D' Alessandri*: Atti di San Carlo. Locarno, 1909. S. 1.

[2] *Charles Sylvain*, Histoire de Saint Charles Borromée. Tome I. S. 33. — Fornero bezeugt zwar im Kanonisationsprozeß ebenfalls, er habe *über* 25 Jahre den Borromäern und ihrer Verwandtschaft gedient. (In tutto questo corso della mia servitù, la quale è stata per anni venticinque et *più*), aber nach den Erfahrungen bei seinen übrigen Zeitangaben, wird man auch diese Aussage nicht mathematisch genau nehmen müssen.

standen, und diese Tatsache öffnete unserem Jungen den Weg nach der ewigen Stadt.

In der Nacht vom 25./26. Dezember 1559 vollzog sich nach langem Konklave jene Papstwahl, welche dem Kardinal Johann Angelus de Medici von Mailand die Tiara brachte. Schon anfangs Januar 1560 trafen die beiden Neffen des Papstes, *Graf Friedrich* und *Graf Karl Borromeo*, in Rom ein, wo der erstere sofort zum *Generalkapitän* der römischen Kirche gemacht und der letztere zum *Kardinal* und *Staatssekretär* erhoben wurde. Die Verwandten des neuen Kirchenoberhauptes, die nach dem Mittelpunkt der Christenheit geeilt waren, mußten nach dem Willen des heiligen Vaters einen gemeinsamen Haushalt führen [1], und so wurde unser Freiburger mehr oder weniger mit dem ganzen Hofe und daher auch mit dem Bruder seines Herrn, mit dem hl. Karl bekannt. Im Mai 1560 verband sich Graf Friedrich Borromeo mit *Virginia della Rovere*, der Tochter des Herzogs von Urbino. Kardinal Borromeo hatte ein Gefolge von 150 Dienern um sich, der Neuvermählte blieb hinter seinem Bruder an Aufwand wahrscheinlich nicht zurück, denn die ganze Familie war stolz auf die Schwägerschaft mit einem so erlauchten Herrscherhause Italiens. Fornero bekam Gelegenheit genug, prunkvolle Feste mitanzusehen und als Page in beschränktem Sinne dieselben mitzuerleben. Das junge Paar lebte auf großem Fuße, denn als Friedrich nach kurzem Eheglück schon am 19. November 1562 fast plötzlich starb, mußte sein Bruder Karl eine Schuld von mehr als 300,000 Skudi übernehmen, darunter eine Forderung der Witwe von 40,000 Skudi. [2]

Nach dem Tode seines ersten Herrn wurde Fornero unter die Dienerschaft des *Papstes* aufgenommen und er rühmte später, wie er zu dieser Zeit den Gesandten der katholischen Orte Gefälligkeiten erwiesen habe. Es kommen hiebei vor allem Seckelmeister *Johann Zumbrunnen* und Ritter *Melchior Lussy* in Betracht. Der erstere vertrat die katholischen Regierungen zur Zeit des Tridentinums 1562–1563 in Rom und lebte hier auf Kosten des Papstes. Der letztere erschien nicht bloß 1560 zur Beglückwünschung des neuen Kirchenhauptes,

[1] Dieser gemeinsame Haushalt wird nicht nur von Ambros Fornero im Kanonisationsprozeß (*Alessandri*, Atti di San Carlo, S. 1), sondern auch von Herkules Lodi, den 17. Februar 1560, in einem Brief aus Rom bezeugt. *Motta*, Otto pontificati del cinquecento. Milano, 1903, S. 11.

[2] Relazione di Roma di Giacomo Soranzo 1565. *Albèri*, Le relazioni, Firenze, 1857, Vol. X, S. 135.

sondern namentlich auch 1565 mit einem großen Gefolge zur Besieglung des Bündnisses der katholischen Orte mit dem Papste. Es mögen in diesem Zeitraume auch noch andere Abgesandte geistlichen und weltlichen Standes aus den eidgenössischen Orten mit Spezialaufträgen in Rom eingetroffen sein. Kardinal Borromeo fühlte sich bewogen, schon um des guten Beispieles willen seinen Bischofssitz aufzusuchen, und das vorgeschrittene Alter seines Onkels und dessen körperliche Konstitution mochten ihn voraussehen lassen, daß die Tage seines eigenen Regimentes ebenfalls gezählt seien. Im September 1565 hielt Borromeo seinen Einzug in Mailand; er wollte nicht zuwarten, bis das neue Oberhaupt einen andern an seine Stelle im Staatssekretariat berufen würde. Pius IV. verschied wirklich schon am 9. Dezember gleichen Jahres. Der *Kardinalnepot* erschien am Sterbelager, zahlte die Dienerschaft ehrenvoll aus und nahm diejenigen, für welche er eine Verwendung hatte, mit nach Mailand. Unter diesen Auserwählten befand sich *Ambros Fornero*, doch schien er dem Kirchenfürsten für den persönlichen Dienst noch zu jung. Der Kardinal wollte keine unbärtigen Milchgesichter in seinem Palaste haben und überließ daher den kleinen Deutschen vorläufig dem *Baron Sfondrato*. Sobald der erste Bart ihm sproßte, kehrte Fornero unter die Diener des *Kardinals* zurück und versah zuerst das Amt eines Vorschneiders oder Speiseaufwarts und hernach dasjenige eines Kämmerers, in welcher Eigenschaft er das Leben seines Herrn auf das genaueste kennen lernte und daher später ein hervorragender Zeuge im Heiligsprechungsprozeß wurde. Fornero begleitete den heiligen Erzbischof fast auf allen seinen Visitationsreisen. Mindestens viermal war er dabei, als Borromeo in die Trevalli, d. h. in die obern drei Täler des heutigen Tessins hinaufzog, die zur Diözese Mailand gehörten. Er machte jene erste denkwürdige Reise vom Herbst 1567 mit, auf welcher drei Abgeordnete der weltlichen Obrigkeit den heiligen Erzbischof von Dorf zu Dorf begleiteten. Fornero gehörte ferner zu jenen elf Genossen, welche auf der großen Schweizerreise von 1570 die Gesellschaft des hl. Karl bildeten. Der Weg ging über den St. Gotthard, Altdorf, Stans, Sachseln, Luzern, Zug, Einsiedeln, Lichtensteig und St. Gallen nach dem Schloß Hohenems. Der Rückweg führte über Feldkirch, Schwyz, Altdorf, den St. Gotthard und den Langensee. Am Abend des 6. September 1570 langte der Heilige wieder in seiner Bischofsstadt an. Fornero war wiederum Zeuge jenes merkwürdigen Eilmarsches, den Borromeo im Dezember 1577 von Mailand nach Biasca ausführte, um hier, ungeachtet

Schnee und Eis, durch sein persönliches Erscheinen einen drohenden Aufruhr in seiner ersten Regung zu ersticken.

Nachdem im Oktober 1579 das *schweizerische Kolleg* in Mailand eröffnet worden war, stellte sich das Bedürfnis ein, den Studenten einen Berater und Beschützer zu geben, der in der Lage war, nötigenfalls mit den Gnädigen Herren und Oberen der katholischen Orte von Amts wegen verkehren zu können. Niemand schien für diesen Posten geeigneter als der Kammerdiener des Erzbischofes, der des Deutschen und des Italienischen mächtig und zudem ein geborner Eidgenosse war. Der Entwurf zu einem besiegelten Ernennungsakt lag schon der fünförtigen Tagsatzung zu Luzern den 15. Februar 1580 vor, er sollte jedoch am 25. Februar bei Anlaß der allgemeinen Tagsatzung zu Baden auch noch den zwei andern katholischen Orten Freiburg und Solothurn zur Genehmigung vorgelegt werden [1]. Obwohl die gedruckten eidgenössischen Abschiede hierüber schweigen, gelangte das Aktenstück dennoch am 29. Februar 1580 im Namen der sieben Orte zur Ausfertigung. Es schließt mit den Worten : « Darumb wir dann ime hiemit in söllichem, was zu gesagter unser nation und des meylandischen seminarii studenten schirm und wolfart dienstlich und von nöten, ze handlen, thun und lassen, unsern *vollkomnen gwalt und bevelch* gebent, mit erbietung, solche fründschaft gegen ime und den synen jeder zyt zů gůtem ze erkennen und zu beschulden in kraft diß briefs. »

Was Fornero am liebsten gesehen und offenbar erwartet hatte, stund nicht in seinem Patent. Dasselbe redete mit keiner Silbe von einer jährlichen *festen Besoldung*. Er veranlaßte daher Ende 1580 oder zu Beginn des Jahres 1581 die Studenten aus den deutschen Orten, eine Empfehlung an ihre gnädigen Herren und Obern zu richten, mit der deutlichen Bitte « das er möchte han von den siben catolischen orten

[1] Eine unbekannte Hand schrieb mit fester, großer Schrift auf einen Zettel : Ernder her schultheis, wellent andenk sin bi üwern herren zu Lucern anzuhalten, daß si dem Ambrosi Fornero von Fryburg ein versigleten schin in namen der siben catolischen orten machen wellent, das er der eidgnosischen studenten im eidgnosischen collegio zu Meyland *protector* sin sölle und zu inen acht haben, wie her stattschriber die sach wol würt versechen können und so mir dan der brief zukumpt, so wil ich inen mit allen trüwen gern verfertigen. » Stadtschreiber *Cysat* fügt nun hinzu : « Diß ist gevertiget und also uf dem tag zu Lucern den 15. feb. 1580 vor den 5, volgends uf dem tag zu Baden vor den 7 catholischen orten anzogen, 25. febr. 1580. » Auf der Rückseite des Entwurfes vermerkte *Cysat* : « Schrybs ab ins formular. » Die gewöhnliche Berufstätigkeit Forneros ist im Patent folgendermaßen ausgedrückt : Fornarus, der diser zyt by dem cardinalen Borromeo, ertzbischofen zu Meyland, wonung und wäsen halt. »

alle jar *oppes igen*, damit er siner grossen arbeit möcht verdient beschuldet » werden. Unter dem Gesuch stehen von der nämlichen Hand des Erstunterzeichneten hingesetzt die Namen: Petrus Emberger, Nikolaus Schall, Hektor Gerig, Franz Bugniett, J. Ulrich Etziger, Ulrich Meier, Johann Stulz und Jakob Haberkorn. [1] Die Tagsatzungsabschiede vom März und Mai 1582 berichten wohl von einer Erkenntlichkeit, die man dem Ambros Fornero in Mailand wolle zukommen lassen, aber es handelte sich offenbar nur um eine vereinzelte Gabe. Durch die Schenkung der Kommende *Mirasole* vermehrte sich die Zahl der Studenten um 24 und selbstverständlich wuchs damit auch die Arbeit ihres Protektors. Dieser nahm sich unverdrossen der Schutzbefohlenen an und erlebte gerade deshalb manchen Verdruß. Ja bei der Visitation des Collegium Helveticum vom 13. März 1583 ließ der Kardinal sogar die Bemerkung fallen, sein Kammerdiener verkehre zu viel im Schweizerkolleg. [2] Fornero dachte in diesen Tagen wiederholt an seinen ersten Dienst und die in Rom verlebten schönen Tage.

[1] Peter Mürsing hatte 1579 im Sinn, als erster Vertreter Freiburgs nach Mailand ins schweizerische Kolleg zu ziehen, aber der Plan zerschlug sich vermutlich, da er im Juni 1580 nach Luzern empfohlen wurde. Haberkorn und Bugniet hingegen schreckten vor einem Marsche über die Alpen nicht zurück. Das Ratsmanuale Nr. 120 berichtet uns unter dem Datum des 5. Okt. 1580: « Alsdann die schulherren die zwen jungen, namlich *Haberkhorn* und *Bugnet* erwelt und erkießt in das meilandisch seminarium, da Bäpstliche Heiligkeit etlich stipendiaten uß den catholischen orten erhaltet, ze vertigen, ist inen ein fürdernus an cardinalen Borromaeum, deßglychen an *Fornerod*, der etwas bevelchs in Königlicher Majestät uß Hispanien dienst thut, bewilliget. Deßglychen soll iedem 20 Kronen werden, namlich die pension, so man inen von den clöstern ze thund, die soll man inen uß dem stattseckel fürsetzen, mitsampt 40 lib. pro viatico. » Die Kopie dieses Briefes an Borromeo hatte *Dr. A. Ratti* anläßlich des Gelehrtenkongresses von 1897 nach Freiburg gebracht, in der Absicht, dieselbe als Beilage zu den Briefen Schinners im Kongreßbericht abzudrucken. Dieses Stück wurde dann leider ausgeschaltet und ging infolge dessen, wie es scheint, wieder verloren. Der Entwurf des Schreibens an Fornerod ist hingegen im Missivenbuch Nr. 30, S. 13 (1580, Oktober 20.) erhalten. Es heißt darin von den zwei Studenten: « Unsere burger, die iren anfang der leer und guter künsten uf Fryburgischer Universitet im Brysgouw genommen. » Haberkorn und Bugniet wurden den 8. März 1578 immatrikuliert, und ersterer erhielt den 21. Juni 1580 das Baccalaureat. Siehe *Mayer*, Die Matrikel, Bd. I, 568, wo Brunyel statt Bugniet steht. Von Ambros Fornero bemerkt das genannte Missiv am Schluß in schmeichelhafter Weise: « Wir sind bewüßt, das ir vermittlest göttlicher gnaden sollich gelegenheit bekommen, das ir daselbs üwerm vaterland und landsgenossen nit wenig fürsichtig syn mögend. »

[2] Ne nimis frequentem in Collegio et cum clericis consuetudinem habeat. D. Jo. Ambrosius. (Kathol. Schweizerbl. 1896, S. 45.)

Es erfaßte ihn so etwas wie Jugendheimweh oder Ehrgeiz; vielleicht war es auch ein bischen Verärgerung und Berechnung zugleich. Fornero gab sich den Anschein, als wolle er wieder nach Rom ziehen und dort sein Glück versuchen. Auf diese Weise hoffte er am sichersten, die für alle ständigen Ausgaben schwer zugänglichen Gnädigen Herren zu rühren und zu einem raschen Entschlusse zu bringen. Die Studenten wiederholten ihre frühere Bitte und auch der Kardinal äußerte den Wunsch, sein Diener möchte bleiben. Obwohl die Boten der fünf katholischen Orte erst am 12. März zusammentraten, entwarf der Stadtschreiber Cysat schon am 4. dieses Monats ein Schreiben an Fornero, mit dem Ersuchen « ir wöllen uns so vil zu eren und gfallen thun und von Meyland nit hinweg husen, sonder (wie wir achtend, solchs one üwern schaden wol bschehen möge) alda wytter verharren und den unsern wytter das best thun, wie bishar ». Der Schwerpunkt des Schreibens lag für Ambros Fornero jedoch in der angenehmen Eröffnung: « Wir haben üch geordnet und geschöpft ein *pension* von vierzig pistolet goldkronen (als für unser der fünf orten theil), die üch unsre Ratsgesandten järlich uf Johannis Baptistae ab der *jarrechnung zu Lowis* üch oder üwerm gwalthaber daselbs zu Lowis liffern lassen werden. » Wie zu erwarten, blieb Fornero unter diesen Umständen auf seinem Posten, zumal die fünf Orte beschlossen hatten, auch Freiburg und Solothurn zu einem gleichen Beitrag von acht Kronen einzuladen [1]. Zu seiner ferneren Genugtuung erneuerte und erweiterte Schultheiß und Rat von Luzern am 29. August 1583 den Vollmachtbrief als « Procurator, Fürminder und gethrüwen Ufsecher für die Jungen und Studiosos », da inzwischen infolge Stiftung des Kardinals von Hohenems die Schülerzahl gestiegen sei. Als Borromeo im Januar 1584 in Sachen des schwierigen *Bündnergeschäftes* seinen Kammerdiener an die katholischen Orte absandte, brachte dieser auch eine lateinische Empfehlung von Seite der schweizerischen Studenten mit, datiert vom 1. Januar 1584, unterzeichnet von der « Helvetica iuventus liberalium artium studiosa Mediolani. » [2] Bei diesem Anlaß erhielt Fornero von den fünf Orten

[1] Eidgen. Abschiede, Bd. IV, 2, S. 796.

[2] Dabei liegt ein Zettel mit den Nomina eorum Helvetiorum, qui sub nomine Gregorii XIII Papae aluntur Mediolani. *Lucernenses :* Reverendus D. Nicolaus Schall, Subdiaconus. Joannes Aeziger. *Uranienses :* Nulli prorsus. *Subsylvanienses :* Nulli. *Suitenses :* Nulli. *Tugienses :* Nulli. *Claronensis :* Fridolinus Grob. *Friburgenses :* Franciscus Bugniettus; Jacobus Haberkorn. *Solodorenses :* Nulli. Nomina eorum, qui sub nomine Illustrissimi D. Cardinalis ab Altemps. (Ex

den Auftrag, gemeinsam mit Stadtschreiber Cysat ein Reglement für die Aufnahme, Bekleidung und Bürgschaft der Schweizerstudenten in Mailand aufzustellen. Um jedoch seinen Gehalt etwas aufzubessern, machte dieser offenbar selbst die Anregung, die sieben katholischen Orte samt Glarus möchten beim französischen Gesandten für ihn eine Pension beantragen. Die Anregung wurde gut aufgenommen und den 7. Januar beschlossen, die nicht anwesenden katholischen Orte, gleich auf der nächsten Tagsatzung von Baden, um ihre Zustimmung anzugehen und « gegen Ir Majestät von unser aller wegen ze handlen und ze werben, gesagten Ambrosium von obgehörter ursachen, ouch syn und der synen verdiensten wegen und das er Ir Majestät ouch noch gütte Dienst bewysen mag (als er dessen sonderlich wolgeneigt) des orts gnädigklich für bevolhen ze haben und mit etwas jargelts und provision, damit er sich desto bas hindurch bringen und erhalten möge, zû bedenken und begaben ». Über den Erfolg dieses Schrittes ist uns nichts bekannt. Fornero saß wohl nach Anschauung der Franzosen zu tief in den spanischen Landen und Verhältnissen drin, um als neutral oder gar als franzosenfreundlich betrachtet werden zu können. – Fornero kehrte mit einer guten Empfehlung der fünf Orte, datiert vom 4. Februar 1584, zu seinem Herrn nach Mailand zurück [1] und auf seinen Bericht hin, bewilligte Borromeo den Appenzellern mittelst Zuschrift vom 22. Mai 1584, zwei Freiplätze im Collegium Helveticum und gab aus gleichem Grunde auch den Solothurnern ermutigende Zusicherungen bezüglich Aufnahme zweier Studenten.

Der *Tod des hl. Karl* drohte alle die bisherigen Verhältnisse und Abmachungen in Frage zu stellen. Schon am Morgen nach dem Hinscheid gab Fornero in einem italienischen Briefchen den sieben Orten Kunde von der eingetretenen Katastrophe. [2] Ein ausführlicher Bericht folgte am 6. November und auch die Studenten bezeugten den Gnädigen Herren und Oberen in der Heimat ihre Trauer in einem Schreiben vom 5. November 1584. Man fürchtete in der Eidgenossenschaft etwas für

quinque cantonibus numero 12.) *Lucernenses :* Nicolaus Schlegell, Michael Sartorius, Petrus Fry. Rochus Baumgarter, Joannes Zurflüe. *Uranienses :* Nulli. *Suitensis :* Antonius Sydler. *Subsylvanienses :* Nulli. *Tugiensis :* Jacobus Huser.

[1] Reliquum est, ut Illustrissimae Dominationi Vestrae ipsum Ambrosium, qui spartam suam hac in legatione et commissione sua quam optime exornavit, tanquam omni commendatione dignissimum, quam humiliter commendemus.

[2] Ein Faksimile dieses Briefes vom 4. Nov. 1584 wird der « Geschichtsfreund » 1911 bringen.

den sichern Fortbestand des schweizerischen Kollegs und auch Ambros Fornero hielt es nicht für überflüssig, die fernere dringende Notwendigkeit seines bisher geübten Schirmamtes dem Stadtschreiber von Luzern zu Handen der beiden Schultheißen des Vorortes darzutun und sich dadurch auch die Pension weiterhin zu sichern. Es schien ihm zweckdienlich, in der bezüglichen Zuschrift vom 16. Dezember 1584 auf seine Verdienste um das Zustandekommen und Gedeihen des Schweizerkollegs hinzuweisen. Von besonderem Interesse ist hiebei der Vorfall bei der *Abschiedsaudienz* seines Herrn bei Gregor XIII. (Siehe unser erstes Dokument.) Fast wörtlich gleich erzählt Fornero diese Erinnerung wiederum in einem Gutachten von 1590 und zum dritten und vierten Mal in dem italienischen Memorial von 1610/11 und im Briefe vom 12. November 1611. Leider ist Fornero in der Chronologie etwas ungenau. Nach den letzten zwei Aufzeichnungen und wahrscheinlich auch nach dem Brief vom 16. Dezember 1584 verlegte er die genannte Audienz ins Jubeljahr 1575, läßt dann aber die Schenkung der Kommenden zu Gunsten eines schweizerischen Kollegs 2–6 Monate nach der Heimkehr oder noch schneller erfolgen, wodurch eher auf das Jahr 1579 hingedeutet wird, zumal die Aufzählung der Zuwendungen jeweilen mit der Präzeptorie St. Anton in Pavia und der Propstei Santa Croce in Novara beginnt und die älteste Schenkung von 1576 an den Schluß gestellt und die Hauptstiftung vom 1. Juni 1579, bestehend aus der Propstei Santo Spirito, ganz übergangen wird. Borromeo traf den 13. September 1579 in *Rom* ein und verließ dasselbe am 29. Januar 1580. Inzwischen war Ende Oktober 1579 das schweizerische Kolleg in Mailand bereits dem Betrieb übergeben worden. Das vordere Mal hatte die Eröffnung des Jubiläumsjahres (24. Dezember 1574) den hl. Karl veranlaßt, nach Rom zu pilgern. Wenn Fornero damals Ursache war, den hl. Vater auf die *Stiftung* eines schweizerischen Kollegs aufmerksam gemacht zu haben, so ist sein Verdienst natürlich bedeutend größer als im zweiten Falle, wo es sich nur noch um eine *bessere Dotierung* des Kollegs handeln konnte. Fornero wird dies auch selber gefühlt und darum, wenigstens in seinen spätern Briefen, jenen Vorgang ins Jahr 1575 verlegt haben.

Wenn der Agent in Mailand von Zeit zu Zeit — es geschah, wie schon angedeutet, in periodischen Zwischenräumen — so drastisch seine Verdienste um die schweizerischen Studenten und das Vaterland zu schildern unternahm, so dürfen wir ihm dies nicht allzusehr verargen, denn mehr als einmal machte der eine oder andere Bote auf der Jahr-

rechnung zu Lugano Miene, die Pension nicht mehr zu bezahlen. Es fehlte diesen Herren vielfach am nötigen Verständnis für die Bedürfnisse einer Studienanstalt und die Bedeutung eines Agenten in Mailand. Auch wechselten die Persönlichkeiten zu häufig, als daß jeder einzelne die ganze Geschichte dieser Institution hätte frisch im Gedächtnis haben können. Fornero wußte mit lebhaften Farben zu schildern, wie ihm eigentlich von der ganzen Pension *nichts* übrig bleibe, da ihm dieselbe teils in *Wein* aufgehe, indem sein Haus allen Schweizern offen stehe, teils sich in *Almosen* verwandle, das er den Armen geben müsse. Denn die Stadt Mailand sei ein Durchpaß für *Rompilger* und *Soldaten* und unzählige Scherereien habe er mit den *Viehhändlern* und andern schweizerischen *Kaufleuten*, die nicht selten in Konflikt zu geraten pflegen mit den Zollbehörden und dann für seine Mühen ihm nicht einmal ein Trinkgeld geben.

Freiburg hatte seinem Mitburger durch einen besiegelten Akt vom 18. September 1584 seinerseits eine Jahrespension von acht italienischen Goldkronen zugesichert und laut Beschluß der Tagsatzung vom 25. November 1584 wurde sein *Patent* als Prokurator namens der neun Orte (Glarus und Appenzell inbegriffen) den 22. Dezember 1584 *erneuert* und ihm den 10. Dezember 1585 auch die jährliche Pension von «acht Kronen an Gold italienischen Schlags» seitens der fünf katholischen Orte aus dem Zoll zu Lauis garantiert. Freiburg und Solothurn sprachen schriftlich ihr Einverständnis aus, ersteres am 5., letzteres am 11. Dezember 1585. Eine Erneuerung dieser Zusicherung wurde erst infolge Verlust des Originals am 15. April 1594 wieder nötig und dann wiederum infolge einiger Schwierigkeiten zu Ende September 1618. Die Jahresbesoldung von acht italienischen Goldkronen war inzwischen seitens der sieben katholischen Orte stets die nämliche geblieben. 1628 weigerte sich der Bote von Schwyz ihm diesen üblichen Beitrag auszuzahlen und auch die übrigen Mitglieder der Gesandtschaft, welche in Lugano die Jahrrechnung entgegennahmen, erteilten dem Landschreiber den Befehl bis auf weitere Meldung ihre Quoten noch zurückzubehalten. Anstoß zu dieser Abänderung gab der Ablauf des Bündnisses mit Spanien und es ist wohl möglich, daß Fornero von da an nichts mehr erhielt oder sich eine Reduktion gefallen lassen mußte.

An Stelle der französischen Pension, auf die Fornero wohl zeitlebens vergeblich wartete, brachten ihm die veränderten Verhältnisse eine solche der *katholischen Majestät* zu. Unter den Punkten, welche die große Gesandtschaft der katholischen Orte im Jahre 1588 anläßlich

des Bundesschwures im Dom zu Mailand, dem spanischen Statthalter zur geneigten Berücksichtigung übergaben, befand sich auch eine Empfehlung für ihren Agenten und Prokurator Ambros Fornero und die Antwort lautete günstig. [1] Im Heiligsprechungsprozeß des Kardinals Borromeo von 1601 bekannte sein ehemaliger Kammerdiener, daß er eine jährliche Pension von 200 Skudi, und vom spanischen König ein Monatsgeld von 20 Skudi beziehe. Die verbündeten katholischen Orte konnten ferner am 14. Oktober 1600 der nämlichen Majestät die Güte verdanken, daß er auch dem gleichnamigen *Sohne* ihres Agenten eine monatliche Zahlung von 15 Skudi, also gleichviel wie dem Vater, zugesichert habe. Nach dieser Äußerung wäre mithin die Pension des Agenten wenigstens damals noch etwas weniger hoch bemessen gewesen.

Den Kammerdiener Borromeos gelüstete es, als ein echtes Kind seiner Zeit, nicht bloß nach Pensionen, sondern auch nach *Rangerhöhung.* Im Laufe seiner vielen Dienstjahre sah und erlebte er manche Beförderung innerhalb seiner Umgebung und nach dem Tode des Kardinals wurden seine verdienten Mitarbeiter nicht ohne weiteres entlassen. Das veranlaßte unsern kleinen Deutschen, durch die sieben katholischen Orte sich beim Papste *Gregor XIII.* und seinem Staatssekretär *Kardinal von Como* ebenfalls in Erinnerung bringen zu lassen. In ihrem Schreiben vom 1. Februar 1585, das auf der Tagsatzung zu Baden den 24. Februar genehm gehalten wurde, betonten sie unter anderem, daß « Ir Heiligkeit alle übrige des H. Cardinals säligen Diener in clericali habitu (als wir bericht) vereeret, allein ime, *Ambrosio*, noch nützit worden. » Sie fügten ferner hinzu, daß Fornero « Wyb und Kinder hat, deshalb kein geistlich beneficium nit haben mag und das er sich mit siner armût sonst kummerlich erhalten mag. » Nach Angabe der lateinischen Ausfertigung dieser Empfehlung, welche von dem deutschen Entwurf mehrfach abweicht, nahm der *Kammerdiener* Borromeos die nämliche berufliche Stellung auch bei seinem *Nachfolger* wieder ein. Die genannten zwei Empfehlungen an den Papst und seinen Staatssekretär wurden dem Referendar Audoenus Ludovicus in Rom zugestellt, der sie an ihre Adressen beförderte und das gestellte Begehren auch seinerseits befürwortete. Als ehemaliger Generalvikar des hl. Karl war Audoenus mit Fornero gut bekannt und er nannte denselben in der

[1] Archiv für schweizer. Reformationsgeschichte, Bd. I, 758–759. Infolge dieser Allianz erhielt jedes verbündete Ort ein weltliches Stipendium in Mailand, so daß der Pflichtenkreis Forneros nochmal erweitert wurde, indem er auch diese Studenten unter seine Obhut zu nehmen hatte.

Rückantwort an die sieben Orte, den 6. April, sogar seinen *Freund*. Genannter Referendar hatte vom heiligen Vater den Auftrag erhalten, mit dem neuen Erzbischof von Mailand, der offenbar gerade in Rom weilte, zu reden, damit dieser aus den Einkünften des schweizerischen Kollegs dem Prokurator etwas zukommen lasse. Zum Unglück für den Bittsteller starb Gregor XIII. schon wenige Tage nach diesem Entscheide. Fornero hatte sich nämlich nicht wenig darauf zu gute getan, daß Seine Heiligkeit ihn kenne und ihn seiner Zeit mit dem italienischen Rufnamen « Il Todeschino » genannt habe.

Die sieben Orte begünstigten Fornero in gleicher Weise auch bei *Sixtus V.*, denn der Kardinal Rusticucci antwortete in dessen Namen am 26. Oktober 1585, daß der heilige Vater gelegentlich an Fornero denken wolle. Am 12. Dezember des folgenden Jahres sprach er sich nochmals in einem Breve belobigend über ihn aus und am 10. März 1590 schrieb Kardinal Montalto an den schweizerischen Nuntius in Luzern, er habe dem Erzbischof von Mailand Weisung gegeben, daß Ambrosius Fornero zu den Sitzungen des *Verwaltungsrates* des schweizerischen Kollegs in *Mailand* zugelassen werde. Nuntius Ottaviano Paravicini tituliert ihn bei diesem Anlaß: « Molto magnifico come fratello ». Nach langem Harren scheint der kleine Deutsche doch noch ans Ziel gekommen zu sein, denn 1596 oder 1599 wurde er zum *Comes palatinus* ernannt [1], und 1605 erscheint er als *Ritter*. Vorübergehend sei hier seine Mitwirkung bei der Aufrichtung einer freiburgischen Garde in *Genua* in den Jahren 1608 und 1609 erwähnt. [2]

Aus dem *Familienleben* Forneros ist wenig bekannt. Ein Aktenstück von 1585 redet von Frau und Kindern. Um namentlich seinem Sohne *Johann Ambros* Stellung und Lebensunterhalt zu sichern, bemühte sich der Vater bei den katholischen Orten schon zu Lebzeiten um die Zusage, auf seinen Tod hin die Nachfolge in der Agentschaft seinem Sohne, der 1610 von Freiburg einen Freiplatz in Mailand erhalten hatte, übertragen zu wollen. Diesem Umstand verdankt das Memoriale von 1610/11 und der Brief vom 12. November 1611 seine Entstehung. (Siehe Aktenstück Nr. III und IV.) Die Zustimmungsschreiben der katholischen Orte gingen zwar etwas langsam ein, aber Fornero erlebte

[1] Die Artikel in der « Liberté » und in den Etrennes stimmen in dieser Jahrzahl leider nicht überein.

[2] Vgl. Archiv für schweizer. Reformationsgeschichte, Bd. III, 170 und Anzeiger für schweizer. Geschichte 1903, S. 139.

schließlich doch die Freude, seine langjährigen Verdienste anerkannt und seinen Herzenswunsch erfüllt zu sehen. [1] Leider starb der hoffnungsvolle Nachfolger schon vor dem Vater im Jahre 1622. Die Tochter heiratete einen Johann Angelo Balestro. Laut Angabe im Kanonisationsprozeß, wohnte Fornero 1605 in der Pfarrei San Vito al Pasquirolo, die kirchlich zum Stadtteil der Porta Orientale (jetzt Porta Venezia) gehörte. In Sachen des väterlichen Erbfalles richtete der kleine Deutsche ein Schreiben an Schultheiß und Rat von Freiburg, das am 4. März 1581 verlesen wurde. Die Behörde erklärte, das Ihrige getan zu haben und sich kurz fassen zu dürfen, da sein Vetter N. Fornerod sich persönlich nach Mailand verfügen werde. [2]

Der Kammerdiener des hl. Karl erreichte ein ungewöhnlich hohes Alter, er starb erst 1634, und zwar muß der Tod vor dem 3. April dieses Jahres erfolgt sein. [3] Er hat somit sogar den Neffen und zweiten Amtsnachfolger des hl. Karl, Kardinal Friedrich Borromeo, überlebt, obwohl ihm zur Zeit der *großen Pest* von 1576/77 der Tod unzähligemal in allen Formen entgegengrinste. Fornero begleitete während dieser furchtbaren Heimsuchung seinen Herrn nicht bloß durch die Stadt, sondern auch auf die Landschaft hinaus bis nach Maccagno am Langensee, wo die Pest ebenfalls wütete. Bei diesen Rundreisen mußte er ungefähr zehntausendmal Firmpate sein. Im Auftrage seines Herrn holte er aus dem Leventinatal 40 Männer und 14 Frauen und auch einige Priester zur Pflege der Pestkranken nach Mailand und führte die Oberaufsicht über diese Leute, welche Borromeo aus eigenen Mitteln bezahlte. [4] Im Testamente vom 9. September 1576 setzte der heilige Erzbischof seinem Kammerdiener eine jährliche Leibrente von 30 Scudi aus. [5] Fornero

[1] Eid. Abschiede, V., Abteil. 1, S. 1082.

[2] Kantonsarchiv Freiburg. Missivenbuch Nr. 29, S. 59. Es ist uns nicht bekannt, ob Fornerods Vater erst in diesem Jahr gestorben oder ob aus einem andern Grunde erst jetzt über diesen Erbfall Streit entstund.

[3] Gefällige Mitteilung von Hrn. Archivar P. X. Weber in Luzern, der mir die Akten der Agentschaft in Mailand, welche ich schon vor zehn Jahren ausbeutete, neuerdings freundlichst zur Verfügung stellte.

Die « Etrennes » von 1898 lassen Fornero irrtümlich erst gegen 1636 sterben.

[4] Ausführlichere Angaben und mehrere Schreiben bei *D' Alessandri*, Atti di San Carlo, S. 211 ff. und *Bollettino storico* 1883, S. 146. Es betätigten sich auch einige Leute aus Uri, Schwyz, Unterwalden, Glarus, Appenzell und dem Bleniotal als Pestkrankenpfleger in Mailand.

[5] *Sala*, Documenti circa la vita di S. Carlo. Vol. III, 837. Fornero überlebte selbstverständlich auch jene Pest, welche *Alessandro Manzoni* in seinen Promessi sposi schildert.

mag eine treue Seele und ein vielerfahrener Mann gewesen sein, aber eine höhere Bildung ging ihm offenbar ab. Die *deutsche* Sprache scheint er in leidlicher Weise beherrscht zu haben, wenn er aber wußte, daß der Empfänger des Italienischen mächtig sei, bediente er sich im Briefverkehr dieses letztern Idioms. Die deutschen Aktenstücke, welche da oder dort in den Archiven liegen und seinen Namen tragen, sind öfters bloße Übersetzungen von Drittpersonen. Umgekehrt machte Fornero zu Handen seines Herrn nicht selten den Dolmetsch. Manches Schreiben der katholischen Orte ist von ihm ins *Italienische* übertragen worden, wie sich dies auf Grund seiner charakteristischen Schrift leicht nachweisen läßt. Das Italienische hat Karls Kammerdiener offenbar nur vom Hören und nicht in regelrechtem Unterricht gelernt; daher ganz unrichtige Worttrennungen, mangelhafte Interpunktion, veraltete Wörter und Dialektformen. Fast alle Relativsätze sind mit *che* konstruiert und durch seine willkürlichen Pluralendungen gerät unser Freiburger mit der Grammatik meist in argen Konflikt. Die Interpunktion und Worttrennung haben wir in den folgenden Texten nach Möglichkeit verbessert.

Die erzbischöfliche Hauskapelle bewahrt ein Gemälde, worauf Karl Borromeo seine *Diener*, welche mit ihrem Oberkörper aus dem Rahmen heraufragen, der Gottesmutter und ihrem Kinde empfiehlt. Offenbar befindet sich auch Ambros Fornero unter den Porträtierten, aber leider fehlt jede nähere Bezeichnung. Man wird vielleicht in der kleinsten Figur das Bild unseres « Todeschino » suchen müssen. [1] Der Regierung von Luzern schenkte der Kämmerer 1602 ein kleines Porträt seines hohen Herrn und erhielt einen silbervergoldeten Becher als Gegengeschenk.

Nach dem Hinscheide des bisherigen ersten Agenten der katholischen Orte in Mailand übernahm ein *Megnet von Uri* diesen Posten, für den es dem Anschein nach mehrere Reflektanten gab. Freiburg hätte wahrscheinlich am liebsten wieder einen Mitbürger mit der Ver-

[1] Eine Reproduktion bietet die reich illustrierte Festschrift: San Carlo Borromeo nel terzo centenario della canonizzazione. Milano 1908–1910. Die Angaben, welche Fornero anläßlich des Kanonisationsprozesses des hl. Ka' gemacht, sind nun zum größten Teil gedruckt bei *D'Alessandri*, Atti di San Carlo. Locarno 1909, aber chronologisch und geographisch zerlegt und im ganzen Buc. zerstreut. Die von uns hier reproduzierten Stücke haben mit dem Kanonisations prozeß natürlich keinen Zusammenhang, sie wurden aus ganz anderen Gründen nach Luzern gesandt.

tretung der katholischen Interessen in der lombardischen Hauptstadt betraut. Dort hielt sich damals wirklich ein *Humbert Schuffelberger* von Freiburg als Pönitentiar auf, der wohl die Stelle eines Beichtigers für fremde Sprachen am Dome inne hatte. Der freiburgische Rat übertrug ihm in der Tat die Sorge für seine jungen Mitlandleute im schweizerischen Kolleg und auf den spanischen Freiplätzen. Als aber nach der kurzen provisorischen Amtierung Megnets von den übrigen katholischen Orten ohne Vorwissen Freiburgs *Jakob Steiger* von Uri zum Agenten in Mailand ernannt wurde, zeigten sich die Üchtländer erbost und ihr Rat beschloß am 8. Oktober 1636 : « Wyl houptman Steiger von Uri von ubrigen catholischen Orten zum agenten an statt des Megnets erwölt worden, myn gnädigen herren aber umb ir stim nit begrüßt, also domit der hiesigen geist- und weltlichen stipendiaten in ir noth, rath und hilf gescheche, wird hr. *Schuffelberger* syn best thun, ouch so lang es mynen gnädigen herren gefalt, iährlich die 8 ducaten beziechen [1]. »

Johann Ambros Fornero würde längst vergessen und kaum dem einen oder andern Spezialisten noch bekannt sein, wenn er nicht das hohe Glück gehabt hätte, als Diener mit einem Herrn in Beziehung zu stehen, dem die *Unsterblichkeit* verliehen ist. So aber fällt ein Strahl der Verklärung auch auf den « kleinen Deutschen » und erhellt einigermaßen das Dunkel der Vergangenheit, in welches er für sich allein unrettbar hinabgesunken wäre.

I.

Ambrosius Fornerus von Fryburg uß Üchttland, diser zyt ein bevelchsmann an dem erzbischoflichen hof zû Meylandt und procurator des eydgnößischen Collegy daselbs, schrybt dem stattschryber *Cysatt* zû Lucern den 16 Xbris anno 1584.

Ihr wöllend myne herren, beide schultheissen [2], berichten, das die sachen dis *eydgnösischen Collegy* allhie wol stand ; jedoch so würd man dannocht spüren und finden, das es gar von nötten ist, das ich hie sye und disen dienst oder pfläg für die eydtgnösischen knaben verseche, sonderlich diewyl der herre *cardinal Borromeus* jez abgstorben, an wollichem waarlich unser nation vil verloren, und sonst umb vil anderer ursachen

[1] Kantonsarchiv Freiburg. Ratsmanuale Nr. 188. Schuffelberger wurde zum Chorherr von St. Nikolaus ernannt, befand sich aber 1640 noch immer in Mailand.

[2] Ludwig Pfyffer und Heinrich Fleckenstein.

willen, also das myn herren, die Eydgnossen, nit underlassen sollend, das sy allzytt ein person hie habend, der sich iren anneme, für sy handle und rede und in allen fürfallenden sachen die gůten knaben hilf, trost, rat und bystand by ime finden, dessen dann die, so ussert irem vaterland under den frömbden und besonder an derglychen orten und etwan nach gstaltsamme der zytten sonderlich wol bedörfent. Und diewyl dann mancherley reden usgand, wie etlich inen selb vil zůmessent, ursächer gsin sin der stiftung disers Collegy, darus dann etwan gevolgt, das man mit bezalung myner jerlichen besoldung von des Collegy wegen nit allemal willig (wie wol ich weiß das es by den oberkeyten nit manglet) würd ich verursacht dis gegen üch ze melden, dessen ich aber bishar gschwigen, damit mans mirs nit für ein růmsüchtigkeyt achte. Es möcht sich aber (das ich doch nit weys noch verhoff) wyter zůtragen, das man mir etwas unwillens in myn besoldung machte, die ich doch waarlich wol verdienen můß, wie vil eerlicher Herren by üch zů Lucern, Ury und anderschwo, wol wüssent und selbs gesechen hand, wölliches ich doch von herzen gern thun und mit allen trüwen noch thun will. Sezen es also üch heim, so es üch für gůt ansicht, mit gesagten beyden mynen herren dem schultheissen ein wort davon zu reden, domit, wo es sich etwan begebe, das der sachen gedacht wurde, sy dessen yndenk syn möchten. Wie aber sich die sachen mit dem *anfang der stiftung dises Collegy* zůgetragen, will ich üch erzellen.

Namlich als ich anno 1575 [1] mit obgedachten mynen gnedigsten Herren, dem cardinal Borromeo säligister gedechtnus, gan *Rom* gereiset und volgends ir hochfürstlich gnaden widerumb da dannen verreysen und dem bapst abdanken wöllen, hat sy mich und alle übrige diener mit iro genommen, irer Heyligkeyt, jezigem bapst *Gregorio* dem 13, die füß zů küßen, als wir ouch gethan in bywäsen syn, des herren cardinals säligen. Als nun ir Heiligkeyt uns beschowet und mich (als den sy zůvor wol bekant) ersechen, hat sy zů ime, herren cardinal seligen, gesagt: « Üwers gesinds bekenn ich keynen, dann den *Todeschin* » (dann also nempt man mich gmeinlich in disen landen; ist sovil geredt als der tüsch.) Daruf der herr cardinal selig geantwort: « Heyligister vater! diser Todeschin thut nüt anders dan kälen und mir überlegen ze synd, das man der eydgnößischen nation auch ein collegium ufrichte und stifte. » Uf welliches ir heyligkeyt gschwind geantwort: « Waarlich der Todeschin hat recht. »

Also da wir widerumb gan Meyland kommen, ist bald dornach ein *abty* und ein *probsty* von dem usgedilgketen orden der ***Humiliaten*** ledig worden, wölliche der babst von stund an zů der stiftung dises collegy verordnet und begabet, welliches collegium nun (Gott sy lob) wol und glücklich von statt gat. Bald dornach [1582] hat der herr ***cardinal*** [Markus Sittikus]

[1] Die Vorlage, welche ihrerseits offenbar nicht nur eine Abschrift der Luzerner Kanzlei, sondern eine Übersetzung aus dem italienischen, nicht sehr schönen Autograph Forneros darstellt, hat hier die Jahrzahl 1578, aber mit Korrekturen, welche die Zweifel über die im Original stehende Zahl noch jetzt erkennen lassen. Borromeo war nicht 1578, sondern 1575 und 1579 in Rom.

von Embs die abty zû Mirasole auch an diß eydgnoßisch collegium, dasselbig zû meeren, vergabet.

Also us diesen und andern hievor erzellten ursachen hoff ich, man solle sich nit duren lassen myner besoldung halb, die ich vermein von des einen und andern wegen wol verdient [zu] haben und zwar so sind die güten knaben mynen als mangelbar als vor ye, dann sy sonst niemant hie hetten oder wüßten, zû dem sy ein zûflucht hetten oder der sich iren belude.

Es gibt mir auch vil ursach darzû der gnedig und günstig will, den ich von mynen herren, den Orten, gegen mir gespürt, ouch das ich ein erborner Eidgnoß, und sonderlich ouch von der fürtreffenlichen *grossen liebe* wegen, die myn herr der cardinal *Borromeus* sälig zû unser nation getragen, wie er das so in vil stucken zû erkenen geben, ouch lestlich in sinem todbet etliche mol geandet und vil herren von Orten genanset zum oftern mal und erzeigt, wie gern er sy noch hete sechen wöllen und besüchen.

Gleichzeitige Übersetzung im Staatsarchiv Luzern. Akten Agent in Mailand.

II.

J. Ambros Fornero an Stadtschreiber R. *Cysat* 1590.

Es ist dahin zu wirken, daß ich Zutritt zu den Sitzungen des *Verwaltungsrates* des schweizerischen Kollegs erhalte, obwohl die bisherigen Deputierten nicht nur in Rom, sondern auch beim hiesigen Erzbischof [Gasparo Visconti] dies zu verhindern suchen, « der zimlich langmütig in sachen ist und by wyttem kein solchen yffer darzu hat wie sin vorfar, der gut fromm cardinal Borromeus. Villicht ist es im nit an von natur ».

Von der Jahrrechnung zu Lugano sollte stets ein Vertreter nach Mailand kommen, um Einsicht in die *Rechnung* des Kollegs zu nehmen und die Knaben heimzusuchen. Dies Jahr hat man mir zum erstenmal die 8 Kronen von jedem Ort auf der Jahrrechnung nicht geben wollen, weil in Mailand schlechte Ordnung herrsche.

Soeben hat der Erzbischof das Kolleg persönlich *visitiert*. An die *Bekleidung* zahlt das Kolleg einem jeden « eins Dicken minder dann 6 Kronen ».

« Man sol gedenken und mich genießen lassen, das ich nit die geringste *ursach diser stiftung* des Collegy bin, dann ichs stäts dem h. cardinal Borromeo sälig, der mich erzogen, yngebildet und uf ein zyt, als er mich mit ime gan Rom genommen, da wir all dem bapst *Gregorio* den fußfal gethan, sagt der bapst, er kannte keinen sins gsinds dann mich. Gab der cardinal antwort : « Er ist ein rechter Schwytzer, thut nüt anders dann mich sollicitieren, das man den Schwyzern ein collegium zu Meyland stifte. » Sagt der bapst : « Er hat recht. » Also in zweyen monaten dornach hats der bapst ufgericht und den anfang than mit den abtyen zu *Pavia, Novarra* und *Monza*, wöllche domalen ledig und er dem cardinal yngerumpt zu diser

stiftung. Harnach ist die abty *Mirasole* von cardinal von Embs dahin verordnet für ein anzal der unsern und ein anzal Schwaben sines bistumbs.

Pater *Georg Bader*, ehemals Jesuitenprovinzial in Deutschland, möchte auch Schweizer in das Collegium Germanicum zu *Rom* einführen, wo er jetzt Rektor ist. Er hat bereits einen Hans Heinrich Oswald von Schaffhausen aufgenommen. Auch die sieben Orte sollten sich um Plätze bewerben und der Gardehauptmann in Rom glaubt, man sollte das schweizerische Kolleg in Mailand verkaufen, die Schulden zahlen und dann den schweizerischen Studenten Stipendien geben.

Gleichzeitige Übersetzung und Abschrift im Staatsarchiv Luzern. Akten Collegium Helveticum I.

III.

Al nome de iddio et della madona.

Informacione per far un memorial per dar alli illustrissimi signori, quanto se fara una dietta, che non sia troppo de far.

Regordo al signore cavagliere *Cysato*, che me facia gratia per la nostra amicicia, voglia metter un memoriale in buona forma per dar alli illustrissimi signori, come ne parlera per sua cortesia il signore soltetto *Helmeli*[1] et signor *Reynaldo* suo figlio[2] della magniera, che andera fatto per ottener gratia delli illustrissimi signori alla prima dietta, ho quanto parera meglio al detto signore soltetto, che [il mio figlio] da poi la morte mia su[cce]dette al mio officio per agente come son io, per remuneracione che ho fatto da tanti anni sin al tempo de papa *Pio quarto* 1561, che io serveva Sua Santità, e non ho mancato de far servitio alli signori ambasciatori, che mandorno in quel tempo da Sua Santità[3].

Ho poi servito il santo *Carlo Borromeo*, quanto ando il detto santo a *Lucerna*[4], che visitto quelli illustrissimi signori et ando in altri cantoni.

Io fu il primo, che meno della di monti gli reverendi padre *capucini* *P.* [Francesco da] *Burmio* et *frate Giovañi* suo compagno et non ho mancato de far oficio, acio che Sua Santità si contentasse et far, che podessero confesar et hora fanno buon fruti, iddio laudato[5]. E quanto detto

[1] Ritter Johann Helmlin, zum Schultheiß gewählt den 27. Dez. 1608, zum zweiten Mal Schultheiß 1611, † 11 Aug. 1611.

[2] Rainald oder Renward Cysat, der Sohn des gleichnamigen Stadtschreibers.

[3] Als Gesandte trafen damals in Rom ein: Ritter Melchior Lussy (15.. und 1565) und Ritter Johann Zumbrunnen von Altdorf (1562/63).

[4] Forneros Aussagen über Borromeos Empfang und Aufenthalt in Luzern sind nunmehr gedruckt bei *D'Alessandri*, Atti di San Carlo, S. 158.

[5] Über die Einführung der Kapuziner und Forneros Anteil siehe *D'Alessandri*, S. 258 und 300–301. Die Reisekosten der Kapuziner, welche zuerst in

santo comincio il *seminario* a Milano, non manchette de far oficio, che acetasse il reverendo *Pietro Henbergher*, hora prevosto a Müster [1], et il reverendo *Nicola Sciallo* de felice memoria [2] et dui de altri cantoni; e per l'amor mio le acetto, come potra far fede detto reverendo signor Hemberger.

El anno 1575, che fu l'*anno santo*, il santo Carlo ando a quella devocione del anno santo, che l'era papa Gregorio XIII, il qual papa a servito il santo Carlo per suo auditore al tempo de papa Pio quarto suo zio, e quanto detto santo Carlo se voleva licenciarsi de Sua Santità per venir a Milano, Sua Santità volse veder tutta la sua servitu et andassemo a basar li piedi et quanto tocho a me a basarli li piedi, Sua Santità disse, che non conoseva altro che *il Todeschino*. Detto Santo Carlo piglio ochasione e disse : « Padre santo, ognie di me solicita, che se facia *un colegio Suizzari*. » Sua Santità respose, che havevo ragione, e detto santo gli disse : « Per l'amor suo ne ho 4 scolaro Suizzari nel mio seminario [3]. »

Tornassemo a Milano e de lli a seij mesi vaco la badia de San Antonio a *Pavia* et la prevostura della trinità de *Novara* et un priorato a *Monza* [4].

die Schweiz kamen, bezahlte Borromeo, nur ist es nicht völlig klar, ob es sich dabei um die Spesen für die erste Inspektion von 1578, wobei der Kammerdiener des Heiligen wirklich beteiligt war, handle, oder um die Kosten der Reise von 1581, oder gar von beiden zusammen. Vgl. *Steffens-Reinhardt*, Nuntiaturberichte aus der Schweiz, Bd. I, 127. Über die Beichtvollmachten vgl. auch *Wymann*, Der hl. Karl Borromeo. Stans, 1903, S. 181, 183, 203–204, 207.

[1] Peter Emberger kam schon im Herbst 1574 ins Seminar nach Mailand, kehrte 1576 wegen der Pest nach Hause, ging dann 1578 neuerdings nach Italien zur Fortsetzung seiner Studien im Schweizerkolleg, wo er im Oktober 1583 nochmals eintraf, um den etwas irregulären frühern Abgang wieder gutzumachen. (*Wymann*, Karl Borromeo, S. 189.) 1589–1591 ist er Propst zu Luzern, 1607–1610 Propst zu Beromünster, resignierte daselbst den 13. Febr. 1610 und starb den 30. September 1611.

[2] Schall, 1607–1610 Propst zu Luzern, starb den 9. Juni 1610. Dieser Student befand sich im September 1578 wirklich bei Ambros Fornero und wartete dort auf die Erlaubnis zum Eintritt ins Seminar, wovon Borromeo wegen mangelhafter Vorbildung des Petenten vorläufig nichts wissen wollte. (*Wymann*, Karl Borromeo, S. 63, und *Liebenau*, « Monatrosen » 1884/85, S. 71.) — Was für zwei andere deutsche Studenten gleichzeitig in Mailand gewesen sein sollen, ist aus den vorhandenen Akten nicht ersichtlich. Vielleicht dachte Fornero an die früheren Schüler Balthasar Schindeli von Schwyz und Beat Philinger von Zug.

[3] Kraft eines Breve Pius V von 1566 hatte der Erzbischof von Mailand sechs Schweizerstudenten unentgeltlich in seine Seminarien aufzunehmen; im Jahre 1568 erhielt jedoch Borromeo das Recht, überhaupt einer gutscheinenden Anzahl von Schweizern und Bündnern in seinen Seminarien Unterkunft zu gewähren. Es mag nun sein, daß im Jahre 1575 nur vier Deutschschweizer sich in Mailand befanden und Fornero den einen oder andern bei der Aufnahme behilflich gewesen, aber im allgemeinen verdankten sie diese Vergünstigung ganz andern tiefern Beweggründen.

[4] Das Kolleg der Schweizer erhielt als erste Zuweisung die Propstei St. Philipp und Jakob zu Rivolta bei Monza, den 27. Sept. 1576; der Plan, diese Besitzung für ein solches Institut nutzbar zu machen, bestund schon im April

Subitto detto papa mando le bolle e comisione, che si cominciasse il *colegio*, come fu fatto. Detto santo mando monsignor Moneda et io a pigliar il posseso et detto santo scrisse alli illustrissimi signori, che mandassero ambasciatore a ringraciar Sua Santità, come fecero et detto santo me mando alli cantoni per far venir gli scolari, come Vostra Signoria vedera nel libreto epistolette (?) Botero del santo Carlo Borromeo, datto hora al signor Reynaldo, suo filio [1].

Fece poi tanto il detto santo Carlo, che monsignore illustrissimo cardinale ***Alto emps*** aplico la badia de ***Mirasole*** al colegio, e detto signor cardinale ordino, che fussero numero 12 ***Suizzari*** et numero 12 *Suevi* durante la sua vitta, e di poi morto che se mandassero via tutti li 12 Suizzari, come subitto fu fatto et che restasero 14 ***Suevi*** durante la vitta de tre vescovi de Costanza, e che loro le mandassero qui, come sempre anno fatto [2]. Quanto fu morto l'ultimo vescovo, subitto me ne andette de monsignore illustrissimo arcivescovo [Gaspare] Vesconte et li fece veder le bolle, et cosi hordino, che non se acettassero pui, che non havevano pui lochi in colegio e cosi se fece [3].

Dapoi venne illustrissimo signor cardinale [Federigo] Borromeo, arcivescovo de Milano. Il signor conte ***Gaspar Alto emps*** ne mando 4 scolare ***Suevi*** [4]. Jo lo sepe, andette de monsignore illustrissimo cardinale et li fece veder le bolle. Subitto le fece usir fuora del colegio, dove sua signoria illustrissima herra molto in colera meco.

Volio dir, che non ho manchato de tener la protecione delli meij illustrissimi signori, come faro sempre et come spero, che fara ***Ambrosio*** dapo la

gleichen Jahres. (*Steffens-Reinhardt*, Nuntiaturberichte I, 129.) Die Hauptstiftung erfolgte durch die Bulle vom 1. Juni 1579, durch Verleihung der Humiliatenpropstei Santo Spirito in Mailand. Es kam dann hinzu die Propstei Santa Croce (nicht Trinità) zu Novara am 15. Okt. 1579 und die Precettoria Sant Antonio zu Pavia, den 9. Dez. 1579. Fornero vermengt also die Ereignisse von 1576 mit denjenigen von 1579. Die Eröffnung des Kollegs fand Ende Oktober 1579 statt.

[1] Karls Sekretär veröffentlichte die lateinischen Briefe, die er im Auftrage seines Herrn entworfen. Das Büchlein erlebte verschiedene Auflagen.

[2] Kardinal Markus Sittikus von Hohenems schenkte dem Kolleg am 1. März 1582 seine Kommende Mirasole mit der Bedingung, daß er auf Lebenszeit 24 Schüler und seine zwei unmittelbaren Nachfolger je 14 Schüler nach Mailand senden könnten. Die Studenten mußten aus der Diözese Konstanz stammen, zwei aber sollten der Stadt Bregenz und vier dem Flecken Hohenems entnommen werden. Fornero redet irrtümlich von drei Konstanzer Bischöfen. Es waren deren nur zwei, nämlich Andreas von Österreich 1589–1600, und Johann Georg von Hallwil, 1600–1604. Fornero zählte offenbar den Kardinal von Hohenems auch mit.

[3] Fornero täuscht sich hier. Gaspare Visconti regierte als Erzbischof von Mailand 1585–1595. Zu seinen Lebzeiten war also das Recht der Konstanzer Bischöfe noch nicht erloschen. Es geschah dies erst 1604, also unter Kardinal Friedrich Borromeo.

[4] Kaspar von Hohenems war der Sohn des Jakob Hannibal von Hohenems und der Hortensia Borromeo, einer Stiefschwester des hl. Karl.

morte mia, il qual avera tutte le *bolle* et *scriture* et le *ragione*, che anno gli illustrissimi signori et ordinatio diverse del eccellentissimo consilio secrete et del senato eccellentissimo e delli ordini fatti delli dui magistrati per servicio delli mercanti et altri negotio.

Al tempo, quanto comincio *la lega* il signor Pompeo della Croce, che nalora herra ambasciatore al tempo del eccellentissimo duca de Terranova, non manchete de aguitar, acio che la reusise, et tutte le lettere detto signor ambasciatore me le mandava per darli a Sua Eccellenza [1] secondo che venevano, e Sua Eccellenza, per le fadiche, che fece, come ne fece fede detto signor *Pompeo*, me fece dar una *pensione*, acio che podesse meglio servir neij servicio de Sua Maestà et meij illustrissimi signori, e ne ho confirmacione de Sua Maestà per detto mio figliolo [2]. Perro l'è benne, che li signori me confirmeno ancora loro della sudetta pensione et del stupendio, che me danno ognie San Giovanni [3], acio che luij possa viver et servir gli illustrissimi signori, e crede Vostra Signoria, che quel che me danno gli illustrissimi signori scudi 8 l'anno per cantone, che le spende in *vino*, che la mia casa e aperta per tutti li Suizzari, et *dannari*, che do a tanti poveri soldati, che van e vengano. Non mancho de aguitarli, dove posso, che gli illustrissimi signori se informeno de quelli, che vengono Intalia, di quel che fo masimamente delli *mercanti*, che vengono con le lor vache et altre mercancie, che sempre gli è che far, ho con daciari, ho con donari, ho con conpradore, ho litighar con quelli, che non pagheno, e non se trovera, che per le fadiche me husasero una cortesia delle fadiche che facio.

Ho volsuto scriver quel che me son regordato. Vostra Signoria e prudente; la cavera il sugo di quel che ho scritto, in particular della *pensione* de meterla benne per haver la comfirmatione de lor signori. Ancora che l'abia de Sua Maestà, et cosi della mia provisione delli scudi 8 al manco mettesero scudi X per cantone [4]; perche quanto gli illustrissimi signori me

[1] Gemeint ist der Statthalter Karl von Arragon, Herzog von Terranova.

[2] Über das Bündnis der katholischen Orte mit Spanien, das 1587 zustande kam und 1588 im Dom zu Mailand beschworen wurde, sind alle Akten zusammengestellt im Archiv für schweizer. Reformationsgeschichte, Bd. I, 673. Fornero wurde bei diesem Anlaß von den eidgenössischen Boten der königlichen Majestät empfohlen.

[3] St. Johannestag im Juni, Zeit der Jahrrechnung zu Lugano.

[4] Es scheint, daß wenigstens die Freiburger ihrem Landsmann nicht 8, sondern 10 Scudi Jahrlohn auszahlen ließen. Beispielsweise heißt es in der Seckelmeisterrechnung von 1584 (Nr. 363, erste Hälfte), geführt von Martin Gottrouw: « Denne *Ambrosio Fornerod* zu Meiland 10 Sonnenkronen = LXII ℔, X ß. — Die nämlichen Herren zeigten sich auch gegen ihre Studenten nicht knickerig. In der zweiten Hälfte der Jahresrechnung von 1580 (Nr. 356, S. 43) heißt es unter den gemeinen Ausgaben: « Denne fürgesetzt dem jungen *Haberkhorn* und *Bugniet*, so man gan Meiland gesandt, 30 Sonnenkronen = 168 lib. X ß. » Ferner S. 83: « Denne dem jungen *Haberkhorn* und *Bugniet* verordneten studenten gan Meiland uf ir reiß XL lib. — Desgleichen meldet die zweite Hälfte der Rechnung von 1584 (Nr. 364): « Denne Herren Anthoni Krummenstoll umb syn ußgeben und 54 tag-

dettero gli scudi 8, fu per aver cura delli scolari del *colegio,* de farli acettar et esser il lor *protetor* ad ognie loro manchamento, come il santo Carlo comincio il colegio di Suizzari, ordino, che li illustrissimi signori tenessero uno qui a Milano per far recever li scolari e tener conto de loro ad ugnie cosa, che gli podesse intervenir, e gli illustrissimi signori alora me elessero loro per tal effetto, come sono nelle ordinationi del detto santo Carlo di tener qui un per loro.

E di poi s'è fatto la *lega* con Sua Maestà, che tiene numero 2 scolari per cantone, che certo iddio sa le fadiche e stenti, che fo, e non ho mai auto un soldo de pui che li sudetti scudi 8, che saria ragionevole che me cresessero sin alli scudi X, e per forza besogna, che li illustrissimi signori tengono uno per haver cura delli scolari regi et scolari del colegio, com'è la comisione del santo Carlo, perche se cascha, come l'è caschato molti desordine in colegio et delli altri scolari, che son stato in *pregione,* dove vol, che illustrissimo arcivescovo et Sua Eccellenza recore se non a quel, che fa per loro a nome delli signori, per medicar li erori, che fanno et proveder secondo il causo.

Di gratia torno pregar, che informe il signor soldetto del tutto a cosa per cosa per dar de intender alli altri cantoni, che le forza, che tenghino uno per facia per lor figlioli et per altri negocio che ochore.

Original, als Beilage zu einem Briefe abgefaßt, daher ohne Datum, entstund jedoch Ende 1610 oder anfangs 1611.

IV.

Molto illustre signore mio osservandissimo.

Il signor Antonio Rossi me scrive che debba scriver a Vostra Signoria gli cantoni che me ha mandato la patenta per Ambrosino [1]. Il cantone de *Vndervalden* et *Altorfo*, il signor colonello Berlingher [2] me ha promesso de mandarmela. Il cantone de *Lucerna*, Vostra Signoria sa, che l'è il capo et quel, che sempre me ha favoritto; spero che non manchera per l'avenir

löhn, als er uf enentpürgischer jarrechnung gewesen mit begriff 5 Pistoletkronen die er dem jungen *Haberkhorn* zu Meiland im Seminario gegeben = 621 *℔*. VII ß IIII d. » — Gemeine Ausgaben, S. 43: Denne dem *Haberkhorn* studioso zu Meiland über 5 Pistolet Kronen, so er von H. Anthoni Krummenstoll empfangen, 1 stüwr = LXXV lib.

[1] Ambrosino ist der Sohn Forneros, dem er die Nachfolge in der Agentschaft sichern wollte.

[2] Oberst Johann Konrad von Beroldingen, Landammann 1609 und 16[..] 1625 und 1626.

[3] Luzern gab die gewünschte Erklärung zu Gunsten des Sohnes am 1. Dezember 1611. Besiegeltes Original bei den Akten der Agentschaft.

come ne scrivo al signor cavagliere Bandera [Jakob] Sonoberg, che esso n'è parte informato, come anco Vostra Signoria, delli beneficio, che ho fatto per la patria, in particular del *colegio helvetico,* che io fu il primo, che messe inanti al papa Gregorio XIII 1575. Detto papa, Vostra Signoria sa, che l'era auditor del santo Carlo, quanto era vivo suo zio, papa Pio quarto, che stavamo tutta in una tavola, e il santo Carlo piglio ochasione de me che disse : « *Il Todeschino m'è dietro che se facia un colegio de Suizzari* », e cosi Sua Santità fece dar l'abadia de Santo Antonio de *Pavia* et a *Novara* alla Santa Trinità et a *Monza* [1], dove subitto se principio, e detto santo Carlo per bene merito comando, che me fuse datto ognie anno gli pendicio, che importerano da scudi 25. Volio dir, che santo Carlo non averebbe ordinato, che me fusse datto tali pendici, se non avese aguitato. E se non fuse statto io, sarebbe la mità todeschi dentro; è de pocho, che il signor conte *Gaspar de Emps* et il conte *Marco Siticus*, conte de Galerato [2], ne mandorno 4 et subitto illustrissimo *cardinale Federico* [Borromeo], hora arcivescovo, le fece acettar, et furono messo dentro. Io subitto le fece usir e dise a detto illustrissimo cardinale, che non lo podeva far de consienza e li fece veder il fondamento del colegio, talche dette hordine che usesero, come fecero; e detto illustrissimo cardinale stete un pezzo in colera meco.

Et ognie di ci è de far per li *mercanti* delle bestie con li daciari et dove vanno a *Roma*. E quel che me danno li signori, scudi 8 per cantone, crede Vostra Signoria, che le do a poveri Suizzari, che passeno per Milano, che godo poco. Volio dir, che merito qualche remuneracione de 40 scudi. Ho sempre aguitato la patria; spero, che li signori non me abandonerano di quel, che domando. Ho tutte le scriture hautentighe delli magistrati et senato, che son per servitio delli Suizzari et per li vasali. Le bolle, che pertocheno al colegio, che Vostra Signoria le a tenuti dui anni, acio che se tengono nelli archivio, che le fece venir de Roma, che spese scudi 11 per averli tutti, e maij ho hauto un soldo et molte altre scritture fatto cavar per beneficio della patria.

Io ho volsuto scriver in parte delli servicio, che ho fatto per la patria, acio che ne possa parlar alle ochasione, e Vostra Signoria vede nelli epistoli del *Butiero* [3] del santo Carlo, che vederano le lettere credentiale del santo Carlo, quanto me mandava per li cantoni et alle diette, che Vostra Signoria se ne po regordar.

Havemo *Sua Eccellenza* [4] iddio gratia gran melioramento, che certo pensavamo, che volese morir.

[1] Fornero verkehrt auch hier die Reihenfolge vollständig. Siehe die bezügliche Anmerkung im dritten Aktenstück.

[2] Kaspar und Markus Sittikus von Hohenems waren Söhne des Jakob Hannibal und der Gräfin Hortensia Borromeo. Ihr Vater hatte 1578 vom spanischen König die Grafschaft Gallerate erhalten.

[3] *Giovanni Boteros* gedruckte Sammlung von Briefen, welche der Herausgeber im Auftrage des hl. Karl geschrieben.

[4] Don Johann de Mendoza, Statthalter von 1610-1614.

Se fara l'esequie della *regina*, e ne mando copia, come la morse; certo gran perditta a fatto Milano.

Con l'ocasione del servitore del signor colonello *Amrijn* mando a Vostra Signoria numero 6 scatole de gratonade et digielo, che le goda per l'amor mio. Se li messi andassero, manderebbe qualche cosa; la pesta n'è causa.

E con questo gli bascio le mane, N. S. la conserva.

De Milano il di XII 9bre 1611.

D. Vostra Signoria molto illustre

servitore affettionato

Il Todeschino.

Adresse : Al molto illustre signore mio osservandissimo, il signore cavagliere Cysato, Stattscribar de Lucerna. (Original ehemals von außen besiegelt.)



L'évêque de Lausanne comte de Vaud

par Maxime REYMOND

(Suite.)

V. Quels étaient les droits du comte ?

Lorsqu'on dit que le roi Rodolphe donna le comté de Vaud à l'évêque de Lausanne, on a l'impression qu'il y eut cession d'un territoire déterminé où le prélat exerça, dès lors, tous les droits seigneuriaux. Il s'en faut de beaucoup qu'il en ait été ainsi en réalité.

Au début du XIme siècle, le comte n'est sans doute plus le fonctionnaire royal de la période mérovingienne ou carolingienne. Mais, chez nous, il n'est pas encore devenu un véritable seigneur féodal et dans le pays de Vaud moins qu'ailleurs. Il faut, en effet, se souvenir que le roi Rodolphe III n'a guère quitté le bassin du Léman, et que toute réduite qu'elle fût, son autorité a dû se maintenir plus grande dans notre contrée qu'elle ne l'était aux extrémités de son royaume. Et c'est à cela surtout qu'il faut attribuer le fait que le comté de Vaud n'est pas devenu la propriété d'une famille.

On doit en tirer deux autres conclusions. La première, c'est que, par suite du voisinage immédiat du roi, le comte de Vaud eut très probablement des droits plus limités qu'un comte plus éloigné. La seconde, c'est que les grands seigneurs de l'entourage du souverain, qui avaient leurs propriétés dans ce pays, tenaient à ne dépendre que du roi, et ne relevaient pas du comte, lequel en fait devait être leur égal. Eux aussi, au même titre que l'évêque, durent jouir du privilège de l'immunité.

Les sires de Grandson, de Mont, d'Estavayer, de Montagny, de Blonay, de Fruence, de Cossonay, ou plutôt les seigneurs qui furent la souche de ces différentes maisons, de même que les comtes de Gruyère, se trouvaient dans cette situation. On ne voit pas que les uns et les autres aient été, pour leurs seigneuries principales, les vassaux de l'évêque. C'est que, ayant été exempts vis-à-vis du comte, leur situation juridique ne changeait pas par le fait que le prélat était devenu comte.

D'autre part, l'autorité du comte ne s'élevait pas sur les biens

particuliers de l'évêque, pas plus que sur ceux des monastères de Saint-Maurice, de Romainmôtier et de Payerne. L'archevêque de Besançon possédait dans la région de Lavaux des biens importants qui devaient de même être exempts, comme aussi ceux de l'évêque de Sion à Montreux, à Ouchy et dans le Vully.

L'autorité du comte ne pouvait donc s'exercer que sur les domaines seigneuriaux de moindre envergure, sur les villes et les bourgs qui ne relevaient que du roi, et encore faut-il observer que les domaines royaux proprement dits étaient aussi en dehors de ses attributions.

Ces attributions étaient tout d'abord d'ordre judiciaire. Le comte présidait le *mallum*, rendait la justice, et en conséquence il recevait les *freda* ou amendes. Elles étaient d'ordre administratif : le comte avait la police des routes et des marchés, et par compensation, il percevait le produit des douanes, tonlieux ou forages, ainsi que les lods et les vendes. En qualité de représentant du fisc, il encaissait non seulement les cens et les tailles, mais aussi les amendes. De tout cela, le comte devait rendre au roi une portion qui était en théorie des deux tiers, mais qui peut-être était singulièrement amoindrie dans la réalité.

Enfin, le comte possédait, comme tel, des domaines particuliers, détachés de ceux de la couronne. Mais, dans le comté de Vaud, à part une terre à Mornex[1], aucun document ne nous permet de les indiquer, ne fût-ce que d'une manière approximative, et ils ne paraissent pas d'ailleurs, comme nous le verrons plus loin, avoir été considérables.

Voilà donc en substance sur quoi portaient les droits du comte de Vaud et quelles en étaient les limites. Nous sommes assez loin par là du sens que le mot comte avait à la fin du moyen âge. Le comte de Savoie au XIVme siècle était un personnage autrement puissant dans le pays de Vaud que l'évêque de Lausanne au onzième.

VI. Les effets de la donation de Rodolphe III.

Nous avons réduit en des limites plus étroites l'importance de la donation du comté de Vaud. Il ne faut pas en conclure pourtant que celle-ci ait été sans conséquences pratiques.

Elle eut un premier effet sur les formules. En 1013, un seigneur

[1] Le roi Rodolphe Ier donne en 9[illegible]1 au prêtre Aymon, deux manses qui sont *de comitatu Valdense* et sont au surplus de la propriété du souverain.

Sigismond, vassal des chefs de la maison de Grandson, donna au monastère de Romainmôtier la *villa Belmedense,* située *in comitatu Waldense et in episcopatu Lausonense* [1]. *Episcopatus* ne s'entend pas ici des limites spirituelles de l'évêché, mais des biens de l'évêque, ainsi qu'on peut le voir par d'autres documents. Cette expression se retrouve dans un acte postérieur.

Il n'est pas impossible que la donation du comté de Vaud, ou l'emploi que l'évêque fit de ses nouveaux droits, ait soulevé une opposition des intéressés. L'évêque Henri, qui en avait bénéficié, fut assassiné huit ans après, le 18 août 1019. Il fut, dit la Chronique du Cartulaire de Lausanne, martyr de la foi [2]. Les inscriptions tumulaires que reproduit le même document disent qu'il avait pris parti pour les justes contre les parjures, et que des ennemis l'ayant chassé hors de la ville, le poursuivirent, le capturèrent et finalement le firent mourir. On peut conjecturer qu'il s'agit de grands qui ont voulu punir l'évêque d'avoir été à la fois le fidèle de Rodolphe III, son cousin, et le bénéficiaire de la générosité royale. Nous aurions là un indice que les *primats* du royaume accordaient quelque valeur à la faveur dont jouissait le prélat.

Parmi les territoires où l'autorité du comte de Vaud avait dû être respectée jusqu'au dernier moment, il faut mettre au premier rang les villes. Les villes, parce que, formées avant tout de commerçants et de gens qui avaient quitté leur *familia,* elles ressortaient tout naturellement de la justice du roi ; les villes, parce que leur importance stratégique obligeait le souverain à veiller davantage sur elles ; les villes, enfin, parce que, par le fait même de l'agglomération des habitants, elles offraient une résistance plus forte aux entreprises d'un seigneur voisin.

Or, si nous examinons les textes, nous voyons qu'à l'exception de deux, les villes du pays de Vaud tombèrent toutes sous la juridiction de l'évêque. Les villes, c'étaient alors Lausanne, Vevey, Moudon, Avenches, Payerne, Yverdon, Orbe. Echallens n'apparaît qu'à une époque postérieure ; Morges n'existe pas ; Cully est aux mains de l'archevêque de Besançon, Montreux dans celles de l'évêque de Sion ; quant à Lutry, nous aurons l'occasion d'en parler plus tard ; Cossonay et La Sarraz sont très probablement à l'origine des dépendances insignifiantes des châteaux seigneuriaux de ces noms.

[1] CHARRIÈRE, *Dynastes de Grandson,* 92. Rappelons que Belmont, près d'Yverdon, était une propriété des Grandson.

[2] *Cart. laus.* 35-37.

Examinons maintenant la situation des sept principales villes du pays de Vaud. Pour Lausanne, nous avons vu que l'évêque était maître de la cité dès avant 896, qu'il le devint, à cette date, du marché. Nous pensons que le bourg de Saint-Pierre devint la propriété de l'évêque par le fait même de la donation du comté.

Pour Vevey, nous voyons qu'en 1011, le roi y réside. C'est même là qu'il fait donation du comté. En apparence, le comte n'avait pas d'autorité dans cette ville, puisque le 15 février 1018 [1], du consentement de prélats et de seigneurs parmi lesquels l'évêque Henri, le roi donne à l'abbaye de Saint-Maurice le plaid avec toute les redevances en cens des habitants de Vevey. Mais il est manifeste qu'à la fin du siècle l'évêque de Lausanne possédait Vevey, puisqu'il en fit don à Vaucher de Blonay [2]; nous voyons, d'autre part, que l'avoué de l'évêque, le comte de Genevois, fonctionnait aussi à Vevey, avec la même qualité [3], et c'est de l'évêque que les comtes de Savoie tinrent le quartier du Vieux-Mazel.

M. de Montet [4] suppose que Vevey est restée terre impériale jusqu'au moment où Rodolphe de Rheinfelden s'établit dans notre pays, et que ce dernier ayant été privé de ses biens, Vevey se trouva comprise dans la seigneurie de Corsier que l'empereur donna à l'évêque Burcard. Il nous paraît assez difficile d'admettre qu'une localité aussi importante que Vevey ait pu être comprise dans la *curie* de Corsier [5], et d'autre part cela n'expliquerait pas la concession faite à l'abbé de Saint-Maurice.

Nous croyons qu'il faut chercher la vérité ailleurs. Quand, par le même acte, le roi donne Lutry à l'abbaye de Saint-Maurice, il ne lui cède certainement pas cette localité entière, puisque l'empereur qui lui succéda y conserva un château, et qu'un seigneur du nom d'Anselme y avait des biens importants dont il gratifia le monastère de Savigny.

En réalité, si nous comparons le diplôme de 1018 avec les documents antérieurs concernant l'abbaye de Saint-Maurice, nous voyons qu'il s'agit plutôt d'une confirmation de biens que d'une donation nou-

[1] *Mem. Frib.*, IV, 357. La date du 5 février 1017 indiquée dans la suscription est erronnée.

[2] *Cart. laus.*, 41.

[3] M. D. G., VII, 301. Ed. Secretan, *l'Avouerie impériale dans les trois évêchés romans*, 47.

[4] De Montet, *Documents relatifs à l'histoire de Vevey*, 8.

[5] Les textes du moyen âge mentionnent un lieu dit *En Cort*, à Vevey même, près de l'église Saint-Martin et du marteray. C'était peut-être la demeure royale, c'est en tout cas un indice qu'il n'est pas possible de confondre la *curte* de Vevey avec celle de Corsier.

velle ; que ce que le roi assure au monastère d'Agaune c'est la propriété des droits de plaid et les cens dus par les tenanciers de ses domaines de Vevey, et que l'évêque de Lausanne devenu comte aurait pu contester.

Pour Moudon, la plus ancienne mention de cette ville au moyen âge indique clairement que l'évêque y était souverain. Au milieu du XIIme siècle, l'évêque saint Amédée raconte comment il a dû s'enfuir du château de Moudon, assailli et frappé par le comte de Genevois oublieux de l'hommage qu'il avait prêté au prélat son suzerain [1]. Cinquante ans plus tard, à la suite d'une manœuvre impériale, Moudon tombera entre les mains du comte Thomas de Savoie. Mais celui-ci, et tous ses successeurs jusqu'à la fin du XVme siècle, reconnaîtront tenir cette ville en fief de l'évêque de Lausanne, « comme la tenait le comte de Genevois », dit encore le duc Charles en 1498.

Payerne était dès la fin du Xme siècle, la propriété d'un monastère bénédictin qui jouissait de l'immunité, et le comte de Vaud ne devait, en 1011, y exercer aucune juridiction.

Le premier document relatif à Avenches ne date que de 1054 : il signale la présence dans cette ville de l'évêque Burcard qui y construisit le mur d'enceinte. Mais nous croyons qu'Avenches appartenait à la mense épiscopale, déjà avant 1011.

Par contre, Yverdon a probablement été placé sous la juridiction de l'évêque par la donation de l'an 1011. Ce n'est que par le traité du 27 avril 1253, qui mettait le sire de Faucigny en possession de la moitié du temporel de l'évêché de Lausanne, que ce seigneur et après lui son gendre Pierre de Savoie devinrent les maîtres d'Yverdon, de Suchy, de Corcelles et de Bavois [2]. Pierre de Savoie reconnut d'ailleurs implicitement les droits de l'évêque. C'est à sa demande que celui-ci accorda à la ville d'Yverdon, le 27 mai 1260, le marché du jeudi ; en septembre 1264, une foire annuelle [3]. Le prélat agissait dans l'exercice de ses droits comtaux, comme il l'avait fait en 1220 pour le marché de Belmont que le seigneur Jordan tenait en fief de lui [4]. Quant aux droits du sire de Montfaucon, à Yverdon, — et que ce dernier céda à son tour à Pierre de Savoie — ils n'excluent en aucune manière ceux de l'évêque.

Reste Orbe. Il paraît certain que l'évêque de Lausanne n'y exerça jamais de juridiction temporelle, quoiqu'il eût des d oits dans

[1] Gremaud, *Homélies de saint Amédée*, p. 81.
[2] De Gingins, *Les sires de Montfaucon*, M. D. R., XIV, 45-46.
[3] Wurstemberger, *Peter von Savoie*, Nos 541, 658.
[4] *Cart. laus.*, 473.

plusieurs villages environnants : Corcelles, Suchy, Bavois [1], Chavornay. Mais il faut se souvenir qu'Orbe était le château royal par excellence, et que par le fait même il relevait du fisc royal et non pas du fisc comtal. L'évêque de Lausanne ne pouvait pas avoir à Orbe plus de droits que le comte son prédécesseur, et nous rappelons que le plaid qui se tint dans cette ville en l'an 1001 ne le fut pas au nom du comte, mais au nom du marquis Adalbert, un fonctionnaire supérieur. A la mort du roi, en 1032, le château d'Orbe tomba entre les mains de ses héritiers personnels, c'est-à-dire de l'empereur, et rien ne nous empêche d'admettre avec M. de Gingins que ce soit Henri IV qui l'ait cédé au comte Renaud de Bourgogne d'où il passa aux Montfaucon [2].

Nous voyons ainsi qu'à l'exception de Payerne et d'Orbe — et ces exceptions se justifient — toutes les villes vaudoises sont aux mains de l'évêque de Lausanne au fur et à mesure que les documents les citent. Quant à la situation des comtes de Genevois, M. Ed. Secretan a trop clairement établi contre M. Hisely qu'ils étaient avoués du comte-évêque et non pas eux-mêmes comtes de Vaud, pour qu'il y ait lieu d'insister sur ce point [3]. Notons seulement qu'en 1124, le couvent de Romainmôtier ayant eu un conflit avec le sire de Grandson, c'est dans la cour de l'évêque de Lausanne agissant sûrement en qualité de comte qu'il fut tranché [4], et que le pape Innocent II ordonnant à l'évêque Gui de Merlen de ne pas laisser reconstruire le château des Clées, suppose bien par le fait qu'il a juridiction sur les territoires au pied du Jura, nonobstant le voisinage d'Orbe [5].

Possédons-nous d'autres indices de l'autorité que l'évêque exerça en qualité de comte de Vaud ? Avant de répondre à cette question, il faut se souvenir qu'au cours du moyen âge l'évêque se vit, à chaque génération, arracher ses biens et ses droits morceau par morceau. Le détail de l'histoire, nous ne le connaissons un peu que depuis le milieu du XIII[me] siècle, c'est-à-dire depuis le moment où l'évêque Jean de

[1] Nous ne partageons pas l'avis de M. de Gingins (*Orbe*, 37), d'après lequel ces terres dépendaient primitivement d'Orbe. M. de Gingins lui-même constate que les sires de Faucigny les tenaient en 1260 de l'évêque (*Sires de Montfaucon*, 46) et elles passèrent ensuite dans les mains des sires de Thoire et Villard qui les reconnurent en faveur de l'évêque.

[2] De Gingins, *Histoire de la ville d'Orbe*, 29.

[3] Ed. Secretan, *L'avouerie impériale dans les trois évêchés romans*, dans les *Archiv. für Schweizerische Geschichte*, 1868, p. 42 et suiv.

[4] *Cart. Romainmôtier*, 439.

[5] *Cart. laus.*, 42.

Cossonay se vit habilement dépouillé par Pierre de Savoie. Des deux siècles et demi qui séparent la donation de 1011 du néfaste traité de 1253 et de celui de 1260, nous ne savons que très peu de chose. Mais lorsque nous voyons des évêques tels que Burcard d'Oltingen et Lambert de Grandson aliéner les biens de l'Eglise en faveur de leurs parents, lorsque nous constatons l'attitude hostile du comte de Genevois, malgré sa qualité d'avoué de l'Eglise, nous devons bien penser que le domaine épiscopal dut subir de rudes assauts de la part des seigneurs voisins qui avaient moins de raisons encore que le comte de Genevois de se montrer réservés.

Néanmoins, malgré toutes les lacunes, nous avons quelques indications significatives.

On a vu [1] qu'au Xme siècle, le pays entre l'Aubonne et la Venoge formait une section bien déterminée du comté de Vaud. Or, le projet de traité rédigé vers 1300 [2] entre le baron de Vaud, Louis de Savoie, et l'évêque de Lausanne porte que tout ce que Louis pourra acquérir entre la Venoge et l'Aubonne est du fief de l'évêque et de l'Eglise de Lausanne. C'est même pour ce motif que l'évêque prétendait à la suzeraineté sur la ville de Morges créée quelques années auparavant.

L'évêque était aussi reconnu comme le suzerain de la région entre la Broye et la Glâne. En 1231, Wilhelm, seigneur d'Estavayer, tient de lui le marché d'Estavayer [3]. En 1244, Pierre de Savoie acquiert de l'évêque, sous réserve d'hommage, tous les droits de l'Eglise de Lausanne sur Romont et son marché et sur le territoire situé entre les deux Glânes [4]. En 1262, le seigneur de Font tient en arrière-fief de l'évêque de grands biens entre la Broye et la Glâne [5]. En 1276, le seigneur de Montagny reconnaît tenir aussi de lui en fief, le péage de Montagny, la grande route (étraz) de la rivière Chandon au Longmont, ainsi que le cours de la Broye du lac de Morat au gué des Allemands [6]. Ces concessions de marché et de péage, de route et de cours d'eau ne peuvent émaner que du souverain, et ce n'est qu'en vertu de la donation de 1011 que l'évêque pouvait agir.

Dans le Gros de Vaud aussi, l'autorité de l'évêque prédomine.

[1] Voir plus haut, p. 17.
[2] M. D. R., VII, 77.
[3] *Cart. Laus.*, 566.
[4] M. D. R., VII, 42.
[5] A. C. V. *Reg. fiefs nobles*, fol. 24.
[6] *Id.*, 39. Cet hommage fut repris plus tard par le comte de Savoie.

Un acte de 908 parle de la forêt royale de Dommartin [1]. Plus tard, le *territoire* de Donmartin, qui embrasse le village de ce nom, Bottens et le lieu où s'éleva le monastère de Montheron [2], appartiendra tout entier à l'Eglise. Le seigneur de Bottens lui prête hommage. Dommartin est la propriété particulière du Chapitre. C'est l'évêque qui fonde le couvent de Tela. Et l'un des principaux nobles de la région, le seigneur de Goumoëns, tenait de l'évêque l'avouerie de Montheron et la foresterie du Jorat, c'est-à-dire de la forêt même de Dommartin [3]. C'est enfin l'évêque qui donne à l'abbaye de Montbenoît les églises de Goumoëns, d'Echallens, d'Oulens, de Penthéréaz et de Villars-le-Terroir, donation qui permit aux sires de Montfaucon, avoués de ce monastère, d'étendre leur domination sur cette contrée qui semble détachée du *fisc* de Dommartin.

Nous ne sommes pas en présence, nous le reconnaissons, de preuves décisives, mais il y a là un ensemble d'indices qui nous paraissent constituer de fortes présomptions.

Au XIVme siècle, l'évêque de Lausanne comptait parmi ses vasseaux les comtes de Savoie, de Genevois, de Neuchâtel, de Gruyère et de Kibourg, les seigneurs d'Orbe, d'Aubonne, de Cossonay, de Montagny, de Vufflens, de Blonay, le sire de Faucigny et bien d'autres encore. Pour plusieurs d'entre eux, nous connaissons l'origine de cette vassalité, et elle n'a rien à faire avec la donation de 1011. Mais pour les comtes de Genevois et de Neuchâtel [4], pour le sire de Faucigny, les actes d'hommage que nous possédons sont généraux et ne font pas le dénombrement des fiefs. Quels sont ceux-ci, quelle est leur origine ? Il serait utile de le savoir.

VII. La donation de Henri IV.

Mais voici une grosse difficulté. Le seul inventaire des biens de l'évêque que nous possédons date de 1394. Le prélat n'a plus à cette époque que des vestiges de son autorité passée. Il possède les péages d'Ouchy, de Pully et de Crissier — les trois portes d'entrée de la ville

[1] *Cart. laus.*, 169.
[2] Reymond, les *Dignitaires de l'Eglise de Lausanne*, 172.
[3] M. D. R. VII, 85. *Reg. fiefs nobles*, 14.
[4] Le comte de Neuchâtel reconnaissait tenir de l'évêque la dime des blés, du vin et des novales dans toute l'étendue du comté. Ce n'est probablement pas comme seigneur temporel, mais comme chef spirituel, que le prélat a pu faire cette aliénation.

épiscopale — les vendes à Lausanne, le ruage à Lavaux ; il ne reçoit plus qu'à Lucens, à Avenches, à Chavornay et à Estavayer le droit de plaid. Le gros des cens, tailles et usages à son profit, se perçoit à Lausanne, dans La Vaux de Lutry, entre Saint-Saphorin et Chexbres, à Avenches, autour de Lucens, ainsi qu'à Bulle et à La Roche [1]. On ne voit plus bien là ce qui peut ressortir de la donation du comté de Vaud, après quatre siècles d'usure.

Cependant, on peut remarquer que, d'une manière générale, ces biens se répartissent en deux groupes distincts : d'une part Lausanne, Avenches, Bulle et Curtilles ou Lucens, d'autre part les biens de La Vaux de Lutry et de la région de Vevey. Ce groupement est assez significatif, et l'on observera qu'il est expliqué par deux actes très connus, les franchises de saint Amédée pour le premier groupe, la donation de l'empereur Henri IV pour La Vaux de Lutry.

Cette vallée de Lutry a des origines obscures. En 997, le roi Rodolphe III donne à un certain Anselme — différent du chancelier mentionné dans l'acte, probablement le même que *l'Anselme Lustrensis* [2] d'un autre acte contemporain — divers biens à Lutry, qui sont probablement les mêmes que ceux que ce seigneur donna en 1025 à l'abbaye de Savigny en Lyonnais, pour la fondation, par celle-ci, du prieuré de Saint-Martin de Lutry.

Nous trouvons d'autre part que l'abbaye de Saint-Maurice avait des biens à Lutry. *Lustriacum* est mentionné dans la prétendue donation du roi Sigismond, en 516, acte dont la rédaction actuelle doit être du Xme siècle [3]. Il l'est encore avec Aran (*Eramus* [4]) dans un diplôme du roi Rodolphe antérieur à l'an 1000 et concernant le monastère d'Agaune. Enfin, en 1018, Lutry est compris dans la donation ou confirmation générale des biens de l'abbaye par Rodolphe III.

Mais ni l'abbaye de Savigny, ni celle de Saint-Maurice n'avaient autorité prédominante dans cette localité. D'après un acte de 1053 dont nous n'avons malheureusement que l'analyse, l'archevêque Hugues de Besançon qui possédait lui aussi des biens considérables dans la région (à Cully et à Riez) avait aidé l'empereur Henri III à recouvrer le château de Lutry. Reconnaissant, le souverain exempta les chanoines

[1] A. C. V., *Registre spécial.*
[2] M. D R. XXIX., 57. *Hist. Patr. Mon.*, Chart. II, 66.
[3] *Mém. Frib.*, IV, 342.
[4] *Hist. Patr. Mon.*, Chart. II, 70.

de Besançon et leurs fermiers de toutes redevances en faveur de ses officiers de Lutry [1].

Il résulte de ces documents que l'empereur avait hérité du dernier roi de Bourgogne un domaine important dont le château de Lutry était le centre. Il faut peut être placer cet édifice au Châtelard, mamelon au dessus de Lutry. Quant au domaine, à la mort de l'empereur Henri III, il passa tout naturellement aux mains de Rodolphe de Rheinfelden, recteur de Bourgogne pendant la minorité de Henri IV. Celui-ci le reprit en 1077 lorsqu'il se fut brouillé avec le duc devenu son compétiteur, et il le donna deux ans plus tard à son fidèle vassal, l'évêque de Lausanne, Burcard d'Oltingen.

L'acte original de la donation de 1079 nous manque [2]. Mais nous en avons deux versions du XIIIme siècle : l'analyse que le prévôt Conon d'Estavayer en fit en 1228 dans le *Cartulaire du Chapitre*, et la copie qui fut insérée dans le *Cartulaire de l'Evêché* aujourd'hui disparu, et dont l'un des deux feuillets conservés reproduit précisément cet acte [3]. Au XVme et au XVIme siècles, la copie du *Cartulaire de l'Evêché*, évidemment fautive quant à la date [4], fut elle-même

[1] *Arch. Besançon*, série G, 531, t. I, *Arch. ecc.*, p. 280, 281.

[2] Il faisait encore partie des documents remis en 1561 par Alexandre de Montvuagnard, neveu de Sébastien de Montfalcon, à l'évêque de Lausanne, Claude-Louis d'Alardet, à Chambéry. Il porte le numéro 161 dans l'inventaire Montvuagnard. On y indique que le sceau est perdu.

[3] Ces feuillets de parchemin mesurent 34 centimères sur 22 ½. Ils proviennent de la collection Dumont, qui, d'après ses notes, les avait reçus en 186[illegible] de M. Poncer, alors chargé d'un inventaire complémentaire des archives de la ville de Lausanne.

L'un des feuillets, paginé IX, comprend : 1° la fin d'un acte de 1204, qui était une composition ou un arbitrage de l'évêque de Lausanne : 2° la vente par le seigneur de Neuchâtel à l'évêque du droit de battre la monnaie à Neuchâtel du 19 octobre 1224 ; 3° l'acte de donation faite par Anna, comtesse de Laupen de tous ses biens à l'évêque de Lausanne, du jour de la Saint-Etienne 124[illegible] 4° le commencement d'un accord entre l'évêque *élu*, Jean de Cossonay, et le mayor de Lausanne au sujet du forage.

Le second feuillet est celui dont nous venons de parler : le chiffre de la pagination est effacé. Il comprend deux pièces : 1° la concession du roi Henri ; 2° la confirmation de cette donation par le roi Conrad en 1145.

Les suscriptions des dates sont à l'encre rouge.

D'après leur caractère, ces feuillets, et par là le *Cartulaire de l'Evêché*, ont dû être écrits sous l'épiscopat de Jean de Cossonay (1240-1273). Nous leur assignons approximativement la date de 1250.

[4] 1070 au lieu de 1079. L'inventaire Montvuagnard a cependant lu aussi sur l'original la date 1070 et les noms : « Murat, Lutry, Carbarasse, Corise, Cubisacaz »

reproduite par plusieurs notaires. L'une de ces dernières copies a été publiée dans le t. VII des *Mémoires et documents de la Société d'histoire de la Suisse romande.*

Par ce document, l'empereur donne à l'évêque diverses localités déterminées et généralement tout ce que le duc possédait entre la *Sanona*, soit la Sarine, et le Mont-Joux, et le pont de Genève sur l'Aubonne, et entre le Jura et les Alpes, c'est-à-dire dans le comté de Vaud.

Ces indications générales ne doivent pas nous arrêter. Evidemment, la donation a pour but d'assurer à l'évêque la propriété des localités que les diverses copies désignent comme suit :

1228	**1250**	**XVme siècle**	**XVIme siècle**
Muratum	Muratum	Muratum	Muratum
Lustriacum	Lustriacum	Lustriacum	Lustriacum
Carbarissam	Carbarissam	Carrbarissam	Carbarissam
Corsie	Corise	Corisse	Corise
Cubizasca	Cubizaca	Cubizaca	Cubizacha
Luchi	Leuco	Leuco	Leucho
Nares	Natres	Natres	Natres

Cette donation fut confirmée en 1145 par l'empereur Conrad dans les mêmes termes [1]. Elle le fut aussi par divers papes : Innocent II, en 1138 ; Eugène III, en 1146 ; Alexandre III, en 1178 [2] et enfin Urbain VI, en 1382 [3]. Les pontifes emploient des expressions différentes qu'il faut retenir :

1138	**1146**	**1178**	**1382**
—	Cubizacha	Cubizacha	Cubizacha
Lustriaco	Lustriaco	Lustriaco	Lustriaco
Chebres	Chebres	Chebres	Cheybres
Poliaco	Poliaco	Poliaco [4]	Pulliaco
Corziaco	Corziaco	Corsiaco	Corsiaco

Chexbres, Pully, Corsier sont qualifiés de *potestates*, Lutry de vallée, Cubizaca est sans indication.

[1] M. D. R., VII, 13.
[2] Gremaud, *Homélies de saint Amédée*, 56, 59, 72.
[3] A. C. V., *Reg. cop. laus.*, N° 3.
[4] Gremaud a ici *Culiaco*. C'est une faute de lecture. Le manuscrit Richard dont il s'est servi porte nettement *Poliaco*.

La comparaison de cette double série de textes amène aux conclusions que voici :

Des sept noms mentionnés dans l'acte de 1079, deux peuvent être identifiés avec certitude :

Lutry, Lustriacum.

Chexbres, Carbarissam.

Le nom de *Corsier, Corsie* est également certain, mais il peut s'entendre aussi bien de Corsy-sur-Lutry que de Corsier-sur-Vevey. Nous croyons même qu'il s'agissait primitivement du premier. Mais dans la suite, comme Corsier-sur-Vevey était aussi propriété de l'évêque et que son importance était plus grande, on crut que la donation de 1079 visait cette localité.

Muratum a été traduit par Morat. Mais on n'a pas prouvé que l'évêque ait jamais possédé cette ville, et son importance était telle que, si en 1145 c'était bien de Morat que l'empereur avait voulu parler, nous trouverions sans doute à cette époque et plus tard mention de l'autorité épiscopale. *Muratum* manque au surplus dans les documents pontificaux : c'est qu'il doit être compris dans une des désignations génériques qu'ils donnent. Il est en effet probablement dans La Vaux. C'est *Muratel,* dont le Chapitre possède en 1182 [1] l'église, qui a cessé d'exister au moment de l'élaboration du pouillé de 1228. *Muratel* est dans la paroisse de Villette en 1274 [2] ; le Chapitre de Saint-Jean à Besançon y avait une terre et vigne avant 1247 [2].

On a déjà démontré que *Luchi* ou *Leuco* et *Nares* ou *Natres* ne pouvaient être Louèche et Naters, puisqu'en cette même année 1079 l'empereur Henri faisait passer ces villages de la propriété de l'abbaye de Saint-Maurice à celle de l'évêque de Sion [3], et qu'ils sont au surplus en dehors du comté de Vaud. Nous croyons qu'il ne s'agit pas davantage de Lugnorre. Conon d'Estavayer a reproduit de l'ancien cartulaire du XIme siècle un acte établissant que Lugnorre faisait déjà partie de la mense épiscopale au temps de l'évêque Boson et l'ortographe indiquée est *Lausnoro* [4]. Il nous est difficile de retrouver ce nom dans les deux termes *Leuco* et *Nares.* D'autre part, dans les bulles pontificales, ces derniers noms sont remplacés par la *potestas de Poliaco*

[1] M. D. R., VII, 28.

[2] A. C. V. *Rép. Saint-Maire*, 80, 113. Au droit du Muratel, qui est au bord du lac, on a découvert une station lacustre.

[3] M. D. R., XVIII, *Chartes sédunoises*, 347.

[4] *Cart. laus.*, 622.

la seigneurie de Pully, qui appartenait effectivement à l'évêque, nonobstant les droits antérieurs des couvents de Saint-Maurice et de Payerne. *Leuco* pourrait être simplement un *Poliaco* altéré par les scribes de la chancellerie impériale. Quant à *Nares*, le déplacement d'une consonne donne *Arans*, sur Lutry, mais nous n'insistons pas.

Cubizaca se trouve dans tous les documents, sauf un. Dans son *Essai de toponymie* [1], M. Stadelmann traduit par Cugy. Mais on dit *Cuzzie* en 968 [2], *Cuzei* en 1142 [3], à l'époque même des premières confirmations impériale et papales. Nous ne croyons donc pas pouvoir rattacher *Cubizaca* à Cugy [4]. Verdeil proposait Cully, mais cette localité appartenait à l'archevêque de Besançon et s'appelait *Cusliacum* en 967 et 1053 [5], et l'origine du nom, *Cocliacum* [6] empêche tout rapprochement avec *Cubizaca*. Cette dernière localité est en définitive la seule que nous ne puissions pas même essayer d'identifier.

Si ce qui précède est fondé, la donation de 1079 devrait aussi bien que celle de 1011 être ramenée à de plus modestes proportions. Les biens que l'empereur aurait remis à l'évêque Burcard seraient simplement le domaine royal de Lutry avec les dépendances de Pully, de Chexbres et de Corsier. C'est moins sans doute qu'on n'admettait jusqu'ici. Mais nous avons au moins la certitude que l'évêque est resté le maître de ce domaine réduit. Il l'a même accru en 1246 des terres de Cully et de Riez rachetées à l'archevêque et aux Chapitres de Besançon.

VIII. Les franchises de saint Amédée.

Nous abordons enfin l'examen d'une question qui nous paraît, en l'espèce, d'une importance capitale, celle des terres de l'évêque indiquées dans les franchises de Lausanne que l'on attribue à saint Amédée [7].

Il ne nous paraît pas que ce prélat soit réellement l'auteur de

[1] *Arch. Hist. Fribourg*, t. VII, p. 271.
[2] *Cart. laus.*, 4.
[3] *Cart. Montheron*, 5.
[4] GUÉRARD, *Polyptique d'Irminon*, I, 105, rend un *Cogiacus* antérieur à 1015 par Cuigy en Bauvaisis.
[5] DUNOD, *Hist. du comté de Bourgogne*, II, 595, et *Arch. Besançon*, série G, N° 531.
[6] JACCARD, *Essai de toponymie*, p. 127.
[7] *Cart. laus.*, 428. — Trad. dans *Mémorial de Fribourg*, I, 134 et *Homélies de saint Amédée*, 17.

cette charte lausannoise, car elle ne porte pas le langage de son époque. On sait, par exemple, que saint Amédée vécut en lutte ouverte avec son avoué, le comte de Genevois. Or, le document ne porte aucune trace de ce conflit. Il a été rédigé à une époque où les relations de l'évêque et de son défenseur étaient normales en fait et en droit. Il faut pour cela remonter à un épiscopat antérieur, antérieur même à Gérard de Faucigny, mort vers 1132, puisque celui-ci avait déjà eu beaucoup à souffrir de son avoué [1].

On peut encore admettre que cet acte est antérieur à la donation deHenri IV, de 1079. S'il avait été postérieur, il aurait très probablement englobé dans les terres de l'évêque Lutry, Pully, Chexbres, qui comptèrent jusqu'au XVIme siècle et sans discontinuité parmi les plus importantes de l'Eglise. Comme il n'en parle pas, il se rapporte évidemment à un état de choses antérieur.

Puis, on observera que dans cette déclaration, il n'est jamais question de l'empereur, et cependant saint Amédée, qui était chancelier impérial, ne pouvait l'ignorer. C'est du roi que l'évêque tient les droits régaliens, c'est au roi que les chanoines doivent processions et prières, c'est auprès du roi que l'évêque peut être appelé à se rendre, et c'est au roi qui vient leur faire visite que les bourgeois doivent l'entretien.

Cela nous paraît assez clairement, assez nettement signifier qu'en réalité la première rédaction de ce document doit être antérieure à 1032, doit être de l'époque du royaume de Bourgogne. Le roi dont il est question n'est pas l'empereur. C'est Rodolphe III.

Or, dans cette déclaration solennelle, on voit que le roi s'est interdit tout acte administratif à Lausanne ; *nichil amplius juris vel exactionis habet rex,* dit-on après avoir mentionné l'obligation des bourgeois d'assurer ses provisions matin et soir. Et par ville de Lausanne, le texte précise bien : tant la Cité que le Bourg. Il semble en vérité que la déclaration ait été faite sous l'impression d'un récent décret d'immunité en faveur de l'évêque de Lausanne.

Ce décret n'est pas celui de 896, qui ne concerne que le quartier du marché, c'est-à-dire une dépendance immédiate de la Cité, où il supprime à la vérité la juridiction du comte, mais n'exclut cependant pas formellement celle du roi. Toutefois, il faut remarquer que l'acte de 896 est une donation complémentaire, faite afin que l'évêque ait « toute puissance dans la Cité et au dehors, sans partage avec nul autre

[1] *Mémorial Fribourg*, I, 185.

Si cette phrase devait être prise à la lettre, il faudrait y voir déjà la renonciation du roi à tout acte administratif à Lausanne. Mais elle ne signifie pas cela, puisque soit le roi, soit le comte palatin, interviennent à Lausanne postérieurement à 896.

M. Poupardin remarque [1] « qu'après s'être dépouillé en détail de tout ce dont il pouvait disposer en faveur de l'Eglise, de domaines fiscaux et de redevances à percevoir, de droits de douane et de droits de justice, le roi abandonne encore son droit supérieur sur le fisc comtal ».

Comment, à Lausanne, se fit cette aliénation ? Il nous semble inutile de recourir à mille suppositions. En donnant le comté de Vaud *cum omnibus pertinenciis iustophariis in exactionibus in omnibus usibus et utilitatibus*, le roi ne renonce-t-il pas, par là même, aux avantages matériels qu'il pourrait retirer du comté ? Si cela est vrai, c'est la donation même de 1011 qui aurait créé le droit exposé dans la reconnaissance dite de saint Amédée.

Mais nous n'avons pas pour cela levé toutes les difficultés. Si la Déclaration des droits de l'évêque a été rédigée après 1011, comment se fait-il qu'en dehors de Lausanne, les seules terres de l'évêque mentionnées soient Avenches, Curtilles (et par là Lucens) et Bulle ?

Remarquons tout d'abord que la même question se poserait si l'on continuait à attribuer à saint Amédée la paternité de la Déclaration. Il est sûr, en effet, que cet évêque possédait encore Moudon, et cependant il n'y fait aucune allusion.

D'autre part, il est certain qu'en 1011, et longtemps avant déjà, l'évêque possédait dans le pays de Vaud d'autres biens que les terres de Lausanne, Bulle, Avenches, Curtilles. Il en avait d'importantes, notamment à Lugnorre et à Ressudens [2].

Enfin, les localités mentionnées dans la Déclaration appartiennent à l'évêque avant 1011. L'église Saint-Eusèbe de Bulle est la propriété de Boson en 900 [3], et si, en 911, le même prélat se qualifie d'évêque d'Avenches ou de Lausanne [4], il y a bien des chances qu'il soit le maître de la ville d'Avenches. Les deux synodes que l'évêque Hartmann tint à Curtilles [5] permettent la même supposition.

Il résulte de tout cela que la Déclaration fait abstraction : des biens

[1] *Royaume de Bourgogne*, p. 455.
[2] *Cart. laus.*, 40, 346, 622.
[3] M. D. R., XXII, 3.
[4] *Cart. laus.*, 344.
[5] Besson, *Contribution à l'histoire du diocèse de Lausanne*, 155, 157.

que l'évêque acquit en 1079, des villes sur lesquelles il étendit son autorité en 1011, et enfin des terres disséminées dans le pays, pour ne mentionner que des *bourgs*, vraisemblablement tous propriétés personnelles du prélat avant 1011, à l'exception de celui de Lausanne.

Qu'est-ce que cela veut dire, sinon que nous avons ici affaire à un droit urbain qui ne se rapporte pas aux propriétés rurales de l'Eglise, et à une législation que l'évêque concède, non pas en qualité de comte, mais en qualité de seigneur immédiat, aux bourgs qui dépendent directement de lui.

Pourquoi Moudon et Vevey (et avec elles sans doute Yverdon) ne bénéficièrent-elles pas de cette concession, si tant est qu'elle se fît au lendemain de l'acte de donation qui plaçait implicitement ces villes sous la juridiction de l'évêque ?

A notre avis, simplement parce que la Déclaration dite de saint Amédée a un but tout spécial, celui de déterminer la situation juridique du bourg de Lausanne, devenu propriété de l'évêque en 1011.

Si l'on observe en effet de près cet acte, on y voit qu'il se rapporte presque exclusivement aux droits et aux charges des bourgeois de Lausanne. La Cité et les citoyens n'y interviennent que lorsqu'on veut marquer en quoi leur condition diffère de celle des bourgeois : Avenches, Curtilles et Bulle sont rappelés sans doute parce que ces bourgs de vieille possession sont déjà astreints à certaines obligations que l'on fait peser maintenant sur les bourgeois de Lausanne. Il s'agit si peu d'une mesure générale qu'en parlant de l'avoué, on ne dit rien de ses droits très réels pourtant à Moudon et à Vevey.

Ce qui importe à l'évêque, c'est de fixer le statut juridique de la capitale, dont il vient de concentrer toutes les parties sous son autorité. Les autres villes et bourgs du pays peuvent avoir d'autres usages, ils peuvent aussi en avoir de semblables. Peu importe. L'unification du droit des villes du comté de Vaud n'entre pas dans les préoccupations de l'évêque de Lausanne, c'est une idée toute moderne. Ce qu'il recherche, c'est simplement à déterminer dans quelles conditions : « *toute* la ville de Lausanne, *tant la Cité que le Bourg*, est la dot et l'alleu de la B. Marie. » Les termes que nous soulignons marquent très manifestement une situation nouvelle.

Mais il en résulte aussi que si les premières franchises de Lausanne sont contemporaines de la donation du comté de Vaud, leur silence sur la situation d'autres villes du comté ne signifie rien quant à cet état même.

IX. Conclusions.

De tout ce qui précède nous croyons pouvoir conclure :

1° Que l'acte de donation du comté de Vaud à l'évêque de Lausanne est un acte authentique ;

2° Qu'il avait été précédé de décrets d'immunité donnant à l'évêque toute juridiction sur la cité de Lausanne et son marché dès 896 ;

3° Que son effet a été limité par les immunités et exemptions accordées à d'autres Eglises et à de grands seigneurs ;

4° Qu'il a néanmoins donné autorité à l'évêque sur le bourg de Lausanne, les villes de Vevey, Moudon, Yverdon, et sur les seigneurs moyens et petits d'une grande partie du pays ;

5° Que l'empereur Henri IV n'a donné à l'évêque en 1079 que le fisc royal de Lutry et les dépendances ;

6° Que les franchises de Lausanne datent du premier tiers du XIme siècle, et ont pour but essentiel de fixer les droits et les obligations des bourgeois de Lausanne, et indiquent peut-être en même temps le patrimoine urbain primitif de l'évêque ;

7° Enfin, la donation de 1011 n'ayant eu d'autre effet que d'étendre l'autorité et les revenus de l'évêque, l'importance de la dignité comtale a été absorbée par celle de la dignité épiscopale, déjà prépondérante. Ce n'est qu'au XIVme siècle, lorsque le comte de Savoie eut contesté à l'évêque son *immédiateté* du Saint-Empire, que le prélat s'avisa d'affirmer son droit sur la base du précepte rodolphien et de relever le titre négligé jusqu'alors de comte de Vaud [1]. Quant aux territoires qui lui avaient été concédés par la donation du comté, son autorité y étant moins solidement assise que dans le patrimoine primitif de l'Eglise, elle ne résista pas longtemps, sauf à Lausanne, aux empiètements des seigneurs de la région, desquels l'évêque dut se contenter d'un simple hommage, et particulièrement des comtes de Genevois qui poussèrent l'audace jusqu'à se qualifier dans un document comtes d'un pays où ils n'étaient qu'avoués.

[1] Cf. POUPARDIN, *Royaume de Bourgogne*, 456.



Heinrich von Isny, Ord. Min.

(† 1288)

Bischof von Basel, Erzbischof von Mainz, Erzkanzler Rudolphs I. von Habsburg.

(Beiträge zur Geschichte seiner Jugendjahre.)

Von P. Dr. Ephrem Baumgartner, O. M. Cap.
Lektor, Zug.

Mit dem neuen Aufschwung der Franziskus-Forschung in unserem Jahrhundert erstand auch der einte und andere Sohn des Poverello von Assisi aus dem Grabe des Vergessenheit. Zu diesen gehört auch jener große Mann, in dessen kräftiger Hand das Schicksal des deutschen Reiches während 13 Jahren lag, dessen treues Herz für das Habsburger-Haus geschlagen und dessen scharfsinniger Geist den deutschen Landen in Zeiten der Gefahr und des Glückes die richtigen Bahnen gewiesen hat. Es ist der Barfüßermönch Heinrich von Isny, Bischof von Basel, Erzbischof und Kurfürst von Mainz, Reichskanzler und Minister Rudolfs von Habsburg.

Wenn schon das Leben eines jeden großen Mannes Interesse erweckt und verdient, der Nachwelt vor Augen gestellt zu werden, so verdient es dieser arme Mönch in der Franziskanerkutte nur um so mehr, da sein großartiges Schaffen, teils absichtlich totgeschwiegen, teils ungerecht beurteilt wurde. Erst der neueren Zeit war es vorbehalten, einem Mann wieder Gerechtigkeit erfahren zu lassen, von dem ein alter Biograph, Dr. J. P. Schunk (1785), in seinem vortrefflich geschriebenen Werke « Nudipesantistes [1] » sagt : « Ohne diesen Heinrich würde

[1] *J. P. Schunk*, Nudipesantistes oder Lebensbeschreibung Heinrichs des zweiten, Erzb. und Kurfürst von Mainz, aus dem Barfüßer-Orden der Minoriten. S. 13. Die Stadtbibliothek in Mainz, die jetzt im Besitz dieses Manuskriptes ist, hatte die Güte, mir dasselbe für einige Zeit zu überlassen.

Rudolph weder die österreichische Monarchie gegründet, noch mit dem römischen Hofe harmoniert, noch im deutschen Reiche die großen Veränderungen hervorgebracht haben, die Rudolphs Regierung zur Epoche in der deutschen Geschichte machen ...., ja nach dessen Tod es Rudolphen in seinen Unternehmungen beinahe mit nichts mehr gelingen wollte. »

Um eine Stimme aus unsern Tagen zu vernehmen, so urteilt Oswald Redlich in seinem Werke über Rudolph von Habsburg [1] : « Heinrich wurde schnell der geheimste Vertraute König Rudolphs und sein treuester und gewandtester Diplomat, sein erster Staatsmann. »

Im Jahre 1888 erschien im Historischen Jahrbuch der Görres-Gesellschaft [2] über den Minoriten Heinrich Knoderer eine größere Abhandlung aus der kundigen Feder des P. Konrad Eubel, O. M. Conv., der einläßlich und gründlich Heinrichs Leben als Bischof von Basel und Erzbischof von Mainz behandelte. Leider ist Heinrichs Vorleben nur ganz kurz und ungenau ausgefallen, was daher gegenwärtige Arbeit richtigstellen und ergänzen möchte.

1. Im Vaterhause.

Geburtsdaten. — Isny, ein kleines Städtchen im württenbergischen Allgäu, war im XIII. Jahrhundert die Wiege dreier Fürstbischöfe Deutschlands: Des Minoritenbruders Konrad (Probus) II., Bischofs von Tullium (Tullensis) (1279–1296), Rudolphs von Hoheneck, Erzbischofs von Salzburg (1284–1290) und endlich unseres Heinrichs [3]. Der unbekannte Verfasser der Kolmarer-Chronik, dem Heinrich, als er Bischof von Basel war, « unzweifelhaft manche Mitteilungen gemacht hatte [4] », meldet über Heinrichs Jugendjahre [5] : « Im Schwabenland, in der Stadt Isny, lebte nach allgemeiner Ansicht (ut dicebatur communiter) ein Bäcker, der seine Kinder ehrbar mit seinem Handwerk

[1] *Redlich*, Rudolph von Habsburg, Innsbruck, 1903, 205.

[2] IX. Band, S. 393-449.

[3] Vgl. Chronicon Colmariense (ed. Jaffé, M. G. SS. XVII, 256) ; *Joh. Vitodurani* Chronicon (ed. Wyß, Zürich, 1856, 25).

[4] *Lorenz*, Deutschlands Geschichtsquellen [3]., Berlin, 1886, I, 22.

[5] A. a. O. 257 : « In Suevia, villa Isena, pistor, ut dicebatur communiter, residens erat, qui liberos suos arte sua laudabiliter educabat. Vir filium genuit, Henricum eum nominavit, literis eum apposuit, et ut eum clericum faceret, pro viribus laborabat ».

ernährte. Dieser hatte einen Sohn, den er Heinrich nannte, in die Schule schickte und nach Kräften arbeitete, um ihn zu einem Kleriker heranbilden zu können.» Dies ist die einzig sichere Nachricht über Heinrichs Jugend, die auf uns gekommen ist. Aber auch diese Nachricht über den Beruf von Heinrichs Vater wurde angestritten, wie ja schon aus dem Bericht des Kolmarer-Chronisten hervorgeht, der auch mit einer andern Nachricht bekannt war, sich jedoch an die allgemeine Ansicht (ut dicebatur communiter), die damals existierte, anschloß. Wirklich nennt Matthias von Neuburg i. Breisgau, der in den Jahren 1340–1350 schrieb [1], Heinrich «filius fabri», «Sohn eines Schmiedemeisters [2]». Obwohl von den spätern Schriftstellern beinahe alle dem Kolmarer-Chronisten gefolgt sind [3], so entscheidet sich doch P. Eubel für Mathias v. Neuburg: «Daselbst war sein Vater Bäcker oder nach andern Schmied. Letzteres dürfte nach dem persönlichen Wappen, das Heinrich als Bischof von Basel führte, das Richtige sein [4]». Das Wappen, das somit Heinrich geführt, scheint der einzige Grund gewesen zu sein, worauf sich die Annahme stützte, Heinrich sei eines Schmieden Sohn gewesen. Schon Wurstisen brachte in seiner Basler-Chronik eine Abbildung des Wappens, in dessen einem Felde drei Hufeisen sich finden; woher Wurstisen jedoch diese Wappen gehabt, berichtet er

[1] Vgl. *Lorenz*, a. a. O. I, 41.

[2] *Böhmer*, Fontes IV, 158.

[3] So *Brunschen* in seiner «Chronik oder kurz Geschichtbuch aller Erzbischoven zu Mayntz, Frankfort, 1551, Fol. VIII: «Eins Beckenssohn aus dem Stättlin Isne». Ebenso der Verfasser eines alten «Catalogus Episcoporum Basiliensium vom Jahre 1654 (Ms. auf dem Fürstbischöfl. Archiv von Basel, jetzt in Bern), der S. 33 von Heinrich berichtet: «Iste ex pistoris filio Franciscanus.» Desgleichen *Wurstisen* in seiner Basler Chronik, Basel, 1587, Fol. CXXXV: «Bruder Heinrich eines Brotbecken Sohn». — Vgl. auch *Roo*, Annales Austr. Oeniponti 1592, I, 3.. «De Henrico annotatum invenio, non tantum eum ex monacho in Archiepiscopum sed ex pistoris filio in Septemuirum Imperiy Electorem evasisse. Einzig die Topographia Archiepiscopum Maguntin., an Tag gegeben durch Math. Merian 1640 9 stellt die Sache noch zweifelhaft dar, indem sie schreibt: «Ihme Wernero hat succedirt Henricus II. eines Becken- oder Schmid's Sohn.» Diese Auffassung scheint auf einem alten Manuskript der Mainzerbibliothek zu beruhen, das *Serarius* Mogunt. Rerum, Moguntiae 1604, 846 erwähnt: «Henricus ex Algevia, oppido Eysne, Pistoris filius, vel Fabri, ut habet Ms. minor». ***Schunk*** urteilt in seiner Lebensbeschreibung: Nudipes antistes (S. 1): «Sein Vater war ein Handwerker und zwar ein Bäcker, obschon einige Schriftsteller ihn für einen Schmid gehalten haben, welches daher entstanden ist, weil Heinrich drei Hufeisen in seinem Wappen geführt haben soll, wie in *Wurstisens* Basler Chronik (S. 136) zu lesen ist. Allein dieser *Wurstisen* nennt ihn selbst einen Bäckersohn, und gibt ihm doch die drei Hufeisen im Wappen, weil er von Isny, welches Eisen heißt, gebürtig gewesen ist.»

[4] A. a. O. IX, 394, Anm. 3.

nicht. Msgr. Vautrey reproduziert in seiner « Histoire des Evêques de Bâle [1] » das Wappen, das er von einer « Cule-de-lampe », der Schlußvignette einer Hängelampe gefunden. Im Wappen sind drei silberne Hufeisen mit je fünf Löchern, durch welche der sandige Untergrund hervorblickt. Allein die Hufeisen im Wappen Heinrichs berechtigen keineswegs zu einem Schlusse, daß Heinrichs Vater Hufschmied gewesen, da sie nichts anderes sind als das Stadtwappen von Isny, dem Heimatort Heinrichs. « Das Isnyer Stadtwappen ist nämlich ein Reichsadler, einköpfig, der auf seiner Brust einen Schild trägt. Dieser Schild ist weiß, auf welchem ein schwarzes Hufeisen, in dem sechs Nägel eingezeichnet sind, sich befindet [2]. » Während Wurstisen von sechs Nägellöchern weiß, hat Msgr. Vautrey nur deren fünf in je einem Hufeisen. Allein diese akzidentellen Verschiedenheiten sind von keinem Belang, so daß daran festzuhalten ist, Heinrich habe das Wappen seiner Vaterstadt für sich gewählt, daher muß auch der Schluß, Heinrichs Vater sei ein Schmied gewesen, weil er ein Hufeisen im Wappen führe, als verfehlt abgelehnt werden.

Noch ein anderer geschichtlicher Fehler wurde von einigen begangen, indem sie Heinrich aus dem Geschlechte Göckelmann abstammen ließen [3]. « Allein dies ist natürlich », wie Böhmer richtig bemerkt, « schon um deswillen gänzlich verfehlt, weil im XIII. Jahrhundert bürgerliche Familiennamen bekanntlich nur mit *de* oder *dictus* unter Bezugnahme auf die Wohnhäuser oder Höfe, welche im stetigen Besitz der Familie blieben, vorkommen [4]. » Das erste Mal, da wir diesen Namen antreffen, geschieht es in eine Urkunde aus dem Jahre 1284, die von Heinrich spricht : « Henricus dictus Kugullin [5] ». Zwei Jahre später finden wir den Namen in einer Überschrift zu einer lateinischen Urkunde vom 9. August 1286, in der Heinrich den Mainzer Bürgern die von seinem Vorgänger, Erzbischof

[1] Einsiedeln, 1884 I, 268, 512.

[2] Verdanke diese Nachricht dem Stadtschulth.-Amt von Isny, das mir auf meine Anfrage obige Antwort in großer Bereitwilligkeit zukommen ließ.

[3] Z. B. Thomas Ellendorfer von Haselbach, Chron. Austriae (ed. Petz, SS. rer. Austr. II. 736) ; Rheinischer Antiquarius, 2 Abt. IX, 163 ; *Bader* im Freiburger Diöcesan-Archiv, VII, 248 ; *Stälin*, Wirtemberg. Gesch. III, 68 ; P. P. Collegii a S. Bonaventura, Opera omnia S. Bonaventurae, Quaracchi 1882, I. p. LXV : Henricum Gockelmann de Isny. »

[4] *Böhmer*, Regesten zur Geschichte der Mainzer Erzbischöfe, Innsbruck, 1886, II, p. LXXVIII.

[5] Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins, XXVIII, 406.

Sigfried III. (1244) verliehenen Privilegien bestätigt : « Hic confirmat bischof Heinrich Kugelmann das privileg bischof sigfrides [1] ». Aber « Kugelmann », « Kugullin » bedeutet nichts anderes als Kapuzenmann von Gugel, Kogel, Kugel, Kappe oder Kapuze (capuchon) ahd. Kugula mhd. gugele, gugel, Kugel, Kogel [2]. Auch nach Schönbach [3] heißt Kapuze, Kule oder nach dem Mittelhochdeutschen « gugule », wie es in einer deutschen Predigt aus dem Trecento heißt : « nu habe wir uns hie gesammit in gotis namen und tragen alle *kulen* und kappen und rokke und muzen [4]. » Nach dem schweizerischen Idiotikon [5] bedeutet Gugel « eine Art Kappe oder Kapuze ». So heißt es in einer Züricher Ratserklärung vom Jahre 1313 : « daß ein jeglich fröwelin tragen soll ein rothes keppeli über twerch uf dem houpte : kummt sie in die kilchen, will sie das kugellin abeziehen, so soll si's uf ir achsel legen. In einem aargauischen Bericht von 1357 heißt es von leichtfertigen Mönchen : « Si schluogend mit dem gugel die mensur » (den Takt zu ihren Gesänger). Der Vocabularius gemma gemmarum [6], übersetzt das lateinische « Cuculla » mit « Mönchskugel » : « cuculla dicitur illud, quod monachi habent supra caputium : ein munckkugel ». Somit hätten wir in « Kugelmann » nichts anderes als Kapuzenmann zu verstehen, was nach der Kapuze des Franziskanerhabites Heinrichs leicht zu begreifen ist. Allein wie kommt man zu dieser interessanten Neubildung, aus einem urkundlich bezeugten « Kugelmann » einen « Gökelmann » zu machen ? Mit Böhmer [7] und P. Eubel [8] hier eine Ableitung oder Verstümmelung herauszulesen, scheint mir schon deswegen unhaltbar, weil diese germanische Abart nirgends bezeugt ist ; wohl ist das Wort « Gockelmann

[1] Vgl. *Würdtwein*, Nova Subsidia diplom. IV., Heidelbergae 1784. p. XII. Vgl. dazu : *Böhmer*, Regesten a. a. O., 426, n. 19.

[2] Vgl. *Schneller*, Bayerisches Wörterbuch [2], I, 880 ; *Socin Adolf*, Mittelhochdeutsches Namensbuch, Basel, 1903, 425. « Henricus dictus Kugullin zu ahd. cugula ,Kaputze'. »

[3] *Schönbach*, Altdeutsche Predigten, Graz, 1886, I, 478: « Kule sw. f. = mhd. gugele, Kapuze ».

[4] *Schönbach*, a. a. O. I, 200. Anmerk. 9. B.

[5] Idiotikon, Frauenfeld 1885, II, 155, wo die übrigen Tatsachen verzeichnet sind.

[6] Diligenter revisus et castigatus per Renatum beck in Argentinorum urbe impressus 1511. Ohne Paginierung.

[7] *Böhmer*, Regesten a. a. O. II, p. LXXVIII : « das Wort selbst findet aber seine höchst einfache Erklärung durch seine Entstehung aus ,Kugelmann, ».

[8] *P. Eubel*, Hist. Jahrb. a. a. O. 395, « woraus in verstümmelter Weise ,Göckelmann' wurde ».

gut belegt, jedoch in einer ganz anderen Bedeutung. Nach Schneller bedeutet Gögkelmann « Narr »; so spricht bei Hans Sachs ein Mörder zum andern : « O du verzagter Göckelmann » (Narr) [1]. Gögel gilt als Lustigmacher, Possenreißer, Hanswurst, Geck, Narr und dummer Kerl und wird gern als Übername gebraucht. So lebte in Zürich 1481 ein Hans Frig. genannt « Gögel » [2]. Da « Kögelmann » und « Göckelmann » sehr ähnlich klingen, scheint dieser Spottname von den Weltgeistlichen, denen Heinrich, wie bekannt, verhaßt war, seinem Namen angehängt worden zu sein. So wurde nach und nach aus einem Kapuzenmann (Franziskanermönch) ein Possenreißer und endlich ein Familienname.

Ein anderer Name Heinrichs findet sich vorerst in einer « Series Archiepiscoporum Moguntinarum [3] » : « Henricus Archiepiscopus, qui cognominabatur der Knoderer ». Im M. S. minor bei Serarius heißt es : « Henricus fabri filius de Isun vel Isena, Suevus, cognomento Knoderer ordinis Minorum ». Serarius [4] fügt bei : « Quia vero Franciscani ordinis fuit, ideo germanice vulgo Knoderer aut Gurtelknopf, a nodoso scilicet funerario cingulo, vocatur. » In einer Urkunde Erzbischofs Gerlachs von 1357 wird Heinrich angeführt als : « Bruder Heinrich genannt der Clödeler etswann Ertzbischoff zu Mentze [5] ». Was haben wir unter diesem « Knoderer » zu verstehen ? Nach Böhmer hatten einige [6] aus dem Knoterer einen Knotterer von « knottern » = mürrisch brummen, brummend schelten, gemacht, da Erzbischof Heinrich in seinem regen Eifer bei Erfüllung seiner Pflichten häufig gezankt habe. Allein dies beruht auf der gleichen übelwollenden Gesinnung des Weltklerus gegen den emporgekommenen Franziskaner-Mönch. Denn « Knoderer » kommt von Chnode = Knoten, Knorren. Schon Wurstisen gibt diese Erklärung in seiner Basler Chronik : « Man nannet ihn gemeinlich Bischof Knoderer oder Gürtelknopf, von dem knopfleckten Teil, damit sich die Barfüßer Brüder zu begürten pflegen [7]. Man hatte also auch hier aus dem gleich-

[1] *Schneller*, Bayr. Wörterbuch [2]. I, 884 f.

[2] Schweiz Idiotikon, II, 154.

[3] M. G. S. XIII, 316, vgl. dazu *Böhmer*, Fontes III, Vorrede XXXIII.

[4] *Serarius*, Mogunt. rerum, 846.

[5] *Meiners* und *Spittler*, Neues hist. Magazin, I, 550, und *Wolf*, Politische Geschichte des Eichsfeldes, I, Urk. n. 93.

[6] Schweiz. Idiotikon, III, 734 u. 736. Vgl. auch *Grimm*, Deutsches Wörterbuch, V, 1510 u. 1464 ; *Socin*, Mittelhochdeutsches Namensbuch, Basel, 1903, 418.

[7] Baszler Chronick, Basel 1587, fol. CXXXVI. Vgl. auch *Bruschen*, Chronick oder kurz Geschichtbuch aller Erzbischoven zu Mayntz, verteuscht von *J. Heroldt n*, Frankfurt, 1551. Fol. VIII : « genannt der Knoderer oder Gürtelknopff ».

lautenden Knoderer einen « chnotterer » = « poltern, lärmen [1] » gemacht um durch Spott an Heinrich seine Rache zu kühlen. —

Wann dieser Bäckermeister in Isny gelebt und wann Heinrich geboren, wissen wir nicht. Überschauen wir aber den reichen Lebenslauf Heinrichs bis zu seiner Erhebung auf den fürstbischöflichen Stuhl von Basel (1275), so dürfte die Geburt Heinrichs in den Jahren 1220–1230 liegen. Wirklich lassen Griesinger [2] und Moser [3] Heinrich im Jahre 1222 geboren werden.

Erster Unterricht. — Aus der kurzen Notiz des Kolmarer-Chronisten ersehen wir deutlich, daß der Vater Heinrichs seine Familie von seiner Hände Arbeit ernähren mußte, daß also nicht Reichtum diese Bäckersfamilie auszeichnete, wohl aber Arbeitsfreude und Gottesfurcht. All die strengen Arbeiten dieses Familienvaters scheinen nach einem Ziele hingestrebt zu haben, nämlich aus dem Sohne Heinrich einen Priester zu machen. Demnach muß Heinrich schon in früher Jugend Zeichen von Talent und Lernbegierde gegeben haben. Daher schickte ihn der Vater in jungen Jahren in die Schule (litteris eum apposuit). Weil der Chronist für die höhere Bildung genau den Bildungsort angibt, so scheint Heinrich seinen ersten Unterricht zu Hause im Städtchen Isny genossen zu haben. Seit 1090 existierte wohl in Isny ein Benediktinerkloster ; allein dies berechtigt noch nicht zur Annahme, daß Heinrich dort seinen ersten Unterricht genossen. Denn die Glanzperiode des VIII., IX. und X. Jahrhunderts, während welcher die Benediktinermönche fast ebenso viele blühende Schulen als Klöster besaßen und mit den Domschulen den Mittelpunkt des gesamten abendländischen Kulturlebens bildeten, war längst vorbei. Durch die Ungunst der Zeiten war die Großzahl dieser Unterrichtsanstalten ganz oder teilweise weggelegt worden, und wenn auch jetzt noch einzelne Männer und Abteien sich unsterbliche Verdienste um die Wissenschaft erwarben, so war doch diese ihre Studientätigkeit im XI. und XII. Jahrhundert nicht mehr Regel, sondern Ausnahme [4]. Ob nun das dortige Benediktinerstift trotzdem eine Schule eröffnet, oder ob man in Isny den

[1] Schweiz. Idiotikon, III, 766.

[2] Universallexikon von Württemberg, 716.

[3] Beschreibung von Württebmerg, I, 512.

[4] *P. Dr. Hilarin Felder*, Geschichte der wissenschaftlichen Studien im Franziskanerorden, Freiburg i. B., 1904, 119. Vgl. dazu *Speckt*, Geschichte des Unterrichtswesens in Deutschland, Stuttgart, 1885, p. 55, 302, 313, 328.

Befehl des IV. Laterankonzils (1215)[1] bereits ausgeführt und an der Stadtkirche einen Magister aufgestellt hatte, der öffentlich Unterricht erteilte, müssen wir dahingestellt lassen. So viel jedoch ersehen wir, daß Heinrichs Ausbildung jene Stufe erreichte, die notwendig war zum Eintritt in die Universität. Was war dies jedoch für eine Bildungsstufe? « Die Elementarschulen », schreibt Felder[2], « beschränkten sich wesentlich auf das Studium des Lateinischen, wiewohl der Lehrer auch etwas Logik oder Rhetorik beigeben konnte. Die Schüler waren ziemlich allgemein in drei Abteilungen geschieden: die erste umfaßte die Kinder, welche lesen und schreiben lernten; die zweite jene, welche die Anfangsgründe der Grammatik lernten; die dritte die Fortgeschrittenen. Die drei Abteilungen wurden oft nach den Lehrbüchern Tabulistae, Donatistae, Alexandristae genannt. Das Lehrbuch der ersten war die « Tafel », eine Fibel mit den Buchstaben und einigem lateinischem Lesestoff, Glaube, Vaterunser, Gebete; ihr Hauptbestreben war, den Psalter, das gewöhnliche Gebetbuch der Gebildeten im Mittelalter, lesen zu lernen. Die Mittelstufe befaßte sich mit der lateinschen Formenlehre, sei es anhand der nach Donat benannten, in Frage und Antwort abgefaßten Elementargrammatik, sei es anhand kleiner Elementarbücher, welche, wie unsere « perfekten » Reisekonversationsbücher », in Gesprächsform Tabeln, Sprüche und Verse zum Lesen und Auswendiglernen enthielten. Auf der dritten Stufe kamen ausführliche Lehrbücher der Grammatik und Lexika hinzu. Das beliebteste unter allen Lehr- und Lesebüchern war das anfangs des XIII. Jahrhunderts verfaßte[3] « Doctrinale puerorum » des Franziskaners Alexander von Villedieu († c. 1250). Als Endziel der Elementar- oder Grammatikschulen galt, den Schüler bis zum richtigen Sprechen und Schreiben des Latein zu bringen. Damit ist keineswegs gesagt, daß nicht auch schon die zwei anderen praktischen Disziplinen, Logik und Rhetorik, besonders erstere, in die Elementarschule hineinspielten. Im Gegenteil, « vielfach diente die Grammatik dem Lehrer nur dazu, die Anfangsgründe der Logik seinen Schülern beizubringen. Sobald sie die Elemente des Lateinschen aus dem Donatus kannten,

[1] « Non solum in qualibet cathedrali ecclesia, sed etiam in aliis, quarum sufficere poterant facultates, constituatur magister idoneus ». (*Mansi*, Amplissima Coll. Consil. XXII, 989.)

[2] *Felder*, a. a. O. 340.

[3] Vgl. über ihn und sein Doctrinale, *Felder*, Studien, 421.

gab es Erörterungen über Substanz und Akzidenz, über die Formen des Seins, wohl gar über den Zusammenhang der drei grammatischen Personen mit der Dreieinigkeit und dergleichen mehr. »[1] Diese Vorbereitungsschule, welche die meisten Scholaren mit 14–16 Jahren durchgemacht hatten, ging gewöhnlich der Immatrikulation an den Universitäten voraus, wo der Schüler entweder in den Artes sich noch weiterbilden oder aber gleich der Theologie oder einem andern Berufsstudium sich zuwenden konnten. Wenn wir diesen in der damaligen Zeit im großen und ganzen überall durchgeführten Studienplan vor Augen haben, so dürfte Heinrichs erster Bildungsgang in etwa erklärt sein. Die Bildung Heinrichs war somit so weit gediehen, daß der junge Student sein Berufsstudium auf der Universität beginnen konnte.

2. An der Universität.

Universitätsstudien. — Der Kolmarer Chronist meldet daher[2]: der Vater hätte endlich den Sohn auf die Pariser Hochschule geschickt und ihn getreu ermahnt, seine Studienzeit gut zu benützen. Dieser bestimmten Nachricht von dem Zeitgenossen und spätern Bekannten Heinrichs traut P. Eubel nicht recht, indem er schreibt[3]: « Richtiger dürfte aber doch sein, daß er erst nach seinem in Deutschland erfolgten Eintritt in den Minoritenorden zur höheren Ausbildung nach Paris geschickt wurde, wie dies damals mit besonders talentierten Köpfen von Seite des Ordens zu geschehen pflegte. Darauf weist auch die Angabe hin, daß er im Orden bald den Grad eines Doktors der Theologie, die Würde eines Lektors erlangt habe. » Allein die von P. Eubel angeführten Gründe sind zu schwach, um das Zeugnis eines Zeitgenossen zu stürzen, der ganz bestimmt berichtet, Heinrich sei von seinem Vater nach Paris geschickt worden, um Theologie zu studieren. Es ist ja richtig, daß nach der damaligen Praxis die tüchtigeren Elemente im Minoritenorden nach Paris gesandt wurden. Allein dem gegenüber steht eine andere Praxis, daß zu Paris aus Anlaß einer Predigt irgend eines tüchtigen Mannes, die begeisterte Jugend scharenweise Eintritt

[1] *Otto Kämmel*, in Schmids Geschichte d. Erziehung, Stuttgart, 1892, II, 1, 440.

[2] Chronicon Colm. a. a. O. 257: « Ad scholas Parisias tandem ipsum misit, et ut bene disceret, eum fideliter hortabatur. »

[3] Historisches Jahrbuch, 394.

in die Bettelorden verlangte. So schreibt der selige Jordan von Sachsen vom Jahre 1224 an die selige Diana, seine geistliche Tochter: « Betreffs der Studenten mache ich mit der Gnade Gottes gute Geschäfte. Vom Advent bis Ostern sind hier (in Paris) 40 Novizen in den Orden getreten. Mehrere davon sind bereits Magistri Artium; auch die übrigen sind ordentlich unterrichtet. Wir haben gute Hoffnung auf viele andere. » Im Jahre 1226 kann er wieder berichten: « Während der ersten vier Wochen meiner Anwesenheit haben wir 21 Brüder aufgenommen. » Neun Jahre später wurden in seiner Gegenwart während des Wintersemesters 72 Scholaren zum Noviziate zugelassen. Leider finden sich nach dem Zeugnisse P. Felders [1] für den Minoritenorden keine so bestimmte Nachrichten vor; allein der Dominikaner Chronist um 1300 versichert uns, daß die von Jordan geschilderte Erscheinung ähnlicherweise sich auch bei den Franziskanern zeigte: « Zur Zeit Frater Jordans strömten viele durch Wissenschaft und Heiligkeit gleich ausgezeichnete Männer dem Orden der Prediger *und Minoriten* zu, um daselbst nach Preisgabe aller weltlichen Reichtümer dem armen Christus nachzufolgen. » Odon de Châteauroux, Kanzler von Paris und (seit 1243) Bischof von Frascati sagte in seiner an das Pariser Volk gleich nach der Ermordung mehrerer Studenten gehaltenen Predigt: « Die Dominikaner *und Minoriten* haben die Scholarenschaft der Universität in moralischer Hinsicht ganz umgeschaffen, indem sehr viele davon in diese Orden eintraten, andere wenigstens in der Welt ihre Sittsamkeit nachahmten [2] ». Dieser Praxis scheint sich Heinrich, wie wir später sehen werden, angeschlossen zu haben. Das Zeugnis des Kolmarer-Chronisten, Heinrichs Vater hätte ihn nach Paris geschickt, hat somit volle Geltung.

So lenkte denn Heinrich seine Schritte Paris zu [3]. Die Pariser Hochschule war seit dem Ende des XII. Jahrhunderts das Herz aller theologischen Bildung und Arbeit. In den ersten Jahrzehnten des Trecento wurde sie dies in gesteigertem Maße. Im J. 1215 vollzog Innozenz III. durch den Kardinallegaten Robert de Courçon die Neuorganisation der Universität und eröffnete bei dieser Gelegenheit die lange Reihe jener Privilegien, die im Verlauf der nächsten Jahrzehnte das Studium generale zu einer eigentlichen geistigen Weltmacht

[1] Vgl. *Felder*, a. a. O. 167, dem diese Daten entnommen sind.
[2] *Pitra*, Analecta novissima Spicilegii Solesmensis, II, 230.
[3] Vgl. zu Folgendem, *Felder*, Studien, 165.

erhoben. Durch besondere päpstliche Fürsorge sollten auch die besten Kräfte an Lehrern und Schülern nach Paris gezogen werden, vor allem die zwei neuen Orden der Dominikaner und Franziskaner. Am 12. September 1217 waren die Dominikaner nach Paris gekommen und hatten im Jahre 1218 das Kloster St. Jakob bezogen, während die Minoriten sehr wahrscheinlich 1219 sich in Paris ansiedelten. Nach verschiedenen Zwischenfällen fanden die Franziskaner 1229 gastfreundliche Aufnahme in einem Häuserkomplex, der zur Abtei Saint-Germain-des-Prés gehörte; 1234 kaufte Ludwig der Heilige diese Gebäulichkeiten mit einem großen Areal für die Minoriten auf, wo das ungeheure Kloster der Hauptsache nach schon vor 1245 aufgeführt war. In der Klosterkirche fand an allen Festtagen die Predigt statt für die Clerici, d. h. für die Magistri und Scholaren der Universität, indes an den Sonntagen bei den Dominikanern zu St. Jakob gepredigt wurde. Diesen Predigten, so berichtet der Chronist von Kolmar, wohnte der junge Heinrich so oft bei [1] als ihm sein reger Studieneifer, der ihn in kurzer Zeit glänzende Fortschritte erringen ließ [2], gestattete. Leider ging bei Heinrich mit dem wissenschaftlichen Fortschritt der religiöse nicht Hand in Hand. Die Universitätsstudenten, die aus den verschiedensten Elementen der damaligen ganzen Welt zusammengewürfelt waren, blieben nicht alle ihrem Studienideal treu. Ausschreitungen aller Art waren unter den Studentenscharen eingerissen. Nur dem Tugendbeispiel der Dominikaner und Franziskaner hatte man es, wie wir oben hörten, zu verdanken, wenn nach und nach eine Besserung eintrat. Auch Heinrich scheint unter jene Studenten gehört zu haben, die es mit dem Sittengesetz nicht mehr so ernst nahmen. Worin seine Verirrungen bestanden und wie lange sie gedauert, wissen wir nicht. Der Chronist hat uns nur jenen Moment aufbewahrt, in welchem die barmherzige Hand Gottes den Verirrten wieder zurückführte auf die richtigen Pfade.

Bekehrung. — Schon 1225 hatten nach einem Bericht von Eccleston [3] vier Engländer das Ordenskleid des hl. Franziskus in Paris genommen und zwar auf eine Charfreitagspredigt des Minoritenbruders Gregor von Neapel hin. Ähnlich erging es auch unserm Heinrich.

[1] Chronicon Colmar, a. a. O., 257: « praedicationes, ut proficeret, quando commode potuit, frequentavit ».

[2] A. a. O. 257: « Juvenis iste multum subito profecit ».

[3] Eccleston, ed. Anal. franc. I, 228; vgl. dazu *Felder*, a. a. O. 168.

Er wohnte eines Tages einer Predigt bei, die einen solchen Eindruck auf ihn machte, daß er dem Rufe der Gnade folgte und sich bekehrte [1]. Wer dieser Prediger gewesen, wissen wir nicht. Doch dürfte gerade daraus, daß Heinrich in den Minoritenorden tritt, ein Anhaltspunkt sich finden, daß ein Minorit das Werkzeug Gottes zur Bekehrung Heinrichs war. Geschieht es doch oft, daß nicht nur das Wort eines gottbegeisterten Predigers zu neuen Idealen entflammt, sondern auch sein Kleid, Stand und Beruf antreibt, die gefaßten Ideale in einem solchen Berufe zur Verwirklichung zu bringen. Vielleicht dürfte der Prediger in der Person des berühmten Frater Johannes de Rupella (magister regens seit 1238–1245) zu suchen sein, von dem der Sekretär des hl. Bonaventura, Bernhard a Bessa schreibt [2]: « Auch der berühmteste Prediger gehörte damals dem Minoritenorden an, nämlich Magister Frater Johannes de Rupella, ein durch Gelehrsamkeit, weise Lebensführung hochberühmter Mann, ein Genie, das der Subtilität seiner Lehrer noch überlegen war und der Predigtkunst wie dem theologischen Lehramt neue Bahnen wies. » Heinrich war um die Mitte der dreißiger Jahre an die Universität gezogen (1234–1236). Die Predigt mußte tiefen Eindruck auf ihn gemacht haben, so daß er sich noch am nämlichen Tage einem Beichtvater, vielleicht dem Prediger selber, zu Füßen warf, seine Sünden bekannte und Lossprechung erhielt. Die plötzliche Umwandlung, die Freude wieder mit Gott ausgesöhnt zu sein, wirkte auf das Seelenleben Heinrichs so gewaltig, daß noch ein Nachspiel in der folgenden Nacht sich tief in das Gedächtnis Heinrichs eingeprägt, das er wahrscheinlich selber seinem Freund, dem Kolmarer Chronisten erzählt hatte, da wir diesen Zug sonst nirgendswo erwähnt finden. Der Chronist erzählt [3]: « In derselben Nacht kam, wie ihm schien, der Teufel im Traume zu ihm und zeigte ihm ein großes Pergamentblatt, das innen und außen beschrieben war, mit der Mahnung, das Geschriebene zu lesen. Heinrich antwortete: « Man

[1] Chronicon Colmar a. a. O. 257: « in praedicatione cuiusdam praedicatoris compungitur hic juvenis et vitam suam cogitatavit fideliter emendare. »

[2] *Bernhard a Bessa*, Liber de laudibus b. Francisci c. 7 (Ed. *Felder*, Romae 1897, 73).

[3] Chronicon Colmar, a. a. O. 257: « Ipsa autem nocte venit ad eum diabolus in somnis, ut sibi videbatur, ostenditque ei magnam pergameni paginam, scriptam intus et foris, et ut scriptum legeret fideliter hortabatur. Juvenis dixit: Littera haec deleta noscitur universa. Diabolus dixit: Peccata tua in ea scripta fuerunt et in contritione tua deleantur ex mea memoria recesserunt. Ne rescribantur caveas diligenter. »

sieht ja, wie alle Schriftzüge ausgelöscht erscheinen. » Darauf antwortete ihm der Teufel : « Deine Sünden waren hier aufgeschrieben, durch deine Bekehrung aber wurden sie ausgelöscht und sind nun meinem Gedächtnis entschwunden. Hüte dich nun getreulich, daß sie nicht wieder aufgeschrieben werden. » Sei es nun in Folge dieses Traumes, jedenfalls aber, um seiner Bekehrung dauernde Wirkung zu verschaffen, trat Heinrich in den Minoritenorden [1].

3. Erste Ordensjahre.

Das Noviziat. — Wir sahen, wie die Predigt, und wahrscheinlich die eines Minoriten, Heinrichs Bekehrung und Eintritt in den Orden verursacht hatte. An welchem Kloster aber hat Heinrich angeklopft und um Aufnahme gebeten ? Während Böhmer-Will [2] bemerkt : « Schon in früher Jugend trat er entweder zu Luzern oder zu Basel in den Minoritenorden », vertritt P. Eubel die Ansicht, Heinrich hätte in Deutschland das Franziskanerkleid erhalten.: « Bei dieser Annahme wäre Heinrich von Paris, wohin er sich des Theologiestudiums halber begeben, wieder nach Hause zurückgekehrt und hätte von hier aus in irgend einem Kloster Aufnahme gefunden, darnach wäre er wieder nach Paris zurückgekehrt, um in der Theologie zu promovieren. Allein die Annahme, Heinrich sei in Paris ins Noviziat getreten, ist doch viel faßlicher. Er wird sich einfach dem Beispiele so vieler seiner Mitstudenten, wie wir oben gesehen, angeschlossen und in Paris um das Ordenskleid nachgesucht haben. Ist es doch schwer zu begreifen, wie in dem Jüngling bei seiner Liebe, seinem regen Fleiß, seinen Talenten zum Studium plötzlich der ganze Wissenstrieb erstorben wäre. Hatte ihn nun eimal der seraphische Orden mit seiner Strenge angezogen, so wird er sich nichtsdestoweniger für die wissenschaftlichen Bestrebungen, die gerade damals unter den Minoriten den Höhepunkt erreichten, begeistert haben. Deshalb scheint es geradezu unverständlich, wenn Heinrich nun dem Studium entsagt und fern von Paris dem Minoritenorden beitritt, um dann vielleicht schon in paar Jahren wieder nach Paris zurückzukehren zur Promotion. Gewiß dürfte daher

[1] Chronicon Colm. a. a. O. 257 : « Intravit igitur juvenis hic ordinem Minorum et in eo longo tempore fideliter laboravit. »

[2] Geschichte der Mainzer Erzbischöfe, Innsbruck 1886, p. LXXVII.

die Annahme begründet sein, daß Heinrich in Paris selbst, wo er doch ungehindert seine Studien fortsetzen konnte, in den Orden getreten ist.

Wir sehen Heinrich von der Welt Abschied nehmen und an die Pforte des Franziskanerklosters Saint-Germain-des-Prés anklopfen. In diesem Kloster, in dem vor 1279 schon über 140 Brüder wohnten [1] und das leider am 15. November 1580 gänzlich niederbrannte, erhielt Heinrich seine Zelle, in der er sein Noviziat zu beginnen hatte. Zwar wurde erst am 22. September 1220 ein eigentliches Noviziat im Minoritenorden von Honorius III. eingeführt; allein bis gegen 1260 hatte das Noviziatsjahr beinahe nur die Bestimmung, mit der Ablegung der Gelübde ein Jahr abzuwarten; die gewohnten Arbeiten wurden deshalb nicht unterbrochen. So sehen wir den Bruder Hermann von Weißensee während seines Noviziates 1225 als Prediger durch Thüringen ziehen [2]. Alexander von Hales setzte zu Paris als Novize 1231 seine öffentlichen Vorlesungen weiter [3]. Salimbene hörte 1238 als Novize zu Fano in der Mark Ankona Vorlesungen über Isaias und Matthäus [4]. Ralph von Colebruge, der um 1250 in Paris als Magister der Theologie eintrat, wurde während seines Noviziates nach Oxford geschickt, um an der dortigen Universität Theologie zu dozieren [5]. Heinrich unterbrach somit seine Studien nicht, sondern setzte dieselben während des Noviziates in den Ordensschulen fort. So sehen wir denn fortan den Universitätsstudenten Heinrich in grauer Kutte, den Strick um die Lenden, die Sandalen an den bloßen Füßen. Während seines Noviziates hatte Heinrich die hl. Regel zu studieren, sich in das Beviergebet einzuleben und die Ordensschulen zu besuchen

Ordensschulen. — Wer mag wohl der Lehrer Heinrichs gewesen sein? Weil uns kein einziges sicheres Datum aus der Jugend bekannt ist, so kommen verschiedene Lehrer, die damals in der Ordensschule der Minoriten wirkten, in Betracht. Der große Alexander von Hales lehrte bis zu seinem 1245 erfolgten Tode. Sein Nachfolger war Fr. Johann von Parma, der aber bereits 1247 zum Ordensgeneral ernannt wurde. An dessen Stelle trat sein früherer Bakkalar, Bonaventura von Bagnorea, welcher durch die Promotion

[1] Vgl. *Felder*, Studien 163.
[2] Chronica fr. Jordanis, n. 11.
[3] *Bacon*, Opus minus (ed. Brewer, 326).
[4] *Salimbene*, Chronica 120.
[5] Eccleston, De adventu (ed. Anal. franc. I, 238).

des Jahres 1248 zum Magister cathedratus emporrückte und bis zu seiner Wahl zum General des Minoritenordens, die an Lichtmeß 1257 zu Rom erfolgte, dozierte. Heinrich dürfte unter allen dreien seine Studien betrieben haben. Einmal unter Alexander, da Heinrich mit dem 14. bis 16. Jahre seine Vorbereitungsstudien für die Universität vollendet hatte, somit 1236-1240 in Paris war. Aber auch Bonaventura scheint sein Lehrer gewesen zu sein, da, wie wir bald sehen werden, ein noch erhaltener Kommentar zu Bonaventuras Theologie wahrscheinlich unsern Heinrich zum Verfasser hat. Ist es doch der gewöhnliche Gang der Dinge, daß der Schüler eines tüchtigen Meisters, System und Methode des Lehrers seiner eigenen spätern Lehrtätigkeit zugrunde legt. Heinrich wurde somit Schüler Bonaventuras, dieses größten Theologen im Franziskanerorden, der die von Alexander aufgebaute Franziskaner-Theologie zum Ausbau brachte, so daß sich den andern theologischen Systemen auch ein franziskanisches System anreihte, das den seraphischen Geist, der aus dem Herzen Sankt Franzisci quoll, in wissenschaftliche Formen kleidete. Dieser Theologie und damit den hohen Ordensidealen eröffnete nun Heinrich Herz und Geist, und seine Fortschritte waren so gewaltig, daß Heinrich bald an seine Promotion denken konnte.

Promotion zum Doktorate. — Der Kolmarer Chronist meldet uns von Heinrich[1]: « Hic in ordine in doctorem et lectorem subito sublimatur, Heinrich stieg im Orden schnell (subito) zur Würde eines Doktors und Lektors empor. » Heinrich hatte somit wirklich im Orden promoviert und zwar bei seinem großen Talent in verhältnismäßig kurzer Zeit (subito).

Paris war im Trecento der große Magnet, der die Scholaren von ganz Europa anzog. Der Grund lag nicht nur darin, weil hier die berühmtesten Lehrer der Artes und Theologie dozierten, sondern auch darin, weil die in Paris erhaltene Licentia docendi als eine allgemeine, überall gültige anerkannt und der daselbst Geprüfte als « doctor universalis Ecclesiae » angesehen wurde[2]. Aus diesen Gründen schlugen sich auch die Minoriten beinahe darum, in Paris promovieren zu dürfen. Salimbene erzählt uns, daß besonders die nördlichen Provinzen eifersüchtig bestrebt waren, auf Kosten der Italiener

[1] Chronicon Colm. a. a. O. 257.
[2] *Denifle*, Die Universitäten des Mittelalters, I, 45, 746, 773.

so viel wie möglich Leute aus ihrer Mitte zu Paris doktorieren zu lassen [1]. Daß durch einen solchen Wissenstrieb oft Unregelmäßigkeiten, ja Schwierigkeiten entstanden, begreift sich leicht. Erst auf dem Generalkapitel von Straßburg (1282), dem Heinrich als Bischof von Basel beiwohnte, wurde diese Angelegenheit geregelt [2]. Diesem damaligen Wissensdrang nun hatte Heinrich sich angeschlossen und konnte leicht die Erlaubnis seiner Obern erhalten, zumal diese seine Talente zu schätzen wußten und ihn zum Lektor heranbilden wollten. Welche Fakultät aber war es, in der Heinrich promovieren sollte? In dem Ms. minor, das Serarius vorgelegen, wird Heinrich Doctor juris genannt [3]. Doch diese Nachricht ist unrichtig, da sie, wie Serarius selbst bekennt, im Manuskript von einer jüngeren Hand beigefügt wurde. Während der Kolmarer Chronist ihn « Doctor » nennt, kennt Matthias von Neuburg ihn unter dem Namen « Theologus » [4]; Bruschen nennt ihn Doktor der heiligen Schrift [5], was nach mittelalterlichem Begriff gleichbedeutend ist wie Dr. Theologie; Wurstisen berichtet in seinem Catalogus Basiliensium Episcoporun [6]: « Henricus Theologiae Doctor (ut quidam asserunt) », während er in seiner Basler Chronik [7] ihn als « Doktor der Heiligen Schrift » einführt; zwei Manuskripte im Fürstbischöflichen Basler Archiv nennen ihn einfach « Dr. Theologiae » [8]. Wir werden daher nicht fehlgehen, wenn wir die Promotion Heinrichs in der *theologischen Fakultät* annehmen.

So sehen wir denn Heinrich sich in Paris auf das Doktorat der heiligen Theologie vorbereiten. Wie haben wir uns diese Vorbereitung vorzustellen? « Die Pariser Hochschule », schreibt P. Lemmens [9], « unterschied zwei Grade des Lehramtes der Theologie. Nach einem fünfjährigen Studium erhielten die Scholaren den Titel Bakkalar. Diese durften private Lesungen d. h. unter einem Magister

[1] *Salimbene*, Chronica, 337.

[2] *Ehrle*, Archiv VI, 52.

[3] *Serarius*, Moguntiacarum rerum, 846: « ut habeat M S minor, ubi et a quodam, sed alia manu, dicitur Doctor juris et Rudolphi Comitis ab Habsburg medicus. »

[4] *Matthias Neoburgensis*, cronica, ed. *Böhmer*, Font. rer. germ. IV, 158.

[5] *Bruschen*, Chronik, Fol. VIII: « Er war Doktor der heiligen Schrift. »

[6] *Ursistii*, Epitome Historiae Basiliensis, Basilia 1557, 300.

[7] *Wurstisen*, Basler Chronik, 135.

[8] Ms. Series Episcoporum Basil. a. D. Dr. Schmidlin usque ad annum 1580 (L. A. n. 11); Ms. Catalogus Episcoporum Basiliensium 1654 p. 33.

[9] *P. Leon. Lemmens*, O. M., Der hl. Bonaventura, Kempten und München 1901, S. 61.

und in Abhängigkeit von demselben, halten. Hatte der Bakkalar in dieser Weise zur Zufriedenheit der Fakultät eine Zeitlang gelesen, so erhielt er vom Kanzler der Universität die Licentia, d. i. den Grad eines Magisters. Der Lizentiat konnte öffentlich und selbständig Vorlesungen halten. Es hing aber von der Zustimmung der andern Magister ab, ob sie ihn als vollberechtigt anerkennen, ihm Sitz und Stimme im akademischen Senate verleihen wollten. In Paris mußten die Religiosen von altersher erst 5 Jahre Theologie hören, im sechsten wurden sie zur Lectura cursoria Bibliae zugelassen, welche 2 Jahre dauerte. Dann begann der Baccalarius non formatus die auf 2 Jahre verteilte Sentenzenlesung. Nach Abschluß dieser letztern rückte er zum Baccalareus formatus vor, als welcher er während 4 Jahren nicht mehr dozierte, wohl aber an der Fakultät predigen und disputieren konnte. Jetzt erst erhielt er das Lizentiat und konnte nun sein Principium als Magister feiern [1]. Dies war im großen Ganzen der Studienplan, den Heinrich bis zu seiner Promotion durchzumachen hatte. Wir werden aber bei Heinrich kaum 13 Jahre Theologiestudium annehmen dürfen, da der Chronist ausdrücklich bemerkt, Heinrich sei « subito », schnell zum Doktor und Lektor hinaufgerückt. In diese Studienzeit fällt auch Heinrichs Priesterweihe. Paris dürfte wohl der Ort der heiligen Weihen und des ersten heiligen Opfers gewesen sein.

Der Vater Heinrichs hatte seinen Sohn nach Paris gesandt mit dem Wunsch, daß er Priester werden möchte. Gott hatte die Arbeiten des guten Mannes belohnt und aus seinem Sohne nicht nur einen Priester, sondern einen Mönch und Doktor der heiligen Theologie gemacht. So konnte denn Heinrich Paris verlassen. Seine Studien waren gekrönt und er zum tüchtigen Lektor herangebildet, der nun selbständig seine Schule halten konnte.

4. Berufstätigkeit.

Wann Heinrich Paris verlassen hat, wissen wir nicht, doch dürfte dies in der Mitte der fünfziger Jahre geschehen sein. Er hatte wohl von seinen höheren Obern den Auftrag, sich in seiner Heimatprovinz niederzulassen; wenigstens treffen wir ihn von nun an in den verschiedenen Klöstern der oberdeutschen Provinz (Alemaniae superioris),

[1] *Felder*, Studien, 539.

die aus sechs Custodien bestand. [1] Ganz Deutschland war nämlich auf dem Generalkapitel von 1239 zu Rom in drei große Provinzen verteilt worden, in die sächsiche, oberdeutsche und kölnische (oder niederdeutsche) [2]. In welche Custodie und in welches Kloster nun Heinrich zuerst seine Schritte lenkte, wissen wir nicht. Eines nur scheint sicher zu sein, daß Heinrich als Lektor in seiner Heimatprovinz tätig war.

Heinrich als Lektor. — Während der Chronist in Kolmar einfach bemerkt, Heinrich sei im Orden schnell (subito) zum Lektor (Lesemeister) erhoben worden, meldet Johannes von Winterthur O. M. [3] (circa 1348), Heinrich sei in Basel Lektor gewesen [4]. Das Gleiche berichtet auch Clewi Fryger von Waldshut, der im Jahre 1442 ein Buch schrieb von dem Ursprung der durchlauchtigen Fürsten von Österreich, das er aus einem diesen Namen tragenden Werk aus dem Kloster Königsfelden exzerpierte [5]. « Hic velt aber eins zuo sagent von dem vorgenant bischoff Heinrich das im widerfur diewil er ein arm bruder sant Franciscusorden was und lesmeyster zuo Basel was. » [6] Heinrich war somit sicher in Basel Lektor, während für die Nachricht Wurstisens, Heinrich sei « zu Luzern der Mindern Brüdern Läsemeister gewesen » [7] keine sichere Quelle gefunden werden konnte. Allein dessen ungeachtet

[1] *Custodia Alsatiae :* Straßburg, Hagenau, Kolmar, Ruffach, Saarburg, Weißenburg, Kaisersberg, Schlettstadt, Offenburg, Barr.

Custodia Rheni : Mainz, Worms, Speier, Heidelberg, Friedburg, Dieburg, Frankfurt a. M., Gehrhausen, Oppenheim, Kaiserslautern, Breisach.

Custodia Lacus (Bodensee) : Lindau, Konstanz, Zürich, Luzern, Überlingen, Villingen, Schaffhausen, Burgdorf, Victorsberg, Hausach.

Custodia Sveviae : Würzburg, Gmünd, Ulm, Hall, Eßlingen, Rothenburg, Reutlingen, Phorzheim, Tübingen, Heilbron, Heiligenbrunn.

Custodia Bavariae : Augsburg, Regensburg, Nördlingen, Bamberg, Nürnberg, Münster, Ingolstadt, Landshut, Amberg.

Custodia Basileae : Basel, Freiburg i. Br., Bern, Freiburg i. d. Schw., Mühlhausen, Solothurn, Neuburg i. Br., Thun, Königsfelden.

Vgl. *P. Eubel*, Geschichte der oberdeutschen Minoriten-Provinz, Würzburg, 1886, S. 1, 11.

[2] *Glassberger*, Chronica (Anal. Franc. II, 61, confer. Archivum Fransc. Hist. I, p. 4. 6, 11, 17).

[3] Vgl. *G. v. Wyß*, Johannis Vitodur, Chronicon, Zürich, 1856, Einl. XXII.

[4] A. a. O. « Hic in Basilea apud Minores fratres adhuc in minoribus agens lector existens. »

[5] Vgl. *Lorenz*, Deutschlands Geschichtsquellen, Berlin, 1886, I. S. 268.

[6] Chronicon Coenigsfeldense, ed. *Gerbert* in : De Translatis. Habsburgo-Austriacorum Principum Cadaveribus, San Blasii, 1772, 88.

[7] *Wurstisen*, Basler Chronik, CXXXV.

dürfte die Nachricht auf Sicherheit beruhen, und wir müssen annehmen, daß Heinrich nicht nur in Luzern, sondern auch in andern Klöstern der Custodia Lacus als Lektor fungiert habe. Matthias von Neuburg berichtet nämlich, Heinrich habe als Erzbischof von Mainz das Suffragan-Bistum Konstanz zu visitieren beschlossen. Rudolph, Bischof von Konstanz, Neffe des Königs Rudolph von Habsburg, habe ihm aber das Visitationsrecht streitig gemacht. Als der König den Streit beider schlichten wollte, habe Bischof Rudolph die Armut und geringe Größe seines Bistums vorschützen wollen und auf den Einwand Heinrichs, er kenne das Bistum gut genug, geantwortet : « Bene credo, quia soleis vestris saepius percurristis eum, quam ego unquam potuerim equitare, Gern glaube ich dies, denn mit Euern Sandalen habt ihr das Bistum mehr durchlaufen, als ich es bis jetzt mit meinem Pferde konnte [1] ». Diese Antwort zeigt deutlich, daß Heinrich in verschiedenen Klöstern des Konstanzer Bistums gewesen sein muß. Für Zürich läßt sich unter Umständen ein Anhaltspunkt finden bei Untersuchung über die schriftstellerische Tätigkeit Heinrichs. Ist nämlich der unter dem Namen Heinrichs von Zürich erhaltene Kommentar zu Bonaventura wirklich von unserm Heinrich, so darf es als sicher gelten, daß Heinrich Lektor in Zürich war. Zudem berichtet Serarius in seinem Ms. minor, ein Kantor aus Zürich hätte den legendenhaften Bericht über Heinrichs Wahl zum Bischof von Basel gemeldet. [2] Dürfte hierin nicht auch eine Andeutung liegen, daß Heinrich in Zürich gewesen und auch in diesem Kloster sein Lektorat ausgeübt ? Sicher war Heinrich Lektor in Mainz und zwar, wie es scheint, mehrmals. Denn das Ms. minor des Serarius sagt deutlich, daß Heinrich zuerst in Mainz Lektor gewesen und darauf (postea) Guardian zu Luzern wurde [3]. Soviel jedoch ist sicher, daß Heinrich vor seiner Wahl zum Bischof von Basel Lektor in Mainz war.

Der erste von der Geschichte bezeugte Lektor in Mainz unterschreibt sich in einer Urkunde vom 7. Dezember 1254 als « fr. Bonifacius Lector Maguntinus », neben dem « fr. Ulricus, Guardianus Fratrum

[1] *Mathias v. Nuewenburg*, Chronica (ed. *Böhmer*, Fontes rer. Germ. IV, 162).

[2] *Serarius*, Moguntiac. rerum, 846 : « ut habet M S minor, ubi etiam Thuricensi cantore traditur, quomodo mirabiliter ante factus fuisset Basiliensis Episcopus. »

[3] *Serarius*, Mog. Rer. 846. « Lector domus Moguntinensis, Theologus, postea Guardianus in oppido Lutzernensi Constantiensis dioecesios. »

Minorum in Maguntia ».[1] Wer dieser fr. Bonifacius war, wissen wir nicht. In einer andern Urkunde vom Jahre 1259 erscheint fr. Conrad Lector aus dem Mainzer Minoritenkloster[2]. 10 Jahre später unterschreibt am 10. Februar 1269 als « fratre Lodewico quondam Decano Moguntino et Lectore fratrum Minorum[3] ». Dieser Lektor hatte auf sein Kanonikat und Dekanat verzichtet und war 1267 in den Minoritenorden getreten[4] und wurde hier, da er schon 1249 als Magister an der Kathedralkirche in Mainz dozierte[5], zum Lektor befördert. Als Nachfolger dieses fr. Ludwig müssen wir unsern Heinrich bezeichnen, der sich bereits am 23. August 1274 von Hagenau aus in einer Urkunde Rudolphs von Habsburg als Lektor in Mainz dokumentiert.[6] Während in einem undatierten Schreiben (1274) Berards von Neapel an König Rudolph Heinrich als Minoritenlektor bekannt ist[7], wird in einem Briefe Rudolphs vom 17. Dezember 1274 Heinrich als Minoritenlektor in Mainz angeführt[8]. Noch in einem Briefe Gregors X. an Rudolph über die Kaiserkrönung vom 15. Februar 1275 wird Heinrich genannt, « fr. Henricus Ordinis Minorum lector Maguntinus ».[9] Heinrich war somit sicher in Mainz Lektor.

« Das Amt eines Lektors », schreibt P. Felder,[10] « erstreckt sich auf die gesamte wissenschaftliche Erziehung und Leitung nicht bloß der Studenten im engeren Sinne des Wortes, sondern der Klostergemeinde überhaupt, weil auch die ältern Religiosen am Unterricht so viel wie möglich teilnehmen sollten. Während bei den Dominikanern dem Lektor ein Magister Studentium zur Hilfe gegeben wurde, fiel im Minoritenorden der ganze Pflichtenkreis dem Lektor allein zu. Er hatte den Vollzug der Schulverordnungen zu überwachen, die nötigen Bücher und Abschriften, Pergament, Tinte, Federn, Licht zu beschaffen, die in Schulsachen säumigen Lokalobern zu ermahnen und wo nötig

[1] Die Urkunde bei *Gudenus*, Codex diplom., II, 112.
[2] *Baur*, Hess. Urkundenbuch II, 152.
[3] Die Urkunde bei *Schunk*, Codex Diplomaticus, Moguntiae 1797.
[4] Vgl. *Gudenus*, Codex diplom. I, 606.
[5] Er unterschreibt sich in einer Urkunde vom 7. März 1249 als « Magister Ludewicus maioris Ecclesiae ». Die Urkunde abgedruckt bei *Gudenus* a. a. O. I, 603.
[6] Die Urkunde im Staatsarchiv in Aachen, vgl. *Böhmer*, Regesta Imperii VI. Innsbruck 1898, I, 61, n. 202.
[7] Vgl. *Böhmer*, Regesta I, 81 und 278.
[8] Vgl. *Böhmer*, Regesta I, 84 und 288.
[9] Monumenta Germaniae historica, Constitutiones et acta publica imperatorum et regum, III, p. 64, n. 77.
[10] *Felder*, Studien, 367.

dem Visitator oder Provinzkapitel anzuzeigen und die Studien aller und jedes einzelnen zu beaufsichtigen und zu fördern. Die eigentliche Lehrtätigkeit des Lektors gipfelte indes in der *Lectio* und *Disputatio*. Das « Studium » oder die Schule ging wesentlich in diesen zwei Formen des Unterrichtes auf. Die Vorlesung oder der freie Lehrvortrag über einen jeweiligen Fakultätstext bildete die gewöhnliche, tägliche Amtsverrichtung des Lektors. Regelmäßig sollten an jedem Studientag zwei Lektionen gehalten werden. Wie die Studenten unter schweren Strafandrohungen verpflichtet waren, die Vorlesungen zu besuchen, so war auch der Lektor gehalten, sie an keinem « dies legibilis » ausfallen zu lassen. Er sollte dieselben nach dem Feste des hl. Franziskus, am 5. Oktober, eröffnen und ununterbrochen fortsetzen bis zum Termin des Provinzialkapitels. Weil die Provinzialkapitel meistens bald nach Pfingsten stattfanden, wurde das Schuljahr demgemäß gewöhnlich im Juni, spätestens vor St. Peter und Paul (29. Juni) geschlossen. Die Ferien umfaßten mithin die Monate Juli, August und September. Doch fielen für diese Zeit nur die Lectiones ordinariae des Lektors ganz aus. Wenn dieser die Ferien antrat, sollte wenigstens zeitweilig (extraordinarie) über irgend einen Stoff gelesen werden, um die Studenten nützlich zu beschäftigen. Bis kurz nach der Mitte des XIII. Jahrhunderts wirkte an den einzelnen Partikularstudien der Bettelorden nur je ein Lektor [1]. Er hatte täglich zwei theologische Vorlesungen zu halten auf Grund eines zumeist nicht bestimmt vorgeschriebenen Buchtextes ». Welchen Text hatte Heinrich bei seinen Vorlesungen benützt ? Es scheint, er habe seinen Studenten einen Auszug aus Bonaventura vorgelegt. Damit stehen wir vor der schriftstellerischen Tätigkeit Heinrichs.

Leider sind wir über Heinrichs sonstiges Wissen wenig unterrichtet; nur im allgemeinen hören wir, daß Heinrich das « donum scientiae » besessen, wie sich Honorius III. in seiner Ernennungsbulle vom 15. Mai 1286 ausdrückt [2]. Auch Bruder Johannes von Winterthur rühmt Heinrichs großes Wissen [3]. Mehr finden wir nicht aus der Lektoratszeit Heinrichs. Ein einziger Zug noch ist uns aufgezeichnet

[1] Vgl. den nähern Nachweis bei *Felder*, Studien, 540.

[2] Die Bulle ist abgedruckt bei *Schunk*, Codex diplom. 69 : « considerantes quoque benignius tuam conversationem laudabilem, honestatem morum, donum scientiae. »

[3] *Joh. Vitod*. Chronicon (ed. *Wyβ*, 26) : « quidam lector de ordine fratrum Minor. magne scientie. »

durch den Kolmarer Chronisten, der die kleine Geschichte vom Prior Sundensis und dieser vom Herzog Otto von Brandenburg gehört. Er erzählt: « Als Heinrich einst in seiner Zelle saß und studierte, kam ein schwarzer Hund zu ihm und sprach freudig mit menschlicher Stimme: « Heinrich, fürchte dich nicht, bin nämlich zu dir gesandt damit ich dich promoviere zu allem, was du willst, seien es nun Ehrenstellen oder Reichtümer oder Freuden oder Ehren. Wenn du nämlich meinen und der Meinen Willen ausführen willst, so werde ich dich schnell zum Bischof von Basel erheben, darauf zum Erzbischof von Mainz und darauf zum Papste, das heißt, zur höchsten kirchlichen Würde [1]. »

In die Zeit Heinrichs fallen drei Otto von Brandenburg, nämlich Otto der Lange, sein Bruder, Otto der Kleine, und sein Neffe, Otto mit dem Pfeil [2]. Da aber der Chronist einfach berichtet « ab Othone duce de Brandiburch » so ist der bekannte, berüchtigte, selbstsüchtige Markgraf Otto der Lange gemeint, der zur Zeit Heinrichs als Reichsverweser Böhmens und Vormund des böhmischen Thronfolgers eine so große Rolle spielte. Nun aber entpuppt sich die angeführte Erscheinung als Machwerk dieses auf Rache sinnenden Mannes. Heinrich war nämlich im September 1280 als Bischof von Basel mit seinen Kriegern Rudolph zu Hilfe geeilt, um den rebellischen Markgrafen Otto zur Unterwerfung zu zwingen, wie dies der Analist Heinrich von Heimburg (c. 1300) [3] ausdrücklich berichtet: « Congregato autem exercitu magno tempore autumnali intravit per Moraviam terram Bohemie adversus Ottonem marchionem Brandeburgensem, qui Polonos habebat in comitatu. Rex Rudolphus autem habuit secum Episcopum Basiliensem. » [4] In einer Urkunde vom 20. September 1280 unterschreibt auch Heinrich als Zeuge « apud Brunnam in castris ». [5] Da der

[1] Chronicon Colmariense (ed. cit. 257): « Hic cum in camera sederet atque studeret, venit ad eum catulus niger; ut dixit prior Sundensis, qui ab Othone duce de Brandiburch se retulit didicisse, qui humana sibi voce haec cum gaudio referebat: Henrice, noli timere; sum enim tibi missus, ut te promoveam ad omnes quascumque volueris dignitates sive divitias sive delicias sive honores. Si enim meam meorumque volueris facere voluntatem, te in episcopum Basiliensem subito promovebo et post haec in archiepiscopum Moguntinum et post haec in papam, id est ad summam ecclesiae dignitatem. »

[2] Vgl. *Böhmer*, Regesta Imperii VI, 261, n. 1026*a*.

[3] Vgl. *Lorenz*, Deutschlands Geschichtsquellen, I, 288.

[4] *Henricus Heimburg*, Anales ed. Wattenbach M. G. S. XVII, Hannoverae 1861, 717.

[5] Vgl. *Böhmer*, a. a. O., 1. Abt. 304, n. 1224.

von Rudolph hergestellte Friede jedoch nicht von langer Dauer war und sich die Böhmen genötigt sahen, Otto erst die Reichsverwaltung und später sogar ihren jungen König, dessen er sich bemächtigt und den er nach Brandenburg entführt hatte, abzukaufen [1], so begreifen wir leicht, daß sich die feindliche Gesinnung Ottos gegen Heinrich nicht gebessert hatte und dieser daher nur zu geneigt war, sich durch obige Verleumdung zu rächen. Vielleicht dürften wir auch nicht fehl gehen, in Otto von Brandenburg den Urheber des Gerüchtes vom dreimaligen Austritt Heinrichs aus dem Orden zu betrachten, da der gleiche Kolmarer Chronist uns dies überliefert.

Heinrich als Schriftsteller. — Die verdienstvollen Editores der Werke des hl. Bonaventura berichten im ersten Bande [2] von einem « fr. Henricus Ord. Min., Lector in Turico, Helvetiae civitate ». Obwohl sie diesen Bruder Heinrich nicht näher zu bestimmen wagen, vermuten sie doch in ihm unsern Heinrich von Isny [3]. Er soll Verfasser einer Handschrift des XIII. Jahrhunderts sein, die unter dem Titel « Veritates quaestionum super librum Sententiarum S. Bonaventurae heute noch auf der Stadtbibliothek in Bergamo, Berlin, Nürnberg und in der Klosterbibliothek der Franziskaner in Freiburg (Schweiz) erhalten ist. [4] Ihr Wahrscheinlichkeitsbeweis beruht einerseits darauf, daß fr. Henricus Lektor in Mainz und Guardian in Luzern war, anderseits daß wenigstens vom Jahre 1247 für Zürich ein Barfüßer-Kloster bezeugt ist. [5] Untersuchen wir die Frage.

P. Eubel [6] berichtet von einem Barfüßer-Guardian Heinrich, der 1247 urkundlich in Zürich bezeugt sei. Als Beweis zitiert er Nüscheler, die

[1] Vgl. *Böhmer*, a. a. O., 1. Abt. 304, n. 1223*a*.

[2] S. Bonaventurae, Opera omnia, Quaracchi 1882, I. Proleg. LXV.

[3] A. a. O. « Quis sit iste Henricus, non audemus decidere. Est certe auctor saec. XIII., ut constat ex codice a nobis ultimo loco posito. . . . Coniectamus autem auctorem esse posse illum celeberrimum praedicatorem Henricum Göckelmann de Isny, qui fuit confessarius Imperatoris Rudolphi I. de Habsburg ab anno 1255-1286 Episcopus Basiliensis (ist wohl ein Druckfehler für 1275, da von 1249-1262 Berthold von Pfirt, 1262-1275 Heinrich von Neuenburg Bischöfe von Basel waren), deinde Archiepiscopus Moguntinus († 1288). »

[4] Vgl. a. a. O. die nähere Beschreibung der Codices.

[5] A. a. O. « Quod hic fuerit Lector Moguntiae et Quardianus Lucernae constare videtur. Quem autem saltem ab anno 1247 Conventus Minorum fuerit Turici, nihil obstat, quominus idem etiam ibidem per aliquos annos officio lectoris functus sit. »

[6] A. a. O. II, 203.

Gotteshäuser der Schweiz, H. 3. S. 454. Nun aber kennt Nüscheler [1] keinen Heinrich, sondern einen Eberhard, Quardian und die Brüder des mindern Ordens in Zürich. [2] Wirklich nennt die Urkunde, die in der Urkundensammlung Zürich's publiziert wurde und deren Original in Baar (Kt. Zug) aufbewahrt ist, nur einen fr. Eberhardus dictus Cardianus et fratres sui Ordinis minorum Turicensis. In der Zürcher Urkundensammlung [3] ist im XIII. Jahrhundert nur ein einziges Mal von einem « fr. Henricus dictus de Wengin » die Rede, der in einer Urkunde vom 30. Juni 1259 bei Zürich als Zeuge auftritt. Wer dieser fr. Henricus sei, ist nicht zu bestimmen, wohl aber dürfte der Zusatz « dictus de Wengin » darauf hinweisen, daß sich damals noch ein anderer fr. Henricus in diesen Gegenden aufgehalten, da im XIII. Jahrhundert nur bei Doppelträgern des gleichen Namens für einen der Zusatz gemacht wurde. Wer dann dieser einfache fr. Henricus war, wird leicht zu bestimmen sein, da wir genau wissen, daß unser fr. Heinrich von Isny sich längere Zeit im Bistum Konstanz aufgehalten. Doch untersuchen wir nun das Werk selber, um daraus, wenn möglich, einen Anhaltspunkt zu gewinnen.

Ich benütze den mir gütigst zugestellten Codex des Freiburger Franziskanerklosters; derselbe wurde auf Befehl P. Guardians, fr. Johannis Joly (1510), von fr. Antonius de Maßmünster im J. 1478 in Freiburg selber abgeschrieben [4] in schöner, leserlicher Schrift. Der Autor beginnt : « Incipit excerptum questionum Bone venture. Veritates questionum ex opere Boneventure super librum Sententiarum pro

[1] *Nüscheler*, Die Gotteshäuser der Schweiz II, 1. Abt. Zürich 1867, 454 : « Zürich Barfüßer. Dieses Kloster soll schon 1240 in Würden gestanden sein. Eberhard, Quardian, und die Brüder des mindern Ordens in Zürich geben am 25. Januar 1247 ein Vidimus der Urkunde von 1228 betreffend den Verkauf des Hofes Baar durch Graf Rudolph von Habsburg an Abt Guido et Konvent in Kappel. (G. N. S. II, *27*.) »

[2] Urkundenbuch der Stadt und Landschaft Zürich, Zürich, 1890, II, S. 289, n. 828. Die Urkunde, die kein Datum trägt, wird von den Herausgebern in die Jahre 1252-1258 versetzt und ist ein Vidimus über zwei Urkunden von 1228 und 1247, betreff des Hofes in Baar.

[3] A. a. O. III, S. 154, n. 1068 : « Nomina testium huic ordinationi presentium sunt hec : fr. Henricus dictus de Wengin, fr. Otto de Westivalia de ordine fratrum minorum. »

[4] Der Titel lautet : « Veritates Theologicae Boneventure ». Am Schlusse ist zu lesen : « Finitus est iste liber et conscriptus per me fratrem Anthonium de Maßmünster, anno Domini 1478 Friburgi Öchtlandia sabatho prime dominice adventus Domini : Orate Deum pro scriptore. »

modico intelligentie mee ad instantiam fratrum extrahere cupiens brevitati studui in hunc modum.» Am Ende des ersten Sentenzenbuches:

« Explicit : Suscipe placatus,
Bone rex de virgine natus,
Henrici munus,
Qui regnas trinus et unus. »

Der Verfasser schließt sein ganzes Werk mit folgender Erklärung: « Hec ego frater Henricus de ordine fratrum Minorum, eiusdem Ordinis in Thurego lector existens, ex opere Boneventure abbreviando conscripsi, cupiens desiderio satisfacere pauperum in scripturis, ut qui integri voluminis copiam habere non possunt, saltem hanc abbreviationem habeant, pro memoriali. Unde rogo ipsum lectorem pium, ut si sibi quod erraverim alicubi videatur, ad opus integrum recurrat, et forsitan ibi me reperiet non errasse. Sed si nec hoc ei sufficit, mihi placet et peto, ut si que a me male intellecta aut certe incaute posita invenerit, in nomine Domini corrigat et emendet, mecum mercedem recipiens ab eo, qui vivit et regnat in saecula saeculorum. Amen. » Allein aus diesen persönlichen Angaben des Autors ist nur zu entnehmen, daß dieser Lektor in Zürich war und von seinen Schülern um die Abbreviatur [1] des Bonaventurischen Werkes gebeten wurde. Ob nun unser Heinrich wirklich der Verfasser ist, kann nicht sicher entschieden werden, doch scheinen dies seine vorher testierte Lehrtätigkeit als Lesemeister, sein Aufenthalt in diesen Gegenden und sein im ganzen Leben als Praktiker anerkanntes Talent sehr wahrscheinlich zu machen.

Das Werk selber ist ein fast wörtlicher Auszug aus dem Kommentar Bonaventuras zum Sentenzenwerk des Peter Lombard, mit allen Quaestionen und Artikeln, nur ist hin und wieder eine Objectio in den Text selber aufgenommen. Zur Orientierung geben wir hier einen Vergleich beider Werke über die damals so strittige Frage de immaculata conceptione B. V. Mariae [2].

[1] Nach der Chronik von *Glaßberger* (Analecta Franciscana II, 102) wäre der Generalminister fr. Wilhelm derjenige, « qui opus S. Bonaventurae super sententias breviavit », während nach der Chronica XXIV Generalium und Wadding (ad annum 1278 n. XXXI) gegen Salimbene dieser fr. Wilhelm als « Vicarius Gulielmus de Falgario » bestimmt wird.

[2] Es gibt uns dies einen Einblick, wie im Mittelalter die Abbreviationen großer Werke gemacht wurden.

fr. Bonaventura [1].

Supra egit Magister de incarnatione; hic vero agit de conceptione. Et quia ante conceptionem Filii Dei praecessit sanctificatio Virginis, ideo ista pars habet duas partes... Prima pars dividitur in duas partes, in quarum prima determinat de sanctificatione... in secunda vero inquirit, utrum caro Christi ita potuerit in Abraham decimari, sicut in Virgine potuit sanctificari... Circa primam quaeruntur tria: Primo quaeritur, utrum caro Virginis sanctificata fuerit ante animationem. Secundo quaeritur, utrum anima eius sanctificata fuerit ante originalis contractionem...

Respondeo: Dicendum, quod caro beatae Virginis ante animationem non fuit sanctificata; non quia Deus non potuerit carnem Virginis purificare ante quam animare, sed quia sanctificatio habet esse per aliquod donum gratuitum superadditum, quod quidem non habet esse in carne sed in anima. Ideo si caro beatae Virginis dicitur sanctificari aut hoc intelligitur mediante gratia existente in eius anima, vel mediante gratia existente in animabus parentum: Constat, quod non mediante gratia existente in eius anima, quia tunc esset oppositio in adjecto, videlicet quod caro sanctificetur ante animae creationem et tamen sanctificetur per virtutem gratiae illius animae; sequitur enim, quod idem sit prius et posterius in uno et eodem. Si autem intelligatnr hoc fieri per gratiam, quae collata fuerit animabus parentum, hoc non potest esse triplicatione. Prima: quia gratia sanctificationis non habet transfundi a parente in prolem, pro eo quod proles

fr. Henricus.

Habitum est de incarnatione, nunc in hac distinctione III. agendum est de filii conceptione, et quia ante conceptionem praecessit virginis sanctificatio, ideo primo agendum de Mariae sanctificatione, deinde quaeritur, si potuit caro Christi Abraham decimari, sicut in virgine sanctificari. Circa primum quaeruntur haec VI. scl., utrum caro virginis fuerit sanctificata ante animationem; utrum anima eius fuerit sanctificata ante originalis contractionem.

Ad primum dicendum, quod caro virginis non fuit sanctificata ante animationem; non quia Deus non potuerit carnem eius purificare, sed quia sanctificatio est donum gratuitum, quod habet esse in anima.

Si ergo caro Virginis dicitur sanctificari aut hoc erit a gratia existente in sua anima aut in anima suorum parentum: Non primo modo, quia esset oppositio in adiecto, scl. quod caro sanctificaretur a gratia, antequam nondum esset. Nec secundo modo, quia gratia sanctificationis non habet transfundi a parente in prolem, quia proles non est in parente secundum animam. Igitur nec secundum sanctificationis gratiam. Et hoc est sententia Bernardi ad Lugdunenses. Esto autem quod esset possibile, quod sanctificatio derivaretur a parentibus in prolem sicut originalis justitia, tamen nunquam deducaretur me-

[1] Opera omnia, ed. cit. III, 60.

non est in parente secundum animam; ideo nec in parente habet sanctificationis gratiam. Et hoc est, quod dicit Bernardus ad Lugdunenses ... Secundo ratio est : quia, etsi hoc esset possibile, quod sanctificatio derivaretur a parente in prolem, sicut originalis justitia nunquam tamen derivatur mediante coitu libidinoso, quia tunc duo opposita essent simul et semel in eodem. Et ideo dicit Bernardus : « Forte inter amplexus maritales sanctitas ipse conceptioni se immiscuit, ut simul sanctificata fuerit et concepta. Sed hoc ratio non admittit.... Tertia ratio est : quia esto quod sanctificatio adesset et libido defuerit virtute divina, non tamen decuit, ut deesset, propter hoc quod haec est solius beatae Virginis praerogativa ; sola enim ipsa, ut Sancti dicunt, sine peccato concepit et sine dolore peperit.... Unde Bernardus : « Dico, Virginem gloriosam de Spiritu sancto concepisse non autem conceptam fuisse, dico, peperisse virginem, non tamen partam a virgine. Alioquin ubi erit praerogativa Matris, de qua singulariter creditur exsultare et munere prolis et carnis integritate, si eam dederis matri ? Non est hoc Virginem honorare, sed eius honore detrahere. » — Et ideo simpliciter concedendum, quod caro eius ante animationem non fuit sanctificata. Et concedendae sunt rationes, quae hoc probant.

Ad illud quod obiicitur, quod conceptio Virginis fuit ex legitimo matrimonio, ergo etc. ; dicendum, quod totum illud est probabile, videlicet quod concepta fuerit ex sterili et ex coitu conjugali absque omni culpa actuali ; non tamen sequitur, quod concepta fuerit absque causa peccati, quia ita transfunditur originale ex illis qui generant ex coitu mediante coitu libidinoso, quia tunc duo opposita adessent simul et semel in eodem. Tamen tali coitu transfunditur originale peccatum nec sanctificatio. Unde Bernardus : forsitan inter amplexus maritales, sanctitas ipsi conceptioni se immiscuit, ut simul sanctificata fuerit et concepta. Sed hoc ratio non admittit. Esto adhuc quod sanctificatio adesset et libido deesset virtute divina, non tamen decuit, ut deesset propter hoc, quod haec est solius virginis praerogativa ; sola enim, ut dicunt sancti, sine peccato concepit et sine dolore peperit, hoc etiam est sententia Bernardi.

(Obj. 4) Si obiicis quod beata virgo, ut dicit quaedam historia, concepta fuit de parentibus sanctis et matre sterili et sic virtute Spiritus sancti et sic in sua conceptione fuit sanctificata, sed ante fuit caro concepta quam animata. Igitur dicendum, quod hoc totum potest esse, quod fuit de legitimo matrimonio concepta, de sterili

legitimo, sicut qui generat ex coitu adulterino, sicut ostensum, fuit in secundo libro. — Et si obiiciat, quod non debuit ibi esse causa originalis quia facta est mediante virtute Spiritus sancti fecundante, et propter fecundationem sterilitatis maternae, quae non fuit ab homine, sed a Deo; dicendum, quod illud non valet, quia hoc similiter posset obiici de Joanne et Isaac, qui de sterilibus sunt concepti.

Propter quod nota, quod Spiritus sanctus aliquando operatur ut Spiritus, aliquando ut sanctus. Tunc quidem operatur ut Spiritus, quando opus facit supra naturam; tunc ut Spiritus sanctus operatur, cum non facit solum opus supra naturam, sed etiam sanctificat illud, supra quod operatur. — Dico igitur, quod in conceptione solius Filii Dei, qui est Sanctus Sanctorum, non solum operatus est ut Spiritus, sed ut Spiritus sanctus. In conceptione vero, qua Joannes est conceptus, sive beata Virgo, operatus est ut Spiritus tantum; ideo sola Virgo Maria dicitur concepisse de Spiritu sancto. Propterea nullius conceptionis solemnitatem celebrat Ecclesia nisi solius Filii Dei in Annuntiatione beatae Virginis Mariae.

Sunt tamen aliqui, qui ex speciali devotione celebrant conceptionem beatae Virginis, quos nec omnino laudare nec simpliciter audeo reprehendere. Non omnino approbare audeo, pro eo quod sancti Patres, qui alias solemnitates Virginis, Spiritu sancto dictante, statuerunt, qui etiam magni amatores et veneratores beatae Virginis fuerunt, conceptionem Virginis solemnizare non decreverunt. Beatus etiam Bernardus, praecipuus Virginis amator et honoris eius zelator

et sine peccato actuali non sine causa peccati, ita enim transfunditur originale per coitum legitimum sicut per adulterium. Si dicis hic non debuit esse causa originalis propter virtutem Spiritus sancti fecundantem matrem virginem, dico quod illud non valet, quia similiter posset obiici de Johanne et de Isaac, in quibus tamen non defuit causa peccati originalis et etiam ipsum originale in effectu ante sanctificationem. Propter quod notandum, quod Spiritus sanctus aliquando operatur ut spiritus, aliquando ut sanctus, ut spiritus operatur, quando facit opera supernaturalia, ut sanctus, quando sanctificat illud, supra quod operatur.

In conceptione ergo Johannis et virginis operatus est ut Spiritus. In conceptione salvatoris ut sanctus, et ideo nullius conceptionem sollempnizat ecclesia nisi solius filii Dei in annuntiatione beatae virginis.

Sunt tamen aliqui, qui etiam celebrant conceptionem beatae Mariae, quos nec laudo nec vitupero. Non laudo, quia sancti patres hanc festivitatem non statuerunt sicut alia festa virginis. Et Bernardus reprehendit celebritantes conceptionem.

illos reprehendit, qui conceptionem Virginis celebrant. — Non etiam audeo omnino reprehendere, quia, ut quidam dicunt, haec solemnitas celebrari non coepit humana inventione, sed divina revelatione; quod si verum est, sine dubio bonum est solemnizare in eius conceptione. Sed quia hoc authenticum non est, non compellimur credere; quia etiam contra fidem rectam non est, non compellimur negare.

Potest etiam esse, quod illa solemnitas potius refertur ad diem sanctificationis quam conceptionis. Et quoniam dies conceptionis fuit certa, et dies sanctificationis incerta, ut patebit infra, ideo non irrationabiliter solemnitas diei sanctificationis statui potuit in die conceptionis; nec immerito, quia quamvis conceptionis diem non oporteat celebrari, pro eo quod non fuit sanctitas in concepto, possunt tamen irreprehensibiliter gaudere sanctae animae, pro eo scilicet quod tunc inchoatum est.

Credo tamen et confido de Virgine gloriosa, quod si quis hanc solemnitatem celebrat non ex amore novitatis, sed potius ex devotione Virginis, non credens etiam contra illud, quod elici potest ex sacra Scriptura; quod benedicta Virgo devotionem eius acceptat; et si aliquid est reprehensibile, spero, quod apud iustum Judicem dignabitur excusare. Nec huic obviant dicta Bernardi. Potius enim intendit excludere errorem, ne quis credat Virginem sanctificatam in conceptione, quam erga Virginem devotionem nostram minuere.

Nec et reprehendo, quia, ut dicunt quidam, haec solempnitas tali praxi non cepit humana inventione sed divina revelatione, quod, quia non est certum, non cogimur id credere; quia etiam non est contra fidem rectam, non cogimur negare.

Potest etiam esse, quod haec sollempnitas potius refertur ad diem sanctificationis quam conceptionis, et quoniam dies conceptionis fuit certa, sanctificationis incerta, non incongrua sollempnitas haec statui potuit in die conceptionis. Et quamvis conceptionem celebretur, quia in concepto sanctitas non fuit, tamen possunt devoti ad virginem irreprehensibiliter gaudere de eo, quod tunc inceptum est.

Credo insuper, quod, si quis celebrat hanc sollempnitatem non ex vanitate sed devotione nihil credens contrarium ei, quod elicitur ex Scriptura, quod beata virgo eius devotionem acceptet, et si aliquid reprehensibile est, spero, quod apud Deum excuset. Et Bernardus non reprehendit celebrantes, sed inducentes conceptionis sanctificationem.

Wir sehen, die Abbreviatur ist kurz und knapp gehalten, unter steter Angabe des Kerngedankens, der wichtigsten Schwierigkeiten und Konsequenzen. Ist dies Werk wirklich von Heinrich verfaßt, so macht

es seinem Namen alle Ehre und zeigt uns den scharfen Auffassungsgeist, das Orientierungstalent und den praktischen Sinn, wie dies später von Rudolph I. an seinem Kurfürsten so sehr geschätzt und gelobt wurde.

Heinrich beschäftigte sich während seines Lektorates nicht nur mit der Schule, sondern wirkte auch auf pastoralem Gebiete mit großem Erfolge.

(Fortsetzung folgt.)



KLEINERE BEITRÄGE — MÉLANGES

Eine neu gefundene Quelle zur zürcherischen Reformationsgeschichte.

Herr Dr. E. Gagliardi, der auf der Zürcher Stadtbibliothek die Reformationschronik des Johs. Stumpf [1] und die Entwürfe zu Joh. Keßlers Sabbata auffand [2], hat nun auch noch neue Aufzeichnungen entdeckt, deren Wert um so höher anzuschlagen ist, als sie von einem altgläubigen Berichterstatter herrühren, während die bisher bekannten Quellen spärlich und völlig unzureichend sind und eine der wichtigsten Quellen des Staatsarchivs die Ratsmanuale, für diese Zeit völlig fehlen. Als Verfasser ergibt sich nach den Ausführungen Gagliardis [3] der Zürcher Seckelmeister Hans Edlibach ein vermöge seiner amtlichen Stellung in die Ereignisse besser eingeweihter Berichterstatter als die bisher bekannten Geschichtsschreiber der zürcherischen Reformation, die wie Bernhard Wyß, Johann Stumpf, Heinrich Bullinger, entweder Schulmeister, Pfarrer oder Gelehrte und infolge dessen in die intimen Vorgänge und Beratungen, die sich im Schoße der Behörde abspielten, nicht oder nur indirekt eingeweiht waren.

Ludwig Edlibach ist ein Sohn des Chronisten Gerold Edlibach, der uns am Schlusse seiner Chronik auch über den Verlauf der Zürcher Glaubensbewegung bis 1526 vom altgläubigen Standpunkt aber ziemlich summarisch berichtet. Die Aufzeichnungen des Ludwig Edlibach über die Jahre 1528–1531 sind nur in einer Kopie des XVII. Jahrhunderts erhalten und deshalb wohl bisher nicht in ihrer Bedeutung erkannt worden, und besonders ausführlich da, wo er persönlich beteiligt war. Er war ein unverhohlener Gegner der religiösen Neuerung, wiewohl er sich ihr äußerlich angeschlossen hatte. Infolge dessen überliefert er uns vielfach ganz unbekannte oder bisher

[1] Vgl. Zeitschr. f. Schweiz. Kirchengesch. III 45-46 und seither eingehend Ernst Gagliardi, Beiträge zur Geschichte der Historiographie in der Schweiz im Jahrbuch f. Schweiz. Gesch. XXXV (1910), S. 47*-56*.

[2] Derselbe, Der Entwurf zu Keßlers Sabbata und die Chronik des Hermann Miles, ebenda, S. 56*-63*.

[3] Mitteilungen über eine neu gefundene Quelle zur zürcherischen Reformationsgeschichte in der Zeitschrift «Zwingliana», 1911, Nr. 17.

lediglich vermutete Tatsachen, wenn ihm dabei auch gelegentlich chronologische Irrtümer mitunterlaufen. Bullinger hat diese memoirenartigen Aufzeichnungen vielfach geradezu ausgeschrieben, und darin liegt ein Beweis für die Glaubwürdigkeit ihres Inhaltes. Daraus ergibt sich andererseits auch ihre Bedeutung für die Kritik der Bullinger'schen Geschichtschreibung. « Für die Auffassung Edlibachs aber ist charakteristisch, daß er unermüdlich und unaufhörlich den unheilvollen Einfluß der politisierenden evangelischen Geistlichkeit, die zum Kriege drängte, hervorhebt. » Wir erfahren auch, « mit welchen äußersten Mitteln der Reformator 1529 den Kampf gegen die V Orte herbeizuführen strebte. » Man wird auf die Veröffentlichung dieser Aufzeichnungen eines Gegners Zwinglis, der den religiösen Umschwung nur äußerlich mitmachte, sehr gespannt sein, da sie die Auffassung über Entstehung und Ausbreitung der religiösen Neuerung in vielen Punkten berichtigen und auch auf die katholische Geschichtsschreibung jener Tage ein neues Licht werfen wird. *A. B.*

Über das Kloster Laufenburg.

« Bausteine zu einer Geschichte des Kapuzinerklosters Laufenburg von *Fritz Wernli* » lautet der Titel einer Abhandlung im *Taschenbuch der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau* für das Jahr 1910, S. 171-203. — Schon im Jahre 1619 wurde die Gründung eines Kapuzinerklosters angeregt, aber erst 1652 konnte der Grundstein gelegt, 1660 Kirche und Kloster den Kapuzinern übergeben werden. Es gehörte zur österreichischen Provinz, von der es aber 1664 der schwäbischen oder oberrheinischen zugeteilt wurde. Das Kloster hat eine stille Geschichte. Die nicht zahlreichen Patres halfen in der Seelsorge, hörten die Beichten der Nonnen von Säckingen, bekehrten zahlreiche Zwinglianer, brachten den Kranken Pflege, Trost und Heilung und trieben wacker Teufel aus. Zwei Patres gingen als Feldprediger mit den deutschen Soldaten in den Türkenkrieg und wohnten 1655 der Seeschlacht bei den Dardanellen bei. Einer von ihnen, P. Ignatius Eggs von Rheinfelden, besuchte im folgenden Jahre Palästina. Er hat seine Reise 1664 zu Konstanz im Druck herausgegeben. Sie erlebte noch drei weitere Auflagen. P. Ignatius starb zu Laufenburg 1702, im Alter von 84 Jahren. Eine jähe Unterbrechung erlitt das stille Wirken der frommen Ordensmänner durch die Einfälle der Franzosen in den Jahren 1796 und 1798. Als 1804 das Fricktal mit dem Kanton Aargau vereinigt wurde, wollte die Regierung das Kloster bestehen lassen, aber der Orden war zu wenig zahlreich, um alle Posten zu besetzen, und so erfolgte im Jahre 1810 die endgültige Aufhebung. Der Verfasser hat nebst den gedruckten Werken hauptsächlich aus dem Archiv in Laufenburg geschöpft und eine recht verdienstliche Arbeit geliefert.

P. G. M.



REZENSIONEN — COMPTES-RENDUS

Historia Ecclesiastica, auctore D. Antonio Weiss, Prof. in Universitate Graecensi I und II. 1. Graz, Styria 1907, 1910. (XII–798, VIII–693 S.)

Ein gewagtes Unternehmen, heutzutage, wo das Latein als Unterrichtssprache sogar für die streng theologischen Fächer vielfache Anfechtung erfährt, ein lateinisches Lehrbuch der Kirchengeschichte zu schreiben. Doch die Verhältnisse vielerorts erfordern das, z. B. in Rom mit seinen Kollegien und Alumnen aus allen Teilen der Welt, im vielsprachigen Österreich usw. Der gelehrte Professor der Kirchengeschichte und Patrologie A. Weiß in Graz hat sich diese Aufgabe gestellt und sie mit Glück gelöst. Das Latein liest sich gut und leicht; es zeigt, wie ein Römer besonders hervorhob, nicht die Schwerfälligkeit des deutschen Stils. Es ist jedoch hier in erster Linie nicht auf Eleganz des Ausdrucks und klassische Sprache abgesehen, sondern mehr auf klare, gefällige Darlegung, und dies ist vollauf erreicht.

Doch wichtiger als das Kleid ist der Inhalt. Das Werk ist nicht bloß ein Auszug aus bewährten Autoren, wie man das wohl bisweilen in Kompendien trifft, es ist selbständige Forschung und Originalarbeit, was dem verehrten Verfasser, wie er selbst sagt, ein schweres Stück Arbeit kostete. Die zeitgenössische Literatur ist so ziemlich vollständig, zum Gebrauch der Studierenden mehr als genügend, aufgeführt und kurz charakterisiert. Die Quellenangabe bietet Gelegenheit und Anregung zu selbständigem Forschen. Was aber die Hauptsache ist, die Quellen und Texte sind nicht bloß zitiert, um damit zu prangen, sie sind in den Stoff so verarbeitet, daß die Resultate und Endurteile sich unzweideutig und folgerichtig daraus ergeben. Dies gilt von der altkirchlichen Literatur, Vätern und Konzilien, wie von den zahllosen mittelalterlichen Chroniken und Monographien.

Als vortrefflich bearbeitete Glanzpartien seien hier hervorgehoben: Der Aufenthalt Petri in Rom (zu merken jedoch: Das *Ostrianum* (S. 83) ubi b. Petrus baptizabat, ist höchst wahrscheinlich nicht im Coemeterium majus an der Via Nomentana, sondern in den Priscillakatakomben an der Salaria zu suchen), die konzise, doch gehaltvolle Darstellung der Christenverfolgungen (bei der letzten wird kurze Skizzierung der Marcellinusfrage vermißt), die lichtvolle Darlegung der verworrenen Faktionen der Arianer, wie sie anderswo wohl schwerlich zu finden wäre, die Abschnitte über die Entfaltung des katholischen Lebens, der katholischen Lehre und des Kultus, die gedrängten und doch reichhaltigen Übersichten über die kirchliche Literatur und Kunst (jedoch fehlt die Erwähnung der Cömeterial- oder Katakombenkunst), die Liberius- und Honoriusfrage, Ursprung des Patrimonium Petri, das traurige X. Jahrhundert, und die Anbahnung und Durchführung der Reform, besonders unter Gregor VII., die gefährlichste Krise im Leben der Kirche, das abendländische Schisma, das die Zerreißung der

abendländischen Christenheit durch die Reformation vorbereiten half, die treffliche Zeichnung der handelnden Personen, vorab der Päpste, der großen wie der tadelnswerten, deren Bild sich so plastisch vom Hintergrund der Geschichte abhebt. Doch wir müßten, um erschöpfend zu sein, fast alle Titel und Partien anführen.

Überall ist maßvoll und gerecht Licht und Schatten verteilt, kein fruchtloses Jammern über die Schlechtigkeit der Zeiten und Menschen trifft man; ein gesunder Optimismus bringt in allen Geschicken der Kirche die göttliche Leitung und Führung zur Anschauung und flößt gleiches Vertrauen für die Zukunft ein. Selten ist so entschiedene kirchlichtreue Gesinnung, die jedoch nie zudringlich prätentiös auftritt, mit größter wissenschaftlicher Freiheit harmonisch verbunden. Die verständige kritische Sonde, das maßvolle, gesunde Urteil über Erscheinungen und Personen, die sorgfältige Abwägung von Lob und Tadel über Freund und Gegner berührt äußerst wohltuend.

Es ließe sich streiten über Ausdehnung, Anordnung und Einteilung des Stoffes. Der Verfasser folgt der von namhaften Kirchenhistorikern angewandten, für Schulgebrauch und Selbststudium geeignetsten Methode, den Stoff nach gewissen charakteristischen Erscheinungen und Ereignissen in kleinere und größere Epochen zu gliedern und in deren Rahmen zuerst das äußere Wirken der Kirche, dann das innere Leben in Lehre, Kult und Sitten wie in der Abirrung davon, Irrlehren und Spaltungen, darzustellen. Über Zahl und Umfang der Epochen werden Fachleute immer verschiedener Ansicht sein, wie über Zuteilung einzelner Stoffe an dieselben. Wichtig ist, daß hier die Materie relativ vollständig und sehr übersichtlich behandelt wird und lästige Wiederholungen vermieden sind. In strittigen Punkten legt der v. Verf. die Meinungen höchst objectiv dar und führt seine Gründe für die eigene Ansicht leidenschaftslos an.

Das Werk gewinnt durch schöne Ausstattung, Schriftwechsel usw. noch sehr an Übersichtlichkeit und läßt sich so leicht auch da verwenden, wo man wegen Zeitmangel den Stoff bedeutend beschränken muß.

Doch einen Nachteil hat das Werk. Ursprünglich auf zwei Bände berechnet, wird es nun in drei starken Abteilungen erscheinen, und der v. Verfasser sah sich genötigt, sehr wichtige Partien aus dem Mittelalter stärker zu beschneiden, als ihm lieb war. Die Fülle des Stoffes in der Neuzeit wird diese Notwendigkeit in der letzten Abteilung noch fühlbarer machen, wenn die zahlreichen Wechselfälle und Erscheinungen der Reformation und Revolution, das Wirken der Kirche unter Heiden und Christen der letzten Jahrhunderte geschildert wird. Wäre da nicht zu wünschen, daß die immerhin vortreffliche Darstellung alter Irrlehren, vorab der Gnostiker und Manichäer, gekürzt worden wäre? Die drei starken Bände sind eben in vielen Anstalten schwer zu verwenden, ganz abgesehen vom hohen Preise, der freilich angesichts der Fülle des Gebotenen und der Gediegenheit des Werkes ein bescheidener genannt werden darf. Es ist darum sehr zu begrüßen, wenn der v. Verf. einmal eine einbändige Ausgabe mit Verkürzungen des Textes und Weglassung der Literatur veranstaltet.

Der Recensent erlaubt sich, einen Wunsch auszusprechen, der für die meisten Kompendien der Kirchengeschichte gilt. Steter Kontakt der kirchlichen Ereignisse mit den gleichzeitigen Erscheinungen der Profangeschichte würde viel zu einer einheitlichern und weitern Geschichtsauffassung beitragen. Wohl wird der Lehrer stetig darauf hinweisen; wünschenswert wäre aber, daß der Studierende eine solche kurze Hervorhebung der Zusammenhänge stets vor Augen hätte.

Alles in allem genommen, haben wir hier ein Werk, das allen ähnlichen Publikationen auf diesem Feld durchaus ebenbürtig und gleichwertig ist und mehr als dies: zahlreiche stolz auftretende Erscheinungen unserer « voraussetzungslosen » Gegner läßt es weit hinter sich zurück.

P. Fridolin Segmüller O. S. B.

Wilhelm Meyer, Der Chronist Werner Steiner (1492-1542). Ein Beitrag zur Reformationsgeschichte von Zug. Freiburger Dissertation. Stans v. Matt. 1910, 146 S.

Was wir bisher von dem Leben dieses Zuger Chronisten wußten, war durftig genug. Vor bald einem Jahrhundert veröffentlichte Kirchhofer auf Grund von Steiners Autobiographie ein kurzes Lebensbild dieses Mannes und Liebenau publizierte einen großen Teil seiner Chronik. Allein da Kirchhofer für seine Biographie nur Steiners eigene Aufzeichnungen benutzte und dieser beim Ausbruch der religiösen Neuerung eine führende Stelle inne hatte, so konnte eine neue und allseitige Würdigung dieses Mannes nur durch Heranziehung alles verfügbaren Materials und stete Bezugnahme auf die religiösen Kämpfe heutiger Anforderungen genügen. Mit großem Fleiße und anerkennenswertem Geschicke hat sich Verf. dieser Aufgabe unterzogen, das Lebensbild vielfach berichtigt und durch wichtige neue Züge ergänzt. Vor allem verdient die eingehende und eindringliche Würdigung des *Chronisten* Steiner die Beachtung der Historiker, da er Zahl, Umfang und Bedeutung seiner Schriften sorgfältig ermittelt und für alle, mit Ausnahme der Reformationschronik, das Autograph auffand. Mit einer einzigen Ausnahme sind alle Schriften historisch und zwar außer seiner bereits bekannten Autobiographie eine Liederchronik (1531), eine Chronik der Mailänderkriege (1503-1516) und eine Reformationschronik, alle ungedruckt und bisher nur teilweise benutzt. Während die Liedersammlung von Liliencron verwertet wurde, die Chronik der Mailänderkriege zum Teil von Balthasar abgedruckt (die Beschreibung der Schlacht von Marignano extra im Anzeiger für Schweizer Geschichte) und zum größten Teil in die Liederchronik aufgenommen wurde, so erklärt es sich, daß bisher diese Handschriften noch nie selbständig und vollständig herausgegeben wurden. Der sehr umfangreiche Kommentar zu den V Büchern Mosis (1534-1536) theologischen Inhaltes kommt für uns nur in betracht wegen der darin enthaltenen historischen Anmerkungen. Mit Recht betont der Verfasser deshalb, daß Steigers Tätigkeit mehr auf das Sammeln als auf eigene

Produktion gerichtet war; sein Verdienst besteht darin, wichtige Quellen dem Verluste und der Vergessenheit entrissen zu haben. Bemerkenswert scheint mir auch das Ergebnis, daß die Luzerner Handschrift der Liedersammlung original ist und infolge dessen für die Halbsuterfrage nicht zugrunde gelegt werden darf, da Steiner 1532 das Lied noch nicht kannte und erst später hinzugefügt zu haben scheint aus Zuger Quelle. Dadurch wird der Winkelried-Hypothese eine wichtige Stütze entzogen!

Während die biographischen Daten über Werner Steiner sorgfältig gesichtet und gefällig verarbeitet werden, ist dem Verf. weniger gelungen, Werners Stellung zu den religiösen Kämpfen ins richtige Licht zu setzen und seine Tätigkeit in dieser Hinsicht in den großen Zusammenhang der allgemeinen Bewegung hineinzubringen und ein abgerundetes Bild zu entwerfen. Wir möchten hier auf manche Fragen eine präzisere, deutlichere Antwort, für manche Begebenheit den ursächlichen Zusammenhang, für rechtliche Verhältnisse eine schärfere Formulierung. Allerdings erschwert der Mangel an Vorarbeiten die Gruppierung der ganzen Glaubensbewegung in Zug um die Person Steiners, der ihr Leiter und zugleich das Werkzeug seines Freundes Zwingli in Zürich war. In der Darstellung kommt der « Reformator » Steiner zu kurz gegenüber dem « Chronisten ». Immerhin müssen wir auch da die verdienstliche Zusammenstellung anerkennen; sie führt uns vielfach über Egli, Schweizer. Reformationsgeschichte, sowie über Fleischlin hinaus. Mit großem Fleiß geht er den einzelnen Persönlichkeiten nach und sucht ihre Personalien genauer zu bestimmen. Bei Darstellung der Glaubenskämpfe befleißigt sich Verf. einer farblosen Reserve. Sehr brauchbar sind die reichlichen und guten Literaturangaben; daß Verf. eine Urkunde des Stadtarchivs Zug nicht einsehen konnte (S. 16, A.) ist doch merkwürdig; es wurde ihm doch nicht verwehrt? Die Beilagen enthalten die Korrespondenz zwischen Steiner und Zwingli, ein Verzeichnis der Lieder in der Liederchronik und der Kopieen von Steiners Schriften. Das Orts- und Personenregister am Schlusse dürfte ebenfalls vielen willkommen sein.

A. Büchi.

N. Peissard. Histoire de la Seigneurie et du baillage de Corbières (canton de Fribourg). Archives de la société d'histoire du canton de Fribourg. t. IX, 1911, p. 327–583.

Quoique M. l'abbé Peissard ait écrit l'histoire de la *Seigneurie* et non celle de la *paroisse* de Corbières, il y a beaucoup à prendre pour l'histoire ecclésiastique dans son livre, qui est un modèle de monographie consciencieuse. Plusieurs planches en photogravure en relèvent l'intérêt; un grand tableau généalogique et un répertoire alphabétique en facilitent l'usage.

M. B.



BIBLIOGRAPHIE

I. Bücher. — Livres.

Actes du Jubilé de 1909 de l'Université de Genève. 1559–1909. 2 planches et 2 vignettes. VI-397 p. 4°. Genève, Georg, 1910. Fr. 25.

Blume, Clem., S. J., Analecta hymnica medii ævi. T. LIII. Liturgische Prosen erster Epoche aus den Sequenzenschulen des Abendlandes insbesondere die dem Notkerus Balbulus zugeschriebenen. XXXI-414 S. 8°. Leipzig, Reisland, 1911.

Boy de la Tour, M., Cf. *Rousseau J.-J.*

Curti, P. Notker, Karolingische Kirchen in Graubünden. Illustriert. Entnommen der Quartalschrift « Studien und Mitteilungen zur Geschichte des Benediktinerordens und seiner Zweige. » Jahrg. 1911, Heft I. 23 S. 8°. Salzburg, Pustet, 1911.

Dändliker, C., Schweizerische Geschichte. Zweite, verbesserte Auflage 170 S. 8°. Göschen, 1910. M. 0,80.

Dictionnaire d'histoire et de géographie ecclésiastiques, publié sous la direction de Mgr. Alfred Baudrillart, etc. Paris, Letouzey, 1911. Fasc. 3 et 4 Adulis-Aix-la-Chapelle.

Dubois, F. Th., Les entêtes armoiriés des imprimés officiels des évêques de Lausanne aux XVIme, XVIIme, XVIIIme siècles. 22 p. 8°. 14 figures Fribourg, St-Paul, 1911.

Festschrift zur Feier des 450-jährigen Bestehens der Universität Basel Basel, Helbing, 1910.

Gmür, M., Urbare und Rödel des Klosters Pfävers. 36 S. 8°. 2 Tafeln Bern, Franke, 1910.

Gooder, Ph., Cf. *Rousseau, J.-J.*

Jeantet, L., Quelques notes sur l'église Notre-Dame (de Genève) dédiées à la jeunesse catholique. II-80 p. 8°. Genève, Courrier, 1909.

Jenny, H.-E., Cf. *Rossel, V.*

Knorrek, F., Das Gefecht bei Arbedo am 29. Juni 1422. Mit 1 Karte IV-66 S. 8°. Berlin, Nauck, 1910. M. 1,50.

La nouvelle Bibliothèque cantonale et universitaire de Fribourg. En souvenir de la séance d'inauguration solennelle, 11 juin 1910. Fribourg, 1910 (*Max de Diesbach*, la Bibliothèque cantonale et universitaire. — *F. T. Dubois*, Les entêtes armoriés des évêques de Lausanne. — *G. Bertoni*, Notice sur deux manuscrits d'une traduction française de la Consolation de Boèce provenant de l'abbaye de Hauterive.)

Müller, Th., Die St. Gallische Glaubensbewegung zur Zeit der Fürstäbte Franz und Kilian, 1520–1530. VIII-240 S. 8°. St. Gallen, Zollikofer, 1911.

Muratore, D., Les origines de l'ordre du Collier de Savoie dit de l'Annonciade. 2 planches et nombreuses figures. 48 p. 4°. Genève, Jullien, 1910. Fr. 3. Edition de luxe : Fr. 7,50.

Orsenigo, Cesare, Vita di san Carlo Borromeo. 504 p. 8°. Milano, Lega eucaristica, 1911. 3 Fr. (p. 244 : San Carlc e la Svizzera.)

Piper, P., Superstitiones et paganiae Einsidlenses. Mélanges Chatelain, Paris, 1910, p. 300–311.

Ringholz, P. Odilo, P. Isidore Moser, Benediktiner aus Einsiedeln. Leben und Wirken eines alten Landpfarrers. Einsiedeln, Benziger. 110 S. (1911).

Rosier, W., Storia illustrata della Svizzera. Traduzione Tosetti. 7 carte. VIII–215 p. 4°. Bellinzona, Salvioni, 1911. Fr. 2.80.

Rossel, V., et *Jenny, H.-E.*, Histoire de la Littérature suisse des origines à nos jours. 2 volumes. XVI–360 et IV–373 p. 8°. Lausanne, Payot ; Berne, Franke, 1910. Fr. 7.

Roth, C., Akten der Überführung des Reliquienschatzes des Domstiftes Basel nach dem Kloster Mariastein, im Jahre 1834. 9 S. 8°. Basel, 1910.

Rousseau, J.-J., Lettres inédites à Mesdames Boy de la Tour et Delessert. Lettres de Mesdames Boy de la Tour et Delessert à J.-J. Rousseau. Publiées pour la première fois d'après le texte original, par Philippe Godet et Maurice Boy de la Tour. 3 portraits et 2 vues. IV–XII–238 p. 8°. Paris-Genève, Jullien, 1911. Fr. 20.

Rüttimann, P. H., Der Bau- und Kunstbetrieb der Cistercienser unter dem Einflusse der Ordensgesetzgebung im XII. und XIII. Jahrhundert. 56 S. 8°. Bregenz, Teusch, 1911.

Vischer, W., Die Basler Universität seit ihrer Gründung. 1 Tafel und 3 Illustrationen. 79 S. 4°. Basel, Helbing und Lichtenhahn. Fr. 1,25.

Zeller, U., Bischof Salomo III von Konstanz, Abt von St. Gallen. XI–107 S. 8°. Leipzig, Teubner, 1910. M. 4.

II. Zeitschriften. — Périodiques.

1. Schweiz. — Suisse.

Anzeiger für schweizerische Altertumskunde, XII, 1910, Heft III. *J. R. Rahn*, Funde in der Marienkapelle des Klosters Wettingen. Mit einer Tafel. — *A. Kuhn*, Die Spetz'schen Miniaturen. — *H. Lehmann*, Die Glasmalerfamilie Wildermut zu Biel und Neuenburg und die Glasgemälde in der Kirche zu Ligerz.

Anzeiger für schweizerische Geschichte, XI, 1911, Heft I. *R. Hoppeler*, Das Stift Rheinau unter der Administration von Konstanz und St. Gallen, 1247–1272. — *A. Büchi*, Eine angebliche Chronik des Raronkrieges, 1414–1420.

Archives suisses des traditions populaires. Cf. *Schweizerarchiv für Volkskunde*.

Indicateur d'Antiquités suisses. Cf. *Anzeiger für schweizerische Altertumskunde*.

Mémoires et Documents publiés par la Société d'histoire de la Suisse romande. Seconde Série. Tome IX. Lausanne, 1911. *Maxime Reymond* Les châteaux épiscopaux, les hôtels de ville de Lausanne. — *B. Dumur* Jean-Baptiste Plantin et sa famille.

Revue d'histoire ecclésiastique suisse. Cf. *Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte.*

Revue historique vaudoise. XIX, 1911, Janvier-Juin. *M. Henrioud* L'église et le village de Gressy. — *F. Barbey*, Orbe sous les Sires de Montbéliard et de Chalon.

Schweizerarchiv für Volkskunde. XV, 1911, Heft I–II. *Hans Zahler* Volksglaube und Sagen aus dem Emmental. — *J. Müller*, Sagen aus Uri. — *E. A. S.*, Vernageln im kirchlichen Brauch. — *E. A. S.*, Dionysius Schlüssel. — *E. Hoffmann-Krayer*, Taufzettel.

Schweizerische Theologische Zeitschrift, Zürich, XXVIII. Jahrgang, 1911 Heft III. *A. Waldburger*, Zwingli exclusus.

Zeitschrift für schweizerische Kirchengeschichte. V, 1911, Heft I. *M. Reymond*, L'évêque de Lausanne, comte de Vaud. — *P. Othmar Scheiwiller*, Zur Betausfrage. — *A. Roussel*, Lamennais et ses correspondants suisses. — *F. Rüegg*, Vatikanische Aktenstücke zur schweizerische Kirchengeschichte aus der Zeit Johannes XXII. — *K. A. Kopp*, Zum Gründungsdatum des Kollegiatstiftes Beromünster. — *E. Wymann*, Urnerische Landrechtserteilungen im Zeitalter der Gegenreformation. — *L. R. Schmidlin*, Der Verfasser der « Marienpredigt aus dem ausgehenden Mittelalter ».

2. Ausland. — Etranger.

Amtliche Berichte aus den königlichen Kunstsammlungen, 1910, Heft XII *Ménadier*, Münzkabinett, Wilhelm Farel.

Mémoires et documents publiés par l'Académie Salésienne. T. XXXII 1909. *Gonthier*, Documents sur le chapitre Saint-Pierre de Genève, 1639. — *Gonthier*, Acte par lequel le prieur de Bellevaux se met sous la sauvegarde du comte de Savoie Amédée VI, 1359. — *M. Raynaud*, La chartreuse de Ponier, diocèse d'Annecy, 1170–1793.

Revue Charlemagne. I, 1911, Fasc. 1–2. *G. Morin*, D'où est venu saint Pirmin ? — *G. Morin*, Encore la forme primitive du nom de saint Pirmin.

Revue Savoisienne. Publication périodique de la Société florimontane d'Annecy. 50me année, 1909, 3–4. *G. Letonnelier*, Sur le mariage de Louis de Savoie avec le comte Janus. — *F. Miquet*, Recherches sur les familles des émigrants savoyards fixés en France avant 1860. — *C. Duval*, La réunion du comté de Genevois à la Savoie par Amédée VIII de Savoie, le 5 août 1401. — *J. F. Gonthier*, Encore les prieurs de Talloires.

Studien zur Geschichte des Bodenseegebietes. Württembergische Vierteljahrshefte für Landesgeschichte. XIX, 1910. *Eberhard Knapp*, Die älteste Buchhorner Urkunde.

Fribourg (Suisse). — Imprimerie St-Paul.

Hans von Matt & Co., Verlag, Stans.

Soeben erschien : Dr. Joh. Georg Mayer

Geschichte des Bistums Chur.

Mit zahlreichen **Kunstbeilagen** und **Textillustrationen.**

I. Band in eleg. Originalleinwanddecke mit Goldprägung. Preis Fr. 13.50.

Der Verfasser hat bereits durch eine ganze Reihe wertvoller geschichtlicher Publikationen sich einen angesehenen Namen im Kreise der schweizerischen Geschichtsforscher gemacht. Hier liegt nun sein bedeutendstes Werk, gewissermaßen seine Lebensarbeit vor. Sie bietet **sehr viel Neues, noch ganz Unbekanntes,** und ist direkt aus den primären Quellen geschöpft, **ganz original.** — Für **alle Freunde vaterländischer Geschichte** bietet das Werk reiches Interesse ; für die **Geschichte Graubündens und der schweizerischen Eidgenossenschaft** bietet es eine Menge wertvoller Bausteine. **Kirchengeschichtlich** ist es eine der bedeutungsvollsten unter den bisher erschienenen schweizerischen Publikationen.

Der zweite Band ist im Erscheinen begriffen.

P. Rufin Steimer, O. C.

Die päpstlichen Gesandten in der Schweiz.

Gr. 8°. **Mit 35 Kunstdrucktafeln.** Elegant brosch. 12 Fr.

Der Hochw. Hr. Verfasser erhielt für dieses **verdienstvolle, prachtvoll ausgestattete Werk** nachstehendes Schreiben von höchster kirchlicher Stelle :

Hochw. Pater ! Es freut mich, Ihnen mitteilen zu können, daß der heilige Vater Ihre illustrierte biographische Arbeit über die apostolischen Nuntien in der Schweiz vom Jahre 1073—1874, welche Sie veröffentlichten, lebhaft verdankt und nach Verdienst würdiget. Das Werk hat an Wert und Interesse gewonnen durch die sorgfältige, künstlerische Ausgabe. Durch meine Vermittlung verdankt Ihnen Seine Heiligkeit herzlich Ihre kindliche Ehrfurcht und freut sich mit Ihnen über die Herausgabe dieses Werkes. Zum Zeichen seines besonderen Wohlwollens spendet Seine Heiligkeit Ihnen von Herzen seinen apostolischen Segen. Gern benütze ich diese Gelegenheit, um Sie meiner aufrichtigen Hochachtung zu versichern.

Ihr im Herrn ergebenster

Rom, 21. Nov. 1907. Kardinal Merry del Val.

DIE ERRICHTUNG DES BISTUMS ST. GALLEN

Von **Dr. Frid. GSCHWEND.**

Gr. 8°. In 2 Abteilungen broschiert. **Preis 9 Fr.**

Was Dr. Gschwend in diesem **interessant und flüssig geschriebenen Werke bietet, ist weit mehr als der Titel vermuten lässt.** Er gibt eine aktenmässig belegte Geschichte der Aufhebung des altberühmten Klosters St. Gallen, der Gründung des Kantons St. Gallen und der st. gallischen Politik in den ersten Jahrzehnten des vergangenen Jahrhunderts und darauf basierend und damit verflochten die Geschichte des Doppelbistums Chur-St.Gallen u. d. kirchl. Errichtung des neuen Bistums St. Gallen.

Ritter Melchior Lussi **von Unterwalden, seine Beziehungen zu Italien und sein Anteil an der Gegenreformation**

Von Dr. Richard FELLER.

2 Bände. 8°. 247 und 155 Seiten. — Broschiert. **Preis 6 Fr. 25.**

« Dr. Feller bietet uns hier **ein Buch von bleibendem Werte,** ein Charaktergemälde, zugl. **ein Zeitbild,** für das wir ihm aufrichtigen Dank schulden. Kein anderer Schweizer jener Ze[it] hat sich um **die Wiederbelebung des Katholizismus in unserem Vaterlande** so verdient gem. wie Ritter Melchior Lussi. In überaus anziehender, geistreicher, oft geradezu spannender Dar-lung weiss Dr. Feller den Leser für seinen Helden zu interessieren ». „Schweizer. Kirchenzeitung"

IMPRIMERIE SAINT-PAUL, FRIBOURG.

Zeitschrift

für

Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse



HERAUSGEGEBEN VON — PUBLIÉE PAR

ALBERT BÜCHI UND JOH. PETER KIRSCH

o. ö. Professoren an der Universität Freiburg (Schweiz)

Redaktionssekretär : M. BESSON, *Secrétaire de la Rédaction*

Professeur au Grand Séminaire, Fribourg

V. JAHRGANG, III. HEFT. — 5me ANNÉE, FASC. III.

STANS 1911

HANS VON MATT & Cie VERLAGSHANDLUNG

Zeitschrift

Schweizerische

Revue d'Histoire

ALBERT BÜCHI

Redaktionssekretär : M.

V. JAHRGANG

h
en,
ist
dem
eicht

12. No-
den, der
Propst
n Februar
nn Caspar
Stadler und
vorden, wurde
n Peter Imhof,
olgten bis zum
Schlacht bei Vill-
nton von Rechberg,

Inhaltsverzeichnis — Sommaire

GRÖSSERE BEITRÄGE
welche für die nächsten Nummern in Aussicht genommen wurden.

TRAVAUX
que la Revue publiera prochainement.

Fréd. Dubois, Iconographie de Notre-Dame de Lausanne. — **Dr Ulrich Lampert,** Über Pfarreiarchive. — **Derselbe,** Zur Geschichte der Collatur Risch. — **J. Lombriser,** Nicolaus Rusca, Erzpriester von Sondrio. — **Leo Meyer,** Die Walliser Kanzlei bis 1350. — **Josef Müller** (Stiftsarchivar), Kilian Germann. — **Derselbe,** Karl Borromeo und das Stift St. Gallen. — **P. Fridolin Segmüller, O. S. B.,** Der Schweizerzug nach Palliano, 1557. — **Georg Schuhmann,** Wer war der Urheber der Schweizerbruderkriege, Murner oder Zwingli?

Die Zeitschrift
für Schweizerische Kirchengeschichte
erscheint 4 mal jährlich.
Abonnementspreis : 6 Fr.

LA REVUE
D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE SUISSE
parait par fascicules trimestriels.
Prix de l'abonnement : 6 fr.

Auszüge aus dem ältesten Sterbebuch der Pfarrkirche Altdorf.

1648—1729.

Von Josef Müller, Spitalpfarrer.

Wann das erste Taufbuch der Pfarrei Altdorf angeschafft worden, darüber gibt uns die Rechnung des Kirchenvogts Anton Tschudi, 1582–1584, Aufschluß: « Item ein Obsequionalbuch und ein Schribbuch, die Kinder uf zuo schriben, wenn man sy tauft, den 8. Brachet 1584. Gl. 3 ß 20. » Dieses Taufregister ist nicht mehr vorhanden, doch liegt im Pfarrhof zu Erstfeld ein von Pfarrer Johann Peter Tanner angefertigter, mit dem obgenannten Jahre beginnender « Extractus » aus demselben. Wahrscheinlich ist aber das 1584 angekaufte Buch nicht bloß als Tauf- sondern auch als Sterberegister benutzt worden, wie dies bei den übrigen Bänden der Fall ist. Im Brande von 1799 ist dieses *erste Pfarrbuch* leider verloren gegangen, welcher Fall bei dem landesüblichen Mangel an schützenden Maßregeln sich nur allzu leicht bei einer neuen Feuersbrunst wiederholen könnte.

Das älteste noch vorhandene Sterbebuch beginnt mit dem 12. November 1648 unter dem Pfarrhelfer Jost Bünti von Unterwalden, der vom November 1647 bis November 1655 dem Pfarrer und Propst Melchior Imhof als Coadjutor zur Seite stand; ihm folgte vom Februar 1656 bis November 1684 in Würde und Bürde Dr. Johann Caspar Stadler von Altdorf, Sohn des Pfistermeisters Johannes Stadler und der Elisabetha Straumeyer; nachdem Stadler Pfarrer geworden, wurde als Pfarrhelfer wieder ein Altdorfer gewählt, Dr. Johann Peter Imhof, der bis April 1693 die Kirchenbücher führt. Ihm folgten bis zum 25. Juli 1712 Dr. Johann Franz Walker, der in der Schlacht bei Villmergen sein Leben verlor, bis August 1721 Josef Anton von Rechberg,

bis Dezember 1734 Karl Josef Zgraggen. In Altdorf wird nämlich nur das Eheregister vom Pfarramte geführt, die übrigen Kirchenregister dagegen vom jeweiligen Pfarrhelfer.

Wenige Sterbebücher der Urkantone werden so viele Namen von allgemein schweizerischem Interesse bieten, wie das von Altdorf und es dürften deshalb Mitteilungen aus demselben den Historikern sehr willkommen sein.

Bei den nachfolgenden Auszügen haben wir namentlich die Geistlichen, Staatsbeamten, Soldaten in fremden Kriegsdiensten, die in Schlachten Gefallenen, Künstler, auch sonst Glieder hervorragender Geschlechter, Klosterfrauen und höherstehende weltliche Frauenspersonen berücksichtigt. Es ist aber nicht so leicht, eine strenge Grenze zu ziehen ; zuviel dürfte hier besser sein als zuwenig. Die Ergänzungen aus den übrigen Kirchenregistern, aus dem Landleutenbuch und aus bessern Stammbüchern erheben keinen Anspruch auf Vollständigkeit. Die Beerdigungen fanden bis in die neuere Zeit nicht ausschließlich in Verbindung mit dem Morgengottesdienst, sondern hie und da erst zur Vesperzeit statt.

Liber Defunctorum
Coeptus Anno 1648 mense Octobri.

Anno Domini 1648.

November.

Die 12. Defunctus est D. capitaneus Alexander Besler [1].

Anno Domini 1649 [2].

Die 2. Martii. D. Capitaneus Josue Zumbrunnen, senator. [Der Ältere genannt, laut den Bruderschaftsnekrologien.]

[1] Ist die erste Eintragung ins Totenbuch. Zum Jahre 1648 verzeichnen die Bruderschaftsnekrologien und die Kirchenrechnungen in Altdorf : Herr Johann Peter von Roll, Ritter Altlandammann 1611, 1612, 1635, 1636.

2. April. Ehrwürden Herr Johannes Hutz, Unser lb. Frauen Pfrundtkaplan.

17. April. Herr Johann Heinrich zum Brunnen, Ritter, alter Landammann und Landeshauptmann. 1621, 1622, 1637, 1638.

.... Frau Lucretia Joner, genannt Rüeblin Gattin des Landammann Johann Franz Imhof.

[2] Zum Jahre 1649 meldet das Nekrologium der Schiffgesellen : Frau Anna von Angeloch. Sie war laut Jahrzeitbuch die Tochter des Hauptmann Georg von Angeloch und der Barbara Bodmerin, verheiratet mit 1. Fähnrich Johann Herkules Arnold † 1607 ; 2. Seckelmeister Johann Jakob Stricker † 1628, und 3. Adam Rothuot. Sie war die Mutter des Dekans P. Basilius Stricker zu Einsiedeln.

Die 10. Martii. Reverendus D. Balthasarus Guotman. [Seelmesser.]
Die 28. Martii. Reverendus D. Jo. Philippus Vogler. [Kaplan der Herrn Schmid.]
Die 15. Aprilis signifer Jo. Carolus Arnold.
Die 12. Maii. D. Amalia Küechlin von Glarus. [Ehefrau des Karl Emanuel Püntener, cop. 1649. 3. Febr.]
Die 18. Maii. D. Jo. Martinus Schmid, senator. [Des Hauptmann Peter und der Magdalena Albrecht.]
Die 15. Junii exequiae facta sunt Nicolao Wilhelm [1], qui in Gallia obiit in reditu peregrinationis suae ad s. Jacobum.

Anno Jubilaei 1650 sepulti sunt:

Mense Martio:

Die 21. Dns. praefectus Henricus Megnet ex Flüelen, senatorii ordinis. [Landvogt zu Bollenz 1644 und 1645, Sohn des Sebastian und der Verena Planzer, Besitzer des ehemaligen stattlichen Gasthauses « zum Ochsen »; Gemahl der Dorothea Zimmermann.]

Aprilis:

20. Defuncta est Dna. Cunegundis Strölin à Beffingen, uxor Dni supremi vexilliferi Caroli Emanueli à Roll etc. Sepulta 21. eiusdem.

Mense Maio

Hoc Mense Exequiae factae sunt Joanni Caspari Näll in Italia defuncto.
Die 18. Maii defuncta est D. M. Magdalena Kolin, uxor D. Sebastiani Hoffer, sepulta 19. [Tochter des Leodegar und der Barb. Muoss.]

Mense Augusto.

Ultimo Augusti obdormivit in Dno. D. Franciscus Büntiner, mane infra horam tertiam et quartam, reipublicae Uraniensis secretarius et maritus Dnae. Mariae Sarae Kun. Sepultus est 1mo septembris.

Mensi Decembri

Die 1. defuncta est Dna. Maria Barbara Beslerin, uxor Dni. capitanei Franc. Emanuelis Imhoff, sepulta est die sequenti.

[1] Genannt Krämer; er war aus Lothringen gebürtig und von der Landsgemeinde 1645 als Landmann in Uri angenommen worden gegen Entrichtung von 500 Gl.; ein Jahr später widerfuhr seinem Sohn Gladi die gleiche Ehre. Das Rechnungsbuch der Straußenbruderschaft nennt Anna Stößle, die Ehefrau des Niklaus Wilhelm sel.

1651.

Die 21. Januarii mane infra horam 7. et 8. mortuus est D. Sebastianus Henricus Steiger, religiosorum, pauperum ac iustitiae intimus fautor, maritus Dnae. Magdalenae Zurensellerin, sepultus vero die 22. eiusdem ad Vesperas.

Die 10. Februarii sepultus est D. capitaneus Jo. Wilhelmus à Mentlen [Apotheker] maritus D. Mariae Elisabethae Blättlerin. [1]

16. Sepultus est D. Petrus Furrer, primus reipublicae apparitor [Großweibel] et olim Provinciae Liberorum Officiorum praefectus. [1637 und 1638 Landvogt in den Freien Ämtern.]

Martius

Die 3. celebratae sunt exequiae D. Annae Catharinae Schmidt, uxori Dni locumtenentis Jo. Jacobi Wolleb, moderni commissarii Bellinzonae, ibidem defunctae. [Tochter des Jost Dietrich Schmid.]

Aprilis

25. Defunctus est D. capitaneus Joannes Strickher, Landammanus. [1645-1647.] [Geb. 1585 des Hauptmann Gedeon und der Agatha Gamma.]

Hisce diebus exequiae celebratae sunt Mr. Joanni Fedier, marito Margarithae Lorinser, Novarae in Italia defuncto.

Junius

2. Defunctus est Dns. Landammanus Casparus Romanus Troger. [1627-29.]

Julius.

16. Defuncta est D. Dorothea Judith a Beroldingen. [Tochter des Landammann Sebastian und Ehefrau des Landschreibers Hieronymus Arnold.]

Augustus

Die 3. Augusti mane infra horam tertiam et quartam defuncta est Dna Catharina Dussin, uxor Dni Landammani Jodoci Büntiner.

September.

Die 20. sepultus est Dns. capitaneus Jacobus Lusser, olim praefectus im Rheinthal [1638 und 1639] et senator reipublicae Uraniensis.

25. Defuncta est Dna. Anna Catharina Epp, Dni quondam Capitanei Joannis Striker, Landammani, qui hoc anno die 25. Aprilis defunctus est, uxor ac relicta vidua.

November.

Die 21. sepultus est D. Sebastianus Leüw, primus apparitor. [Großweibel.]

[1] Tochter des Statthalters Jost Blättler, Nidwalden und der Brigitta Zrotz.

Anno 1652.

Januarius.

8. Defuncta et quoque sepulta est D. Maria Apollonia à Beroldingen, uxor Dni. Landammani Jo. Jacobi Tanner. [Tochter des Landammann Sebastian v. Beroldingen.]

30. Infra horam 10. et 11. mane defunctus est D. signifer Martinus Lusser.

3. Martii infra horam 10. et 11. noctis defunctus est D. Andreas Rothuot sepultus die 5. eiusdem. [1628–1630 Kirchenvogt.]

Junius.

20. Obiit D. signifer Jacobus Lusser, senator.

22. Obiit Dna. Anna Maria Eppin, uxor Dni Balthasari Lusser [im « rothen Turm »] sepulta 23 ad Vesperas.

15. Julii obiit Dna. Barbara Schmid, uxor quondam Dni. Capitanei Jo. Rudolphi à Beroldingen.

September.

7. Obiit Leuthenant Antonius Striker. [Gatte der Margreth Rosin.]

Annus MDCLIII

Januarius.

6. Obiit Dns. Landammanus Joannes Gualtherus Imhoff. [1639–1641.]

27. Obiit D. Leuth. Jo. Henricus Tanner.

Die 10. Octobris obdormivit in Dno. Maria Mockh, quondam Wolfgangi Bünti Subsilvaniensis uxor et mater coadiutoris Altorfensis Jodoci Bünti.

Annus 1654.

Aprilis.

N. B. Mense praeterito celebratae sunt Exequiae pro Joanni von Niderhoffen ante tres annos in Catalonia defuncto.

Maius.

Die 16. celebratae sunt exequiae pro D. capitaneo [Guardiae] Arnoldo Arnoldt, qui obiit Bononiae.

Die 27. celebratae sunt exequiae pro D. Wolfgango Federico à Beroldingen, qui obiit Friburgi. [Sohn des Junker Hektor von Beroldingen zu Gündelhart und der Veronika von Heidenheim.]

Julius.

Die 18. obiit D. Carolus Emanuel à Roll, eques, Landammanus [1631–1633, 1643–1645] et supremus vexillifer [Pannerherr] Uraniae. [Sohn des Ritter Walter von Roll und der Ursula Zollikofer.]

Annus 1655.

Die 8. Maii sepultus est D. Carolus Ernestus à Roll. [Geb. 1631, Sohn des Landammann Johann Peter und der Anna Maria Trösch. Ehefrau: Magdalena zum Brunnen; 24. April 1648 auf der Universität Freiburg i. Br. immatrikuliert.]

Junius.

Die 21. obiit signifer Sebastianus à Beroldingen.

Augustus.

Die 27. sepulta est Elisabetha Straumeyer (uxor quondam Joannis Stadler et mater coadiutoris Altorffi Joan. Caspari Stadler). [Anm. durch Pfarrhelfer Stadler selbst.]

Annus 1656.

Januarius.

Die 18. obiit Franciscus Krienbüel in bello contra haereticos.

Februarius.

Die 4. obiit in Rapperschwil in bello contra haereticos Battus Murer, molitor.
Die 4. obiit in Rapperschwil in bello contra haereticos Casparus Greter.
Eodem tempore obiit eodem bello Joannes Jenni.
Die 28. obiit in hospitali ex vulnere in bello contra haereticos Rapperschwilae accepto Petrus Pauli ex valle Leventina oriundus.

Martius.

Die 15. sepultus est Nicolaus an der Halden, qui ex morbo in bello contra haereticos contracto hic obiit.
Die 23. celebratae sunt exequiae pro praenobili iuvene Francisco Julio Tanner, qui nono hujus mensis Mediolani obiit, fuit hic circiter 18 annorum et capitaneus guardiae Ravennatis.
Die 26. sepultus est nobilis adm. reverendus et doctissimus Dns. Josephus Bintener, capellanus beneficii Dominorum Zumbrunnen. [Geboren 1616, des Joachim und der Magdalena Wolleb.]
Die 29. sepultus est Franciscus Emanuel Dietman. [Vater des Schulmeisters Emanuel Dietman.]

Aprilis.

Die 3. obiit D. capitaneus Joannes Franciscus Tanner, s. Stephani eques[1], ordinis senatorii, vexillifer Uraniensis.
Die 14. defunctus est adm. reverendus et doctissimus Dns. Balthasarus Merchi, capellanus Beatae M. V., cuius anima in pace requiescat, obiit hora circiter 4° mane.
Die 22. obiit Clara Arnold, uxor Dni capitanei Francisci Troger.

[1] Geb. 1636 des Hauptmann Franz Tanner und der Katharina von Roll.

Maius.

Die 21. obiit D. capitaneus Henricus Büntener, senator et olim commissarius Lugani. [1636 und 1637.]

November.

Die 00 obiit in Italia adm. rev. P. Sebastianus à Beroldingen, Capucinus, provincialis. [1644–1646 und 1650–1654. Sohn des Junker Hektor von Beroldingen zu Gundelhard und der Veronika von Heidenheim; † 20. Okt. zu Fermo, Italien.]

Annus Domini 1657.

Januarius.

Die 4. obiit perillustris et magnificus D. D. capitaneus Jodocus Büntiner, eques Pontificius et Landammanus [1651, 1652] morte subitanea, dum coenae assidet, extinctus.

Martius.

Die 4. habitae sunt exequiae tenentis Jodoci Christophori Büntiner, qui Alexandriae in Italia interfectus obiit. [Geb. 1631, des Seckelmeister Heinrich und der Maria Magdalena Schmid.]

Aprilis.

Die 20 habitae sunt exequiae P. Bernardi Zum brunnen, monachi Murensis [1].

Julius.

Obiit in Italia Antonius Philippo.

Augustus.

Die 25. habitae sunt exequiae Adami Schärer, qui in Italia obiit.

September.

Die 3. habitae sunt exequiae Sebastiani Gardi in Italia defuncti.
Die 5. habitae sunt exequiae Joannis Lütii mortui in bello italico.
Die 17. habitae sunt exequiae Joannis Petri Schmidt in Italia defuncti.
Die 18. sepultus est D. Antonius Scolar, hospes Aquilae.
Die 26. habitae sunt exequiae Francisco Henrico Büntiner in Italia defuncto.

October.

Die 2. habitae sunt exequiae Joannis Murer in Italia defuncti.
Die 8. exequiae celebratae sunt Dno. Sebastiano Besler, vexillifero, ex bello in Italia mortuo.

[1] *Kiem,* Muri-Gries II. gibt den 23. April als Todestag an, und den 25. Mai 1617 als Geburtdatum. Seine Eltern sind nicht bekannt.

Die 19. factae sunt exequiae Joanni Jacobo Steiger qui Lugani in Italia obiit.
Die 20. defuncta est D. Maria Eva Arnoldin.
Die 26. parentatum est Magistro Joanni Henrico Straumeier in Italia mortuo.
Eo ipso tempore mortuus est ibidem Carolus Straumeier.
Die 22. funeralia habita sunt Jo. Jodoco Schmidt in Italia extincto[1].

November.

Die 6. parentatum est Dno. capitaneo Jacob Tanner, equite aurato et Landammano [1623, 1624, 1641, 1642], obiit autem Lucernae in suis prediis ex apoplexia.

Annus 1658.

Die 14. Januarii obiit Joannes à Pro.
Die 23. Septembris expiravit D. Sebastianus Hofter.
Die 30. Octobris depositus est Joannes Jacobus Dietlin, eques. [In Venezianischen Diensten.]
Die 18. Novembris tabie concessit Dna. Maria Magdalena Zwyer ab Evebach[2].

Jahrgang 1659 fehlt. — Die Bruderschaftsnekrologien verzeichnen:
Meister Josue Klën, Glasmaler und Sigrist zu Altdorf. [Seine Frauen hießen Margreth Beßler und Anna Maria Hertenstein.

Annus Domini 1660.

Die 16. Februarii defunctus est D. capitaneus Joannes Jacobus Strikher.
Die 22. Martii obdormivit in Domino D. Maria Anastasia Püntener.
Die 10. Aprilis Cervicem ex lapsu confregit eques S. Marci Joannes Casparus Dietlin. [Sohn des Ritters Johann Jacobus. Othilia Lusser ist seine Ehefrau.]
Die 29. Maii D. Franciscus a Rechberg.
Die 31. Maii Fridericus Schröter, pictor[3].
Die 6. Decembris D. Maria Apollonia Schmid. [Ehefrau des Landesfähndrich Johann Franz Arnold.]

[1] Von Sisikon starb in diesem Jahre Conrad Infanger ebenfalls in Italien (Kirchenbücher Sisikon).

[2] Tochter des Landammann Sebastian Peregrin Zwyer von Evebach, Ehefrau des Landammann Johann Heinrich Emanuel Beßler von Wattingen.

[3] Im Jahre 1620 wird ins Urner Landrecht aufgenommen: Meister Friedrich Schrötter, Maler, von Friiburg uß Preißgöw, hat an stath Gl. 500 Bargelt die Kirchen zuo Sillenen, die Sarch, und Ellbogen Capelen [Silenen] gemahlet, ward darmit angenommen den 31. May 1620. Mit seiner Ehefrau Magdalena Martyn wird er in die St. Barbara-Bruderschaft angenommen.

Annus Domini 1661.

Die 15. Februarii D. Sebastianus Peregrinus Zwyer ab Evebach, eques. Landammann [1647, 1648, 1649, 1650, 1657 und 1658] und Landshauptmann.

Die 4. Junii, mundum sed nihil sui reliquit D. Casparus Plantzer, senator. [1646 1649 Landvogt zu Livinen.]

Die 1. Julii, exequiae celebratae sunt Caspari Schueler.

Die 6. Julii, Johannis Henrici Troger.

Die 21. Julii, D. Adami Rothuot.

Die 8. Septembris depositio celebrata est D. Annae Catharinae Zwyer von Evebach [1].

Annus Domini 1662

Hisce sequentibus personis ultimus fuit:

Die 16. Februarii D. colonello Sebastiano Henrico Criuelli, Bellinzonae morte subitanea abrepto. [Geb. 1597 des Dr. Anton Crivelli und der Barbara Kuon.]

Die 15. Maii D. Mariae Elisabethae von Bercldingen, in Turgouia extinctae.

Die 31. Maii D. Christophoro Treuano, Lucarnensi.

Die 20. Junii D. tenenti Joanni Martino Arnoldo a Spirigen, Bolognae defuncto. [Geb. zu Altdorf 1638, Sohn des Gardehauptmanns Joh. Jakob und der Maria Elisabetha Schmid.]

Die 30. Reverendo D. Balthasaro Im Hoff parocho in Sisikhon et capellano in Altorff.

Die 23. Septembris Joanni Francisco Arnoldt, advocato reipublicae. [Sohn des Landschreibers Hieronymus und der Dorothea Judith von Beroldingen.]

Die 24. Decembris Dno. Tenenti Emanueli Strickher.

Annus Domini 1663

subscriptas personas abripuit

Die 7. Januarii vexilliferum Melchiorem Epp in Schatorff. [Schulmeister daselbst.]

Die 9. Januarii Reverendam Mariam Verenam Staiger, sanctimonialem in Muthenthal.

Die 10. Februarii Joannem Carolum Hyeronoymum Megnet adhuc adolescentem in Gallia. [Geb. 1643, des Lieutn. Bartholomäus und der Barbara Arnold.]

Die 11. Februarii Carolum Franciscum im Hoff, etiam hunc adolescentem in Gallia.

Die 23. Februarii Joannem Trüeb, aurifabrum. [Cop. Anna Hüglin.]

[1] Tochter des Landammann Sebastian Peregrin, Ehefrau des Landammann Johann Franz Schmid von Bellikon.

Die 22. martii D. commissarium Joannem Balthasarum Bessler, senatorem [Commissar zu Locarno 1652 und 1653.]

Die 11. Aprilis D. capitaneum Joannem Antonium Arnoldt von Spirigen, Landammanum [1653 und 1654] et Labariferum [Pannerherr] hujus reipublicae. [Sohn des Walter und der Barbara Tschudi.]

Die 24. Septembris Julium Parlascam, factorem.

Annus Domini 1664

Subnotatis personis fatalis fuit :

Die 24. Maii Theobaldo Schröter, pictori.

Die 18. Septembris Joanni Sebastiano Schärer, philosophiae studioso.

Mense Novembri :

Die 15. Novembris Domino colonello Joanni Josepho a Beroldingen[1], equiti Malitensi, commendatori in Würtzburg et Erlingen, in Hispania defuncto.

Anno Domini 1665

elatae sunt personae sequentes.

Mense Januario.

Die incerto Daniel Sennrich, molitor, Bononiae in Italia.

Mense Aprili.

19. D. Joannes Jacobus Lusser, subcenturio, qui a chirurgis decusso aegro crure mox obiit.

26. D. Peregrina Perina D. Joannis Jacobi Trogher, secretarii Mendrisiensis uxor, zu Mendris.

27. D. Anna Maria Reding, in Turgouia.

Mense Junio.

13. Joannes Büntener in Hispania.

Mense Julio.

8. D. Anna Maria Lusser, uxor D. Joannis Henrici Rothuet. [Cop. 1662. 30 Jan.]

9. Jodocus Türler, in Hispania.

10. D. capitaneus Jodocus Carolus Lusser, in Hispania. [Geb. 1638 des Oberst Jacob und der Anna Katharina Püntener, Cop. 1663. 13. Juni mit Jgfr. Maria Elisabetha Arnold.]

[1] Die Stammbäume nennen ihn den Sohn des Landschreiber und Capitano Sebastian von Beroldingen zu Lugano. Nach *Leus* Lexikon war er geboren 1625, trat 1644 in den Maltheser-Orden, wurde 1649 nach abgelegter Probezeit zur Profeß zugelassen, erhielt 1660 die Comthurei Würzburg, errichtete 1664 ein Regiment in spanischen Diensten.

11. Joannes Casparus Sulzer, vexillifer, in Hispania.
12. D. capitaneus Joannnes Adreas Zwyer ab Evebach, in Hispania. [Geb. 1640 des Oberst und Landammann Sebastian Peregrin und der Maria Ursula von Roll.]
13. D. vexillifer Franciscus Carolus Im Hoff, in Hispania. [Geb. 1646, des Franz Emanuel, d. Raths, und der M. Barbara Beßler.]

Mense Augusto.

14. Sebastianus Henricus Trösch, in Hispania. [Geb. 1641 des Hptm. Joh. Kaspar und der Magdalena Schmid.]

Mense Octobri.

5. Antonius Murer, in Hispania.
7. Bartholomaeus Wipfflin, in Hispania.
8. Subcenturio Carolus Im Hoff, in Galliis.

Mense Novembri.

10. Commissarius olim Bellinzonensis [1644 und 1645] Joannes Casparus Trösch in Hispania. [Sohn des Landammann Sebastian Heinrich und der Regina Zumbiel. 1. Ehefrau Maria Magdalene Schmid. † 1653; 2. Ehefrau Euphemia Birgisser, cop. in Zuffikon 1654, 8. Januar.]

Mense Decembri.

6. Franciscus Gruener. Annae Mariae à Beroldinghen coniux, Navarrae in Italia.
7. D. capitaneus Sebastianus Henricus Strickher.
9. Casparus Müeslin in Hispania.

Anno Domini 1666.

mundo valedixerunt.

Mense Februario.

7. D. Udalricus Büntener, ordinis senatorii, de nocte morte subitanea abreptus.
10. Joannes Busiger, lanio, Ravennae in Italia.
29. Maria Dorothea Schmidt, uxor quondam D. Jacobi Lusser. [Cop. 1652, den 17. Nov.]

Mense Augusto.

10. D. subcenturio Joannes Theodoricus Plantzer, vir ob rei militaris peritiam vita longiore dignus, nam vixdum 35 annos natus decessit [Geb. 1630 des Hauptmann Dietrich und der Barbara Bing, cop. 1660 d. 12. Sept. mit Anna Barbara oder Apollonia Arnold.]

Mense Septembri.

26. Sebastianus Wägelin Ravennae, miles stipendiarius.
29. D. Maria Barbara Schmidt, D. capitanei Fridolini Frewler Glaronae optima coniux.
30. D. Anna Maria Wittweiler von Lessler, D. Henrici Arnoldt à Spirighen uxor, Mantuae.

Anno Domini 1667.

inter vivos esse desierunt.

7. Februarii D. Franciscus Andreas Zwyer ab Evebach, Canonicus Augustanus, Romae [1].
18. Februariii D. capitaneus Joannes Jacobus Trogher, Mendrisii. [Geb. 1602, des Landammann Kaspar Roman Troger und der Anna Maria Imhof.]
21. Junii D. Sebastianus Henricus Büntener, D. Annae Catharinae zum Bach maritus.
14. Augusti D. Anna Barbara Arnoldt, uxor D. Bartholomaei Megnet, senat.
6. Septembris Aloisius Tanner, eques s. Joannis in Italia.
8. Septembris D. Joannes Carolus Strickher, in Galliis.
12. Septembris D. Joannes Gualtherus Rothuet, secretarius Bellinzonae. [Natus 1630, Sohn des Andreas und der Anna Maria Arnold; Anna Barbara Zum Brunnen seine Ehefrau.]

Annus Domini 1668.

subnotatis personis ultimus fuit.

Maio.

6. D. Annae Reginae Khuen, coniugi D. Joannis Constantini Im Hoff.

Novembri.

21. Melchiori Leüw, apparitori [Landläufer], morte subita ablato in suo proedio.

Decembri.

6. D. Dorotheae Arnoldt à Spirighen.

[1] *Schiffmann*, in seinem Verzeichnis der Landammänner, nennt Johann Andreas, Domherr zu Augsburg, Sohn des Landammann Sebastian Peregrin Zwyer; Pfarrer Jos. Alphons Imhof in seinem Liber genealogiarum nobilium Franz Andreas Anton, Domherr zu Augsburg († 1667 zu Rom), Sohn des Freiherrn Johann Franz Zwyer von Evibach und der Maria Beatrix von Schönau; das letztere ist wahrscheinlicher, um so mehr, da der schon zitierte Extractus aus dem Taufbuch von Altdorf wohl einen Johann Andreas, des Landammann Sebastian Peregrin Zwyer kennt, aber mit der Notiz: Hauptmann.

Anno Domini 1669 obierunt

Die 3. Maii D. Anna Catharina Schmidt à Bellikhon, ornatissima coniux D. capitanei Jodoci de Roll, apoplexia abrepta.
Die 31. Junii Mr. Joannes Franciscus Lusser, chirurgus.

Annus Domini 1670.

abstulit subscriptas personas.

Mense Septembri.

1. Sebastianum Fridericum Tanner, in Rheno fluvio submersum.
6. D. Mariam Annam Zweyer ab Evebach in ipso adhuc aetatis vere florentem, ornatissimam uxorem D. capitanei Antonii Schmidt. [Getraut in Schattdorf 1654, 17. Nov.]
12. Decembris Barbaram Dietlin, uxorem capitanei Conradi a Beroldingen.

Annus Domini 1671.

28. Februarii D. Anna Catharina de Roll, uxor quondam D. equitis Jo. Francisci Tanner, reipublicae vexilliferi.
3. Martii vexillifer Adamus Joannes Franciscus Besler, pro tempore pagi praefectus [Dorfvogt].
5. Aprilis. D. Maria Hester à Roll in Turgouia.
Incerto die maii Joannes Krack in Italia.
Mense Junio, Julio et Augusto Parcae praeter morem suum sat diu pepercerunt, praeterquam aliquot innocentibus puellis et D. Landamano [1669 und 1670] Jo. Casparo Striker, quem unum instar mille die 9. Julii abstulerunt. [Geb. 1609, des Gedeon und der Elisabetha Dorer.]

Anno Domini 1672

vivere desierunt personae sequentes.

Mense Februario

18. D. capitaneus Burkardus zum Brunnen, expraefectus Sarganzensis [1663-1665] et consiliarius Uraniensis, vir propter insignem prudentiam et vitae integritatem vita longiore dignus. [Cop. 1. mit Anna Katharina Beßler und 2. 1651, den 3. Okt. mit Witwe Maria Elisabetha Blättler von Unterwalden, Tochter des Statthalters Jost Blättler und der Brigitta Zrotz.]

Mense Martio

13. D. Bathasarus Lusser [im « rothen Turm »].

Mense Aprili

13. D. Clara Büntener, D. quondam hoblothekarii [Zeugherr] Joannes Jacobi Schmid uxor.

Mense Maio.

9. R. D. Sebastianus Muri in Bürglen sine beneficio.

Mense Augusto.

30. D. Jodocus a Roll capitaneus, ex hydrope.

Mense Novembri.

22. D. Maria Magdalena Tanner, ornatissima coniux D. quondam capitanei Jodoci Schmidt, antiquae probitatis femina.

Mense Decembri.

18. D. Sebastianus Henricus Schmidt in florentissima aetate morte subitanea abreptus. [Cop. Sept. 1649 mit Helena Rüeblin.]

Anno Domini 1673

fato cessere personae sequentes.

Mense Januario.

12. D. Helena Trösch, relicta Dni. quondam colonelli Crivelli vidua. [Geb. 1593 des Landammann Heinrich und der Maria Gisler.]

Mense Februario.

20. Meister Amandus von Niderhofen vitriarius, [geb. 1633 zu Schattdorf, Sohn des Amandus von Niederhofen und der Anna Maria Hertenstein.]

Mense Martio

6. D. vexillifer Paulus Alphonsus Tanner, olim praefecturae Rheinthalensi, suspenso organo suo, quod utcunque perite pulsabat. [Landschreiber im Rheintal 1642–1671; geb. 1603, des Hauptmann Friedrich Tanner und der Barbara de Florin.]

13. D. Joannes Henricus Rotthuet.

20. Joannes Antonius Kuen, adolescens, in Battavio incerto die huius mensis occumbens.

Joannes Carolus Lusser in Gallia.

26. D. capitaneus Joannes Franciscus Schmidt à Belliken Landammanus [1665, 1666, 1671 und 1672], regens nondum confecto dignitatis suae prudenter administratae biennio.

Mense Junio

6. D. capitaneus Joannes Gualterus Troger, ordinis senatorii, confecta jam ex diuturna tussi aetate vir.

Mense Novembri.

7. D. Joannes Franciscus Arnoldt à Spiringhen, expraefectus Turgoviensis [1662 und 1663] et republicae vexillifer [1].
22. D. subcenturio Josephus Besler.

Annus Domini 1674

Mense Januario.

28. D. capitaneus Joannes Carolus Schmidt à Belliken, multorum annorum aegritudine confectus.

Mense Martio

6. D. Anna Barbara Arnoldt, hospita olim apud signum Aquilae.

Mense Aprili.

11. D. capitaneus Joannes Franciscus Im Hoff, Landammanus. [1659 und 1660. Geb. 1601 des Landammann Joh. Walther und der Elisabetha von Roll.]

Mense Maio.

24. R. Soror Maria Anna Gertrudis Stricker, ordinis Visitationis B. M. V. Solodori.

Mense Novembri.

20. D. Regina Esther à Beroldingen, in Turgouia.
23. D. capitaneus Henricus Büntener.

Annus Domini 1675.

Mense Februario.

18. R. soror Maria Agnes Bugli, sanctimonialis in Seedorff.

Mense Martio

1. D. Bartholomaeus Megnet, ordinis senatorii.
4. Subcenturio Carolus Hieronymus Lusser.

Mense Maio die 15. D. Maria Rosa Caecilia de Roll, vere Rosa, quia in ipso aetatis vere evanuit.

Mense Octobri.

1. R. D. Andreas In der Gandt, capellanus curatus B. M. V. et custos parochialis ecclesiae Altorffensis morte repentina de nocte abreptus.
27. Joannes Balthasarus Blanzer, miles praesidiarius Taurini. [Geb. 1630, des Joh. Kaspar und der Margaritha Megnet.]

[1] Copuliert 1. mit Apollonia Schmid, † den 6. Dez. 1660, und 2. 16. Jan. 1662, mit Katharina Farlimann. Landesfähndrich seit 1656, Sohn des Ratsherrn Walter und der Barbara Tschudi.

Mense Decembri.

10. D. Maria Ursula de Roll.
18. D. Carolus Antonius Büntener, eques auratus, nuper Landammanus [1663 und 1664] et supremus reipublicae belli dux. [Landeshauptmann.]

Annus Domini 1676.

Martius.

2. Celebratae sunt exequiae D. Bernardi Schmid in Galliis defuncti.

Aprilis.

21. D. Joannes Jacobus Arnold, ordinis senatorii. [Sohn des Landschreibers Hieronymus und der Dorothea Judith von Beroldingen.]

Junius.

2. D. Henricus Ludovicus Büntener, Wassae cum praeequitaret, lapidis e tecto delapsi casu obtritus.
10. D. Catharina Barbara Stricker, praefati Dni Büntener ornatissima uxor, quae ex puerperio cum decumberet, accepto de mariti morte nuntio, mox eum est secuta. [Cop. 15. Febr. 1672.]

Julius.

20. D. Sebastianus Peregrinus Schmid à Belliken, reipublicae vexillifer, in thermis Fabariensibus extinctus, maximae spei juvenis. [Geb. 1651 den 4. Juli, des Landammann Johann Franz und der A. Katharina Zwyer.]
30. Vexillifer Joannes Jacobus Lusser, in Sabaudia fluvio submersus.

September.

5. D. Joannes Franciscus Arnold, D. Mariae Dorotheae Püntener conjux. [Geb. 1651, Sohn des Fürsprech Joh. Jacob und der Apollonia Tanner. Cop. 1675, 18. Febr.]
12. D. Maria Ursula Zweyer ab Evebach, Lugani defuncta.

October.

1. Obiit Locarni Joannes Carolus à Rechberg [1], ex Sabaudia redux in patriam, sed celestem prius attingens.
4. In eadem Sabaudia gladio confossus obiit Joannes Casparus Efiger, molitor.
12. Celebratae sunt exequiae Joanni Francisco Klän, vitriario, in Bavaria defuncto.

[1] Get. 1652, den 27. Dez., des Kapitän-Lieutenant Franz und der Maria Magdalena Stricker.

November.

14. Caspar Huveiler, provisor Altorffi.
28. D. Anna Catharina Tanner, uxor D. capitanei Joannis Balthasari Schmid à Bellikon.

Annus Domini 1677.

Januarius.

8. Celebratae sunt exequiae D. Joannis Jacobi Arnoldi a Spirighen, cohortis praesidiariae Suae Sanctitatis Bononiae centurionis, Bononiae defuncti.
15. Obiit Balthasar Zuriseller, supremus apparitor. [Großweibel.]

Martius.

6. D. Joannes Udalricus Schmid.
27. R. soror Maria Angelina Stadler, olim mater venerandi monasterii in festo s. Thomae Apostoli anno praeterito combusti in Ettighausen.

Maius.

5. R. soror Maria Fidelia Maderin, Ettighausensis olim monasterii professa.

October.

20. Rev. soror Maria Hieronyma Criuellia, saepius dicti monasterii professa. [Tochter des Dr. Anton Crivelli.]

November.

3. D. capitaneus Henricus Julius Criuellius [1], ordinis senatorii, expraefectus Bellinzonsenis [1668 und 1669].
8. D. capitaneus Henricus Kuen.

Annus Domini 1678.

Januarius.

7. Capitaneus Sebastianus zum Brunnen ad incitos redactus.

Februarius.

7. Rev. soror Maria Caecilia Lyrerin, professa combusti nuper monasterii Ettighausani.
29. Rev. soror Anna Maria Lyrerin Badae in monasterio sanctimonialium sepulta, sed saepius dicti monasterii Ettighausani professa.

[1] Geboren 1632, Sohn des Oberst Sebastian Heinrich und der Helena Trösch; cop. 26. Okt. 1654 mit Jgfr. Anna Viktoria v. Roll.

September.

25. Rev. soror Maria Jacobe Arnoldt, professa monasterii Ettighausen[1].

October.

24. Samuel Löschner in Italia defunctus. [Ex Saxonia].

December.

17. D. Franciscus Gibertus Tanner, s. Stephani eques, Ravennae.
D. Maria Magdalena Troger, uxor quondam D. Josephi Besler. [Tochter des Landammann, Ritter, Kaspar Roman Troger und der Anna Maria Imhof.]

Annus Domini 1679.

Januarius.

Die incerto obiit D. capitaneus Joannes Petrus Tanner cohortis pontificae Ravennae centurio. [Cop. zu Leuggern 1657, 27. Aug. mit M. Juliana von Roll.]

Junius.

17. D. Helena Arnold, uxor D. Caspari Brücker [richtig Regina].

Augustus.

2. D. colonellus Jacobus Lusser, ordinis senatorii, expraefectus Luganensis [1660 und 1661].

October.

27. Habitae sunt exequiae Joannis Henrici Nellii in Sicilia defuncti.

December.

25. Obiit Mediolani ex laethargo D. capitaneus Jo. Joachim Büntener. [Cop. 1672, 14. Nov. mit Jgfr. Anna Katharina Lusser.]

Annus Domini 1680.

Januarius.

13. Obiit D. Dorothea Tanner, uxor D. expraefecti [Joannis Caroli] Büntener. [1676–1678 Landvogt zu Locarno.]

[1] Die Schwestern wohnten damals im Hause des Landschreibers Hugo Ludwig Imhof im »Grund«. (S. Bürgerhaus in Uri.)
Sie war 60 Jahre alt und hatte den 16. Okt. 1638 die hl. Profeß abgelegt. Das Nekrologium der Klosterfrauen nennt den 22. Sept. ihren Todestag.

Martius.

10. D. capitaneus Joannes Jacobus Tanner, s. Stephani eques et reipublicae prolandammanus [Landesstatthalter].

Eodem die obiit Ravennae D. Maria Juliana von Roll. [Ehefrau des Gardehauptmanns Joh. Peter Tannner zu Ravenna.]

Majus.

6. D. capitaneus Hugo Ludovicus Im Hoff, archigrammateus sed pridie in prolandammanum electus.

27. Theobaldus Meyer, coriarius, qui pridem Hierosolymam profectus et feliciter reversus, tandem hac die coelestem Hierusalem appulit. [ist den 6. Juli 1651 in Jerusalem. Seine Ehefrau hieß Anna Getion, laut Rodel der St. Barbara-Bruderschaft; er war ein Elsässer.]

December.

1. Obiit in monasterio Faarensi sanctimonialis Anna Regina Troger.

Annus 1681.

Januarius.

12. D. Anna Maria de Roll, uxor D. quondam Landammani Caroli Antonii Büntener.

Junius.

9. Celebratae sunt exequiae D. Francisco Trogher, nuper in monasterio Fischingensi defuncto.

Julius.

10. Obiit D. Anna Margaretha Forstenheuser, selectissima coniux D. quondam Landammani Caspari Striker.

November.

15. Obiit morte improvisa D. Otho Fridericus Criuellius, quamquam Sacramentis ecclesiae bene provisus [1].

30. D. capitaneus Jo. Carolus Emanuel Bessler, Landamanus [1661, 1662, 1675 und 1676] et labarifer [Pannerherr] reipublicae.

Annus Domini 1682.

Die incerto Februarii obiit Bononiae D. Maria Ursula Strickher, coniux D. Urbani Arnoldt, pontificiae ibidem cohortis centurionis. [Cop. 1668, 29. Okt.]

[1] Geboren 1649, 11. März, Sohn des Oberst Sebastian Heinrich und der Helena Trösch; cop. 1673, den 26. Juni mit Jgfr. Anna Margaretha v. Roll.

Die 14. Martii D. Leonardus Lusser, hospes ad Aquilam.

Die 9. Aprilis D. Clara Dietlin, uxor quondam D. Andreae Rotthuot.

Die 12. Aprilis D. Sara Khun uxor quondam D. secretarii Joa. Francisci Büntener.

Die 19. Junii D. Maria Elisabetha von Beroldingen, uxor quondam D. Pauli Alphonsi Tanner. [Tochter des Heinrich und der Apollonia Türler.]

Die 9. Julii obiit D. Maria Magdalena Büntener, uxor Dni quondam Labariferii [Caroli Emanuelis] à Roll.

Die 12. Septembris D. Maria Elisabetha Bodmerin uxor quondam D. Udalrici Büntener, senatoris.

Die 19. Septembris Joannes Tschudi, olim vexillifer [1].

A. 1684.

Die 22. Novembris obiit Reverendissimus D. Joannes Melchior Im Hoff, S. Th. D., Prothonotarius Apostolicus, Commissarius episcopalis, Praepositus Episcopicellae Collegii S. Pelagii, Decanus quatuor cantonum, dignissimus Parochus Altorffii. [Natus 1600; Sohn des Caspar und der Barbara Büeler, Pfarrer von Altdorf s. 1630.]

Die 21. Decembris obiit D. Josue zum Brunnen, reipublicae Uraniensis secretarius primarius.

Die 29. D. capitaneus Jo. Henrichus Besler, Landamanus et Pannerherrarius. [1683 und 1684, Ehefrauen: 1. Magdalena Zwyer von Evibach; 2. M. Ursula Schmid, cop. 1662, 16. Juli.]

A. 1685.

Die 17. Januarii Barbara Renner, uxor D. capitanei Gualteri Troger, senatoris.

Die 21. Martii D. Maria Catharina de Gottraw, uxor D. Jo. Caroli Büntiner, Locolandamani [Statthalter].

[1] Letzte Eintragung durch Pfarrhelfer Stadler. — Von da bis 17. Nov. 1684 ist eine Lücke. Mit dem 17. Nov. 1684 beginnt die Hand von Pfarrhelfer Dr. Johann Peter Imhof, der laut seiner eigenhändigen Notiz im Taufbuch den 9. Nov. 1684 gewählt worden. Die Nekrologien der Bruderschaften verzeichnen die folgenden nennenswerten Verstorbenen:

Hans Ulrich Wolleb, der Chronist, geb. 1628, Sohn des Jakob Wolleb, Kommissar zu Bellenz und der Adelheid Püntener; verehelicht mit Anna Katharina Püntener.

Sebastian Balthasar Crivelli, Herr von Zuffikon, geb. den 21. Jan. 1645, Sohn des Oberst Sebastian Heinrich, cop. 1667 11. Nov. mit Jgfr. Maria Barbara Schmid.

Landammann Karl Franz Schmid.

1684, Jost Antoni Arnold, Landesfürsprech, geb. 1653, den 21. Febr., Sohn des Landammanns Johann Anton Arnold und der Apollonia Schmid; cop. 25. April 1673 mit Jgfr. Anna Katharina Schmid.

Die 6. Junii obiit D. Maria Ursula Smid, uxor quondam D. capitanei Jo. Jacobi Striker postea D. Landamani, labariferi Jo. Henrichi Besler.

Die 10 (?) Julii D. Regina Ursula de Roll, uxor quondam D. capitanei Henrichi Kuon.

Die 11. Novembris Anna Maria Tanner, uxor quondam D. secretari Friderici Besler.

Die 28. Novembris D. Jo. Jacobus Wolleb, ordinis senatorii et expraefectus Bellinzonensis [1650 und 1651].

A. 1686.

Die 16. Martii D. Maria Dorothea Büntiner, uxor quondam D. Francisci Arnoldt, nunc D. Floriani Besler.

Die 5. Julii D. Elisabetha Tanner, uxor D. secretarii Francisci Henrici de Roll. [Cop. 1671, 11. April.]

Die 12. Augusti V. Maria Catharina Striker, in monasterio Seedorffensi monalium.

A. 1687.

Die 8. Martii subcenturio Jo. Rudolphus de Beroldingen, secretarius Bellinzonensis emeritus. [Sohn des Hauptmanns Joh. Rudolf von Beroldingen. Cop. 1655, 12. Juli mit Jgfr. M. Eva Arnold.]

Die 21. Martii D. Stephanus Sartor, hospes apud Leonem.

Die 29. Maii Anna Margaritha Smidt, uxor Francisci Lusser, militis praesidarii ducis Sabaudiae.

Die 26. Augusti Carolus Josephus de Beroldingen, centurio equestris Lugani.

Die 10. Octobris obiit D. vexillifer Henrichus Burkardus zum Brunnen, desponsatus adolescens.

Die 18. Novembris D. Maria Cecilia de Roll Z'rein, uxor quondam D. capitanei Jo. Petri de Roll, praefecti Badensis.

A. 1688.

Die 1. Januarii D. Emanuel Dietman, ludimagister Altorffi, praefectus Congregationis, cum ipso multa tam ecclesiae quam scholae bona extincta sunt.

Die 27. Februarii obiit Anna Maria Striker, devotissima uxor D. Jodoci Caroli Büntiner. [Cop. 1669, 12. Febr.]

Die 12. Maii vexillifer Joannes Josephus Striker, acturus in Morea contra Turcos ante victoriam triumphat in caelo. Cop. 1675, 20. Okt., mit Maria Ursula Schmid von Bellikon, geb. 1651, den 3. Juni des Hauptmann Johann, Landammann, und der A. Catharina Epp.

Die 18. Maii Josephus Schärer excellens chirurgus.

Die 30. Augusti Maria Apollonia Smid, uxor quondam D. labariferi Francisci Arnoldt. [Gemeint ist Pannerherr Johann Anton Arnold, Landammann.]

Die 7. Octobris R. D. Jo. Jacobus Im Holz, D. D. Tannerorum capellanus curatus; mane in lecto mortuus repertus est, cum tamen pridie celebrasset, aliquot tam mensibus valetudinarium egerat.

Die 15. Octobris celebratae sunt exequiae Illustrissimi D. colonelli Sebastiani Peregrini Smidt, qui Helveticam militiam ducturus in Moream ad triumphos caelestes in itinere translatus est. [Sohn des Landammann Johann Anton.]

Die 7. Decembris capitaneus Josephus Antonius Besler, in Morea extinctus, et hoc die ejus exequiae celebratae sunt. [Des Joh. Balthasar und der Maria Ursula Schmid von Bellikon.]

Die 10. Decembris celebratae sunt exequiae strenui adolescentis D. capitanei Jacobi Francisci Brüker, in Morea extincti. [Geb. 1658, Sohn des Ratsherr Kaspar und der Regina Arnold von Spiringen.]

Die 11. Decembri celebratae sunt exequiae animosi D. capitanei Jo. Petri Püntiner de Brunberg, adolescentis annorum aliquot supra triginta, ibidem extincti. [Sohn des Landammann Karl Anton und der A. M. von Roll.]

Eodem die D. locotenentis Francisci Floriani Püntiner adolescentis ibidem extincti.

Die 12. Decembris celebratae sunt exequiae Jacobi Gualteri Lusser ibidem extincti.

Die 16. Decembris vexilliferi Caroli Frederici Besler, egregii adolescentis, ibidem extincti. [Sohn des Oberst-Wachtmeister Joh. Melchior und der Maria Elisabetha Beßler.]

Eodem die locotenentis Jacobi Theodorici Smidt adolescentis ibidem extincti.

Eeodem die D. capitanei Adami Josephi Rothuot adolescentis ibidem extincti. [Geb. zu Altdorf 1663, den. 25. Jan., des Johann Heinrich und der Maria Lusser.]

Die 17. Decembris vexilliferi Sebastiani Emanuelis Criuelli adolescentis, reducis in patriam Venetiis extincti. [Sohn des Ritter Franz Ferdinand und der Maria Magdalena von Roll.]

Die 18. Decembris vexilliferi Jodoci Antonii Puntiner, uxorati, in Morea extincti. [Sohn des Sebastian Heinrich und der Katharina Zumbach.]

1689.

Die 28. Januarii celebratae sunt exequiae Josephi Melchioris Lusser et Georgii Henrici Lusser, fratrum, in Morea extinctorum.

Die 29. Januarii celebratae sunt exequiae Francisci Ignatii Püntiner in Morea extincti.

Die 4. Februarii celebratae sunt exequiae vexilliferi Udalrici Henrici Büntiner, adolescentis insignis in Morea iamdudum extincti. [Sohn des Franz Heinrich und der M. Magdalena Beßler.]

Die 10. Februarii Henrici Antonii Rothuot, adolescentis, in Morea extincti.

Die 3. Martii vexilliferi Joannis Jacobi Straumeier celebratae sunt exequiae.

Die 14. Aprilis Catharina Ferliman, uxor D. Jo. Francisci Arnoldt, exprae fecti Turgoviensis.

Die 23. Junii Anna Maria Margaritha Zumbrunnen, uxor quondam supremi secretarii Josue Zumbrunnen

Die 22. Julii Maria Magdalena Moor, uxor quondam D. Landammanni Jo. Caroli Smidt.

Die 5. Octobris D. capitaneus Franciscus Ferdinandus Crivelli, eques de Calatrava, ordinis senatorii, expraefectus Bellinzonensis [1680 und 1681], et quondam regis Hispaniae aulicus, eiusdemque in Helvetia interpres, vir magna virtute, eruditione, rerumque politicarum notitia praeditus. [1]

Die 8. Novembris Mathiae Grueniger in Flandria defuncti habitae sunt exequiae

Die 19. Novembris celebratae sunt exequiae D. locotenentis Caspari Floriani Smidt, adolescentis, qui pro Deo et Ecclesia militans excessit in Achaia. [Sohn des Dorfvogt Johann Ulrich Schmidt und der Apollonia Troger.]

A. 1690.

Die 4. Januarii R. D. Maria Antonia Smidt, sanctimonialis in monasterio s. Caroli apud s. Crucem.

Die 29. Februarii celebratae sunt exequiae Mariae Anna Zweier ab Euenbach, filia D. Joannis Francisci Zweier ab Euenbach, praefecti episcopalis Clingnawii et Zurzachiie t Mariae Beatricis de Schönaw et uxor D. colonelli Caroli Conradi de Beroldingen, equitis et ordinis senatorii in Urania, Lugani extincta.

Die 21. Martii Maria Magdalena Zum brunnen, uxor quondam D. capitanei Caroli Ernesti de Roll, mox equitis Jo. Caroli Smidt de Belliken.

Die 13. Aprilis Jo. Henrichus Troger [Geb 1641 des Hauptmann Walter und der Barbara Renner ; cop 1668, 24 Jan , mit Maria Margaretha Arnold.]

Die 6. Maii D. Adamus Ludovicus de Roll, qui decem et octo annis usu brachiorum carebat, suam tamen aegritudinem aequissimo et hilari animo pertulit.

Die 8. Maii Henrichus Burkardus Zumbrunnen, qui jam multis annis propter creditam mentis ineptitudinem civilem mortem sustulerat.

Die 20. Augusti Jo Petrus Conrad, in Italia.

Die 15. Septembris D locotenens Franciscus Alexander Besler in Italia.

Die 9. Octobris obiit vexillifer Magnus zum Büel. [Maria Klara Troger seine Ehefrau.]

Anno Domini 1691 obiere

Die 19. Julii Jo. Jacobus von Niderhofen, vitriarius.

Die 17. Septembris Jo. Martinus Straumeier, quondam commissarius in Rhinthal. [1686-1688.]

[1] Sohn des Oberst Sebastian Heinrich und der Helena Trösch.

Die 22. Septembris Jacobus Antonius Maria Smid, adolescens.

Jo. Sebastianus Wipfli, capitaneus in Italia. [Geb. 1664 zu Seedorf, Sohn des Dr. med. Johann und der Barbara Muheim.]

Jo. Antonius Dietman, ludimagister. — [Im Ganzen sind sieben Personen auf diesen Tag eingeschrieben.]

Die 12. Novembris D. Franciscus Meinradus von Roll.

Anno Domini 1692 obiere.

Die 18. Aprilis D. Franciscus Heinrichus de Roll, Landscriba.

Die 16. Maii D. capitaneus Jo. Balthasarus Smid, ordinis senatorii.

Die 13. Decembris D. Maria Barbara Smid, uxor quondam D. Sebastiani Balthasari Crivelli.

Anno Domini 1693 defuncti sunt:

Die 20. Januarii Conrad Emanuel Besler, juvenis in Friburg. [1]

Augustus, September, October: D. Anna Catharina Büntiner, quondam D. colonelli Lusser uxor.

D. Jacobus Gualtherus Scholar [2] morte inopina, adolescens circiter 14 annorum, at jam electus canonicus Episcopicellensis, hoc honore vix uno mense gavisus.

Die 7. Novembris D. Franciscus Josephus Büntiner adolescens ex Pedemontio redux, sed aegrotans.

Die 23. Novembris D. Landamanus [1691 und 1692] Joan. Franciscus Schmidt in flore aetatis, honoris et auge divitiarum. [Sohn des Landammann Karl Franz und der Magdalena Moor.]

Annus Domini 1694.

Die 10. Januarii D. Joannes Melkior Walcker, meus dilectissimus parens, aetatis circiter 66 annorum et pro tempore praefectus oeconomicus [Kirchenvogt] ecclesiae Altorffensis in septimo anno.

Die 10. Martii Jodocus Ludovicus Schmidt.

Die 27. Maii D. Landamanus Joannes Carolus Büntiner [1685 und 1686.]

Die 22. Octobris D. Joannes Carolus Christen, excellens aurifaber.

[1] Letzte Eintragung durch Pfarrhelfer Imhof 2. April. Von diesem Tage bis Mitte August wurden keine Toten eingeschrieben, da die Pfarrhelferei vakant war. Im Oktober 1693 wurde Dr.* Johann Franz Walker, bisher Pfarrer in Sisikon, zum Pfarrhelfer erwählt, der für die Monate August, September und Oktober die Totenliste nach den schriftlichen Notizen einer frommen Person herstellte. Die Bruderschaftsnekrologien verzeichnen noch folgende nennenswerte Verstorbene:

R. D. Stephan Straumeyer, Sextarius und Pfarrer zu Silenen.

Frau Maria Agnes von und zu Schönau, Ehefrau des Franz Ludwig Freiherr von Roll zu Bernau.

Frau Maria Barbara Schmid von Bellikon.

[2] Geboren 1676; Sohn des Hauptmanns Joh. Franz Scolar, Landvogt zu Bollenz und des Rats, und der Anna Katharina Arnold von Spiringen.

Annus Domini 1695.

Die 22. Febr. D. Maria Barbara Detlig. [Cop. 1678, 25. Okt., mit Landschreiber Joh. Peter Steiger.]

Die 5. Martii D. Maria Barbara Muheim, uxor D. Doctoris Medicinae Wipfli.

Die 16. Martii Maria Magdalena a Roll, conjux lectissima quondam D. equitis Criuelli [Franz Ferdinand].

Die 24. Martii D. Christophorus Christen, Landscriba.

Die 24. Novembris D. Joannes Melckior Besler, ordinis senatorii et in legione Helvetica vigiliarum magister supremus [Oberstwachtmeister].

Annus Domini 1696.

Die 14. Januarii Joannes Jacobus a Niderhoffen, hujus ecclesiae parochialis Altorffensis supra 36 annos sacrista peritissimus.

Die 9. Martii Joannes Franciscus Wolleb, landscriba.

Die 18. Martii D. Marcus Ignatius Besler, filius D. colonelli Besler, lectissimus adolescens aetatis suae 14. annorum cum dimidio, sed jam rhetoricae studiosus Lucernae, unde aegrotans in patriam reversus praecipue ex profluvio sanguinis e naribus pertinacissimo nullisque remediis evincibili obiit.

Die 26. Maii D. capitaneus Melckior Joseph Besler, Lucernae, dum vitam quaerit et valetudinem eo devectus mortem invexit annos natus 24.

Die 28. Maii D. Anna Margaritha a Roll uxor quondam D. Ottonis Friderici Criuellii.

Die 19. Julii obiit ex lapsu caementarius, dum fabricaretur illa Besleriana domus prope palatium D.D. a Roll in platea maiori nostri oppidi Sebastianus Huober, Bavarus natione.

Die 12. Septembris obiit morte inopina apoplexia tectus Joannes Leonardus Burnott, scholarum inferiorum magister.

Die 4. Decembris D. Maria Elisabetha Arnold, coniux D. Kuon pharmacopolae.

Annus Domini 1697.

Die 23. Januarii R. D. Joannes Casparus Steiner, presbyter hic Altorffi.

Die 29. Januarii D. Sebastianus Peregrinus a Beroldingen, hospes apud leonem nigrum. [Sohn des Lieutn. Joh. Rudolf und der Maria Eva Arnold.]

Die 18. Februarii D. Joannes Petrus Steiger, secretarius primarius reipublicae. [Geb. 1638, des Jakob und der Ursula Imhof.]

Die 20. Februarii Joannes Petrus Kluser, faber scrinarius excellens. [Gebürtig von Spiringen, Sohn des Johann Conrad und der Anna Maria Imebnet, Erbauer des Hochaltars in der Jagmattkapelle zu Erstfeld.]

Die 28. Martii D. capitaneus Franciscus Florianus Leüw.

Die 29. Martii D. Franciscus Andreas Criuellius obiit in Zofficken. [Geb. 1674, 30. Nov., des Sebastian Balthasar und der Maria Barbara Schmid.]

Die 18. Aprilis. D. Maria Dorothea Büntener, uxor D. colonelli Josephi Häller, Suitensis, obiit hic Altorffi in aedibus paternis.

Die 21. Maii Joannes Sebastianus Romanus, architectus lignarius.

Die 19. Julii D. Franciscus Ernestus liber baro Zwyer de Euebach, Dns in Hüllfiken et nomine episcopi ac principis Constantiensis praefectus in Foro Tiberii obiit . . . . .

Die 12. Augusti D. Maria Elisabetha Schmid, uxor D. Landammani [Sebastian Emanuel] Tanner, obiit in Sarmenstorft, ubi hoc tempore degebat.

Die 30. Augusti Franciscus Furer, provisor.

Die 7. Novembris R. D. Petrus Furer defunctuarius Altorffi [seit Oktober 1649] per annos 48, aetatis vero suae annorum 77. [Geb. 1621 zu Bosco im Tessin, Sohn des Meister Bartholomäus und der Anna Furer, ord. 1649 zu Como.]

Annus Domini 1698.

Die 10. Martii R. D. Paulus Jacobus Tanner, presbyter non beneficiatus.

Die 17. Aprilis D. Carolus Lusser, tenens colonellus et senator huius Cantonis [Landvogt zu Bollenz 1662 und 1663.]

Die 12. Augusti D. Anna Maria Magdalena a Roll ex hydropisi, uxor integerrima D. Landamani Joan. Martini Schmid de Belliken. [Cop. 1670, den 3. Juni.]

Annus Domini 1699.

Die 4. Januarii obiit D. Anna Margaritha Arnold de Spiringhen, vidua [Joannis Henrici Troger].

Die 20. Januarii D. Maria Catharina Rüeblin. [Cop. 1652, 21. Jan., mit Franz Nikolaus Schmid.]

Die 14. Aprilis D. Franciscus Maria Besler, ordinis senatorii.

Die 9. Maii D. Maria Magdalena zum Brunnen.

Die 23. Maii R. D. Mathias Buglin, presbyter Altorffi plusquam 70 annorum aetatis suae.

Die 27. Junii Franciscus Antonius à Prò, sartor, morte inopina. [Geb. zu Altdorf, des Joh. Franz von Prò und der Gabriela Bodmiger.]

Die 21. Augusti Joannes Casparus Schmidt, vitriarius.

Die 4. Septembris Joannes Melkior à Prò, sartor. [Geb. zu Seedorf 1645, des Ratsherr Walther von Pro und der Maria Florin.]

Die 15. Septembris obiit in Frauenfeld Reverendissimus Dns. Joannes Casparus Stadler, ss. Theologiae Doctor, Prothonotarius apostolicus, parochus quondam hic Altorffii, nunc vero parochus et decanus Frauwenfeldae. [Geb. zu Altdorf 1632, Sohn des Pfistermeisters Johannes Stadler und der Elisabetha Straumeyer. Über ihn vergleich VI. Historisches Neujahrsblatt von Uri. 1900. bei Gisler, Altdorf und Anzeiger für schw. Geschichte 1906.]

Annus Domini 1700.

Die 7. Martii D. Joannes Gualterus Troger.
Die 30. Septembris D. Anna Barbara zum Brunnen.

Annus Domini 1701.

Januarius, Februarius et Martius nemini ex adultis fatalis fuit exemplo non audito in tanta parochia hominumque multitudine nulloque per 4 menses et septem dies e vivis abeunte. [Die letzte Eintragung 10. Dez. 1700; die nächste 17. April 1701.]

Die 25. Aprilis D. Joannes Casparus Brücker, senator integerrimae famae. [Regina Arnold von Spiringen seine Ehefrau.]

Die 15. Maii Anna Maria Buglin, uxor quondam D. Emanuelis Dietman senioris.

Annus Christi 1702.

Die 12. Aprilis D. Joannes Carolus Besler, nostri Cantonis Uraniensis Pannerarius[Pannerherr], terna distincta vice Landamanus [1687, 1688, 1693, 1694, 1699 und 1700], atque pro rege Hispaniae in Ducatu Mediolanensi in una Helvetica legione colonellus, obiit ex hydropisi pectoris, aetatis suae annorum 61 inchoatorum. [Geb. 1641 des Johann Karl Emanuel und der Maria Barbara von Roll, cop. 1667, 15., Febr. mit Jgfr. Maria Anna von Beroldingen.]

Die 11. Maii R. D. Franciscus Josephus Matlin, presbyter fere adhuc neomysta, longa seu diuturna phthisi consumptus obiit.

Die 22. Mai D. Jacobus Ludovicus Schmid, Medicinae Doctor, brevi morbo viridi in aetate e vita cessit.

Die 15. Octobris, virgo Maria Anna Lusser obiit ad Coelestem Sponsum contemptis terrenis nuptiis pluries oblatis. Sane haec virgo fuit universim chara, quia praeclaris corporis et animi dotibus virtutibusque ornata; mortua est, quia ita sponsum suum divinum exoravit, ut e maligno huius mundi transferretur; confecta est morbo quindecim dierum, non longo quidem sed diro, nempe convulsionibus excessivis comitante febri maligna. Si aetatem attendas immatura morte rapta, nempe aetatis suae annorum 26, mensium decem, dierum 14.; si mores vero consideres maturissima coelo, ubi requiescat in aeternum. [Get. 1675, den 2. Dez., des Apothekers Joh. Martin Lusser und der M. Apollonia Püntener.]

Annus Domini 1703.

Die 26. Januarii D. Sebastianus Ringold. [1683–1687 Kirchenvogt.]
Die 8. Octobris Joannes Bathasarus Gisler, der Landshorner.

Annus Domini 1704.

Die 12. Februarii D. Maria Helena Rüeblin. [Ehefrau des Sebastian Heinrich Schmid.]

Die 24. Septembris D. Maria Anna Troger, longa ex phtisi obiit. [Erste Gemahlin des Landschreiber, später Landammann Joh. Sebastian Jauch.]

Die 6. Octobris D. Joannes Melkior Straumeyer, Wagmeister, inter spatium 12 circiter horarum vivus et sanus ex apoplexia e vivis raptus est. [Ehefrau: Margaritha Murer.]

Die 18. Novembris. D. Franciscus Guilelmus de Rechberg.

Annus Domini 1705.

Die 17. Februarii D. Sebastianus Emanuel Tanner, capitaneus Ravennae vexillifer patritius [Landesfähnrich], ac Landamanus, aetatis suae 57 annorum, trium dierum spatio sanus, infirmus ac mortuus apoplexia [1].

Die 26. Martii D. Joannes Hermenegildus Schmid de Belliken, capitaneus quondam pontificis Ravennae, aetatis suae annorum 52, ex febri maligna. [Getauft 1654, den 12. Januar; des Hauptmann Johann Balthasar und der Anna Katharina Tanner, cop. 166., den 17. Febr., mit Maria Christina Schmid.]

Die 16. Aprilis Adm. R. D. Franciscus Zum Brunnen, capellanus D. D. Zum Brunnen, aetatis suae 62 annorum, et per 13 menses iam pedibus captus lectoque affixu. [Sohn des Hauptmann Burkard zum Brunnen und der Anna Catharina Beßler.]

Die 8. Mai D. Maria Criuelli, coniux D. Caroli Fidelis à Roll ex febri maligna. [Cop. 1675, den 14. Okt.]

Die 24. Maii D. Carolus Fidelis de Roll, senator, suam coniugem secutus Mariam Criuelliam octovo Maii antegressam.

Die 11. Juni Fortunatus im Hooff, Chyrurgus, ex febri maligna.

Die 16. Juni D. Maria Genoveva im Hooff, uxor Landscribae Schmid, ex febri maligna.

Die 20. Juni D. Joannes Florianus Besler, 45 annorum, ex febri maligna.

Die 26. Juni D. Maria Dorothea Schmid de Belliken, ex eodem morbo, hoc est febri maligna decumbens, quo maritus, eundem per viam mortis secuta est intra 6 dies.

Die 28. Juni Carolus Azarias Schmid, adolescens studiosus hic, aetatis suae 19 annorum, pariter ex febri maligna aegrotans obiit, matrem secutus eodem morbo decimo sexto die eiusdem mensis ut supra antegressam. [Getauft 1686, den 7. September, des Jost Karl Schmid und der Genoveva Imhof.]

[1] Er wurde zum Landammann erwählt 1695 und 1696. Geb. den 18. März 1648, des Hauptmanns Franz und der Anna Katharina von Roll, cop. 1669, den 24. Febr., mit Maria Ursula Schmid.

Die 29. Juni D. Jodocus Carolus Schmid, landscriba aetatis suae annorum 43 coniugem filiumque pari morbo pari fine subsecutus est, nempe ex maligna febri defunctus, tertium videlicet funus ex eadem domo intra dies quatuordecim elatum. [Getauft 1662, den 24. Juli, des Jost Maria Schmid und der Anna Katharina Püntener.]

Die 25. Septembris Anna Maria Ursula Stricker, uxor integerrima D. expraefecti Badensis Jodoci Antonii Schmid, aetatis suae 40. nondum completo piissime obiit, quia piissime vixit. [Getauft 1666, den 15. Februar, des Hauptmann Sebastian Heinrich Stricker und der Maria Ursula Schmid.]

Annus Domini 1706.

Die 21. Januarii virgo Maria Elisabetha Büntener, antiquae simplicitatis et constantis pietatis virgo, obiit ex pleuritide tribus diebus aegrotans aetatis 75 annorum.

Die 2. Februarii D. Maria Helena Tanner uxor D. Jo. Alexandri Besler.

Die 8. Februarii D. Jodocus Azarias Schmid Exlandamanus [1697 und 1698] aetatis suae 74, quatuor dierum morbo, nempe gravi catharro consumptus.

Die 17. Aprilis D. Martinus Antonius Schmid de Belliken, vexillifer patriae nostrae [Landesfähnrich] ac praefectus Vallis Blenii [1704 electus], quondam etiam praefectus Bellinzonae [1698–1700] obiit durante praefectura Vallis Blenii ibique sepultus est.

Die 14. Julii D. Joannes Antonius Schmid, Landamanus [1681 und 1682] ac capitaneus generalis nostri cantonis necnon ducis Sabaudiae praetoriae cohortis dux, obiit aetatis suae anno 76 [Sohn des Hauptmann Jost und der Magdalena Tanner] non tam aetate laborans quam ex spongioso ingenti tumore dextrae maxillae vires vitamque absumente ; fuit hic vir integrae famae ac devotione in Superos et charitate in pauperes insignis. Eius corpus ante altare B. M. extra cancellos in ecclesia parochiali sepultum requiescit. [Cop. 1654, den 17. November, mit Jgfr. Maria Anna Zwyer von Evibach.]

Die 20. Augusti Andreas Stöpfer, provisor Altorffensis, obiit ex phtisi.

Die 12. Octobris D. Joannes Franciscus Zur Flue, apparitor maior nostri Cantonis [Großweibel].

Die 20. Octobris D. Maria Agnes Theresia Secunda de Roll obiit ex hydropisi vel tympanite.

Die 24. Octobris D. Catharina Barbara Steigher. [Ehefrau des Joh. Melchior Straumeyer, Mutter des P. Carl, O. S. B. zu Einsiedeln und des P. Ildephons, O. S. B. zu Engelberg.]

Annus Domini 1707.

Die 5. Maii Anna Catharina Besler, uxor pictoris Wüestner.

Die 24. Mai A. R. D. Joannes Leonardus Lusser, pius sacerdos ac DD. Criuelliorum capellanus.

Die 12. Septembris Franciscus Antonius Lusser, chyrurgus.

Die 12. Novembris D. Franciscus Henricus Besler, hoblothecarius [Zeugherr] ac praefectus in libris officiaturis, vulgo Freienämteren, quam praefecturam vix aggressus, nempe prope festum S. Joannis Baptiste proxime praeteritum iam deponere coactus est, licet nonnisi 52 annos aetatis suae numerans, adeoque non obstante robusta corporis statura ac proceritate mortis violentiae succubuit, cui ianuam aperuit febris duplex quartana, qua per 10 hebdomadas circiter satis violenter afflictus fuit. [Get. 1656, den 3. April, des Johann Heinrich Besler und der Maria Magdalena Zwyer von Evibach.]

Die 10. Decembris. D. landscriba Carolus Antonius Lusser ex gravi catharro aetatis suae annorum 51 intra septem dies consumptus. [Getauft zu Altorf, 1656, den 8. Nov., des Leonhard und der Anna Katharina Scholàr.]

Annus Domini 1708.

Die 21. Januarii obiit D. Anna Catharina Scholàr, vidua 73 circiter annorum. [Geb. 1635, des Anton und der Barbara Arnold.]

Die 23. Januarii D. Joannes Sebastianus Megnet, vulgo iunior, aetatis suae annorum circiter 70.

Die 22. Martii R. D. Joannes Casparus Suter, sacerdos aetatis suae 75 annorum et familiae D.D. de Beroldinghen capellanus supra 50 annos.

Die 31. Martii A. R. D. Josephus Florianus Wolleb, capellanus D. D. Criuelliorum aetatis suae 26, sacerdotii tertio, morbo maligno intra sex dies prostratus. [Get. zu Altdorf 1681, den 12. Okt., des Magnus Florian und der Maria Anna Büntener.]

Die 19. Novembris A. R. D. Joannes Melckior Schärer, exparochus Ettighusanus, vix per octo dies Altorffii moratus obiit ex longe febri et catharro. [1674–1702 parochus in Isenthal, 1702–1708 parochus in Attinghausen.]

Die 20. Decembris D. Carolus Josephus Schmid, locumtenens seu subcenturio in cohorte D. equitis et centurionis Joannis Henrici Walcker mei avunculi.

Annus Domini 1709.

Die 20. Januarii D. Maria Elisabetha de Rechberg, uxor Joannis Antonii Truttman, expraefecti Vallis Rhenanae.

Die 27. Januarii D. Franciscus Grüeniger, subcenturio, ex longo morbo.

Die 27. Februarii D. Joannes Wüpflin, Medicinae Doctor, expraefectus [zu Sargans 1691–1693] et senator, aetatis suae 75 ex retentione urinae aliisque inde symptomatibus secutis. [Geb. zu Seedorf 1635, den 8. Juli, des Johann Wipfli zu Bolzbach und der Dorothea Muheim.]

Die 18. Martii D. Maria Ursula Schmid, uxor D. Julii Ausani Criuelli intra 5 dies ex morbo non satis cognito ac praecipue ex convulsionibus consumpta. [Cop. 22. Jan. 1697.]

Die 30. Julii D. capitaneus Joannes Jacobus Büntener, senator et quondam landscriba, subitanea apoplexia correptus intra pauca momenta vivus et mortus concidit.

Die 9. Novembris D. Maria Rosa Elisabetha Besler, uxor equitis [Francisci Odoardi] Tanner, decimoquinto puerperii die ex anno uno vix completo a nuptiis obiit in flore aetatis, nempe 22 nondum completo. [Get. zu Altdorf, 1687, den 23. Nov. des Johann Melchior Besler und der Maria Elisabetha Besler. [Cop. 29. Okt. 1708.]

Die 7. Decembris D. Joannes Gualterus Schmid diuturno invaletudine ac tandem ex hydropisi obiit.

Annus Domini 1710.

Die 28. Januarii Josephus Antonius Scheüber, choralista et syntaxista maior, ex febri maligna.

Die 7. Februarii R. D. Joannes Petrus Buman, sacerdos, ex apoplexia, aetate sexagenario maior et iam diu valetudinarius. [1676–1677 Kaplan in Hospenthal, später in Wassen und Meyenthal.]

Die 24. Martii A. R. D. Joannes Jodocus Roth, sacerdos Subsilvanus et defunctuarius atque grammaticae magister hic Altorffii, obiit ex febri maligna.

Die 20. Maii R. D. Joannes Gualterus Scholàr, capellanus curatus s. Leonard in Altorff et organoedus ibidem, obiit aetatis suae septuagesimo anno et uno alterove supra, itidem ex febri maligna. [Sohn des Anton und der Barbara Arnold.]

Die 10. Septembris D. hoblothecarius [Zeugherr] Emanuel Josephus im Hooff, in curia durante senatu apoplexia correptus intra quatuor horas vegetus, vivus ac mortuus.

Die 19. Novembris A. D. R. Joannes Petrus im Hooff, S. Theol. Doctor et exparochus Steckenborensis, partim ex senio partim aliis aerumnis tum internis tum externis confectus in patriam redux obiit. [Geb. zu Altdorf 1641 ; Sohn des Lieutn. Christoph und der Maria Magdalena Büeler.]

Die 31. Decembris D. Maria Magdalena Schmid de Belliken, post puerperium enixis feliciter duobus gemellis ex variis accidentibus obiit anno 36 aetatis completo immatura morte sed coelo matura. [Get. 1674, den 8. Nov., des Johann Martin und der Maria Magdalena von Roll. Cop. den 4. Febr. 1710 mit General Josef Anton Püntener.]

Annus Domini 1711.

Die 20. Januarii D. Azarias Büntener ex hydropisi octogenarius circiter. [Geb. 1628 des Ulrich und der Maria Elisabetha Bodmer. Cop. 1660, den 3. Febr., mit Anna Maria Schnorpf.]

Die 12. Februarii D. Joannes Franciscus Scholàr [1], senator, ex hydropisi. [Landvogt zu Bollenz 1680–1682 und 1698–1700.]

Die 9. Aprilis. D. Eva Catharina Trutman, ex phytisi. [2. Gemahlin des Landammann Johann Sebastian Jauch.]

Die 17. Aprilis. D. Sebastianus Henricus Kuon, pharmacopeus et senator, ex longa hydropisi, prope septuagenarius. [Geb. zu Altdorf 1641, Sohn des Hauptmann Heinrich und der Maria Ursula von Roll.]

Die 21. Augusti D. Franciscus Nicolaus Schmid, octogenario maior, ex affectu hydropico per multos annos afflictus domique detentus tandem vivere desiit. [Cop. 1652 mit Jgfr. Katharina Rüeblin.]

Die 21. Octobris D. Joannes Godefridus Schmid de Belliken.

Annus Domini 1712.

Die 26. Januarii D. Maria Ursula Besler.

Die 23. Martii D. Maria Catharina Tanner.

Die 5. Maii D. Sebastianus Henricus Arnold, pictor, ex pleuritide.

Die 13. Mai D. colonella Maria Anna de Beroldinghen, vidua, ex longa hydropisi; haec erat mater mea spiritualis ratione primitiarum anno 1682 mense Maio a me celebratarum. R. I. P.

Die 23. Junii D. Joannes Martinus Schmid de Belliken, Dns. in Böttstein bis Landamanus [2], pater patriae, aetatis annum 64 nondum egressus, octo dierum morbo confectus obiit; hic erat meus pater spiritualis ratione primitiarum anno 1682 mense Maio a me celebratarum. R. I. P.

Die 13. Julii Joannes Petrus a Pro, adolescens, artis sartoriae. [Sohn des Johann Peter.]

N. B. 31. Augusti. Coadiutore D. Josepho Antonio de Rechberg ex h... uti speramus, ad beatam vitam transiit:

Die 29. Octobris D. Maria Victoria Crivellin, vidua.

Annus Domini 1713.

Die 7. Martii D. Maria Anna Constantia Püntiner, ex hectica.

Die 22. Aprilis D. Maria Apollonia Püntiner, ex apoplexia.

Septembris. N. B. Mirae salubritatis annum hunc esse opportuit, quippe quo a 21. Maii usque ad 14. Septembris in hac tam grandi parochia nostra ex adultis nemo obiit, forte ut compensatur numerus fratrum ante annum 25. Julii vix inter dies numerando fatali illo in praelio ad Philmergam in catholicae religionis et libertatis defensione decedentium. Eos, cum loco suo non sint, ad perpetuam memoriam hic notare libuit.

[1] Sohn des Anton und der Barbara Arnold, get. zu Altdorf 1652, den 21. Febr. Ehefrau: Anna Katharina Arnold, von Spiringen.

[2] Er wurde zum Landammann gewählt 1689, 1690, 1703 und 1704.

Adm. R. Dns Joannes Franciscus Walker, S. Theol. Dr., Notar. apost., spatio 19 annorum loci proparochus, concionator campestris.
Adm. R. Dns. Josephus Maria Schmidt, s. Francisci ordinis capucinorum, concionator.
D. Joannes Josephus Magnus Nicolaus Besler, laferarius, substitutus in locum Dni. germani.
D. Carolus Emmanuel Besler, ordinis senatorii, locum tenens.
D. notarius Mauritius Maximus Besler, locum tenens.
D. Florianus Antonius Crivelli, locum tenens. [Geb. 1687, Sohn des Oberstlieutn. Heinrich Anton und der Maria Elisabetha Zumbrunnen.]
D. Joannes Melchior Stromeyer, locum tenens.
D. Jacobus Josephus Püntiner.
D. Stephanus Florianus Wolleb. [Geb. 1674, Sohn des Chronisten Johann Ulrich Wolleb und der Anna Cath. Büntiner.]
D. Rudolphus a Beroldingen. [Geb. 1686, Sohn des Sebastian Peregrin und der Regina Dorothea Gasser.]
Leontius Stauffacher, sartor.
Joannes Casparus Wipflin.
Remigius Gartmann.
Franciscus Josephus Gisch.
Jacobus Rupp, sutor.
Thomas Jauch, sutor.
Joannes Jacobus Bellveng, sutor.
Georgius Megnet.
Franciscus Heinricus Wolleb, sutor.
Florianus à Mont.
Joannes Sennweider, molitor.
Joannes Martinus Burchard.
Florianus Stauffacher.
D. Joannes Carolus Haas chirgurus.
Joannes Herger.
Joannes Petrus Holtzer.
Joannes Casparus Zwissig.
Joannes Melchior Clam, tympanistria.
Jacobus Zgraggen, cornuferarius.
Joannes im Hoof.
Antonius Infanger.
Andreas Mutter, hic domi ex vulneribus decessit.

Hi sunt nummero 32, qui in conflictu ad Philmergam occubuerunt, excepto ultimo, qui domi postmodum ex vulneribus decessit.

Die 4. Novembris D. Joannes Franciscus Christen, aurifaber.
Die 9. Novembris D. Verena Anna Catharina Tanner, ex puerperio die circiter nono. [Ehefrau des Franz Ignaz Crivelli.]

Die 19. Novembris D. Anna Victoria de Roll, altero exacto matrimonio, quod semper horruit et numquam voluit, sacro Viatico et caeteris ritu catholico munita, ipsa didicit et alios mori docuit aetatis suae Anno 76.

Annus Domini 1714.

Die 31. Januarii D. Franciscus Henricus à Rechberg, germanus amatissimus, locumtenens Taurino, neoelectum regem Victorem Amadeum ad suscipienda nova regni gubernacula in Siciliam comitatus sexto a suo e patria discessu mense, aetatis suae annorum 36 mensium 6, triginta dierum invaletudine exhaustus Sacramentis omnibus munitus, uti sperare fas est, pie obiit Messinae in Sicilia circa horam 22 iuxta calculum Italicum. [Get. zu Altdorf, 1677, den 18. Juli, des Franz Wilhelm und der Maria Ursula Rothuot, cop. 1702, den 30. Okt. mit Jgfr. Rosa Tanner.]

Die 4. Februarii Joannis Caroli Romanus exequiae habitae sunt, qui ante aliquod tempus Mediolani defunctus est.

Die 22. Aprilis Dns Jodocus Carolus Püntiner, aetatis suae 72. anno, ex dissenteria die 4 suae invaletudinis subita superveniente apoplexia extinctus est.

Die 3. Juni D. Maria Elisabetha Besler.

Die 5. Augusti. R. D. Franciscus Bissig, cum muneri suo sacerdotali per dies aliquot minus aptus esset, apoplexia tactus, extrema unctione munitus obiit.

Die 23. Novembris. D. Carolus Romanus Megnet septuagenarius circiter, vir integrae notae a turbis et negotiis publicis ad domestica et maxime ad diligentissimam mercium peregrinarum expeditionem abstractus, interdiu catarro apoplectico imperfecto afflictus post annum circiter invaletudinis eodem, ut coniicere licuit, de repente praefocatus, ad patres abiit.

Die 2. Decembris D. Franciscus Ignatius Crivelli, ordinis senatorii et nuper marchionatus Thurgoviensis praefectus, ex apoplexia, extrema unctione dumtaxat munitus decessit. [Geb. 1664, den 29. Jan., des Franz Ferdinand und der M. Magdalena von Roll.]

Anno 1715.

Die 17. Januarii Dna. Anna Margaritha Striker, senioressa parochiae.

Die 3. Februarii D. capitaneus Joannes Melchior Megnet, ex dissenteria. [Cop. 1699, den 25. Aug., mit Jgfr. M. Jakobea Verena von Hertenstein.

Die 7. Junii Dna. Landamanessa Anna Maria Crivelli, aetatis suae anno 73. matrimonii anno 53., ex diuturna hydropisi ventosa aliisque accidentibus permolestis, unctione extrema et sacro Viatico ter refecta inter manus sacerdotum pie obiit. [Copuliert 1661, den 28. Febr., mit Johann Ulrich Püntener.]

Die 13. Octobris A. R. D. Jodocus Theodoricus Wolleb, sacerdos jubilatus, sacellanus beneficii B. V. Capituli senior. [Geb. 1636, Sohn des Jacob, Commissar zu Bellenz, und der Katharina Schmid, 1661–1670, Pfarrer zu Sisikon, 1662 — ca 1680 Caplan der Schmid'schen Pfründe.]

1716.

Die 23. Januarii. D. Anna Maria Püntener.
Die 10. Februarii D. Joannes Antonius Trutman; ord. senat., expraefectus in Rheinthal. [1702–1704. Geb. zu Altdorf, 1655, 12. Juli, des Metzgermeister Jakob und der A. M. Stricker.]
Die 14. Juni. D. Maria Ursula Tanner.

1717.

Die 3. Februarii. D. Maria Rosa Genoveva Schmid de Bellicon [Ehefrau des Landammann Karl Franz Schmid, cop. 1704, den 4. Febr.]
Die 16. Martii. D. Maria Dorothea an der Allmend, Lucernensis, ex apoplexia. [Ehefrau des Franz Josef Püntener.]
Die 2. Maii. D. Exlandamanus Joa. Udalricus Püntener. In mense Augusto D. Joannes Carolus Schmid, Spalatro, civitate Dalmatiae obiit.

1718.

Die 15. Januarii. D. Maria Anna Püntener.
Die 3. Aprilis. Dna Maria Catharina Besler, coniux Dni. Franc. Jos. Besler.
Die 24. Decembris. D. Franciscus Josephus Besler, annum 64. agens, ex pleuritide. Sacris christiano more munitus, die sexto subito obiit. [Geb. 1655, den 1. Juni, des Lieuten. Karl d. Rats und der M. Barbara von Roll.]
Die 29. Decembris. D. Michael Mörlin, praefectus Leventinus [1716–1719] defunctus in Giornico.

1719.

Die 6. Maii. D. locumtenens colonelli Henricus Antonius Crivell. [Geb. 1662, Sohn des Julius Heinrich und der Victoria von Roll.]
Die 5. Octobris. Dna Maria Ursula Crivell, ex dissenteria.
Die 21. Novembris praenobilis Dna. Catharina Barbara Püntener, uterum primo gestans, postquam biduo ante devota Sacramenta suscepisset, ut se ad periculum imminentis partus pararet, in vigilia Praesentationis B. V. seu ex terrore aliquo seu aprehensione imminentis partus convulsionibus correpta, sensibus destituta, subsequente festo Praesentationis Sacramento unctionis munita ad quartam vespertinam extincta est, aetatis anno 21., puer tamen quem gestabat ex cura solerti medicorum et ad sectionem uteri baptismi gratiam obtinuit. [Get. 1698, den 27. Nov., des Karl Anton und der Klara Viktoria von Roll.]

Die 8. Decembris. A. R. D. Joannes Bartholomaeus Megnet, sacerdos jubilaeus, exparochus in Ettighausen, ex hydropisi obiit. [Geb. zu Altdorf 1642, Sohn des Hauptmann Waltert und der Anna Lusser.]

1720.

Die 11. Februarii. Dna Anna Catharina von Mentlen.

Die 11. Aprilis. Dns Carolus Leontius Püntener, ex febri maligna. [Maler und Architekt; Sohn des Oberstwachtmeister Johann Jacob Püntener; Fresken in der alten Tellskapelle.]

Die 10. Julii. D. Anna Margaritha Besler, ex variis accidentiis.

Die 5. Augusti. D. Anna Margaritha Weber, ludimagistra, ex dissenteria.

Die 19. Septembris obiit Dna Maria Elisabetha Lusser, uxor quondam Dni. Joan. Sebastiani Megnet, iteratas passa apoplexias, tandem iisdem senioque consumpta fuit.

Die 23. Decembris. Dns loco = tenens advocatusque Joan. Joseph Schmid. febri maligna.

Anno 1721.

Die 1. Februarii. Reverendissimus Dns. Joan. Franciscus Müller, S. Theol. et Canon. candidatus, Protonot. apost. commissarius episcopalis ven. Capituli 4 Cantonum decanus et per annos 27 parochus Altorffensis, ex diutino morbo, plusseptuagenarius in osculo Dni pienter obiit.

Martius. N. B. hocce mense aggressus fui coadiutoriam [Pfarrhelfer Karl Josef Zgraggen], sub qua defuncti sunt unacum immediate [10. März] praenotata M. B. Singer, ut sequitur:

Die 11. Aprilis. Adm. R. D. Joan. Conradus à Beroldingen, praenob. DD. de Beroldingen sacellanus, catarro apoplectico anginae non absimili, sacra synaxi in coena Dni pastus per manus sacerdotis in ipsa ecclesia et sacro veneris die, sive in parasceve sacro inunctus Oleo, dire agitatus tandem circa horam primam promeridianam subito obiit, annos natus 67.[1]

Die 30 Septembris. Dns capitaneus Joseph Florianus Lusser, avunculus meus, ex ulcere diutino pulmoni adhaerente et resoluto, tandem relicta vitae humanae militia ad triumphantem, uti certo sperare licet, se contulit Ecclesiam.

Die 12. Novembris. Don Antonio Satore, ex Leventina, omnibus munitus Sacramentis obiit.

[1] Geboren zu Altdorf den 9. April 1654, Sohn des Hauptmann Conrad von Beroldingen und der Maria Barbara Dietlin, Priester 1680, Curatkaplan in Hospenthal 1688–1701, Pfarrhelfer in Wassen 1701–1708, Kaplan der Herren von Beroldingen in Altdorf 1708 bis zu seinem Tod.

Die 9. Decembris. Dnus. Jacobus Christophorus auf der Maur, ludimoderator per 26 annos Altorfensis iuventutis, musices doctissimus, voce ter canora praeditus, variis morborum incommodis praecipue thysis vexatus, tandem abiit aetatis suae 45, in cuius locum pluribus communitatis Altorffensis votis suffectus fuit adm. R., nobilis et doctissimus Dns. Dns. Joannes Sebastianus Ringold.

Anno 1722.

Die 16. Julii. Dna M. Magdalena Stricker.

Die 19. Julii. Dna Maria Ursula Rotthuott, uxor medicinae doctoris Bocchetti, Bellinzonensis.

Die 27. Septembris. Dns chirurgus Car. Antonius Aepp, laborans ex hepate plus quinquagenarius, s.s. sacramentis expiatus et pastus vivere desiit.

Anno 1723.

Die 31. Januarii. Dna Anna Catharina Scholar nata Arnoldin, constipatione corporis decumbens tandem sacris omnibus refecta, coelestibus satianda dapibus abiit. [Gemahlin des Hauptmann Joh. Franz Scolar, Landvogt zu Bollenz, cop. 1670, 31. Jan.]

Die 13. Martii. Dna Maria Catharina Tanner nata Zweyer, catarro apoplectico ad patientiae testimonium diu et dire agitata tandem sacris omnibus provisa fatis cessit, plusquam 70 annorum. [Tochter des Freiherr Johann Franz Zwyer und der Anna Beatrix von Schönau.]

Die 6. Aprilis. Dna Maria Anna à Roll, nota optimae vitae, paralysi correpta, inuncta mox 70 annorum, mundo valedixit.

Die 10. Aprilis. Dns. Joannes Henricus Püntener, superadultus, variis affectus morbis, omnibus sacris rite fruitus, gaudibundus coelo terram commutavit; hic prudentia et scientia per plurimos annos ecclesiae et scholae oeconomus denominatus laudabiliter praefuit.

Die 30. Septembris. Dna Anna Catharina à Beroldingen nata Dürler. [Ehefrau des Lieut. Franz von Beroldingen, Castellan zu Seedorf, der 1712 zu Villmergen fiel.]

Anno nati Jesu 1724.

Die 15. Februarii. Dna Anna Maria Schmid, uxor Dni Jac. Ant. Brigoldino, puerpera vivere desiit.

Die 14. Martii. Dns Lucas Wüestner, pictor, pleuritide, ss. omnibus provisus, iam provecta aetate; paulo ante pingui filii sui sacerdotis haereditate potitus, adiit haereditatem coelestem ad capiendam.

Die 18. Julii aut alio die huius mensis fertur obiisse Marcum Florianum Adamum Trupman [richtig Truttmann], cognatum meum praedilectum, locum-tenentem, neo-electo rege Victori Amadeo ad tuenda novi regni gubernacula militantem, annorum circiter 40. prope Navarram urbem nimio sudo siti agitatum, armis omnibus indutum abiise ad sedandam sitim ex aqua saliente in vitam aeternam. [Get. zu Altdorf, 1681, den 28. Sept., des Johann Jakob und der Anna Katharina Arnold; Lidwina Lusser seine Ehefrau.]

Die 10. Octobris. Dna Anna Maria Schmid à Bellikon.

Anno nati Jesu 1725.

Die 6. Januarii. Dns capitaneus Joan. Casp. Besler à Wattinghen, per plusquam 30 annos advocatus provincialis, ex hydropisi, plusquam sexagenarius, Sacris omnibus rite provisus ipso suo natali die debitum Deo persoluit.

Die 23. Januarii. Dna Maria Agnes Wolleb, uxor tertia illius notati Dni capitanei J. C. Beslers.

Die 24. Januarii. Dna Anna Maria Wolleb, uxor Dni Joan. Caroli Haas chirurgi, plusquam sexagenaria.

Die 26. Februarii. Dns Joan. Petrus Brigoldinus, mercator, morbo et senio confectus, Vallemaiensis.

Die 24. Martii. Dns vice-apparitor Joa. Florianus Straumeyer.

Anno 1726 debitum naturae soluere sequentes.

Die 12. Januarii. Dna Maria Agatha Isenmann nata Wolleb. [Ehefrau des Christoph Isenmann, von Ursern, in Altdorf.]

Die 23. Martii. Dna vidua Anna Catharina Trupman, nata Arnoldin à Spirighen. [Cop. 1678, 14. Febr.]

Dns. Joannes Carolus Infanger, vigil, in Hyspania occubuit.

Die 3. Junii. R. D. Fr. Ant. Sartor, dimidio post professionem suam anno, letargo correptus, innocentiae victima fructibusque professionis sacrae in coelestibus fruiturus perenniter abiit Fischingae.

Die 4. Junii eodem etiam monasterio asthmaticus, plur. R. D. Franciscus Besler â Wattinghen, p. t. parochus in Lommis fuit extinctus. [Franz Anton, get. 1676, den 27. Nov., des Landammann Johann Karl und der Maria Anna von Beroldingen.]

Muri papali monasterio etiam discessit ex hydropisi plur. R. D. Andreas Lusser.

Hyspaniis militiam secuti abscessere D. Car. Ant. Aepp, chyrurgus et Franciscus Leontius Widman, filius innuptus Michaelis Widman ferrarii, ille vero maritus fuerat Mariae Barb. Lusser.

Item Joan. Franciscus Maximus Wolleb, adolescens, excubiarum praefectus [Wachtmeister] necnon Joannes Melchior Galli, alias opifex iumentariae sarcinae.

Die 22. Augusti. Dns. capitaneus, praefectusque excubiarum supremus provincialis [Oberstwachtmeister] Joannes Josephus â Rechberg, ex dissenteria, omnibus rite provisus sacris, defunctus est.

Die 8. Septembris. Dna vidua secretaria Maria Margaritha Püntener à Brunnbergh.

Die 15. Octobris hic depositionis dies celebratur perillustris et strenuissimi Dni. Dni. baronis, capitanei Joseph Peregrini de Trevano, ordinis senatorii et locumtenentis Locarniae praefecturae et Locarni apoplexia extinctus est.

Die 27. Novembris. Dna Ma. Hel. Catharina Gertrud Criuelli, soror mea spiritualis, uxor Ascani Brunn. Bellinzonensis.

Per anni 1727 Cursum vivere desiere sequentes.

Die 5. Januarii. Illmus Dns. capitaneus Joan. Anton. Schmid â Bellikon, ex diutino hydropisis morbo, plusquam sexagenarius, repetito Sacris munitus et pastus tandem inunctus, 3 cum Magis ad Deum hominem adorandum et contemplandum, ut sperare christianum est, iit et abiit.

Die 22. Januarii depositionis dies praenob. Dni. locumtenentis Joan. Francisci Lusser, Leridae in Hispania ex maligna febri 23. Decembris defuncti; annorum circa 20.

Die 17. Martii depositionis dies venerandae Dnae. Mariae Bernhardae Imhoff ex Kalcheren.

Depositionis dies A. R. P. Emerici von Niederhoffen, capucini, concionatoris et confessoris.

Mense Julii. depositionis dies Mariae Catharinae Lusser, Ursariae, uxor moderni Dni Bartholomaei Schmid. [Stifters der Caplanei zu St. Carl in Hospenthal.]

Item Plur. R. D. ac Patris Francisci Schmid, S. J., concionat. militaris Ambergii in Bavaria, iam anno 1726 obiisse dicitur. [Sohn des Franz Nicolaus Schmid und der Catharina Joner, genannt Rüeplin.]

Die 4. Septembris depositionis dies A. R. P. Francisci Mariae Bessler, capucini, missionarii Hyspanicae militiae Taragonae ex maligna febri (ut fertur) religiose obiit.

Die 19. Octobris praenob. et adultus adolescens Jacobus Azarias Püntener, vario morbo praesertim febri maligna letargica correptus sacris rite roboratus, vere pie obiit.

Die 17. Novembris nobilis Dna vidua, matertera mea Maria Elisabeth Rotthuett, uxor quondam Joannis Sebastiani Megnet retro turrim, annorum 88, sacris saepius consolata et confortata, sub diuturniores graves dolores patienter exantlatos gaudenter abiit

Requiescant in pace per misericordiam Dei, e nostra ergo praelaudabili parochia obiere hoc anno No 29.

Anno reparati hominis 1728.

pie, ut sperare christianum est, in Domino obiere e nostra praelaudabili archiparochia Altorffo Uraniensi sequentes, quorum animae requiescant in pace sempiterna.

Die 15. Martii Dns. Martinus Grüenigher hecticus vitam finiit.

Die 25. Martii A. R. D. Car. Jos. Schmid, S. Theol. Dr., Not. apost. Dnorum Schmid sacellanus nec non custos s. Martini Ecclesiae. [Natus 26. Jan. 1656; filius Francisci Nicolai et Mariae Catharinae Joner.]

Die 1. Aprilis depositio, septimus et tricesimus Dnae baronissae Mariae Franciscae zum Thurn, uxoris des tit. H. H. Landshoffmeisters [Josef Anton] Pünteners in St. Gallen.

Die 10. Maii. Dna vidua Maria Magdalena Rotthuott, mater Dni. parochi loci [Josef Anton von Rechberg] tunc temporis, pientissime sacris omnibus pasta et munita abiit.

Die 20. Maii. Dna nobilissima vidua Maria Elisabetha Besler, Landamanissa, ex pleuritide.

Die 24. Maii. Dna Maria Elis. â Beroldinghen, uxor Joan. Petri Herger, sutoris.

Tarragonae in Hyspania obierunt, quorum exequiae hic fuere celebratae.

Mense Augusto: Jo. Caspar. Flor. Tanner, cadet, filius Furiers Tanner.

Mense Octobri A. R. D. Franciscus Ant. â Beroldingen, sacellanus Dnorum â Beroldingen, ut fertur, malo patriae correptus migravit ad patriam coelestem. [Geb. 1698, Sohn des Joh. Caspar und der Anna Aschwanden.]

Mense Septembri depositio, septimus et tricesimus Dni baronis Jac. Jos. Arnold â Spiringhen, Sanctitatis pontificiae Boloniensis guardiae capitaneus. [Sohn des Ritters Urban Arnold.]

No. 36 ex parochia absque exteris.

Anno Domini 1729 obiere e parochia Altorffensi

variis ex morbis omnes omnibus sacris provisi et muniti, sequentes.

Die 18. Martii. Dna. Maria Ursula Emerentiana Lusser nata Besler â Wattinghen; ex puerperio, 25 annorum, mea soror spiritualis. [Getauft 1704, den 2. Mai, Tochter des Fürsprech Karl Emanuel und der Anna Margaritha Püntener.

Die 10. Maii. Dna. vidua Maria Magdalena Püntener ex hydropisi pectorali.

Die 30. Maii. Titl. Dns. capitaneus, Landammanus [1715 und 1716] et vexillifer Car. Ant. Püntener â Brunberg, deputatus ecclesiae parochialis, visitator scholarum, ex pleuritide, ann. 55. [Get. 1674, den 16. Dec., des Heinrich Ludwig und der Katharina Barbara Stricker.]

Die 9. Junii depositionis, septimi ac tricesimi commemoratio Sebastiani Emanuelis â Beroldingen.

Die 17. Junii nob. Anna M. A. Apollonia Schmid, uxor Dni senatoris ac praefecti Car. Balth. Lusser.

Die 30. Junii Joan. Franciscus â Pro, sutor octogenarius [1].

Die 3. Septembris. Nob. vidua Maria Elisabeth Crivelli nata zum Brunnen. [Ehefrau des Oberstlieutn. Heinrich Anton Crivelli.]

Die 7. Novembris tit. Dns. capitaneus et Statthalterus regens Joa. Alexander Besler, septuagenarius, ex hectica.

Die 27. Novembris nob. dna Helena Catharina Schmid â Bellik. nata â Roll, 58 annorum [2].

Die 17. Decembris tit. Dns. capitaneus Franc. Florianus Schmid â Bellikon. ordinis senatorii, visitator classium, expraefectus Blenii [1706-1708 und 1710–1712] et Malvagii [Mainthal, 1716–1718] maritus supradictae Dnae Mariae Helenae Catharina de Roll.

Nachtrag.

Über *Meister Theobald Meyer*, den Jerusalempilger, † 27. Mai 1680, findet sich im Rodel der Bruderschaft der Metzger und Gerber in Altdorf folgende Angabe :

1641-1643 wurden in die Bruderschaft aufgenommen :

Meister Hans Deobald Meyer, Gerber und Lederbereiter, Burger von Gebweiler auch Beisaß in Aldorff, wie auch Barbara Langhansin, sein eheliche Hausfrauw, (später) : zum andern Anna Gyotin, Meister Hans Deobalds Hausfrauw.

Von der ersten Gattin berichtet das Sterbebuch Altdorf :

Die 13. Septembris 1650 celebratae sunt exequiae Barbarae Langhansin, uxori Magistri Joannis Theobaldi Mayer, Alsati, quae in peregrinatione ad Beatissimann Virginem Mariam in Eremis, vulgo Einsidlen, ibidem obiit. Bald schritt der rüstige Witwer zur zweiten Ehe :

Die 29. Aprilis 1652 coniuncti sunt de licentia Domini Parochi in religiosa capella Hergiswaldt, districtus Lucernensis Joannes Theobaldus Meyer, origine Alsata, et virgo Anna Maria Ghiottin, Lucernensis. (Ehebuch Altdorf)

Über letztere meldet das Sterbebuch :

Die 27. Jannarii 1709 Anna Ghioth, uxor quondam Theobaldi Meyer et deinde Nicolai Durchdenwald, coriariorum, quem secundum maritum († 23. Jan. 1709) tertio post die sequuta est ad sepulchrum.

Die Schreibart Getion im Mitgliederverzeichnis der Barbara Bruderschaft ist also falsch.

[1] Geboren zu Seedorf den 6. Nov. 1649 als Sohn des Ratsherr Walter von Pro und der Elisabetha Zeffel ; verehelicht mit Gabriela Bodmiger.

[2] Get. 1671, den 28. Okt., des Adam Ludwig von Roll und der Maria Apollonia Crivelli.



Verzeichnis der Familiennamen.

Von Eduard Wymann.

Um nicht fast das ganze Register zu wiederholen, beschränken wir u[illegible] hier auf die Familien- oder Geschlechtsnamen.

I

J

K

L

M

N

P

R

S



Saint Séverin a-t-il été abbé de Saint-Maurice ?

Par M. BESSON

Dans une petite dissertation parue dans la *Revue d'histoire de l'Église de France* [1], nous avons montré, l'an dernier, que des textes nombreux et concordants attribuent au roi Sigismond non point la restauration, mais la fondation même de l'abbaye de Saint-Maurice, en Valais, *Monasterium Acaunense*. Nous pouvons préciser, et placer au mardi 22 septembre 515 l'inauguration solennelle de l'illustre maison [2].

Mais une difficulté se présente. On nous objecte le nom de saint Séverin. La Vie de ce personnage, donné comme abbé d'Agaune, mentionne un miracle opéré par lui vers 508. S'il y a à Saint-Maurice d'Agaune un abbé avant 508, assurément la fondation du monastère n'eut pas lieu en 515...

Observons d'abord que la Vie de S. Séverin est en contradiction avec tous les textes, antérieurs au Xme siècle, que nous citions dans notre précédente étude. Il faut donc sacrifier ou cet ensemble de documents, ou la Vie de S. Séverin. Avons-nous des raisons suffisantes pour donner à cette dernière la préférence sur les sept ou huit témoignages, incontestablement authentiques, fort anciens, provenant presque tous de Saint-Maurice même ? Assurément non. *A priori*, déjà, la chose ne souffrirait guère de difficulté : il faudrait abandonner la Vie de saint

[1] Première année, 1910, p. 50-55.

[2] La fondation proprement dite eut lieu au mois de mai de la même année 515, comme nous le prouverons dans notre *Monasterium Acaunense*.

Séverin comme dénuée de valeur historique. Or nous arrivons aux mêmes conclusions, si, faisant abstraction de cette contradiction fâcheuse, nous examinons objectivement la *Vita Severini*.

I. Les deux recensions de la « Vita Severini ».

La Vie de saint Séverin nous est parvenue sous deux formes différentes : l'une plus longue et l'autre plus courte. La recension brève se donne pour l'œuvre d'un Faustus, moine de Saint-Maurice, qui vécut trente ans avec Séverin, l'accompagna dans son voyage à Paris, l'assista jusqu'à sa mort ; elle aurait donc été écrite vers 510/520. La recension longue se donne pour le remaniement plus littéraire et plus correct de la Vie rédigée par Fauste, composée à l'instigation de l'évêque de Sens Magnus, soit autour de l'an 800. Le fond est le même dans les deux textes.

Clovis, malade depuis deux ans, et abandonné par les médecins, envoie, la vingt-cinquième année de son règne, quérir à Agaune l'illustre abbé saint Séverin. Celui-ci arrive à Paris, après avoir opéré, sur son passage, plusieurs guérisons, entre autres celle de l'évêque de Nevers Eulalius. Il rend la santé à Clovis, puis, conformément à une vision qu'il avait eue avant son départ, il part pour Château-Landon [1], où il meurt et est enseveli.

Mabillon [2], après avoir été favorable à la Vie brève, finit par demeurer très sceptique à son égard. Les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* [3] en admettent l'authenticité, et, avec eux, pas mal d'historiens. M. Krusch [4], au contraire, considère les deux textes comme des faux, dans ce sens que, pour lui, la recension longue serait une Vie composée de toutes pièces au début du IXme siècle, d'après le prétendu récit d'un Fauste imaginaire, et la recension brève, une Vie écrite plus tard, pour combler la lacune laissée par l'ouvrage de Fauste que mentionne l'hagiographe carolingien, mais qui de fait n'existait pas.

Il serait intéressant de savoir quels rapports unissent les deux

[1] Château-Landon, Seine-et-Marne, un peu au sud-ouest de Sens.

[2] Mabillon, *Acta sanctorum ordinis S. Benedicti*, t. I., 1733, p. 552 ; *Annales ordinis S. Benedicti*, t. I. 1739, p. 25-26.

[3] *Histoire littéraire de la France*, t III, p 113-114.

[4] B. Krusch, *Mélanges Havet*, p. 44-47 ; *Scriptores rerum meroving.*, t. III, p. 168-170.

Vies. Mais le problème est très embrouillé. D'abord, l'examen des manuscrits ne nous est d'aucune utilité : le plus ancien codex de la recension brève est du Xme siècle [1], c'est-à-dire d'une époque postérieure à la composition de la recension longue [2].

Il faut donc recourir à l'examen du texte. M. Krusch fait valoir certaines raisons en faveur de la priorité de la recension longue. Voici les principales [3] : 1° La recension brève donne aux noms géographiques des formes moins exactes : *Libernum* pour *Nivernum*, *Castrum Namtonense* pour *Castrum Nantonis*. 2° Elle met peu de jours, *post paucos dies*, entre la mort de Séverin et l'avènement de Childebert. Or Séverin mourut, dans l'hypothèse, vers 508, et Childebert ne régna sur la Burgondie, où se trouvait Château-Landon, qu'après 534, date de la conquête de ce pays par les Francs [4]. 3° Tandis que la recension longue dit *clericis eidem sancto deservientibus loco de quadam villa sua amminiculum subministravit* [5], la recension brève porte : *clericos ibidem deservientes instituit, et de fisco suo aemunitatem integram sua praeceptione designavit* [6]. Il serait bien étonnant que l'auteur du IXme siècle, ayant sous les yeux une *immunité entière* l'eût simplement changée en un petit *amminiculum*.

A ces trois raisons présentées par M. Krusch, on peut en ajouter

[1] Parisinus 5324, fol. 126v. Autre manuscrit : Parisinus 11756, saecl. XIV, fol. 173. Editions : MABILLON, *AA SS. Ord. S. Benedicti*, t I, 1733. p. 552 ; BOUQUET, *Recueil des hist. des Gaules et de la France*, t. III, p. 392-393 (extraits) ; B. KRUSCH, *Script. rerum meroving.*, t. III, p. 168-170.

[2] Manuscrits de la recension longue : Carnotensis 27, saecl. XII, fol. 147 ; Parisinus 16732, saecl. XII, fol. 37 ; Parisinus 5318, saecl. XII. fol. 198 ; Parisinus 5297, saecl. XIII, fol. 26 ; Parisinus 5352, saecl. XIII, fol. 46 ; Parisinus 17004, saecl. XIII, fol. 38 ; etc. Éditions : BOLLANDUS, *AA. SS. Febr.*, t. II, 1659, p. 547-550 ; SURIUS, *De probatis sanctorum historiis*, Coloniae, 1570, t. I, p. 957-959 ; B. KRUSCH, *op. cit.*, p. 168, réédite seulement le prologue.

[3] Nous laissons de côté les autres raisons présentées par M. Krusch, parce qu'elles nous semblent avoir moins de valeur que celles-ci.

[4] Il faut observer pourtant que la recension longue seule met Château-Landon en Bourgogne (n. 7). Il semble bien, nous le dirons tout à l'heure, que cette localité n'était comprise dans la Bourgogne qu'à partir du VIIIme siècle : il faudrait donc attribuer à l'auteur une faute de géographie. Même dans ce cas, pourtant, on comprendrait peu le *post paucos dies*, vu que Clovis mourut le 27 novembre 511. Childebert ne put donc lui succéder que trois ou quatre ans après la mort de Séverin. De plus Château-Landon fit partie du royaume de Clodomir, non de Childebert, jusqu'en 524. De 508 à 524, il y a plus que *pauci dies*, il y a seize ans.

[5] Recension longue, n. 18.

[6] Recension brève, n. 8.

quelques autres : 4° Le début *ex abrupto* de la recension brève ne laisse pas d'étonner : *Eodem tempore...* On ne voit guère à quoi cette locution adverbiale se rapporte. Au lieu de recourir à l'hypothèse de certains auteurs, aux yeux desquels la Vie serait incomplète, privée de sa première partie, il paraît plus simple de rapprocher la formule *eodem tempore* du n. 3 de la Vie longue : *Denique factum est ut dum huius sancti patris fama longe lateque per universam spargeretur provinciam, pervenit velocius ad regem Clodoveum, in Parisius civitate, qui tunc temporis gravi febrium languore tenebatur adstrictus...* L'auteur de la recension brève semble bien résumer la recension longue ; il le fait d'une manière facile à comprendre pour qui a sous les yeux cette dernière, inintelligible pour qui ne l'a pas. 5° Les paroles de l'évêque de Nevers s'expliquent mal dans la recension brève. Quand Séverin se présente devant le prélat malade, pour le guérir, Eulalius lui dit aussitôt : *Instrue me, vir Dei sanctissime* [1]. On ne voit guère quelles *instructions* peut demander le pauvre évêque, désireux avant tout de guérir. Et d'ailleurs, Séverin ne lui en donne aucune. Dans la recension longue, tout est expliqué. Séverin en effet, commence par faire un peu de morale à l'évêque : *congratulans flagellis eius qui te ad hoc castigavit ut salvaret, ad hoc flagellavit ut coronaret* [2]. Voilà l'instruction ! Franchement, il paraît bien que l'auteur de la recension brève a résumé la recension longue, et, ici encore, ses paroles n'offrent pas de difficulté pour ceux qui connaissent la Vie plus développée ; elles sont un non-sens pour ceux qui l'ignorent.

Enfin, et M. Krusch l'a déjà remarqué, la fin de la recension brève doit être comparée au prologue de la recension longue :

Recension longue, 1 :	**Recension brève, 8 :**
Sacram sane libelli seriem quam *Faustus presbyter discipulus sancti Severini abbatis* de eius vita vel actibus post ipsius ediderat obitum transcribentes, *iubente* etiam *venerabili viro Magno*, vitia scriptoris corrigere curantes...	Edita *a Fausto presbitero, discipulo ipsius sancti Severini abbatis*, simplici ordine composita, *iubente glorioso principe Childeberto* rege...

Cette finale, mise après une biographie où rien ne révèle un témoin oculaire, éveille des soupçons. Et, de plus, elle offre un tel rapport avec

[1] Recension brève, n. 5.
[2] Recension longue, n. 10.

le début de la recension longue, qu'il est difficile de ne pas y trouver un écho de celle-ci.

Les diverses raisons que nous venons de faire valoir n'ont pas toutes la même force. Prises dans leur ensemble, elles paraissent néanmoins suffisantes pour nous faire admettre que la recension longue est la plus ancienne. Par conséquent, nous pouvons dater des environs de l'an 800 la composition de la Vie de saint Séverin.

Une autre question, secondaire, il est vrai, serait celle des rapports qui existent entre la recension longue de la Vie de saint Séverin, et la Vie de saint Maur composée par Eudes de Glanfeuil. A première vue, ces rapports sont assez frappants. Les deux textes se réclament d'une Vie antérieure composée par un disciple du saint dont ils retracent l'histoire ; dans l'un et l'autre ce disciple s'appelle Fauste ; dans l'un et l'autre, il est question d'un saint qui séjourne à Agaune, et d'une église élevée en l'honneur de saint Séverin. A ces ressemblances, déjà curieuses, on peut en ajouter d'autres, parfois littérales :

Vita Mauri.	Vita Severini.
AA. SS. Jan. t. I. 1643. p. 1038-1042.	*AA. SS. Febr. t. II, 1659 p. 547-550.*
Praefatio Odonis, n. 3. Quia tam inculto sermone quam *vitio scriptorum* depravati videbantur, vitam b. Mauri, prout potui, *corrigere* satagens, viginti dierum plus minus consumpto labore, salva fide dictorum ac miraculorum inibi repertorum, sicut nunc habetur, apertiorem eam legentibus reddidi et expressi.	*Praefatio auctoris*, n. 1. *Vitia scriptoris corrigere* curantes, commodum duximus, secundum ingenioli nostri capacitatem eiusdem historiae textum aliquanto clariore propagare sermone, et licet verba non ipsa, sensum tamen et ordinem eiusdem lectionis funditus exsequendo...
38... Eo tempore Theodebertus *rex nobiliter regni Francorum apicem gubernabat.*	3... Cum igitur *rex Francorum* Clodoveus *apicem regni* sui... *nobiliter gubernaret...*
16. Per idem tempus legati ad nostrum venerunt monasterium, missi a beatissimo Bertigranno Cenomanicae civitatis episcopo. Nam idem sanctus Pontifex, audita fama sanctitatis eximii Patris nostri, Flodegarium archidiaconum et Harderadum vicedominum... cum magnis	5. Tunc rex... cubicularium suum, nomine Transoarium, festinanter pecuniam de thesauro suo, et sumptus itineris necessarios accipere iubet, et cum summa festinatione ad locum praefati monasterii accedere, cui in illis diebus... Severinus abbas praeerat. Et cum acces-

xeniis ad eumdem Patrem nostrum transmisit, omnibus eum exorans precibus...	seris, inquit,... persiste... eum obnixe deprecans...
16. Perfectissimus vero Pater noster, iuxta rationem et revelationem quae in praefatione huius operis a nobis pleniter est exposita, quanquam finem dierum suorum iamiamque sciret imminere, secundum quod Spiritu sancto revelante didiscerat...	7. ...Scitote quia me iam amodo amplius viventem non videbitis in carne,... nam et mihi hoc demonstratum in visu noctis per angelum Domini, et iam omnis proventus rei futurae patefactus est.
17. Iam vero quis digne explicet quantus mœror, quantusque luctus totam sanctissimam nostram subito corripuit congregationem.	8. Quo audito, omnes fratres, stupore magno deprehensi, flere amarissime cœperunt.
4. Quia quod semel praefixum atque decretum inscrutabili Deitatis consilio est, intransibile atque irrevocabile, sine dubio patrabitur.	8. Nolite, fratres mei, nolite in hoc contristari ; omnia enim quaecumque vult Dominus facit in cœlo et in terra.
33. Recto *calle* Aurelianis cum venissemus...	9. ... carpebat cœptum itineris *callem*.
25. Exinde cum ecclesiam pretiosorum martyrum Christi Mauricii ac sociorum eius, *gratia orationis* omnes simul fuissemus ingressi, caecus quidam ex matris utero pro foribus eiusdem basilicae *sedens*, et ab *intrantibus* ac *egredientibus* quotidianum mendicando *victum deposcens*...	9. ... cumque iam Nivernum civitatem pervenisset, vir sanctus, *orandi gratia* ecclesiam Dei, divertens, intravit. 11. Et cum ingrederentur portam civitatis, viderunt illic *sedentem* quemdam leprosum misellum valde et desolatum, qui ab *introeuntibus* pariter et *exeuntibus alimoniam petere* usus erat.
63. Ipse pater sanctissimus in loco eum sessionis suae secedere constituens,... intra domum quae ei prope ecclesiam sancti Martini constructa fuerat, se recepit, *duobus tantummodo* ad sibi cohabitandum et *serviendum* ipsius congregationis electis fratribus.	14. Pervenit ad montem quem castrum Nantonis vocant. In cuius vertice oratorium quoddam ex lignis erat constructum. Ibidemque tunc temporis *duo presbyteri*, Paschasius et Ursicinus, Deo *serviebant*.

Certains historiens n'ont pas hésité à identifier l'auteur de la Vie de saint Maur avec celui de la Vie longue de saint Séverin [1]. C'est assu-

[1] CAVE, *Scriptorum ecclesiasticorum historia litteraria*, Genève, 1705, p. 574.

rément aller trop loin. D'autres, comme Giry [1], Molinier [2], ont pensé pourtant qu'il y avait entre les deux ouvrages un rapport de dépendance, et que le biographe de saint Maur avait mis à profit la Vie de saint Séverin. Cette dernière opinion même a été contestée, entre autres par Dom L'Huillier [3] et par M. Halphen [4]. Nous n'avons pas à trancher le différend, d'autant moins que la solution n'a guère d'importance pour le point qui nous occupe. Il nous paraît cependant bien probable que les ressemblances mentionnées supposent une parenté entre les deux textes hagiographiques. Et nous avons pensé bien faire en consignant ici ces quelques notes, qui pourront servir à d'autres pour résoudre le problème.

II. La valeur de la « Vita Severini ».

Nous avons donné ci-dessus un résumé de la Vie de Séverin. Tous les détails se groupent en somme autour de deux faits : La guérison de Clovis et la mort du saint à Château-Landon. Il nous reste à choisir, parmi ces détails, ceux qu'on peut contrôler, afin d'en discuter avec soin la valeur.

Les noms propres eux-mêmes inspirent à M. Krusch une certaine méfiance : ils pourraient bien avoir été empruntés à Ennodius. Dans une lettre à Liberius [5], Ennodius parle du consul *Faustus* et d'un *Tranquillinus, vir sublimis.* A ce Faustus, Ennodius écrit plusieurs épîtres [6], qui suivent précisément une missive adressée à l'évêque *Eulalius* [7]. Or Faustus, Tranquillinus, Eulalius, figurent dans la *Vita Severini.* Le *Transoarius* de la légende rappelle aussi un *Transericus* nommé par Ennodius dans le panégyrique de Théodoric [8]. A ce dernier discours, notre hagiographe a pu emprunter l'expression curieuse *loci illius tutela* [9]. Ces coïncidences ne manquent pas d'éveiller l'attention du

[1] *Bibliothèque de l'école des Chartes*, t. LVII, 1896, p. 149-152.

[2] *Les Sources de l'histoire de France*, t. I, 1900, p. 161, n. 583.

[3] *Etudes critiques sur les actes de saint Maur de Glanfeuil*, Paris-Angers, 1903 (Extrait de la *Revue de l'Anjou*).

[4] *Revue historique*, t. LXXXVIII, 1905, p. 288, note 2.

[5] Ennodius, *Epist. IX*, 29 ; éd. VOGEL, *Mon. Germ., Auct. Ant.*, t. VIII, p. 317.

[6] *Epist.*, III, , 19, 20, 21, 22 ; éd. VOGEL, p. 116-117.

[7] *Epist.*, III, 18 ; éd. VOGEL, p. 116.

[8] *Panégyrique de Théodoric*, XII (al. 60) ; éd. VOGEL, p. 210.

[9] Recension brève, n. 1 ; recension longue, n. 4. Cf. *Panégyrique de Théodoric* éd. VOGEL, p. 206.

critique. Néanmoins, elles paraissent insuffisantes pour former un argument véritable, et nous n'y insistons pas davantage.

Il y a plus. Au dire de la *Vita Severini*, le roi Clovis tombe gravement malade la vingt-cinquième année de son règne, et doit garder le lit, à Paris, durant deux ans. C'est alors seulement que Séverin vient le guérir. Or, d'après les derniers travaux de M. Levison [1], Clovis devint roi des Francs en 482, et sa vingt-cinquième année tombe en 506. Le prince aurait donc été, dans l'hypothèse, immobilisé par la fièvre de 506 à 508. Mais, d'autre part, nous le savons par Grégoire de Tours [2], Clovis remporte sur les Goths la victoire de Vouillé en 507, passe l'hiver à Bordeaux, s'empare à Toulouse du trésor d'Alaric, vient à Angoulême, puis à Tours où il reçoit de l'empereur Anastase le titre de consul. Après seulement, il fixe à Paris sa résidence définitive [3]. Les affirmations de la *Vita Severini* sont donc de tout point contredites par Grégoire de Tours. Les auteurs de l'*Histoire littéraire de la France* ont essayé d'énerver la difficulté. Celle-ci disparaît, assurent-ils, « si au lieu de prendre la vingt-cinquième année du règne de Clovis dont parle Fauste, pour le commencement de la maladie du prince, on l'entend de l'année à laquelle Séverin fut appelé à Paris, pour guérir ce monarque. Or c'est ce qui est très naturel, et qui n'est point contraire à la narration de Fauste [4] ». Pour notre part, nous ne saurions partager cet avis : les deux recensions disent clairement que la vingt-cinquième année du règne marque le début, non la fin de la maladie. Recension longue, n. 3 : *Cum igitur rex Francorum Clodoveus apicem regni sui iam per annos viginti quinque Parisius urbe nobiliter gubernaret, subito dolore febrium correptus, graviter desudare cœpit.* Recension brève, n. 1 : *Cum Clodoveus rex Francorum anno XXV regnaret in urbe Parisius, tunc in corpore suo gravis obvenit infirmitas, typus frigoris per duos annos...* Et de plus Clovis ne peut avoir été vers 506 ou 507 à Paris depuis vingt-cinq ans : il ne commença qu'après 507 à y résider. Voilà certes bien des difficultés contre

[1] *Neues Archiv.*, t. XXXV, 1909, p. 37.

[2] GREGORIUS TURONENSIS, *Hist. Franc.*, II, 37, 38 ; éd. ARNDT, p. 101-102 « Interea Chlodovechus rex cum Alarico rege Gothorum in campo Vogladense convenit... Apud Burdigalinsi urbe hiemem agens, cunctos thesauros Alarici a Tholosa auferens, Ecolisnam venit... Post haec, parata victoria, Turonus est regressus... Igitur ab Anastasio codecillos de consolato accepit... »

[3] GREGORIUS TURONENSIS, *Hist. Franc.*, II, 38, p. 102 : « Egressus autem a Turonus Parisius venit, ibique cathedram regni constituit ».

[4] *Histoire littéraire de la France*, t. III, p. 113-114.

le récit du pauvre Fauste, et nous dirions volontiers de lui ce qu'un vieil écrivain disait de la Vie de saint Maur, écrite par un autre Fauste : *Quomodo haec consequentiae hystoriarum conveniant, qui valet advertat, et qui advertit exponat* [1]...

Nous ne sommes guère plus heureux si nous cherchons à contrôler les noms propres. On nous parle d'un Eulalius (*alias Euladius*) évêque de Nevers en 507. Un pontife paraît bien répondre à ce nom, mais en 570, soit plus d'un demi-siècle trop tard [2]. Les listes épiscopales nivernaises sont au nombre de deux. L'une, conservée dans un évangéliaire, porte, en effet, au premier rang, après un grattage, un Eulalius, puis, plus loin, un Euladius, et ce dernier est bien celui de 570, puisqu'il figure immédiatement avant Agricola [3], attesté en 581. L'évangéliaire appartient au IXme siècle ; mais le catalogue tout entier est d'une écriture postérieure. La mention d'Eulalius étant plus récente que la *Vita Severini*, l'on ne peut tirer de celle-là aucune confirmation pour celle-ci, d'autant plus que l'autre liste épiscopale ne connaît d'Euladius que celui de 570.

Dans la recension brève, il est dit que peu de jours après la guérison de Clovis, *port paucos dies* [4], Childebert, son successeur, érigea une basilique sur le tombeau de saint Séverin. La recension longue est moins précise : elle parle seulement de Childebert, successeur de Clovis, mais elle met explicitement Château-Landon en Bourgogne [5]. Cela crée de nouvelles difficultés. Si Château-Landon s'était trouvé en Burgondie au temps de Séverin, Childebert n'aurait pu y exercer son autorité qu'après 534, année où les Francs conquirent le royaume des Burgondes. Dans ce cas, au lieu de *paucos dies*, il aurait fallu dire *vingt-six ans!* Si Château-Landon faisait alors partie du royaume franc, — comme nous le savons — il appartenait, après la mort de Clovis non à Childebert, mais à Clodomir [6]. C'est seulement lorsque celui-ci eut été tué, en 524, que Childebert eut quelque chose à dire au pays de Sens. Dans ce deuxième cas, *paucos dies* devrait être remplacé par *environ seize ans*. Ainsi la recension brève se trouve manifestement en

[1] SIGIBERTUS GEMBLACENSIS, ad ann. 506. *Mon. Germ*, *Script.*, t. VI, p. 314.
[2] DUCHESNE, *Fastes épiscopaux*, t. II, p. 479.
[3] DUCHESNE, t. C., p. 475-476.
[4] Recension brève, n. 8.
[5] Recension longue, n. 7.
[6] Voir, par exemple, les cartes dressées par M. Longnon, dans l'*Atlas historique* de SCHRADER, n. 17.

faute. Quant à la recension longue, elle se trompe en mettant Château-Landon en Bourgogne [1]. L'une et l'autre sont donc en mauvaise posture.

Nous arrivons à cette conclusion : la *Vita Severini*, dans les détails pour lesquels on peut la contrôler, manque d'exactitude. C'est une composition légendaire composée, selon toutes les vraisemblances, aux environs de l'an 800, à la demande de l'archevêque de Sens Magnus [2], ou Magno, par un de ses clercs [3]. Ce texte, écrit bien loin de Saint-Maurice, et d'ailleurs en opposition manifeste avec les sources agaunoises plus anciennes et concordantes entre elles, ne saurait prétendre à aucune valeur historique.

III. Le cas de saint Séverin.

Puisque la *Vita Severini* mérite si peu de confiance, il nous reste à voir ce que nous savons, par ailleurs, au sujet de l'abbé Séverin. Nous allons constater qu'avant le IXme siècle, il est parfaitement inconnu.

1° Morin, dans son *Histoire de Gâtinois*, cité par Bollandus [4], parle d'un diplôme de Sigebert, roi de Metz, où il est question du tombeau de saint Séverin d'Agaune à Château-Landon. Le texte de l'acte est conservé [5]. Nous y lisons, entre autres : *Venientes ad oppidum quod Nantonis dicitur, quo capellam in honore principis apostolorum ex lignis constructam a duobus fratribus, qui, licentia sui pastoris a Bethlemitico coenobio quo degebant egressi, sub regula Deo famulantes invenimus, quam ingressi, corpus beati patris Severini Agaunensis quondam abbatis sepultum invenimus.* L'acte est daté de 545 : *Actum est Parisiis publice. Anno Verbi incarnati quingentesimo quadragesimo quinto.* Pas n'est

[1] Château-Landon est dans la Bourgogne du VIIIme siècle, non dans celle du VIme dont les limites sont encore très restreintes.

[2] Une authentique de relique, récemment publiée dans les *Mémoires des Antiquaires de France*, LIX, 1900, p. 162, nous apprend que la 13me année de l'épiscopat de Magnus concorde avec la 9me de l'empire de Charlemagne. Cet évêque a donc été élu en 796 ; d'autre part, il est encore présent au Concile d'Aix-la-Chapelle en 817 (DUCHESNE, *Fastes*, t. II, p. 416.).

[3] La *Vita Severini* a manifestement été écrite non loin de Château-Landon, probablement *à* Château-Landon même, et, en tout cas, *pour* Château-Landon. A preuve, entre autres, les privilèges qu'elle mentionne en faveur de l'église de cette localité.

[4] *AA. SS. Febr.*, t. II, p. 549.

[5] *Mon. Germ.*, *Diplomata*, t. I, (éd. PERTZ) p. 129.

besoin d'être grand clerc pour savoir qu'une formule de ce genre, mise au VI[me] siècle, est un anachronisme grossier. De plus, parmi les signatures on trouve les suivantes : *Gregorii Turonensis archiepiscopi... Agricii Senonensis archiepiscopi,.. Clotarii fratris nostri*, etc. Or Grégoire de Tours est évêque seulement à partir de 573 [1] ; Agricius de Sens est mort déjà avant 500 [2] ; enfin Clotaire est père, non frère de Sigebert. Le diplôme de 545 est donc un faux manifeste.

2° Bollandus cite la Vie de saint Eloi : *Hic idem vir beatus inter cetera bonorum operum insignia, multa sanctorum auro argentoque ei gemmis fabricavit sepulchra, id est Germani Parisiensis episcopi, Severini abbatis Agaunensis*, etc. [3]. Outre que cette Vie n'est probablement pas antérieure au IX[me] siècle [4], le texte doit être lu autrement : *Hic idem vir beatus inter cetera bonorum operum insignia, multa sanctorum auro argenoque et gemmis fabricavit sepulchra, id est Germani, Severini. Piatoni, Quintini* [5]. M. Krusch a connu une vingtaine de manuscrits : pas un seul ne contient la mention *Severini Agaunensis abbatis*. Ainsi nous ignorons quel est ce Séverin. L'on connaît beaucoup de saints homonymes, entre autres celui de Paris, dont il est question dans la Vie de saint Cloud [6], et mort vers 560.

3° Ni Marius d'Avenches, ni Grégoire de Tours, ni le chroniqueur connu sous le nom de Frédégaire, ni aucun des anciens auteurs qui parlèrent soit des origines de l'abbaye d'Agaune, soit du roi Clovis, ne font même allusion à notre Séverin. Nous savons déjà que la tradition ancienne de Saint-Maurice ne connaît aucun abbé, aucun moine antérieur à Hymnémode, mort en 516.

4° Aucun des nombreux manuscrits du martyrologe hiéronymien [7] que Mgr Duchesne et De Rossi ont confrontés, ne parle d'un Séverin d'Agaune. Il y a une seule exception : c'est une copie exécutée pour le diocèse de Sens, au X[me] siècle ; encore la note relative à saint Séverin est-elle postérieure. Nous constatons donc ici clairement l'influence de la *Vita Severini*, écrite au début du IX[me] siècle, par ordre d'un archevêque de Sens.

[1] DUCHESNE, *Fastes épiscopaux*, t. II, p. 304.
[2] DUCHESNE, *op. cit.*, t. II, p. 411.
[3] *Vita Eligii*, I, 32.
[4] B. KRUSCH, *Mon. Germ.*, *Script. rer. meroving.*, t. IV, p. 650.
[5] B. KRUSCH, *op. cit.*, p.
[6] B. KRUSCH, *Vita sancti Chlodovaldi*, n. 9 ; *Script. rer. meroving.*, t. II, p. 355.
[7] Au 11 février. Édition DUCHESNE et DE ROSSI, p. 19.

5° Ni le martyrologe de Bède-Florus, ni celui de Raban Maur, ni celui de Wandalbert, ni même celui d'Adon, ne mentionnent la fête de saint Séverin. On la trouve dans Usuard : *Eadem die, castro Nantonense, sancti Severini abbatis monasterii Agaunensis cuius precibus cultor Dei rex Clodoveus a diutina infirmitate sua liberatus est*[1]. Aimoin parle en termes analogues : *De sancto Severino et aliis. Hunc regem* [*Clodoveum*] *fere per annum continuum febre laborantem vir Domini Severinus qui in cœnobio Agaunensium martyrum tunc erat abbas egregius, ab eo accersitus, saluti restituit, ac postmodum in loco qui castrum Lantonis dicitur laudabilem vitae cursum complens, migravit ad Dominum*[2]. Mais Aimoin travaille au Xme siècle, et Usuard, dans la seconde moitié du IXme. L'un et l'autre sont postérieurs à la *Vita Severini*, recension longue ; ils ne disent rien qui ne puisse avoir été emprunté à ce document. Nous pouvons présumer qu'ils en dérivent : ils ont mentionné saint Séverin en se référant à sa biographie.

6° A l'abbaye de Saint-Maurice, le plus ancien souvenir de saint Séverin remonte également au Xme siècle, et il dépend, cette fois-ci, explicitement de la *Vita Severini*. L'abbé Rodolphe, écrivant à un roi de France appelé Louis, probablement Louis d'Outre-mer[3] (936-954), mentionne plusieurs princes : Charlemagne, Dagobert, Clovis, etc. A propos de ce dernier, il dit : *Quod Chlodovaeus rex Francorum, per Severinum praedictae abbatem ecclesiae a diutina sit infirmitate liberatus, testis est titulus eius apud castrum Landonis, ubi in vita eius hoc legitur*[4]. On le voit, Rodolphe ne fait aucune allusion à une tradition valaisanne ; il se réfère uniquement à deux documents de Château-Landon, *vita*, soit la *Vita Severini* que nous connaissons, et *titulus*, probablement une inscription funéraire ou un obit, à moins que ce ne soit la Vie elle-même. Au reste, quel était, dans l'hypothèse, le texte de ce *titulus*, nous ne le savons pas. A quelle époque remontait-il? Nous l'ignorons pareillement.

[1] Usuardi, *Martyrologium*, 11 février ; Migne, *P.-L.*, t. CXXIII, col. 752.

[2] Aymonius Floriacensis, *Hist. Franc.*, I, 24 ; Migne, *P. L.*, t. CXXXIX, col. 660.

[3] Il y a, comme on le sait, plusieurs rois de France du nom de Louis, et plusieurs abbés de Saint-Maurice du nom de Rodolphe. Les auteurs du *Gallia christiana*, t. XII, p. 793, identifient Louis avec Louis d'Outre-mer, et Rodolphe avec le contemporain du grand incendie de l'abbaye, survenu en 940. Nous les suivons sur ce point, n'ayant aucune raison de les contredire. Les Frères de Sainte-Marthe avaient avancé la date de ce document jusqu'au milieu du XIIme siècle, sous Louis VII.

[4] *Gallia christiana*, t. XII, col. 793.

Après tout ce que nous venons de voir, nous sommes autorisés, jusqu'à nouvel ordre, à ne pas considérer le *titulus* comme indépendant de la *Vita Severini*.

7° L'examen des textes liturgiques valaisans confirme encore les doutes déjà très sérieux que nous avons au sujet de Séverin. Un saint aussi célèbre par ses miracles, s'il avait été Abbé de Saint-Maurice, aurait laissé à l'abbaye même et dans le Valais un souvenir vivant. Or nulle part, dans les vieux livres d'église, nous ne trouvons Séverin mentionné. Le nom de ce saint manque au Nécrologe de Granges (XIme siècle) [1] et à celui de la cathédrale de Sion (XIIme siècle) [2]. Il fait pareillement défaut dans les Missels manuscrits des archives de Valère, du moins dans ceux que nous avons pu voir. Enfin, nous le trouvons, il est vrai, dans un Missel de Valère, actuellement conservé à Saint-Maurice ; mais, outre que ce livre est de 1424, le nom de saint Séverin — l'encre en fait foi — a été ajouté après coup. Nous ne pensons guère dépasser les limites de la plus prudente réserve en inférant de ce qui précède, que la fête de saint Séverin n'est point célébrée en Valais de temps immémorial, mais qu'elle fut introduite relativement tard, en plein moyen âge, et d'après les traditions de Château-Landon.

IV. Conclusions.

Ainsi, pas un texte antérieur au IXme siècle ne connaît un abbé d'Agaune appelé Séverin, mort vers 507. Au contraire, beaucoup de textes plus anciens et concordants affirment que l'abbaye n'existait même pas [3] avant 515. A partir du IXme siècle, divers documents nous parlent du personnage, mais tous dépendent plus ou moins directement de la Vie de saint Séverin, écrite à Château-Landon, vers 800. Or l'examen de cette Vie nous révèle une foule d'erreurs plus que suffisantes pour nous empêcher d'y ajouter foi. Dans ces conditions, l'existence d'un saint Séverin, Abbé de Saint-Maurice, ne peut vraiment pas être admise.

[1] *Mém. Doc. de la Suisse romande*, t. XVIII, p. 317.

[2] *Mém. Doc. de la Suisse romande*, t. XVIII, p. 250.

[3] Ainsi nous n'avons pas seulement un argument *négatif*, tiré du *silence* des textes, mais un argument *positif*, basé sur des documents qui *affirment* la non-existence d'une abbaye avant 515.

Qu'on ne vienne point nous objecter des analogies. Romainmôtier, pourrait-on dire, doit bien probablement son origine à saint Romain, dont la mémoire s'y est pourtant perdue, aussitôt après la fondation de Chramnélène au milieu du VIIme siècle. De la même façon, le souvenir de Séverin se perdit après la restauration de Sigismond au VIme siècle. Les deux cas sont différents. Entre le Romainmotier primitif et celui du VIIme siècle, une période assez longue se place, de manière que la fondation de Chramnélène est véritablement une création ; au contraire, l'abbé Séverin serait mort en 508, et l'œuvre de Sigismond se place en 515 ; il n'y aurait pas d'interruption entre les deux. Ensuite saint Romain est attesté comme fondateur de Romainmôtier par le nom du monastère, par la tradition de Saint-Claude et même par un texte de Grégoire de Tours [1] ; l'existence de saint Séverin est niée par toutes les sources anciennes.

Nous n'avons pas à expliquer la genèse de la *Vita Severini*. Une hypothèse cependant est assez plausible. On vénérait à Château-Landon un saint Séverin, dont on possédait les reliques [2]. Comme ce fut souvent le cas, on ne savait absolument rien de lui. Un jour, vers 800, on voulut y voir clair, et l'on chercha sa biographie. Elle n'existait pas. Il fallut donc l'écrire. Mais à cette époque, l'abbaye de Saint-Maurice jouissait d'un grand prestige : l'évêque-abbé Vulchaire, son successeur l'évêque-abbé Althée, contemporain de Magnus de Sens et favori de Charlemagne, avaient donné au vieux monastère un renouveau de célébrité. On fit de Séverin un abbé d'Agaune. Ensuite, l'église où le saint reposait avait des privilèges qu'elle faisait remonter à Childebert ; on voulut expliquer l'origine de ces privilèges en racontant l'histoire de la guérison de Clovis. Ceux de nos lecteurs que de telles hypothèses scandalisent ou étonnent, feront bien de lire le travail de l'illustre bollandiste, le R. P. Delehaye, sur les légendes hagiographiques. Ils y trouveront

[1] Sur tout ceci, voir notre étude relative à Romainmôtier dans *Recherches sur les Origines des évêchés de Genève, Lausanne et Sion*, p. 210.

[2] Quoique les reliques de saint Séverin conservées à Château-Landon aient été « soustraites aux profanations des impies et conservées religieusement », M. le chanoine Verdier qui, le 3 juillet 1854, en vérifia les authentiques, « reconnut qu'elles consistaient en un très petit ossement de deux à trois centimètres environ ». A. Dupont, *Le Propre de saint Séverin de Château-Landon*, Fontainebleau, 18.., p. 32-33. Le *Propre* dont il est question dans ce livre comprend trois séries de leçons, consacrées à l'histoire du saint et aux translations de ses reliques. Tout ce qui concerne l'histoire est textuellement tiré de la *Vita Severini* que nous connaissons.

maint exemple d'inventions analogues, inspirées souvent par la bonne foi la plus droite à des gens d'une autre époque, et dont les opinions étaient fort différentes des nôtres, en matière de loyauté littéraire.

Enfin, dissipons un malentendu. Les pages qui précèdent ne nient point l'existence même de saint Séverin ; elles nient sa qualité d'abbé d'Agaune. En d'autres termes, nous pensons que jamais un saint Séverin, abbé de Saint-Maurice, n'a existé ; mais nous savons fort bien que beaucoup de saints appelés Séverin, d'ailleurs parfaitement réels, sont connus en Occident. C'est à l'un d'eux qu'on a donné sans raison un titre qui ne lui convient pas. Le Séverin de Château-Landon, vénéré plus tard à l'abbaye de Saint-Maurice et dans plusieurs paroisses du Valais, est donc un saint bien authentique Nous accordons volontiers qu'il fut un grand serviteur de Dieu ; mais nous ne pouvons dire ni où, ni quand il vécut. Le plus sûr est de le laisser, jusqu'à nouvel ordre, au nombre de ceux « dont nous connaissons la sainteté, mais dont nous ignorons tout le reste [1] ».

[1] Le mot est de TILLEMONT, à propos de saint Césaire, martyr. *Mémoires pour servir à l'Histoire ecclésiastique*, t. II, p. 573.



Heinrich von Isny, Ord. Min.

(† 1288)

Bischof von Basel, Erzbischof von Mainz, Erzkanzler Rudolphs I. von Habsburg.

(Beiträge zur Geschichte seiner Jugendjahre.)

Von P. Dr. Ephrem Baumgartner, O. M. Cap.

Lektor, Zug.

(Schluss).

Heinrich als Prediger und Beichtvater. — Da in der Jugend des Franziskusordens der Lektor in jedem Kloster als vornehmster Prediger und Beichtvater nach außen und als Spiritual nach innen galt [1], so finden wir auch Heinrich in diesem Wirkungskreise tätig. Der Kolmarer Chronist rühmt im allgemeinen Heinrichs pastorelle Tätigkeit : [2] « Confessor atque praedicator efficitur et in his officiis fideliter laboravit. » Während Heinrich in Mainz Lesemeister war, treffen wir ihn zugleich als Beichtvater der Frau Adelheid, Gemahlin des Grafen Walrab von Nassau und Mutter König Adolfs, wie der Minoritenbruder Werner von Saulheim (1314) in seinem Berichte über die Stiftung des Klosters Klarenthal berichtet [3] : « wilcher hern heinrich Erzbischof zu meintze was mynner broider ordens lesmeyster vorziden gewest zu meintze und derselben frauwe Adelheiden bichter. »

[1] Vgl. *Eubel*, Geschichte I, 15.

[2] Chronicon Colm. a. a. O. 257.

[3] *Schliphake*, Geschichte von Nassau, II, 226. Vgl. ***Widmann***, Nassauische Chronisten des Mittelalters, 21. Heinrich bestattete dann als Erzbischof von Mainz am 22. Februar 1288 feierlich sein Beichtkind, das die Witwenzeit als Beghine teils in Wiesbaden, teils im Clarenkoster zu Mainz verbracht hatte, im Clarenkloster unter Anwesenheit König Rudolphs. Vgl. *Böhmer*, Regesta Imperii VI 1. Abt. Innsbruck 1898, 467, n. 2148*a*.

Ein anderes Faktum ist uns vom Zeitgenossen Heinrichs, dem Chronisten aus dem Kolmarer Kloster, überliefert. Er erzählt [1]: « Frater Henricus hic haec suis amicis noscitur recitasse; dixit enim: Venit ad me soror devota, quae in confessione sua mihi sua gravamina recitavit. Inter alia vero dicebat, quod quoddam demonium sibi saepius apparebat et, ut contra Deum faceret, hortabatur. Ego autem dedi consilium, ut quaedam diceret et faceret, quae demonium fugere cogerent. Cum igitur ad sororem quadam vice demonium pervenisset, illa dixit et fecit, quae confessor ipsam docuerat, et diabolum fugere compellebat. Tunc diabolus sorori dicebat: Quis haec te docuit?» Quae dicebat: « Confessor. » Demonium dixit: « Scias, quod te de caetero non vexabo, sed pro te confessorem tuum usque ad mortem pro meis viribus impugnabo. » Nach Johann von Winterthur geschah dies Faktum als Heinrich in Basel war: « in Basilea apud Minores fratres adhuc in minoribus agens lector existens [2]. » Mit ihm stimmt auch die Chronik von Königsfelden überein [3], die bemerkt: « Hie velt aber eins zuo sagent von dem vorgenant bischoff Heinrich, das im widerfur, diewil er ein arm bruder sant Franziscusorden was und Lesmeyster zuo Basel was. » Nach Johann von Winterthur wäre das Mittel, womit der böse Feind vertrieben wurde ein Ausspruch des hl. Petrus in seinem ersten Briefe (I, 2): « Per aspersionem sanguinis Jesu Christi » gewesen [4]; nach dem Minoriten zu Königsfelden [5] ein Ave Maria: « Do daz geschah, do hieß er sy, wenne der betrogen Geist ime keme, das sy ze stund Ave Maria sprache und im under sine Ogen spuwte. » Während der Kolmarer Chronist den « Rachschwour des Daemons » auf unbestimmte Versuchungen beschränkt, weiß die dem Mendikanten nicht gewogene Feder Matthias von Neuburgs [6] uns die Versuchung näher zu determinieren, indem er den Dämon geradezu

[1] Chronicon Colm. 257. Vgl. den gleichen Bericht bei *Matthias v. Neuburg*, a. a. O. 158; *Joh. von Winterthur*, Chronicon ed. *Wyß* 27; Chronicon Koenigfeldense a. a. O. 88.

[2] Chronicon *Johannes Vitodurani*, ed. *Wyß*, 27.

[3] A. a. O. 88.

[4] A. a. O. 27.

[5] A. a. O. 88.

[6] So berichtet er p. 152: « De potentia et superbia sedis apostolicae ac Predicatorum et Minorum. Post Fridericum autem crevit potencia et superbia sedis apostolice ac Minorum et Predicatorum, quos eo, quod Fridericum et suos detestabantur, ipsa sedes pre cunctis ordinibus privilegiis exultavit in tantum, quod nunc ipsa sedes et clerus vix defensantur ab illis. »

sagen läßt [1]: « nunquam ergo desit, quin illum, qui te mihi abstulit, in eam *altitudinem* perducam, qua obliviscatur penitus dei sui. » Allein bei Johann von Winterthur [2] spricht der Teufel einfach : « Ille, quem novi, qui tibi suggessit suis monitis, ut sic me repelleres, talionem a me recipiet ; laqueum enim sibi extendam, in quem incidet, non post multos hos dies, et ex quo mihi decidisti per eum, ipse loco tui cedet mihi. » Johann fügt nun die Bermekung bei, daß man vermuten könne, das « laqueum » sei in den Ehrenstellen gelegen gewesen, und viele hätten geglaubt, daß sich die Worte des Dämons erfüllt hätten [3]. Allein bei dem Haß und Spott, den sich Heinrich besonders beim Klerus durch seine energische Pflichterfüllung zugezogen, kann man eine solche Auslegung leicht begreifen. Auch Johannes scheint nicht abgeneigt, sich dieser Schar beizuzählen, da eben für ihn ein Fürstbischof hoch zu Pferde, im kriegerischen Schmucke, der erste Kurfürst des Deutschen Reiches, ein Landeshauptmann von ganz Thüringen, wie Heinrich es gewesen, sich mit der Demut eines Mindern Bruders nicht harmonieren wollte. Allein schon Glaßberger bemerkt in seiner Chronik [4] zum Tode Heinrichs : « sepultus est in ecclesia cathedrali tumba simplici eo, quod ipsum oderant plurimi Canonici, quia rigide et honeste eos vivere compelerat, et quod ipsum Rudolphus rex ad archiepiscopatum sublimaverat, domino Honorii Papae favore et consensu. » Daß jedoch das Urteil über Heinrich als stolzer, hochmütiger Fürst ganz ungerecht war, sehen wir schon daraus, daß er sich weigerte, den fürstbischöflichen Stuhl von Mainz zu besteigen und Honorius IV. ihn unter Gehorsam dazu zwingen mußte, wie Honorius in seiner Ernennungsbulle vom 15. Mai 1286, die zugleich ein herrliches

[1] A. a. O. 158.

[2] A. a. O. 27. Auch der Königfelder Chronist läßt den Teufel sprechen (a. a. O. 88) : « Der mir diß flucht hät gemachet, den wil ich me eren erhöhen, das er dest bas geschickt sy zu dem val. »

[3] A. a. O. 27 : « Cum vero lector post illud factum statim fastigium episcopalis dingnitatis ascenderit, conjicitur demonis taliter respondentis et verba laqueum esse praelaturam pontificatus, quam procurare sibi dyabolus animo malevolo voluit causa capiende ulcionis, ut sic tanto profundius et gravius in precipicium mortis eterne caderet, quando alcius per suum instinctum et suggestionem in gradu dignitatis tumore excessivo superbie comitante scanderet in altum. Quod a multis evenisse minime dubitatur, quia in dignitatis sue culmine positus plusquam dici vel scribi possit cordis et operis elacione intumescens omnis humilitatis modum et metas penitus abjecit. »

[4] Analecta franc. II, 105.

Denkmal für Heinrichs sittenreines Leben bildet, ausdrücklich hervorhebt [1]: «Considerantes quoque benignus tuam conversationem laudabilem, honestatem morum, donum scientiae, aliaque tue multiplicis probitatis merita grandia nobis et nonullis ex nostris fratribus non ignota, quibus personam tuam bonorum omnium dator omnipotens decoravit, et digne volentes te tunc Episcopum Basiliensem tantis et tam claris meritis circumfultum, perconsulte translationis providentiam ipsi Maguntiae ecclesiae praesidere, quamquam tanti oneris et honoris subire sarcinam formidando, nostro in hac parte proposito *importune*, in quantum licuit, *restitisses*, quia demum te nostro super hoc beneplacito in remissionem iniuncto tibi peccaminum, tamquam obedientie filius coaptasti, te a vinculo, quo Basiliensi ecclesie tenebaris, absolvimus et ad predictam Maguntinam ecclesiam de fratrum nostrorum consilio transferentes. . . .» In diesem Lichte erscheint auch das Gerücht, das bereits der Kolmarer Chronist [2] gehört, über den dreimaligen Abfall Heinrichs vom Orden, als pure Verleumdung. So suchte Haß und Neid auch den edlen Charakter Heinrichs zu durchnagen und seine Wirksamkeit zu untergraben; aber es gelang nicht. Heinrich war als Beichtvater in Mainz und Basel tätig; aber auch Luzern und seine Umgebung erfuhr Heinrichs rastlosen Seeleneifer. P. Eubel schreibt zwar [3]: «Ob er, wie gewöhnlich angegeben wird, Guardian zu Luzern war und als solcher beim Grafen Rudolf von Habsburg und seiner Familie das Amt eines Beichtvaters versah, muß dahingestellt bleiben, da in den (für jene Zeit allerdings nicht verlässigen) Verzeichnissen der Guardiane von Luzern ein solcher Heinrich nicht vorkommt.» Den Grund, den P. Eubel anführt, nennt er selbst zweifelhaft. Untersuchen wir daher andere Quellen über Heinrichs Anwesenheit zu Luzern.

Wie wir schon früher gehört, hatte Heinrich in seinen Ordensjahren das Bistum Konstanz mehr als einmal durchreist, so daß ihm dasselbe ganz genau bekannt war. Serarius sodann las in seinem Ms. minor von Heinrich [4]: «postea Quardianus in opido Lutzernensi Constan-

[1] *Schunk*, Codex diplomaticus, Moguntiae 1797, 69, n. 29.

[2] A. a. O. 257: «De hoc fratre Henrico dicebatur, quod ordinem suum per apostasiam tribus vicibus contempsisset.» In einem Ms. 1. fr. 138 fand Jaffé (a. a. O. 257): «Sub Honorio papa tria miracula: Comes pauper rex Rhomanorum, videlicet Rudolphus de Hapspurg, Heinricus de Isena, apostata Minorum, episcopus Basiliensis et post archiepiscopus Maguntinensis.»

[3] Historisches Jahrbuch, 395.

[4] *Serarius*, Mog. Rer. I, 846.

tiensis dioecesios, olim frequentaverat castrum in Habspurg per tres leucas inde distans, Comitis Rudolphi Romanorum Regis, uxoris, eiusque familiae confessiones multis annis audiendo. » Mit diesem Ms. stimmt auch Hemmerlin in seinem Dialog de nobilitate et Rustititate wörtlich überein [1]. Hatte Hemmerlin das Ms. des Serarius oder lag ihm vielleicht der Originalbericht des Zürcher Kantors (e Thuricensi Cantore), nach welchem das Ms. gearbeitet, vor ? Während in den beiden Ms. auf dem bischöflichen Archiv in Bern Heinrich einfach als Beichtvater Rudolphs von Habsburg angegeben wird [2], sagt Wurstisen in seiner Basler Chronik [3] : « Dieser war erstlich König Rudolfs Beichtvater auch

[1] Da die Ausgaben *Hemmerleins* (c. 1444) sehr selten geworden, gebe ich hier den ganzen Traktat über Heinrich nach einer Inkunabel ohne Jahreszahl mit Titel : Felicis mallevoli vulgo hemmerlein : Decretorum doctoris jure consultissimi : De Nobilitate et Rustititate Dialogus : Fol. XLIII*b*, c. 12 : « Scias igitur originaliter quod quidam Guardianus fratrum minorum de oppido Lucernensi Constantiensis diocesis frequentare castrum in Habsburg, distans per tres leucas, et per multos annos audire confessiones ejusdem comitis uxoris et familiae consueverat : quare his et aliis indiciis novit comitis intima cordis. Inde consequenter idem. Guardianus praefectus est domui minorum sive monasterio. In civitate Basiliensi. Et in diebus illis vacabat episcopatus ibidem canonici ecclesiae majoris in electione pastoris in unum convenire non possent dissidentes. Demum in eo concurrentes : ut mox mitterent tres ex ipsis cum notario et testibus, ut unum de fratribus minoribus proxime sibi provenientem adducerent ; et indubie sibi talem in pontificem crearent. Unde eisdem juxta condictum portas domus minoris praedictae pulsantibus importune. Mox occurrebat casualiter ipsis Guardianus praedictus : quem apprehendentes stupefactum capitulo dictae ecclesiae Basiliensis et juxta determinationem ipsorum solemniter in episcopum praeficiendum presentarunt. Gaudentes igitur omnes et singuli, quod ad fortunam tam venerabilem virum invenerant. Et breviter servatis servandis Guardianum sibi praesulem concorditer sublimarunt, qui tam laudabiliter in dies profecerat et ecclesiam suam gubernaverat : ut demum vacante ecclesia metropolitana videlicet Maguntina in archiepiscopum postularetur et inde servatis servandis factus est unus de electoribus imperii principibus, qui vacante romanorum imperio per mortem Richardi filii regis angliae conclavi principum electorum collegialiter congregatorum unitus in tantum laudem et honorem dicti comitis de Habsburg dilata fuit prout experienter cognoverat, ita quod totum collegium eorundem principum concorditer eundem in romanorum regem elegit, et electionem homini predicto Rudolfo comiti per tunc civitatem Basiliensem obsidenti presentari fecit. Quibus presentatione et electione publicatis concordiam sibi placentem cum Basiliensibus ad nutum obtinuit. Et ex post praemissis praemittendis hujusmodi regiam majestatem feliciter gubernavit. »

[2] Series Episcop. Basil. a Dr. Schmidlin L. A. n. 11. « Henricus. . . . Regis Rudolphi antea confessarius » ; Catalogus Episcop. Basil. collectus per Thom. Henrici a 1654, p. 33 : « a Rodolpho Imperatore in Confessarium et Consiliarium electus fuit. »

[3] Ed. cit. 135.

zu Luzern und letzlich zu Basel der Mindern Brüdern Lässmeister gewesen. » Mit ihm stimmt auch Bruschen [1] überein : « Heinrich ein Barfüßer zu Luzern und Rudolph noch Gravens zu Habsburg Beichtvatter. » All diesen Zeugnissen scheint doch ein sicherer Kern zugrunde zu liegen, so daß wir Heinrich auch in Luzern, sei es nun als Lektor oder Guardian treffen. Von hier aus sehen wir ihn denn ins Habsburger Amt bei Meggen pilgern, um die gräfliche Familie Rudolphs beichtzuhören und Rudolph selbst mit Rat und Tat beizustehen. So begreifen wir auch leicht, wie Rudolph diesen Heinrich gleich nach erfolgter Wahl zum deutschen König als Gesandten nach Rom sendet und ihn als Bischof von Basel in Vorschlag bringt, ja daß er nicht ruht, bis er Heinrich zum Reichskanzler und Erzbischof von Mainz erhoben hat ; ja, er überschüttet ihn mit allem nur möglichen Lob. So schreibt Rudolph in einer Urkunde vom 29. Oktober 1285, worin er auf Bitten Heinrichs Klein-Basel die Rechte und Privilegien von Kolmar zuerkennt und ihnen die Abhaltung eines Wochenmarktes erlaubt [2] : « Et si regalis benignitas se recognoscat cunctis suis fidelibus debitricem, specialiter tamen debet pre ceteris votis principum, quorum presidio veluti per columpnas egregias in suo vigore et soliditate continua fidelius Romanum conservatur imperium pacidius complacere. Sane cum venerabilis Heinricus Basiliensis episcopus princeps et secretarius noster karissimus tam clarus erga nos et memoratum imperium semper in fide et devocione perstiterit, sicut in multis necessitatibus nobis tribuit preclaris operibus perfectius experiri, quod dignum utique judicamus, ipsum debere in graciis conferendis aliis anteponi, nos ipsius precibus favorabiliter declinati et volentes semper omnia adimplere, que sibi noverimus profutura. » In einem Schreiben Rudolphs an Papst Gregor X. von 1275 wird Heinrich einfach als : « cordis nostri secretarius » [3] genannt ; in einem anderen Schreiben an Innozenz V. (1276) beglaubigt Rudolph unsern Heinrich mit dem Lobe [4] : « in quem transfundimus intima cordis nostri ». Den Reichsstädten Italiens, deren Fürsorge Heinrich auf seiner diplomatischen Mission an den päpstlichen Hof von Rudolph, 1. Februar 1276, empfohlen wird, stellt Rudolph Heinrich

[1] *Bruschen*, Chronik, Fol. VIII.

[2] Das Original ist im Staatsarchiv in Basel, Urk. n. 65 (A), vgl. Urkundenbuch der Stadt Basel, Basel 1893, II, 283.

[3] Vgl. *Böhmer*, Regesta Imperii VI. 1. Abt. 114 n. 410.

[4] A. a. O. 141 u. 523.

vor als [1]: « princeps et secretarius noster karissimus, et cuius clara fides et fervens devotio erga nos et sacrum imperium Rom., ad instar luminosi coruscant sideris.... ; cui cordis nostri secreta cuncta sunt cognita. » In der Schenkungsbulle Rudolphs für die Dienstleistung Heinrichs im Kriege gegen Ottokar lesen wir [2]: « Quod venerabilem Henricum Basiliensem Episcopum principem et secretarium nostrum carissimum placidis et internis benivolentiae regalis constringamus amplexibus, quod ad ejus et Ecclesia suae honores augendos et commoda dilatanda prae ceteris Imperii nostri principibus et devotis quaedam praerogativa favoris et gratiae nostrae medullitus aspiremus, grata multum et placida suae sedulae servitutis obsequia, quibus Nos et Imperium hactenus sufficienter excoluit, efficacissime meruerunt ; ... merito cogimur anxiari, qualiter pro tam praeclaris suae devotionis insigniis, in quibus fidei suae constantia nobis evidenter apparuit et illuxit, dignae sibi retributiones debitum rependamus. » In einer Urkunde an die Stadt Pruntrut vom 20. April 1283 nennt Rudolph Heinrich : « ipsum velut insigne signaculum locavimus in cor nostrum, semper pre ceteris diligendum. » So können wir begreifen, wenn Matthias von Neuburg [3] von Heinrich gesteht : « Hic regi familiarissimus est effectus. »

Es ist daher nicht zu viel behauptet, wenn man Heinrich als die « rechte Hand und den geheimsten Vertrauten seines Herrn bei den wichtigsten Aktionen » [4] nennt, und wenn die Geschichte dem armen Franziskaner neben dem großen Rudolph von Habsburg das goldene Verdienstkreuz um das Deutsche Reich an die Brust heftet. Mit diesem schönen und gerechten Lobe, das jeder unparteiische Schriftsteller dem Bettelmönch in der armen Franziskanerkutte ausstellen muß, dürfen wir unsere Untersuchung über das Vorleben Heinrichs von Isny, des tapfern Bischofs von Basel und klugen Erzbischofs von Mainz abschließen.

[1] Die Urkunde bei *Trouillat*, Monuments de l'histoire II. Porrentruy, 1854. 267, n. 208.

[2] *Trouillat*, a. a. O. II, 312, n. 237.

[3] Cronica, a. a. O. IV, 158.

[4] *Redlich*, Rudolf von Habsburg. Innsbruck 1903, 733.



Vatikanische Aktenstücke zur Schweizerischen Kirchengeschichte aus der Zeit Johanns XXII.

34[1]. *Humbert Francisci von Chambéry wird vom Augustiner-Priorat in der Diözese Grenôble an das Augustiner-Hospiz auf dem Großen St. Bernhard transferiert und ihm zugleich Anwartschaft auf kirchliche Ämter verliehen*[2]. *1330 Februar 20. Avignon.*

Dilecto filio Humberto Francisci de Cambariaco, canonico monasterii Montisiovis[a], ord. S. Aug., Sedunen. dioc., salutem.

Religionis zelus vite ac morum honestas aliaque tue probitatis merita, super quibus apud nos laudabiliter commendaris testimonio, nos inducunt, ut tibi reddamur ad gratiam liberales. Hinc est quod nos volentes te hujusmodi meritorum tuorum intuitu favore prosequi gratioso: te de prioratu S. Gregorii, ord. S. Aug., Gracionopolitan. dioc., cuius existis canonicus ad monasterium Montisiovis ejusdem ordinis, Sedunen. dioc., apostolica auctoritate transferimus de gratia speciali ac insuper volentes tibi gratiam facere ampliorem: prioratum vel administrationem seu officium aut aliud beneficium ecclesiasticum cum cura vel sine cura pertinentem seu pertinens ad collationem vel provisionem seu presentationem aut quamvis aliam dispositionem dilectorum filiorum... prepositi et conventus eiusdem monasterii per prepositum soliti gubernari communiter vel divisim et consuetum seu consuetam per ipsius monasterii canonicos gubernari, si quis vel si qua aut si quod vacat ad presens vel cum vacaverit, quam vel quem seu quod per te vel procuratorem tuum ad hoc specialiter constitutum infra unius mensis

[a] Vat.: Montisionis.

[1] Korrigiere eben in Nr. 32 (l. J., S. 62) im Spitzregest an Stelle von Augsburg: Aosta. Das S. Jakob Priorat zu Aosta gehörte zum Hospiz auf dem Grossen St. Bernhard; Wilhelm von Crista entstammte einer angesehenen Familie und ist noch im Jahre 1330 als Prior von St. Jakob nachzuweisen (Arch. hopit. Mauricien d'Aoste). Verdankenswerte Mitteilung von R. P. G. Francey, Procureur G. S. Bernard, Martigny.

[2] V. folio 3.

spatium postquam tibi vel eidem procuratori de illius vacatione constiterit duxeris acceptandum seu acceptandam conferendum seu conferendam tibi post acceptationem huiusmodi cum omnibus iuribus et pertinentiis suis donationi apostolice reservamur; districtius inhibentes eisdem preposito et conventui, ne de huiusmodi prioratu vel administratione seu officio aut beneficio interim etiam ante aeceptationem eandem nisi postquam eis constiterit, quod tu vel procurator predictus illum vel illam seu illud nolueritis acceptare, disponere quoquomodo presumant. Ac decernentes te extunc recipiendum fore in eodem monasterio in canonicum et in fratrem tibique sicut uni ex aliis ex ipsius monasterii canonicis de communibus eiusdem monasterii proventibus integre providendum teque ibidem sincera in domino caritate tractandum, ac irritum et inane si secus super hiis a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingeret attemptari. Non obstantibus quibuscunque statutis et consuetudinibus monasterii prioratus et ordinis predictorum contrarum iuramento confirmatione sedis apostolice seu quacumque firmitate alia roboratis, aut si pro aliis in eodem monasterio scripta forsan apostolica sint directa, seu si aliqui super provisione sibi facienda de prioratibus vel administrationibus seu officiis aut beneficiis huiusmodi speciales vel in illis partibus generales dicte sedis vel legatorum eius litteras impetrarint, etiam si per eas ad inhibitionem reservationem et decretum vel alias quomodolibet sit processum; quibus omnibus preterquam auctoritate nostra prioratus vel administrationes seu officia aut beneficia huiusmodi expectantibus in eiusdem prioratus vel administrationis seu officii aut beneficii assecutione te volumus anteferri, sed nullum per hoc eis qui ad assecutionem prioratuum administrationum officiorum et beneficiorum aliorum preiudicium generari, seu si dictis preposito et conventui aut quibusvis aliis communiter vel divisim ab eadem sit sede indultum, quod ad receptionem vel provisionem alicuius minime teneantur, etiam ad id compelli non possint, quodque de prioratibus administrationibus seu officiis aut aliis beneficiis ecclesiasticis ad eorum collationem vel provisionem seu quamvis aliam dispositionem communiter vel separatim spectantibus nulli valeant providere per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulgentiis huiusmodi mentionem et qualibet alia dicte sedis indulgentia generalis vel specialis cuiuscunque tenoris existat per quam presentem non expressam vel communiter non insertam effectus huiusmodi gratie impedire valeat quomodolibet vel differre et de quacumque toto tenore habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Nulli ergo etc. nostre translationis inhibitionis reservationis et constitutionis infringere etc.

Dat. Avinion. 10. kal. martii. a. 14.

I. e. m. dilectis filiis abbati monasterii S. Mauricii Agaunen. Sedunen. dioc. et Dygno capellano nostro preposito Januen. ac. sacriste Lugdunen. ecclesiarum salutem etc.

Religionis zelus etc. usque mentio specialis. Quocirca mandamus, quatenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel alium seu alios eundem

Humbertum ex nunc in eodem monasterio Montisiovis recipi facientes auctoritate nostra in canonicum et in fratrem sibique sicut uni ex aliis ipsius monasterii canonicis de communibus eiusdem monasterii proventibus integre provideri ac cum sincera ibidem caritate tractari, prioratum vel administrationem seu officium aut beneficium huiusmodi per nos ut permittitur reservatum seu reservatam, si quis vel si qua aut si quod tempore huiusmodi nostre reservationis vacabat vel extunc vacat aut cum illum vel illam seu illud vacare contigerit, cum omnibus iuribus et pertinentiis suis eidem Humberto vel procuratori suo pro eo post acceptationem huiusmodi eodem auctoritate conferre et assignare curetis, inducentes eum vel procuratorem predictum ipsius nomine in corporalem possessionem prioratus vel administrationis seu officii aut beneficii iurium et pertinentiarum predictorum et defendentes inductum et ad prioratum vel administrationem seu officium aut beneficium huiusmodi facientes ut est moris admitti sibique de ipsius prioratus vel administrationis seu officii aut beneficii fructibus redditibus proventibus iuribus et oventionibus universis integre responderi, non obstantibus omnibus supradictis seu si prefatis preposito et conventui aut quibusvis aliis communiter vel divisim a predicto sit sede indultum, quod interdici suspendi vel excommunicari non possent per litteras apostolicas non facientes plenam et expressam ac de verbo ad verbum de indulgentiis huismodi mentionem, contradictores auctoritate nostra etc. usque in finem.

Reg. Vat. 94. n° 876.

35. Rudolph von Chur, der auf Grund einer päpstlichen Provision ein Beneficium an der Pfarrkirche zu Sursee in Besitz nehmen wollte, aber infolge eines Irrtums der Provisionsbulle dies nicht erreichen konnte, erlangt unter Beseitigung des Irrtums die Bestätigung der genannten Provision [1]. 1330 März 21. Avignon.

Dilectis filiis abbati monasterii in Ruti et preposito Zurciacen., Constancien. dioc., ac magistro Ambrosio de Mediolano, canonico Mediolanen.

22. A.] Attributa dilecto filio Rodolfo de Curia, clerico Constancien. dioc., probitatis merita, quibus cum fidedignorum testimonio iuvari percepimus ; nos inducunt, ut eum prerogativa specialis favoris et gratie pro-

[1] Unter den Annaten (*Rieder*, n° 1953) findet sich unter gleichem Datum der obiger Bulle entsprechende Eintrag, wonach auf Wunsch Rudolfs von Landenberg das betreffende Benefizium in Sursee Rudolf von Chur verliehen worden sei.

[2] Er erlangte nochmals das Augustiner Priorat Etoy (Waadt); wohl auf Grund dieser päpstlichen Anwartschaft; er war auch Syndicus des genannten Hospizes; erwähnt wird er in einer Urkunde vom 16. September 1343. Vgl. Gremaud, Documents relatifs a l'histoire du Vallais 4, 366, n° 1859 (MDSR. 32. Bd.).

sequamur. Sane sicut oblata nobis pro parte dicti Rodolfi petitionis series continebat, olim dilectus filius Rodolfus de Landenberg, clericus predicte dioc., qui quoddam perpetuum beneficium in ecclesia parrochiali in Surce, quodquidem beneficium ab aliquibus prebenda, ab aliquibus capellania, ab aliquibus vero altare vulgariter nuncupatur, quodque idem Rodolfus de Landemberg, per simplicitatem vocabat perpetuam vicariam, in manibus dilecti filii nostri Arnoldi, S. Eustachii diaconi cardinalis apud sedem apostolicam cum omnibus iuribus et pertinentiis suis libere resignavit, dictusque cardinalis de mandato nostro sibi super hoc facto huiusmodi resignationem admisit, nosque postmodum huiusmodi beneficium sic vacans vocando illud simpliciter perpetuam vicariam dicto Rodolfo de Curia cum omnibus iuribus et pertinentiis suis per nostras litteras duximus conferendum [1], certis sibi super hoc per alias nostras litteras executoribus deputatis; quodque postmodum predictis litteris et processibus habitis per easdem in illis partibus publicatis, Gerungus, qui pro rectore eiusdem parrochialis ecclesie se gerit [2] asserens, quod dictus resignans nullam perpetuam vicariam obtinuerat in ecclesia memorata, ab huiusmodi collatione nostra et processibus inde secutis ad sedem apostolicam apellavit. Nosque causam appellationis huiusmodi et negotii principalis dilecto filio Oliverio de Serseto, canonico Pictaven., capellano nostro et palatii nostri primi gradus auditori causarum, audiendam commisimus et fine debito terminandam, coram quo inter ipsas partes usque ad productionem omnium, quibus partes ipse uti in huiusmodi causa volebant, fuit inclusive processum. Interim vero prefatus rector quendam clericum intrusisse dicitur in beneficio supradicto. Quare pro parte dicti Rodolfi de Curia nobis extitit humiliter supplicatum ut, ne premissorum pretextu remaneat predicta gratia destitutus, providere sibi super hoc de oportuno remedio dignaremur. Nos igitur attendentes, quod si est ita de dicto beneficio quocumque nomine censeatur per huiusmodi resignationem apud apostolicam sedem vacante nullus preter nos disponere potuit neque potest pro eo, quod nos diu ante vacationem huiusmodi omnia beneficia ecclesiastica tunc apud dictam sedem vacantia et in antea vacatura collationi et dispositioni nostre specialiter reservantes decrevimus irritum et inane, si secus super hiis per quoscumque quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingeret attemptari, ac volentes, quod premissorum pretextu idem Rodolfus de Curia eiusdem gratie frustretur effectu

[1] Diese Verleihung hatte am 10. April 1328 stattgefunden. Vgl. Rieder n° 81

[2] Magister Gerung, Rektor der Pfarrkirche zu Sursee, hatte dieses Rektorat während 15 Jahren ungesetzlich inne, indem er im Verlaufe dieser Zeit noch keine Weihen empfangen hatte. Am 25. Juli 1330 wurde er auf sein Gesuch hin vom Papste auf genannte Stelle habilitiert. Vgl. Rieder, n° 896. — Über die Streitigkeiten über die Surseerpfründe insbesondere wegen der Frage, wem die Collatur derselben zukomme, liess Herzog Albrecht von Österreich ein Kundschaften-Verhör aufnehmen, deren interessantes Resultat in einer Urkunde vom 18. Juli 1329 vorliegt. — Vgl. Geschichtsfreund, 3, 80 und besonders 18, 169. — Merkwürdigerweise wird hierin Rudolfs von Landenberg gar keine Erwähnung getan. Magister Gerung starb am 6. Oktober 1335. (Geschichtsfreund, 18, 164.)

discretioni vestre per apostolica scripta mandamus, quatenus vos vel duo aut unus vestrum per vos vel per alium seu alios, vocatis qui fuerint evocandi, si est ita predictum beneficium taliter ut premittitur resignatum sive prebenda sive capellania sive altare vel quocumque alio nomine censeatur ad omnem dubitatis materiam amputandam de novo auctoritate nostra ad cautelam cum omnibus iuribus et pertinentiis suis eidem Rodolfo de Curia vel procuratori suo eius nomine confer et assignare curetis, inducentes eum vel dictum procuratorem pro ipso in corporalem possessionem eiusdem perpetui beneficii et defendentes inductum amoto ab eo dicto intruso et quolibet alio illicito detentore, sibique facientes de ipsius beneficii fructibus redditibus proventibus iuribus universis integre responderi, contradictores etc., non obstantibus omnibus supradictis seu si aliqui super provisionibus sibi faciendis etc., seu [a] quod beneficium ecclesiasticum cum vel sine cura ad collationem seu dispositionem dilectorum filiorum.. abbatis et conventus monasterii S. Galli, ord. S. Ben., dicte dioc., expectans dictus Rodulphus noscitur expectare.

Dat. Avinion. 12 kal. april. a. 14.

Reg. Aven. 35 f° 576v n° 3613. — Reg. Vat. 96, n° 3613.
Fehlt in *Rieder*.

a Ergänzung durch gleichzeitige Hand auf dem unteren Blattrande.

36. Zum Ersatz für die von dem bischöflichen Mensalgute von Lausanne wieder losgetrennte Pfarrkirche zu Moudon werden mit demselben die Dekanate Lausanne und Vevey vereinigt. 1330 April 28. Avignon.

Venerabili fratri Johanni episcopo Lausanen. salutem.

22. A. C.] Romanus pontifex, cui ecclesiarum omnium solicitudo generalis incumbit quique aliorum etiam beneficiorum ecclesiasticorum dispositionem plenariam obtinet, sicut provide interdum beneficia ecclesiis ipsis quantumlibet oportune unita pro utiliori forsan beneficiorum ipsorum gubernatione ab eisdem ecclesiis dividit et exunit sic etiam congruenter alia competentiora illis recompensative applicat et connectit, prout ecclesiarum ipsorum necessitate pensata conspicit expedire. Sane dudum pro parte tua nobis exposito, quod propter unionem et applicationem olim de parrochiali ecclesia de Melduno, tue dioc., mense tue episcopali auctoritate nostra factam in populo dicti loci de Melduno grave scandalum erat exortum et quod propter hoc eiusdem unionis gaudere commode non poteras nobisque supplicato humiliter, ut unionem et applicationem huiusmodi dissolvere et cassare dictamque ecclesiam a predicta mensa exunire et eam in eum pristinum statum, in quo erat ante unionem huiusmodi, reducere

dicteque mense de recompensatione alia providere paterna diligentia curaremus. Nos eandem ecclesiam de Melduno prefate mense ut premittitur unitam a mensa predicta auctoritate apostolica totaliter exunivimus dictas unionem et applicationem de illa mense predicte factas et litteras nostras super huiusmodi unione et applicatione confectas auctoritate predicta cassantes totaliter ac etiam revocantes, prout in nostris inde confectis litteris plenius continetur. Cum itaque postmodum iterato pro parte tua nobis fuerit humiliter supplicatum, ut pro recompensatione huiusmodi exunionis eiusdem de Lausano et de Viviaco decanatus rurales, dicte dioc., ad tuam collationem spectantes, quorum fructus redditus et proventus annui valorem annuum fructuum et reddituum predicte ecclesie prout asseritur non nisi in 20 solidis Turon. parvorum iuxta decime taxationem excedunt, eidem mense tue unire et connectere perpetuo dignaremur. Nos huiusmodi supplicationibus inclinati predictos decanatus cum omnibus iuribus et pertinentiis eorundem mense prefate in recompensationem huiusmodi auctoritate apostolica in perpetuum tenore presentium connectimus et unimus ita, quod cedentibus vel decedentibus decanatum ipsorum decanus vel alias decanatibus ipsis vacantibus tu vel successores tui episcopi Lausanen. qui pro tempore fuerint, per vos vel alium seu alios possessionem eorum libere apprehendere fructusque illorum in utilitatem vestrum et mense predicte licite convertere valeatis cuiusquam assensu minime requisito, proviso quod decanatus ipsi debitis et consuetis obsequiis non fraudentur; non obstantibus si aliqui super provisionibus sibi faciendis de huiusmodi decanatibus vel aliis beneficiis ecclesiasticis in illis partibus speciales vel generales apostolice sedis vel legatorum eius litteras impetrarint, etiam si per eas ad inhibitionem reservationem et decretum vel alias quomodolibet sit processum, quas litteras et processus super eis habitos ad decanatus predictos volumus non extendi sed nullum per hoc eis quo ad assecutionem decanatuum ac beneficiorum aliorum preiudicium generari, seu quibuslibet privilegiis indulgentiis et litteris apostolicis generalibus vel specialibus quorumcunque tenoris existant, per que presentibus non expressa vel totaliter non inserta effectus impediri valeat quomodolibet vel differri et de quibus quorumque totis tenoribus habenda sit in nostris litteris mentio specialis. Nos insuper exnunc irritum decernimus et inane si secus super hiis a quoquam quavis auctoritate scienter vel ignoranter contingerit attemptari. Nulli ergo etc. [1]

Dat. Avinion. 4. kal. maii, a. 14.

Reg. Aven. 36 f°. 78, n° 3596. — Reg. Vat. 96, n° 3595.

[1] Vgl. diese Zeitschrift, l. J., S. 62, n.° 33.

37. Johann von Rougemont wird zum Verwalter der Propstei zu Basel ad interim bestellt. 1330 August 20. Avignon.

Johanni de Rubeomonte, canonico Basilien.

12 + 14 A.] Commendanda tuarum virtutum merita apud nos fidedignorum testimonio comprobata rationabiliter nos inducunt, ut personam tuam prerogativa specialis favoris et uberioris gratie prosequamur. Cum itaque prepositura Basilien. ecclesie, quam quondam Ulricus de Arberg, olim eiusdem ecclesie prepositus in eadem dum viveret obtinebat, per ipsius obitum, qui nuper in partibus illis diem clausit extremum [1], vacare noscatur ad presens, nullusque preter nos de illa possit hac vice disponere pro eo, quod nos, olim dum adhuc idem Vlricus vitam duceret in humanis, cupientes de dicta prepositura ceterisque beneficiis ecclesiasticis, qui idem Vlricus dum viveret obtinebat, per providentiam sedis apostolice ordinari preposituram et beneficia ipsa videlicet 5. non. iulii pontificatus nostri a. 13. collationi et dispositioni nostre specialiter duximus reservanda, decernentes etc. Nos volentes premissorum tuorum intuitu te, pro quo etiam venerabilis frater noster Johannes episcopus Lingonen., administrator eiusdem Basilien. in spiritualibus et temporalibus auctoritate apostolica deputatus, cuius existis consanguineus, super hoc nobis humiliter supplicavit speciali prosequi gratia : predictam preposituram sic vacantem, etiam si ei cura immineat animarum, cum omnibus iuribus et pertinentiis suis tibi commendamus per te usque ad apostolice sedis beneplacitum unacum thesauraria ecclesie Bisuntin., cui decanatus et canonicatus ac prebenda ecclesie B. Marie Magdalene Bisuntin. sunt annexi, etiamsi dicte thesaurarie ratione dicti decanatus cura immineat animarum, ac eiusdem Bisuntin. et Montisbiligardi, Bisuntin. dioc., ecclesiarum canonicatibus et prebendis, quos obtines, usque ad idem beneplacitum tenendam possidendam et etiam gubernandam ita, quod de fructibus redditibus et proventibus eiusdem prepositure disponere valeas, sicut veri prepositi eiusdem ecclesie Basilien., qui fuerint pro tempore, disponere potuerunt, alienatione tamen bonorum immobilium eiusdem prepositure tibi penitus interdicta. Non obstantibus quibuscunque constitutionibus etc. usque mentio specialis ; proviso quod prepositura thesauraria et canonicatus ac prebende predicti debitis non fraudetur obsequiis et animarum cura in eisdem prepositura et thesauraria, si eis immineat, nullatenus negligatur ; nos enim irritum etc. [2]

Dat Avinion. 13. kal. sept. a. 14.

[1] Ulrich von Arberg, Propst zu Basel und Moutiers-Grandval, starb am 19. August 1329. — *Trouillat*, Monuments de l'histoire de l'ancien évêché de Bâle. 3, 227. Anmerkung 1.

[2] Johann von Rougemont scheint als provisorischer Verwalter nicht in den

I. e m. magistro Leonardo de Guarcino thesaurario ecclesie Lingonen. notario nostro et abbati monasterii S. Vincentii Bisuntin. ac priori S. Albani Basilien.

Reg. Aven. 36 f° 91, n° 4017. — Reg. Vat. 96, n° 3866.

38. Der Bischof Johann von Lausanne wird wegen seines Widerstandes gegen Ludwig den Baier gelobt und ermuntert, hierin unentwegt zu verbleiben und die Prozesse gegen Ludwig den Baier zu verkünden. 1330 September 6. Avignon (?).

Venerabili fratri Johanni episcopo Lausanen.

Intellectis diligenter, que super adventu ad partes Lausanen. hostis illius dei et ecclesie Ludovici de Bavaria de heresi et scismate sententialiter condempnati Gasberto archiepiscopo Arelaten. camerario nostro scripsisti: fraternitatem tuam circumspectionem diligentiam inde multipliciter in domino commendamus, eam regantes et in domino attentius exhorantes, quatinus tanquam pugil ecclesie fideique defensor catholice commissi tibi pastoralis officii debitum exequendo spretis nimis terroribus promissionibus et inductionibus quibuscunque contrariis ad resistendum heretico et scismatico suisque sequacibus et complicibus adeo laudabiliter una cum aliis partium earum fidelibus potenter et viriliter te attingas, quod ipsius execrandis resistatur conatibus tuque preter celestis mercedem premii nostram et apostolice sedis gratiam uberius consequaris et ecce quod processus adversus eundem [Ludovicvm] ac illos, qui eum vel eius sequaces et complices receptarent aut defenderent seu eis parerent vel obedirent, habitos tue prudentie, ut eos in partibus ipsis publicatos et publicari sicut tibi videbitur facias, destinamus, rescripturus nobis nichilominus sepius, que tibi occurerint rescribenda.

Dat. 8 id. sept., a. 15 [a].

Reg. Vat. 116, f° 51, n° 16 secret.

a Ort fehlt.

Besitz der Propstei zu Basel gelangt zu sein. Wir konnten keinen urkundlichen Beleg dafür finden. Ulrich von Arbergs Nachfolger war Thüring von Ramstein als Propst aber auch erst erwähnt seit 1336. Juli 8. — Basler UB 4, 122, n° 12?. War die Propstei von 1329 bis ca. 1336 vakant geblieben?

39. Der Bischof von Sitten wird beauftragt, päpstlichen Boten für sicheres Geleit zu sorgen. 1331 März 11. Avignon (?).

Venerabili fratri episcopo Sedunen.

Relatione fidedigna percepimus, quosdam viros perditionis filios fore ducendos ad civitatem Sedunen. in proximo ad nostram exinde presentiam deducendos, et quia id nobis existit cordi non leviter, ut tute nobis debeant presentari: fraternitatem tuam hortamur in domino attentius et rogamus, quatinus ad expensas nostras dilectis filiis Bertrando Arnandi, preposito ecclesie Sistaricen., clerico [1] et nobili viro Gualhardo de Marzarolis domicello nostris, quos ad eas partes propter hoc mittimus, providere de securo conductu ac amicis tuis, ut si per viam conductu egeant huiusmodi eisdem de eo prompte provideant, scribere non postponas.

Dat. 5. id. martii. a. 15. [a]

Reg. Vat. 116, f° 107, n° 361 secret.

[a] Ort fehlt.

Rom. *F. Rüegg.*

[1] Dieser war am 31. März 1332 Collector in der Diözese Sitten. Vgl. *Göller*, Die Einnahmen der apostolischen Kammer unter Johann XII. (Vatikan. Quellen, herausgegeben von der Görresgesellschaft, 1. Bd. Paderborn, 1910 S. 435.)



REZENSIONEN — COMPTES-RENDUS

Kaspar Wirz, Regesten zur Schweizergeschichte aus den päpstlichen Archiven 1447-1513. Gesammelt und herausgegeben vom Bundesarchiv in Bern. I. Heft, Die Pontifikate Nikolaus V. und Calixt III. 1447-1458. Bern, Buchdruckerei K. J. Wyß, 1911. 128 S.

Diese Publikation des Schweizerischen Bundesarchivs hat eine Vorgeschichte, die hier nicht unerwähnt bleiben darf, und die auch im Vorwort gestreift wird aber nicht genügend. Gewiß bedeutet das Jahr 1908 einen Wendepunkt in den Arbeiten des Bundesarchivs in Italien, insofern als mit Herrn Wirz alle Welt glaubte, dieses sei nun am Ende seiner Mission in Italien angelangt. Aber unvermutet erhielt Herr Wirz Gegenordre! Was hat nun diese plötzliche Änderung in den Dispositionen des Bundesarchivs bewirkt? Nach dem « Vorwort » der von verschiedenen Seiten geäußerte Wunsch, das Bundesarchiv möchte « auch die frühere Periode in den Bereich seiner Aufgabe einschließen » und auch für diese eine Kopiensammlung veranstalten. Allein solche Wünsche sind auch schon früher laut geworden, ohne daß man für nötig hielt, darauf einzugehen. Warum denn gerade jetzt ? Herr Wirz schweigt hierüber ! Wir aber möchten darauf antworten : weil damals das Bundesarchiv Kenntnis erhielt, daß von anderer Seite diese Arbeit, die eben als ein dringendes Bedürfnis empfunden wurde, in Angriff genommen werde. Das sollte um jeden Preis vereitelt werden! Weshalb, ist nicht ersichtlich, da das Bundesarchiv noch auf Jahrzehnte Arbeit genug zu bewältigen hat und im Grunde über diese Arbeitsteilung eher hätte erfreut sein können. Herr Wirz macht auch kein Hehl daraus, daß er die ihm zugemutete neue Arbeit lieber nicht an die Hand genommen und in bisherigerer Weise Kopien gesammelt hätte. Ob Herr Wirz oder ein von der Universität kommender « Neuling » hiefür besser geeignet gewesen wäre, wollen wir hier nicht untersuchen, finden aber diesen Ausfall gegen einen strebsamen und wissenschaftlich mindestens so gut qualifizierten Gelehrten, als Herr Wirz es ist, nicht sehr taktvoll !

Das Bundesarchiv begnügte sich aber nicht, für die ältere Zeit auch Kopien zu sammeln, sondern es veranstaltet nun eine Ausgabe von Regesten seit dem Pontifikate Nikolaus V. Wir finden das nun weder für notwendig noch für angezeigt, umso weniger als der Schweizerische Katholische Volksverein, der im Jahre 1908 die Herausgabe solcher Regesten beschlossen und einen eigenen Bearbeiter nach Rom geschickt hatte, im Jahre 1910 darauf zu Gunsten der Allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz durch einen förmlichen Vertrag verzichtet und diese letztere nun allein die Aufgabe übernommen hat.

Es ist nun kein Beweis, daß man eine gute Sache vertritt, wenn Herr Wirz diese Tatsache verschweigen, bezw. in seiner « Einleitung » unterschlagen zu dürfen glaubt. Er schreibt dort (S. XXI) : « Ob und inwieweit auf eine frühere Periode zurückgegriffen werden soll, hängt zum guten Teil davon ab, ob der *katholische Volksverein* (von mir unterstrichen) bis auf Eugen IV. herunterzugehen beabsichtigt oder eine frühere Zeit als Endtermin bezeichnet. » Sollten wirklich Herr Wirz und das Schweizerische Bundesarchiv im Sommer 1911 noch nicht wissen, daß im September 1910 nach monatelangen Verhandlungen zwischen dem Schweizerischen Volksverein und der Allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz ein Vertrag abgeschlossen wurde, dessen Wortlaut sofort nach der Versammlung durch die Presse bekannt gegeben und seither im Jahrbuch für Schweizergeschichte ebenfalls veröffentlicht wurde ! Durch diesen Vertrag wurde aber der katholische Volksverein völlig ausgeschaltet und ist in allen Punkten die Leitung des Unternehmens an die Allgemeine geschichtsforschende Gesellschaft übergegangen. Es ist nun sehr mißlich, wenn das Bundesarchiv seine Publikation noch durch die Fiktion decken muß, als handle es sich um die Konkurrenz des katholischen Volksvereins !

Über die Notwendigkeit einer solchen Publikation kann keine Frage sein, höchstens über die Zuständigkeit des Bundesarchivs hiezu, nachdem es ursprünglich nur sammeln und nicht edieren wollte, jedenfalls keine systematischen Editionen veranstalten ; denn was Dr. Wirz früher herausgab, geschah nicht im Auftrage und auf Kosten des Bundesarchives sondern in den von der Allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz edierten Quellen zur Schweizergeschichte. Gerade diese Ausgaben sind es nun, die Herrn Wirz nicht als den geeigneten Bearbeiter erscheinen lassen, da sie nicht die Höhe der Editionstechnik erreichen, die man heute von einer solchen Publikation erwarten darf. Ich will damit nicht sagen, daß ihnen jeder Wert abgehe ! Allein auch die vorliegenden Regesten entsprechen bei weitem nicht jenen strengen Grundsätzen, die eine Kommission der Allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft für die Herausgabe der Vatikanischen Regesten aufgestellt hat, und deren Ausarbeitung bisher die Ausgabe eines Bandes Akten unter Clemens V. verzögert hat. Da nun diese Acta Pontificum Helvetica, die sich zeitlich an Bernoullis mustergültige Publikation anschließen, in einer Serie von Bänden nach einheitlichem Plane bis und vielleicht über die Reformationszeit herabgeführt werden sollen, so sehen wir nicht ein, wozu diese unglückliche Zersplitterung, indem das Bundesarchiv mit seiner Publikation, die höchstens den Wert einer Vorarbeit zu den Acta Pontificum besitzt, sich dazwischen legt, da es doch viel wichtigere und verdienstlichere Arbeit leisten könnte in Ausführung seines ursprünglichen Planes und unter Verzicht auf Herausgabe von Vatikanischen Regesten zu Gunsten der hiefür besser geeigneten Allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft, welche bald mit einem Bande an die Öffentlichkeit treten wird. Wir dürfen getrost auf das Urteil der uninteressierten gelehrten Welt abstellen, welcher von beiden Publikationen dann der Vorrang zuerkannt werden wird.

Wir wollen Herrn Dr. Wirz eine treffliche Kenntnis des Vatikanischen

Archivs, die er sich in langjähriger Tätigkeit erworben hat, nicht bestreiten; aber es will uns bedünken, als ob er für die nicht politischen Akten kein hinreichendes Verständnis besitze. Daß nach dieser Richtung nun die älteren Registerbände eine mäßige Ausbeute gewähren, ist unbestreitbar. Allein neben der Lokal- und Familiengeschichte kommen auch die Kirchen- und Personalgeschichte, Kultur und geistiges Leben, Kunst und Wissenschaft in reichem Maße zur Geltung und oft genug auf indirektem Wege auch die politische Geschichte. Daß kaum viel Neues entdeckt werden könne, was nicht aus den Archiven des eigenen Landes zu erfahren wäre, ist ebenfalls unrichtig, und gerade diese erste Lieferung seines Regestenwerkes leistet den Beweis für das Gegenteil! Wie vieles ist vernichtet worden, verkannt, verloren gegangen! Wie manches Licht fällt auf unsere Akten durch den Zusammenhang mit den gleichzeitig erlassenen, wovon die bei uns erhaltenen vereinzelten Stücke keine Ahnung geben! Wie viel leichter läßt sich auf Grund der römischen Akten ein zusammenhängendes chronologisches Ganzes herstellen als durch die mühsame Forschung in Einzelarchiven, wo stets besondere Reglemente und Eigentümer die Ausbeute erschweren und zuweilen der Zutritt gar nicht zu erhalten ist. Und erst wenn wir gezwungen sind, die benachbarten Grenzen zu überschreiten!

Zur vorliegenden 1. Lieferung nur noch einige wenige Bemerkungen. Das *Literaturverzeichnis* auf S. XII der Einleitung wäre noch zu ergänzen durch « Tangl, Päpstliche Kanzleiordnungen von 1200—1500 (1894) », eines der wichtigsten einschlägigen Werke. Mit seiner Ansicht über den Unwert der *lateinischen* Sprache für Regesten (S. XX) — « nur für Unkundige mag auf den ersten Blick eine lateinische Ausgabe einen etwas gelehrteren Schein gewinnen » — dürfte der Herausgeber gegenwärtig unter den Gelehrten ziemlich allein stehen, da jede Übersetzung etwas Willkürliches hat und in zweifelhaften Fällen eine Nachprüfung unmöglich ist. Die *Begrenzung* (S. XXI) auf das Gebiet der heutigen Schweiz ist viel zu eng gefaßt; es gibt noch eine Anzahl andere Fälle, wo der Editor über die Landesgrenzen hinausgreifen muß.

Regest Nr. 2 scheint schlecht oder unrichtig übersetzt zu sein. — Nr. 3 mußte auch Marescalci nach Kirchenrecht resignieren; sonst wäre in der non obstantibus-Formel vermerkt, daß er die Kirche von Echallens noch beibehalte; beim Einkommen wird wohl heißen müssen, daß es 29 Pfd nicht übersteigen (statt « ausmachen ») soll. — Form von Nr. 7 ist ungenügend, da es sich um ein Exekutionsmandat handelt. — Nr. 17 ist keine Supplik, obschon unter den Supplikenregistern citiert. — Nr. 28 sollte wegen ihrer Wichtigkeit im Wortlaut wiedergegeben werden. — Bei Nr. 35 ist der Grund der Wiederverleihung übersehen. — In Nr. 38 fehlt die Angabe des « neuen » Ordens, von dem die Rede ist. — Nr. 48. Eine merkwürdige Bildung ist « Juspatronat »! — Nr. 54 kann nicht als Muster von Verdeutschung gelten! — Nr. 56 « Kustodenstelle » ist unrichtig, soll heißen Kustodie oder Küsterei. — Nr. 63 scheint wichtige juristische Formeln ausgelassen zu haben, die eine Wiedergabe in extenso erwünscht sein lassen. — Nr. 65. Wo soll diese Diözese « Pomezania » liegen? — Nr. 73. Anm. 3 läßt der gelehrte Herausgeber einem Kleriker *dreimal* die *Tonsur* geben! —

Nr. 82 und 85 sind unexakt. — Nr. 87 ist die juristische Formulierung ungenügend, Sinn unklar! — Bei Nr. 97 wäre lateinische Redaktion ganz am Platze! — Nr. 98 sollte in extenso abgedruckt und aus der Anmerkung dazu eine eigene Nummer gemacht werden. — Nr. 100 in vorliegender Gestalt unverständlich, Originaltext angezeigter! — Ferner dürften die Nr. 105, 108, 110, 114, 134, 135, 155, 165, 170, 184, 187, 194, 199, 208, 209, 216, 227, 236, 298, 306, 308 im Wortlaut wiedergegeben werden. — Nr. 106 möchte man gerne die genauere Präzisierung der Bewilligung (Anm.) erfahren. — Nr. 117. Was stellt sich der Herausgeber unter Ablaß « auf » 7 Jahre vor? Dieser Fehler wiederholt sich noch öfter. — Nr. 118. Warum werden Supplik und Bulle nicht eingereiht? — Nr. 200. Wie heißt die hier erwähnte Kaplanei? — Nr. 206 besser deutsch zu formulieren! — Nr. 207 heißt der Kleriker *Brisacher* (nicht Grisacher!) — Nr. 258. Wann wurde der Auftrag erteilt? — Nr. 263. Derartige Bullen sollten entweder ganz oder dann wenigstens in kanonistischer Form wiederzugeben. — Nr. 264 fehlt ein Hinweis auf Nr. 261. — Nr. 265. Ist der hier genannte Vertrag nicht in die Supplik inseriert? — Nr. 270, Anm. Warum wird das Datum des « Gesuchs » nicht angegeben, da der Leser dies weder erraten noch selber in den Suppliken nachsehen kann? Kommt mehrfach vor. — Nr. 271 fehlt ein Hinweis auf Nr. 261 und 264. — Nr. 274. Diese doppelte Verleihung der nämlichen Pfarrei scheint verdächtig. Weshalb ist kein Grund hiefür angegeben, der doch sicher in den betreffenden Originalien stehen müßte? Oder liegt ein Irrtum des Herausgebers vor? — Nr. 278. Wie kommt der Erzbischof von Vienne dazu, den Dekan des Kapitels von Sitten zu ernennen? Das Original dürfte hierüber eine Andeutung enthalten, die im Regest ausgefallen zu sein scheint! — Nr. 280 möchte man gerne erfahren, worin die Beschränkung besteht, in der das Gesuch bewilligt wurde. — Nr. 284. Redaktion ist ungenügend, Motivierung fehlt: Das Begehren um Verleihung von Ablässen geschieht hier, um die *Mittel* zu einem Neubau *aufzubringen*, was im Regest nicht gesagt wird. Auch fehlt die nicht unwichtige Nennung der 5 Festtage! — Nr. 287. Was versteht Herausgeber hier unter « beschränktem Dispens? » Das dürfte kanonistisch schwer zu definieren sein. — Nr. 289. Warum ist nur von « einem Mitglied » der Rota die Rede, während der Name sonst nicht zu fehlen pflegt? — Nr. 298 fehlt die sonst immer übliche Angabe der Würde, die der neuernannte Bischof Heinrich bislang bekleidet hat. — Nr. 301. Auffallender Weise ist hier von einem *Bischofe* von Vienne die Rede, etwas weiter oben (Nr. 278) dagegen von einem *Erzbischofe*! Wie reimt sich das? — Nr. 305. « Prälat » steht hier wie noch öfters für « antistes »; allein diese Übersetzung ist unkorrekt, indem die Prälatur außer den Weihegewalt ausübenden Bischöfen noch andere Würdenträger umfaßt. — Nr. 309 in der Überschrift muß es heißen: Magistro civium (statt magistri). — Nr. 298, 324, 325 fehlt der sonst stets übliche Beisatz, wo der Betreffende gestorben ist ob an oder außerhalb der Römischen Kurie! Sollte das Original wirklich ungenau sein oder nicht vielmehr das Regest? — Im Namenregister wird bei « Fabri » auf « Schmid » verwiesen, letzteres aber scheint

ausgefallen zu sein. Der knappe Notenapparat genügt auch bescheider Anforderungen nicht.

Das Schweizerische Bundesarchiv würde wohl besser tun, es bei die ersten Lieferung bewenden zu lassen und auf die Fortführung dieser « gesten » zu verzichten zu Gunsten der großen, einheitlichen und in ihr Plane diesem Unternehmen in jeder Hinsicht überlegenen Ausgabe « Acta Pontificum Helvetica », die ein Monumentalwerk zu werden v spricht und, wenn einmal begonnen, doch vor diesen Regesten unmög Halt machen kann. Ist es nicht eine unnötige Zeit-, Mühe- und Geldv schwendung, wenn später die gleiche Arbeit nochmals gemacht werden m und könnte das Bundesarchiv sich um die Wissenschaft nicht verdien machen durch Verzicht auf diese kleinliche und zwecklose Konkurre So gut wie der Schweizerische Volksverein im Interesse des großen und heitlichen Unternehmens auf seine begonnene Arbeit verzichtet hat Gunsten der Allgemeinen Geschichtsforschenden Gesellschaft, dürfte a das Schweizerische Bundesarchiv, dem es an großen Aufgaben ohne nicht mangelt, dieses Opfer bringen und damit der Schweizerischen schichtsforschung den größten Dienst erweisen ! Wir hoffen und wünscher

A. Büchi.



Fribourg (Suisse). — Imprimerie St-Paul.

IMPRIMERIE SAINT-PAUL, FRIBOURG.

Zeitschrift

für

Schweizerische Kirchengeschichte

Revue d'Histoire Ecclésiastique Suisse



HERAUSGEGEBEN VON — PUBLIÉE PAR

ALBERT BÜCHI UND JOH. PETER KIRSCH

o. ö. Professoren an der Universität Freiburg (Schweiz)

Redaktionssekretär : M. BESSON, *Secrétaire de la Rédaction*

Professeur à l'Université et au Séminaire, Fribourg

V. JAHRGANG, IV. HEFT. — 5me ANNÉE, FASC. IV.

STANS 1911

HANS VON MATT & Cie VERLAGSHANDLUNG

Inhaltsverzeichnis — Sommaire

GRÖSSERE BEITRÄGE *welche für die nächsten Nummern in Aussicht genommen wurden.* — TRAVAUX *que la Revue publiera prochainement.*

Fréd. Dubois, Iconographie de Notre-Dame de Lausanne. — **Dr Ulrich Lampert,** Über Pfarreiarchive. — **Derselbe,** Zur Geschichte der Collatur Risch. — **J. Lombriser,** Nicolaus Rusca, Erzpriester von Sondrio. — **Leo Meyer,** Die Walliser Kanzlei bis 1350. — **Josef Müller** (Stiftsarchivar), Kilian Germann. — **Derselbe,** Karl Borromeo und das Stift St. Gallen. — **P. Fridolin Segmüller, O. S. B.,** Der Schweizerzug nach Palliano, 1557. — **Georg Schuhmann,** Wer war der Urheber der Schweizerbrüderkriege, Murner oder Zwingli? — **L. R. Schmidlin,** die Solothurner Schriftsteller im XVII. Jahrhundert

Die Zeitschrift *für Schweizerische Kirchengeschichte* erscheint 4 mal jährlich. **Abonnementspreis : 6 Fr.**

LA REVUE D'HISTOIRE ECCLÉSIASTIQUE SUISSE paraît par fascicules trimestriels. **Prix de l'abonnement : 6 fr.**

Zwinglis Ausschluß von der Wiener Universität.

Von Ferd. Rüegg.

Im zweiten Jahrgang (1908) der Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte, S. 214–219, veröffentlichten wir einen kleinen Artikel über « Zwingli in Wien ».

Bei einer Durchsicht der Wiener Universitäts-Matrikel für einen anderen Zweck [1] stießen wir unverhofft auf einen merkwürdigen Eintrag des bekannten Reformators Zwingli mit dem Randvermerk « exclusus ».

Diese Notiz über Zwinglis Ausschluß von der Wiener Universität schien uns wichtig genug, um sie in einer schweizerischen Zeitschrift zu veröffentlichen und zu besprechen, und wir hätten das getan, auch wenn uns damals schon bekannt gewesen wäre, daß Dr. K. Schrauf in seiner Abhandlung über die Geschichte der Wiener Universität den Ausschluß Zwinglis bereits in einem Satze kurz gestreift hatte; denn Schrauf publizierte weder den betreffenden Matrikeleintrag noch besprach er ihn näher [2].

Was seither folgte, beweist zur Genüge, daß wir uns über die Wichtigkeit des erwähnten Matrikeleintrages nicht getäuscht hatten.

Mehr als zwei volle Jahre lang schien es zwar, als ob unser Artikel totgeschwiegen werden sollte. Nun aber erschien im 28. Jahrgang (1911) der Schweizerischen theologischen Zeitschrift aus der Feder ihres Redaktors, Pfarrer Aug. Waldburger in Ragaz, eine Entgegnung « Zwingli exclusus » in vier Folgen, die nicht unerwidert bleiben darf. [3]

[1] Vgl. unsere Studie über Heinrich Gundelfingen (Freiburg, Schw. 1910), S. 24, Anm. 2.

[2] In seiner « Die Universität » betitelten Abhandlung in der « Geschichte der Stadt Wien », II. Bd., 2. T. (Wien 1905), S. 1015. — Auch separat erschienen. — Wir werden später auf Schraufs Mitteilung zurückkommen.

[3] Heft 1, S. 39–40; Heft 2, S. 89–94; Heft 3, S. 134–140; und hiezu eine « Nachlese zu Zwingli exclusus » im Heft 4, S. 181–184. — Dabei sei Waldburger

Waldburger ist offenbar durch unsern Artikel in eine solche Aufregung versetzt worden, daß ihm alle Ruhe und Objektivität beim Niederschreiben seines Artikels verloren gegangen zu sein scheint; er begnügt sich nicht mit rein sachlichen Argumenten, er benützt ihn zu leidenschaftlichen Angriffen gegen die Katholiken, gegen die Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte und zu guterletzt gegen unsere Person selbst. So sucht er in seinem Artikel durch « Schlagfertigkeit » zu ersetzen, was ihm an Beweiskraft der Gründe abgeht.

Neu war unsere Mitteilung über Zwinglis Ausschluß jedenfalls und zwar besonders für die zunächst interessierten, für die schweizerischen Kreise. Daß in der gesamten Zwingli-Literatur, in der doch jede kleinste Notiz über Zwingli nicht übersehen wird, bis zu unserem Artikel über Zwinglis Ausweisung von der Universität in Wien nichts zu finden war, das wird Waldburger auch heute noch nicht in Abrede stellen können.

Warum nichts zu finden war, werden wir sehen.

Waldburger berichtet, daß dem bekannten Zwingli-Forscher Emil Egli der Matrikeleintrag über Zwinglis Ausschluß schon längst bekannt war. Bereits im Jahre 1884 hätte Dr. K. Schrauf, damals Universitätsarchivar in Wien, Egli Mitteilung über den Fall gemacht.[1]

Diese Angaben entsprechen vollkommen der Wirklichkeit; Egli selbst bestätigt seinen Briefwechsel mit Schrauf, und Waldburger weist offenbar darauf hin[2]. Egli kannte ebenfalls nicht bloß Zwinglis Matrikeleinträge, er berichtet sogar von einem « umfangreichen Verzeichnis schweizerischer Studierender in Wien, das Herr Camillo Baron Althaus (für Emil Egli) aus den Matrikeln erhoben hat, und dessen Publikation bald erfolgen wird ».[3]

Daß Egli Zwinglis Ausschluß-Notiz gekannt hat, wollen wir also gelten lassen. Aber auffallender Weise versucht nun Waldburger sein früheres Urteil (I. Heft, S. 40) hierüber wieder zurückzunehmen[4].

bemerkt, daß wir nicht die Ehre haben, weder den Titel Bischof (was Waldburger übrigens selber revoziert) noch den eines « jungen Klerikers » zu führen.

[1] S. 40. — Eine Frucht des Briefwechsels zwischen Schrauf und Egli ist vielleicht gerade die oben erwähnte Notiz bei Schrauf über Zwinglis Ausschluß.

[2] S. 40, Anm. 1. — Gemeint ist der 1. Jahrg. der Schweizer. theolog. Zeitschrift S. 92, und die Analecta reformatoria, 1. S. 1 ff.

[3] Anal. ref. 1, S. 8. — Die Publikation dieses umfangreichen Verzeichnisses ist aber bis heute doch nicht erschienen!

[4] Waldburger schreibt (Heft 4, S. 184): « Im Anschluß an obige Nachlese fühlen wir uns zu dem Bekenntnis gedrängt, daß uns die Angabe (oben S. 40

Allein unter der Voraussetzung, daß Egli der Matrikeleintrag über Zwinglis Ausschluß nicht unbekannt war, nehmen sich seine Äußerungen über Zwinglis Aufenthalt in Wien recht sonderbar aus. Egli handelt in einem eigenen Abschnitt über Zwinglis Immatrikulation in Wien und bemerkt dabei : « Vdalricus Zwingling erscheint einzig in der allgemeinen Matrikel »[1]. Durch die Namensform Zwingling weist er offenbar bloß auf den Matrikeleintrag vom Jahre 1500 hin. Ferner schreibt er : « Nähere Erkundigung beim Archivbeamten selbst ergaben dann die obigen *gründlichen* Auszüge und Erläuterungen, die ich hiemit *vollständig* bekannt mache » (von uns gesperrt) ; er sagt, durch den Matrikeleintrag Zwinglis vom Jahre 1500 hätten wir Kenntnis « des *ersten* (von uns gesperrt) urkundlich gesicherten Datums in seinem Leben »[2], als ob der Matrikeleintrag vom Jahre 1498 nicht ebenso urkundlich sicher wäre. Des weiteren behauptet er, er habe « *alle* Einträge der Matrikeln in den Anal. ref. (1,88 ff) » bekannt gegeben[3]. Trotz diesen Behauptungen sucht man aber umsonst in Eglis veröffentlichten Schriften auch nur eine kleine Notiz über Zwinglis Ausschluß, der ihm doch bekannt sein mußte. Dem Leser verkündigt er, er gebe ihm alles, sogar vollständig[4] bekannt, während er gerade den interessantesten Matrikeleintrag über Zwingli im Dunkel der Mappe zurückbehält !

Das Urteil über ein solches Verfahren können wir getrost den Lesern überlassen, die darin nicht gerade einen Beweis für voraussetzungslose Wissenschaft erblicken werden.

Wir begreifen nun aber auch, warum Waldburger seine Ansicht über Eglis Kenntnis von Zwinglis Ausschluß nachträglich wieder zurück-

angeführt). E. Egli † habe Kenntnis von dieser ersten Immatrikulation und Exklusion gehabt, immer unsicherer erscheint. Kurz gesagt, wir glauben das nicht mehr und möchten die Bitte aussprechen, daß der Nachlaß des außerordentlich sorgfältigen Meisters daraufhin durchsucht werde, ob wirklich eine derartige Korrespondenz aus Wien zu finden sei ? Dann liegt ihr sicher auch die eigne Vernehmlassung Eglis bei oder ist nach seiner Art direkt auf den Rand geschrieben. Jedenfalls scheint mir die Einführung der Wiener Auskünfte in den Analecta reformatoria betr. Immatrikulation und ebenso die Verweisung in der Realenzyklopädie XXI, 775, Zeile 16 ; « *alle* Einträge der Matrikeln in Anal. ref. 1, 8 ff » die Existenz solcher brieflicher Mitteilungen noch stärker auszuschließen, als es die Untersuchung für unsere Beurteilung schon getan hat. » Wo ? etwa auf S. 40 ?

[1] Anal. ref. 1. S. 9.

[2] Ebenda, ferner Schweizerische Reformationsgeschichte I, 33, Zürich 1910.

[3] Siehe oben S. 242, Anm. 4.

[4] Warum dieser besondere Nachdruck ?

nehmen möchte; allein so leicht kommt er nicht aus der Klemme heraus. Der Vorschlag, in Eglis Briefen nachzusehen, ist eine zu billige Ausflucht, die Waldburger früher hätte erproben sollen! Wenn er heute noch, sogar genau, das Jahr kennt (1884), in welchem Schrauf Egli Mitteilung machte über Zwinglis Ausschluß, so hätten die betreffenden Korrespondenzen auch darüber Aufschluß geben müssen. Wenn aber dort nichts zu finden ist, so wird das weitere Nachsuchen kein besseres Resultat bringen. Darum nimmt sich denn auch die Ausflucht Waldburgers, daß Egli Zwinglis Ausschluß gekannt, aber als zu unbedeutend nicht veröffentlicht habe, nicht gerade überzeugend aus[1].

Was Egli klug vermeiden wollte, indem er die unbequeme Matrikelnotiz einstweilen zurückbehielt, ist durch Waldburgers hitzige Polemik erst recht an den Tag gekommen. Jener « in der Zwingli-Literatur sehr verdienstvolle Gelehrte », welcher nach Erscheinen unseres Artikels über « Zwingli in Wien » den ausdrücklichen Wunsch äußerte, « man möchte ihm das erste und damit das entscheidende Wort lassen », dieses Wort aber zum lebhaften Ärger Waldburgers nicht ergriff[2], war zweifellos der Klügere, indem er unsern Artikel einfach dem Urteile der Leser überließ, anstatt seinen Inhalt noch weiteren Kreisen zur Kenntnis zu bringen. Dies besorgt zu haben, bleibt nun Waldburgers Verdienst, das wir ihm nicht bestreiten wollen.

Waldburger versucht nun weiter, den Matrikeleintrag betreffend den Ausschluß Zwinglis[3] hinsichtlich der Echtheit des « exclusus »-Vermerkes anzuzweifeln, und für den Fall der Echtheit die Schwere der Strafe, vornehmlich den Ausschluß wegen moralischen Vergehens, in Abrede zu stellen.

Hinsichtlich des Matrikeleintrages glaubt Waldburger sich auf eine Mitteilung des Beamten des Wiener Universitätsarchives stützen zu können, wonach « die erste Immatrikulation nachträglich durchgestrichen und von späterer, unbekannter Hand der Vermerk ‚exclusus' hinzugefügt sei. » Es sei sehr fraglich, ob sich aus dem gesamten vor-

[1] Waldburger meint (S. 40): « Sodann fällt 2. in unsern Augen die Angelegenheit a priori im Kurs, weil ein Emil Egli sie als nicht der Erwähnung wert gehalten hat. Der Tote gilt so allgemein als Forscher einwandfreiester Wahrheitsliebe, daß eine solche captatio wohl gestattet sein mag, wenn auch nicht als Argument, so doch als Symptom »!

[2] Waldburger, S. 39.

[3] Dieser Matrikeleintrag findet sich auf S. 215 unseres Artikels « Zwingli in Wien ». — Von Waldburger abgedruckt S. 90.

liegenden Material « auch nur der geringste Anhaltspunkt für die Exclusion Zwinglis ergeben wird » [1].

Selbstverständlich wurde der Matrikeleintrag erst nachträglich durchgestrichen, aber gleichzeitig mit der Eintragung des Randvermerkes « exclusus », wie dies die Tinte beweist; folglich mußte der Matrikeleintrag doch erst vorhanden und alsdann ein Grund da sein, um ihn wieder zu entkräften; eine Gleichzeitigkeit von Matrikeleintrag und « exclusus »-Vermerk haben wir nirgends behauptet [2]. Ob die Hand des Matrikeleintrages auch diejenige des « exclusus »-Vermerkes war, das könnte jetzt ein weiterer Interessentenkreis untersuchen und beurteilen, wenn Egli damals, als er in den Analecta reformatoria I. (auf Tafel II) Zwinglis Matrikeleintrag vom Jahre 1500 reproduzierte, auch den merkwürdigen Eintrag des Jahres 1498 mit Zwinglis Ausschluß photographisch wiedergegeben hätte.

Auch nach dem Urteil des Archivbeamten ist es gar nicht ausgeschlossen, daß die Ausweisung Zwinglis bald nach dem Matrikeleintrag erfolgt sein könnte. Offenbar darum läßt Waldburger die Worte fallen: « die Ausdrucksweise meines Gewährsmannes ist so reserviert » [3]. Weiterhin sagt er: « wenn jedoch im ungünstigsten Fall der immatrikulierende Rektor Georg Lantsch zugleich der excludierende wäre, also Rüegg hierin entgegen der Archivleitung recht bekäme, so bliebe nur ein knappes Zwischenjahr frei (nämlich bis zu Zwinglis zweiter Immatrikulation i. J. 1500) — kaum eine genügende Frist, um die zweite Immatrikulation ohne jede Bedingung oder Notiz recht begreiflich erscheinen zu lassen. [4] »

Waldburger setzt da voraus, daß anläßlich der Wiederaufnahme im Jahre 1500 dem Matrikeleintrag eine erläuternde Notiz hätte beigesetzt werden müssen. Das war weder Sache der Matrikel an sich — solche Grundangaben wären Aufgabe der Universitäts- bezw. Fakultäts-Protokolle gewesen — noch lag hiefür eine Notwendigkeit vor, weil ein jeder Universitätsangehörige wußte oder doch wissen konnte, daß eine

[1] Waldburger, S. 90; nur das durch die Anführungszeichen Gekennzeichnete führt Waldburger wörtlich als Ausspruch des Archivbeamten an.

[2] Wie Waldburger S. 90 fälschlich sagt. — Wir wollen auch daran erinnern, daß wir den betr. Matrikeleintrag *selber* in Wien gesehen und verglichen haben, während Waldburger immer nur auf die Zeugnisse anderer angewiesen ist.

[3] S. 91.

[4] S. 90.

Wiederaufnahme in jedem Falle nur auf Grund der völligen Unterwerfung des Petenten unter den Willen der Universität erfolgte. Das war auch bei Zwingli so gut der Fall wie bei den anderen Ausgeschlossenen. Kehren wir aber Waldburgers Satz um und setzen wir den Fall, es sei der immatrikulierende Rektor nicht zugleich auch der excludierende gewesen, so bleibt die Tatsache des Ausschlusses gleichwohl völlig bestehen; die kürzere Frist, welche zwischen dem Ausschluß und der Wiederaufnahme sich dann finden würde, läßt in keiner Weise die Auffassung zu, weil Zwingli bald wieder aufgenommen worden sei, so sei er wegen Kleinigkeiten ausgeschlossen worden; das wäre eine Schlußfolgerung, zu der die Prämissen völlig fehlen. Der kürzere Zeitraum würde dann bloß besagen, daß Zwingli sich desto schneller der Universität unterworfen hätte. Übrigens ist es undenkbar, daß die Universität einen ihrer Schüler mit der schwersten ihr zur Verfügung stehenden Strafe belegt und ihn von ihrem Verbande ausschließt, um ihn sogleich wieder aufzunehmen. Das täte auch heute keine Universität und soviel Selbstachtung kannte man gewiß auch damals in Wien.

So kommt man weder auf dem einen noch auf dem andern Wege um Zwinglis Ausschluß herum. Das fühlt offenbar auch Waldburger selbst; darum sollte ein dritter Weg besser zum Ziele führen. Er glaubt deshalb, die Bemerkung des Archivbeamten « es sei sehr fraglich, ob sich auch nur der geringste Anhaltspunkt für die Exclusion Zwinglis ergeben wird », nach einer Seite hin ausnützen zu können, die kaum in der Intention des Archivbeamten lag.

Der Ausspruch des Archivbeamten ist ganz richtig, wenn damit gesagt sein soll, es lasse sich in der Matrikel und in den Protokollen nichts finden, was uns den « exclusus »-Vermerk Zwinglis erklären würde.

Waldburger aber legt den betreffenden Satz des Archivbeamten ganz anders aus und glaubt, die Echtheit des « exclusus »-Vermerkes überhaupt in Frage stellen zu können. Da sich aber die Äußerung des Archivbeamten für eine solche Deutung doch nicht wohl eignet, darum findet er sie « so reserviert ». Nichtsdestoweniger meint er aber, es sei « die Flut der Beschimpfungen, pseudonymen und anonymen Unterschiebungen der Reformations- und Gegenreformations-Jahrzehnte so groß und heftig, daß solche Erklärung der Sachlage nicht durchaus von der Hand gewiesen werden darf ». [1]

Mit diesem Satze behauptet Waldburger ohne die Spur eines Be-

[1] S. 91.

weises nichts geringeres als die Unzuverlässigkeit der Wiener Universitätsmatrikel; dabei übersieht er aber, daß die Universitätsmatrikel zu den officiellen Akten gehört, welche der jeweilige Rektor gewissenhaft zu führen eidlich verpflichtet war. Daß diese officielle Mitgliederliste der Universität nicht nach Belieben abgeändert werden durfte, das war nicht bloß in Wien, sondern an allen Universitäten Ordnung und Gesetz, und deswegen werden die Universitätsmatrikeln, und zwar nicht bloß die Wiener, sondern die der Universitäten überhaupt, als officielle, durchaus glaubwürdige Akten eingeschätzt und demgemäß behandelt. Einen Beweis für die ganz unbegründete Verdächtigung, als ob der « exclusus »-Vermerk der Wiener Universitätsmatrikel eine spätere Interpolation wäre, wird Waldburger nicht zu erbringen vermögen! Warum mußte denn Zwingli sich ein zweites Mal immatrikulieren lassen? Dafür gibt es keine andere Antwort als: Weil die erste Immatrikulation entkräftet war infolge des Ausschlusses Zwinglis.

Wir besitzen übrigens einen unverdächtigen Zeugen für die Echtheit des « exclusus »-Vermerkes; es ist kein anderer als der als exakter und sorgfältiger Forscher bestbekannte, schon früher erwähnte Dr. K. Schrauf, der auch von Waldburger selber als « der letzte allem Anscheine nach unbefangenste, auch gründlichste Darsteller der Wiener Universität » nicht beanstandet werden wird. [1] Dieser kannte nicht bloß den « exclusus »-Vermerk, sondern anerkannte ihn auch als echt und wahr in allen Teilen. Darum schreibt er auch: « Der berühmteste unter ihnen (den 112 im Zeitraum von 1377–1519 von der Universität Ausgeschlossenen) war wohl der 1498 II in der österreichischen Nation eingetragene Vdalricus Zwinglii de Glaris ». [2]

Für die Echtheit der ersten Immatrikulation Zwinglis im Jahre 1498 und indirekt auch des exclusus-Vermerkes spricht auch die Feststellung Fluris, daß Zwinglis Abgang von Bern schon ins Jahr 1498 fällt [3], was allen bisherigen Zwinglibiographen bis auf Egli hinunter

[1] S. 135.

[2] *Schrauf*, l. c., S. 1015.

[3] *Ad. Fluri* bemerkt nämlich in seinem Artikel über die « Bernische Stadtschule und ihre Vorsteher bis zur Reformation », Berner Taschenbuch für das Jahr 1893/94; (Bern 1894) S. 99: « Der hervorragendste unter denselben (den Schülern des Heinrich Wölfli genannt Lupulus, Lehrers in Bern) ist der nachmalige Reformator Ulrich Zwingli, 1497 und 1498. Nach gewöhnlicher Annahme hätte er sich noch 1499 als Schüler Wölflis in Bern aufgehalten, allein in jenem Jahre stund die Schule bereits unter anderer Leitung. Schon am 20. Juni 1498 hatte sich

entgangen ist. Wenn dies richtig ist, so wäre eine Lücke im Bildungsgange Zwinglis von 1498–1500, sofern er damals nicht in Wien gewesen. Der Matrikeleintrag von 1498 gibt uns aber jene Aufschlüsse, ohne die diese Zeit im Leben Zwinglis für uns ein Rätsel wäre.

Der ganz aussichtslose Versuch Waldburgers, die Echtheit und Richtigkeit des « exclusus »-Vermerkes zu bestreiten, ist demnach völlig mißglückt!

Übrigens scheint Waldburger selber das Bewußtsein aufgedämmert zu sein, daß seine Wissenschaft nicht ausreicht, um den betreffenden Eintrag entkräften zu können. Darum suchte er soviel wie möglich die Schwere der Strafe des Ausschlusses abzuleugnen.

Zum Beweis dafür, daß die Ausschließung aus dem Universitätsverbande die schwerste aller Strafen war, hatten wir Kink zitiert.[1]

Kink scheint aber Waldburger nicht zuzusagen, und er behauptet sogar, Kink müsse « bekanntlich mit Vorsicht benutzt werden »[2], trotzdem Kink seine Ausführungen auf die Originalquellen stützt und sie auch genau nachweist. Bloße Behauptungen des Historikers Waldburger sind aber noch lange kein Beweis! Um als solcher zu gelten, müßte er sich auf bessere und angesehenere Autoritäten stützen[3]

Dagegen findet Aschbach, ein anderer Verfasser der « Geschichte der Wiener Universität », bei Waldburger Gnade. Er zitiert aus ihm allerlei Vorschriften der Universitätsordnung früherer und späterer Jahrzehnte[4], um zu zeigen, was für kleinliche Bestimmungen betreffs Ordnung usw. an der Universität bestanden und so beim Leser glauben zu machen, Zwingli habe vielleicht einmal wegen einer Kleinigkeit seinen Obern getrotzt oder mit den Wiener Bürgern Händel gehabt und sei deswegen ausgeschlossen worden[5]. Waldburger hat aber in Aschbachs Werk

der Rat mit einem uns unbekannten Begehren des Schulmeisters und mit der Besetzung der Schule zu befassen.»

[1] S. 216.

[2] S. 92.

[3] Kink gefällt viellen gerade deswegen nicht, weil er den Niedergang der Wiener Universität im Zeitalter der Glaubensspaltung den Glaubensstürmern zur Last legt und dafür auch die Beweise erbringt. Geschichte der kaiserlichen Universität zu Wien 1 (Wien 1854), S. 253 ff.

[4] S. 92–93, 134–135. — Aus Kink sucht Waldburger auch einige wenige Stellen zusammen.

[5] Waldburger (S. 92) schreibt: « Nicht gemeine Verbrechen, ‚schwere Verfehlungen‘ wie Rüegg pathetisch (!) schreibt, brauchen hinter einem ‚exclusus‘ zu stehen, sondern es kann auch jugendlicher Übermut, der harte Kopf eines ungeberdigen Füchsleins, die gärende Kraft eines künftigen Großen sein, kurzum

offenbar nur flüchtig geblättert, und so wollen wir auch da etwas nachhelfen und das Versäumte nachholen.

Zunächst wollen wir Aschbachs Urteil über Kink hören; er sagt nämlich: Kink habe « in der Geschichte der Universität zu Wien (Bd. I, S. 31–134) ausführlich und *genau* (von uns gesperrt) den Bestand und die statutarische Einrichtung der Universität behandelt »[1]. Gerade aus diesem Abschnitt aber schöpften wir unsere Belege für die Schwere der Ausschließungsstrafe und die Bedingungen über Wiederaufnahme eines Ausgeschlossenen. Wie kommt denn Waldburger dazu, Kink als unzuverlässig hinzustellen, und uns selbst die Mahnung zu erteilen: « man sollte seine Kronzeugen vorher einwenig prüfen, wenigstens die unter Fachleuten längst bekannten Tatsachen in Betracht ziehen, bevor man aus so lutoser Quelle schöpft und sich glücklich schätzt, das gewünschte Schmutzwasser gefunden zu haben. »[2] « Von dem Vorwurf der Tendenzschreiberei und Blindheit gegenüber der Wirklichkeit ist solch unvorsichtige Wissenschaft nicht frei zu sprechen. »[3] Auf Waldburgers Kritik paßt wahrlich kein Urteil besser als dieses sein eigenes; darüber wollen wir hier kein Wort weiter verlieren!

Da Kink, der bei Waldburger so in Mißachtung steht, die Ausschließung aus dem Universitätsverbande als schwerste Strafe bezeichnet, wollen wir sehen, was Aschbach dazu sagt: « *Unter den Strafen, welche einen Schüler treffen konnten, war die Ausschließung von dem Universitätverbande die schwerste.* Freiheitsstrafen kamen selten vor, nur ausnahmsweise sollte eine interimistische Verhaftung stattfinden. Gewöhnliche Strafen waren Geldbußen und zeitweise oder *gänzliche* Versagung, zu den akademischen Graden zugelassen zu werden. *Bei einem groben Verbrechen wurde, wenn dasselbe konstatiert war, der*

eines jener Symptome (!), welche immer wieder der Welt beweisen, daß die engen Fesseln pedantischer Instruktionen nur von mittelmäßigen und Musterknaben auf jeden Fall willig getragen, von den im Bösen wie im Guten Größeren aber manchmal erst nach einem Konflikt, erst unwillig, dann widerwillig, endlich kraft besserer Einsicht (!) mit Willen ertragen werden. So ist es auch vielleicht Ulrich Zwingli gegangen, gerade wie manchem Späteren, der der Welt mehr bot als ein ‚laudabiliter se subjecit‘, einen gebrochenen Rückgrat. »

[1] Geschichte der Wiener Universität (Wien 1865), S. 65, Anm. 1. — Der schon oben erwähnte Dr K. Schrauf urteilt über Kinks Werk im allgemeinen: « Rudolf von Kink, Geschichte der Kaiserlichen Universität zu Wien, ist die erste grundlegende und größtenteils auch verläßliche Darstellung », l. c. S. 961, Anm. 1.

[2] Dies letztere bezieht sich besonders auf unseren später zu behandelnden Zeugen Glarean.

[3] Waldburger, S. 139.

Schüler von der Universität ausgeschlossen und zur Bestrafung dem städtischen oder landesherrlichen Richter überliefert [1] ».

Wir glauben, eine deutlichere Antwort kann Waldburger auf seinen Versuch, Kink zu verdächtigen und den Ausschluß Zwinglis als eine harmlose Sache hinzustellen, kaum bekommen, als wie Aschbach sie ihm selbst erteilt. Kinks Darstellung wird durch Aschbach völlig bestätigt, und Aschbach ist ja ein von Waldburger selbst angerufener Zeuge. Aus Aschbach erfahren wir sogar noch mehr als aus Kink: ein *grobes* Verbrechen mußte Zwingli begangen haben, bis es zu seiner Ausstoßung aus der Universität kam, und er wurde dem weltlichen Richter übergeben, um für sein Verbrechen abgeurteilt und bestraft zu werden.

Waldburger hatte hinsichtlich der zweiten Immatrikulation Zwinglis geschrieben : « Daß diese Wiederaufnahme ohne sichtbare Weiterungen stattfand und die oben erwähnten und begründeten Namensänderungen ertrug [2], deutet daraufhin, daß auch ein weiteres Argument Rüeggs hinfällig wird : eine mit Applomb (!) angedeutete angebliche (!) Auslieferung des exclusus an die weltliche Gerichtsbarkeit zur Bestrafung. » [3] Waldburger wird also auch in diesem Punkte durch Aschbach widerlegt.

Alle Ausflüchte helfen Waldburger nicht darüber hinweg, mag er auch noch so sehr an der Differenz der Schreibweise des Namens Zwingli in den beiden Matrikeleinträgen herumdrehen und von dem Leben und Treiben der damaligen Studentenzeit, von den Händeln der Studentenschaft mit der Bürgerschaft, von dem Zusammentreffen mit dem Schwabenkrieg u. a. m. phantasieren. Waldburger mag bedenken, daß man auf solche Weise weder Matrikeleinträge noch Universitätssatzungen leichterdings umstößt, selbst wenn sie noch in die Zeit der Scholastik hinaufreichen! Es läßt sich einfach nicht leugnen, daß Zwingli sich schwer vergangen haben muß und deshalb ausgeschlossen und sein Name in der Matrikel gestrichen wurde [4].

[1] L. c. S. 70. — Der Kursivdruck ist von uns. — Waldburger bemerkt (S. 135): « Bei schweren Exclusionen pflegte man den Grund anzugeben. » Diese Behauptung ist völlig unrichtig ; vereinzelt findet man zum « exclusus »-Vermerk eine kurze Erläuterung, es sind das aber individuelle Eintragungen der jeweiligen Rektoren bezw. deren Stellvertreter, aus deren Vorkommen bezw. Nichtvorkommen sich gar kein allgemeiner Schluß ziehen läßt. Der die Matrikel führende Rektor hatte keine nachweisliche statutengemäße Verpflichtung hiefür.

[2] Was am Tatbestande kein Haar ändert.

[3] S. 136.

[4] Der Umstand, daß im Zeitraum von 1377-1519 im Ganzen 112 Studenten

Durch Aschbach fällt auch Licht auf die bis jetzt schon oft aufgeworfene, aber noch von niemand gelöste Frage, warum denn Zwingli wohl ohne irgend einen akademischen Grad, nicht einmal als Baccalareus, im Jahre 1502 wieder in die Heimat zurückkehrte.

Nach den Zeugnissen von Mykonius und Bullinger [1], den ersten Biographen Zwinglis, war ja Zwingli in Wien schon ein ausgesucht befähigter Kopf; darum hätte vermutlich sein Ehrgeiz ihn auf Erlangung der akademischen Grade hingewiesen. Wenn es nicht geschah, so hat man ein Recht, nach Gründen zu forschen. Da liegt denn die Annahme nahe, daß Zwingli trotz seiner Unterwerfung bei der zweitmaligen Immatrikulation den Makel seines Ausschlusses vielleicht nicht völlig tilgen konnte. In Folge davon dürfte ihm der Zutritt zur Erlangung akademischer Grade verschlossen geblieben sein; vielleicht war er nur unter einem solchen Vorbehalt schon im Jahre 1500 wieder immatrikuliert worden.

Nach Aschbach wird es weiterhin fraglich, ob Zwingli nach seinem Ausschluß auch wirklich in seine Heimat zurückgekehrt sei; statt daß er zu Hause war, saß er vielleicht in Wien im Gefängnis, bis er sein Vergehen gesühnt hatte. War diese Sühne geleistet und Zwingli in Wien geblieben, so ergibt sich die Erklärung von selbst, warum er sich wieder bei der Wiener Hochschule und nicht an einer andern meldete. Zu den reichen Studenten gehörte Zwingli bekanntlich nicht, was aus der von ihm 1498 entrichteten Taxe für die Immatrikulation hervorgeht. [2] Abgesehen von andern Gründen dürfte er sich schon deshalb vor einer Reise nach Hause gescheut haben. Auch werden die Universitätssatzungen über die Wiederaufnahme reuiger Übeltäter Zwingli nicht unbekannt gewesen sein.

War er aber auf freiem Fuße und nach Wildhaus oder zu seinem Oheim nach Wesen zurückgekehrt, was uns nicht sehr wahrscheinlich dünkt, so wäre er vermutlich selber kein zweites Mal dorthin ge-

ausgeschlossen wurden, beweist noch in keiner Weise, daß schon ein leichter Fehler zum Ausschluß Zwinglis genügt habe. Abgesehen davon, daß die betreffende Zahl sich auf einen weiten Zeitraum und eine große Studentenzahl erstreckt, besagt sie bloß, daß Zwingli noch 111 in ähnlicher Weise Schuldige als Gefährten hat.

[1] Siehe in unserem ersten Artikel S. 217.

[2] Aschbach bemerkt über die Immatrikulationstaxe: « Ein Schüler bürgerlichen Standes von beschränkten Mitteln hatte 4-8 Groschen zu bezahlen. » L. c. S. 66.

gangen. Denn was nötigte ihn, durchaus an der Wiener Universität zu bleiben, da er doch erst nach einem halben Jahrzehnt in Basel das Baccalareat und zwei Jahre nachher die Magisterwürde sich erwarb ?[1] Die Einwendung Waldburgers : « Hätte Zwingli seine Brüder und Landsleute nach Wien gesandt, wenn er dort einen dunklen Fleck zu verbergen gehabt hätte ? » — wäre nur dann stichhaltig, wenn er beweisen könnte, daß Zwingli den schmachvollen Ausschluß den Seinigen zu Hause nicht geheim gehalten habe und in jenen Jahren wirklich schon so unabhängig war, um völlig selbständig darüber zu entscheiden, an welche Universität er sich wenden wollte. Allein nach allem, was uns bekannt ist, war es der Oheim Zwinglis, Bartholomäus Zwingli, Dekan in Wesen, welcher das entscheidende Wort über Zwinglis Studienlaufbahn hatte ; auf seinen Rat hin war Zwingli nach Wien geschickt worden[2]. Aus Salat läßt sich sogar entnehmen, daß der nämliche Oheim es war, der für Zwingli die Studienkosten trug[3]. Kam Zwingli nach Hause, so kann ihn sein Oheim auch ein zweites Mal nach Wien geschickt haben, gleichviel ob Zwingli ihm von seinem Ausschluß Kunde gegeben oder ihm denselben verheimlicht haben mochte. Letzteres dürfte nicht unwahrscheinlich sein, da Zwingli doch wohl so viel Ehrgefühl zuzutrauen ist, daß er den Ausschluß als einen Schandfleck empfand, den man nicht gerne aufdeckte, und der für sein späteres Fortkommen auch zu einem Hindernis werden konnte.

Mag nun Zwingli in Wien geblieben oder nach Hause zurückgekehrt sein, auf keinen Fall läßt sich die Schwere der Strafe des Ausschlusses ableugnen. Seine zweite Immatrikulation aber beweist, daß Zwingli sich im Jahre 1500 den Vorschriften über Wiederaufnahme unterzog. Die Bedingungen über die Wiederaufnahme haben wir schon aus Kink kennen gelernt, und zwar behandelt Kink an der betreffenden Stelle ausdrücklich die Wiederaufnahme als solche und sagt klar und deutlich : « Das aber wurde *jederzeit* (von uns gesperrt) gefordert, daß ein Schüler öffentlich und mit Ausdrücken der Demut seinen Fehler gestehe und widerrufe, wofern er die Wiederaufnahme erwirken wollte »[4]. Kink spricht hier absolut nicht etwa von einem bloßen Einzelfall, wie Wald-

[1] S. 137.
[2] Vgl. z. B. *Stachelin R.*, Huldreich Zwingli (Basel 1895), S. 28.
[3] Vgl. seine Chronik der schweizerischen Reformation (Archiv für Schweizerische Reformationsgeschichte. Solothurn 1868, Bd. I, S. 27.)
[4] Bd. I, S. 40 ; in unserem ersten Artikel S. 218.

burger seine Leser glauben macht; der Kritiklosigkeit, die er uns vorwirft, macht er sich selber schuldig.[1] Waldburger unterschiebt uns hier grundlos eine Fälschung der Argumente; wir wollen zu seiner Ehre annehmen, daß dieses nicht böswillig und mit Absicht geschehen sei. Was er an anderer Stelle über die Wiederaufnahme äußert, wird allein schon durch die Bedingungen der Wiederaufnahme genügend richtig gestellt[2].

Fragen wir nun nach dem Fehltritte, der Zwinglis Ausschluß zurfolge hatte, so liegt es am nächsten, an jene Leidenschaft zu denken, deren er sich selber später unterworfen bekennt.

Aber gerade das scheint Waldburger am meisten aufgebracht zu haben. Daß Waldburger das höchst fatale Selbstbekenntnis Zwinglis über seine Jugendzeit an Glarean[3] nach jeder Seite hin als nicht stichhaltig und überhaupt als aus einer späteren Zeit stammend zu entkräften sucht, ist sehr begreiflich; wir wollen ihm dafür mildernde Umstände zuerkennen.

Würde dieses Selbstbekenntnis irgend einem anderen gelten, so würde man sich weniger Mühe geben, seine Glaubwürdigkeit in Frage zu stellen. Zeit und Umstand des Gespräches werden im Berichte angegeben, sogar genau der Weg, auf welchem die Aussprache erfolgte. Dieser Umstand gestattet aber für jeden Unbefangenen nicht, Glarean, der das Bekenntnis weiter erzählte, als unzuverlässig und nicht glaubwürdig hinzustellen.[4] Wenn Waldburger sich wundert, daß Glarean « sich noch viele Jahre nach jenem angeblichen (!) Gespräch noch längere Zeit während des Bestehens der neuen Sekte mit dem argen Zwingli

[1] Waldburger glossiert unseren Auszug aus Kink folgendermaßen (S. 136/37): « Rüeggs Schilderung der demütigenden Bitte und Verhandlung um Wiederaufnahme (S. 218) ist wohl wörtlich aus Kink (I 40) abgeschrieben, bezieht sich aber auf einen angehenden Baccalarius, dem 1441 der Eid für das Baccalariat in Gnaden erlaubt wurde und gar nicht auf die angeblich « jederzeit geforderte » Bitt- und Buß-Ceremonie eines kaum immatrikulierten und bereits wieder relegierten Scholaren; sie kann somit nur bei völlig kritikloser Verwendung jeder flatternden Feder als tragende Schwinge an dem feindlichen Pfeil benützt werden. » — O flatternde Feder!

[2] Waldburger behauptet nämlich (S. 138): es « spricht die glatte (!) Wiederaufnahme ohne einflußreiche Fürsprecher für eine verzeihliche, die Ehre nicht berührende Übertretung eines der vielen mandata rectoris oder einer der engen Ordnungen des damaligen Burschenlebens ».

[3] In unserem ersten Artikel S. 217. — Von Waldburger unvollständig aus unserer Wiedergabe übernommen S. 138.

[4] Waldburger S. 139.

so vortrefflich, freundlich und angelegentlich stellte, wie es sein Briefwechsel zur Genüge dartut »[1], so beweist er eine von Kritik nicht angekränkelte Naivität! Gerade weil Glarean auch fernerhin mit Zwingli in so freundschaftlichen Beziehungen stand, verdient seine Erzählung von Zwinglis Selbstbekenntnis desto mehr Glauben. Wäre er Zwingli fremd oder feindlich gegenüber gestanden, so hätte letzterer keinen Grund gehabt, ihm sein Vorleben zu offenbaren.[2]

Auf Waldburgers Behauptung, daß die Jugend des ungefähr 15-jährigen Zwingli « sexuelle Fehltritte kaum denkbar und potatorische mehr als unwahrscheinlich macht »[3], treten wir gar nicht ein; der Leser mag sich hierüber selber seine Meinung bilden.

Aus dem Umstande sodann, daß keiner von Zwinglis erbittertsten Feinden ihm in ihren Gegenschriften seinen schmählichen Ausschluß von der Wiener Universität vorwerfe, zieht Waldburger die Folgerung, es sei Zwingli auch nicht wegen ehrverletzenden Vergehen ausgeschlossen worden.[4]

Wenn die Gegner Zwinglis zu seinen Lebzeiten nichts von seinem Ausschlusse erfahren hatten, so berechtigt das noch in keiner Weise zu dem Schlusse, Zwingli sei somit auch nicht wegen eines solchen Vergehens ausgewiesen worden; ebenso unberechtigt ist die andere in Waldburgers Satz enthaltene Schlußfolgerung, wenn Zwingli eine exclusio cum infamia getroffen hätte, so hätten seine Gegner dies unbedingt erfahren müssen. In wiefern denn und warum? Zwinglis Ausschluß und der gegen ihn später geführte Kampf liegen zeitlich und räumlich weit auseinander; bereits oben haben wir bemerkt, daß wir noch keine völlig sichere Kenntnis darüber haben, die uns zeigen würde, daß Zwingli nach seiner Ausschließung auch nur bis vor die Tore Wiens kam; kehrte er aber nach Hause zurück, so hatte er kein kleines Interesse daran, seine Schande zu verheimlichen. Des weiteren haben wir auch keinen Beweis dafür, daß unter der großen Schar von

[1] Ebenda.

[2] Wenn Waldburger glaubt, aus den wohlwollenden Titulaturen Glareans an Zwingli Kapital schlagen zu können, so scheint er in der humanistischen Schreibweise jener Zeit sich noch schlecht auszukennen.

[3] S. 138. — Wenn Waldburger Zwingli als Fünfzehnjährigen solcher Fehltritte unfähig erklären will, dann widerspricht er sich selber, da er an anderer Stelle (S. 92 u. 135) doch von der « gärenden Kraft eines künftigen Großen » schreibt. — Vgl. oben S. 8, Anm. 5.

[4] S. 137.

Studenten in Wien damals schon Zwingli so hervorragte, daß alle auf ihn aufmerksam geworden wären. Haben wir einen stringenten Beweis dafür, daß Zwingli in Wien zur Zeit seines Ausschlusses überhaupt auch nur den Studiengenossen aus der Heimat bekannt war?[1] Der Umstand, daß Zwingli in der natio Austriae sich befand, während Studenten aus Konstanz und Basel der natio Renensium zugeteilt waren, scheint eher dagegen zu sprechen. Erst als er zum zweiten Mal in Wien immatrikuliert wurde, fand er sich mit seinen Landsleuten in in der natio Renensium zusammen.

Der Schluß, den Waldburger aus der Unkenntnis der Gegner über Zwinglis exclusio cum infamia abzuleiten sucht, ist demnach nicht stichhaltig.

Den Haupttreffer glaubt Waldburger auszuführen mit der Herbeiziehung eines Geständnisses Zwinglis in seinem Briefe an Valentin Kompar, alt-Landschreiber von Uri[2].

Nachdem Zwingli die wider ihn erhobenen Anklagen angeführt, u. a. « Ich füre so ein schandlich leben, daß es ein unmaß sye » — entgegnet er zu seiner Verteidigung: « Ich begib mich für einen großen sünder; aber schandlich hab ich nit gelebt, diewyl ich noch jünger was, also daß man mich einigerley schand ie hab müssen strafen, wiewol man etlich züchtig freuden, als die musik, mir zum besten hat müssen rechnen, ouch andere, die man an der jugend nit achtet, die mir aber, usgenommen die musik, gott nie hat lassen nachloufen bis zû diser zyt. »

Waldburger bemerkt hiezu: « Was diese züchtigen Freuden neben der Musik gewesen sind, wissen wir nicht; nur können sie nicht « andere » in *dem* Sinne gewesen sein, daß sie unehrlich gewesen wären. »

Dieses Geständnis Zwinglis vom Jahre 1525 muß hier etwas näher beleuchtet werden; wir erfahren dabei, worin diese « züchtigen Freuden » bestanden haben.

Waldburger zwingt uns, hier ausführlicher zu werden, als uns lieb ist. Zwingli selbst liefert uns dazu das Material. Schon vom Jahre 1515 gesteht er, daß er, in seinem Gewissen beschwert, das Gelübde getan habe, kein Weib mehr zu berühren, er sei aber ein

[1] Das Zusammentreffen mit einem Studenten aus Basel, wo Zwingli zwei Jahre vorher studiert hatte, könnte eher als Bejahung der Frage gedeutet werden, wenn beide von Basel aus sich nach Wien gewandt hätten, was aber nicht der Fall ist; Zwingli kam von Bern her.

[2] Waldburger, S. 183, Schreiben vom 27. April 1525. Opp. Zwingli, edit. Schuler und Schultheß, II, 2.

halbes Jahr später noch einmal in jene Sünde gefallen. Vom Jahre 1518 bekennt er, er sei in Einsiedeln so tief gesunken, daß er mit einer liederlichen Dirne, die von ihrem Vater schon einmal aus dem Hause gejagt worden sei und von der er wußte, daß sie sich auch von andern mißbrauchen ließ, Umgang gepflogen und von ihr der Schwängerung bezichtigt worden [1]. Mit einer fast cynischen Offenheit deckt Zwingli daselbst sein sittenloses Leben auf. Im Jahre 1522 schrieb er seinen Geschwistern : « Sagt man Euch, ich sündige mit Hoffart, mit Freßen und Unlauterkeit, glaubt es gern, denn ich diesen und andern Lastern leider unterworfen bin. » [2]

Genug hievon ! Aus Zwinglis eigenen Worten müssen wir für seine jüngere Zeit auf einen solchen moralischen Zustand schließen, daß man ihm sicherlich nicht Unrecht tut mit der Annahme, er sei nicht auf einmal so tief gesunken.

An der Hand dieser Äußerungen können wir Zwinglis Entwicklungsgang verfolgen ; den Anfang finden wir in Zwinglis Geständnis an Glarean. Sein Bekenntnis, er habe schon auf den Schulen zu Basel und anderwärts ein moralisch nicht einwandfreies Leben geführt, paßt vollkommen zu seinen späteren Aussagen. Man muß nichts weniger als voraussetzungslos sein, um das nicht zu erkennen.

Angesichts dieser Tatsachen kann der Leser selber ermessen, ob Zwingli mit seiner Äußerung gegenüber Kompar Glauben verdient. Damit scheint uns auch die Frage erledigt zu sein, ob man berechtigt ist, Zwinglis Geständnis an Glarean zur Erklärung seines Ausschlusses von der Wiener Universität heranzuziehen oder nicht. [3]

[1] Opp. *Zwingl.* 7, 54 ff.— 57 ; weiteres daselbst 1, 30—51 ; 7, 209—210, 235. — Zum Selbstbekenntnis Zwinglis über sein Leben in Einsiedeln, vgl. das Zitat bei Ringholz-Müller, Diebold von Geroldseck, Pfleger des Gotteshauses Einsiedeln, in Mittgn. des histor. Ver. Schwyz VII (1890) S. 46, Anm. 5, — wonach die Person, mit der Zwingli sich verfehlt hat, ein Mädchen aus angesehener Familie und nicht eine Dirne war, als welche sie Zwingli hinstellen möchte. Entweder entstellt Zwingli in seinem Selbstbekenntnis die Wahrheit, oder dann gibt das Zitat Kunde von einem weiteren Vergehen Zwinglis. — Vgl. wegen Zwinglis Lebenswandel auch B. Fleischlin, Schweiz. Ref. Geschichte, I. Band, S. 7 und 33 ff. Stans 1907.

[2] Ebenda 1, 86.

[3] Da in den Universitätsstatuten viele Einzelheiten nicht festgelegt waren die den Fakultätsstatuten überlassen blieben, so heben wir betreffend unseren Fall den Ausschlußartikel der Artistenfakultät, welcher Zwingli angehörte, (Kink l. c. 2, S. 253) heraus : « Item si quis Bursalium cum muliere suspecta in Bursa occulte deprehensus fuerit, solvat sine contradictione poenam trium gro-

Uns wundert nur, wie Waldburger so keck behaupten kann : « Was diese züchtigen Freuden neben der Musik gewesen sind, wissen wir nicht ; *nur können* (von uns gesperrt) sie nicht ‚andere' in *dem* Sinne gewesen sein, daß sie unehrlich gewesen wären. » [1] Die Erklärung für den Satz « daß es bei solcher Sachlage unverständlich bleibt, wie er (Zwingli) zum sittenstrengen Reformator sich verwandeln konnte » [2], müssen wir Waldburger überlassen.

Der Wiener « exclusus »-Vermerk zeigt uns Zwingli auch noch von einer anderen Seite. Kink [3] und Aschbach [4] berichten übereinstimmend auf Grund der Statuten, daß bei der Aufnahme in den Universitätsverband, bei der Eintragung in die Matrikel, der neue Student eidlich geloben mußte, dem Rektor zu gehorchen und die Universitätsgesetze genau beobachten zu wollen. Der Ausschluß Zwinglis bezeugt nun ferner auch, daß Zwingli sich nicht bloß schwer verfehlt, sondern daß er sich auch nicht gescheut hat, den bei seiner Immatrikulation abgelegten feierlichen Eid zu brechen.

Salat, der den jungen Zwingli als « einer geschwinden vernunft, weltlich, wolgesprech, schimpfig und spitzfündig allwegen auch, hochtragen und gsechen wellen sin und fertig in allen bubryen und lichtvertigkeiten » [5] bezeichnet, hatte bekanntlich dazu die Glosse gemacht : « was zur neßlen werden will, fat by zitt an brennen » [6].

Wenn wir das Resultat aus unserer Kontroverse ziehen, so dürfen

sorum. Si secundario in simili repertus fuerit, solvat duplum ; qui si non desistens tertio ita inventus fuerit, sui Conventoris borsam exeat sine gratia. Poenas autem conventori committimus pro utilitate communitatis distribuendas. Quilibet autem manifeste in tali excessu deprehensus, poenae exclusionis immediate expressae subiciatur. » Fortsetzung S. 255 : « Pariformiter, si aliquis talium extra Bursam stantium cum muliere suspecta excesserit modo vel modis dicto aut dictis in XIII. statuto, puniatur poena ibidem expressa. Volumus tamen, quod illi, qui in domibus pauperum stant sive in Codriis (Armen-Bursa), ceteris gravius pro huiusmodi excessibus puniantur, et hoc vel in pecunia, vel in corpore, vel in carceratione, seu in promotionibus, prout rectori et suis, aut decano nostro et suis, vel etiam toti Facultati nostrae visum fuerit expedire. » Ebenda der Auftrag und Wunsch der Fakultät, daß solche Fehler von dem Rektor, dem Dekan oder der ganzen Fakultät nicht bloß mit den bestimmten, sondern noch mit schärferen Strafen geahndet werden sollen.

[1] L. c. S. 183.
[2] S. 138.
[3] L. c. I, 31
[4] L. c. S. 66.
[5] L. c. S. 27.
[6] Ebenda.

wir wohl sagen, daß Waldburger für sein « non liquet nach allen Seiten »[1] in allen Stücken den Beweis schuldig geblieben ist; denn seine Behauptungen und Interpretationskünste sind keine Beweise und stehen mit den Tatsachen auf gespanntem Fuße. Im Gegenteil: Der Ausschluß Zwinglis von der Wiener Universität ist nicht widerlegt; die Schwere der Strafe kann nicht abgeleugnet werden; Zwinglis Selbstbekenntnis an Glarean ist durchaus glaubwürdig. Zu dieser Ansicht über Zwinglis Relegation von der Wiener Universität muß jeder objektiv denkende Leser kommen, dem Leidenschaft und Voreingenommenheit noch nicht das Urteil getrübt haben.

Waldburger zwingt uns aber, noch ein weiteres Wort zu reden.

Seine Angriffe gegen uns Katholiken im allgemeinen, als ob wir täglich die Protestanten provozierten, während sie alle zwei Jahre höchstens einmal antworteten[2], sein an den Haaren herbeigezogener Ausfall gegen die Borromäus-Enzyklika[3], seine Behauptung, bei uns Katholiken gelte als « Dogma, die religiösen und kirchenrechtlichen Bestreiter des imperium Romanum pontificale oder papale müßten notwendig schlechte Menschen gewesen sein »[4] u. a. m. fallen so aus dem Rahmen einer wissenschaftlich sein wollenden Polemik heraus, daß sie eher in einer Tageszeitung als in einer wissenschaftlichen Zeitschrift vermutet würden. Infolge dessen halten wir es unter unserer Würde, darauf zu erwidern. Wir begnügen uns, dies hier festzustellen, damit die Leser selber sehen und beurteilen mögen, in welch « sachlicher » Weise Waldburger vom Leder zieht.

Daß Waldburger selbst der Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte gute Räte erteilen zu müssen glaubt, wie z. B. sie sollte « Zeitschrift für römische Kirchengeschichtsschreibung in der Schweiz » heißen und dergleichen Taktlosigkeiten beweisen, daß er von jener Noblesse und Sachlichkeit weit abgekommen ist, die man einem wissenschaftlichen Gegner schuldig ist.

Die Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte bedarf zum Glück der Empfehlung des Herrn Waldburger nicht; wenn sie keine besseren Leistungen aufzuweisen hätte als Herr Waldburger, so wäre sie allerdings mißlich daran. Seine väterlichen Ermahnungen an ihre

[1] S. 138.
[2] S. 39.
[3] S. 139.
[4] S. 139.

Adresse, sie solle eine sachlichere Richtung einschlagen, möge Waldburger erst selbst beherzigen; er hat es wahrlich nötig!

Zu guter letzt noch ein Wort in eigener Sache. [1]

Waldburger sagt am Schluß seiner «Nachlese zu Zwingli exclusus»: «Wir halten dafür und sagen dies nicht zuletzt im Hinblick auf die von der Schweizerischen Geschichtsforschenden Gesellschaft mit ihrem Ansehen und Geld übernommene Herausgabe der Rüegg'schen Arbeiten im Vatikanischen Archiv (vgl. die Zeitschriftenschau in Heft 3), daß sich das wissenscraftliche Ansehen Ferdinand Rüeggs nur langsam von seiner eigenhändigen Bloßstellung erholen wird, dasjenige der Zeitschrift für *römische* Kirchengeschichts*schreibung* in der Schweiz (womit die ‚Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte' gemeint ist) nur durch Ausmerzung solcher Beiträge für die Zukunft» [2].

Schon in dem von Waldburger soeben zitierten Heft 3 [3] erklärte er gelegentlich einer Besprechung von R. P. Fridolin Segmüllers Artikel über die Vatikanischen Archive [4]: «der katholische Historiker (Segmüller betont den Unterschied stark) ist ein dogmatisch gebundener Mann, und die Eidgenossenschaft wird die Unabhängigkeit des fürs Bundesarchiv gesammelten Materials keinen kirchlichen oder anderen Rücksichten unterwerfen dürfen.»

Wir meinen, daß selbst Ungebildete heutzutage sich aus einem katholischen Historiker keinen solchen Popanz mehr machen dürften. Dem Herrn Pfarrer Waldburger steht es am wenigsten an, die Objektivität der katholischen Historiker in Zweifel zu ziehen; sein leichtfertiger Angriff und seine Mißachtung elementarer Regeln der Kritik sollten ihm einige Reserve auflegen.

Indem er sich aber nicht scheut, eine solche grundlose Verdächtigung der Ehrlichkeit katholischer Forschung auszusprechen, stellt er sich entweder ein bedenkliches Armutszeugnis aus, oder er zeigt ein Maß von Voreingenommenheit gegen die Katholiken überhaupt, daß eine Entgegnung in diesem Punkte so wie so nichts fruchtete.

In cauda venenum! Der Angriff auf unsere gegenwärtige Stellung in Rom scheint nach allem der Hauptzweck seiner Erwiderung über

[1] Die Titulaturen, mit welchen Waldburger uns und unsere Ausführungen beschenkt, lassen uns völlig kalt.

[2] S. 184.

[3] Des gleichen Jahrganges 3. Umschlagseite.

[4] In der Zeitschrift für Schweizerische Kirchengeschichte, IV. Jahrgang, S. 1 ff. erschienen.

« Zwingli exclusus » gewesen zu sein! Allein, wenn Waldburger nicht einmal eine sachliche Entgegnung fertig bringt und durch Leidenschaft ersetzen muß, was ihm an Argumenten abgeht, dann müssen wir ihm Befähigung und Berechtigung bestreiten, über das wissenschaftliche Ansehen seines Gegners zu Gericht zu sitzen, ja er verdient nicht einmal für ernst genommen zu werden. Immerhin danken wir Waldburger für seine Offenheit, womit er der ganzen Welt die Motive seines Angriffes bloß legt. Der Aufenthalt an der Universität Wien und eine Durchsicht der dortigen Matrikel ist einzig die Veranlassung zu unserem Artikel geworden, wie wir schon früher bemerkten. Auch hatten wir unsern Artikel über « Zwingli in Wien » schon geschrieben, bevor uns vom Schweizerischen Katholischen Volksverein die Aufgabe der Durchforschung der Vatikanischen Archive in Rom anvertraut wurde und bevor irgend jemand ahnen konnte, daß das betreffende Unternehmen an die Allgemeine Geschichtsforschende Gesellschaft der Schweiz übergehen werde. Unser Artikel hat weder mit dem genannten Verein noch mit der genannten Gesellschaft in irgend einer Weise etwas zu tun. Wir verwahren uns daher energisch dagegen, daß Waldburger unsern Zwingli-Artikel mit unserer derzeitigen Stellung in Rom irgendwie in Verbindung bringt.



De qui dépendit la Chartreuse de La Valsainte au temporel dès l'instant de sa fondation ?

État de la question. — Nouvel aspect.

De qui dépendit la chartreuse de La Valsainte au temporel dès l'instant de sa fondation ? Des comtes de Savoie ou des sires de Corbières ?

Question qu'on ne trouve nulle part résolue explicitement, bien qu'elle ne soit pas oiseuse ni dépourvue d'intérêt. En effet, si La Valsainte, fondée en 1294, releva immédiatement des comtes de Savoie, comment se fait-il que les historiens nous la montrent implicitement et sans indiquer la raison sous la domination des seigneurs de Corbières ? Si La Valsainte, à l'origine, releva des sires de Corbières, pourquoi les historiens supposent-ils que son fondateur, Girard I, de Corbières, seigneur de Charmey, a fait hommage de sa seigneurie au comte de Savoie ? Il résulterait de cet acte qu'en se dépouillant, lui et son fils, Girard II, de tous les droits et biens de leur seigneurie pour en investir leur fondation, celle-ci ne devait relever que du comte de Savoie, alors même que ce comte n'était pas seigneur de Corbières.

A cette question est intimement liée la solution de cette autre : Si la chartreuse de La Valsainte dépendit de la seigneurie de Corbières, celle-ci n'a pas été divisée par son chef, Conon, entre ses fils Guillaume III, Girard et Richard, vers 1249, de telle sorte que les parties aient été vis-à-vis l'une de l'autre sur le même pied d'égalité et d'indépendance. Ou bien, si la chartreuse de La Valsainte dépendit immédiatement de la Savoie, soit de la branche cadette de cette maison qui avait hérité de la baronnie de Vaud, la division de la seigneurie de Corbières a été effectuée sans qu'il soit établi de lien de dépendance entre les parties.

Tel est le problème. Jusqu'ici il ne paraît pas même avoir été soupçonné.

Tous les historiens laissent entendre que la seigneurie de Corbières fut partagée radicalement sans lien entre les divers héritages [1]. Cependant, quelques minimes détails de leur narration ne sont pas sans surprendre un esprit attentif, si le partage s'est effectué comme ils le comprennent. Il existe entre leur pensée, plus ou moins nettement exprimée à ce sujet, et les faits qu'ils rapportent, comme une contradiction latente.

En rapprochant ces menus indices, en les étudiant, on est amené à se demander si la vérité ne serait pas dans cette thèse : La seigneurie de Corbières était un fief militaire du pays de Vaud qui n'a pas été divisé juridiquement dans son haut domaine, probablement parce qu'il ne pouvait pas l'être ou tout au moins parce que celui qui en a partagé les biens ne l'a pas voulu, d'où il résulte que la chartreuse de La Valsainte a toujours été soumise à cette seigneurie et en a constamment suivi les destinées.

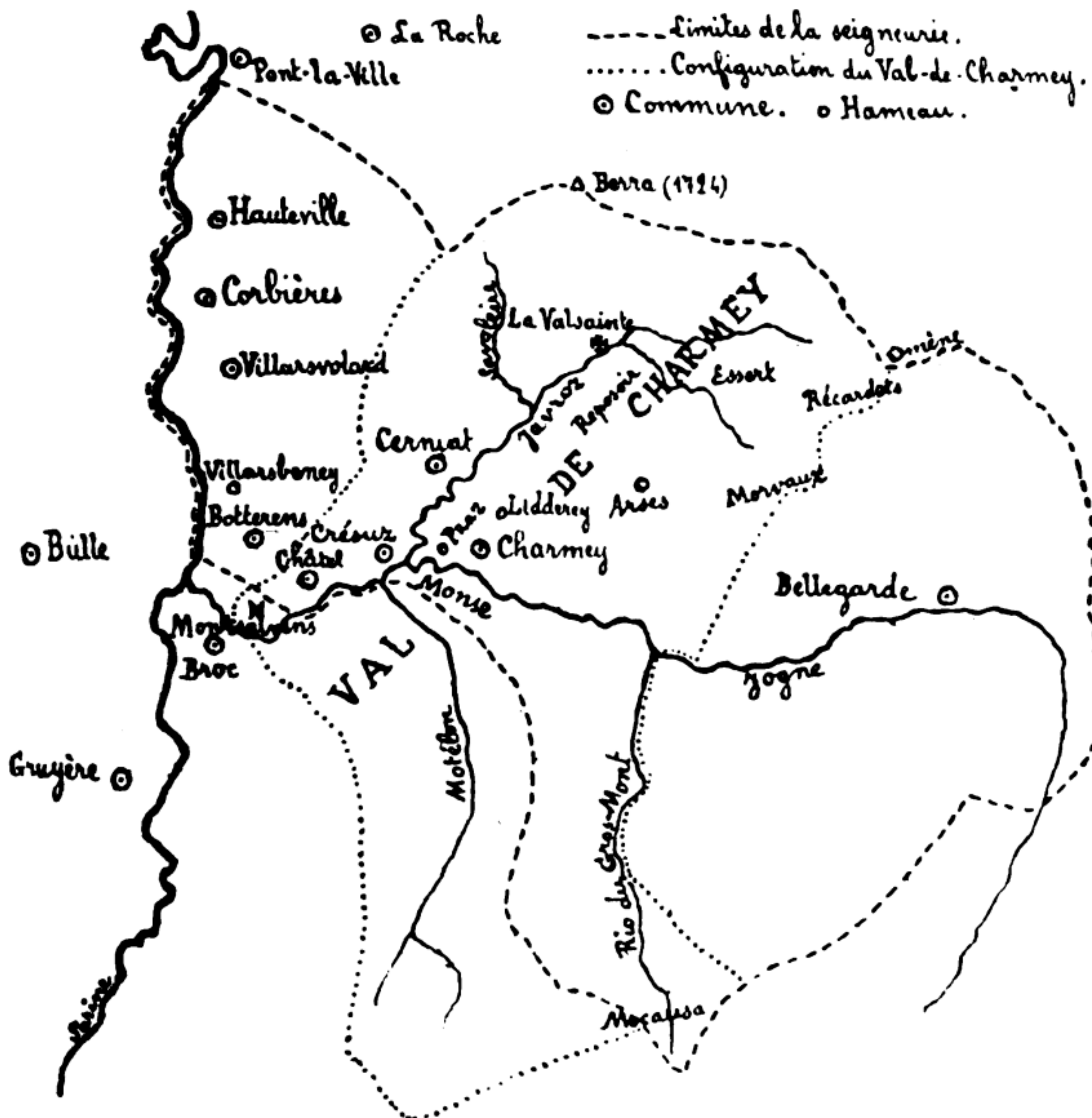
Il n'y a, comme preuves, qu'à rappeler les faits d'où cette thèse découle, à dégager les enseignements qu'ils renferment et à les discuter les uns après les autres dans l'ordre chronologique.

Première Preuve.

Le partage matériel de la seigneurie de Corbières vers 1249.

De son vivant, Conon, sire de toute la seigneurie de Corbières, partagea ses biens entre ses fils. On attribue généralement à l'aîné, Guillaume III, ce que cette seigneurie comportait dans la vallée de la Sarine, sur la rive droite, soit Corbières, Hauteville, Villarvolard et Botterens ; à Girard, le Val-de-Charmey ; à Richard, la vallée supérieure de la Jogne, soit Bellegarde. Quelques-uns notent toutefois que ce partage ne fut pas strict, car Guillaume III avait des possessions au Val-de-Charmey et à Bellegarde, terre la plus éloignée de Corbières ; Girard, des possessions à Bellegarde et sur les bords de la Sarine ; Richard, des possessions au Val-de-Charmey et jusqu'à Corbières. Mais personne n'y prête autrement attention.

[1] Citons seulement Hisely, *Histoire du comté de Gruyère*, t. I, p. 138 : « Dans la seconde moitié du treizième siècle, l'antique famille de Corbières divisa ses domaines en trois seigneuries. » Et c'est tout. Pas un mot qui soit ajouté au verbe diviser.



Croquis de la seigneurie de Corbières.

Voilà le point de départ de toute l'erreur, semble-t-il. De bonne foi, sans vouloir altérer la vérité, par préjugé, on forme trois seigneuries trop exclusives qui n'existèrent jamais selon l'idée qu'on s'en fait.

Ne serait-il pas plus exact de dire que Guillaume III eut le château de Corbières, Girard une part du château de Charmey, Richard le château de Bellegarde, d'où leur vient la dénomination spéciale de seigneurs de ces différents lieux ; puis, que chacun fut pourvu, de-ci, de-là, sur tout le territoire de la seigneurie ? Par endroits même, la propriété foncière fut attribuée à l'un, la dîme ou un cens à l'autre.

Conon avait encore deux autres fils, Henri et Rodolphe, toujours nommés après Guillaume III. Les historiens, qui morcèlent le fief en trois fractions catégoriques, n'ont plus rien ou presque plus rien à donner à ces deux personnages.

Assurer qu'Henri n'intervint pas dans le partage est un peu risqué. Il reçut certainement de quoi vivre, et un document de 1260, dernière date à laquelle on le rencontre, l'appelle seigneur de Corbières (*Fontes rerum bernensium*, t. II, p. 504).

La part de Rodolphe est mal connue. Sans postérité d'ailleurs, comme Henri, son bien revint à ses frères. Dire qu'il dût se contenter de quelques fonds et cens, parce qu'une charte de 1285 [1] ne lui dénombre pas autre chose sans ajouter bien entendu qu'il n'avait que cela, est erroné. Un autre document, de juillet 1278 [2], nous le montre vendant avec ses frères de vastes propriétés sises dans le comté de Gruyère, et celui de 1260 déjà mentionné nous apprend qu'il était aussi seigneur de Corbières [3].

Or, d'un côté, au XIIIme siècle on n'était guère seigneur si l'on n'avait un château fort, si au château fort n'étaient annexés terres et sujets. D'un autre côté, Guillaume III, l'aîné des fils de Conon, n'accuse pour lui en 1250 qu'une part du château de Corbières [4], et en vertu de la coutume usitée dans sa famille, tous les mâles étaient seigneurs, participaient à titre égal aux héritages [5]. Pour ces motifs, n'est-il pas naturel

[1] Arch. cant. de Fribourg, fonds de La Valsainte, A. 11.

[2] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXIII, p. 631.

[3] Le document de 1278 doit lui donner aussi ce titre. Par erreur de lecture probablement, partout l'imprimé porte le terme de *dominus* au singulier avant l'énumération des quatre frères : « dictis dno Guillelmo, Rodulpho, Richardo et Girardo de Corberiis. » Cela n'est guère correct.

[4] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXII, p. 52.

[5] Pour les filles, on n'en connaît que deux ou trois qui héritèrent d'une part de la seigneurie. Ce furent celles qui n'eurent pas de frères.

de croire qu'Henri et Rodolphe, qui ne pouvaient se passer de logement, avaient leur part du château et des immeubles de la seigneurie de Corbières? Pourquoi auraient-ils été désavantagés au profit de leurs cadets?

On écrit, par exemple, trop superficiellement d'habitude, qu'à Girard échut le Val-de-Charmey. En réalité, même après la mort de ses frères Henri et Rodolphe, il n'en eut pas le cinquième, si, comme tout le porte à croire, la chartreuse de la Valsainte fut dotée de tous ses biens, sauf du château et de l'avouerie de l'église de Charmey. C'eut été une très petite seigneurie.

A l'entrée du Val, les comtes de Gruyère, avant le partage entre les fils de Conon, possédaient déjà le château de Montsalvens sur la rive droite de la Jogne, la rive gauche de ce torrent jusqu'à la vallée du Motélon, cette vallée tout entière et une partie du château de Charmey. A Guillaume III de Corbières, ou tout au moins à ses descendants, par héritage de leurs oncles Henri et Rodolphe, appartenait la rive gauche de la vallée du Rio du Gros-Mont [1], torrent qui forme la limite entre Charmey et Bellegarde, et dont l'extrémité supérieure, la Mocausa, avait été donnée par Guillaume I au prieuré de Rougemont entre 1073 et 1085. Guillaume III possédait encore la dîme des légumes de la paroisse de Charmey, sur la rive gauche du Javroz le hameau des Arses, dont la dîme était à Girard, et quelques tènements éparpillés, sur la rive droite une partie de Châtel, de Crésuz et de Cerniat. Les seigneurs de Bellegarde y possédaient la Monse près du confluent de la Jogne et du Motélon, et de quoi constituer deux petites seigneuries qui furent les fiefs dits de Prez et de Corbières quand il n'y aura plus qu'eux à porter ce dernier nom. Il ne restait à Girard qu'une part du bourg de Charmey, appelé alors Fédières, divers tènements à droite et à gauche, la moitié de ce qui constitue aujourd'hui la commune de Cerniat au nord-est, depuis la Savoleire, vaste forêt où sera établie La Valsainte, et en face sur la rive gauche du Javroz, le Pré des Gouttes avec la forêt du Reposoir, possédée par indivis entre lui et son neveu Guillaume IV. Tout le fond de la vallée au sud-est, sur la même rive du

[1] D'après Hisely, *op. cit.*, t. I, p. 180-181, qui cite deux chartes, de 1323 et de 1336, publiées dans le t. XXIII, p. 91 et 466 des *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*: et d'après d'autres documents dont le dernier est celui du 11 avril 1521, par lequel sont délimitées du côté de Bellegarde les possessions du comte de Gruyère qui avait acheté la part de Guillaume III (Arch. cant. Frib., Jaun. 18).

Javroz, touchant aux propriétés susnommées de La Valsainte, appartenait à l'abbaye cistercienne d'Hauterive, fondée en 1137. C'étaient les monts et les vallées de l'Essert, des Morvaux et des Récardets. Guillaume II de Corbières et toute sa famille sont considérés comme grands bienfaiteurs de ce monastère, sans qu'on sache au juste ce qu'ils lui ont donné. Entre autres biens, ne seraient-ce pas ces montagnes qui ne pouvaient appartenir qu'à eux en majeure partie ? Elles clôturent le Val-de-Charmey, et ne serait-ce pas en qualité de descendant du donateur, aussi comme seigneur de Bellegarde, que Richard, fils de Conon de Corbières, dut reconnaître en 1285 qu'il n'avait aucun droit sur elles [1] ? Leur versant sud est sur Bellegarde.

Tel est dans ses grandes lignes le partage du Val-de-Charmey. On ne peut s'attarder au détail.

Les propriétés des cinq fils de Conon formaient un enchevêtrement fort compliqué. Quelle pouvait être la raison d'un partage pratiqué dans ces conditions ? Il n'était, si l'on avait voulu diviser la seigneurie d'une façon radicale, que de nature à engendrer des querelles et des contestations, faciles à éviter en donnant à chacun une part bien définie et plus homogène.

Et quels inconvénients pour l'exercice de la justice à laquelle ils avaient tous droit ? Se représente-t-on cinq tribunaux près de chaque château pour les cinq seigneurs ? ou bien les sujets des seigneurs de Corbières habitant Bellegarde devant se faire juger à Corbières et vice-versa ?

Au contraire, si l'on suppose que la seigneurie ne fut pas démembrée quant à son haut domaine, qu'elle fut juridiquement comme indivise, tout s'explique. Guillaume III, Henri et Rodolphe, les aînés, reçurent le principal château [2], Girard et Richard les châteaux secondaires pour mieux garder toute la seigneurie et par nécessité de logement. Peu importait alors les différents lots du territoire qui revenaient à chacun. Les cinq avaient avantage à être liés entre eux. C'était une force ; l'isolement dans l'indépendance ne pouvait que leur nuire. La justice devait être rendue indistinctement pour leurs sujets par le même juge près des châteaux, de sorte que tous les habitants du Val ressortissaient à l'unique cour de Charmey, quel que soit le seigneur auquel ils appartinssent. Il en fut toujours ainsi, nous le verrons à la huitième preuve.

[1] Arch. cant. Frib., fonds d'Hauterive, A. montagne 7.

[2] Il y avait même deux châteaux à Corbières. On pouvait donc y loger plus d'un seigneur.

Conon n'innova rien. Il ne fit qu'imiter tous ses prédécesseurs, et si l'un ou l'autre de leurs descendants n'est pas qualifié seigneur par le seul ou les rares documents qui nous le révèlent, ceux-ci ne suffiraient pas à nier qu'il le fut. Les membres de leur parenté sur lesquels on possède le plus de sources ne sont pas titrés seigneurs dans chacune d'elles [1]. Leur État fut oligarchique ou monarchique selon le nombre de représentants mâles de la famille seigneuriale. En conséquence est-il bien juste d'écrire que le partage, qui n'est pas le premier, effectué vers 1249, provoqua la déchéance de la maison de Corbières ? On pourrait en assigner d'autres causes, à commencer par des ventes antérieures considérables. Ici, le partage n'amoindrit par le domaine. Ce n'est que par des aliénations partielles et successives qu'il passera finalement tout entier à des étrangers.

Donc, la manière dont s'opéra le partage de la seigneurie vers 1249 est déjà une preuve qu'elle ne devait pas être radicalement divisée. Les historiens ont été trompés par les titres de seigneurs de Charmey et de Bellegarde que, peut-être, Girard et Richard portèrent les premiers. Nous allons voir qu'ils ne portèrent pas que ceux-là.

Deuxième Preuve.

Le titre que portent parfois les seigneurs de Charmey et de Bellegarde.

Dans le document cité, de 1260, deux ans après la mort de leur père, Girard et Richard ne s'intitulent pas, l'un seigneur de Charmey, l'autre seigneur de Bellegarde, mais tous deux, comme leurs frères, seigneurs de Corbières, à l'exclusion de toute autre dénomination.

Ce n'est pas un cas unique parmi les quelques documents qui nous restent de leur maison.

En janvier 1319 (1320, n. s.), Richard est appelé co-seigneur de Corbières : « Ego Johannes filius quondam Richardi condomini de Corberes [2]. »

[1] Parmi leurs sceaux publiés dans le t. IX des *Archives de la Société d'Histoire du Canton de Fribourg*, Fribourg, 1911, il semble qu'un seul fasse mention du titre de son propriétaire. Les sceaux n'y sont malheureusement que reproduits par la photogravure, et non décrits, de sorte qu'il est difficile de déchiffrer les légendes moins lisibles que sur les originaux.

[2] Arch. cant. de Frib., fonds de La Valsainte, L. 4[b].

Le 7 février 1359 (1360, n. s.), dans deux chartes, Agnès d'Avenches, veuve de Rodolphe, fils de Richard de Bellegarde, et Aymon, fils d'Agnès, prennent ensemble le titre de co-seigneurs de Corbières : « Nos Agnes de Aventhica, relicta nobilis viri domini Rodulphi de Corberes militis, et Aymo, eorum filius, condomini de Corberes [1]. » « Notum facimus universis quod cùm domina Agnes de Avenchica, relicta nobilis viri domini Rodulphi de Corberes militis, et Aymo, dictae dominae Agnetis et quondam dicti militis filius, condomini de Corberes [2]. » Dans ces deux documents, si Aymon n'est pas dit co-seigneur de Corbières parce qu'il est de la famille de ce nom, mais parce qu'il est le mari d'Isabelle de Châtillon dont le père avait acheté la co-seigneurie à Louis de Savoie, en 1341, il n'en est pas de même de sa mère qui ne tient son titre que de son époux Rodolphe de Bellegarde.

Il faut donc que les titres de seigneurs de Bellegarde ou de Corbières, employés indifféremment, soient équivalents.

Et pourquoi?

Ces actes nous l'enseignent à leur manière. Des membres de la

[1] *Ibid.* F. 5.

[2] *Ibid.* F. 6. — Dans ce document, le précédent et deux autres du même fonds, L. 3 (22 juin 1364) et K. 39 (1367), Jean de Blonay paraît comme ayant des droits sur la seigneurie de Corbières. Après la phrase reproduite ci-dessus, le premier continue : « cum auctoritate, mandatis, consensibus et voluntatibus expressis nobilis viri domini Johannis de Blonay militis, condomini dicti loci, et Isabella de Castellione in Valle Augusta, uxoris dicti Aimonis ». Le second porte : « de laude, consensu, mandato, auctoritate et voluntate expressis viri nobilis domini Johannis de Blonay militis, condomini dicti loci, et Isabellæ de Castellione in Valle Augusta uxoris Aymonis predicti. » Le troisième : « de laude, voluntate et consensu expressis nobilium virorum dominorum Johannis de Blonay, condomini ejusdem loci, et Nicolai de Blonay, fratrum militum. » Le quatrième est une réclamation par La Valsainte des biens que lui a donnés Perrod Albi et que lui conteste Isabelle de Châtillon : « Idem prior, nomine suo et conventus dicte domus, requisivit ut ipsa domina Ysabella eidem priori quo supra reddet et tradet res et possessiones domui cartusie predicte, olim de laude illustris et potentis quondam Ludovici de Sabaudia, domini Waudi, per quondam Perrodum Albi, burgensem de Corberes, in eleemosinam concessas, prout ipsa domina Ysabella, ut asseruit idem prior a nobili viro domino Johanne de Blonay milite, condomino ejusdem loci, ballivo Waudi... » Jean de Blonay n'intervient pas ici en qualité de bailli de Vaud, car lui et Isabelle de Châtillon approuvent les actes précédents pour eux et leurs héritiers, et il apparaît avant Isabelle. Est-il son parent et a-t-il des droits à sa succession éventuelle ? Peut-être. Mais pourquoi est-il nommé avant elle ? Si l'expression « condomini ejusdem loci » se rapporte à Blonay, pourquoi les actes n'ont-ils pas employé une formule plus claire, par exemple « Johannis condomini de Blonay » en y comprenant même son frère, qu'ils disent bien *seigneur,* mais non *du dit lieu,* comme Jean, quoiqu'il le fût aussi de Blonay ?

branche de Bellegarde y vendent à La Valsainte, en qualité de seigneurs de Corbières, des terres situées dans le Val-de-Charmey. On ne saurait mieux réunir toutes les parties de la seigneurie pour nous la montrer ne formant qu'un seul tout. Si elle est divisée, c'est à n'y rien comprendre.

D'autres chartes présentent la même appellation avec cette particularité que le terme *dominus* est placé avant le prénom du personnage comme au Rodolphe des deux chartes précédentes. Bien qu'il n'y soit fait mention d'aucun autre fief dont le personnage serait détenteur, ce procédé apporte moins de force à notre preuve que lorsque le titre précède immédiatement le nom de lieu.

Que l'on mette cependant ces chartes sous les yeux d'un lecteur ignorant que ce personnage porte un autre titre, ne dirait-il pas sans hésiter, en lisant « dominus Rodulphus de Corberes », qu'il est seigneur de Corbières? Aurait-il tort? Ce Rodolphe n'est jamais désigné autrement dans les documents de La Valsainte. Son contemporain, Justinger, l'appelle co-seigneur de Corbières dans sa *Chronique de Berne*, p. 140, suivant Hisely, *op. cit.*, t. I, p. 262. Il n'est donc pas étonnant que sa veuve s'intitule dame de Corbières.

Quand le comte de Savoie, en 1369, parlera du fondateur de La Valsainte, il ne l'appellera, lui aussi, que seigneur de Corbières. Nous y reviendrons plus loin.

Tout cela ne confirme-t-il pas que le morcellement des biens-fonds n'entraina pas le démembrement de la seigneurie qui resta après ce qu'elle était auparavant?

Troisième Preuve.

L'acte de transmission que Girard I de Charmey fit d'une part de ses biens à son fils en 1288.

Imitant son père, Girard I, seigneur de Charmey, quatorze ans avant sa mort, investit d'une part de ses biens Girard II son fils, qui déclare lui avoir rendu hommage [1].

Après ce que nous venons de constater du partage de toute la seigneurie de Corbières, ceci ne nous porte-t-il pas à penser que l'on agit de même au moment où il s'accomplit? L'acte de transmission de Girard I n'est donc pas à proprement parler une preuve, mais il donne lieu à une

[1] Arch. cant. Frib., fonds de La Valsainte, A. 12.

supposition raisonnable par analogie. En investissant Girard du château de Charmey et Richard du château de Bellegarde, Conon ne reçut-il pas l'hommage-lige de ses fils ? Par là toute la seigneurie restait une sous la dépendance d'un seul chef, le chef de la famille habitant le château principal, et, par lui, sous la dépendance de ses descendants ou successeurs.

Si l'hommage pouvait être exigé au changement de chaque seigneur, suzerain ou vassal, il n'était pas nécessaire de le rendre en cette circonstance pour que les héritiers fussent tenus d'observer la fidélité jurée par leurs prédécesseurs. D'ordinaire on ne le renouvelait qu'au changement, soit de la race vassale, soit de la race suzeraine, ainsi que cela se passa dans la seigneurie de Corbières. Des membres de la race primitive, pour rendre hommage de cette seigneurie à la maison de Savoie il n'y eut que Guillaume III, en 1250 [1], et Guillaume V, en 1306 [2]. Encore pour Guillaume V y avait-il une raison spéciale. Le pays de Vaud était devenu l'apanage d'une branche cadette. Son souverain particulier n'avait pas encore reçu comme tel le serment. Il se le fit donner sans doute peu à peu.

Par le fait de l'hommage de 1250 et des hommages précédemment prêtés à Conon de Corbières par ses fils, tout ce qui relevait de la seigneurie de Corbières fut soumis à la maison de Savoie. Dans celui de 1250 les châteaux secondaires étaient compris avec le château principal par cette formule « et les droits annexés à celui-ci ». L'un de ces droits était constitué envers le chef par les devoirs des seigneurs subalternes, et jusqu'à ce jour on ne connaît pas d'exemple où ce qu'on peut appeler un vassal de Corbières ait rendu directement hommage aux membres de la maison de Savoie avant qu'ils n'en soient eux-mêmes devenus seigneurs immédiats. Cependant on s'accorde à reconnaître que Girard I devait de toute nécessité dépendre d'une façon quelconque de cette maison. Le moyen proposé répond parfaitement mieux que tout autre à cette nécessité ; de plus, il explique d'une manière toute naturelle le partage si singulier à première vue de la seigneurie de Corbières.

Puisqu'il faut supposer un hommage de Girard I, l'hommage à son père est donc plus vraisemblable, plus plausible que celui au comte de Savoie. Nous allons le constater par une nouvelle preuve sur le champ.

[1] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXII, p. 52.
[2] Arch. cant. Frib., *Inventaire des arch. de Turin.*

Quatrième Preuve.

La charte de fondation de La Valsainte en 1295 [1].

Dans la première partie de ce document, avec l'approbation et le consentement de son frère Richard et de son neveu Guillaume IV, co-seigneur de Corbières, Girard donne les biens-fonds, qui doivent constituer la propriété du monastère, et tous les droits qu'il a sur eux. Puis, dans la seconde partie, non seulement Girard, mais avec lui Richard son frère et Guillaume IV son neveu, les seuls seigneurs de leur famille à cette époque [2], d'un commun accord et sur le même ton d'autorité, se déclarent eux et leurs successeurs avoués de La Valsainte, lui accordent des franchises, prescrivent des défenses propres à la protéger.

« Nous autorisons la communauté à recevoir intégralement et sans conteste, de toute personne, tous les biens meubles qui lui seront cédés... Nous défendons aux femmes d'entrer sur le territoire susmentionné sous peine d'être sévèrement punies par nous... S'il arrivait que dans ces mêmes limites il se commît quelque vol ou rapine... nous promettons de poursuivre les malfaiteurs... et de les châtier... »

Qui peut autoriser, défendre, punir, si ce n'est le maître? Et si la seigneurie de Corbières a été divisée de telle sorte que chaque partie est indépendante des autres, comment les seigneurs de Corbières et de Bellegarde peuvent-ils se réserver l'avouerie du monastère, permettre qu'on lui donne, interdire qu'on y pénètre, châtier ceux qui le molestent, quand il ne ressort d'aucune façon de leur seigneurie, qu'ils ne sont que des étrangers à son égard ?

Si Girard avait prêté hommage au comte de Savoie, l'un et l'autre auraient-ils oublié si tôt cet acte? Le comte ou son héritier de la baronnie de Vaud aurait dit : « Il n'y a que Girard et moi qui puissions tenir ce langage, parler en maîtres ici. » Richard et Guillaume IV, en qualité de parents, devaient approuver Girard, consentir à la fondation, comme ils l'ont fait d'ailleurs, mais leur pouvoir n'allait pas au delà. Que viennent-ils faire ici, si au lendemain de sa fondation, la chartreuse de La Valsainte, érigée elle-même en fief indépendant de Corbières

[1] *Ibid.*, fonds de La Valsainte, A. 1,

[2] Rodolphe, frère de Guillaume IV, devait être mort après 1289, et son fils Guillaume V était encore trop jeune.

par l'hommage même de son fondateur envers la Savoie, ne doit connaitre comme seigneur et suzerain que la Savoie ? Car il est une chose que Girard ne peut faire à son gré, c'est de changer de suzerain, lui et ce qui lui appartient. Ou bien son fief relève de la Savoie et La Valsainte aussi, ou bien il relève immédiatement de Corbières et La Valsainte de même. On ne peut sortir de là. Il serait extraordinaire que relevant immédiatement de la Savoie, il puisse placer une partie de sa seigneurie et bientôt toute sa seigneurie sous la domination immédiate des seigneurs de Corbières.

La charte de fondation nous montre donc La Valsainte sous la dépendance directe des seigneurs de Corbières à l'exclusion de toute autre. En conséquence il faut que leur seigneurie n'ait pas été divisée de telle sorte que ses parties soient sur un égal pied d'indépendance vis-à-vis l'une de l'autre, mais qu'elles soient liées entre elles et qu'il y ait probablement subordination de Bellegarde et de Charmey envers Corbières. Les membres de la famille, solidaires, sont associés au gouvernement de la seigneurie, ils ne s'attribuent pas plus de puissance qu'ils n'en ont en prenant le ton qu'ils prennent dans la charte de fondation de La Valsainte, les seigneurs de Corbières étant de droit les seigneurs protecteurs-nés du monastère. Ils gardent son avouerie, mot qui signifie protection. Et qu'est-ce qu'un seigneur, sinon le protecteur des faibles?

Cinquième Preuve.

L'acte d'hommage de Pierre du Vanel pour la seigneurie de Corbières en 1314.

Par son mariage avec Marguerite, fille de Guillaume IV de Corbières, Pierre de Gruyère, seigneur du Vanel, obtient une part de la seigneurie de Corbières qui passe alors sous la domination d'une autre race. Le suzerain, Louis II, baron de Vaud, demande en cette circonstance le serment de fidélité au nouveau maître [1]. Dans cet acte, plus explicite que d'autres, Pierre du Vanel rend hommage non seulement pour le fief de Corbières, mais aussi des avoueries et des arrière-fiefs qu'il contient.

Qu'est-ce que cela veut bien signifier, si ce n'est, une fois encore, que toute la seigneurie est comprise dans cet hommage ? En effet,

[1] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXII, p. 83.

à cette époque on ne connaît d'autres détenteurs d'arrière-fiefs à la seigneurie de Corbières que les seigneurs de Charmey et de Bellegarde, d'autres avoueries que celles des églises de ces lieux, de La Valsainte et des terres appartenant à l'abbaye d'Hauterive et au prieuré de Rougemont.

Ouvrons ici une parenthèse.

Suivant une opinion, Marguerite de Corbières serait fille de Guillaume III.

Mais, premièrement, quand elle paraît c'est comme épouse d'un adolescent sous tutelle, Pierre de Gruyère, en février 1310 [1]. Il semble bien qu'elle-même dut être jeune alors, qu'elle a consenti à cette union par obéissance à l'instar des orphelines de son temps [2], puisqu'elle ignorait un empêchement de consanguinité dont elle demanda dispense rétroactive au Pape en 1316 [3].

Or, de 1310 à 1212, année où Guillaume III paraît pour la première fois, comme chevalier et témoin [4], ce qu'il ne peut guère être avant l'âge de vingt ans [5], il y a près d'un siècle. De cette date de 1310 à 1250, année où celui que l'on fait le frère aîné de Marguerite, Pierre, est investi de la seigneurie de Corbières [6], il y a soixante ans. De cette date de 1310 à 1276, année où celui que l'on fait son second frère, Guillaume IV, paraît déjà marié [7], il y a trente quatre ans. De cette date de 1310 à 1289, année où paraît déjà Guillaume V [8], fils unique de celui que l'on fait son plus jeune frère, Rodolphe, il y a vingt et un ans. De cette date enfin de 1310 à l'époque où Guillaume III que l'on fait son père est mort, il y a de vingt-cinq à trente ans : il paraît vivant pour

[1] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse romande*, t. XXII, p. 79.

[2] « Un baron meurt, ne laissant qu'une fille pour héritière de son fief. Une fille de six ans, une mineure... A quoi est-elle bonne ?... Dès qu'elle est en âge d'être mariée, dès qu'elle a douze ans,... la pauvre enfant ne peut se soustraire à cette obligation qui est rigoureuese et, dans toute la force de ce mot, légale... Si, enfin, elle ne manifeste aucun goût pour le mariage ? Il n'importe... Il n'y avait rien là qui offrît le caractère chrétien d'une véritable liberté et, parmi ces mariages *forcés*, il en était plus d'un qui était fatalement malheureux. » LÉON GAUTIER, *La Chevalerie*, Paris, s. d. p. 342.

[3] *Revue d'histoire ecclésiastique suisse*, 1910, p. 53.

[4] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. VI, p. 436.

[5] Pour être chevalier « au XIIIme siècle, les vingt et un ans sont généralement de rigueur ». LÉON GAUTIER, *op. cit.*, p. 242.

[6] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXII, p. 52.

[7] Arch. cant. Frib., fonds d'Hauterive, titres inconnus, 46.

[8] *Ibid.*, fonds de la Valsainte, K^{2}. 1.

la dernière fois en 1278[1], et en 1288 il est dit défunt[2]. Tous ses fils avaient aussi terminé leur carrière plus ou moins longue. Après 1250 il n'est plus question d'Henri. Guillaume IV fut inhumé à Humilimont en 1301[3]. Rodolphe paraît comme vivant pour la dernière fois en 1289[4]. Il n'existait plus probablement dès 1295, cause pour laquelle il n'est pas cité à côté de son frère Guillaume IV dans la charte de fondation de La Valsainte.

Comment admettre qu'il y eut un si grand écart entre Marguerite et ses frères ?

Quant à Guillaume III, alors même qu'il se serait remarié et très tard, ce dont on n'a pas de preuves, peut-on raisonnablement penser qu'il ait eu cent ans de plus que sa fille, ou même seulement quatre-vingt-dix ou quatre-vingts si le Guillaume qu'on rencontre en 1212 n'est pas Guillaume III, lequel paraît sûrement en 1221[5]. Et il était mort quelques années avant la naissance de Marguerite. Ou bien faut-il croire que celle-ci, qui eut cependant trois filles, était beaucoup plus âgée que son époux ? On constate parfois de ces bizarreries. Ce ne sont que des bizarreries et, partant, des cas exceptionnels.

Secondement, dès 1310 Marguerite est dame de Corbières. C'est la première fois que l'on rencontre ce titre porté par une femme de sa maison, et ce serait la seule fois où une fille aurait hérité conjointement avec ses frères et ses neveux d'une part non seulement des biens-fonds mais du fief de Corbières. Dans tous les autres cas, lorsqu'une fille hérite du fief, et toujours une seule, l'aînée, quand elles sont plusieurs sœurs, c'est à défaut de frère ou de neveu. Pourquoi ferait-elle exception ?

Troisièmement, si dans les documents, Marguerite est dite fille d'un Guillaume, qui n'est pas autrement spécifié, elle n'est dite sœur que de feu Rodolphe et de lui seul[6]. Pourquoi cette exclusion de ceux que l'on fait ses autres frères, Henri et Guillaume ?

Cette opinion, qui consiste à ranger Marguerite parmi les enfants de Guillaume III, ne provient-elle pas justement de ce que les historiens

[1] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXIII, p. 631-633.

[2] Arch. cant. Frib., fonds de La Valsainte, A. 2.

[3] *Ibid.*, fonds d'Humilimont, K. 25.

[4] *Ibid.*, fonds de La Valsainte, K². 1.

[5] Arch. de Saint-Maurice.

[6] Arch. cant. Frib., fonds d'Humilimont, K. 30, et *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXIII. p. 356

ne connaissent pas d'autre cas où un Guillaume de Corbières est père d'un Rodolphe ? Tandis que Guillaume IV, lui aussi, eut un fils du nom de Rodolphe, ainsi qu'on le voit dans l'acte de donation de la forêt du Reposoir à La Valsainte par Girard I de Charmey et ce Guillaume IV son neveu, en septembre 1301 : « Nos, Girardus, dominus de Charmex, Vuillermus, filius quondam domini Vuillermi condomini de Corberies militi ... de laude et consensu Rodulphi, filii mei predicti Vuillermi. » Et à la fin : « Rodolphus, filius predicti Vuillermi. »[1] Ce Rodolphe ne paraît comme vivant que dans cette charte, ce qui explique qu'à Marguerite revint le titre de dame de Corbières par la mort du Rodolphe que dans le document déjà cité elle appelle feu son frère[2]. Et en la plaçant près de lui dans la filiation de leur famille, on établit un ordre plus naturel dans cette généalogie, par la suppression de l'écart considérable d'années, signalé plus haut, d'un personnage à l'autre.

A cela on objectera que, si Guillaume IV eut un fils du nom de Rodolphe, il en avait aussi un autre, Rolet, qu'on trouve de 1306 à 1349[3], et qu'ainsi la raison, au moins, pour laquelle Marguerite porta le titre de dame de Corbières n'est pas encore élucidée, la question de filiation demeurant résolue.

Ce serait vrai sans une autre circonstance à laquelle il faut prêter attention. Jamais Rolet n'est appelé seigneur de Corbières. Et ceux qui ne reconnaissent que lui comme enfant de Guillaume IV, qui admettent par ailleurs que tous les enfants mâles intervenaient au partage du fief, n'expliquent pas le fait tout en le relatant. Serait-il bâtard ?

Guillaume IV avait épousé Agnès, veuve de Guillaume de Benneville[4]. Il n'est guère possible que Marguerite en soit issue, tant la date que l'on connaît où ce mariage était déjà un fait accompli (1276), peut-être depuis plusieurs années, est antérieure au sien (vers 1310) ; elle n'a dû naître au plus tôt que vers 1290, à moins, une fois encore, qu'elle n'ait été de beaucoup plus âgée que son mari.

Rolet se déclare fils de Julie[5]. Celle-ci aurait-elle été la seconde femme de Guillaume IV ? On serait tenté de croire que non, Rolet n'ayant jamais été que clerc-marié, juré de la curie épiscopale de Lau-

[1] Arch. cant. Frib., fonds de La Valsainte, G. 7.

[2] Cf. la note 6, p. 274.

[3] Arch. cant. Frib., fonds d'Humilimont, K. 27, Z. 46 ; fonds de La Valsainte, *passim*, etc.

[4] *Ibid.*, fonds d'Hauterive, titres inconnus, 46.

[5] *Ibid.*, fonds d'Humilimont, Z. 46.

sanne [1], et en cette qualité. pour gagner sa vie, simple scribe des actes tant de la famille de Corbières que des sujets de celle-ci dont il n'était en somme que le serviteur.

On ne lui attribue pas de postérité. Cependant plusieurs actes des anciennes archives de La Valsainte sont rédigées, ou confirmés pour la curie, par deux autres clercs, Jean de Corbières, qui fut prêtre « clericum dominum juratum », ainsi qu'il s'appelle dans un document de 1347 [2], puis doyen du décanat d'Ogo, en 1349 [3] et Pierre de Corbières que l'on voit de 1349 à 1360 [4] (et qu'il ne faut pas confondre avec Perrod Albi, de Corbières, clerc également, mais décédé plus tôt, d'après les mêmes archives). De qui sont-ils issus [5] ?

Sixième Preuve.

L'acte d'hommage de Conon et Rodolphe, seigneurs de Bellegarde en 1328 [6].

On suppose généralement que Richard I, de Corbières, seigneur de Bellegarde, ne fit pas hommage de son fief à la Savoie, et que, en conséquence, il ne releva jamais d'elle. Son petit domaine, qui comptait environ quatorze maisons [7], se serait trouvé, par le fait, affranchi de

[1] D'après les actes qui le concernent, cités aux notes 3 et 5 de la page 275. Dans plusieurs de ces documents il est dit aussi donzel. C'est peut-être ce même Rolet de Corbières qui fut châtelain de Charmey en 1344 (*Mémorial de Fribourg*, t. II, p. 128-129).

[2] Arch. cant. Frib., fonds de La Valsainte, K. 14.

[3] *Ibid.*, K. 15, qui est du mois de mai. Dans la charte cotée K. 12, de juin 1349 il ne prend que la qualité de clerc.

[4] *Ibid.*, K. 1, 6, 7, 10, 12, 17, 26, 27, 53 ; L. 8, 9, 10, 12, etc.

[5] Voici quelques autres noms ou dates échappés aux investigations des généalogistes, ou mal donnés et dans ce cas rectifiés : Pierre de Corbières, témoin d'une donation à Hauterive, 17 mai 1230, (KARL ZEERLEDER, *Urkunden für die Geschichte der Stadt Bern*, t. I, p. 273, Berne, 1853) ; Richard de Corbières et ses deux filles, dont l'une est mariée à Gui de Vilar, chevalier, 1232-1235 (MDSR, t. VI, p. 312-314), et qu'il ne faut pas confondre avec l'unique fille de Richard de Corbières-Bellegarde, Agnelette, qui ne paraît qu'en 1318 ; Gui de Corbières, 123[illegible] (*ibid.*) ; Rodolphe de Corbières, fils de Conon, vivait encore en avril 1288 (Arch. cant. Frib., fonds de La Valsainte, A. 12) ; Théobald de Corbières, donzel, mort avant octobre 1329 (*ibid.*, L. 5) ; Rodolphe, fils de Richard de Corbières-Bellegarde, mort avant 1360, n. st. (*ibid.* F. 5 et 6, 7 février, K. 1, 19 mars).

[6] Arch. cant. Frib., Jaun (Bellegarde), 1.

[7] Visites de Georges de Saluces, évêque de Lausanne, en 1453.

toute suzeraineté entre lui et l'empereur d'Occident, sur le même pied que les grands feudataires, puisque les comtes de Genevois étant dépouillés du pays de Vaud qu'ils tenaient en grande partie avant sa conquête par Pierre de Savoie, il n'y avait de la seigneurie de Corbières, qui en dépendait jusque-là, que la part échue à Guillaume III, frère aîné de Richard, qui se fût soumise au nouveau maître. Et cette situation aurait duré, pense-t-on, jusqu'en 1328, année où les seigneurs de Bellegarde auraient enfin reconnu à leur tour la suzeraineté du baron de Vaud-Savoie.

Mais pourquoi celui-ci aurait-il attendu si longtemps pour exiger la fidélité de ces petits seigneurs ? Si c'était à cause de Richard et des fonctions dont l'empereur l'honora, il était mort déjà depuis de longues années, avant 1302, et ses fils, qui, en dehors de sa seigneurie n'avaient hérité que ses dettes, n'étaient pas à redouter. Le sire de Corbières avait bien renouvelé son hommage en 1306. Son co-seigneur Pierre du Vanel, avait prêté le sien en 1314. Et on attend jusqu'en 1328 pour recevoir celui des seigneurs de Bellegarde, Conon et Rodolphe ? Etait-il à craindre qu'en le leur demandant plus tôt ils ne missent en péril tout le pays de Vaud par leur refus, fût-il accompagné d'une prise d'armes en cas d'insistance ?

Telles sont les conjectures si l'on soutient que la seigneurie de Corbières fut divisée radicalement vers 1249.

Tout autre et plus naturelle, semble-t-il, est l'explication de la question, si, au contraire, on admet que la seigneurie de Corbières n'a pas été démembrée, mais que ses parties sont restées subordonnées au chef en possession du château principal. Car de là, a-t-il déjà été dit, le serment que celui-ci fit à la Savoie en 1250 s'étendait à tous par le serment que les seigneurs de Charmey et de Bellegarde prêtèrent au préalable à leur père, de telle sorte que toute la seigneurie dépendait de la Savoie. Cela ne pouvait empêcher Richard de se dévouer au service de l'empereur. Dans les hommages les droits des suzerains étaient exceptés. Or, la Savoie et le pays de Vaud étaient toujours terres d'Empire, bien que le lien, qui les rattachait, allait en s'affaiblissant. C'est encore par l'empereur que le comté de Savoie sera érigé en duché au XVme siècle. De là, enfin, ce ne serait pas comme sire de Vaud, que Louis II de Savoie reçut le serment des seigneurs de Bellegarde et si tard, en 1328, mais comme sire immédiat de Corbières, dont il venait d'acheter la moitié de la seigneurie très peu de temps auparavant, en 1326.

Cette hypothèse soulève deux objections. Pourquoi Girard II, seigneur de Charmey, ne fut-il pas invité à renouveler son hommage comme les seigneurs de Bellegarde ? Pourquoi Girard de Grandmont, en 1343, fut-il obligé de rendre hommage au comte de Savoie pour sa part du château de Charmey ? A cette époque, en effet, le baron de Vaud n'était plus seigneur direct de Corbières qu'il avait vendu en 1341 à Boniface de Châtillon.

En prenant possession de la seigneurie de Corbières, Louis II se sera informé de son état. Il aura appris que Girard II de Charmey avait déjà donné à La Valsainte sa seigneurie pour ne s'en réserver que l'usufruit, sur le commandement de son père, ainsi que l'acte en fut dressé trois ans après l'hommage des de Bellegarde, en 1331. De plus, de ce que Girard II n'ait pas rendu hommage au sire de Vaud, il ne s'ensuit pas nécessairement que son père, Girard I, l'ait rendu à un membre de la maison de Savoie. Guillaume V de Corbières a bien renouvelé en 1306 l'hommage fait en 1250 par son grand-père Guillaume III. Si une fois suffisait pour toutes, il était loisible au suzerain de l'exiger quand bon lui semblait et de qui il voulait.

Quant à l'hommage de Girard de Grandmont rendu en 1343 au comte de Savoie pour sa part du château de Charmey[1], voici une explication. Cette part ne lui venait pas de la seigneurie de Corbières dont il était lui-même co-seigneur depuis 1326 par son mariage avec Isabelle, fille aînée de Pierre de Gruyère, seigneur du Vanel, et de Marguerite de Corbières. Pierre du Vanel ayant rendu hommage, en 1314, pour tout ce qu'il possédait dans la seigneurie de Corbières, fief et arrière-fiefs, son gendre tombait lui-même sous les effets de cet hommage. Il serait extraordinaire qu'il ne le renouvelât que partiellement pour le château de Charmey, au comte de Savoie même, et non au sire de Vaud, suzerain du reste de la seigneurie de Corbières. La raison n'en serait-elle pas qu'une part de ce château appartenait au comte de Gruyère, on ne sait pourquoi ni depuis quel temps, mais fort probablement dès avant le partage que fit Conon de Corbières entre ses fils. A la mort de son oncle, le comte Pierre III, en 1342, Pierre du Vanel son légataire universel et successeur dut la céder à son gendre, Girard de Grandmont. Si celui-ci en fit hommage au comte de Savoie, c'est que les possessions des comtes de Gruyère n'ont jamais dépendu que de lui, à qui ils en rendaient hommage et de

[1] Arch., cant. Frib., fonds de Corbières, 58*bis*, et *Inv. des arch. de Turin.*

qui ils demeurèrent les vassaux jusqu'à la conquête bernoise du pays de Vaud, et non pas ceux des barons particuliers de cette contrée, d'après Hisely, *Histoire du comté de Gruyère*, t. I, p. 114.

Il y a d'ailleurs, en dehors de toutes ces considérations, une charte publiée par l'abbé Gremaud, dont la teneur, qui n'a encore été utilisée par aucun historien, semble enlever tout doute à la vassalité médiate ou immédiate de Richard, pour sa part de la seigneurie de Corbières, envers la maison de Savoie. C'est un acte d'hommage de lui au comte Amédée V, en 1291, pour la seigneurie de Montsalvens que lui a engagée le comte de Gruyère, et pour vingt-cinq livrées de terres situées à Morlon et à La Chenaux. « Quod feodum dictus Richardus deservire tenetur..... contra omnes, excepto dno rege Romanorum qui pro tempore fuerit, dno de Kiburck et dno Ludovico de Sabaudia, fratre nostro, quos dictus Richardus deservire tenetur de suo corpore et de feodis, que ab ipsis tenet seu teneret [1]... Nos promisimus bona fide... dictum Richardum... guerentire et salvare contra omnes, ubicumque in suis tenementis, investituris, gageriis, possessionibus et bonis suis et rebus aliis quibuscumque, sicut bonus dominus tenetur suum bonum vassallum deffendere et salvare [2]. »

Par là il appert, premièrement, que Richard qui avait été un moment en guerre contre la Savoie, allié de l'empereur avec tous ses frères, du reste, d'après un document de 1272 [3], avait conclu la paix. Deuxièmement, qu'il était feudataire du comte Amédée V pour ce qui relevait de lui dans le pays de Vaud. Troisièmement, qu'il devait être pour Bellegarde le vassal immédiat, ou médiat par son frère Guillaume III, du frère d'Amédée V, Louis de Savoie, désigné comme l'un de ses suzerains, dans le domaine duquel était comprise la seigneurie de Corbières. On ne voit pas le prétexte qui l'aurait dispensé de cette soumission dès 1250. Tout jeune alors, le dernier de sa famille, à peine émancipé, il ne jouissait d'aucune considération personnelle.

Et quand même un seigneur de Bellegarde ou de Charmey aurait rendu directement hommage à un membre de la maison de Savoie qui n'aurait pas été seigneur immédiat de Corbières, il ne serait pas téméraire d'admettre, étant donnés les faits, que son acte ne l'a pas détaché

[1] L'empereur Rodolphe avait engagé à Richard, en 1283, la seigneurie de Grasbourg.

[2] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXIII, p. 633.

[3] *Ibid.*, p. 628, et Hisely, *op. cit.*, t. I, p. 106.

de cette seigneurie[1]. On convient que Pierre, cadet de Gruyère, avant 1314 tenait en fief de la Savoie les châteaux du Vanel et de Montsalvens[2]. Ceux-ci ne furent pas soustraits pour cela à la dépendance du comté de Gruyère.

Septième Preuve.

La confirmation de la fondation de La Valsainte par Amédée VI, comte de Savoie, en 1369.

Les châtelains du pays de Vaud, qui était devenu un bailliage des États du comte de Savoie en 1359, cherchaient noise aux chartreuses de La Valsainte et de La Part-Dieu, celle-ci fondée en 1306 par Guillemette de Grandson et Pierre III, son fils, comte de Gruyère. En examinant les titres de ces monastères, ils découvrent qu'aucun membre de la maison de Savoie, soit de la branche aînée, soit de la branche cadette des sires de Vaud, n'a été appelé à confirmer ces fondations comme souverain. Omission grave qui entraînait leur suppression et la confiscation de leurs biens. Au lieu d'en venir à cette extrémité, le comte Amédée VI approuve les deux chartreuses, en 1369[3].

Les historiens infèrent de là que Girard I de Charmey avait dû faire hommage, quoiqu'on n'en connaisse pas l'acte, soit au comte de Savoie, soit à son neveu Louis I, sire de Vaud, ou bien cette confirmation ne se comprendrait pas.

Si Girard I et, par lui, Girard II avaient prêté hommage à la maison de Savoie, après avoir donné tous leurs biens et leurs droits à La Valsainte, il ne leur restait plus qu'une chose à faire, un devoir à remplir, lui transmettre leurs obligations d'hommage qui les liaient à la maison de Savoie. Elle entrait dans son domaine direct à titre d'ancienne seigneurie de Charmey transformée en chartreuse. Or, on ne voit pas que cela fût fait. On constate au contraire qu'elle resta sous la domination de Corbières, ce que la maison de Savoie ne lui reprocha pas. Si

[1] Le 10 juillet 1352 Rodolphe de Bellegarde, le même qui rendit hommage en 1328 à Louis II de Vaud, rend hommage à Guillaume de Namur, sire de Vaud, mais on ne dit pas pour quel fief (Arch. cant. de Fribourg, Nobiliaire d'Hauterive). Par sa femme Agnès d'Avenches, ou autrement, il pouvait en avoir d'autres que Bellegarde. En 1346 il vend le château de Villarsel-le-Gibloux.

[2] *Archives de la Société d'Histoire du Canton de Fribourg*, t. IX. p. 377.

[3] Arch. cant. Frib., fonds de La Valsainte, A. 15.

c'était avec sa permission, la confirmation de sa fondation en serait par là aussi résultée.

Mais, nous l'avons déjà remarqué, Girard I et le comte de Savoie auraient-ils oublié de sitôt la condition de la seigneurie de Charmey si l'hommage en avait été rendu à celui-ci ? Un souverain, qui, comme lui, ne songe qu'à agrandir ses États, saurait bien ce qui lui appartient et le surveillerait autrement. On serait plutôt tenté de croire que, précisément, pour ce motif, l'acte de 1369 suppose que cet hommage n'a pas été rendu. Comment la maison de Savoie aurait-elle ignoré jusque là que la seigneurie de Charmey, l'un de ses fiefs directs, eût été convertie en monastère ?

Pour ce motif d'abord, il est douteux que Girard I ait rendu hommage personnel à la maison de Savoie. Pour ce motif et pour un autre, la maison de Savoie devait reconnaître la situation de la seigneurie de Corbières telle qu'elle est ici proposée.

Si l'on admet, en effet, que Girard fit hommage à son père et que, par l'hommage du fils aîné de celui-ci à Pierre de Savoie, toute la seigneurie de Corbières entra dans les États de ce comte, l'hommage direct de Girard I à la Savoie devient inutile. Or, en lisant l'acte de 1369, c'est l'impression qui s'en dégage. Amédée VI n'y parle pas du seigneur de Charmey : « Faisons savoir à tous, écrit-il, que nos chers et féaux les anciens seigneurs de Corbières, après avoir fondé... la chartreuse de La Valsainte, ont donné à cette maison 25 livres de rente annuelle ainsi que des forêts et d'autres biens qu'ils savaient tenir de notre fief... »

Il appelle seigneurs de Corbières le fondateur et son frère Richard comme leur neveu Guillaume IV [1]. Il faut donc qu'ils le soient. La seigneurie n'est pas divisée. Les trois sont seigneurs de cette seigneurie indivisée, associés à son gouvernement pour une part. C'est déjà l'impression qui résultait de la charte de fondation. N'est-elle pas pleinement confirmée ici ? Alors même que le comte de Savoie n'aurait eu qu'elle pour former son jugement, telle qu'elle est rédigée, il n'avait pas besoin d'acte d'hommage de Girard pour pouvoir s'immiscer dans l'affaire. Les trois chefs de la famille y parlent trop de concert pour ne pas laisser soupçonner qu'elle ne fait encore qu'une ainsi que leur seigneurie.

[1] Il se pourrait que le comte de Savoie ne vise ici que Girard I et Girard II, qui sont, en somme, les deux seuls fondateurs. Le cas serait le même ainsi que le résultat, sinon plus probant encore.

S'il nous est permis de pousser plus avant les réflexions sur cet acte de 1369, au-delà même de la question présente, demandons-nous si réellement Amédée VI était en droit de le promulguer.

Le pays de Vaud appartenait à l'évêque de Lausanne par donation de Rodolphe III, roi de Bourgogne, en 1011. Il en était comte. Ses États furent envahis par les comtes de Genevois supplantés à leur tour par les comtes de Savoie. Homme de paix et trop faible contre d'aussi peu scrupuleux voisins, l'évêque dut se contenter de recevoir leur hommage. Il restait souverain légitime, purement nominal ; ses vassaux, plus puissants que lui, étaient les souverains de fait.

La coutume existait-elle néanmoins de ne faire approuver les fondations religieuses que par l'évêque-comte ? Il serait intéressant d'étudier ce point.

De l'évêque, comme chef spirituel, les religieux devaient obtenir l'autorisation de s'installer dans son diocèse. Les chartreux la demandèrent en 1294 pour La Valsainte. L'acte en subsiste toujours [1]. Il n'était plus nécessaire de recourir à lui comme évêque, afin d'obtenir la confirmation de la fondation, formalité qu'il incombait aux fondateurs de remplir. Est-ce à lui, comme souverain temporel, que les comtes de Gruyère et les sires de Corbières s'adressèrent dans ce but ? Leurs chartes de fondation ne sont confirmées que par lui. Ils devaient savoir à quoi s'en tenir, et avaient à cœur de créer des œuvres durables. Nul ne fonde pour le plaisir de se voir tout confisquer. Pensaient-ils que l'empereur, retrouvant un peu de force, refoulerait les comtes de Savoie et rendrait à l'évêque son domaine? En 1369, les pauvres chartreux ni même le comte de Gruyère n'étaient assez qualifiés pour le faire entendre à leur suzerain.

Mais la maison de Savoie elle-même avait déjà reconnu La Valsainte. Tandis que Louis II, sire de Vaud, était seigneur direct de Corbières (1326-1341), sa femme Isabelle de Chalon, en 1335, augmenta la fondation de cette chartreuse de quoi loger et entretenir trois moines de plus [2]. Au même temps, son mari accordait à La Part-Dieu la faculté de faire paître le bétail de la communauté sur les pâturages communs de la châtellenie de Vaulruz et de Riaz [3]. Plus tard, il l'exempta du paiement des lods de tout ce qu'elle achèterait dans ses États [4].

[1] Arch. cant. Frib., fonds de La Valsainte, A. I.
[2] *Ibid.*, N. 3. 4. 5, 6.
[3] Hisely, *op. cit.*, t. I. p. 154.
[4] *Ibid.*

On ne favorise pas ce qu'on n'approuve pas ? Ou bien la maison de Savoie se livrait-elle au jeu enfantin de détruire ce qu'elle avait construit ?

Non. L'acte de 1369 est né d'une tracasserie de subalternes, châtelains et officiers de justice ; le comte Amédée VI n'y aurait jamais personnellement songé. Ne voulant pas refroidir le zèle si intempestif soit-il de ses employés, il ne les blâma pas. Ne voulant pas traiter ses ancêtres d'usurpateurs ni diminuer son pouvoir, il a agi comme si La Valsainte et La Part-Dieu avaient dû être approuvées par sa maison, et il s'en est tiré habilement en les confirmant.

Huitième Preuve.

Les procès intentés par les Corbeyrans à tous les habitants du Val-de-Charmey, 1388-1412.

Vers 1388 un conflit surgit entre les bourgeois de Corbières et les habitants du Val-de-Charmey [1]. Les premiers prétendaient, entre autres réclamations, que le Val étant du ressort de leur ville, il devait contribuer à l'entretien de ses fortifications.

Les habitants du Val répondent qu'ils suivent bien la bannière du chef-lieu en temps de guerre, mais ne font pas partie de son ressort judiciaire. Ils dépendent du château et du tribunal de Charmey ; les appels ont toujours été portés à Moudon et non à Corbières. Ils ne sont donc pas tenus à la réfection des remparts de cette ville mais à celle du château de Charmey. Le procès dura vingt-quatre ans au moins. Le résultat comme le débat lui-même est très suggestif.

Les Charmeysans, qui ressortissaient directement au château de Charmey, doivent contribuer à la défense et aux réparations des châteaux seigneuriaux. Les Charmeysans, sujets de La Valsainte, doivent contribuer à l'entretien des fortifications de la ville de Corbières et au paiement des franchises qu'elle vient d'acquérir. Les Charmeysans, sujets des de Prez-Bellegarde, sont obligés de contribuer à la défense et à la restauration du château de Corbières. Les uns et les autres sont astreints au service militaire sous la bannière de ce chef-lieu.

Tout cela est en faveur de l'opinion qui considère la seigneurie tout

[1] Arch. de Corbières, de Charmey ; Arch. cant. Frib., fonds de La Valsainte et *Comptes de la Châtellenie de Corbières*, etc.

entière de Corbières comme un fief militaire qui ne fut jamais divisé. Les Corbeyrans en ont tellement conscience qu'ils réclament l'aide de tous les ressortissants les plus proches et dont le château n'était plus entretenu.

Les Charmeysans répondent qu'ils sont du ressort du tribunal de Charmey et qu'ils ne vont pas à l'appel à Corbières. C'est très vrai, car il n'y avait pas d'appel à Corbières. Il n'y en avait pas d'ordinaire dans les seigneuries peu importantes. L'appel se faisait toujours auprès de la cour souveraine, qui, pour le pays de Vaud, était Moudon. En somme il n'y eut jamais qu'un tribunal pour la seigneurie de Corbières, dès les premiers temps. Si l'on rendait la justice à Charmey et à Bellegarde ce n'était que la division du même tribunal pour la commodité des sujets. Peut-être le juge se transportait-il, dans le principe, d'un endroit à l'autre, quand il y avait encore peu de sujets.

La justice, toutefois, n'était pas essentielle à l'unité de la seigneurie. La Valsainte eut son tribunal particulier à Charmey et à Corbières, les de Prez à Charmey ; cette unité n'en souffrit pas. Au moyen âge régnait l'axiome : *Fief et justice n'ont rien de commun.*

Aussi cette raison de justice invoquée par les Charmeysans n'était-elle pas de nature à leur donner gain de cause. Elle ne prouve rien en leur faveur.

Quant au service militaire, il n'est pas contesté. Preuve de l'unité de la seigneurie sous ce rapport.

Mais voici le point le plus curieux : les habitants du Val, sujets directs du seigneur de Corbières, ne sont tenus qu'à la réparation des châteaux, pratiquement à celui seul de Charmey qui ne fut jamais restauré ; tandis que les sujets de La Valsainte et de la famille de Prez sont seuls condamnés à des contributions onéreuses envers Corbières.

Dans l'hypothèse qui regarde la seigneurie de Corbières divisée radicalement vers 1249, comment expliquer que ce sont précisément ceux qui devraient être les plus séparés et indépendants de Corbières, qui lui doivent le plus d'obligations? La seigneurie de La Valsainte n'est, en effet, que la continuation de celle des Girard de Charmey, moins leur château. La seigneurie des de Prez, qui échut à Aymon de Prez par son mariage avec Philippa de Corbières-Bellegarde, n'est qu'une partie de celle des seigneurs de Bellegarde, et jouit de tous ses droits. Les uns et les autres ne devaient relever que de la Savoie. Ils relèvent de Corbières et plus encore que ceux qui incontestablement en relèvent directement.

On répondra que, puisqu'ils dépendaient tous du même seigneur à cette époque, il n'y a rien là qui doive surprendre.

Comment dépendaient-ils tous du même seigneur ? Corbières avait bien été engagé à Antoine de La Tour-Châtillon, puis donné à Humbert, bâtard de Savoie, mais ni la seigneurie des de Prez ni celle de La Valsainte n'étaient à vendre ; elles ne manquaient pas de titulaires. Si elles n'avaient été, et de tout temps, des arrière-fiefs de la seigneurie de Corbières, on ne pouvait les traiter comme tels.

Ce n'est pas parce qu'un personnage possédait plusieurs seigneuries qu'il pouvait obliger les unes à servir les autres. Chacune d'elles conservait son autonomie, son gouvernement propre, ses libertés, son indépendance vis-à-vis des autres.

De plus, ce n'est pas le seigneur qui force ses sujets, qui dicte ici ses volontés, c'est la ville de Corbières. A supposer que le maître de plusieurs seigneuries indépendantes ait eu le droit de les fondre en une seule, ce qui ne se faisait pas encore communément, il était plutôt insolite qu'une bourgade voulût contraindre des seigneuries égales à elle à des obligations envers elle. Ce sont donc bien des réclamations de sujets à l'égard d'autres sujets, parce qu'ils font partie de la même seigneurie, et non pas seulement parce qu'ils sont soumis au même maître. Ils invoquent d'ailleurs la coutume, une ancienne coutume, et ils sont jugés d'après cette coutume.

Neuvième Preuve.

La vente de la seigneurie de Corbières par le duc de Savoie au comte de Gruyère en 1454.

Par cet acte, le duc de Savoie inféode au comte de Gruyère la seigneurie de Corbières, y compris la suzeraineté de la seigneurie de Bellegarde [1].

Voilà que le fief de Bellegarde, qui, depuis le jour où il a été détaché de Corbières vers 1249, selon l'opinion qui le considère comme radicalement séparé de lui, aurait relevé directement de l'empire à l'instar des grands feudataires jusqu'en 1328, ensuite d'un grand feudataire jusqu'en 1454, à ce moment, par une inexplicable déchéance, tomberait plus bas encore au rang d'arrière-fief sous la domination immédiate du petit comte de Gruyère.

[1] *Mém. et Doc. de la Soc. d'hist. de la Suisse rom.*, t. XXIII, p. 720.

Ici, de même qu'à la preuve précédente, on doit dire que les de Bellegarde n'étaient pas à vendre, et n'auraient-ils pas protesté de passer d'un souverain à un vassal, leur égal ? C'était leur infliger un abaissement qu'ils ne méritaient pas.

En dehors du sort des armes, en temps de paix on ne trafiquait pas tout à fait de l'hommage d'un chevalier comme d'une vulgaire marchandise, ou bien la condition des seigneurs eût été aussi misérable que celle de leurs serfs. Il fallait un droit à sa cession. Or quel pouvait être le droit de Gruyère, si ce n'est qu'en achetant Corbières, tout ce qui en dépendait lui revenait ?

Cela ne prouve-t-il pas que Bellegarde faisait partie intégrante de la seigneurie de Corbières ? que Conon et Rodolphe de Bellegarde en 1328 ne firent l'hommage, ici transféré, au baron de Vaud-Savoie que comme seigneur de Corbières ? que Richard de Bellegarde, leur père, prêta vers 1249 hommage à son père Conon parce qu'il était chef de la même seigneurie ? Il n'y eut donc pas de déchéance en passant d'un maître à l'autre. Ce n'était pas du comte de Gruyère comme tel, pas plus que ce n'avait été du sire de Vaud ou du comte de Savoie, à ces titres, mais comme sires de Corbières que les de Bellegarde en relevaient. La transmission de suzeraineté pour eux provient de ce que ayant toujours appartenu à la seigneurie de Corbières, ils changent de maîtres avec elle, ils n'ont d'autres maîtres que les siens.

Enfin, dans cette vente il n'est pas question de Charmey, ni de La Valsainte, ni de la seigneurie des de Prez. Cependant il n'a jamais fait doute pour personne qu'avec Corbières tout cela entrât dans le domaine du comte de Gruyère. Reconnaissance implicite que le Val-de-Charmey en entier était toujours compris dans la seigneurie de Corbières. La Valsainte n'a jamais protesté contre son inféodation à des seigneurs inférieurs au comte de Savoie, c'est-à-dire à des vassaux égaux à elle-même dans le cas où Girard I aurait prêté serment à la Savoie. Cependant lorsqu'on touchait à ses droits elle savait les défendre. Elle reconnaissait donc aussi qu'elle faisait partie de la seigneurie de Corbières.

Conclusion.

Telles sont les raisons tirées des documents mêmes concernant la seigneurie de Corbières, qui donnent à penser que, soit en fait, soit en droit, elle n'aurait jamais été divisée.

Ces pages étaient écrites lorsque nous apprîmes inopinément que la constitution de cette seigneurie, telle que nous la comprenons, était la constitution ordinaire des seigneuries de la région.

Hisely, l'un de ceux qui admettent que la seigneurie de Corbières fut partagée sans restriction, d'après le chapitre sixième, tome Ier de son *Histoire du comté de Gruyère*, dit au volume intitulé : *Introduction à l'Histoire du comté de Gruyère*, pages 346 et suivantes :

« Quelle que soit l'origine du droit qui réglait la succession dans la Gruyère, le principe qui a prévalu dans cette contrée est nettement exposé dans l'ouvrage d'Oton de Freisingen, savant historien du XIIme siècle, où nous lisons ce qui suit : « Dans la Bourgondie, comme « dans presque toutes les provinces de la Gaule, c'est la coutume que « l'autorité attachée au patrimoine passe toujours à l'aîné et à ses « enfants, mâles ou femmes, et que les autres membres de la famille le « considèrent comme leur seigneur. »

« Tel est l'usage qui a été constamment suivi dans le comté de Gruyère.

« Dans toute la Bourgondie, l'aîné d'une maison souveraine était *le chef de la famille et de toute la seigneurie*... Cela n'empêche pas que, dans certains cas, le père n'ait partagé l'autorité souveraine avec son fils, celui-ci avec le puîné, le neveu avec l'oncle, et l'oncle avec le neveu. L'association d'un cadet au pouvoir ne portait aucune atteinte au droit de primogéniture.

« Et non seulement les femmes avaient droit, avec les mâles, à la succession des biens autres que le fief principal, qui était la terre privilégiée de l'aîné, mais leur aptitude à succéder au comte, soit au chef de la famille, au défaut d'héritier mâle et légitime, était reconnue en droit : elle fut même reconnue de fait.

« C'est en vertu de ce droit que, par exemple, Marguerite, femme de Pierre de Gruyère, seigneur du Vanel, exerça les droits de la seigneurie de Corbières, conjointement avec son mari, partageant avec lui les droits qu'elle ne pouvait pas lui transmettre, qu'elle ne pouvait pas aliéner...

« La coutume ou la loi, en réglant la succession des fiefs sur les principes de la couronne, et en consacrant le droit de primogéniture, ne voulut pas que l'aîné possédât l'intégrité du fief. Elle lui accorda le domaine patrimonial, *hereditas*, soit le fief principal, auquel était attaché le droit de haute seigneurie. Elle voulut qu'il fût le chef de la

famille, qu'il fût investi de l'autorité suprême, qu'il eût par conséquent une certaine prééminence sur ses frères.

« L'État était considéré comme une succession indivise... Le chef de la famille... partageait sa succession soit par égale portion, soit autrement, entre ses héritiers, réservant à l'aîné le château... résidence du souverain.

« Les seigneurs de la maison de Gruyère devaient rendre hommage au chef de famille pour les portions de l'héritage soit du fief qui leur étaient échues. Henri, fils de Sibille, comtesse de Neuchâtel au XIII[me] siècle, fit hommage à son frère aîné Amédée, pour la part qu'il avait obtenue. La même coutume existait sans doute dans le comté de Gruyère, qui, comme celui de Neuchâtel, faisait partie de la Bourgogne. On le sait la transmission de la propriété n'était entièrement accomplie qu'après la cérémonie de l'investiture, et celle-ci devait être précédée de l'hommage, quoique le principe de l'hérédité des fiefs fût complètement établi...

« En prêtant hommage à l'aîné, le cadet reconnaissait la mouvance du fief, et devenait ainsi à l'égard du suzerain un arrière-vassal.

« Cette espèce de sous-inféodation, cette tenance féodale était connue sous le nom de *parage* [1], qui servait à désigner l'égalité de droit et de possession d'une terre par indivis. C'était une manière de tenir un fief entre parents. Quelques coutumes lui donnent le nom de *frérage*.

« Dans le comté de Gruyère cette tenue féodale était connue sous le nom de *frarèche*. *Frarager*, et *frarécher*, termes de droit coutumier, signifiaient partager un fief, de telle sorte que les frères puînés et les sœurs tenaient leur part en foi et hommage de l'aîné, qui, nous l'avons dit, rendait seul foi et hommage au suzerain. »

On le voit, c'est à peu de chose près ce qui se passa dans la seigneurie de Corbières, suivant ce qui a été démontré.

Si, donc, on ne peut formuler de graves objections contre tout ce qui précède, il faut conclure :

Premièrement, que la seigneurie de Corbières n'a jamais été scindée de façon que ses différentes parties ne soient plus liées entre elles ;

Secondement, que, en conséquence, la chartreuse de La Valsainte a toujours dépendu de cette seigneurie.

[1] « ou *paréage* et *pariage*, de *par*, égal .»



Verzeichnis der Pfarrer von Seelisberg.

Von Eduard Wymann.

Urkundlich erscheint im Jahre 1284 erstmals eine Kirche in Seelisberg, jedoch nur als Tochterkirche von Altdorf. Erst zwischen 1453 und 1457 wurde Seelisberg zur Pfarrei erhoben. Von allen Geistlichen, welche vor dem Jahre 1600 hier an der Grenze der drei Länder die Seelsorge geübt, sind nur fünf durch das alte Jahrzeitbuch der Nachwelt bekannt geworden, nämlich *Johann Wildermuth*, *Johann Grebel*, *Georg Truchsäss*, *Johann Frank* und *Sebastian Sporrer*.

Im Totenrodel der Bruderschaft des Vierwaldstätterkapitels werden im 15. Jahrhundert genannt : *Sebastian*, lütpriester uff Seulisperg. *Peter Binder*, lütpriester uff Seulisperg. D. *Joannes Greber*, plebanus in Sewlisperg. Dem 16. Jahrhundert gehörten im nämlichen Rodel an : *Steffan*, Kilcher uff Sewilisperg und *Hans Franklin*, plebanus, Seelisberg.

Vom Jahre 1600 an haben sich die Pfarrer auf der zweiten Innenseite eines Pergamentumschlages, der jetzt die Namen der urnerischen Gefallenen des Zwölfer- oder zweiten Vilmergerkrieges umschließt, meist eigenhändig in lateinischer Sprache verewigt. Zu Anfang des 19. Jahrhunderts wurde diese Liste wahrscheinlich von Pfarrer Regli auch in deutscher Sprache auf ein Papierblatt desselben Heftes niedergeschrieben, wo sich dann die nächsten drei Nachfolger ebenfalls verewigten. Die lateinische Liste auf dem Pergamentblatt lautet also :

1. H. *Michael Sutorius*, Beronensis sive Lucerinus, curatus huius ecclesiae Montis lacu S. Archangeli Michaelis anno salutis nostrae 1600, ipsa festivitate Sanctorum X milium martyrum.

Te sine duce nihil Domine. Christe serva nos.

2. *Jacobus Sudrell*, Feldkirchiensis, curatus huius ecclesiae S. Michaelis Archangeli sub anno domini 1601.

3. *Francisccus Marcquet* [1], Friburgensis, plebanus huius ecclesiae 161[illegible]

4. *Antonius Leman*, Ruswilanus in ditione Lucernensi, indignus parochus huius plebaniae super Selisberg anno a virginis partu 162[illegible] [2]

5. R. D. *Jodocus Kyndig*, Lucernensis, anno 1625 [3].

6. R. D. *Antonius Leman* rediit anno 1626, obiit anno 1629 25 8 bris grassante peste [4].

7. *Georgius Kost*, Triengensis ditionis Lucernensis, praeses huius parochiae anno a virginis partu 1630, 23. Juni [5].

8. R. D. *Jacobus Mazugh*, Uraniensis, AA. LL. et philosophiae baccalaureus anno 1634, 8. April.

Hic Mazug factus monachus in Engelberg obiit [6].

[1] Der Familienname Marguet ist heimisch in Stäfis, Menières und Montborget.

[2] Das Taufbuch beginnt schon 1621 sub domino Antonio Leman und seine Eintragungen reichen bis zum 3. Mai 1625. Das Totenbuch beginnt mit den Worten: Hic sequuntur, qui sub 1622 anno et parocho D. Antonio Leman e vita decesserunt et sunt sequentes. Die erste Leiche ist auf den 11. Januar 1622 notiert.

[3] Sub me indigno parocho Jodoco Kündig anno 1625 wird die erste Tauf am 12. November eingetragen. Im Totenbuch heißt es: Sub me indigno parocho Jodoco Kündig, Lucernensi, obdormierunt in Domino 1625. Erste Eintragung am 14. Dezember. Kündig ist offenbar identisch mit dem gleichnamigen Pfarrer von Wolfenschießen, wo er 1627 auftritt.

[4] Leman taufte wieder das erstemal am 15. August 1626. Wir finden im Totenbuch keinen Pfarrer Anton Leman unter den an der Pest Gestorbenen eingetragen, sondern am 25. Okt. 1629 nur einen Johann Leman mit der Bezeichnung: duorum annorum. Es handelt sich also nicht um den Pfarrer.

[5] Taufbuch: 1630 Me Georgio Kost administrante in Selisberg sunt baptizati sequentes, accepto beneficio die vigesimo tertio Junii eiusdem anni. Die erste Ehe segnete er ein den 26. November 1630 und begrub den ersten Toten am 4. Februar 1631. Eine gesunde Gegend! Den 12. Februar 1634 taufte Kost das letztemal. Nach dieser Eintragung heißt es: Iste R. D. Georgius abiit in Benken cur discesserit, quaeras ex Zacharia [Aschwanden] vicino tuo. Ein Georg Kost befand sich 1630 auf der Pfarrei Wolfenschießen.

[6] Taufbuch: 1634 sub me Jacobo Mazugh, tunc indigno parocho in Selisberg baptizati sunt sequentes, accepto beneficio 8. Aprilis. Ehebuch: Matrimonio copulatorum sub me Jacobo Mazugh AA. LL. et Philosophiae baccalaureo, nomina sequens exhibet syllabus. Nach dem 19. April 1635 heißt es im Taufbuch: Factus est monachus in Engelberg iste parochus et obiit.

Mazugh stammte von Osco bei Faido, scheint aber in Altdorf aufgewachsen zu sein und wurde wahrscheinlich auch dort getauft, denn Pfarrer Leonhard Fründ von Altdorf stellte ihm, gestützt auf das Taufbuch und ehrenwerte Zeugen einen Schein aus, daß er am 1. November 1632 das 24. Altersjahr erfüllen werde. Mazugh studierte Philosophie und Moral in Dillingen 1630—1631, erwarb sich dort den Grad eines Baccalaureus und setzte die Studien an der Universität Freiburg i. B. bis 1632 fort. Die gelegentlich von anderer Seite ihm später beigelegten Titel eines Magisters oder Doktors halten wir für unbegründet. Nuntius Scotti erteilte diesem Theologen, der am 18. Sept. 1632 vom Weihbischof Johann Anton in der Kapelle des hl. Konrad zu Konstanz die Tonsur und die andern Weihen erhalten hatte, am 18. Dezember 1632 in der Franziskanerkirche zu Luzern

9. R. D. *Joannes Jacobus Huuwiler* Lucernensis anno 1636.

10. R. D. magister *Christoph Marcus Hagelstein*, parochus in Scheigen(?) [Schliengen] Brisgoia, hic in monte anno 1642 [1].

11. R. D. *Joannes Huwiler*, Lucernensis, electus anno 1651, obiit 26. Juli anno 1685 [2].

12. R. D. *Joannes Baltasar Würsch*, Subsilvanus ex oppido Buchs, electus anno 1685 secundo Septembris, discessit, factus parochus in Buchs anno 1704 die 20. Julii [3].

13. R. D. *Paul Franciscus Imhooff*, Urani-Altorffensis, electus anno 1704 22do Julii, obiit anno 1736 24. Febr.

14. R. D. Joannes Maximus Leontius Gisler, Urani-Altorffensis, electus octavo Aprilis eiusdem 1736 anni, aetatis suae 26.

das Diakonat und am 9. Januar 1633 empfing er in der anstoßenden Schutzengelkapelle durch den Weihbischof Johann Anton von Konstanz das Presbyterat. Nach dem von Kaplan Odermatt in Stans verfertigten Pfarrerverzeichnis von Wolfenschießen war Mazugh vom Dezember 1636 bis Oktober 1638 Pfarrer in Wolfenschießen, trat dann im Dezember desselben Jahres bei den Kapuzinern von Zug ins Noviziat, das er aus Gesundheitsrücksichten wieder verlassen mußte. Mazugh fand hierauf bei den Benediktinern zu Engelberg Aufnahme, legte als Pater Dominik daselbst den 21. November 1640 Profeß ab, dozierte hierauf ein Jahr lang den Klerikern Philosophie, kränkelte dann fast ein ganzes Jahr herum und ritt daher, behufs Klimawechsels nach Sins, wo er kaum angelangt, vom Schlage gerührt, den 24. April 1642 starb. Den Beerdigungsgottesdienst beging man zu Engelberg am 28. April. Siehe auch die Beilage. Mehrere Angaben über Mazugh verdanken wir der Freundlichkeit des H. H. Stiftsarchivars Dr. P. Bonaventura Egger.

[1] Hagelstein floh offenbar wegen des dreißigjährigen Krieges in die Schweiz und kehrte nach Beendigung desselben bald wieder in die Heimat zurück. Seit 1651 ist er Dekan des Kapitels Neuenburg. Siehe Freiburger Diözesanarchiv Bd. VI, 168, 175 und unsern Nachtrag.

[2] Taufbuch: 1651 Sub Joanne Hunwiyller indigno parocho ibidem accepto beneficio 18 Junii.

Huwiler oder Huweyler (auch Hunwiler) unterzog sich 1667 der bischöflichen Visitation im Kanton Uri. Unter ihm wurde 1666 die Wallfahrtskapelle Maria Sonnenberg neu aufgebaut und 1667 eingeweiht. Von den großen Wandgemälden, die das Leben und den Tod Mariens darstellten und 1864 entfernt wurden, hatte er 1667 dasjenige mit der Geburt Mariae gestiftet. Sein Wappen zeigt auf diesem Ölgemälde einen weißen aufrechten Hund in blauem Feld. Nach Hunwilers Tod fungierte Karl Janser als Verweser.

[3] Wyrsch ließ 1688 ein Votivgemälde mit seinem eigenen Porträt in der Wallfahrtskapelle aufhängen, auf dem er zur Himmelskönigin die Bitte emporsendet:

O Maria, du Heill der Kranckhen Künderen,
Du Zuoflucht der Armen Sünderen, Bitt Für Unß!

Dieses Gemälde, das zweitälteste der Kapelle, wurde im Jahre 1911 aus Unachtsamkeit oder Bosheit leider arg zerrissen.

Wyrsch wurde 1705 Präses des Priesterkapitels von Nidwalden, schenkte 1713 der St. Antonskapelle in Ennetbürgen ein Gemälde und starb 1715. Am 21. Juli dieses Jahres wurde sein Nachfolger gewählt.

15. R. D. *Joseph Martinus Christen*, Uraniensis, electus anno 1775, 26. Decembris.

16. R. D. *Joseph Maria Reglin*, Uraniensis, electus 17. Decembris 1784, aetatis suae 39. [1].

Auf einem beiliegenden Papierblatt trugen sich ferner ein:

17. R. D. *Mauritius Faßbind* von Arth im Kanton Schwyz, erwählt den 21. Novembris 1819 an Maria Opferung, [1836–1869 Kaplan zu Biberegg bei Rothenthurm] [2].

18. *Aloys Fuster* aus dem Muttathal, erwählt den 25ten Septembris 1836 [mortuus in Buochs anno 1871] [3].

19. *Petrus Furrer* aus Hospenthal in Ursern, erwählt den 3. Mai 1844, installiert den 8. Mai 1844 [† 18. Nov. 1883].

Seither folgten noch

20. *Michael Gisler* von Spiringen, geb. 8. November 1825, Pfarrhelfer in Seelisberg seit Juli 1859, als Pfarrer installiert den 20. Januar 1884, gestorben den 14. Oktober 1904.

21. *Franz Xaver Schnüriger* von Sattel, geboren 28. Juni 1856, Pfarrhelfer in Seelisberg seit 15. April 1896, als Pfarrer installiert den 22. Januar 1905.

Beilage betreff Pfarrer Mazugh.

Honestus juvenis Jacobus Mazug, Helvetius, absolutis Logicae exercitationibus tantum profecit, ut primum philosophiae honorem baccalaureatus in academia *Dilingana* adeptus fuerit, tum vero ad hanc celeberrimam et archiducalem universitatem *Brisgoiorum* commigrans, reliquo biennio ad finem usque persecutus est philosophiam.

[1] Regli stammte von Göschenen, studierte während 6 Jahren zu Luzern und 4 Jahre in Solothurn, betätigte sich fast ein Jahr lang als Kaplan in der Göscheneralp, 11 Jahre als Kaplan in Wassen und zwei Jahre als Pfarrhelfer in Seelisberg. Bei diesem Pfarrer brachte der nachmalige Schultheiß Konstantin Siegwart-Müller ein volles Jahrzehnt (1808—1818) als Kostgänger zu. Siehe Siegwart, « Der Kampf zwischen Recht und Gewalt » Altdorf 1864, S. 2–8 und Urner Neujahrsblatt 1900, Die geistlichen Berichte S. 36.

[2] Faßbind, der Sohn des Jos. Leodegar und der M. Agatha Kennel, wurde geboren den 22. April 1782, empfing am 2. Februar 1816 die Priesterweihe und wirkte dann als Kaplan in Brunnen und starb als Kaplan in Biberegg den 6. Januar 1869. Gleich nach seiner Installation in Seelisberg verzichtete er auf das bisher übliche Wirten im Pfarrhaus. Die Leichenrede, gehalten von Dekan Jakob Stocker in Arth, erschien bei Marianus Benziger im Drucke.

[3] Fuster, geboren 25. Juli 1792, Priester 25. Juli 1815, Pfarrhelfer in Spiringen 1815, Frühmesser und Organist in Buochs 1817, Pfarrhelfer daselbst 1818, wieder Vikar in Buochs 1844, Pfarrhelfer daselbst 1847 bis zum Tode am 3. Januar 1871.

eo studio, assiduitate et successu, ut praeclaros hinc fructus, ob vitae vero honestatem laudem tulerit ac commendationem.

Ita testor infra scriptus. *Friburgi* Brisgoiorum IV. Non. [Julii] anno Christi MDCXXXII.

Jacobus Thebas, Societatis Jesu, philosophiae professor ordinarius et hoc tempore Decanus ejusdem facultatis.

* * *

Jacobus Mazugh morali theologiae partim *Dilingae*, partim hic *Friburgi* Brisgoiae per integrum fere biennium suam impendit operam ea diligentia ac morum integritate, ut meritus sit hanc publicam attestationem.

Actum *Friburgi* 10. Julii anno 1632.

Casparus Ruthardus, Societatis Jesu, sacrae theologiae doctor et professor.

Es ist auffallend, daß Mazugh trotz dieser Zeugnisse nicht unter den Immatrikulierten zu finden ist.

* * *

Reverendus et perdoctus dominus magister Jacobus Mazug, Uraniensis sacerdos, venit ad novitiatum patrum Cappucinorum *Tugiensem*, in quo novem circiter menses laudabiliter se gessit et in omni virtutum genere se bonum tyronem exhibuit, sed cum astmaticus sit, et propterea nonnisi magno labore choro nostro satisfacere possit, ideo cum dolore dimissus est, quem omnibus hoc chirographo optime commendatum esse cupimus.

Actum *Tugii* 2. Septembris anno 1639.

Conventus FF. *Capucinorum* Tugiensis.

Alle drei Zeugnisse liegen im Stiftsarchiv Engelberg.

* * *

Schriften des Jacob Mazugh in der Stiftsbibliothek Engelberg.

Codd. 595 et 596 in 4°. Commentarius in Aristotelis logicam et libros physicorum, dictatus a P. Joanne Bernard S. J. Dilingae 1630–31.

Cod. 597 in 4°. Commentarius in libros Aristotelis de anima, dictatus a P. Jacobo Theba S. J. Friburgi Brisg. 1632.

Cod, 598 in 4°. In quatuor libros Aristotelis de coelis, de generatione et corruptione.

Cod. 599 in 4°. Theologia moralis sive casus conscientiae, ex-

cepti a Jacobo Mazugh in universitate Dilingana 1631. Controversiae dictatae a P. Sebastiano Feuchtio in archiducali Brisgoiorum universitate 1632.

Cod. 523 et 524 in 4°. Praelectiones philosophicae Patris Dominici Mazugh 1640 et 1642, beide geschrieben von Frater Carl Troger.

Cod. 543 in 4°. Libri de coelis, generatione et corruptione, et anima professore P. Dominici Mazugh. 1640–1642.

Nachtrag.

Von Herrn Pfarrer Joseph Müller werden wir zur Ergänzung in verdankenswerter Weise auf folgende Namen hingewiesen:

Johann Huser von Hechingen erklärt als neugewählter Pfrundherr am 11. März 1490, sich im Fall v r Streitigkeiten mit urnerischem Recht und Gericht begnügen zu wollen [1].

Georg Truchsäss erscheint am 22. November 1501 als neuer Pfarrer zu Feusisberg [2].

Johann Frank oder Franchini wird genannt im Stiftungsbrief der Beroldingenschen Pfründe zirka 1560–1570 [3].

Michael Wandelgern starb zirka 1565. Er steht ebenfalls im genannten Nekrolog als Pfarrer von Seelisberg. Er war zeitweilig in Sattel.

Johann Willimann begegnet uns als Toter zirka 1590 im Nekrologium des Priesterkapitels Uri. Die Pfarrei Seelisberg trat er sehr wahrscheinlich 1588 an.

Michael Schuomacher ist vielleicht identisch mit einem Träger dieses Namens, der am 18. April 1581 als laicus Beronensis in die Universitätsmatrikel von Freiburg i. B. eingetragen wurde Ein Michael Schumacher erhielt Montag vor der Auffahrt 1594 die Pfarrpfründe von Doppleschwand [4]

Bertholomäus Sticker starb zirka 1620–1622(Nekrologium wie oben

Anton Leman blieb offenbar von der Pest verschont. Er tritt 16.. zum zweitenmal als Pfarrer in Hergiswil (Nidwalden) auf [5].

Georg Kost schaltet als Pfarrer in Benken 1635–1639.

Johann Hunwiler wirkte 1637–1651 in Emmetten und stiftete dort 16.. ein Jahrzeit.

Über Magister *Markus Hagelstein* erhielten wir von Stadtpfarrer Ferdinand Meyer in Neuenburg am Rhein folgende schätzenswerte Auskunft:

Ein um das Jahr 1730 von dem 1672 hier geborenen und immer hier

[1] Geschichtsfreund Bd. 44 S. 177.
[2] G. Odilo Ringholz, Stiftsgeschichte I. 568.
[3] Geschichtsfreund Bd. 21, S. 11.
[4] Geschichtsfreund Bd. 36 S. 103.
[5] Geschichtsfreund Bd. 36 S. 104 und Businger, Geschichte von Unterwalden

angestellt gewesenen Pfarrer und Dekan J. J. Christen angelegtes Pfarrbuch enthält pag. 413 folgende Notiz :

« Anno 1651 ist Herr M. Marcus Hagelstein von der Pfarrey Schliengen (Amt Müllheim) auf allhiesige gezogen, hat das Kirchlein zue Mauchen (Filialort von Schliengen) frisch erbauen laßen. Unter ihme ist die bruderschaft des hl. Creutz aufgerichtet worden ; ist sehr fleißig geweßen die Pfahrrecht zue defendiren ; hat alle Jahr ein Register über die Pfahrey aufgerichtet, gleich wohl nit alles klar, oder etwelche Recht gar nit beschrieben, sonderbahr von dem Blud-zehnden der s. v. Schweinlein, welchen er doch bezogen, wie ich es mit lebendigen Zeigen probiert habe ; wann er dises in seinen Register gemeldet, kein Prozeß entstanden wäre. Muß anno 1666 gestorben seyn, weillen weitheres kein Register mehr von ihme gefunden wirdt. Hat auch lang die Preszenz schaffnerey administriert cum summa laude. Ist auch lange Dekanus capituli gewesen. »



Regula Tarnatensis

Par l'Abbé BESSON

Nous admettons comme prouvée l'existence à Agaune, dès le quatrième siècle, d'une église dédiée aux saints martyrs. Le service de cette église était fait par des clercs qui, probablement, vivaient en communauté. Mais tout nous porte à croire que cette communauté se composait de clercs séculiers, et n'était pas un monastère proprement dit. On nous objecte, comme preuve du contraire, la *Regula Tarnatensis.*

Benoît d'Aniane, a recueilli dans son *Codex Regularum*, et cité à plusieurs reprises dans sa Concordance une règle appelée *Tarnatensis*[1]. Depuis Simler, pas mal d'auteurs, ne sachant où se trouvait le monastère *Tarnatense*, veulent l'identifier avec Saint-Maurice. Le plus remarquable défenseur de cette opinion est De Rivaz [2], dont nous examinerons les arguments au cours de ce mémoire. Procédons avec ordre.

En premier lieu, la Règle dite *Tarnatensis* n'est pas celle de l'abbaye de Saint-Maurice après Sigismond. Elle suppose, en effet, que la psalmodie a ses heures marquées, en dehors desquelles tous les religieux, sans exception, doivent s'occuper de divers travaux : « Aestatis vero tempore, matutinis ex more completis et prima dicta, omnes opera quae iubentur assumant... Hiemis vero tempore, matutinis vel prima transactis, omnibus usque ad tertiam vacare conceditur lectioni. Qua consummata, gratanter quod eis iniunctum fuerit implere festinent [3] ». Or nous savons que les moines institués par Sigismond étaient divisés en groupes, chargés de psalmodier alternativement, sans interrompre jamais la louange de Dieu. Inutile d'insister, du reste : ceux qui

[1] Le *Codex Regularum* fut édité pour la première fois par Holstein, à Rome en 1661, puis à Paris en 1662. On trouve la Règle *Tarnatensis* dans Migne, P. L. t. LXVI, col. 977.

[2] De Rivaz, *Eclaircissements sur le martyre de la légion thébéenne*, p. 65 ss.

[3] *Regula Tarnatensis*, n. 9.

supposent la règle en question pratiquée à Agaune, la mettent à une date bien antérieure.

Il faut donc voir si la *Regula Tarnatensis* est celle d'un monastère établi à Saint-Maurice avant 515. *A priori*, cela nous surprendrait énormément, puisque, d'après la tradition ancienne [1] conservée sur place, ce monastère n'existait pas. Mais examinons la règle en elle-même. Une simple lecture de notre document et des Règles de saint Césaire, surtout de celle *ad Virgines*, montre entre ces divers textes de très frappantes ressemblances, assez souvent littérales. Nous serions donc bien tentés de considérer la Règle de Tarnate comme postérieure à celle de saint Césaire, soit comme datant au plus tôt du début du VIme siècle. Néanmoins cela n'est pas sûr : il est excessivement difficile, étant donnés deux textes en dépendance l'un par rapport à l'autre, de dire lequel des deux est le plus ancien. On peut supposer, par exemple, que les deux dérivent d'une source commune. Et il se pourrait bien dans le cas présent que cette source fût le recueil des *Statuta Lirinensia.* D'un autre côté, le R. P. Dom Morin a bien voulu nous rendre attentif au mot *opus Dei* qu'on trouve au chapitre 5 de la Règle de Tarnate et que nul n'a employé dans ce sens avant saint Benoît. « Il me paraît sûr, ajoute le savant Bénédictin, après une nouvelle lecture de cette Règle, que son auteur a connu et utilisé celle de saint Benoît ; il y a donc lieu de supposer qu'elle est postérieure et à saint Benoît, et à saint Césaire [2] ». Nous serions de la sorte au milieu du VIme siècle, c'est-à-dire après Sigismond.

D'ailleurs, si l'on admet que la *Regula Tarnatensis* a été en usage à Agaune, on doit la reculer encore beaucoup : le nom de Tarnade porté par cette localité n'est plus attesté à partir de la fin du IVme siècle. Et voilà pourquoi De Rivaz ne craint pas d'affirmer [3] que la fameuse Règle remonte au moins à l'an 360. Remarquons simplement que les dix derniers chapitres (10 sur 23) sont textuellement tirés de l'épître 211 de saint Augustin. En 360, Augustin avait six ans. Il est peu vraisemblable qu'il eût alors écrit déjà une longue épître à des religieuses, et que celle-ci eût été copiée dans une règle monastique...

Les renseignements que la *Regula Tarnatensis* fournit sur son âge portent donc à croire qu'elle ne fut point en usage à Saint-Maurice

[1] La tradition contraire ne remonte pas au delà du IXme siècle.
[2] Lettre du 10 décembre 1909.
[3] De Rivaz, *op. cit.*, p. 65.

avant 515. Comme nous savons déjà qu'elle n'y était pas non plus observée après 515, il reste à conclure qu'elle n'a rien à faire avec notre monastère valaisan.

Mais d'autres raisons viennent confirmer cette manière de voir. Pourquoi veut-on faire de cette Règle — dont on possède le texte, mais dont on ne sait absolument rien d'autre — une règle pratiquée à Saint-Maurice? Pour un seul motif : à cause de son nom. Saint-Maurice, en effet s'appelait jadis Tarnade. L'argument est malheureux. D'abord il s'agit d'une règle dite *Tarnatensis*, et jamais Saint-Maurice ne s'appela *Tarnatae*, mais seulement *Tarnaiae* ou *Tarnadae*. Mais cela n'a pas d'importance. Passons.

Ce qui est beaucoup plus fort, c'est que jamais, absolument JAMAIS on ne trouve dans la langue chrétienne le nom de *monasterium Tarnadense* ou *Tarnatense* appliqué à Saint-Maurice. Dès le début du Vme siècle, saint Eucher parle de *martyres Acaunenses* ; Marius d'Avenches, Grégoire de Tours, ne connaissent qu'un *monasterium Acaunense* ; les plus anciennes recensions du martyrologe hiéronymien et les monnaies mérovingiennes, portent *Acauno* ; par conséquent à ceux qui nous disent que le nom primitif du monastère de Saint-Maurice était *monasterium Tarnatense*, nous répondons par une négation pure et simple.

Au contraire, dans d'autres régions, le nom géographique *Tarnatensis* est parfaitement connu. Dans les cartulaires de Savigny et d'Ainay, nombreuses sont les mentions de l' *ager Tarnatensis*. Elles figurent, par exemple, dans des documents de 832, de 856, de 858, de 889, de 926, de 928, de 1013, de 1023 [1], etc. Il serait donc plus sage d'aller chercher par là [2] ce monastère mystérieux où l'on aurait observé la règle *Tarnatensis*. Il existe, aussi, dès la fin du Xme siècle un prieuré clunisien de Ternay [3], dont Mabillon [4] dit qu'il a porté jadis le nom de *Ternatense* et *Tarnatense*. Ce monastère peut avoir existé — comme d'autres, comme Romainmôtier, par exemple — longtemps avant d'appartenir à Cluny. Quoi qu'il en soit de ces identifications, elles sont sûrement plus légitimes que celle que propose De Rivaz.

[1] *Cartulaire de Savigny*, éd. BERNARD, 1853, p. 6, 16, 17, 20, 22, 25 ; *Cartulaire d'Ainay*, même ouvrage, p. 664, 673. (*Documents inédits sur l'histoire de France.*)

[2] Probablement Ternant, canton de Bois-d'Oingt (Rhône).

[3] Ternay, canton de Saint-Symphorien d'Ozon (Isère). R. POUPARDIN, *Le Royaume de Bourgogne*, p. 338.

[4] MABILLON, *Annales*, t. I, 1739, p. 625.

Quant aux autres arguments sur lesquels s'appuie cet historien, ils méritent à peine de nous arrêter. « La règle (*Tarnatensis*), dit-il [1] défend aux moines d'aller au château, à la cité, au delà du Rhône, sans la permission du supérieur... ceci convient à Agaune qui n'est qu'à trois lieues d'Octodure, à deux milles de l'endroit où était le château nommé Tauretunum au VIme siècle, et au bord du Rhône ». La Règle parle simplement d'un fleuve, et non du Rhône. Par suite, le passage en question convient à tout monastère situé près d'un fleuve, d'une ville, d'un castrum. Beaucoup répondent à ces conditions, et Ternay est sur les bords du Rhône, tout comme Saint-Maurice.

La même règle, continue notre auteur [2], « ordonne aux novices d'aider les laïques à recevoir les pèlerins. Cela peut-il s'entendre d'un autre lieu que d'Agaune, qui était alors le plus célèbre pèlerinage de tout l'Occident? ». Sans nous arrêter à discuter ce que ces derniers mots contiennent d'exagéré, contentons-nous d'observer que les *peregrini* mentionnés dans la règle ne sont pas des *pèlerins*, mais des *voyageurs*, des *étrangers*, dont presque toutes les anciennes règles monastiques parlent, en prescrivant de les recevoir avec charité.

Encore une observation pour finir. Les historiens qui se recommandent de la Règle de Tarnate, sont les mêmes qui admettent la Vie de saint Séverin. Cet abbé gouverne, disent-ils, une communauté florissante, qui pratique, encore vers 508, la fameuse règle. Ces mêmes auteurs, embarrassés par le passage déjà cité de la *Vita Abbatum Acaunensium* : « remotis familiis saecularibus [3] », disent « qu'il y avait dans le monastère des laïques des deux sexes et que saint Maxime conseilla à Sigismond de les éloigner [4] ». Cela crée une autre difficulté. La Vie de saint Séverin laisse entendre que le couvent marche normalement, et même très bien vers 508. D'autre part, la Règle en question interdit absolument l'entrée des femmes dans la maison : « Feminae vestrum non frequentent habitaculum ; non eis concedatur interiores monasterii ianuas introire [5]... » Comment donc en 515 y-a-t-il dans ce même couvent non seulement des femmes, mais des familles...?

Dans l'hypothèse de Rivaz, il est impossible d'échapper au dilemme

[1] De Rivaz, p. 66.
[2] De Rivaz, *op. cit.*, p. 67.
[3] *Vita Abbatum*, n. 3.
[4] De Rivaz, p. 66.
[5] *Regula Tarnatensis*, n. 20.

suivant : ou bien la présence des familles séculières est autorisée par les statuts du couvent, ou bien elle ne l'est pas. Dans le premier cas, la Règle de Tarnate n'est pas observée à Agaune ; dans le second, la Vie de Séverin est inexacte [1]... Nous croyons pour notre part l'un et l'autre, et nous pensons que les familles séculières dont il s'agit dans la *Vita Abbatum* n'habitaient ni dans le couvent, ni près du couvent, car le couvent n'existait pas.

Il nous semble maintenant avoir le droit de tirer une nouvelle conclusion : la Règle dite Tarnatensis ne concerne point Agaune ; elle ne sert de rien pour prouver l'existence d'un ancien monastère en cette localité.

[1] Inexacte, puisque, dans l'hypothèse, elle nous donnerait comme fervente une communauté tombée dans la décadence et l'indiscipline.



Alte Glasgemälde zu Ehren des sel. Nikolaus von Flüe.

Von Eduard Wymann.

Die verschiedenen Prozesse, welche 1591, 1618, 1621, 1625, 1647/48 und 1654 angehoben wurden, um unsern eidgenössischen Friedensstifter in aller Form auf die Altäre zu erheben, förderten unter anderm auch ein bedeutendes kulturhistorisches Material zu Tage. Man forschte nicht bloß nach dem Leben und den Tugenden des berühmten Eremiten, Rom wollte auch genauen Aufschluß über jene Wunder haben, die ihm von seinen Verehrern zugeschrieben wurden. Nicht weniger eingehend waren die Erkundigungen über das Alter und den Umfang der Verehrung, deren sich der Einsiedler vom Ranft nach seinem Tode erfreute. Nach dieser Hinsicht liefern besonders die Verhörakten von 1647 einen reichhaltigen Stoff, der 1648 als Processus remissorialis et compulsorialis verarbeitet wurde. Man wollte genau wissen, ob Nikolaus von Flüe von den Landesbewohnern wirklich mit dem Titel eines Seligen beehrt werde, ob sein Haupt auf den Bildern mit einem Nimbus umgeben sei, und ob man ihn auf bildlichen Darstellungen mit andern Heiligen auf gleiche Stufe zu stellen pflege. Es sollte außerdem das Alter dieser Darstellungen festgelegt und auch angeführt werden, aus was für Stoffen dieselben gefertigt seien. Nicht gleichgültig war es der Ritenkongregation, ob die genannten Bilder nur in Kirchen und Kapellen, oder auch in Privathäusern und nicht nur auf Kirchen- sondern auch auf Kriegsfahnen vorkommen und wie häufig überhaupt das Bild dieses Dieners Gottes zu treffen sei.

Nach Weisung der genannten Kongregation hatten nämlich die Examinatoren unter anderem sich in ihren Fragen an folgenden Artikel zu halten: *Quarto.* Idem etiam dicitur de illius imagine cum radiis et inscriptione *Beati* et quod non solum in ecclesiis et extra eas, sed etiam in vexillis tam ecclesiasticis quam militaribus depingitur uti eius qui communis Provinciae Patronus habetur et pro tali colitur et non est fere domus in illis partibus, in qua non reperiatur illius imago, uti quem omnes habent pro Patrono particulari, quae semper fuit depicta ab eisdem decem, 20, 30, 40, 50 et 100 annis et e tanto tempore, quod non est hominum memoria in contrarium.

Petrus Franciscus de Rubeis, Advokat der apostolischen Kammer, leitete den Prokurator und die Subpromotoren ferner an, die Zeugen über folgende Punkte zu befragen: Item, an viderit imaginem huius servi Dei ad illius sepulchrum vel alio loco sacro, vel saeculari, publico aut privato, et qualis sit ipsa imago, an coloribus depicta vel delineata in tela, ligno vel alia materia et qua, an vero sculpta in ligno, marmore aut alia materia et qua, describat eam et locum in quo est, et an habeat radios vel titulum *Beati*, vel quid aliud cultum prae se ferens, et dicat a quanto tempore citra illa imago fuerit depicta vel sculpta et in loco, in quo reperitur, collocata.

Bischof Franz Johann von Konstanz begab sich 1647 persönlich mit den übrigen Funktionären nach *Sachseln* und ließ vom 4. Juli an die Zeugen in der dortigen Sakristei der Pfarrkirche vor sich treten. Diese machten, entsprechend den gestellten oben erwähnten Fragen, auch einige Angaben über *Glasgemälde*, die sie da und dort gesehen. Die meisten Stücke wurden jedoch vom Bischof und seinen Gehilfen persönlich besichtigt und im vorliegenden Prozeß kurz beschrieben. Herr Staatsarchivar Dr. Robert Durrer in Stans hatte die große Güte, mir die Originalien dieser Akten zu beschaffen. Aus ihnen stelle ich hier zu hagiographischen Zwecken alle Zeichen der Verehrung zusammen, insoweit diese sich in Anfertigung von Glasgemälden offenbarte. Indessen aber die frühern Prozesse nach der angedeuteten Richtung gar keine Ausbeute gewährten, lieferten die Akten des Jahres 1654 wenigstens einen kleinen Nachtrag zu den Aufzeichnungen des Jahres 1647.

Ratsherr *Marx Anderhalden* von *Sachseln*, getauft den 30. Dezember 1571, bezeugte im Verhör von 1647: « Es seye nicht bald ein Haus im Land, darin nicht sein Bild zue fünden auf Papier, in Kupfer, gemalt auf Holz, Tuech, in den *Glasfenstern* und anderstwo. »

Kaspar Imfeld von *Sarnen*, 63 Jahre alt: « Die Bildnuß B. Clausen hab er auf dem Grab alhie gesehen, hab selbst eine in *Glas*, im Fenster gemalt, so anno 1563 gemacht worden, stehe auf der einen seiten Imago Jacobi Apostoli und auf der andern Fratris Nicolai. »

Klosterkaplan *Mathias Barmettler* von Stans, 67 Jahre alt: « Er vermeine, selbst in den Häusern und in den *Fensterschilten* zue Stans vilfaltig solche Bildnussen gesehen zu haben. »[1]

Landsfähnrich *Jakob Christen* von Wolfenschießen, 61 Jahre alt:

[1] Ein Lebensbild Barmettlers steht im Nidw. Kalender 1882, S. 14-23.

« Er hab ein Bildnus mit einem [Heiligen] Schein in einem *Fenster* zue *Altzela* gesehen. [1] »

Alt Landammann Ritter *Kaspar Leu*, von Stans, 72 Jahre alt : « In seines Sohnes Haus seye eine [Bildnuß], so bey 50 Jahren gemacht worden, in einem *Glasfenster*, so einen [Heiligen]schein habe. [2] »

Am Abend des 12. Juli 1647 begann die Kommission mit der Begsichtiung der Bruderklausenbilder in *Sachseln*.

In sequenti die, id est decimo tertio die Julii, allata fuit ad Ill^{mum} et Rev^{mum} Dominum Judicem fenestra ex orbiculis vitreis concinnata, hactenus in aedibus *Christiani Fangeri*, incolae vici *Oberwilae* [3], ibique in hypocausto memoriae F. Nicolai religiose asservata, cuius tabella vitrea diversicolor centenaria maior (anno quippe 1542 facta) imaginem habet templi seu sacelli montano situ cum subiecto fonte salientis aquae et circumiacente silva, ora autem fenestrae superior et dextra effigiem S. Petri Apostoli, sinistra F. Nicolai cum rosario et scipione, caput autem perinde atque alterum D. Petri, aureo orbe circumfusum.

Post hanc allata ex aedibus *Marci Anderhalden*, Saxlensis [4], alia fenestra vitrea, in qua munere et sumptu totius communitatis Saxlensis bis depictae videntur imagines F. Nicolai, una minuscula e regione S. Petri Apostoli, altera major opposita S. Joanni Evangelistae, utriusque caput aureo orbe resplendet, cum rosario et scipione ; et in ambitu quidem orbis aurei, qui caput maioris imaginis cingit, encaustica pictura leguntur haec verba : Bruoder Clauß, ora pro nobis !

Plures eius modi in fenestris vitreis aliarum domorum spectantur imagines Fr. Nicolai, utpote in domo *Joannis Krumenackeri*, Vexilliferi [5], una operis vetusti (anno, quantum conjicere licuit 1585 picta) S. Petrum Apostolum et F. Nicolaum cum rosario et scipione et capite aureis radiis illustri referens.

[1] Christen, Statthalter seit 1651, wurde 1652, 1653, 1659 und 1664 Landammann. Er kommandierte als Landshauptmann die Nidwaldner bei der Belagerung von Rapperswil 1656 und starb 1671.

[2] Ritter Kaspar Leu, 1621–26 Statthalter, regierte als Landammann 1627, 1631, 1635, 1638, 1641, 1646, 1650, † 1653. Unter dem Haus seines Sohnes haben wir uns offenbar dasjenige des Johann Melchior Leu vorzustellen, der damals Landschreiber war und 1654 Landammann wurde.

[3] Ein Christian Fanger wird 1587 Ratsherr und Anton Fanger erhielt 1552 von der Landesregierung Schild und Fenster für sein neues Haus. Es ist vielleicht das obgenannte Fenster. Die Differenz in der Datierung kann durch Schreib- und Lesefehler entstanden sein. Vgl. Küchler, Chronik von Sarnen 1895 S. 108–109.

[4] Anderhalden war seit 20 Jahren Mitglied des Rates. Sein Vermögen schätzte man auf 12,000 Reichsgulden oder 70,000 Pfund.

[5] Krummenacher, 72 Jahre alt, Ratsherr und Landsfähnrich, besaß ein Vermögen von 36,000 Pfund, baute 1619 das Rößli in Sachseln. Sein Porträt befindet sich im historischen Museum zu Sarnen.

Altera in domo eiusdem Vexilliferi anno 1586 elaborata, S. Joannem Baptistam et ex adverso F. Nicolaum simili quidem specie sed absque radiis exhibens. Ad has et sequentes imagines aliaque recognoscenda adhibiti testes D. Parochus Saxlensis [Mäder] iam iuratus et D. Victor Käslin, capellanus Saxlensis, qui et ipse praesentibus subpromotoribus in manus Domini Judicis consuetum praestitit juramentum.

Similem argenteum inauratum calicem honori F. Nicolai reliquit Ill[mus] Comes *Jtelius Fridericus Zolleranus*, quando anno 1602 cum coniuge *Sibylla comitissa de Zimmern et Joanna comitissa de Eberstein* sepulchrum eius invisit, quorum insignia in fenestra templi [Saxlensis], sumptu eorum confecta, supersunt.

15. Juli. Subiacet huic templo [in Flüeli] domus, quam Nicolaus priusquam in eremum secessisset, cum uxore et liberis incoluit, cuius memoriae *Andreas de Bären*, parochus Saxlensis [1], anno 1563 in hypocausto imaginem Nicolai iuxta Deiparam Virginem in vitrea fenestra pingi curavit.

Absoluta ea [die untere *Ranftkapelle*] fuit anno 1503 piorum hominum liberalitate, quam indicant insignia in fenestris et inter ea *episcopi Lausannensis*, quorum praesulum magna erga F. Nicolaum pietas etiam ex aliis argumentis noscenda.

Sarnen, den 16. Juli. Hanc statuam [des Johann Imfeld, junior] et unam fenestram ex aedibus *Andreae Schönenbühel*, senatoris Sarnensis [2] procurator [Wolfgang Schmid] produxit, quia in hac iuxta S. Jacobi Majoris Apostoli effigiem F. Nicolaus coloribus vitro inustis effformatus et caput aurato orbe cinctum spectatur: opus pervetustum, quod forma indicat, licet annorum numeri adscripti non sint.

Stans, den 16.-18. Juli. Apud *moniales S. Clarae* supra altare maius picti hinc S. Carolus Borromaeus, inde F. Nicolaus: et in fenestra iuxta D. Petrum apostolum idem Nicolaus aurato orbe fulgidus spectatur.

Mos est Germanorum, ut in vitreis fenestris illorum, quos singulariter honoratos volunt, insignia sua encausticis coloribus pingi et ornatus gratia emblemata quaedam et frequentissime Sanctorum, quos ut patronos venerantur, imagines apponi faciant; cuiusmodi picturatae fenestrae in aedibus *Melchioris Lussy* multae spectantur, sed quae ad praesens institutum faciant hae memorandae sunt: una in aula supradicta [interiori] F. Nicolaum vulgato habitu cum capite aureis radiis illustri referens anno 1588 picta [3].

[1] Andreas Zbären, 1559-1587 Pfarrer in Sachseln, später in Stans. Er ist Verfasser einer kurzen Lebensgeschichte des Seligen. Die Handschrift, datiert von 1567, liegt in der Stiftsbibliothek Engelberg. Siehe Geschichtsfreund, Bd. 53, S. 254.

[2] Über Andreas Schönenbüel berichteten wir mehreres im zweiten Hefte der Obwaldner Geschichtsblätter 1904, S. 95 ff. Andreas wurde 1646 Talvogt zu Engelberg und starb den 13. März 1648 zu Sarnen. Der Rat von Obwalden verehrte ihm 1599 eine Wappenscheibe.

[3] Ritter Melchior Lußy bat am 22. Juni 1586 die eidgenössischen Orte um Wappen in sein neues Haus. Eidg. Absch. IV, 2, S. 947. Über dieses Haus handelt ausführlich Dr. R. Durrer in der Statistik der Kunst- und Architekturdenkmäler Unterwaldens S. 401 ff.

Alia anno 1594 medium inter DD. Apostolos Petrum ac Paulum exhibens Nicolaum.

Tertia operis non ita vetusti, anno 1628 facta, F. Nicolai caput aureo orbe radians ostendit.

Superest ex fenestris *templi parochialis* una Nicolai Leonis insignia [1] et iuxta F. Nicolai imaginem cum capite radiato gerens anno 1619 facta.

In aedibus *Joannis Melchioris Leonis* itidem fenestra, antiquitate et icone F. Nicolai spectabilis, cui caput aureo orbe refulgens, et ad orbis marginem haec circumscriptio : Frater Nicolae, ora pro nobis ! Ita sibi propitium optavit, de sanctitate Nicolai nihil dubitans, Hieronymus Hohl, parochus Stansii, qui anno 1595 fenestram hanc fieri curavit [2].

Praeter hanc fenestram duae aliae in iisdem aedibus monstratae, prima S. Andream et F. Nicolaum habet anno 1591 pictos, altera biennio recentior iuxta S. Jacobum apostolum F. Nicolai imaginem et caput aureis radiis coruscans ostendit.

Visitur in his iisdem aedibus sacellum S. Joanni sacrum [3] et in eo fenestra S. Petrum et F. Nicolaum capite radiato referens, quam tota communitas Subsilvaniae anno 1605 fieri curavit.

Alia anno 1582 picta vitrea tabella in aedibus *Arnoldi Stulzii*, praetoris provincialis, videnda et in ea inter aliorum Sanctorum imagines una F. Nicolai cum aureo orbe capite circumfuso.

Vetustior et anno 1533 encausto picta fuit illa fenestra, quam F. Nicolai effigie conspicuam *Meinradus Zelger* exhibuit.

Allata etiam fuit ad Ill^mum Dominum Judicem ex *Wolfenschiessio* fenestra, quam *Philippus Christa* magno cum honore asservat, quia in ea imagines S. Conradi episcopi Constantiensis et F. Nicolai jam anno 1540 pictae et Nicolai caput non minus atque alterum S. Conradi, aureo orbe resplendet.

Eiuscemodi imagines in omnium fere civium domibus tam multae et tam variae sunt, ut vix describi et imo vix numerari queant, sed D. Judex illas modo, quae vestutate excellunt, edi atque annotari voluit.

Luzern, 19. Juli. Amplius Lucernae in *Collegio* Patrum societatis Jesu fenestrae encausto pictae plures et inter has una imagines S. Petri et F. Nicolai anno 1580 efformatas exhibens.

Hitzkirch, 25. Juli. *Arx* Hitzkirch horae amplius itinere a Murensi monasterio distans, spectat ad ordinem Teutonicum B. Mariae, ubi in *aulae* fenestra Nicolai imago encausticis coloribus iam anno 1532 cum auratis radiis picta cernitur, uti Illmo Domino Judici et Subpromotoribus PP. Cappucini retulerunt.

1 Nikolaus Leu oder Löw.

2 Holl von Buchhorn, Pfarrer in Stans 1593-96. Vgl. Beiträge zur Geschichte Nidwaldens, 6. Heft, S. 69. Landschreiber Johann Melchior Leu wurde Landammann 1654 und starb 1675.

3 Eine Hauskapelle, die wir bei Nüscheler im Geschichtsfreund Bd. 47. S. 206-207 wenigstens nicht unter diesem Namen verzeichnet finden.

Im Kanonisationsprozeß von 1654 bezeugte Ritter *Wolfgang Singer* von *Sachseln* am 18. Juni vor dem Bischof Franz Johann von Konstanz: « Er hab selbst ain Bildt im Fenster geschmelzt, so nun 82 Jahr alt, mit ainem Schein geziert. »

Ritter *Marquard Imfeld* von *Sarnen*, Landammann, 23. Juni 1654: « Er hab selbst ain Bildtnuß im Fenster geschmelzt, so anno 1540 dahin gesetzt worden ».

Landammann *Johann Melchior Leu* von *Stans*, 26. Juni 1654: « Habere se in suis aedibus imaginem Nicolai encausto pictam cum orbe seu radio aurato, qualis aliis Sanctis tribuitur. »

Landammann *Jakob Christen* von *Wolfenschießen*, 2. Juli 1654: « Er selbst in einem Fenster eine geschmelzte Bildnuß mit dem Schein und mit der Jahrzahl 1549 zu Haus habe ».

Die Unterwaldner Standesscheibe von 1617 in der Kapelle auf dem *Flüeli* enthält ebenfalls ein Bild des seligen Nikolaus und von einer andern kleinen Rundscheibe in dortiger Sakristei ist das nämliche zu sagen. Ob die von einem Lausanner Bischof und von der Familie Segesser in die *untere Ranftkapelle* gestifteten Wappenscheiben und diejenige des Grafen Eitel Friedrich von Hohenzollern in der Pfarrkirche zu *Sachseln* mit Abbildungen des Seligen verbunden waren, läßt sich nicht mehr feststellen. [1]

Diesen vorgenannten Glasgemälden hat J. Ming in seiner weitschichtigen Biographie Bruder Klausens (Siehe besonders Bd. II, Luzern 1863) keine besondere Aufmerksamkeit geschenkt. Das Verständnis und Interesse für die heute so hoch geschätzte Kunst der alten Glasmalerei war damals noch höchst gering.

[1] Durrer, Statistik S. 270, 272, 292.



Lamennais
et ses correspondants suisses

Par A. ROUSSEL

(Suite.)

Andley à Lamennais.

Ce 14 mai 1836.

M. l'abbé F. de La Mennais
à la Chênaie
près et par Dinan.
(*France*) *Ille-et-Vilaine.*

La vie n'est que changement et inconstance, mon vieil ami ; c'est ce que je viens d'éprouver encore une fois, car me voilà chef d'une maison d'éducation de collègue que j'étais. M. d'Aulnois est parti pour l'Allemagne dans l'espoir de fonder un établissement de Polonais dans une ville de ce pays, parce qu'on ne leur permettait plus de venir en Suisse. Il est résulté de ce brusque changement que plusieurs familles m'ont laissé les enfans qui n'ont pu le suivre. On paraît me vouloir du bien et peut-être la Providence me destine-t-elle à en faire un peu ; mais je ne pourrai nettement connaître ma position qu'au mois d'août, parce que bien des personnes attendent, me dit-on, pour voir comment *cela ira*. Heureusement tous ne font pas de même, car autrement je serais forcé de plier bagage pour l'étranger. Au reste, la Savoie, ma voisine, offre plus de ressources littéraires, et bien des gens aisés de ce pays ne savent que faire de leurs enfans. Le prix élevé de M. d'A. les effrayait, tandis que le mien, de 12 à 1500 fr., est plus à la portée de certaines bourses.

Il y a deux jours que j'ai reçu une lettre de mon excellente tante ; elle parle de vous avec cette affection que vous lui connaissez et semble se résigner à sa pénible situation avec une foi admirable. Je la soupçonne malheureuse et les lourdes dépenses que j'ai à supporter en ce

moment ne me permettent pas de faire ce que je voudrais ; ah ! quand viendra le temps où je la verrai de nouveau?

Et vous-même, dites-moi ce que vous faites? Une lettre ne peut renfermer tout ce que je voudrais savoir de votre position, mais au moins donnez-moi quelques détails sur votre santé et votre intérieur. Etes-vous seul à la Chênaie? Travaillez-vous toujours à l'ouvrage de métaphysique, qui vous occupait il y a trois ans? Enfin votre esprit est-il un peu tranquille? Vous me connaissez assez pour savoir que toutes ces questions proviennent de l'affection filiale que je vous ai vouée et que j'emporterai dans la tombe *envers et contre tous*. Quand je contemple votre vie et que je la compare à mon humble obscurité, je me trouve encore le plus heureux au milieu de ce pays magnifique, et pourtant je regrette beaucoup les landes de ma bonne Bretagne. Aimez-moi comme de coutume.

Votre dévoué et affectionné, C.-F. Andley.

Campagne Chaumont du Vuache, près Carouge et Genève.

Note.

Lamennais, à ce moment précis, s'apprêtait à quitter la Chênaie, car il s'y sentait trop seul, pour retourner à Paris, où il ne tardera pas à se fixer Il mandait, le 30 juillet 1836, à Mme Cottu, de Paris, rue de Vaugirard, 108

« J'ai dû arriver ici bien peu de temps après que vous en êtes partie car voilà près de deux mois que j'y suis de retour, avec l'intention de m'y fixer tout à fait. Je suis trop vieux pour aller et venir de Bretagne à Paris et de Paris en Bretagne, et quelque attrait qu'ait pour moi la vie des champs j'ai trouvé que la solitude à peu près complète où j'aurais été pendant la plus grande partie de l'année ne me convenait plus comme autrefois, etc. » (Lettres de Lamennais à la baronne Cottu, publiées par le comte d'Haussonville, 287 et suiv.)

Senfft à M. Vuarin.

A ce dossier mennaisien je me permets d'ajouter deux lettres de M. de Senfft à M. Vuarin. J'ai pensé qu'elles ne seraient peut-être pas sans intérêt pour les lecteurs de la *Revue*. Il est d'ailleurs question du malheureux apostat.

(Sans adresse. Papier doré sur tranche.)

La Haye, 4 janvier 1838.

Mon respectable ami,

Il m'a été doux de recevoir de vos nouvelles directes à cette énorme distance où me voilà jeté loin de toutes mes relations, de mes habitudes.

de mes intérêts les plus chers. Il est difficile d'entretenir une correspondance suivie quand on se trouve dans un monde tout à fait étranger à celui à qui l'on écrit, autant qu'on y est étranger soi-même. Cependant il y a ici beaucoup de bons catholiques ; il y a surtout une maison de la Compagnie de J. et c'est là qu'est mon véritable *home*.

Quand vous m'écriviez, vous n'aviez pas encore connaissance de l'évènement de Cologne, évènement glorieux, destiné à réveiller la foi presque engourdie en Allemagne et à faire éclater partout les louanges du Seigneur, dont les plus magnifiques triomphes sortent toujours de l'adversité. Quelle douleur de ne plus voir Féli dans nos rangs pour jouir de ce triomphe ! Je lui adresserai incessamment par notre ambassade à Paris cette collection de ses lettres précieusement conservées depuis quinze ans. Je garderai les premières années de sa correspondance qui alors s'adressait à moi et qui n'est pas comprise dans sa demande. Je ne lui redemande pas les lettres de Mad[e] de Senfft ; mais j'en recevrais avec plaisir telle partie qu'il pourrait m'en renvoyer. J'ai trop peu de ce qui est sorti de sa plume ; et dans quelque moment de loisir je m'occuperai peut-être à mettre en ordre ces trésors.

J'ose espérer que vous ne m'oubliez pas, surtout dans vos saints Sacrifices. Je serais heureux de pouvoir vous être bon à quelque chose dans ce pays-ci. Pour former quelque projet de vous revoir, je ne me le permets plus. J'accomplis aujourd'hui mes 64 ans. Agréez mes tendres respects.

SENFFT.

Avez-vous des nouvelles de Mad. la Comtesse Marie Potocka?

Notes.

On sait que M. de Senfft était, ou du moins avait été, en relations fréquentes avec Lamennais et avec M. Vuarin.

Forgues a publié les très nombreuses lettres de Lamennais à M. et M[me] de Senfft.

L'illustre écrivain avait redemandé ses lettres, originaux ou copies, à ses nombreux correspondants, pour qu'on les publiât telles quelles après sa mort. C'est la seule *autobiographie* à laquelle il voulût consentir. Voir *Blaize*, II, 347 et suiv.

(Sans adresse. Papier doré sur tranche.)

La Haye, le 5 avril 1840.

Mon très respectable ami,

Je ne puis regarder sans confusion la date de la lettre par laquelle vous m'avez recommandé les intérêts d'un établissement qui se rattache

aux besoins les plus pressants de la société, à ceux dont dépend le salut, l'avenir tout entier de l'ordre social en Europe. Pénétré de cette vérité que les ennemis du bien combattent en France ce qu'on néglige malheureusement en Allemagne, j'étais prêt à contribuer par mon obole à votre bonne œuvre, et, ne pouvant compter sur nos catholiques hollandais, excellents sous d'autres rapports, mais trop portés à limiter leurs charités à leur pays, j'engageai quelques amis étrangers à grossir un peu la petite somme ; mais deux d'entre eux, tout disposés à m'aider, ont, d'oubli en oubli, différé jusqu'à ces derniers jours de réaliser leur promesse. Je vous envoie donc enfin ci-joint, en une lettre de change sur Paris, la misérable somme de deux cents francs à laquelle ont concouru mes collègues de Russie et de Sardaigne, le baron de Malbitza et le Cte de Saint-Marsan, l'un et l'autre zélés catholiques, mais comme moi peu riches, puis ma vieille et fidèle femme de charge genevoise, Suzette Veynier, convertie et bien convertie par les soins de ma Louise, enfin — ce nom vous ira au cœur — le jeune Stanislas Zamoyski, le cadet des enfants de notre sainte amie, qui est auprès de moi depuis quelques mois pour suivre ses études sous ma faible direction. C'est un ange de piété, de pureté et de douceur, véritable enfant de bénédictions, dont le jugement est déjà, à 19 ans, très solidement formé, dont l'esprit est entièrement tourné vers Dieu, mais que de continuels changemens de séjour et de maîtres ont empêché de prendre l'habitude de l'application et d'acquérir ainsi l'instruction élémentaire indispensable. Une confiance inspirée par le souvenir de celle que sa mère m'accordait, l'a conduit spontanément vers moi ; son père a consenti à le laisser ici. J'ai trouvé parmi nos Pères de la C. de J. un excellent professeur de latin et je fais avec lui des lectures et des extraits sur l'histoire moderne qu'il importe tant de dépouiller de la falsification systématique et envenimée de l'école protestante. Cela va l'occuper encore quelques mois. Il faut abandonner à la Providence ce qu'il doit devenir après. La position des jeunes gens de sa nation présente des problèmes presque insolubles. Je le recommande donc surtout à vos prières. Je verrais avec plaisir se développer en lui une vocation religieuse que je crois entrevoir mais qui n'est pas encore bien décidée.

Priez aussi pour moi, mon respectable ami, qui suis forcé par les circonstances à rester dans un monde où je ne suis bon à rien et dont je ne suis pas encore assez détaché.

Notre pauvre ami Lam. est un sujet constant de douleur pour moi. Son talent qui paraissait si terne dans le *Livre du Peuple*, s'est

un peu relevé dans son dernier ouvrage. Puisse le Seigneur, en considération du bien qu'il a fait et qu'il a voulu autrefois, le ramener à la vérité qu'il a si tristement abandonnée !

Agréez, mon digne ami, l'hommage de mon fidèle et respectueux attachement.

SENFFT.

Notes.

Le *Livre du Peuple* avait paru en 1837. Celui que Lamennais venait de publier et auquel M. de Senfft fait allusion ici avait pour titre : *Le Pays et le Gouvernement*. Il lui valut une condamnation à un an de prison qu'il purgea l'année suivante à Sainte-Pélagie. Désormais acquis à la démagogie et à ses pires revendications, l'infortuné ne fit plus guère qu'outrager le bon sens et la logique, en blasphémant ce qu'il y a de plus honorable au monde : la religion et la société.



KLEINERE BEITRÄGE — MÉLANGES

Urnerische Staatsbeiträge für kirchliche Zwecke.

Auf Dienstag Sanctorum Innocentium den 28. Kristmonat 1790, Herr Landammann Hauptmann Martin Anton Püntener von Brunnberg und ein wohlweiser Landsrath.

Zu der Ehre Gottes und seiner geliebtsten Mutter der allerseeligsten Jungfrauen Marien, unsers Staats und lieben Vaterlands gröster Schutzpatrönin, steuern meine gnädige Herrn und Obern ihren getreuen lieben Mitlandleuthen, den respective Herrn Dorfgenosen von Erstfeld an die Erneuerung der Gnadenkapell Unser Lieben Frauen in der *Jagdmatt* aus des Lands Säckel Gl. 600, halbes an Geld und halbes an Posten.

Landammann und Land-Rat, 28. Dez. 1791.

Meine gnädige Herrn und Obern steuern ihren lieben Nachbarn von *Beggenried* an ihren neuen Kirchenbau und empfangenen [Wasser] Schaden 12 Louisd'or [= Gl. 156.]

Meine gnädige Herrn und Obern steuern ihren getreuen lieben Mitlandleuthen aus *Göschner-Alp* Gl. 100 [an die Reparatur der Kirche und des Pfrundhauses].

Landammann und Landrat, 28. Dez. 1792.

Meine Gnädige Herrn und Obern steuern den respective Kapellaney-Genosen auf *Brüsten* an ihre neue Glocken Gl. 40, halb und halb.

Landrat vom 9. Juni 1784. Ist denen Bergleüten auf *Bristen* wegen ihrer neuen Capellpfrund und Pfrundhaus über die schon gegebenen Gl. 40 annoch gesteürt worden Gl. 600.

Landrat vom 29. November 1784. Es solle den H. H. Kirchgnossen zu *Ettinghausen* zu Reparationen in ihrem Pfarhoof ein Nußbaum auf der Allmend hauen zu mögen begünstiget seyn.

Landrat vom 25. Mai 1785. Denen H. H. Kirchgnossen von *Spirigen* zu einer neu errichtenden Caplany und Pfrundhaus seyend gesteürt worden Gl. 500.

Landrat vom 28. Dezember 1785. Dem jeweilenden Hrn. Caplan auf *Bristen* solle für den Schuldienst, was denen minderen anderen Caplaneyen gegeben wird [16 Gl.], auch obrigkeitlich gefolget werden.

Landrat vom 28. Dezember 1786. Dem Hrn. Caplan Curti auf *Bristen* solle für die Haltung der Schul und Verlesung der obrigkeitlichen Mandaten Gl. 10 gleich anderen Herrn Caplänen jährlich verabfolgt werden.

Landrat vom 14. Mai 1788. Der Dorfschaft *Göschenen* an ihr Kapellbau gesteuert Gl. 100 halb und halb.

An die Kirch in *Muotathal* gesteuert 10 Louisdor.

Landrat vom 21. Mai 1788. Meine Herren erteilen dem *Bonifaz Bumann* 6 Louisdor Schankung wegen seiner edeln, menschenfreundlichen That bey der Feuersbrunst zu *Stäg* mit Leib und Lebensgefahr die da gelegene Pulverfäßer aus den Flammen zu retten.

Landrat vom 10. Juni 1789. Die Steuereinsammler für die Kapellen zu *Stäg* sollen denen Herrn Räthen von Silenen Rechnung ihres Einnemmers geben und wenn was von der Steuer noch vorhanden ist, dasselbe einbehalten werden soll. *Eduard Wymann.*

Exercitien auf dem Rathaus zu Altdorf.

Nachdem ein Erdbeben am 10. September 1774 die Bevölkerung von Uri in großen Schrecken gesetzt und an vielen öffentlichen und privaten Gebäuden beträchtlichen Schaden angerichtet, dachte man in allen Kreisen an eine Besserung des Lebens. Anläßlich einer Wallfahrt oder einer Bußandacht trat P. Gebhard als Prediger auf. Er muß den rechten Ton getroffen haben, denn in der Landesrechnung pro Mai 1775 findet sich folgender Ausgabeposten : Dem R. P. Gebhard vor die gethane Bußpredigt 6 Pf. fin Ciocolaten à Sch. 36 = Gl. 5 Sch. 16. Wahrscheinlich predigte P. Gebhard in der Jagdmattkapelle, wohin am 8. Oktober eine allgemeine Landeswallfahrt stattfand und wo 4 hl. Messen gelesen wurden.

Auch die Landesväter zeigten sich nicht verstockt, sie wollten ihr Gewissen ebenfalls erforschen und entlasten. Der Fronfastenlandrat vom 20. September 1774 beschloß : « Über den Antrag der *geistlichen Exerzitien* solle von Hrn. Joseph Herzog in nächsteintretender Fasten einen wohlweisen Rat ein Triduum zu geben, ersucht werden. » Wie lange die Besserung der gnädigen Herren und Obern angedauert, sagt kein Protokoll, wohl aber sind in der Landesrechnung von 1775 folgende interessante Spuren bis auf den heutigen Tag stehen geblieben.

Dem Pater Joseph Herzog, Exjesuit, wegen gegebenen Exerzitien Nummer 7 Dublonen an Geld, gegeben ohne Kost, Gl. 91.

Herrn Joseph Maria Gisler, daß bemeltem Pater allzeit aufgewartet, zalt Gl. 7.

Mehr den Altar auf dem Rathaus aufzurichten vor Taglöhn, Kerzen, Meß und anderem zalt Gl. 10,15 Sch.

Die Gastfreihaltung des P. P. Joseph, Exjesuiten, da in hier gewesen, hat in allem gekostet sambt Schifflöhn und was auf das Schiff an Speis und Trank gegeben , laut Specification, so bey der Revision vorgewiesen worden Gl. 68, Sch. 36. *E. Wymann.*



REZENSIONEN — COMPTES-RENDUS

Egli Johannes, Der Liber Benedictionum Ekkeharts IV, nebst den kleinen Dichtungen aus dem Codex Sangallensis 393. (Mitteilungen zur vaterländischen Geschichte, herausgegeben vom historischen Verein in St. Gallen, XXXI; vierte Folge 1.) St. Gallen, Fehr, 1909.

Der vorliegende XXXI. Band der St. Galler-Mitteilungen, der dem Historischen Verein des Kantons St. Gallen zur Feier seines fünfzigjährigen Bestehens gewidmet ist, bringt uns zum erstenmal eine vollständige, mit Erläuterungen und erschöpfendem kritischen Apparat versehene Ausgabe des Codex 393 der St. Galler Stiftsbibliothek. Der Codex zwischen 1027 und 1035 abgefaßt, besteht aus 132 Pergamentblättern in Quartform und ist durchgehend von der Hand jenes Ekkehard geschrieben, dem wir die berühmten Casus sancti Galli verdanken und der, ein Schüler Notker Labeos, zufolge seiner Bildung den hervorragendsten Männern seines Klosters zuzuzählen ist.

Über die Entstehung, den hohen Wert und die mannigfaltige Bedeutung dieses Werkes handelt der Herausgeber in einer trefflichen Einleitung (p. I-LI), in die einzelne wertvolle Exkurse eingeflochten sind, so z. B p. XV. f. über die kirchliche Malerei der damaligen Zeit im Gebiete der süddeutschen Klöster. (Bei der Erwähnung der Miniaturen des Codex Egberti p. XVII. wäre analog den andern Anführungen von Denkmälern auf die Lichtdruckedition dieses Codex durch F. X. Kraus, Freiburg 1884, hinzuweisen gewesen.) Wenn auf Seite XXIV der Einleitung der Verfasser meint : « Das einzige Ziel des Unterrichtes, welchen die Schule des Mittelalters erteilte, war (sic) das Verständnis der Bibel », so kann ich ihm gerade im Hinblick auf den Unterricht in Quadrivium und in der getrennten Fakultäten der mittelalterlichen Hochschulen, sowie auf verschiedene Äußerungen pädagogischer Schriftsteller des Mittelalters nicht ganz beipflichten. Wohl stand in der Tat das Wort Gottes und der religiöse Kultus damals im Mittelpunkte des wissenschaftlichen Interesses und wirkte anregend und befruchtend auch auf die profanen Wissenschaften, wie diese hinwiederum gerne in einen gewissen Connex mit der Theologie traten, aber, « das einzige Ziel des Unterrichtes » war deshalb noch nicht das Bibelverständnis.

Inhaltlich setzt sich der Codex Sangallensis 393 aus folgenden Bestandteilen zusammen : 1. Zwei Vorreden, die erste in Prosa über die Einleitungsformel zu den Segenssprüchen (« iube domne benedicere ») abhandelnd, die zweite in Versen die Widmung an den Abt Johannes von St. Maximin in Trier enthaltend. 2. Benedictiones super lectores per circulum anni, der Hauptbestandteil des Codex, gereimte Segenssprüchlein und kurze Gesänge

ohne poetischen Gehalt, die zum Teil, wie ich glaube aus der Überschrift und den Marginalnoten in « I. nocturna », « in evangelio » etc. schließen zu dürfen, bestimmt waren, im Festwechsel des Kirchenjahres als Segensspruch auf das « iube domne benedicere » des Lectors beim Chorgebet zu dienen. 3. Benedictiones ad mensas, Tischgebete und Segenssprüche in gereimten sog. leoninischen Hexametern, die in kulturhistorischer Hinsicht wertvoll und interessant sind, weil sie uns einen Einblick in die Kirche und den Haushalt des Mittelalters gewähren. Der Literatur zu diesen zwei Abschnitten wäre nun noch das seither erschienene Werk von A. Franz, Die kirchlichen Benedictionen im Mittelalter, Freiburg, Herder, beizufügen. 4. Versus ad picturas domus Domini Mogontine, ein poetisches Textbuch zu den Gemälden, die das Innere des von Erzbischof Aribo in der ersten Hälfte des XI. Jahrhunderts erbauten Mainzer-Domes schmücken sollten; trotzdem die Bilder nie ausgeführt wurden, wie der Herausgeber nachweist, bilden Ekkeharts Verse zu denselben einen wertvollen Beitrag zur Skonographie des XI. Jahrhunderts. Das gleiche gilt vom folgenden 5. Abschnitt des Codex, überschrieben mit den Worten « ad picturas claustri S. Galli »; er enthält in gereimten Hexametern die Erklärung zu einer Bilderfolge aus dem Leben des hl. Gallus, mit welcher wohl Abt Ulrich I. (984-990) das Innere des Klosters, wahrscheinlich den Kreuzgang, hatte ausschmücken lassen. 6. Raperti carmen, eine deutsche Dichtung (« carmen barbaricum »!) des Mönches Rapert über die Taten des hl. Gallus, die leider verloren ist, von Ekkehart ins Lateinische übersetzt. Endlich in einem letzten (7.) Abschnitt, mit « Varia » überschrieben, fünf Gelegenheitsgedichte, 10 Epitaphien und eine Oratio super pedes Domini.

Dies der Inhalt des Ekkehart-Codex. Teile desselben sind bereits von Dümmler, J. v. Arx und andern für sich, in den Monumenta Germ. Hist. und in Zeitschriften publiziert worden. Hocherfreulich ist, daß nun der ganze Codex im Zusammenhange ediert worden ist und daß diese Edition in so meisterhafter Weise von der Hand Joh. Eglis besorgt wurde.

Wilh. Schnyder.



BIBLIOGRAPHIE

I. Bücher. — Livres.

Ah, J. J. von, Ausgewählte Predigten und Predigtentwürfe, herausgegeben von Dr. Beck. Bd. II., VIII–668 S. 8⁰. Stans, von Matt, 1911. [Fr. 7.]

L'Association populaire catholique suisse. Son histoire, ses œuvres, son action. Publié par le secrétaire romand. II–30 p. 8⁰. Porrentruy, Turberg, 1909.

Bächtold, C. A., Geschichte des Kirchengutes im Kanton Schaffhausen. VIII–234 S. 8⁰. Schaffhausen, Bachmann, 1911. [Fr. 4.20.]

Barnaud, J., Pierre Viret. Sa vie et son œuvre, 1511–1571. 703 p. 8⁰. Saint-Amans (Tarn), Carayol, 1911. [Fr. 12.]

Beck, cf. *Ah*.

Berther, B., Il Cumin della Cadi de 1656 e Mistral Giachen Berchter. In niev document per la historia della Cadi cun notizias da P. Boseli Berther. 38 p. 8⁰. Muster (Disentis), Condrau, 1911. [Fr. 0,80.]

Bertrand, J. B., Le Valais. Etude sur son développement intellectuel à travers les âges. II–236 p. 8⁰. Sion, Mussler, 1909. [Fr. 3.50.]

Concilium Basiliense, Studien und Quellen zur Geschichte des Konzils von Basel. Herausgegeben mit Unterstützung der historischen und antiquarischen Gesellschaft von Basel. VII. Bd. Die Protokolle des Konzils 1440–43. Aus dem Manuale des Notars J. Hüglin, herausgegeben von H. Herre. Basel, Helbling und Lichtenhahn, LXIII–594 S. [M. 10.]

Dettling, A., Das Volksschulwesen im Kanton Schwyz. 1800–1850. Schwyz, Steiner, 1911.

Erasmus, D., Opus Epistolarum Desiderii Erasmi Roterodami. Denuo recognitum per P. S. Allen. 2 Tomi 1484–1517. Cum 9 tabulis. Oxford Clarendon press. 1906–1910. [L. 18.]

Gagliardi, E. Ausstellung von Chroniken und verwandten Quellen zur Geschichte Zürichs und der Schweiz. 20 S. 8⁰. Zürich, Berichthaus, 1911. [Fr. 0,20.]

Gran, G., Jean-Jacques Rousseau. Bd. I. XXII–304 S. 8⁰, Kristiania, Aschehoug, 1910. [Fr. 8.]

Grisar, H., Luther, II. Bd. Auf der Höhe des Lebens. Erste und zweite Auflage. 1. bis 6. Tausend. XVIII und 820 S. Freiburg i. Br. Herder 1911. [M. 14.40, geb. M. 16.]

Gschwind, P., Geschichte der Entstehung der christkatholischen Kirche der Schweiz. 2. Bd.: Das vatikanische Konzil und der Kulturkampf. Die

ersten christkatholischen Gemeinden, die Kirchenverfassung und das schweizerische Nationalbistum: Solothurn, Gaßmann, xv-480 S. [6 Fr.]

Haller, Erwin, Bürgermeister Johannes Herzog von Effingen. (1773 bis 1840). Ein Beitrag zur argauischen Geschichte. Zürcher-Dissertation. Aarau 1911. 199 S.

Haller, J. Die Kirchenreform auf dem Konzil zu Basel (abg. in Protokoll der Hauptversammlungen des Gesamtvereins der deutschen Geschichts- und Altertumsvereine zu Worms, 1910. S. 11—38.)

Hauck, A., Kirchengeschichte Deutschlands. Teil 5: Späteres Mittelalter. 1. und 2. Ausgabe. VIII-584 S. 8°. Leipzig, Heinrichs, 1911. [M. 10. 50.]

Hättenschwiller, A., Der I. Schweizerische katholische Kongreß für Schule und Erziehung, veranstaltet vom schweizerischen katholischen Volksverein in Wil am 23. und 24. August 1910. 215 S. 8°. Stans, von Matt, 1911. [Fr. 3.50.]

Hild, J., Honoré Tournely und seine Stellung zum Jansenismus mit besonderer Berücksichtigung der Stellung der Sorbonne zum Jansenismus. Ein Beitrag zur Geschichte des Jansenismus und der Sorbonne. Freiburg, Herder 1911 (Freiburger theol. Studien, 5. Heft). xx-188 S. 8°. [M. 3.60.]

In der Mühle, C., Denkschrift betreffend die Restaurationsarbeiten am Berner Münster, Sommer 1910. 26 S. 8°. Bern, Büchler, 1910.

Jecklin, F., Urbar der Propstei St. Jakob im Prätigau, vom Jahre 1514. II-60 S. 8°. Chur, Sprecher, 1910.

Koprio, S., Windisch zur Zeit des Mittelalters, 400—1528. Illustriert 251 S. 8°. Brugg, Keller, 1911. [Fr. 3.50.].

Meyer, W. J., Verzeichnis der Inkunabeln der Pfarrbibliothek und des Kapuzinerklosters in Zug.

Meyer von Knonau, G., Die evangelischen Kantone und die Waldenser in den Jahren 1663 und 1664. Sonderabdruck aus den Schriften des Vereins für Reformationsgeschichte. 66 S. 8°. Leipzig, Haupt, 1911. [M. 1.]

Michael, E., Geschichte des deutschen Volkes vom XIII. Jahrhundert bis zum Ausgang des Mittelalters. V. Band. Die bildenden Künste in Deutschland während des XIII. Jahrhunderts. 1. bis 3. Auflage. Mit 89 Abbildungen auf 24 Tafeln, darunter 2 Farbentafeln. Freiburg, Herder, 1911, xxx-443 S. [8 Fr. 75 Rp.]

Paulus, N., Protestantismus und Toleranz im XVI. Jahrhundert, gr.-8°. VIII-574 S. Freiburg, 1911, Herder. [M. 5.40, geb. 6.40.]

Rauschen, G., Marx, J., Schmidt, J., Illustrierte Kirchengeschichte. Vollständig in ca. 20 Lieferungen in gr.-8°. Allgemeine Verlagsgesellschaft Berlin-München-Wien. Erste Lieferung. [Preis der Lieferung 60 Pf.]

Rogger, L., Zur Erinnerung an Mgr. F. X. Kurz, Seminardirektor in Hitzkirch. 1876—1907, gestorben, 17. Mai 1910 als Chorherr in Münster, 28 S. 8°. Luzern, Räber, 1911.

Rouët de Journel, M. J., Enchiridion patristicum. Locos SS. Patrum, Doctorum, Scriptorum ecclesiasticorum in usum scholarum collegit. 8° XXIV-888 S. Friburgi, 1911, Herder. [10 M., geb. 11 M.]

Rüttimann, P. H., Der Bau- und Kunstbetrieb der Cisterzienser unter

dem Einflusse der Ordensgesetzgebung im XII. und XIII. Jahrhundert. Diss. Frib. Schweiz. 11–57 S. 8°. Bregenz, Teutsch, 1911.

Schmidlin, L. R., Geschichte des Priesterseminars im Bistum Basel mit spezieller einläßlicher Darstellung seiner Gründung in Solothurn. Luzern, Räber, 1911.

Souvenir de la naissance de Jacques Vogt, fondateur de la Société de chant de Fribourg (organiste à Saint-Nicolas) en 1841. 1810–1910. Fribourg, Galley, 1911.

Wirz, K., Regesten zur Schweizergeschichte aus den päpstlichen Archiven, 1447–1513. Gesammelt und herausgegeben vom Bundesarchiv in Bern. I. Heft. Die Pontificate Nikolaus V. und Kalixt III. 1447–1458. Bern, K. J. Wyss, 1911. 8°, XXII–128 S.

Zwingli, U., Huldreich Zwinglis sämtliche Werke. Zwinglis Briefwechsel. Bd. I. Briefe von 1510–1522. IV–X–657 S. 8°. Leipzig, Heinsius, 1911.

II. Zeitschriften. — Périodiques.

I. Schweiz. — Suisse.

Anzeiger für schweizerische Altertumskunde, 1910, Heft 4. *N. Curti*, Die Disentiser Klosterkirchen im Jahre 1687. — *A. Büchi*, Die Mazze. — *E. Major*, Der mutmaßliche Verfertiger des Dresdener Madonnenbildes. — 1911, Heft 1: *R. F. Burckhardt*, Medaille auf Wilhelm Schewez, Erzbischof von St. Andrew in Schottland, datiert 1491. *F. A. Zetter Collin*, Gregorius Sickinger, Maler, Zeichner, Kupferstecher und Formschneider von Solothurn.

Argovia. Jahresschrift der historischen Gesellschaft des Kantons Aargau, XXXIV. Bd., Aarau, Sauerländer, 1911. *Erwin Haller*, Bürgermeister Johannes Herzog von Effinger (1773–1840). [Enthält ausführliche Mitteilungen über Aargaus Stellung zur Ablösung von der Konstanzer Diözese und zum Konkordat.]

Basler Zeitschrift für Geschichte und Altertumskunde. Herausgegeben von der historischen und antiquarischen Gesellschaft zu Basel XI. Bd., 1. Heft, Basel, 1911. *Felix Stähelin*, Ein Briefwechsel zwischen Karl Ludwig von Haller und Fürst Hardenberg. S. 221–29. [Bezieht sich auf den damaligen Privatdozenten der Geschichte in Bern, den späteren thurgauischen Regierungsrat Joh. Andreas Stähele von Semmeri.]

Jahrbuch des historischen Vereins des Kantons Glarus. XXXVII. Heft. 1911, Glarus, *Gottfried Heer*, Kirchengeschichte des Kantons Glarus. — *F. Schindler*, Kulturhistorisches aus dem XVIII. Jahrhundert.

Jahrbuch für Schweizerische Geschichte. XXXVI. Bd. Zürich, Beer und C°, 1911. *Placid Bütler*, Die Freiherren von Brandis. — *Alf. Rufer*, Ein Beitrag zur helvetischen Revolutionsgeschichte auf Grund eines Memoires von Ph. A. Stapfer. — *Eduard Bähler*, Nikolaus Zurkinden von Bern, 1506–1588. Ein Lebensbild aus dem Jahrhundert der Reformation.

Jahresbericht der historisch antiquarischen Gesellschaft von Graubünden.

Jahrgang 1910. Chur, 1911. *Fritz Jecklin*, Urbar der Propstei St. Jacob im Prätigau (Klosters) vom Jahre 1514. — *M. Valer*, Karl Rudolf von Buol-Schauenstein, der letzte Reichsfürst und Ritter auf dem Churer Bischofsstuhl, 1794–1833.

Indicateur d'Antiquités suisses, cf. *Anzeiger für schweizerische Altertumskunde*.

Mitteilungen des historischen Vereins des Kantons Schwyz. 22. Heft. Schwyz, Steiner, 1911. *P. Magnus Helbling*, Auszug aus dem Tagebuch des Einsiedler Conventuals P. Josef Dietrich, 1670 bis 1680.

Nova Turicensia, Beiträge zur Schweizerischen und Zürcherischen Geschichte. Der allgemeinen geschichtsforschenden Gesellschaft der Schweiz bei Anlaß der in Zürich am 10. und 11. September 1911 abgehaltenen sechsundsechzigsten Jahresversammlung gewidmet von Zürcherischen Mitgliedern. Zürich, Beer u. C°, 1911. 309 S. — Aus dem Inhalt sind hier zu erwähnen: *Emil Bär*, Das Frauenkloster St. Verena in Zürich. — *Robert Hoppeler*, Die Liebfrauenkapelle in Pflasterbach. — *Ulrich Ernst*, Aus dem zürcherischen Schulleben im XVII. und XVIII. Jahrhundert. — *G. Meyer von Knonau*, Zu dem Anteil Zürichs an der Vermittlung der IV Schirmorte zwischen dem Fürstabt von St. Gallen und dessen Untertanen im Jahre 1707. — *Hans Georg Wirz*, Heinrich Bullingers erste Schweizerchronik.

Revue historique Vaudoise, 1911. Juillet-Décembre. — *M. F. Cart*, Un conflit à propos de bancs d'église à Bex en 1791. — *A. Burnaud*, Vaudois en Angleterre avec Othon de Grandson au XIIIme siècle. — *E. Butticaz*, La Réformation à Yverdon. — *M. Reymond*, Le testament de la Reine Berthe.

Schweizerische Theologische Zeitschrift. XXVIII. Jahrgang. 1911. IV./V. Heft. *Alb. Bruckner*, Die Stellung der Schweizer Landeskirchen zu den außerkirchlichen Gemeinschaften. — *E. Renkewitz*, Die Mission im Zeitalter des Pietismus. — *A. Waldburger*, Nachlese zu Zwingli exclusus. — *R. Steck*, Der Brief des Jacobus Monasteriensis über die Disputation zu Bern, 1528.

2. Ausland. — Etranger.

Archiv für Reformationsgeschichte, herausgegeben von Walter Friedensburg. VIII. Jahrgang, Leipzig, 1911. — *W. Friedensburg*, Eine Streitschrift des Vergerio gegen das Tridentiner Konzil von 1551. (Das Sendschreiben ist datiert aus Vicosoprano im Bergell, wo Vergerio damals evangelischer Pfarrer war.) S. 323–333.

Archivum Franciscanum historicum. Annus IV. 1911. Quaracchi presso Firenze. p. 671–688. Chronicon provinciae Argentinensis O. F. M. circa annos 1310–27 a quodam Fratre Minore Basileae conscriptum (1206 bis 1325), herausgegeben von P. Leonardus Lemmens O. F. M. (Diese bereits in der Römischen Quartalschrift (XIV, 235–255) im Jahre 1900 zuerst herausgegebenen Franziskaner Chronik, die zahlreiche auf das Gebiet der heutigen Schweiz bezügliche Nachrichten enthält, erscheint hier in verbesserter Neu-Auflage. Dieselben sind vorwiegend aber nicht ausschließ-

lich kirchlicher Art.] — P. 544–558. Catalogus Friburgensis sanctorum Fratrum Minorum, herausgegeben von P. Ferdinandus Mª Delorme O. F. M. [Aus einem Manuscript des Franziskaner Klosters in Freiburg im Uechtland, von der Hand von Friedrich von Amberg (3. November 1419) geschrieben.]

Neues Archiv der Gesellschaft für ältere deutsche Geschichtskunde, XXXVI. Bd., 1911. S. 395–413. *Hans Hirsch*, Die neuesten Urkunden Papst Leo VIII. für Einsiedeln und Schuttern. [Erklärt die Engelweihebulle, Leo VIII. vom Jahre 964, abgedruckt bei Ringholz, Wallfahrtsgeschichte von Einsiedeln, S. 313 ff. für eine Fälschung eines Reichenauers Urkundenschreibers mit Benützung der Chronik Herrmanns des Lahmen. Verfasser macht dabei den Vorbehalt, daß dem religiösen Charakter der Erzählung durch den Nachweis der Unechtheit des Privilegs kein Eintrag geschieht.]

Società Storica per la provincia e antica diocesi di Como, vol. XIX, 1911. P. 137–168. *Pietro Buzzetti*, Diario alla campagna del duca di Rohan in Valtellina.

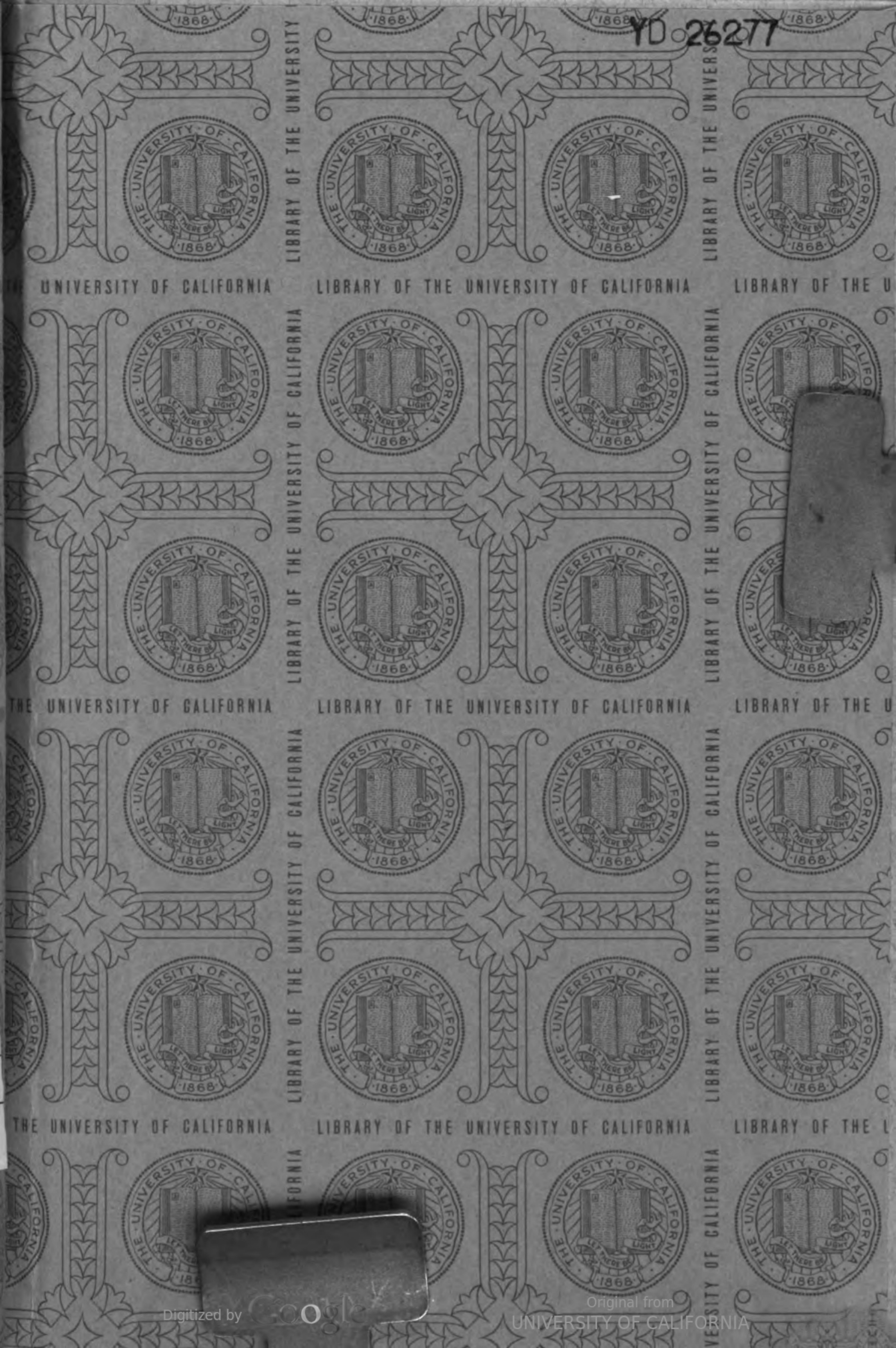
Studien und Mitteilungen zur Geschichte des Benediktinerordens und seiner Zweige. N. F. I. Jahrgang (32. Bd.) 2. Quartalheft : Salzburg. 1911. 1. Heft : *Ernst Tomek*, Die Reform der deutschen Klöster vom X.—XII. Jahrhundert. — *P. Notker Curti*. Karolingische Kirchen in Graubünden — *Johannes Marsing*, Kurie, Episkopat und Mönchtum im Mittelalter. — *P. Pirmin Lindner*, Verzeichnis der deutschen Benediktinerabteien vom VII. bis XX. Jahrhundert. 2. Heft : Die Bibliothek des ehemaligen Benediktinerstiftes Sankt Gallen. Kurze Geschichte derselben und ihrer wichtigsten Handschriften von einem alten St. Galler. — *P. Notker Curti*. Das Ursental und Kloster Disentis in der Schweiz.

Zeitschrift für die Geschichte des Oberrheins. N. F. Bd. XXV. Heidelberg, 1910. *Adolf Hofmeister*. Die Gründungsurkunde von Peterlingen — *Hermann Baier*. Zur Geschichte der Reichenauer Inkorporation. — *Hermann Baier*. Der Liber quartarum des Konstanzer Bischofs Heinrich von Klingenberg.



Fribourg (Suisse). — Imprimerie St-Paul.

Imprimerie Saint-Paul, Fribourg.


YD 26277
LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
LET THERE BE LIGHT
1868